



HAL
open science

La critique des médias par les Gilets jaunes. Étude des appuis sociaux et numériques de la contestation politique

Raphaël Lupovici

► To cite this version:

Raphaël Lupovici. La critique des médias par les Gilets jaunes. Étude des appuis sociaux et numériques de la contestation politique. Sciences de l'information et de la communication. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2023. Français. NNT : 2023PA030114 . tel-04611779

HAL Id: tel-04611779

<https://theses.hal.science/tel-04611779>

Submitted on 14 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE

ED 267 – Arts & Médias

EA 7546 – IRMÉCCEN

Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication

Raphaël LUPOVICI

La critique des médias par les Gilets jaunes

*Étude des appuis sociaux et numériques de la
contestation politique*

Thèse dirigée par Franck Rebillard

Soutenue le 19 décembre 2023

Composition du jury

Mme Aurélie Aubert, Professeure des Universités – Université Sorbonne Nouvelle

Mme Valérie Devillard, Professeure des Universités – Université Paris-Panthéon-Assas

M. Erik Neveu, Professeur émérite – Institut d'études politiques de Rennes

Mme Nelly Quemener, Professeure des Universités – Sorbonne Université (Rapportrice)

M. Franck Rebillard, Professeur des Universités – Université Sorbonne Nouvelle (Directeur)

Mme Brigitte Sebbah, Maîtresse de conférences HDR – Université Toulouse III – Paul
Sabatier (Rapportrice)

Résumé

La critique des médias par les Gilets jaunes. Étude des appuis sociaux et numériques de la contestation politique

Dès ses débuts en novembre 2018, le mouvement des Gilets jaunes s'est distingué par sa critique virulente des médias dominants, notamment sur les réseaux socionumériques investis par cette mobilisation. La thèse examine les ressorts de cette dénonciation en s'appuyant sur un terrain mixte croisant l'analyse de captures d'écran tirées des espaces Facebook des Gilets jaunes ($n = 316$), des entretiens semi-directifs réalisés auprès de participants au mouvement ($n = 38$), ainsi que les résultats d'un questionnaire administré en 2019 dans le cadre de la recherche Pluralisme de l'information en ligne (ANR PIL). L'analyse de ce matériau empirique cherche à restituer l'organisation sociale de la critique au sein du mouvement des Gilets jaunes en associant une approche dispositionnaliste du parcours de vie des enquêtés avec l'étude de la formation en ligne d'une culture critique commune propre à la mobilisation. Il apparaît alors que la critique des médias exprimée par les Gilets jaunes est le résultat d'un recrutement social de militants disposés de façons diverses à la critique. Par la suite, l'expérience militante des Gilets jaunes s'est régulièrement trouvée en décalage avec la couverture médiatique du mouvement, ce qui a suscité l'expression en ligne d'une colère agrégée par les plateformes formant au fil du temps une culture commune de contestation. Cette critique des médias s'est finalement installée dans le quotidien des Gilets jaunes en se traduisant par une reconfiguration de leurs pratiques médiatiques, entretenant ainsi une dénonciation devenue un trait structurel de la mobilisation.

Mots-clés : *critique, Gilets jaunes, médias, mouvements sociaux, numérique, socialisation*

Abstract

The Yellow Vests Against the Media: The Socio-Digital Foundations of a Political Protest

From its outset in November 2018, the Yellow Vests Movement (YVM) has stood out for its fierce criticism of the mainstream media, most notably through its engagement on social media platforms. This thesis investigates the driving forces behind this denunciation. It draws on combined fieldworks, involving the analysis of screenshots taken from the YV's Facebook spaces ($n = 316$), as well as semi-structured interviews conducted among the movement's participants ($n = 38$), and results from a 2019 survey administered via the *Pluralisme de l'information en ligne (PIL)* research project. The study of this empirical data seeks to identify the social organizing principles of the YV's media criticism. It combines a dispositionalist examination of the respondents' individual experiences with a discussion of the online development of a shared critical culture, specific to the protest. The YV's media criticism thus appears to be the product of a mobilization of demonstrators with varying degrees of inclination towards critical discourse. As the activist experience of the YV regularly found itself at odds with the media coverage of the movement, it prompted the online expression of an anger aggregated by platforms, and gradually formed a common culture of protest. This media criticism eventually took root in the daily lives of the YV, resulting in a reconfiguration of their media practices, thus sustaining a denunciation that became a structural feature of the protest.

Keywords: *critique, digital, media, social movements, socialization, Yellow Vests*

Remerciements

La thèse est, dit-on, un exercice solitaire. Je tiens à consacrer ces premières pages à remercier toutes celles et ceux qui ont démenti cette idée reçue en m'accompagnant – à différents moments et à leur manière – tout au long de mon doctorat.

Mes premiers remerciements vont à mon directeur de thèse, Franck Rebillard, pour m'avoir fait confiance il y a plus de six ans lorsque je l'ai sollicité pour me lancer dans l'aventure de la recherche. Son suivi tout au long de l'aventure, du mémoire à la soutenance de thèse en passant par le contrat doctoral, est le meilleur que je pouvais espérer. Il a su à chaque fois m'aider à me surpasser en ne sacrifiant jamais l'exigence scientifique à la bienveillance de tous les instants dont il a fait preuve. Pour cela, je le remercie infiniment.

Je tiens également à remercier les membres du jury Aurélie Aubert, Valérie Devillard, Erik Neveu, Nelly Quemener et Brigitte Sebbah de me faire l'honneur de lire et de discuter mon travail.

Je tiens à remercier les membres de mon CSI, Valérie Devillard (une fois de plus !) et Éric Maigret pour leurs conseils avisés.

Un grand merci à toute l'équipe de l'IRMÉCCEN, les anciens et les nouveaux, pour m'avoir accueilli si chaleureusement et à qui je dois des échanges aussi stimulants qu'amicaux : notamment Yvette Assilaméhou-Kunz pour m'avoir intégré au projet d'ouvrage sur YouTube, Gêrôme Guibert pour les coups de main administratifs et les discussions passionnantes sur la sociologie, encore une fois merci à Éric Maigret et Nelly Quemener pour ces échanges si précieux, merci à Alan Ouakrat pour les conseils avisés, merci à Camila Moreira Cesar ainsi que celles et ceux dont j'ai croisé la route. Des remerciements en particulier à Jérémie Derhi et Sophie Dubec pour m'avoir accueilli à la Maison de la Recherche. Un grand merci à Sophie Balcon-Fourmaux, Grégoire Bienvenu, Vincent Bilem, Paco Garcia, Clara Heysch, Laurence Laroche, Manon Renault, et Andrea Zanotti pour leur amitié et les discussions qui ont égayé chacune des journées (et soirées !) passées ensemble.

Je remercie également l'équipe de l'Institut de la Communication et des Médias et notamment Cécile de Miranda pour son suivi. J'en profite pour remercier les étudiantes et étudiants avec qui j'ai eu le plaisir de faire mes premiers pas d'enseignant.

Je remercie également l'équipe de l'Institut Français de Presse pour m'avoir accueilli comme ATER, en particulier Valérie Devillard (jamais deux sans trois !) et Agnès Granchet.

Je remercie également tous les chercheurs que j'ai pu rencontrer et qui m'ont accompagné scientifiquement et humainement dans mon parcours. Je pense en particulier à Clément Mabi et Stéphanie Wojcik qui m'ont fait confiance pour participer à la coordination du dossier des *Enjeux*. Merci aussi à Coralie Le Caroff pour ses précieux conseils méthodologiques. Merci à Sylvain Dejean pour m'avoir permis d'utiliser les données de l'ANR PIL. Merci également aux membres du Centre Internet et Société et du RT 37 de l'AFS.

Un immense merci à Marie Neihouser et Laurent Thiong-Kay pour l'aventure automédias, les verres et surtout les Zoom qui ont fait de chaque séance de travail un plaisir de tous les instants.

Merci pour tout ce que vous m'avez apporté scientifiquement et humainement, et pour votre solidarité si indispensable.

Je remercie de toute évidence tout le monde à la Maison de la Recherche, en particulier Johan Schollaert, Marion Bianconi, Aziz Hedfi et Werner Gaboreau, ainsi que les indispensables Bastien Doucet, Didier Mocq et Rachid Abdou pour leur amitié et tous les moments passés ensemble. Rien que pour eux, l'aventure de la thèse méritait d'être menée. Merci également à Valentine Lacoste pour sa relecture de dernière minute et pour égayer ce début d'année !

Je remercie tous les jeunes doctorantes et doctorants qui m'entourent et avec qui j'ai noué de formidables amitiés, en particulier Yannis Arazam, Édouard Bouté, Marie Lafon-Bach, Louise Michel et Delphine Moreau-Plachy. Je tiens également à saluer Cyriac Gousset, Pauline Liochon, Fabrizio Li Vigni et Charis Papaevangelou qui m'ont aidé dans mes recherches.

Merci également à tous les Gilets jaunes rencontrés pour leur accueil et leur gentillesse.

Un grand merci à tous mes amis qui m'accompagnent au quotidien. Un grand merci à Hasan et Pierre pour ces débats passionnants et surtout pour tous les moments passés ensemble. Merci à Salomé et Gabriel pour nos discussions quotidiennes et ce lien qui nous unit. Un grand merci à Jordan, Jodie et Achille pour cette amitié qui compte tant pour moi. Merci Tristan, Noëllise et Andrea de faire partie de ma vie et de m'entourer comme vous le faites. Merci à Victor, Tessa, Samuel et Élise pour cette amitié qui est maintenant un morceau de ma vie auquel je suis si attaché. Merci à David, Sayaka et Minato (et toute la famille Matphoto !) pour leur amitié et les moments vécus ensemble.

Merci à Ferdinand et Kenza, Hugo, Léa, Natasha, Éva, toute la bande de Vincennes (Vincent, Romain, Bruce, Marion, Yann-Cédric et tous les autres), Thomas, Lucie, Marion, Camille, Oumar, Tibère, Margaux et Anthony, Mitch, Robin, Bianca, Kelly, Ali, Yasin, Lucas, Antoine et Camille, Raphaël et Léa, Thomas et Kiala, Yanis, Iman, Paul, Alma, et Julie. I'd also like to give a special shout-out to Beka for welcoming me so nicely in NYC! Merci également à tous celles et ceux que j'aurais oubliés en cette heure tardive de bouclage !

Un grand merci à ma famille pour leur présence et pour tout ce que je leur dois. Merci à mon oncle Claude (ainsi qu'à Anne !) et ma grand-mère Cécile pour leur amour et leur accompagnement depuis ma naissance. Merci à mon frère Nicolas et à mon neveu Emmanuel pour leur soutien. Merci à toute ma famille pour son affection. Un grand merci aux amis de la famille, en particulier Frédéric Prot pour ses relectures, ses encouragements dans les moments de doute et pour tous nos échanges. Merci à Fabien et Vincent ainsi qu'à Mathilde. Merci à Françoise pour son aide et ses conseils. Merci à Nathalie et Markus pour leur accueil new-yorkais. Je remercie également Rico pour toutes les découvertes que je lui dois.

Last but not least, je remercie ma mère pour son soutien infaillible, sa présence, son amour et tout ce qu'elle m'a apporté. Cette thèse, qui n'aurait jamais été possible sans elle, lui est dédiée.

Enfin, je pense à ceux qui nous ont quittés trop tôt : mes grands-parents Marcel et Claudine, mon grand-père Raphaël et mon oncle Jean-Louis. Enfin, bien sûr, je pense à mon père à qui je dois tant. Cette thèse n'est qu'une petite chose au regard de tout ce que je lui dois, mais je sais qu'elle a été écrite avec son souvenir constamment à l'esprit. Cette recherche est dédiée à sa mémoire.

Sommaire

Introduction générale.....	10
Enjeux de recherche	13
De la critique de l’institution à l’organisation sociale de la critique.....	20
Organisation du mémoire	28
PREMIÈRE PARTIE — LE NUMÉRIQUE, UN VECTEUR DE LA CRITIQUE DES MÉDIAS	33
Chapitre 1 – L’ouverture de l’espace public avec le numérique.....	34
1.1 Les distorsions communicationnelles des médias de masse	35
1.2 L’institutionnalisation des médias.....	42
1.3 De la numérisation à la contestation	48
1.4 Saisir les effets de capacitation du web par les affordances	54
Chapitre 2 – La production militante d’une culture commune	59
2.1 La contestation connectée des Gilets jaunes	60
2.2 La culture politique des Gilets jaunes	64
2.3 Le cadrage comme partage militant d’un référentiel commun	68
Chapitre 3 – Lutter contre et par les médias.....	73
3.1 De la dénonciation des médias aux médias alternatifs.....	73
3.2 Une critique ordinaire qui ne se réduit pas aux élaborations savantes.....	82
3.3 Les dispositions à la critique	87
DEUXIÈME PARTIE — ÉTUDIER L’ENGAGEMENT CRITIQUE.....	93
Chapitre 4 – Cadre d’analyse et hypothèses de recherche	94
4.1 Saisir la dimension processuelle de l’engagement critique.....	95
4.2 Anticiper les formes que prend l’organisation sociale de la critique des médias chez les Gilets jaunes	100
Chapitre 5 – Construire et mener l’enquête	102
5.1 L’observation en ligne.....	102
5.2 Les entretiens semi-directifs.....	113
5.3 Les données de la recherche collective PIL	124
TROISIÈME PARTIE — LES RESSORTS DE LA CRITIQUE DES MÉDIAS CHEZ LES GILETS JAUNES	127
Chapitre 6 – La formation des dispositions à la critique.....	128
6.1 Une socialisation familiale qui préfigure la critique à venir	129
6.2 Les études, l’autonomie, et la configuration de soi-même.....	141
6.3 L’espace militant ou la critique instituée collectivement.....	152
6.4 Travail et politisation	171
6.5 L’exposition aux médias	181

Chapitre 7 – L’activation des dispositions à la critique lors du mouvement des Gilets jaunes	191
7.1 Une expérience de politisation qui se heurte à un cadrage dépolitisant.....	193
7.2 La production numérique d’un contre-discours face à une couverture décalée des rassemblements	205
7.3 Une hostilité mutuelle entre Gilets jaunes et journalistes	245
Chapitre 8 – L’élaboration collective de normes médiatiques	267
8.1 De la défense des libertés formelles des journalistes à la réflexion sur la hiérarchie de la production de l’information.....	268
8.2 Le pluralisme comme idéal civique	276
8.3 Une montée en généralité qui débouche sur une revendication d’indépendance des médias	285
8.4 Les références aux canons traditionnels d’objectivité et de neutralité.....	298
8.5 L’ambivalence de la figure de contre-pouvoir	305
Chapitre 9 – Un rapport aux médias reconfiguré par l’engagement politique	313
9.1 Les médias traditionnels à l’épreuve de la défiance.....	315
9.2 L’appui numérique à l’autonomie des pratiques informationnelles.....	338
9.3 Les initiatives médiactivistes des Gilets jaunes	371
Conclusion générale	389
Retour sur les résultats	389
Limites de l’enquête, perspectives scientifiques et sociales	401
Bibliographie.....	406
ANNEXES	437
Annexe n° 1 – Liste des entretiens réalisés	438
Annexe n° 2 – Guide d’entretien	439
Annexe n° 3 – Captures d’écran.....	440
Tables des matières	525

« Mon image du monde, je ne l'ai pas parce que je me suis convaincu de sa justesse ; ou parce que je suis convaincu de sa justesse. Elle est la toile de fond dont j'ai hérité et sur laquelle je distingue le vrai du faux. »

— Ludwig WITTGENSTEIN, *De la certitude*

Introduction générale

Le 19 janvier 2019, *Libération* publiait un article de Jérôme Lefilliâtre intitulé « Gilets jaunes : les médias au stade autocritique¹ ». À ce moment, le mouvement s'était déjà éloigné de l'image de protestation surprise de l'automne 2018 qui dénonçait la taxe carbone. Les Gilets jaunes avaient entretemps élargi considérablement le périmètre de leurs revendications en exigeant la justice sociale, fiscale, une meilleure représentation et la démocratie directe à travers le Référendum d'initiative citoyenne (RIC). Le retrait de la taxe sur le carburant par le Gouvernement n'avait quasiment pas altéré la détermination des Gilets jaunes qui revenaient manifester chaque samedi partout en France. Les manifestations ne ressemblaient plus aux occupations bon enfant des débuts, mais se trouvaient émaillées d'affrontements de plus en plus violents entre les manifestants et des forces de l'ordre dont la répression était de plus en plus brutale. Du côté des Gilets jaunes, les revendications s'accompagnaient de la désignation d'adversaires conspués à longueur de semaine dans les cortèges et sur les réseaux sociaux (RSN) : Emmanuel Macron et son gouvernement, les responsables politiques, les forces de l'ordre, ainsi que – et c'est l'objet de l'article de Lefilliâtre – les médias.

Les journalistes couvrant les manifestations ne pouvaient en effet que constater le rejet dont ils faisaient l'objet de la part des Gilets jaunes. Les manifestants affichaient des pancartes désignant les médias comme des complices du Gouvernement ou de la police, les journalistes étaient conspués, et des violences physiques ont même pu être commises sur des reporters. Par conséquent, certains journalistes ont parfois décidé de cacher leur profession, parfois en arborant une bonnette neutre sur leur micro. Lefilliâtre revient dans un premier temps sur ces incidents, qui sont bien entendu dénoncés comme « inexcusables [car] atteignant directement la bonne marche de la démocratie². » Mais l'article bascule rapidement vers un exercice d'introspection pour le moins inhabituel en se demandant si, malgré les excès des dénonciations, les médias n'avaient tout de même pas une part de responsabilité dans l'abîme qui semblait les séparer des Gilets jaunes : « sans aucunement vouloir justifier la moindre agression, si l'on veut réparer cette fracture, il semble nécessaire de s'interroger : les journalistes n'ont-ils absolument aucun tort ? Ne méritent-ils pas une partie de la méfiance qu'ils inspirent³ ? »

¹ Jérôme Lefilliâtre, « Gilets jaunes : les médias au stade autocritique », *Libération*, 19 janv. 2019, p. 2-5.

² *Ibid.*, p. 2.

³ *Ibid.*

La suite de l'article invite vingt-cinq journalistes à se livrer à un examen de conscience professionnelle en passant en revue différents reproches adressés aux médias : absence de diversité sociale et de points de vue, sensationnalisme, déconnexion d'avec les gens ordinaires, leçons de morale, voire une trop grande concentration de l'actionnariat des entreprises de médias. Selon l'article, et contrairement à l'image de corporatisme dont peuvent souffrir les journalistes, ces derniers seraient en réalité bien conscients des biais qui affectent leur activité :

« Le mouvement des Gilets jaunes rappelle très durement aux médias la défiance dont ils font l'objet auprès d'une grande partie du public. Le mot est faible : à ce stade, mieux vaudrait parler de colère, de détestation, voire de haine. Chez les journalistes, la situation est ressentie avec injustice. Jamais sans doute les titulaires d'une carte de presse n'ont été aussi bien formés que maintenant, aussi soucieux des enjeux déontologiques, aussi éveillés aux biais de la production de l'information¹. »

Cet article est intéressant car il représente, à ma connaissance, une rare occasion où des journalistes montrent à ce point avoir été troublés par les critiques d'un mouvement social.

Il est possible de comparer l'attitude de *Libération* vis-à-vis des Gilets jaunes à la situation des années 1990 lorsque la critique des médias commença à faire parler d'elle à partir des grèves de 1995, au point que le quotidien qualifia 1998 d'« année anti-médias² ». Cette critique était notamment celle de Pierre Bourdieu qui cherchait à « donner des outils et des armes à tous ceux qui, dans les métiers de l'image même, combattent pour que ce qui aurait pu devenir un extraordinaire instrument de démocratie ne se convertisse pas en un instrument d'oppression symbolique³ ». *Libération* publiait pourtant le 31 décembre 1998 un éditorial de Laurent Joffrin qui, en dehors de quelques concessions, fustigeait la « perfidie » de la critique des médias, et raillait Bourdieu qualifié de « plus médiatique des “exclus des médias”⁴ ». Il n'est donc pas évident que cette critique, qui s'incarnait également dans des figures comme Pierre Carles ou Serge Halimi, ait réussi à interpeller les journalistes autant que les Gilets jaunes. En 2001, Cyril Lemieux reprochait d'ailleurs à la critique « externe » bourdieusienne d'échouer à donner aux journalistes les moyens de se déprendre de leurs déterminismes. Il plaidait plutôt pour une critique « interne » qui s'appuie sur les normes partagées par les journalistes pour les amener à déterminer quels dispositifs de production permettraient « de limiter pour les différents partenaires les chances d'adopter vis-à-vis d'autrui des conduites injustifiables⁵. »

¹ *Ibid.*

² Cité dans Dominique Pinsolle, *À bas la presse bourgeoise ! Deux siècles de critique anticapitaliste des médias, de 1836 à nos jours*, Marseille, Agone, 2022, p. 196.

³ Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir, 1996, p. 8.

⁴ Laurent Joffrin, « Les médias, du rôle de juges à celui d'accusés. Critique de la critique. », *Libération*, 31 déc. 1998, p. 2.

⁵ Cyril Lemieux, « Une critique sans raison ? L'approche bourdieusienne des médias et ses limites » dans Bernard Lahire (ed.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 2001, p. 226.

Mon but n'est pas ici de dresser un historique du rapport de *Libération* à la critique des médias, ni même de considérer l'autocritique d'aujourd'hui ou l'incrédulité d'autrefois comme des généralités. Le sujet n'est pas non plus de départager laquelle des critiques, bourdieusienne ou interne, serait la plus à même de transformer le journalisme. Je considère plutôt que le rejet des médias exprimé par les Gilets jaunes impose le constat que, si l'on en croit Lefilliâtre lorsqu'il écrit que les journalistes sont plus que jamais conscients de leurs biais professionnels, alors cette lucidité n'est nullement parvenue à restaurer une quelconque confiance du public. Sans me prononcer sur l'affirmation du journaliste, on peut en effet imaginer un monde dans lequel des médias fiables et indépendants ne parviendraient pas à apaiser les reproches, en raison des individus critiques eux-mêmes. Même si, comme on le verra, une telle situation est sociologiquement invraisemblable, cette expérience de pensée justifie le passage d'une étude du journalisme au prisme de ses critiques (comme le fait Lemieux) à une étude des critiques elles-mêmes. Ce travail avait déjà été amorcé lors de mon mémoire de Master 2 où j'avais étudié la réception de vidéos YouTube de critique des médias auprès de citoyens engagés¹. Mon enquête croisait des entretiens à l'analyse de vidéos, et m'avait permis de constater, en premier lieu, que les médias étaient critiqués parce qu'ils ne parvenaient pas à se conformer aux attentes citoyennes des enquêtés. Dans le même temps, les vidéos YouTube parvenaient à remporter l'adhésion des enquêtés car leur dénonciation des médias encourageait la participation politique, et que leur consultation en ligne tirait parti des propriétés sociotechniques de la plateforme numérique. Cette étude montrait ainsi que, si l'argumentaire critique n'avait pas fondamentalement changé entre les années 1990 et le milieu des années 2010, c'était avant tout les modalités de consommation que le numérique avait transformées. Les vidéos étudiées, qui relevaient d'un travail de vulgarisation de discours à la frontière entre les univers savants et militants, avaient gagné en accessibilité grâce au web et s'inséraient maintenant dans des pratiques d'auto-formation citoyenne et de participation politique en ligne.

La rédaction du mémoire était par ailleurs concomitante avec le mouvement des Gilets jaunes. Ayant remarqué très tôt une méfiance de la mobilisation envers les médias, j'ai pris l'initiative de m'abonner aux pages et groupes Facebook du mouvement. J'ai ainsi pu constater que les Gilets jaunes se livraient à une critique qui entretenait un « air de famille » avec les

¹ Le corpus incluait des films documentaires et des vidéos YouTube « natives », français et états-uniens : *Les Nouveaux chiens de garde* (2008), *Manufacturing Consent: Noam Chomsky and the Media* (1992), *Mes chers contemporains* d'Usul (2014-2016) et la chaîne The Young Turks (2002-aujourd'hui). Pour un aperçu, voir : Raphaël Lupovici, « La médiacritique en vidéo. La réception du travail des vidéastes engagés » dans Yvette Assilaméhou-Kunz et Franck Rebillard (eds.), *La machine YouTube. Contradictions d'une plateforme d'expression*, Caen, C&F éditions, 2022, p. 163-183.

dénonciations émanant d'acteurs établis de la critique des médias comme *Le Monde diplomatique* ou Acrimed, mais sous des formes ordinaires, parfois injurieuses¹ : les médias étaient conspués pour leur connivence avec les pouvoirs politiques et financiers, le traitement journalistique était dénoncé comme inéquitable et biaisé, on accusait les journalistes de passer sous silence certains faits... Alors que les enquêtés de mon mémoire appartenaient aux classes moyennes éduquées de gauche vivant dans de grandes agglomérations, la critique des médias exercée en ligne par les Gilets jaunes suggérait que ces discours critiques et ces pratiques en ligne s'étendaient au-delà des profils que j'avais rencontrés.

Ceci m'a finalement convaincu de poursuivre en doctorat afin d'élargir l'analyse de la critique des médias aux enjeux de plus grande envergure soulevés par ce mouvement social, et que je vais maintenant détailler.

Enjeux de recherche

L'intérêt d'étudier la critique des médias par les Gilets jaunes est, selon moi, que ce mouvement social condense en réalité de nombreux enjeux, scientifiques et politiques², que l'on peut saisir depuis la question de la critique des médias.

L'attitude des Gilets jaunes envers les médias est d'abord à replacer dans une tendance de fond de la société française. L'apparition du baromètre *La Croix-Kantar* (autrefois *La Croix-Sofres*) en 1987 a permis de mesurer quantitativement l'attitude du public français envers les médias. Selon ce sondage, et avec toutes les réserves qui doivent l'entourer, l'intérêt des Français pour l'actualité est plutôt stable, oscillant entre 62 % en 1987 et 76 % en 2023, avec des fluctuations notables, mais relativement serrées : le point le plus bas est 62 %, le pic à 77 %³. Au démarrage de l'étude, la télévision était le média qui bénéficiait du plus de confiance, suivi par la radio et la presse écrite (respectivement 59 %, 56 % et 46 %). En 2023 la radio se retrouve à la première place, suivie par la presse écrite, la télévision puis internet – inclus à partir de 2005 (et toujours dernier du classement) – avec respectivement 54 %, 52 %, 49% et 33 % de crédibilité accordée.

Bien que les variations puissent être importantes en raison de la sensibilité du baromètre aux crises de confiance, Jean-Marie Charon confirme l'existence d'une défiance de fond envers les

¹ Pour une analyse sur Twitter, voir : Arnaud Mercier et Laura Amigo, « Tweets injurieux et haineux contre les journalistes et les “merdias” », *Mots*, 2021, n° 125, p. 73-91.

² Zakaria Bendali et Aldo Rubert, « Les sciences sociales en gilet jaune. Deux ans d'enquêtes sur un mouvement inédit », *Politix*, 2020, vol. 33, n° 132, p. 177-215.

³ *La confiance des Français dans les médias. Résultats de l'édition 2023 du baromètre La Croix/Kantar Public*, Paris, La Croix/Kantar, 2023, p. 6.

médias¹. Les chutes surviennent lors de controverses médiatiques, à l’instar du mouvement des Gilets jaunes en 2019, et les remontées surviennent à mesure que la crise s’éloigne, avec des pics correspondant à des moments d’unité nationale comme les attentats de janvier 2015. Un autre indicateur illustre cette perte de confiance : la perception de l’indépendance des journalistes. En 1993, 56 % des participants considéraient que les journalistes n’étaient pas indépendants des pressions politiques et du pouvoir. Au moment de la crise des Gilets jaunes, 69 % ne les considéraient pas comme indépendants, soit le pic de défiance. Une évolution similaire est constatée quand l’on pose la question de l’indépendance des journalistes face aux pressions de l’argent : en 1993, 58 % des sondés ne considéraient pas les journalistes comme résistant aux pressions de l’argent contre 62 % en 2019².

Du point de vue conceptuel, l’ouvrage *Médiactivistes* de Dominique Cardon et Fabien Granjon fait figure de référence dans l’étude de la critique des médias. Les auteurs distinguent deux traditions que sont la critique « contre-hégémonique » et la critique « expressiviste » des médias : tandis que la première « s’attache à mettre en lumière la fonction propagandiste des médias et appelle à la création d’un contre-pouvoir », la seconde revendique « un élargissement des droits d’expression des personnes en proposant des dispositifs de prise de parole ouverts qui doivent leur permettre de s’affranchir des contraintes imposées par les formats médiatiques professionnels³. » Cette distinction recoupe les débats qui ont opposé l’approche de John Downing, qui considère que les médias alternatifs ont pour but de contrer le discours des médias dominants, et celle de Chris Atton qui valorise l’expression subjective hors système médiatique⁴. Cette tension, qui structure la littérature anglo-américaine, doit cependant être réinterrogée au vu de la critique des médias des Gilets jaunes : si leur dénonciation vise les médias dominants, ne le font-ils pas par des canaux alternatifs ? Pourrait-on dire alors que la critique contre-hégémonique bénéficie de dispositifs expressivistes de prises de paroles ?

Un autre enjeu est d’ordre épistémologique : que doit-on étudier pour saisir une critique ordinaire des médias ? La revue de littérature m’a donné l’occasion de parcourir différentes enquêtes sur ce phénomène. À ma connaissance, ce phénomène n’a fait l’objet que de peu de recherches en France qui pourraient en éclairer les ressorts ; en revanche il a été davantage

¹ Jean-Marie Charon, *Les journalistes et leur public : le grand malentendu*, Paris, Vuibert, 2007, p. 18.

² *Baromètre 2019 de la confiance des Français dans les médias*, Paris, La Croix-Kantar, 2019, p. 18.

³ Dominique Cardon et Fabien Granjon, *Médiactivistes*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 11.

⁴ Benjamin Ferron, « Les médias alternatifs : entre luttes de définition et luttes de (dé-)légitimation », *Les Enjeux de l’information et de la communication*, 2006, vol. 2, n° 7, [En ligne].

étudié par des chercheurs anglophones¹. Une difficulté récurrente de ces études est qu'elles cherchent à lier le niveau de confiance envers les médias aux pratiques médiatiques, expliquant parfois le premier par les secondes et vice versa. Plus récemment, une étude a cherché à dépasser la notion générale de confiance envers les médias, pour s'intéresser à la manière dont elle peut changer selon le sujet, car cette attitude est liée à l'expérience personnelle et à l'importance que l'on accorde au sujet médiatisé d'autant plus s'il est politique². Il faut ajouter à cela le rôle des messages critiques des médias de la part de figures politiques comme cela a été observé dans l'espace francophone³ ou aux États-Unis⁴. On retiendra le lien avec l'idée de culture politique, qui rendra d'autant plus envisageable une critique si elle fait déjà partie de son univers mental. Ces différents facteurs confirment donc l'importance d'articuler le rapport individuel à l'information avec le contexte socio-politique.

Dans les années 2000, certains travaux ont fait le pari méthodologique d'étudier des courriers de lecteurs⁵ ou de téléspectateurs⁶ pour saisir la défiance du public envers les médias. Néanmoins, cette approche a pour inconvénient d'être privée d'un accès interactif aux propriétés sociales des citoyens, comme le permet l'entretien semi-directif. Qui plus est, la plupart des analyses de la défiance envers les médias ont pour inconvénient d'être quelque peu désincarnées. La critique des médias n'y existe qu'au travers d'indicateurs statistiques qui « arrachent les individus à leurs groupes d'appartenance et les déréalisent socialement⁷ ». Dans l'espace francophone, il n'existe que peu de publications universitaires analysant de manière compréhensive la critique citoyenne des médias⁸. Ce constat est à peine atténué si l'on inclut la

¹ Voir par exemple : Yariv Tsfati et Gal Ariely, « Individual and Contextual Correlates of Trust in Media Across 44 Countries », *Communication Research*, 2014, vol. 41, n° 6, p. 760-782 ; Jane Suiter et Richard Fletcher, « Polarization and partisanship: Key drivers of distrust in media old and new? », *European Journal of Communication*, 2020, vol. 35, n° 5, p. 484-501 ; Jesper Strömbäck et al., « News media trust and its impact on media use: toward a framework for future research », *Annals of the International Communication Association*, 2020, vol. 44, n° 2, p. 139-156.

² Yariv Tsfati et al., « Going Beyond General Media Trust: An Analysis of Topical Media Trust, its Antecedents and Effects on Issue (Mis)perceptions », *International Journal of Public Opinion Research*, 2022, vol. 34, n° 2, p. 2.

³ Cédric Tant, *La critique publique que s'adressent les journalistes et les politiques lors de polémiques. Dimensions métadiscursives et articulations de la démocratie en France, en Suisse francophone, au Québec et en Belgique francophone*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Saint-Louis, Bruxelles, 2023, 548 p.

⁴ Jonathan M. Ladd, *Why Americans Hate the Media and How It Matters*, Princeton, Princeton University Press, 2012, p. 121.

⁵ J.-M. Charon, *Les journalistes et leur public*, op. cit.

⁶ Aurélie Aubert, *La société civile et ses médias. Quand le public prend la parole*, Lormont, Le Bord de l'Eau, 2009, 292 p.

⁷ Nicolas Mariot, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, 2010, vol. 23, n° 92, p. 175.

⁸ Voir par exemple : Nina Santos, « Le médiactivisme pendant les manifestations au Brésil de 2013 : Twitter comme espace critique des médias traditionnels », *Le Temps des médias*, 2020, n° 35, p. 87-104.

littérature anglophone¹. Même s'il est bien entendu possible que des publications m'aient échappées, la recherche n'a généralement que très peu pris la peine de recueillir spécifiquement la parole de citoyens critiques envers les médias², du moins en France.

Il est entendu que l'entreprise d'ethnographie de la citoyenneté se révèle difficile à mener, car elle s'emploie à rendre manifeste un arrière-plan qui n'a pas vocation à faire l'objet d'une réflexivité de la part des enquêtés, dont les pratiques se réalisent sur le mode de l'évidence³. Néanmoins, selon Catherine Neveu, les pratiques citoyennes deviennent plus saisissables lorsque l'on s'attache à analyser « les formes d'encastrement du politique [...]. Saisir les processus de citoyenneté [...] nécessite alors de s'attacher à saisir, parmi d'autres éléments, comment des attachements familiaux, personnels ou intimes contribuent à fabriquer du commun⁴ ». C'est donc une définition élargie de la politique qui est adoptée ici, qui ne se limite plus aux rapports au champ politique professionnel, mais intègre également « la capacité des acteurs sociaux à problématiser des questions, y compris les plus concrètes. Politiser, dans cette perspective, c'est produire une critique ou une justification publiquement audible et recevable. C'est recourir à des procédés argumentatifs ou à des performances visant à obtenir l'assentiment des tiers⁵. » Cette brève digression sur la citoyenneté a pour but d'introduire l'idée que, derrière les attitudes des Gilets jaunes envers les médias, c'est un rapport plus général au politique qui se joue, et que cette défiance envers les médias ne saurait être autonome du rejet des autres institutions⁶. Il est donc nécessaire de documenter le rapport aux médias en allant au-delà de l'expression de reproches, et de mettre au jour les conditions sociales de possibilité de la critique.

Un autre enjeu soulevé par le phénomène à étudier concerne la manière dont les mouvements sociaux conçoivent leur médiatisation. Selon Fabien Granjon, les mouvements sociaux sont rompus à l'exercice de la critique des médias, qui « sont largement considérés comme la courroie de transmission idéologique des intérêts dominants et leurs dysfonctionnements appréhendés comme des effets assez directs de leur concentration économique, de leur financiarisation

¹ Voir par exemple : Kjersti Thorbjørnsrud et Tine Ustad Figenschou, « The Alarmed Citizen: Fear, Mistrust, and Alternative Media », *Journalism Practice*, 2022, vol. 16, n° 5, p. 1018-1035. L'article analyse des entretiens avec des citoyens norvégiens anti-immigration qui font part de leurs critiques envers les médias.

² Nayla Fawzi et al., « Concepts, causes and consequences of trust in news media – a literature review and framework », *Annals of the International Communication Association*, 2021, vol. 45, n° 2, p. 165.

³ N. Mariot, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », art cit, p. 184.

⁴ Catherine Neveu, « "E pur si muove !" », ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté », *Politix*, 2013, vol. 26, n° 103, p. 221.

⁵ François Buton et al. (eds.), « Introduction générale » dans *L'ordinaire du Politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 13.

⁶ Christian Le Bart, *Petite sociologie des Gilets jaunes. La contestation en mode post-institutionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, p. 67.

et de leur dépendance vis-à-vis des lois du marché et du champ politique¹. » Cette dénonciation témoigne de l'importance que donnent les mobilisations aux représentations médiatiques dont elles font l'objet car, « dès lors que les protagonistes d'un mouvement social sont persuadés que ce "pouvoir" [des médias] existe, ils agiront en conséquence, imputeront à la presse leurs échecs, plus rarement leurs succès². »

Les rapports entre médias et mouvements sociaux ont été décrits par Erik Neveu en termes de relation d'« associés-rivaux », dans laquelle chacune des parties cherche à imposer sa propre définition des événements tout en ayant besoin de l'autre pour avoir de quoi produire de l'information/exister médiatiquement³. Cette relation fonctionne lorsque les logiques journalistiques privilégient l'analyse de fond des revendications et que les mouvements sociaux s'investissent dans un travail de communication calibré pour les médias. Mais, lorsque les journalistes réduisent l'analyse politique aux activités des institutions représentatives et partisans⁴, et qu'un mouvement social refuse de jouer le jeu de la communication – comme ce fut le cas pour les Gilets jaunes – le risque guette de voir les routines médiatiques « enfermer les groupes, spécialement les moins riches en ressources, dans des stéréotypes sociaux dévalorisants dont la subversion est particulièrement difficile⁵ ». C'est pour cette raison que comprendre la critique des médias des Gilets jaunes demande de tenir compte des cadrages médiatiques produits, ainsi que de l'écart entre les expressions de ce mouvement et les formats journalistiques usuels.

Face à ces obstacles médiatiques, le mouvement des Gilets jaunes s'est distingué par son utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pour outiller sa communication. Les RSN se sont en effet imposés depuis la fin des années 2000 comme un emblème des mouvements d'occupation des places, qu'il s'agisse d'*Occupy*, des *Indignados* ou des Printemps arabes⁶. Les Gilets jaunes s'inscrivent dans cette dynamique en s'étant appuyés sur les plateformes en ligne pour se coordonner, mais également construire leurs revendications et leur identité militante⁷. C'est à travers cette activité en ligne que sont d'ailleurs fréquemment désignés les adversaires du mouvement et les responsables des injustices dénoncées.

¹ Fabien Granjon, « Médias » dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 381.

² Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, 7^e éd., Paris, La Découverte, 2019, p. 108.

³ Erik Neveu, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 1999, vol. 17, n° 98, p. 17-85.

⁴ Erik Neveu, *Sociologie du journalisme*, 5^e éd., Paris, La Découverte, 2019, p. 49.

⁵ E. Neveu, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », art cit, p. 44.

⁶ Paolo Gerbaudo, *Tweets and the Streets. Social Media and Contemporary Activism*, Londres, Pluto Press, 2012, 209 p ; Zeynep Tufekci, *Twitter et les gaz lacrymogènes. Forces et fragilités de la contestation connectée*, traduit par Anne Lemoine, Caen, C&F éditions, 2019, 430 p.

⁷ Paolo Gerbaudo et Emiliano Treré, « In search of the 'we' of social media activism », *Information, Communication & Society*, 2015, vol. 18, n° 8, p. 865-871.

Néanmoins, ces opérations se font sous des modalités différentes des règles de l'espace public traditionnel, structuré par les normes communicationnelles bourgeoises¹ :

« Les espaces d'interlocution numériques semblent, en effet, aller dans le sens d'un élargissement du périmètre politique du débat en rendant possibles des formes de discussion publique qui reposent moins nettement sur une césure entre les espaces de réception de l'information et ceux de la participation civique aux débats. L'impératif de distanciation propre à la régulation de la parole au sein de l'espace public médiatique "traditionnel" tend à s'amenuiser pour laisser place à des modalités d'expression nettement plus libérées des cadrages liés à la nécessité d'un exercice tenu de la raison argumentative². »

Si la « colère internet³ » des Gilets jaunes se distingue, c'est également en raison de son recrutement populaire composé à moitié de primo-manifestants⁴, qui réactualise la question de l'ouverture de la participation en ligne à des publics autrefois mis à l'écart⁵.

En effet, les mouvements sociaux des années 2010 étaient marqués par le rôle des classes moyennes dans l'animation de la contestation. Le début des années 2010 tendait à confirmer la thèse de la différenciation selon laquelle l'élargissement de la participation en ligne concerne les publics issus des classes moyennes et supérieures et non les classes populaires⁶. Plus tard, Jen Schradie a observé que les inégalités en termes de ressources de compétences représentaient bien un frein à l'activisme en ligne⁷. Les Gilets jaunes ont pourtant montré des capacités à mobiliser politiquement leurs compétences numériques ordinaires, qui ont entretemps été adoptées au sein des classes populaires⁸. Cela atteste donc qu'un « grand nombre de groupes minoritaires et/ou marginalisés qui étaient quasi invisibles dans les arènes sous influence des élites politiques et médiatiques conventionnelles (e.g. partis politiques, organisations journalistiques, politiciens) se voient désormais offrir une tribune grâce aux médias socionumériques⁹. »

Cette recherche devra donc restituer la dimension socialement située de la dénonciation des Gilets jaunes envers les médias. Vincent Goulet, qui a étudié les pratiques médiatiques des

¹ Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, traduit par Marc Buhot de Launay, Paris, Payot, 1993 [1962], 322 p.

² Fabien Granjon, « Mouvements sociaux, espaces publics et usages d'internet », *Pouvoirs*, 2018, n° 164, p. 41.

³ Clément Mabi, « Le débat public face aux "colères internet" », *Pouvoirs*, 2020, n° 175, p. 69-76.

⁴ Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les Gilets jaunes », *Revue française de science politique*, 2019, vol. 69, n° 5-6, p. 883.

⁵ Laurence Monnoyer-Smith et Stéphanie Wojcik, « La participation politique en ligne, vers un renouvellement des problématiques ? », *Participations*, 2014, vol. 1, n° 8, p. 11.

⁶ Jennifer Oser, Marc Hooghe et Sofie Marien, « Is Online Participation Distinct from Offline Participation? A Latent Class Analysis of Participation Types and Their Stratification », *Political Research Quarterly*, 2013, vol. 66, n° 1, p. 91-101.

⁷ Jen Schradie, « The Digital Activism Gap: How Class and Costs Shape Online Collective Action », *Social Problems*, 2018, vol. 65, n° 1, p. 51-74.

⁸ Dominique Pasquier, *L'internet des familles modestes. Enquête dans la France rurale*, Paris, Presses des Mines, 2018, 220 p ; Fabien Granjon, *Classes populaires et usages de l'informatique connectée. Des inégalités sociales-numériques*, Paris, Presses des Mines, 2022, p. 280.

⁹ Vincent Raynaud, Emmanuelle Richez et Stéphanie Wojcik, « Les groupes minoritaires et/ou marginalisés à l'ère numérique », *Terminal*, 2020, n° 127, [En ligne].

classes populaires, trouve que leur critique des médias se trouve corrélée à la politisation, et se réalise sur un mode intuitif, « les individus [étant] contraints de penser le monde avec les éléments dont ils disposent et qui, pour une très large part, leur sont donnés par le système médiatique¹. » Plus généralement, ce sont les modalités de politisation en ligne des classes populaires qui devront être interrogées. Comme le pensent Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, la sociologie des classes populaires (le terme ayant progressivement supplanté celui de « classe ouvrière » à partir des années 1980) a oscillé entre les deux tendances que sont le populisme, qui accorde une entière autonomie à leurs cultures, et le misérabilisme qui ne les perçoit que comme de pures émanations de contraintes sociales². Il faudrait plutôt se saisir de cette ambivalence en appliquant une « double lecture » qui se sert « des deux descriptions [en termes de fonction de domination d'une part, et de cohérence interne et d'autonomie d'autre part] pour décrire les rapports sociaux et symboliques par lesquels chacune des deux significations retourne l'autre, en tirant son mode d'efficacité propre de ce retournement même³. »

Par ailleurs, les classes populaires renvoient à des réalités hétérogènes (d'emploi, de genre, de géographie, de race, etc.) ce qui demande de « penser ensemble ces divisions et rapports de domination et d'appréhender leur articulation au sein d'un espace social à plusieurs dimensions⁴ ». Cette démarche a été adoptée par le sociologue Olivier Schwartz⁵ pour forger une notion de « classe populaire » qui s'attache à surmonter ces difficultés en tenant compte à la fois de l'occupation d'une position dominée dans l'espace social, et des traits culturels qui rassemblent ces groupes sociaux et qui « tendent ainsi à faire des milieux populaires des univers “ségrégués”, tels qu'ils ont été décrits par le “modèle hoggartien”, où le clivage entre “eux” et “nous” est central⁶. » La politisation de ce clivage par les Gilets jaunes signale la prégnance de la dimension agonistique dans leurs revendications. Alternative à la conception habermassienne de la démocratie, la conception agonistique critique son idéalisme qui élude les divergences radicales des pratiques communicationnelles rendant invraisemblables les conditions garantissant l'intégrité de la délibération⁷. Dans cette optique, un processus agonistique peut

¹ Vincent Goulet, *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2010, p. 356.

² Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989, p. 45. Les auteurs précisent que cette oscillation se réalise généralement à l'intérieur des enquêtes, les cas à ranger complètement dans l'une de ces deux catégories faisant figures d'exceptions.

³ *Ibid.*, p. 93-94.

⁴ Yasmine Siblot et al., *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 38.

⁵ Olivier Schwartz, *Peut-on parler des classes populaires ?*, <https://laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>, 13 septembre 2011, (consulté le 2 avril 2023). Il s'agit d'une version raccourcie de son HDR.

⁶ Y. Siblot et al., *Sociologie des classes populaires contemporaines*, *op. cit.*, p. 39.

⁷ Chantal Mouffe, « Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism? », *Social Research*, 1999, vol. 66, n° 3, p. 749-750.

effectivement tirer parti de l'infrastructure du web en créant des espaces de circulation de discours contre-hégémoniques¹.

Plusieurs questions émergent donc de ce panorama : qu'est-ce qui a fait que les Gilets jaunes en sont venus à dénoncer les médias ? Par quels moyens ont-ils construit et fait entendre cette dénonciation ? Quels déterminants sociaux ont rendu possible cette critique ? Quels reproches ont été exprimés ? Qu'est-ce que les Gilets jaunes attendent des médias ? Comment l'utilisation des RSN a-t-elle favorisé l'émergence de cette critique des médias ?

Ces enjeux convergent finalement vers une question de recherche plus générale que je formulerai ainsi : *comment le mouvement des Gilets jaunes a-t-il constitué la critique des médias en objet de lutte ?*

De la critique de l'institution à l'organisation sociale de la critique

L'approche adoptée pour répondre à cette question consiste à étudier la dénonciation des médias sous l'angle de « l'organisation “sociale” (et pas seulement idéale) “ordinaire” (et pas seulement extra-ordinaire) de la critique² ». Il s'agit ici de rompre avec une vision idéalisée de la critique en la tenant « comme une pratique sociale comme les autres, redevables des outils routiniers de la sociologie et dont l'extériorité n'est pas différente de celle de n'importe quel autre fait social³ ». La critique a effectivement été présentée comme une situation où les individus parviendraient à prendre une position d'extériorité vis-à-vis de l'objet critiqué⁴, afin de pouvoir le juger (dont le grec *krinein* a donné plus tard le terme de « critique »). Mon but est donc de retrouver les mécanismes sociaux à l'œuvre dans le processus de formation de la critique. Je me suis appuyé sur les apports des sociologies bourdieusienne et pragmatiste, en défendant l'idée que les notions et concepts issus de ces deux traditions sont non seulement compatibles, mais peuvent être mis à profit dans une orientation matérialiste de l'étude de la critique.

Mon premier point d'ancrage théorique m'a été donné par Luc Boltanski avec sa tentative de rendre compatibles les deux sociologies dans son ouvrage *De la critique*⁵. Cette lecture m'a amené à appréhender la critique comme fait social, tout en me laissant la possibilité de me

¹ Lincoln Dahlberg, « The Internet, deliberative democracy, and power: Radicalizing the public sphere », *International Journal of Media and Cultural Politics*, 2007, vol. 3, n° 1, p. 56.

² Elsa Rambaud et Johanna Siméant-Germanos, « Notes pour une sociologie incarnée du travail de la critique », *Sociétés contemporaines*, 2022, n° 125, p. 7.

³ *Ibid.*, p. 11.

⁴ Luc Boltanski, *L'Amour et la Justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Gallimard, 1990, p. 62.

⁵ Luc Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009, 312 p.

positionner avec Boltanski et Bourdieu, et pas avec l'un contre l'autre. Plutôt que d'opter pour une théorisation intégralement empruntée à Boltanski – ce qui me laisserait dans le registre de la critique idéale – je considère qu'il faut plutôt envisager sa réflexion comme une boîte à outils conceptuels¹, dans laquelle j'ai pioché ce qui me semblait le plus pertinent.

La critique comme engouffrement dans la brèche institutionnelle

Deux idées ont été particulièrement utiles à ma recherche. Premièrement, je rejoins Boltanski lorsqu'il considère que saisir la critique demande au préalable une théorie des *institutions*, comme Bourdieu qui voyait dans la sociologie une « science de l'institution et du rapport, heureux ou malheureux, à l'institution² ». L'intérêt de cette piste est de lier la critique à l'objet critiqué, par le truchement du rôle social des institutions en général. Boltanski explique la nécessité anthropologique des institutions en s'appuyant sur une expérience de pensée consistant à se situer « depuis une position *originelle* dans laquelle règne une *incertitude radicale*³ ». Dans cette position, les personnes sont plongées dans le *monde*, qui est « tout ce qui a lieu⁴ » chez Wittgenstein, et qui se distingue de la *réalité* perçue, « entendue au sens de réalité socialement construite par un réseau de règles, de routines, de formes symboliques incorporées à des objets et, surtout de formats d'épreuves⁵ ».

Cette réalité socialement construite se caractérise à première vue par une grande précarité en raison du caractère mouvant du monde qui peut à tout moment faire irruption et la bousculer. De plus, les individus sont frappés d'incertitude en raison de leur *corps* qui les voue à un point de vue particulier sur le monde dans le temps et dans l'espace, et de la conscience de leurs intérêts et de leurs désirs⁶. Aucun acteur doté d'un corps ne pouvant s'extraire complètement de son point de vue particulier, la solution trouvée pour résorber cette incertitude est de faire appel à un tiers incarnant un *être sans corps* : cet être sans corps, c'est *l'institution*. Elle se voit ainsi chargée d'une fonction de stabilisation sémantique et modale de ce qui importe et de ce qui importe peu, de qualifier les objets et les personnes, en vertu de son éternité et de son immortalité dont sont dépourvus les êtres de chair et d'os. L'institution doit être ici entendue « au

¹ Luc Boltanski, « Situation de la critique » dans Bruno Frère (ed.), *Le tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, p. 192-196.

² Pierre Bourdieu, *Leçon sur la leçon*, Paris, Minuit, 1982, p. 8.

³ L. Boltanski, *De la critique*, *op. cit.*, p. 92.

⁴ Ludwig Wittgenstein, *Tractatus logico-philosophicus*, traduit par Gilles-Gaston Granger, Paris, Gallimard, 1993 [1922], p. 33. Joan Stavo-Debaugé note les problèmes de traduction de l'originale « *Die Welt ist alles, was der Fall ist* » par Boltanski en « tout ce qui arrive ». Il préconise au contraire l'interprétation au sens de « tout ce qui est le cas » qui se rapproche de celle de Granger : Joan Stavo-Debaugé, « *De la critique*, une critique. Sur le geste "radical" de Luc Boltanski », *EspacesTemps.net*, 2011, [En ligne].

⁵ L. Boltanski, « Situation de la critique », art cit, p. 192.

⁶ L. Boltanski, *De la critique*, *op. cit.*, p. 96.

sens large » que recommande Vincent Descombes, qui reprend la tradition durkheimienne pour désigner « un *mode d'existence* [qui est] la marque du fait social. Si quelque chose existe sur le mode institué, alors il s'agit d'un phénomène social¹. » Ce sens est aussi celui que lui donnaient Paul Fauconnet et Marcel Mauss dans leur présentation générale de la sociologie :

« Qu'est-ce en effet qu'une institution sinon un ensemble d'actes ou d'idées tout institué que les individus trouvent devant eux et qui s'impose plus ou moins à eux ? Il n'y a aucune raison pour réserver exclusivement, comme on le fait d'ordinaire, cette expression aux arrangements sociaux fondamentaux. Nous entendons donc par ce mot aussi bien les usages et les modes, les préjugés et les superstitions que les constitutions politiques ou les organisations juridiques essentielles ; car tous ces phénomènes sont de même nature et ne diffèrent qu'en degré². »

Or, et c'est le deuxième apport de Boltanski, l'institution renferme une contradiction immanente, qui est la condition même de la critique, appelée *contradiction herméneutique*. Les institutions ne pouvant exister dans le monde matériel comme êtres-sans-corps, elles doivent se donner des porte-paroles de chair et d'os qui, malgré les dissimulations symboliques (uniformes, manières de parler, etc.), apparaissent donc voués à un point de vue particulier³. Les acteurs sont alors confrontés à un dilemme : soit ils décident d'abolir la fiction de l'être-sans-corps en reconnaissant les porte-paroles comme des êtres corporels, au risque d'exacerber l'incertitude ; soit ils continuent à suivre l'institution, prenant alors le risque que les porte-paroles soient rattrapés par leur condition et trahissent la parole de l'institution⁴.

Une autre manière de décrire cette contradiction est de distinguer la sémantique de la pragmatique. En fixant la référence, la sémantique se prive de pouvoir décrire le monde dans la diversité des perceptions individuelles, alors que toute action suppose de s'engager pragmatiquement dans le monde, qui est susceptible de faire irruption et mettre en échec la sémantique institutionnelle⁵. De telles situations de contradiction herméneutique sont gérables lorsqu'elles sont isolées. En revanche, lorsque ces contradictions sont mises collectivement en évidence, l'institution peut vaciller. Car, lorsque les individus parviennent à se coaliser et à mettre en rapport leurs griefs, resurgissent « les êtres qui donnent corps à l'institution précisément dans leur détermination corporelle solidaire d'intérêts particuliers [donnant] le pas à la pragmatique de l'action sur la qualification institutionnelle, [évidant] en quelque sorte l'être sans corps de tout contenu, le faisant ainsi basculer dans la fiction. Le roi est nu⁶. » Autrement dit, c'est lorsque

¹ Vincent Descombes, « L'institution au sens large » dans Élodie Djordjevic, Sabina Tortorella et Mathilde Unger (eds.), *Les équivoques de l'institution. Normes, individu et pouvoir*, Paris, Classiques Garnier, 2021, p. 20.

² Paul Fauconnet et Marcel Mauss, « La sociologie : objet et méthode » dans *Essais de sociologie*, Paris, Seuil, 1971 [1901], p. 16-17.

³ L. Boltanski, *De la critique*, *op. cit.*, p. 131-132.

⁴ *Ibid.*, p. 132-133.

⁵ On prendra pour exemple la cérémonie de mariage, où il suffit qu'un seul élément de la règle ne manque à l'appel (mauvais officier de mairie, mauvaise date, etc.) pour que l'entièreté du rituel échoue.

⁶ L. Boltanski, *De la critique*, *op. cit.*, p. 147.

l'expérience vécue des acteurs se trouve en décalage avec les prétentions institutionnelles, et que ces acteurs parviennent à prendre conscience du caractère généralisé de cet échec de l'institution, que s'ouvre la voie de la critique. La première piste de recherche est donc de montrer comment le décalage entre la parole médiatique et le vécu individuel a pu amorcer la formation d'un jugement critique envers les médias. Mais elle doit également être suivie d'une appréhension de la dimension collective d'un tel processus.

Le mouvement social comme institution de la critique

Je souhaite en effet dépasser une vision de la critique comme pure extériorité. Car il ne suffit pas d'identifier à quel moment la parole médiatique a été mise en échec par le vécu des Gilets jaunes pour comprendre leur critique des médias. Il faut intégrer à l'analyse un élément clé qui procure à cette mécanique son efficacité : l'existence d'une culture commune (parfois appelée « sens commun »). Comme l'explique Nicolas Mariot, pour que la critique émerge, il faut pouvoir s'appuyer sur un fonds partagé de signification qui procurera un sens critique à ce moment d'échec de l'institution¹. Cette nécessité s'inscrit dans une conception externaliste de l'esprit² selon laquelle la vie sociale « présente du sens et qu'elle en fournit aux individus. Le sens n'est pas enfermé dans l'intériorité des personnes, il a pour élément naturel les formes publiques, collectives, de l'existence et de l'action³ ».

Prendre un mouvement social comme celui des Gilets jaunes en tant qu'objet d'étude permet justement de restituer le processus de construction et de diffusion de référentiels communs qui vont *instituer* la critique. Par mouvement social, il faut entendre ici « les formes concertées d'action collective en faveur d'une cause⁴ ». Un trait remarquable du mouvement des Gilets jaunes est d'avoir connu un glissement dans ses revendications. Comme le notent Éric Agrikoliansky et Philippe Aldrin, sur « les réseaux sociaux, sur les ronds-points occupés comme dans les manifestations du samedi, le début de la contestation se focalise sur la hausse du prix des carburants automobiles et la “gabegie” des gouvernants. Mais si les slogans évoluent, la contestation cible bientôt tous les responsables politiques, les experts et les médias⁵. » Cette

¹ Nicolas Mariot, « La réflexivité comme second mouvement », *L'Homme*, 2012, n° 203-204, p. 389.

² Cette position philosophique affirme que les contenus mentaux sont au moins partiellement déterminés par l'environnement extérieur aux sujets : Pascal Engel, *Introduction à la philosophie de l'esprit*, Paris, La Découverte, 1994, p. 36. Pour éviter la confusion avec les remarques sur la critique « externe », il faut comprendre que si la critique est interne au monde social, alors elle fait partie de l'environnement externe du point de vue des sujets. Sur ce point, voir : Vincent Descombes, *La denrée mentale*, Paris, Minuit, 1995, 352 p ; Vincent Descombes, *Les institutions du sens*, Paris, Minuit, 1996, 352 p.

³ Vincent Descombes, « Y a-t-il un esprit objectif ? », *Les Études philosophiques*, 1999, n° 3, p. 248.

⁴ E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p. 9.

⁵ Éric Agrikoliansky et Philippe Aldrin, « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix*, 2019, vol. 32, n° 128, p. 145-146.

observation justifie l'importance de tenir compte des processus de désignation d'adversaires, pour comprendre comment se constituent des coalitions de mécontentements.

Alors qu'elles sont les destinataires des revendications des mouvements sociaux, les institutions telles que les médias ont été conspuées, et ceci n'est pas anodin. Le mouvement social des Gilets jaunes, en ne jouant pas le jeu de la respectabilité médiatique, et en choisissant de critiquer les mêmes institutions auxquelles il s'adressait, se caractérise par une forme d'autonomisation. Dans cette configuration, la culture commune du mouvement peut être vue comme un appui cognitif à la subjectivation politique, « processus de reconfiguration du rapport à soi qui engage une liberté ou une autonomie vis-à-vis des normes, des assignations, des ancrages sociaux, et qui suppose la genèse d'un collectif porteur d'un conflit¹. » Dans cette optique, le rassemblement, qu'il soit ponctuel ou sur le long terme, physique ou en ligne, dynamique ou statique, doit être compris comme le moment propice à l'émergence d'une autonomie². C'est à la fois parce qu'ils ont quelque chose en commun que les individus se rassemblent, et parce qu'ils vivent collectivement les mêmes choses que s'installent dans leur vision du monde des référents partagés.

Retrouver la matérialité de la critique : entre « action connectée » et socialisation

Un dernier aspect de l'organisation sociale de la critique doit également faire partie de l'analyse : sa matérialité. Karine Clément, qui a étudié les ronds-points des Gilets jaunes, considère que leur critique est une critique « partant d'un rapport corporel et sensitif au monde, c'est-à-dire aux places, objets et personnes peuplant ce monde, et une critique s'efforçant de ramener les hommes, les objets et les idées évoluant au-delà des contingences dans le prosaïque, le vulgaire, l'ordinaire et le terre-à-terre³. » Je serai amené à nuancer ce jugement au cours de l'analyse, car la critique exercée par les Gilets jaunes a su par moment monter en généralité, notamment en procédant à une remise en cause directe du fonctionnement des grandes institutions, médias compris⁴. Il faut néanmoins garder à l'esprit que si le mouvement social produit les référents qui soutiennent la critique, cette production est elle-même située socialement.

¹ Federico Tarragoni, « Du rapport de la subjectivation politique au monde social. Les raisons d'une mésentente entre sociologie et philosophie politique », *Raisons politiques*, 2016, n° 62, p. 127.

² N. Mariot, « La réflexivité comme second mouvement », art cit, p. 392.

³ Karine Clément, « "On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !" : penser une critique sociale ordinaire populaire de bon sens », *Condition humaine / Conditions politiques*, 2020, n° 1, [En ligne].

⁴ Camille Bedock et al., « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », *Participations*, 2020, vol. 3, n° 28, p. 221-246.

Pour mener à bien leur lutte, les mouvements sociaux puisent dans des répertoires d'action collective, « ensembles préexistants de représentations qui s'offrent, dans un contexte donné, à un ensemble donné d'acteurs politiques¹ ». Entre les manifestations, les occupations de ronds-points et les assemblées générales, les Gilets jaunes ont à la fois innové et emprunté à des répertoires plus traditionnels. Sans oublier les autres formes de mobilisation, je souhaite prêter une attention particulière à l'activité en ligne des Gilets jaunes pour étudier la production de normes critiques au sein du mouvement. Comme cela a été évoqué, le numérique a permis un renouvellement des modes de protestation. Les chercheurs W. Lance Bennett et Alexandra Segerberg qualifient d'« action connectée » le fait que les mobilisations s'appuient désormais sur des structures fluides et davantage décentralisées calées sur les logiques des plateformes numériques². Il ne s'agit pas d'ignorer les limites qui guettent les mobilisations en ligne : fractionnement des luttes, individualisation de la contestation qui peut se réduire à du *slacktivisme*³, ou un caractère éphémère de la mobilisation⁴. Mais l'expression en ligne de critiques envers les médias par les Gilets jaunes indique qu'il est tout de même impératif de tenir compte des potentialités propres au numérique qui offre « une plus grande autonomie [aux] mouvements, une capacité à médiatiser et à gérer ses interventions dans l'espace public ; il ouvre des possibilités inédites d'autoproduction, de coopération et d'élaboration de répertoires discursifs et médiatiques⁵. »

Cette attention portée au numérique ne pouvant succomber à un quelconque déterminisme technique, il est nécessaire d'adopter une approche sociotechnique selon laquelle les pratiques communicationnelles sont structurées par une « double médiation » :

« Cette [double médiation] est à la fois technique car l'outil utilisé structure la pratique, mais la médiation est aussi sociale car les mobiles, les formes d'usage et le sens accordé à la pratique se ressource dans le corps social. Il se produit une rencontre entre les évolutions techniques et le changement social, et les pratiques de communication constituent un terrain d'observation privilégié pour cerner le tissage de cette convergence⁶. »

Les travaux sur la matérialité des dispositifs numériques ont bien montré que, si la technique ne détermine pas tout, elle est loin d'être neutre. D'une part, les usages du numérique sont socialement situés, si bien que les publics qui interviennent en ligne « disposent souvent d'une

¹ Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, traduit par Rachel Bouyssou, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2015 [2007], p. 38.

² W. Lance Bennett et Alexandra Segerberg, *The Logic of Connective Action. Digital Media and the Personalization of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 28.

³ Evgeny Morozov, *The Net Delusion. The Dark Side of Internet Freedom*, New York, Public Affairs, 2011, 428 p.

⁴ Paola Sedda, « L'internet contestataire comme pratique d'émancipation. Des médias alternatifs à la mobilisation numérique », *Les Cahiers du numérique*, 2015, vol. 11, n° 4, p. 39-40.

⁵ Paola Sedda, « La mobilisation numérique : entre émancipation et rationalisation », *Approches Théoriques en Information-Communication*, 2021, vol. 2, n° 3, p. 68.

⁶ Josiane Jouët, « Pratiques de communication et figures de la médiation », *Réseaux*, 1993, vol. 11, n° 60, p. 101.

grille de lecture commune des évènements, qui implique une certaine perception du sujet dont il est question et du monde au sein duquel il se déploie. [...] Au sein de ces espaces, infuse une certaine culture de l'échange qui induit des usages spécifiques de la parole publique et des manières particulières d'évaluer collectivement les arguments échangés¹. » D'autre part, l'architecture des espaces d'échanges en ligne est susceptible de produire des effets sur la circulation des discours en privilégiant certaines ressources selon les intentions des concepteurs. Bien que l'idée de l'architecture comme mise en forme matérielle de règles sociales ne soit pas nouvelle, la différence est que, « sur le web, c'est la quasi-totalité des règles, normes et principes d'échanges qui est incorporée sous des formes techniques. Cette incorporation matérielle des normes de débat a pour première conséquence de les rendre moins visibles². » J'entends alors montrer que la circulation, sur les plateformes, de critiques initialement individuelles a produit une agrégation leur donnant une dimension collective et partagée. Il s'agit ainsi de penser la strate sociotechnique de l'organisation sociale de la critique, de façon plus attentive qu'elle ne l'a été proposée par le plaidoyer de Rambaud et Siméant-Germanos.

Il faut enfin tenir compte du fait que la critique instituée « est redevable d'un ensemble de trajectoires socialement situées, d'un réseau de sociabilités et de pratiques culturelles, d'un écheveau de ruptures biographiques dues à l'engagement, d'un système de signes et de symboles ayant acquis, dans des espaces-temps particuliers, des significations utopiques³ ». Cela signifie donc que la socialisation *par* l'engagement ne s'exerce pas sur des individus génériques⁴, mais représente une rupture dans le parcours de vie, rupture nécessairement conditionnée par l'habitus, entendu comme système « de *dispositions* durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations⁵ ».

L'intérêt de tenir compte de la socialisation dans l'étude de la critique des médias permet d'ajouter une épaisseur sociologique qui manque parfois aux travaux sur le numérique. Souvent héritières des *Science and technology studies* (STS), les recherches sur le numérique ont tendance à négliger la socialisation⁶, alors qu'il faudrait tenir compte des dispositions acquises

¹ Romain Badouard, Clément Mabi et Laurence Monnoyer-Smith, « Le débat et ses arènes. À propos de la matérialité des espaces de discussion », *Questions de communication*, 2016, n° 30, p. 8-9.

² *Ibid.*, p. 14.

³ F. Tarragoni, « Du rapport de la subjectivation politique au monde social », art cit, p. 125.

⁴ Nicolas Mariot, « Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 5, p. 734.

⁵ Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 88.

⁶ Fabien Granjon, « Inégalités sociales, dispositions et usages du numérique », *Éducation et sociétés*, 2022, vol. 1, n° 47, p. 85.

avant les usages observés¹, au moins autant que des effets socialisateurs des pratiques politiques en ligne. L'intérêt d'étudier la socialisation est donc à la fois de restituer l'inégale distribution sociale de l'habileté numérique (allant de l'illectronisme à la « virtuosité geek »), mais surtout d'éclairer les déterminants sociaux du jugement politique qui s'exprime en ligne. Les différents espaces militants, en ligne ou non, doivent donc être aussi considérés comme « des lieux où se façonnent savoirs et réflexes de la critique et de la lutte² ». Ces considérations invitent donc à adopter une approche dispositionnaliste de la pratique, soit l'idée que nous devons tenir compte des produits de la socialisation passée (le passé incorporé) en vue d'étudier les pratiques³.

Mon analyse suit l'équation de Bernard Lahire, Dispositions + Contextes = Pratiques, qui désigne le fait que « les *pratiques* [...] ne se comprennent que si l'on étudie, d'une part, les *contraintes contextuelles* qui pèsent sur l'action (ce que le contexte exige ou sollicite de la part des acteurs) et, d'autre part, les *dispositions* socialement constituées à partir desquelles les acteurs perçoivent et se représentent la situation, et sur la base desquelles ils agissent dans cette situation⁴. » Premièrement, le contexte fourni par le mouvement des Gilets jaunes se caractérise par sa longue durée comparée à la plupart des mobilisations de notre époque, des formes spécifiques de sociabilités militantes ainsi qu'une utilisation importante des RSN. Deuxièmement, et d'après les premières études menées sur la composition sociologique du mouvement des Gilets jaunes, cette mobilisation se caractérise par une certaine diversité des profils politiques, allant de primo-manifestants à des militants chevronnés.

Je souhaite ainsi montrer que l'expérience au sein du mouvement des Gilets jaunes a fait converger les pratiques politiques des participants via l'expérience de la contestation, les primo-manifestants politisant leurs pratiques pour se rapprocher, dans une certaine mesure, des militants les plus expérimentés. Ce processus s'est réalisé par la formation en ligne d'une culture commune propice à remettre en cause l'ordre dominant, ce qui a permis l'activation de dispositions à la critique lorsque les Gilets jaunes ont perçu un décalage entre leur expérience dans le mouvement et la parole médiatique. Pour résumer, je défends l'idée que le mouvement des Gilets jaunes a constitué une organisation sociale de la critique des médias en coalisant, notamment via les RSN, des individus dont la socialisation les disposait diversement à la critique.

¹ Carine Guérandel, Audrey Gozillon et Emmanuelle Walter, « La socialisation par les médias au prisme des inégalités sociales, sexuées et sexuelles », *Éducation et sociétés*, 2022, vol. 1, n° 47, p. 13.

² E. Rambaud et J. Siméant-Germanos, « Notes pour une sociologie incarnée du travail de la critique », art cit, p. 8.

³ Bernard Lahire, *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012, p. 25.

⁴ *Ibid.*, p. 24.

Mon ancrage en sciences de l'information et de la communication invite à une telle étude de mon objet de recherche qui présente une évidente dimension info-communicationnelle, qu'il s'agisse du rapport aux médias et au journalisme ou des usages sociotechniques et politiques des RSN. Par ailleurs, les sciences de l'information et de la communication présentent un caractère résolument pluridisciplinaire qui demande d'intégrer les apports de la sociologie et des sciences politiques afin d'analyser au mieux cet objet de recherche. Je souhaite maintenant exposer le déroulé du mémoire de thèse ou comment, à partir du questionnement initial, j'ai construit mon objet de recherche, problématisé, opérationnalisé la recherche puis tenté de répondre aux interrogations de départ.

Organisation du mémoire

Cette recherche est organisée en trois grandes parties, elles-mêmes divisées en plusieurs chapitres. La PREMIÈRE PARTIE poursuit la construction de l'objet de recherche en déclinant les différents aspects de la critique des médias par les Gilets jaunes autour de trois chapitres.

Le **premier chapitre** aborde la question de l'ouverture de l'espace public avec le numérique en débutant par un exposé sur le pouvoir symbolique des grands médias. Les médias apparaissent comme une puissante instance de légitimation, mais aussi productrice de violence symbolique pour les groupes subalternes tels que les classes populaires. Ce traitement ne s'explique pas par une malveillance de la part des journalistes, mais par des impératifs sociaux qui les conduisent à adopter des routines professionnelles privilégiant la parole du pouvoir politique. En se conformant à ces contraintes, les médias parviennent à faire autorité dans le monde social, et s'apparentent ainsi à des institutions politiques (ce qui fait d'eux un objet de la critique). C'est alors que j'introduis la dimension numérique de la recherche en montrant comment l'avènement du web, puis des RSN, a permis de relativement déverrouiller les opportunités de prises de paroles et d'incursion dans l'espace public. Le numérique conduit à une transformation de notre rapport au monde social, susceptible de nous rendre plus autonomes vis-à-vis des médias traditionnels, ce qui a permis aux publics oppositionnels de structurer leurs prises de parole. Le chapitre s'achève par la présentation de la première notion de recherche mobilisée lors de l'enquête empirique, les *affordances*, qui permettent de saisir la manière dont les dispositifs socio-techniques vont cadrer la participation en ligne.

Le **deuxième chapitre** resserre justement la focale sur la participation en ligne spécifique du mouvement des Gilets jaunes. Je soutiens l'idée que le mouvement a eu une utilisation intensive des RSN, notamment Facebook, qui ont joué un rôle d'abord organisationnel en facilitant la

coordination entre militants. Mais ces usages ont également produit une intégration cognitive et identitaire du mouvement, les échanges en ligne entre Gilets jaunes matérialisant la culture politique du mouvement qui réactualise l'opposition classique d'un « nous » contre un « eux ». On retrouve ainsi l'idée d'un sens commun qui correspond, dans le contexte particulier des mouvements sociaux, à la seconde notion de recherche mobilisée : les cadres de l'action collective. Les cadres sont ici définis comme des référents partagés qui orientent l'action collective, et permettent le rassemblement d'individus différents autour d'une même cause.

Le **troisième chapitre** est consacré à la cause particulière de la critique des médias dont je propose une synthèse historico-conceptuelle. On y voit que l'évolution de la critique des médias est inséparable des transformations du journalisme et de la production d'information. Du point de vue conceptuel, je reprends la distinction entre médiaactivisme « contre-hégémonique » et « expressiviste » pour décrire la situation contemporaine de la critique des médias. D'un côté se trouve une critique qui s'appuie sur un travail intellectuel de dénonciation du fonctionnement des médias dominants, tandis qu'on trouve de l'autre une attention portée à la production autonome d'information. Néanmoins, la situation des Gilets jaunes, qui se sont livrés à une dénonciation des médias dominants tout en utilisant leurs propres médias, m'amène à retourner à la question de la critique en exposant un argumentaire en faveur d'une acception « non normative » de la critique. Penser une critique des médias ordinaire invite selon moi à recourir à la troisième notion de recherche mobilisée : les dispositions à la critique, envisagées comme un cas particulier de socialisation politique.

À ce stade, les différents éléments d'une étude de l'organisation sociale de la critique sont réunis : la socialisation qui permet de comprendre pourquoi certaines personnes sont plus susceptibles de se livrer à la critique que d'autres, les cadres qui expliquent comment le contexte militant général peut activer ses dispositions, et enfin les affordances qui aident à saisir le rôle du numérique dans la construction et l'entretien des cadrages militants. Afin d'articuler ces différentes notions au sein d'un cadre général, je mobiliserai une approche processuelle qui permet en effet de restituer la dynamique du jugement critique concomitante à l'engagement militant. Celle-ci sera présentée dans le **quatrième chapitre**, qui inaugure la DEUXIÈME PARTIE consacrée à la présentation du cadre général d'analyse, des hypothèses et de la méthodologie. Ce cadre d'analyse adopté, je présenterai ensuite les hypothèses de recherche qui portent sur les différents aspects de l'organisation sociale de la critique chez les Gilets jaunes : une socialisation préalable à la critique des militants, la perception d'un décalage entre le vécu et la couverture médiatique du mouvement, la constitution d'une culture politique commune qui

monte en généralité, et une reconfiguration des pratiques médiatiques. Le **cinquième chapitre** sera consacré à la présentation du terrain d'enquête : l'observation en ligne de groupes et pages Facebook associés au mouvement des Gilets jaunes, les entretiens semi-directifs réalisés auprès de Gilets jaunes et enfin le questionnaire administré dans le cadre de la recherche collective menée dans le cadre de l'ANR sur le pluralisme de l'information en ligne (PIL) et les pratiques médiatiques des Français.

La TROISIÈME PARTIE présente les résultats de l'enquête de terrain. Le **sixième chapitre** porte sur le premier aspect de la thèse, à savoir les formes de socialisation à la critique préalables à l'engagement dans le mouvement, selon l'idée que ce sont ces dispositions qui ont été activées plus tard. Afin de savoir qui étaient les Gilets jaunes avant leur entrée dans le mouvement, j'aborde le rôle de cinq instances de socialisation différentes (famille, études, militantisme, monde professionnel et exposition aux médias) pour montrer que les Gilets jaunes ont, en dépit des variations des parcours de vie, comme point commun d'avoir été socialisés à la critique. À différents moments de leur vie, les Gilets jaunes ont acquis des dispositions agonistiques, les prédisposant à remettre en question l'ordre du monde, celles-ci ayant été soit activées soit reconduites à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes.

Le **septième chapitre** s'intéresse justement aux conditions d'activation de ces dispositions lors du mouvement, en décrivant trois décalages qui ont structuré le rapport des journalistes aux médias. Je montre ainsi que les routines journalistiques, évoquées lors du premier chapitre comme moyen de légitimation, se sont révélées totalement désajustées aux particularités du mouvement des Gilets jaunes : d'une part, une prise de conscience politique aigüe qui témoigne d'une forte politisation et, d'autre part, le caractère spontané et éparpillé des rassemblements qui a donné lieu à une couverture décalée du vécu des militants. À cela, s'ajoute la défiance envers les médias qui a compliqué davantage la tâche des journalistes sur le terrain. Je montrerai également que les Gilets jaunes ont tiré parti des affordances de Facebook pour dénoncer un cadrage dépolitisant, mais surtout un silence médiatique autour des violences policières comparé à une surreprésentation des violences manifestantes. S'ajoutent la colère face à des messages démobilisateurs de la part des médias, ainsi qu'un traitement parfois dénigrant venant d'éditorialistes vedettes. Le fossé entre Gilets jaunes et médias s'est ainsi creusé encore davantage, entérinant la critique des médias comme trait structurel du mouvement.

Le **huitième chapitre** est consacré aux attentes des Gilets jaunes envers les médias. La formation de ces attentes, que j'envisage comme des normes, correspond à l'aboutissement d'un processus de constitution de référents politiques communs, amorcé lors de la phase présentée dans

le chapitre précédent. J'explore ainsi différentes normes qui sous-tendent la critique des médias des Gilets jaunes, exprimées en ligne, recueillies en entretien, dans les réponses au questionnaire de l'ANR PIL, ainsi qu'au sein des assemblées générales du mouvement. On retrouve d'abord une défense de la liberté de la presse et du pluralisme de l'information. Les Gilets jaunes sont également montés en généralité en défendant l'indépendance des médias contre la concentration des entreprises aux mains de grandes fortunes. Lorsqu'il s'agit de défendre un modèle de journalisme, les normes des Gilets jaunes se révèlent ambivalentes, oscillant entre un plaidoyer assez classique en faveur d'une objectivité et d'une neutralité, et la valorisation du journalisme alternatif et d'investigation comme contre-pouvoir.

Les reproches et les attentes ont enfin débouché sur l'adoption de pratiques médiatiques réflexives, sortes d'externalités individuelles du processus de la critique collective, qui sont décrites dans le **neuvième chapitre**. En croisant les témoignages recueillis en entretien et les données de l'ANR PIL, je montre que les Gilets jaunes délaissent de plus en plus les supports traditionnels, qui restent toutefois consommés sous des formes distantes et/ou subversives. Le numérique représente en effet le gros des pratiques informationnelles des Gilets jaunes, qui sont de grands consommateurs d'informations en ligne, en particulier produites par des médias alternatifs et militants. Je discuterai pour finir de l'engagement médiactiviste de certains Gilets jaunes, d'abord à travers une participation en ligne qui peut aller jusqu'à la création de médias indépendants, puis en abordant des modes d'interpellation directe des médias que sont les courriers et les manifestations devant les locaux de médias. En somme, s'affirme une autonomie des Gilets jaunes dans leurs pratiques médiatiques, dont j'interrogerai les conséquences générales quant à la politisation et le numérique dans les remarques conclusives de la thèse.

PREMIÈRE PARTIE

—

LE NUMÉRIQUE, UN VECTEUR DE LA CRITIQUE DES MÉDIAS

Chapitre 1 – L’ouverture de l’espace public avec le numérique

Lorsque des individus cherchent à « porter » un problème vers l’espace public, les médias apparaissent bien vite comme un acteur central, que l’on pourrait considérer comme incontournable. Cependant, comme le remarque Erik Neveu, « contre l’image d’un espace public où causes et points de vue se confrontent dans une relative égalité d’accès et de traitement dans les médias, il faut souligner les disparités considérables de ressources communicationnelles¹. »

Par médias, il faut ici entendre toute « organisation économique, sociale et symbolique [...] qui traite ces messages et qui donne lieu à des usages variés². » Souvent définis en opposition aux médias alternatifs, les médias « *mainstream* », « dominants », « de masse » se caractérisent par leur notoriété auprès du grand public. Publics ou privés, ils cherchent généralement à maximiser leur audience (en raison d’une dépendance fréquente aux annonceurs) et pratiquent un journalisme de *pack*³ conventionnel dont la ligne sera souvent conforme à l’hégémonie politique⁴. L’adjectif « de masse » évoque la force du nombre tirée de leurs moyens de diffusion à grande échelle que sont la presse, la radio, la télévision, et aujourd’hui les technologies numériques⁵. On conclut finalement que ces médias sont ceux diffusés à grande échelle qui traitent de l’actualité générale.

Je discuterai dans un premier temps du pouvoir symbolique des médias en m’appuyant notamment sur les travaux de Nick Couldry relatifs aux ressorts des formes médiatiques de légitimation. Car ils concentrent un énorme pouvoir symbolique dans nos sociétés modernes, les médias représentent un enjeu de visibilité pour les groupes dominés. Or, l’accès aux médias est difficile et se réalise sous des représentations souvent dévalorisantes pour ces groupes. Tout en me démarquant des discours qui prêtent aux médias un pouvoir démesuré, et qui ont été largement démentis par des décennies de recherches⁶, je m’efforcerai donc de décrire « les effets

¹ Erik Neveu, *Sociologie politique des problèmes publics*, 2^e éd., Paris, Armand Colin, 2022, p. 169.

² Rémy Rieffel, *Que sont les médias ? Pratiques, identités, influences*, Paris, Gallimard, 2005, p. 31.

³ Soit la couverture intensive d’un même sujet par plusieurs titres différents, voir : Gilles Bastin, « *Pack* (journalisme de) » dans *Petit lexique du journalisme*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2018, p. 111.

⁴ Je synthétise ici les passages suivants : Linda Jean Kenix, *Alternative and Mainstream Media. The Converging Spectrum*, New York, Bloomsbury, 2011, p. 19 ; Patrick McCurdy, « Social Movements, Protest and Mainstream Media », *Sociology Compass*, 2012, vol. 6, n° 3, p. 245 ; Roman Hájek et Nico Carpentier, « Alternative mainstream media in the Czech Republic: beyond the dichotomy of alterative and mainstream media », *Continuum*, 2015, vol. 29, n° 3, p. 377.

⁵ Denis McQuail et Mark Deuze, *McQuail’s Media and Mass Communication Theory*, 7^e éd., Thousand Oaks, SAGE Publications, 2020, p. 33-53.

⁶ Éric Darras, « Le pouvoir de la télévision ? Sornettes, vieilles lunes et nouvelles approches » dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (eds.), *Les formes de l’activité politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, p. 457-484.

structurants de discours capables de définir la hiérarchie des enjeux sociaux et les manières de les formuler¹. »

Je montrerai dans un second temps que les médias cherchent à occuper cette position centrale dans l'espace public, en les envisageant sous l'angle néo-institutionnaliste, courant né dans les années 1980 aux États-Unis qui traite « les institutions comme des facteurs d'ordre qui stabilisent les interactions politiques, coordonnent l'action des acteurs, régulent les rapports sociaux, contribuent à l'intégration des secteurs de l'activité sociale² ». Je m'efforcerai par ailleurs de transposer, lorsque cela est nécessaire, les réflexions des chercheurs aux spécificités des médias français qui appartiennent au modèle dit « méditerranéen » caractérisé par des tirages relativement faibles, une forte politisation, une moindre professionnalisation et un rôle important accordé à l'État³, avec en même temps un degré de régulation aussi élevé que dans le modèle « corporatiste » (comme la Norvège par exemple)⁴.

La troisième section introduira la dimension technique de la médiatisation, que l'on peut définir comme un processus de transformation des médias et de la communication d'une part et, d'autre part, de la culture et de la société⁵. On verra que ces transformations techniques, sans dissiper comme par magie les rapports de pouvoir à l'œuvre dans l'espace public central, offrent des opportunités importantes d'ouverture de l'espace public aux groupes minoritaires. Ce chapitre se terminera en examinant la notion d'affordances qui permet d'opérationnaliser la recherche en tenant compte de la dimension capacitante des plateformes numériques.

1.1 Les distorsions communicationnelles des médias de masse

Les premières théories sur le rôle des médias, traumatisées par la propagande totalitaire, peuvent être regroupées sous le nom de « paradigme des effets puissants⁶ », selon lequel les messages médiatiques peuvent être injectés (selon la métaphore de la « seringue hypodermique ») directement dans l'esprit des individus afin de manipuler leur comportement. Cette vision catastrophiste fut ensuite remplacée par le modèle de la communication en deux temps de Katz et Lazarsfeld qui décrit des effets limités des médias sur le public, se produisant principalement

¹ E. Neveu, *Sociologie du journalisme*, op. cit., p. 83.

² Delphine Dulong, *Sociologie des institutions politiques*, Paris, La Découverte, 2012, p. 19.

³ Daniel C. Hallin et Paolo Mancini, *Comparing Media Systems. Three Models of Media and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 67.

⁴ Florin Büchel et al., « Building Empirical Typologies with QCA: Toward a Classification of Media Systems », *The International Journal of Press/Politics*, 2016, vol. 21, n° 2, p. 216.

⁵ Nick Couldry et Andreas Hepp, « Conceptualizing Mediatization: Contexts, Traditions, Arguments », *Communication Theory*, 2013, vol. 23, n° 3, p. 197.

⁶ Grégory Derville, *Le pouvoir des médias*, 4^e éd., Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2017, p. 11.

par l'intermédiaire de faiseurs d'opinions¹. Y succédera dans les années 1950 le courant des usages et gratifications qui renverse l'analyse en se concentrant sur les finalités hétérogènes des usages², relativisant encore davantage leurs effets.

Au fur et à mesure que la recherche laisse de la place au public, celle-ci fait donc ressortir l'importance des conditions sociales de réception de l'information. Une recherche contemporaine doit donc articuler cette problématique à l'analyse de la capacité qu'ont les médias à définir les enjeux et les problèmes sociaux. Une première façon d'envisager la manière dont les médias vont agir sur le monde social serait de s'intéresser à leurs effets indirects sur la perception de l'actualité³. Il s'agirait alors de détailler les effets d'accessibilité que sont la mise à l'agenda et l'amorçage⁴ (*priming*), et celui d'applicabilité qu'est l'effet de cadrage⁵. Pour en dire quelques mots, le premier postule que les médias parviennent à imposer « une hiérarchie de priorités, une liste d'enjeux classés par importance croissante [...] les médias ne nous diraient pas ce qu'il faut penser, mais à *quoi il faut penser*⁶ ». Les études menées dressent pourtant un tableau mitigé de son ampleur sur l'opinion publique, le problème étant que selon la définition qu'on en donne l'impact mesuré sera plus ou moins important : si l'influence des médias peut fonctionner concernant la hiérarchisation des enjeux⁷, elle est largement moins claire concernant la mise à l'agenda par le tri des sujets traités car les médias dépendent de leurs sources, phénomène que l'observation de l'opinion publique qui succède l'agenda médiatique ne permet pas de saisir⁸.

L'effet de cadrage postule que la façon dont un sujet sera traité par les médias va influencer sa réception par le public. Si le concept s'avère stimulant il faut garder à l'esprit que tout message médiatique ne sera pas nécessairement compris tel qu'il a été pensé par l'émetteur. Dans un article célèbre⁹, Stuart Hall décrit trois types de réception qui peut certes se réaliser sur le mode hégémonique qui réutilise le code utilisé initialement pour la production du message. Mais il

¹ Elihu Katz, « The Two-Step Flow of Communication: An Up-To-Date Report on a Hypothesis », *Public Opinion Quarterly*, 1957, vol. 21, n° 1, p. 61-78.

² Éric Maigret, *Sociologie de la communication et des médias*, 4^e éd., Paris, Armand Colin, 2022, p. 77.

³ G. Derville, *Le pouvoir des médias*, *op. cit.*, p. 45.

⁴ Dietram A. Scheufele et David Tewksbury, « Framing, Agenda Setting, and Priming: The Evolution of Three Media Effects Models », *Journal of Communication*, 2007, vol. 57, n° 1, p. 11.

⁵ Michael A. Cacciatore, Dietram A. Scheufele et Shanto Iyengar, « The End of Framing as we Know it... and the Future of Media Effects », *Mass Communication and Society*, 2016, vol. 19, n° 1, p. 7-23.

⁶ É. Maigret, *Sociologie de la communication et des médias*, *op. cit.*, p. 220.

⁷ Jacques Gerstlé et Christophe Piar, *La communication politique*, 4^e éd., Paris, Armand Colin, 2020, p. 88.

⁸ Jean Charron, « Les médias et les sources. Les limites du modèle de l'agenda-setting », *Hermès*, 1995, n° 17-18, p. 73-92.

⁹ Stuart Hall, « Codage/décodage », *Réseaux*, traduit par Michèle Albaret et Marie-Christine Gamberini, 1994, vol. 12, n° 68, p. 27-39.

peut au contraire se produire un décodage oppositionnel en utilisant un cadre de référence étranger à celui d'origine. Entre les deux, le décodage négocié se réapproprie le message en souscrivant à ses principales significations tout en les nuanciant par des exceptions localisées.

Ce bref inventaire montre que l'indéniable *potentiel* d'influence des médias est relatif et suppose un public unifié et consommant un nombre restreint de médias homogènes. Or, comme le notent Cacciatore, Scheufele et Iyengar dans un article revenant sur la place de ces effets dans la littérature, l'avènement du numérique préfigure une ère d'effets faibles, dépendant des préférences d'internautes confrontés à un environnement médiatique fragmenté¹.

1.1.1 La présence institutionnelle des médias dans le monde social

Le problème d'une approche centrée sur les effets médiatiques est qu'elle se limite à la transmission du message d'un émetteur à un récepteur. Or, le rôle des médias déborde largement ce schéma simplifié, tant ils participent à l'organisation du monde social, rôle qui ne saurait être saisi en se contentant de décrire leur fonctionnement. Le sociologue britannique Nick Couldry propose une approche plus générale partant des théories qui font de la pratique le lieu privilégié du monde social², une pratique étant entendue comme tout « comportement routinisé comportant plusieurs éléments connectés entre eux : une forme d'activité corporelle et mentale, un usage des choses, un arrière-plan de connaissances, un savoir-faire, un état émotionnel et des désirs³ ». Premièrement, cette approche s'occupe des régularités dans les *actions* que nous accomplissons en rapport avec les médias. Deuxièmement, ces actions ont un sens qui ne se comprend que dans le contexte *social* d'une forme de vie, que l'on retrouve dans les usages sociaux des médias. Troisièmement, ces pratiques répondent à des *besoins* parfois vitaux, mais souvent sociaux et que les médias peuvent aider à remplir (des impératifs de communication, par exemple).

Pour mieux comprendre l'intérêt de cette démarche imaginons un foyer qui regarde un match de football à la télévision. Pour certains c'est l'occasion de s'investir émotionnellement en tant que supporter tandis que d'autres vont simplement tenir compagnie ou tromper l'ennui sans hésiter à stopper leur visionnage le moment venu. Cet exemple illustre bien le fait que le contenu médiatique ne comptera finalement que pour les fans, et que ce moment social doit être saisi généralement en élucidant les conditions sociales génératrices de ces pratiques. Il faut

¹ M.A. Cacciatore, D.A. Scheufele et S. Iyengar, « The End of Framing as we Know it... », art cit, p. 19.

² Nick Couldry, *Media, Society, World. Social Theory and Digital Media Practice*, Cambridge, Polity, 2012, p. 33-34.

³ Andreas Reckwitz, « Toward a Theory of Social Practices. A Development in Culturalist Theorizing », *European Journal of Social Theory*, 2002, vol. 5, n° 2, p. 249 (N.B. : sauf mention contraire, toute traduction est personnelle). On retrouve dans ces théories des auteurs aussi différents que Bourdieu, Foucault, Latour, Taylor ou Wittgenstein.

aussi noter que cette approche n'évacue nullement l'importance des dispositifs sociotechniques et de l'économie politique des médias car les pratiques médiatiques en sont dépendantes.

Le point de départ de l'analyse de Couldry est ce qu'il nomme « le mythe du centre médiatisé », soit « la croyance ou l'idée qu'il existe un centre du monde social et que, d'une certaine façon, les médias parlent “depuis” ce centre¹ ». Ce « centre » renvoie à l'idée qu'il existerait une zone centrale à toute société, non pas située dans l'espace, mais faite de valeurs, de croyances et des actions des personnages y évoluant, autour de laquelle s'organise le reste de la société, et dont le partage est un facteur d'intégration sociale². Couldry y voit justement un mythe opérant : bien qu'il soit exact que les médias contribuent à construire le sentiment qu'un tel centre existe, il s'agit précisément d'un processus de *construction* de la réalité sociale qui se réalise sous la forme du rituel³, séquence agencée de manière à confirmer que ce qui est, *est*, et qui tire une normativité de sa répétition⁴.

Couldry soutient donc que les pratiques médiatiques s'apparentent à des rituels (sécularisés), forme à l'origine des catégories fondamentales de l'esprit, comme le pensait Durkheim pour les rites religieux⁵. Il ne faut pas entendre par là que les médias sont les seuls contributeurs à cette opération, ou que le partage des catégories soit généralisé (la pluralité des valeurs morales suffit à s'en convaincre⁶). Mais justement, dans un régime pluraliste où la valeur est sous-déterminée, les médias apparaissent comme une instance particulièrement puissante de légitimation⁷. La reconnaissance du journalisme par l'État, l'accès privilégié aux sources officielles et l'ampleur de leur diffusion confère aux médias un énorme pouvoir symbolique, « pouvoir de construction de la réalité qui tend à établir un ordre *gnoséologique* : le sens immédiat du monde [qui] suppose ce que Durkheim appelle le *conformisme logique*, c'est-à-dire “une conception homogène du temps, de l'espace, du nombre, de la cause, qui rend possible l'accord entre les intelligences”⁸. »

Un exemple qui permet d'illustrer clairement cette construction de longue haleine, réalisée de manière insensible et non-intentionnelle⁹, est l'analyse par Benedict Anderson du rôle du « capitalisme de l'imprimé » dans l'édification des états-nations modernes. L'élargissement du

¹ Nick Couldry, *Media Rituals. A Critical Approach*, Londres, Routledge, 2003, p. 2.

² Edward Shils, *The Constitution of Society*, Chicago, University of Chicago Press, 1982, p. 93-94.

³ N. Couldry, *Media Rituals*, *op. cit.*, p. 42.

⁴ L. Boltanski, *De la critique*, *op. cit.*, p. 157.

⁵ Émile Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, 7^e éd., Paris, Presses Universitaires de France, 2013 [1912], p. 13.

⁶ Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991, 483 p.

⁷ N. Couldry, *Media, Society, World*, *op. cit.*, p. 62.

⁸ Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard, 2001 [1991], p. 204-205.

⁹ G. Derville, *Le pouvoir des médias*, *op. cit.*, p. 66.

lectorat suppose en effet un partage des pratiques (acheter quotidiennement son journal), des cadres temporels (la synchronisation de la formation de l'opinion avec la temporalité de l'actualité) et linguistiques (en imposant une langue vernaculaire stabilisée, créant par-là l'illusion d'une continuité historique), réalisant ainsi ce conformisme logique en donnant aux lecteurs conscience du lien national qui les unit entre eux¹.

Le schème principal qui trouve son origine dans ces rituels aussi bien exceptionnels² (tels que l'élection présidentielle ou des attentats), que quotidiens³, est la distinction entre le « médiatique » et le « non-médiatique⁴ ». Elle reproduit selon Couldry celle entre le sacré et le profane, en cela que toute entité du monde social se retrouve classée selon cette catégorie, qui va ensuite commander les déclinaisons secondaires de distinction entre le direct et l'enregistré ou le réel et le fictif. Ces catégories sont opérantes précisément car les médias produisent, pourtant de manière spécifique, des représentations du social en dissimulant « les rapports de force qui s'y expriment [...] sous la forme méconnaissable de rapports de sens⁵ » par une application répétée, consistante à large échelle qui va leur permettre de prétendre à être généralisées⁶.

1.1.2 Des médias faiseurs de rois ?

Une conséquence serait le fait que l'accès aux médias permettrait d'accumuler un *capital médiatique*. Cette notion doit d'abord être discutée : dans un article paru en 2013, Erik Neveu déplorait l'inflation du nombre de capitaux spécifiques dans la littérature alors qu'aucun ne serait irréductible aux espèces fondamentales que sont les capitaux économique, culturel, social et symbolique (ce dernier étant la transfiguration d'un autre capital)⁷. Cela ne signifie pas pour autant que d'autres capitaux ne puissent être mobilisés dans la boîte à outils du chercheur, car ils offrent l'avantage de tenir compte des spécificités des différents espaces sociaux et d'éviter les périphrases pour les désigner, à condition de tenir compte de ce qu'ils sont : une combinaison spécifique des différents capitaux fondamentaux⁸. En effet, un accès rentable aux médias demande des moyens matériels et humains, une familiarité avec les logiques du champ

¹ Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, traduit par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte, 2002 [1991], p. 46.

² Daniel Dayan et Elihu Katz, *Media Events*, Cambridge, Harvard University Press, 1992, 320 p.

³ Roger Silverstone, « Télévision, mythe et culture », *Réseaux*, 1990, vol. 9, n° 44, p. 201-222.

⁴ N. Couldry, *Media, Society, World*, *op. cit.*, p. 68.

⁵ P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, *op. cit.*, p. 210.

⁶ N. Couldry, *Media, Society, World*, *op. cit.*, p. 88-89.

⁷ Erik Neveu, « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? À propos de Catherine Hakim, *Erotic Capital*, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital », *Revue française de science politique*, 2013, vol. 63, n° 2, p. 348.

⁸ *Ibid.*, p. 354.

journalistique et ses agents, ainsi que la reconnaissance par les journalistes d'une légitimité propre¹. On peut alors définir le capital médiatique comme « une forme de capital symbolique tiré d'une représentation médiatique, qui est coproduite en relation avec tout ou partie du champ journalistique, et qui peut être une force pour agir dans certains espaces sociaux² ». S'inspirant des travaux de Bourdieu sur l'État, Couldry propose de son côté l'idée encore plus ambitieuse d'un « méta-capital » médiatique³, « capable d'exercer un pouvoir sur les autres espèces de capital et, en particulier, sur les taux de change entre elles (et, du même coup, sur les rapports de force entre leurs détenteurs)⁴ ». Le pouvoir des médias serait alors leur capacité à importer leurs logiques dans les autres champs.

Il faut néanmoins maintenir sa vigilance envers cette idée. Comme en atteste l'analyse des trajectoires médiatiques fulgurantes de David Cameron et d'Emmanuel Macron, leurs prestations télévisées réussies n'ont été possibles que grâce à un travail politique de long terme au sein du champ du pouvoir, en accumulant des capitaux politiques qui ont pu ensuite être convertis en reconnaissance médiatique⁵. À l'inverse, l'échec d'Éric Zemmour aux élections présidentielles de 2022, malgré une médiatisation de grande ampleur⁶, valide le constat que si « le capital médiatique requiert un investissement durable au sein de l'univers médiatique pour s'y faire voir et bien voir, et agir – dans certaines circonstances seulement – comme un palliatif du capital politique, son extrême labilité en fait un capital bien moins institutionnalisé que d'autres⁷ ».

1.1.3 Un déni médiatique de reconnaissance

La consécration du médiatique au détriment du « non-médiatique » produira par ailleurs un manque chez ceux qui se retrouvent vivre sous cette dernière catégorie, l'accès aux médias se trouvant inégalement distribué, au détriment notamment des classes populaires, des femmes et des minorités ethniques⁸. Les théories de la reconnaissance ont notamment travaillé la notion

¹ Clément Desrumaux et Jérémie Nollet (eds.), « Quelques propriétés du capital médiatique. Questions et opérations de recherche » dans *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, p. 13.

² *Ibid.*, p. 8.

³ N. Couldry, *Media, Society, World, op. cit.*, p. 140-141.

⁴ Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, *Invitation à la sociologie réflexive*, Paris, Seuil, 2014 [1992], p. 161.

⁵ Aeron Davis et Emily Seymour, « La production des formes de capital médiatique interne et externe. L'étrange cas de David Cameron au sein du champ politique britannique », *Réseaux*, 2014, vol. 5, n° 187, p. 107-133 ; Pierre Leroux et Philippe Riutort, « Accumuler du capital médiatique en un temps record : Emmanuel Macron, ministre de l'Économie (août 2014-août 2016) » dans Clément Desrumaux et Jérémie Nollet (eds.), *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, p. 27-39.

⁶ Nicolas Hervé, « Présidentielle 2022 dans l'audiovisuel : l'anomalie statistique Zemmour », présentation à la journée d'études de l'Arcom, Paris, 17 novembre 2022.

⁷ P. Leroux et P. Riutort, « Accumuler du capital médiatique en un temps record », art cit, p. 39.

⁸ *La représentation de la société française à la télévision et à la radio - Exercice 2021 et actions 2022*, Paris, Arcom, 2022.

d'invisibilité qui permet de mieux comprendre en quoi consiste ce manque dû aux médias qui révèle « leur fonction ambivalente : en rendant accessibles des actions et des énoncés à des univers de réception multiples, ils élargissent l'horizon de visibilité, mais, simultanément, révèlent ce qui fait le fondement même de leur pouvoir¹. » Se confronter à son invisibilité revient à subir un manque de reconnaissance, un « mépris » dans la mesure où l'on est affecté par le fait d'être non perçu², tendance qui s'est par ailleurs accentuée depuis la fin du XX^e siècle avec la marchandisation des contenus médiatiques en ce qu'Olivier Voirol nomme des « fétiches informationnels » :

« Au lieu d'étendre l'horizon d'apparence, elle le restreint considérablement et vide la scène d'apparence de sa dimension collective pour ne mettre en scène que des acteurs désarticulés incapables d'action commune. Le processus de marchandisation [aboutit] à un rétrécissement de l'horizon de la visibilité sociale. Les acteurs deviennent invisibles les uns aux autres et invisibles à eux-mêmes quand bien même ils peuvent être exposés en permanence sur le devant de la scène médiatique³. »

Il faut alors tenir compte de la réflexion d'Axel Honneth selon qui signifier sa reconnaissance ne peut se réduire à signaler qu'on a remarqué une personne, mais qu'on lui accorde une valeur en se conformant à des normes communicationnelles et à un rapport social⁴. Le récit médiatique jouera un rôle éminemment important dans ce processus car c'est par son biais « que sont menées à bien des opérations d'auto-définition et de figuration de l'espace social des sociétés contemporaines dans leur unité symbolique⁵. » Cependant, même lorsque certains groupes accèdent à l'espace public, cette incursion se caractérise par une absence patente de contrôle sur « l'identité de l'histoire qui, écrit Paul Ricœur, fait l'identité du personnage⁶ ».

Au début des années 1990, Patrick Champagne remarquait au sujet des banlieues que « les dominés sont les moins aptes à pouvoir contrôler leur représentation d'eux-mêmes. Le spectacle de leur vie quotidienne ne peut être, pour les journalistes, que plat et sans intérêt. Parce qu'ils sont culturellement démunis, ils sont en outre incapables de s'exprimer dans les formes requises par les grands médias⁷ », d'où la prééminence de reportages spectaculaires donnant aux habitants une image caricaturale de leur monde, sans qu'ils puissent intervenir. En se rappelant le rôle du travail médiatique dans la formation des catégories à travers lesquelles se construit la

¹ Olivier Voirol, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, 2005, vol. 1-2, n° 129-130, p. 100.

² Axel Honneth, *La société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique*, traduit par Olivier Voirol, Paris, La Découverte, 2006, p. 227.

³ O. Voirol, « Les luttes pour la visibilité », art cit, p. 106.

⁴ A. Honneth, *La société du mépris, op. cit.*, p. 243.

⁵ Olivier Voirol, « Le travail normatif du narratif. Les enjeux de reconnaissance dans le récit médiatique », *Réseaux*, 2005, vol. 4, n° 132, p. 55.

⁶ Paul Ricœur, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990, p. 175.

⁷ Patrick Champagne, « La vision médiatique » dans Pierre Bourdieu (ed.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 104.

réalité sociale, on rejoint Voirol quand celui-ci écrit que le récit médiatique « participe pleinement à la constitution de catégories collectives procédant à l'intégration normative autant qu'à l'appréciation et la dépréciation de pratiques ou de catégories d'acteurs¹. »

Je souhaite conclure ce point en prenant l'exemple d'une personne qui verrait son environnement médiatisé d'une façon contraire à son expérience. On suppose que ce spectateur se sentira dépossédé par ce contenu médiatique qui parle (même indirectement) de lui, en imposant dans le monde social une représentation étrangère de lui-même. Ce sentiment de dépossession renvoie à celui d'*aliénation*, au sens de « forme spécifique de relation au monde dans laquelle le sujet et le monde sont indifférents ou hostiles (répulsifs) l'un à l'autre et donc déconnectés² », relation dont les médias font justement partie des médiateurs au même titre que la politique ou la technique³.

Pour comprendre pourquoi les médias produisent de tels effets, il est nécessaire de se tourner vers les logiques à l'œuvre dans le processus de production de l'information qui s'appuie sur les routines, « grilles de lectures instituées au sein d'un univers professionnel [...], condamnant à l'invisibilité les actions ou paroles considérées comme insignifiantes de ce point de vue⁴. » Comme le note Neveu, le « pouvoir » des médias fonctionne « en bien des cas non parce que les journalistes veulent exercer une influence, exprimer un point de vue normatif, mais parce que les routines et dispositifs destinés à produire une forme de distanciation, de récit objectif ont pour effet de valoriser certains types d'informations et de cadrages⁵. »

1.2 L'institutionnalisation des médias

En introduction d'un dossier de la revue *Political Communication* consacré aux approches néo-institutionnalistes de l'actualité, David Michael Ryfe notait que ce courant avait permis de renouveler les études sur le journalisme, en tenant l'institution comme objet médiateur des forces macro sur les actions à l'échelle micro⁶. Parmi ces apports, Bartholomew H. Sparrow observe que les médias rencontrent trois types d'incertitudes – économique, professionnelle et

¹ O. Voirol, « Le travail normatif du narratif », art cit, p. 64.

² Hartmut Rosa, *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, traduit par Sacha Zilberfarb et Sarah Raquillet, Paris, La Découverte, 2018, p. 286.

³ *Ibid.*, p. 283.

⁴ O. Voirol, « Les luttes pour la visibilité », art cit, p. 102.

⁵ E. Neveu, *Sociologie du journalisme, op. cit.*, p. 83.

⁶ David Michael Ryfe, « New Institutionalism and the News », *Political Communication*, 2006, vol. 23, n° 2, p. 137-138.

informationnelle – qu’ils résorbent en adoptant des traits institutionnels spécifiques et inséparables¹. Les deux premiers concernent le fonctionnement à vocation autonome des médias qui mène à l’adoption de pratiques professionnelles homogènes. Le troisième trait est la capacité des médias à être reconnus comme institutions faisant autorité dans le monde social.

1.2.1 L’autonomie

Le champ journalistique s’est historiquement constitué en luttant pour son autonomie, ce qui le rapproche des autres institutions². La loi du 29 mars 1935 sur le statut professionnel des journalistes est un moment clé de ce processus impulsé par l’industrialisation de la presse au XIX^e siècle et la démocratisation de la société³. L’éviction des journalistes « occasionnels » de l’espace professionnel et l’instauration de critères internes d’attribution de la carte de presse⁴ – véritable symbole de la profession en dépit de son caractère facultatif⁵ – va placer les amateurs au bas d’une hiérarchie qui culmine avec les journalistes à temps plein⁶. Ce processus peut être compris comme un moment de clôture du champ⁷, dû en partie à la proximité qu’entretenait le journalisme français avec le milieu des écrivains⁸ qui ont importé dans la presse le principe d’autonomie caractéristique de leur champ⁹. Cette revendication d’indépendance se comprend par le caractère toujours *relatif* de l’autonomie journalistique, compte tenu d’un modèle assez fragile : la nouvelle est, par définition, un bien rapidement périssable¹⁰ tandis que le modèle commercial biface de la grande majorité des médias les oblige à se financer en vendant une audience à des annonceurs.

Cette autonomie repose avant tout sur l’organisation des pratiques journalistiques et des normes professionnelles qui permettent de résister collectivement à différents facteurs internes

¹ Bartholomew H. Sparrow, « A Research Agenda for an Institutional Media », *Political Communication*, 2006, vol. 23, n° 2, p. 146.

² Timothy E. Cook, *Governing with the News. The News Media as a Political Institution*, Chicago, University of Chicago Press, 1998, p. 66.

³ Denis Ruellan, *Les « Pro » du journalisme. De l’état au statut, la construction d’un espace professionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1997, p. 21.

⁴ Christine Leteinturier, « La légitimation des journalistes professionnels en France », *Sur le journalisme*, 2013, vol. 2, n° 2, p. 34-51.

⁵ Camille Dupuy, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 38.

⁶ D. Ruellan, *Les « Pro » du journalisme, op. cit.*, p. 117.

⁷ Rodney Benson, « News Media as a “Journalistic Field”: What Bourdieu Adds to New Institutionalism, and Vice Versa », *Political Communication*, 2006, vol. 23, n° 2, p. 189.

⁸ E. Neveu, *Sociologie du journalisme, op. cit.*, p. 12-14.

⁹ Julien Duval, « L’autonomie sous contrainte du journalisme et du cinéma », *Biens symboliques*, 2019, n° 4, p. 8-9.

¹⁰ Nadine Toussaint-Desmoulin, *L’économie des médias*, 9^e éd., Paris, Presses Universitaires de France, 2015, p. 18-19.

d'hétéronomie¹. Étant sujets à la subordination salariale², les journalistes n'exercent généralement qu'un contrôle parcellaire sur le produit fini, en raison d'une division poussée du travail et de l'absence de maîtrise *individuelle* sur les formats de production et de diffusion. Sur ce dernier point, il convient de noter l'emprise actuelle de plus en plus importante des plateformes en ligne qui amplifient les inégalités entre médias³. Toutefois, outre le fait que tout rapport de subordination débouche sur un ordre négocié, la pluralité des grammaires d'action génère des « contradictions pratiques qui caractérise[nt] nécessairement l'activité journalistique⁴ » laissant une part d'arbitrage décisionnaire.

1.2.2 Des pratiques homogènes

Timothy Cook propose que le système médiatique puisse être tenu comme une institution à part entière et non comme une simple collection d'institutions car, malgré une grande diversité d'orientations politiques, de technologies de diffusion, de périodicité, etc., les pratiques médiatiques présentent un degré remarquable d'homogénéité à travers les différents médias⁵. Ici, l'adjectif « médiatique » se substitue à celui de « journalistique » pour signaler la dimension organisationnelle qui ne concerne pas uniquement les journalistes. Cette homogénéité dépend en partie de l'*illusio* des journalistes qui n'est nullement immanente à la profession, mais s'est construite historiquement en fonction des conditions matérielles d'exercice du métier⁶. Ainsi, le poids de la hiérarchie verticale dépendra en pratique de l'orientation de la direction, éventuellement en pesant dans les choix éditoriaux, mais surtout en privilégiant les logiques de rationalité économique aux logiques professionnelles comme c'est la tendance en France⁷.

Les méthodes des journalistes se sont par ailleurs rationalisées au fil des années. La première école de journalisme française fut fondée par l'écrivaine Dick May qui cherchait à légitimer cette activité auprès de l'État en lui apportant la rigueur de la sociologie, et dont l'« intention [...] s'inscrit dans un plan d'ensemble de vulgarisation de la discipline nouvelle susceptible de

¹ Cyril Lemieux (ed.), « L'autonomie, nécessité de la pratique journalistique » dans *La subjectivité journalistique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, p. 39.

² Atténuée par des clauses de conscience : C. Dupuy, *Journalistes, des salariés comme les autres ?*, op. cit., p. 30.

³ Franck Rebillard et Nikos Smyrniotis, « Quelle "plateformisation" de l'information ? Collusion socioéconomique et dilution éditoriale entre les entreprises médiatiques et les infomédiaires de l'Internet », *tic&société*, 2019, vol. 13, n° 1-2, p. 267.

⁴ C. Lemieux (ed.), « L'autonomie, nécessité de la pratique journalistique », art cit, p. 35.

⁵ T.E. Cook, *Governing with the News*, op. cit., p. 64.

⁶ Éric Darras, « Champ journalistique, ordre social et ordre politique », *Sociétés contemporaines*, 2017, n° 106, p. 10.

⁷ Julie Sedel, *Dirigeants de médias. Sociologie d'un groupe patronal*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, p. 155.

renouveler en profondeur le pacte républicain¹ ». Jusqu'en 1945, la filière scolaire est toutefois loin de faire l'unanimité dans les parcours de journalistes², la fondation du Centre de formation des journalistes (CFJ) marquera alors « un compromis avec [la profession] en instituant une formation qui reste peu éloignée de la “formation sur le tas” et dans laquelle les savoirs transmis restent contrôlés par des professionnels plutôt que par des universitaires³ ».

Enfin, la structure des organisations et les contraintes inhérentes à l'activité joueront un rôle déterminant dans l'homogénéisation des pratiques car le travail de production de l'information est très divisé⁴. Ce processus se trouve de plus contraint temporellement par des délais souvent très courts pour coller au plus près à l'actualité à couvrir. Or, les journalistes sont confrontés en permanence à la question « qu'est-ce que l'actualité ? » Comment résoudre ce problème ? La solution consiste à s'appuyer sur des règles et des routines instituées⁵ afin que les différents acteurs du média puissent répondre à l'impératif de concilier des objectifs économiques et professionnels, tout en maintenant des normes d'indépendance⁶. Le fait que les grands médias soient plongés dans un contexte socioéconomique similaire, associé à la professionnalisation du journalisme va expliquer cette relative homogénéité des pratiques⁷, du moins à l'échelle nationale. Ce processus historique d'institutionnalisation des pratiques doit toutefois se compléter de moyens d'asseoir l'autorité de ces normes professionnelles dans le monde social.

1.2.3 *Faire reconnaître son autorité*

Les deux premiers traits institutionnels désignent des processus *internes* aux médias, car leurs effets s'observent à l'intérieur du processus de production de l'information. Néanmoins, nous ne pourrions parler d'institutions si les médias ne parvenaient pas à faire autorité *à l'extérieur*. Il est frappant que la caractérisation de l'activité institutionnelle comme capacité à dire « ce qu'il en est de ce qui est » puisse être paraphrasée comme la définition philosophique de la vérité-correspondance, soit la correspondance d'un énoncé avec un fait⁸. Cet appel aux faits renvoie à la norme journalistique de vérité, qui est « est purement technique. Elle a trait

¹ Vincent Goulet, « Dick May et la première école de journalisme en France. Entre réforme sociale et professionnalisation », *Questions de communication*, 2009, n° 16, p. 31.

² Ivan Chupin, *Les écoles du journalisme. Les enjeux de la scolarisation d'une profession (1899-2018)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 52.

³ *Ibid.*, p. 74.

⁴ E. Neveu, *Sociologie du journalisme*, *op. cit.*, p. 44-45.

⁵ T.E. Cook, *Governing with the News*, *op. cit.*, p. 73.

⁶ Oscar Westlund et Mats Ekström, « News Organizations and Routines » dans Karin Wahl-Jorgensen et Thomas Hanitzsch (eds.), *The Handbook of Journalism Studies*, 2^e éd., New York, Routledge, 2019, p. 78.

⁷ Roselyne Ringoot et Jean-Michel Utard (eds.), « Genres journalistiques et “dispersion” du journalisme » dans *Le journalisme en invention. Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 21-47.

⁸ Donald Davidson, « True to the Facts », *The Journal of Philosophy*, 1969, vol. 66, n° 21, p. 748.

seulement à la concordance entre la représentation proposée par le journalisme de l'évènement et cet évènement lui-même¹. » Comment faire reconnaître cette prétention à dire la vérité ?

Selon Matt Carlson, l'affirmation d'une identité professionnelle ne peut à elle seule suffire à garantir la légitimité des médias auprès du public², il faut également que les pratiques journalistiques puissent se conformer à l'impératif déontologique en valorisant leur professionnalisme³. Cet impératif s'applique aux professionnels, se distinguant de la morale qui s'applique à la vie sociale en général⁴ et doit faire correspondre la pratique journalistique à sa prétention d'utilité sociale qui a justement permis de justifier son autonomie professionnelle⁵. Concrètement, Marc-François Bernier dénombre plusieurs piliers de ces codes qui vont permettre d'inscrire la déontologie dans les routines journalistiques : outre le devoir de vérité, on retrouve le respect de la vie privée ; la rigueur et l'exactitude dans la restitution des faits et dans leur interprétation ; un traitement équitable, impartial et objectif des informations ; l'intégrité face aux possibles conflits d'intérêts ; l'imputabilité comme principe d'autorégulation⁶.

L'écriture journalistique s'est historiquement construite en se nourrissant de la littérature « naturaliste », de la sociologie naissante et aussi de l'objectivisme du journalisme états-unien⁷, afin de garantir aux « sources que leurs versions et leurs interprétations de la réalité ne seront contestées que par d'autres sources et ne seront pas soumises aux biais et aux préférences du journaliste⁸ ». Ce mode d'écriture est toutefois dépendant des sources qui font office de preuves en plus de fournir des informations⁹. Compte tenu des délais imposés, la routine adoptée est de privilégier un nombre restreint de sources crédibles, établies selon les normes officielles d'autorité¹⁰. Cette priorisation des sources officielles entraîne un processus de légitimation mutuelle,

¹ Gilles Gauthier, « Un point de vue néoréaliste en épistémologie du journalisme », *Sur le journalisme*, 2016, vol. 5, n° 2, p. 25.

² Matt Carlson, *Journalistic Authority. Legitimizing News in the Digital Era*, New York, Columbia University Press, 2017, p. 49.

³ Marc-François Bernier, *Éthique et déontologie du journalisme*, 3^e éd., Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, p. 87-88.

⁴ *Ibid.*, p. 40.

⁵ D. Ruellan, *Les « Pro » du journalisme*, *op. cit.*, p. 86.

⁶ M.-F. Bernier, *Éthique et déontologie du journalisme*, *op. cit.*, p. 134, 171, 203, 293, 303, 345.

⁷ Denis Ruellan, *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2007, p. 103-108.

⁸ M.-F. Bernier, *Éthique et déontologie du journalisme*, *op. cit.*, p. 293.

⁹ Michael Schudson, « Journalism's Multiple Gods. Objectivity, Its Variants, and Its Rivals » dans Stuart Allan (ed.), *The Routledge Companion to News and Journalism*, 2^e éd., New York, Routledge, 2022, p. 98-99.

¹⁰ Herbert J. Gans, *Deciding What's News. A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek, and Time*, Evanston, Northwestern University Press, 2004 [1974], p. 130-131.

les sources se voyant légitimées par les journalistes, tandis que les institutions médiatiques peuvent se prévaloir de l'autorité de la source pour légitimer leur parole dans l'espace public¹.

Enfin, l'exercice d'un discours métajournalistique va permettre de fonder culturellement la reconnaissance du journalisme comme apte à décrire le monde de manière véridique et valide². Exercice réflexif durant lequel les journalistes produisent un discours sur leur profession au sens où l'entendait Michel Foucault, soit un ensemble des pratiques d'acteurs déterminés qui vont délimiter ce qui relève du vrai et du faux, du raisonnable et de la folie, ainsi que de l'autorisé et de l'interdit³. Les journalistes cherchent ainsi à contrôler les représentations de leur propre activité à la fois en se représentant publiquement comme une profession solidaire et en délégitimant les pratiques informationnelles jugées indignes d'être considérées comme relevant du journalisme. Si toute profession cherche à se valoriser publiquement, les journalistes possèdent un accès privilégié aux moyens de communication de masse⁴. L'enjeu pour les médias est donc de faire accepter par tout acteur social leur légitimité, à commencer par l'État, dont la reconnaissance fut décisive et emblématique pour la presse française :

« Appréhendée par les pouvoirs publics comme constituant un support de la démocratie, la “presse d'information politique et générale” peut être définie, au moins partiellement, comme une catégorie d'État. Elle a longtemps été circonscrite aux quotidiens accordant une place importante à “l'information politique”, parce qu'ils étaient considérés à la fois comme un “auxiliaire du régime parlementaire” ainsi qu'un instrument de formation de “l'opinion publique”. [...] Forme la plus légitime de journalisme, son périmètre constitue un enjeu de lutte, comme l'indiquent les réactions face aux demandes d'intégration au groupe formulées par les nouveaux entrants (par exemple, les sites d'information en ligne)⁵. »

Les médias apparaissent donc comme un ensemble de différentes entités produisant notamment une « information politique et générale⁶ », fonctionnant de manière relativement autonome, où les différentes pratiques exercées en son sein tendent à s'homogénéiser et dont l'activité est reconnue dans une certaine mesure comme légitime. On a également vu qu'ils bénéficient d'un énorme pouvoir symbolique qu'ils tirent des pratiques individuelles qui vont leur procurer une place centrale dans l'espace public. D'une part, l'activité médiatique valorise dans le monde

¹ Matt Carlson, « Dueling, Dancing, or Dominating? Journalists and Their Sources », *Sociology Compass*, 2009, vol. 3, n° 4, p. 530.

² Matt Carlson, « Metajournalistic Discourse and the Meanings of Journalism: Definitional Control, Boundary Work, and Legitimation », *Communication Theory*, 2016, vol. 26, n° 4, p. 349.

³ Michel Foucault, *L'ordre du discours. Leçon inaugurale prononcée au Collège de France le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard, 1971, 88 p.

⁴ M. Carlson, *Journalistic Authority*, op. cit., p. 81.

⁵ J. Sedel, *Dirigeants de médias*, op. cit., p. 41.

⁶ Légalement, une telle publication doit : « 1° Apporter de façon permanente sur l'actualité politique et générale, nationale ou internationale, des informations et des commentaires tendant à éclairer le jugement des citoyens ; 2° Consacrer la majorité de leur surface rédactionnelle à cet objet ; 3° Présenter un intérêt dépassant de façon manifeste les préoccupations d'une catégorie de lecteurs » : D. n° 86-616, 12 mars 1986, instituant une aide aux publications nationales d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

social ce qui est médiatisé au détriment de ce qui ne l'est pas et, d'autre part, l'absence de contrôle sur sa représentation produit une forme d'aliénation. L'aliénation générée par le discours médiatique n'est toutefois pas insurmontable. Comme l'observe Voirol, bien que cette situation de « négation » puisse aboutir à l'impasse du trauma, du déni ou de l'évitement¹, elle peut être surmontée quand des sujets tirent parti de l'espace public pour s'engager collectivement dans « des tentatives pratiques de faire sens sur le plan épistémique en se fiant aux ressorts d'une "raison résonante"² dans l'enquête et la délibération publique³ ».

Mais comment faire advenir un tel processus si l'espace public présente une configuration aussi hostile ? Répondre à cette question demande d'élargir la focale en resituant les médias dominants dans un environnement plus large, incluant un espace public oppositionnel, et travaillé en profondeur par les technologies numériques de l'information et de la communication (TNIC).

1.3 De la numérisation à la contestation

Dans sa synthèse des travaux sur la médiatisation, Benoît Lafon dégage deux grands enjeux de ce processus de long terme qui se produit à grande échelle. Premièrement, le développement des médias de communication a entraîné une extension des interactions sociales impliquant leur utilisation. En empruntant à Yves Jeanneret la distinction entre industries médiatique, médiatisée et médiatisante⁴, il décrit une situation où « les médiatisations sont initialement le produit des industries médiatiques (médias) et médiatisées (publicité, agences de communication), [et] se voient étendues de manière croissante par l'action des industries médiatisantes (plateformes, moteurs de recherche, voire médias sociaux dans certaines de leurs fonctionnalités)⁵. » Deuxièmement, les recherches menées ont souligné qu'au-delà de la diffusion de normes culturelles, « les médias sont au cœur des processus permettant d'intégrer les sociétés. [...] Ils permettent de redéfinir le statut des individus en société ainsi que la nature des rapports de production qui les associent⁶. » Il s'agit alors d'un « méta-processus » qui va déterminer « les développements historiques au sens de transformations des médias de communication, qui ne se manifestent pas

¹ Olivier Voirol, « Les résonances de l'enquête. Aliénation, "relations au monde" et communication sociale », *Réseaux*, 2022, vol. 5, n° 235, p. 123-124.

² La « résonance » est un concept normatif décrivant une « forme de relation au monde associant [...] intérêt propre et sentiment d'efficacité personnelle, dans laquelle le sujet et le monde se touchent et se transforment mutuellement » : H. Rosa, *Résonance*, *op. cit.*, p. 270.

³ O. Voirol, « Les résonances de l'enquête », art cit, p. 120.

⁴ Yves Jeanneret, *Critique de la trivialité. Les médiations de la communication, enjeu de pouvoir*, Paris, Éditions Non Standard, 2014, p. 12.

⁵ Benoît Lafon (ed.), « Des médiatisations au processus de médiatisation » dans *Médias et médiatisation*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2019, p. 174.

⁶ *Ibid.*, p. 177-178.

uniquement dans l'apparition de nouvelles formes médiatiques, mais aussi par des changements dans le rôle des médias en général¹. »

1.3.1 La médiatisation du monde social

Nick Couldry et Andreas Hepp proposent ainsi de décrire l'histoire en termes de vagues de médiatisation, qui se succèdent de manière cumulative, chaque vague intensifiant les liens au sein de l'environnement médiatique – agrégation spécifique des médias accessibles dans une période donnée – au fur et à mesure de leur introduction dans de nouveaux espaces sociaux². La première vague fut celle de la *mécanisation* qui débuta en Occident au XV^e siècle avec l'invention de l'imprimerie. Concernant initialement un public privilégié³, les débuts de la presse permirent surtout l'émergence d'un espace public pré-bourgeois⁴, prélude au développement de l'espace public habermassien⁵. Suivit la vague d'*électrification* à partir du XIX^e siècle et l'apparition du télégraphe puis du téléphone qui nécessitèrent la mise en place d'un réseau à l'échelle mondiale. Les développements de la radiodiffusion lors de la Première Guerre mondiale, puis de la télévision dans les années 1940, vont massifier les effets de la communication en permettant une réception simultanée des contenus médiatiques à grande échelle. C'est à la fin du XX^e siècle que commence la vague de *numérisation* à la faveur du développement de l'informatique, de la téléphonie mobile et surtout d'internet en tant qu'infrastructure reliant toute une série de dispositifs informatiques entre eux, ainsi que toutes nos activités sur une variété de plateformes numériques⁶. On peut ainsi parler comme Franck Rebillard de « dispositif de communication total⁷ », dans la mesure où il y est possible de communiquer aussi bien de manière interpersonnelle que publique, d'être récepteur ou émetteur, de s'investir dans un nombre illimité de secteurs différents, d'accéder à des contenus grand public ou de niche, etc. Les développements les plus récents conduisent Couldry et Hepp à soutenir que nous serions dans une sous-phase de *datafication*, ce qui imposerait la notion de « médiatisation profonde »

¹ Friedrich Krotz, « The meta-process of “mediatization” as a conceptual frame », *Global Media and Communication*, 2007, vol. 3, n° 3, p. 258.

² Nick Couldry et Andreas Hepp, *The Mediated Construction of Reality*, Cambridge, Polity, 2017, p. 34.

³ Jack Censer, « France, 1750-89 » dans Hannah Barker et Simon Burrows (eds.), *Press, politics and the public sphere in Europe and North America 1760-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 161.

⁴ Nicolas Offenstadt, « Le Moyen Âge de Jürgen Habermas. Enquête sur une réception allemande » dans Patrick Boucheron et Nicolas Offenstadt (eds.), *L'espace public au Moyen Âge. Débats autour de Jürgen Habermas*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011, p. 80.

⁵ J. Habermas, *L'espace public*, op. cit., p. 31.

⁶ N. Couldry et A. Hepp, *The Mediated Construction of Reality*, op. cit., p. 48.

⁷ Franck Rebillard, *Le web 2.0 en perspective. Une analyse socio-économique de l'internet*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 102.

qui désigne une « étape avancée du processus où tous les éléments du monde social sont liés de manière complexe aux médias numériques et leur infrastructure sous-jacente¹ ».

Adoptant une approche phénoménologique des transformations numériques de la construction de la réalité sociale, ils insistent sur l'importance de la vie quotidienne dans ce processus car elle impose sa présence de manière impérative et incessante à notre expérience. Le changement principal, qui commande les autres, est le renversement du rapport de subordination avec l'utilisation *par* les plateformes numériques de leurs utilisateurs afin de générer un nombre croissant de données². L'économie de la donnée va en retour soutenir toute l'infrastructure matérielle qui supportera les usages quotidiens du numérique (en mettant à notre disposition des plateformes utilisables), tout en intensifiant nos relations sociales médiatisées afin d'accroître le volume de données générées. Notre relation aux données se trouve surtout médiée par le travail algorithmique qui « hiérarchise l'information, devine ce qui nous intéresse, sélectionne les biens que nous préférons et s'efforce de nous suppléer dans de nombreuses tâches. Nous fabriquons ces calculateurs, mais en retour ils nous construisent³. »

C'est premièrement notre rapport à l'espace et au temps qui va donc changer. L'accès à des espaces numériques élargit le nombre d'individus avec qui nous partageons une présence⁴, facilitant les opérations de coordination. Ces échanges vont de pair avec une temporalité propre au numérique largement dictée par la culture de la Silicon Valley⁵. L'information est donc soumise au tempo des plateformes numériques que les algorithmes calibrent afin de s'ajuster aux préférences des utilisateurs pour maximiser la participation, produisant un *kairos* répétitif, fréquent et contextualisé qui nous soulage de nos choix et se naturalise à mesure que nous nous y habituons⁶. Les journalistes doivent donc s'adapter à la platformisation de leur activité en intensifiant leur rythme de publication, et en ayant eux-mêmes recours aux algorithmes⁷.

Deuxièmement, les individus et les groupes peuvent s'appuyer sur le web pour contrôler et entretenir les représentations d'eux-mêmes⁸. Le cas des blogs dans les années 2000 indique de

¹ Andreas Hepp, *Deep Mediatization*, New York, Routledge, 2020, p. 5.

² Nick Couldry et Ulises A. Mejias, *The Costs of Connection. How Data Is Colonizing Human Life and Appropriating It for Capitalism*, Stanford, Stanford University Press, 2019, 352 p.

³ Dominique Cardon, *À quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure des big data*, Paris, Seuil, 2015, p. 7.

⁴ Shanyang Zhao, « The Internet and the Transformation of the Reality of Everyday Life: Toward a New Analytic Stance in Sociology », *Sociological Inquiry*, 2006, vol. 76, n° 4, p. 465.

⁵ Judy Wajcman, « How Silicon Valley Sets Time », *New Media & Society*, 2019, vol. 21, n° 6, p. 1272-1289.

⁶ Taina Bucher, « The Right-Time Web: Theorizing the Kairologic of Algorithmic Media », *New Media & Society*, 2020, vol. 22, n° 9, p. 1708-1710.

⁷ Mike Ananny, « Networked News Time. How Slow—or Fast—Do Publics Need News to Be? », *Digital Journalism*, 2016, vol. 4, n° 4, p. 420-423.

⁸ N. Couldry et A. Hepp, *The Mediated Construction of Reality*, op. cit., p. 157.

plus que cette activité n'est pas nécessairement aut centrée, mais peut se réaliser dans des versions explicitement citoyennes qui témoignent « d'une individualisation des prises de position dans le débat politique¹. » Prenant le cas de l'exposition intime sur les RSN, Granjon et Denouël montrent comment cette pratique habituellement réprouvée dans les médias traditionnels y trouve des approbations publiques, tout en soulignant l'importance d'une maîtrise des registres narratifs conformes aux attentes du public cible².

Il apparaît donc que nous sommes dans une situation où les médias *mainstream* perdent leur prise sur les rythmes et les choix des nouvelles consultées, ainsi que sur les formats de publications, ce qui implique un bouleversement dans la hiérarchie traditionnelle de la légitimité des informations³. Ces transformations offrent de réelles opportunités d'autonomisation des publics vis-à-vis des grands médias (cependant au prix d'une dépendance aux logiques des GAFAM). Je ferai dans ce qui suit le point sur la manière dont les publics ont effectivement saisi ces opportunités, ainsi que sur les limites à ces changements.

1.3.2 *La participation oppositionnelle en ligne*

Je souhaite suggérer que les médias dominants se trouvent aujourd'hui dans une position où leur présence matérielle dans la vie quotidienne ne bénéficie plus autant qu'avant des formes de légitimation telles que le rituel de l'achat du journal au kiosque ou du visionnage du journal télévisé de 20 heures. Si l'on suit la piste selon laquelle l'accomplissement du rituel fonde la légitimité d'une institution, qu'en est-il lorsque nous arrêtons d'y prendre part ? Même si nous n'avons pas complètement stoppé la consultation des nouvelles, les technologies qui permettent d'y accéder sont découplées de leur contenu, et offrent un accès au monde au sein duquel les médias dominants ne sont qu'un acteur parmi tant d'autres⁴.

Pour approfondir ce point, j'évoquerai la thèse de l'hybridité du système médiatique, selon laquelle les « anciens » médias n'ont pas un rapport d'exclusion avec les nouveaux, mais plutôt

¹ Dominique Cardon et Hélène Delaunay-Téterel, « La production de soi comme technique relationnelle. Un essai de typologie des blogs par leurs publics », *Réseaux*, 2006, vol. 4, n° 138, p. 62.

² Fabien Granjon et Julie Denouël, « Exposition de soi et reconnaissance de singularités subjectives sur les sites de réseaux sociaux », *Sociologie*, 2010, vol. 1, n° 1, p. 42.

³ Pablo J Boczkowski, Eugenia Mitchelstein et Mora Matassi, « “News comes across when I’m in a moment of leisure”: Understanding the practices of incidental news consumption on social media », *New Media & Society*, 2018, vol. 20, n° 10, p. 3533.

⁴ Si l'idée de Gérard Bronner qu'internet a accru la concurrence entre les informations peut se montrer intéressante, sa vision du « marché cognitif » reconduit finalement la théorie néoclassique dont elle hérite en faisant de l'adoption d'une croyance le résultat de la « pente naturelle » des biais de confirmation, alors qu'il faudrait au contraire en interroger les conditions sociales, et notamment le rôle du sens commun qui la précède : Gérard Bronner, *La démocratie des crédules*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 34. Pour une critique plus développée de cette analogie, voir : Jean-Michel Hupé, Jérôme Lamy et Arnaud Saint-Martin, « Effondrement sociologique ou la panique morale d'un sociologue », *Politix*, 2021, vol. 34, n° 134, p. 176-178.

celui d'un entremêlement, comme le montrent les exemples de la reprise à la télévision des débats sur Twitter et inversement des réactions sur cette même plateforme aux programmes télévisés¹. Ainsi, les grands quotidiens gardent un poids significatif dans les sources consultées en ligne et, inversement, se faire remarquer sur internet peut offrir un ticket vers une exposition dans les médias traditionnels. En plus de l'hétéronomie grandissante des médias traditionnels vis-à-vis du web, il faut se rappeler du poids qu'avaient pris les blogueurs dans les années 2000 dans le processus de production de l'information². Il s'agit donc « d'un élargissement significatif – même s'il est limité – du cercle de la prise de parole. Contestant le monopole des professionnels de la politique et des journalistes, les blogs ont permis à des personnes, jusqu'alors non qualifiées pour participer aux débats organisés par les médias centraux, de produire informations et commentaires sur des sujets publics³. »

La limite mentionnée par Cardon et Delaunay-Téterel est importante, car face aux discours enthousiastes qui promettaient une nouvelle ère de la participation politique, plusieurs critiques peuvent être formulées. Premièrement, même s'il est exact que l'entrée dans l'espace public se trouve facilitée, un problème évident est qu'il faut trouver une audience pour que sa parole puisse peser socialement, ce qui s'avère très difficile⁴ en raison de la séparation propre au web entre la *publicité* et la *visibilité* qui sont au contraire consubstantiels dans le contexte des médias de masse traditionnels⁵. Deuxièmement, le profil de ces blogueurs se trouvait être majoritairement masculin et éloigné des classes populaires⁶, reproduisant donc les limites à l'espace public habermassien qui avaient été identifiées par Nancy Fraser, à savoir que les débats réglés par la rationalité communicationnelle réclament des compétences inégalement distribuées au sein de la population⁷. Pour contrer cette tendance, Fraser formule le vœu d'une multiplicité d'espaces publics qui permettraient aux groupes subalternes d'autonomiser leurs pratiques de la discussion (tout en maintenant des relations entre ces différentes sphères), ces espaces remplissant également une fonction de formation et d'accomplissement identitaire⁸.

¹ Andrew Chadwick, *The Hybrid Media System. Politics and Power*, 2^e éd., Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 213.

² *Ibid.*, p. 193.

³ D. Cardon et H. Delaunay-Téterel, « La production de soi comme technique relationnelle », art cit, p. 59.

⁴ F. Rebillard, *Le web 2.0 en perspective, op. cit.*, p. 62.

⁵ Dominique Cardon, *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil, 2010, p. 36.

⁶ Marie Neihouser, « Les blogs politiques, un support favorable à l'engagement citoyen ? », *Politiques de communication*, 2014, n° 3, p. 63.

⁷ Nancy Fraser, « Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », *Social Text*, 1990, n° 25/26, p. 63-65.

⁸ *Ibid.*, p. 68.

Bien que les travaux menés il y a une décennie constataient une ouverture différenciée à la participation politique sur le web, portée par les jeunes et les femmes et non les classes populaires¹, ce constat se trouve aujourd'hui réinterrogé par la forte activité en ligne d'un mouvement comme celui des Gilets jaunes. Ce type d'expression peut être saisie en orientant la réflexion vers la notion d'espace public oppositionnel, qui émerge lorsque les expériences évincées de l'espace public bourgeois se dotent de leurs propres moyens d'échanges d'idées². Dans l'introduction à un numéro d'*Études de communication*, Marion Dalibert, Aurélia Lamy et Nelly Quemener observaient que le « web 2.0 est même devenu un des lieux privilégiés de circulation des discours alternatifs ou minoritaires ; bref, un espace de discussions parmi d'autres, d'ordre politique, qui forme une véritable arène de formulation de contre-discours³. » Internet a donc facilité la construction par des publics minoritaires d'une culture participative spécifique, que ce soit *via* la création de médias alternatifs, la possibilité d'échanger par des canaux dédiés ou en subvertissant les normes dominantes⁴.

En étudiant l'activité en ligne de militants opposés au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, Clément Mabi montre que leurs discussions se distinguent par une simultanéité des registres discursifs de l'émotion et de l'argumentation qui a encouragé l'éclosion d'un contre-public rassemblé autour d'une cause, ainsi qu'une mise à disposition de contenus informatifs indisponibles dans les médias traditionnels⁵. Son étude souligne par ailleurs l'importance des propriétés techno-sémiotiques de Facebook, qu'il s'agisse des sections commentaires ou l'intégration d'hyperliens et de contenus vidéographiques, qui offrent des appuis matériels efficaces au débat et à l'argumentation.

La possibilité de constituer des arènes de débat autonomes nécessite, comme cela a été dit, d'entretenir des échanges entre elles afin de prévenir une « balkanisation » des débats. Ce risque est notamment celui des « bulles de filtres »⁶ qui désignent la recommandation algorithmique des contenus que les internautes sont susceptibles d'apprécier, conduisant à un cloisonnement des opinions. Il faut cependant se rappeler que le phénomène d'exposition sélective à l'information précède l'apparition du web, que consulter un contenu ne vaut pas nécessairement

¹ J. Oser, M. Hooghe et S. Marien, « Is Online Participation Distinct from Offline Participation? », art cit, p. 98-99.

² Oskar Negt, *L'espace public oppositionnel*, traduit par Alexander Neumann, Paris, Payot, 2007 [1972], p. 97.

³ Marion Dalibert, Aurélia Lamy et Nelly Quemener, « Introduction », *Études de communication*, 2016, n° 47, p. 10.

⁴ Lincoln Dahlberg, « Re-constructing digital democracy: An outline of four 'positions' », *New Media & Society*, 2011, vol. 13, n° 6, p. 861-862.

⁵ Clément Mabi, « Luttés sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : radicalité politique et circulation des discours », *Études de communication*, 2016, n° 47, p. 122-123.

⁶ Eli Pariser, *The Filter Bubble. What the Internet Is Hiding from You*, New York, Penguin, 2011, 304 p.

acquiescement et que l'actualité politique n'est pas l'unique forme de socialisation à la politique¹. Enfin, il serait erroné d'y voir un pur effet technique, car la conception des algorithmes dépend de présupposés parmi d'autres quant au rôle démocratique de l'information².

Internet offre bien une opportunité d'élargissement démocratique, mais qui dépend de la configuration sociotechnique à l'œuvre tant dans la conception des dispositifs que dans les usages citoyens qui en seront faits. Comme on l'a vu avec l'exemple étudié par Mabi, l'ouverture de l'espace public sera surtout promue par un travail collectif de l'engagement citoyen. De plus, Couldry et Hepp remarquent qu'à l'ère de la « médiatisation profonde », l'enjeu médiatique devient de plus en plus central pour la formation de collectifs qui nécessitent des espaces publics oppositionnels³ et que ces modes d'action connectés témoignent d'un scepticisme grandissant envers les médiateurs politiques traditionnels⁴.

Les changements apportés par le numérique sont donc considérables car, en transformant nos pratiques quotidiennes, nous nous engageons dans un autre rapport au monde. Ces transformations affectent l'espace public à la fois en fragilisant l'autonomie journalistique ainsi qu'en faisant apparaître de nouveaux espaces d'expression qui peuvent être investis par des publics minoritaires. C'est pour cette raison que je propose dans la section suivante un concept utile pour opérationnaliser la réflexion menée jusqu'alors, en privilégiant la dimension capacitante du web.

1.4 Saisir les effets de capacitation du web par les affordances

Selon Paolo Gerbaudo, les RSN fournissent un environnement favorable à l'expression et à l'agrégation de points de vue contestataires, de sorte à apparaître comme un lieu de « rassemblement des voix du peuple⁵ ». Ce faisant, il identifie dans les propriétés des RSN un facteur de participation politique. Ce facteur peut être désigné par le terme d'« affordances », ensemble

¹ Peter Dahlgren, « A critical review of filter bubbles and a comparison with selective exposure », *Nordicom Review*, 2021, vol. 42, n° 1, p. 15-33.

² Engin Bozdag et Jeroen van den Hoven, « Breaking the filter bubble: democracy and design », *Ethics and Information Technology*, 2015, vol. 17, n° 4, p. 249-265.

³ N. Couldry et A. Hepp, *The Mediated Construction of Reality*, *op. cit.*, p. 180-181.

⁴ A. Hepp, *Deep Mediatization*, *op. cit.*, p. 142.

⁵ Paolo Gerbaudo, « Social media and populism: an elective affinity? », *Media, Culture & Society*, 2018, vol. 40, n° 5, p. 746.

des dispositifs matériels et sociaux qui vont autoriser et limiter des usages spécifiques¹, émergeant de relations techniques et sociales entre un utilisateur et une plateforme².

Comme l'ont montré les travaux de Romain Badouard, la conception d'une plateforme, de son architecture à l'interface accessible à l'utilisateur, autorise et interdit certains usages spécifiques : « en agençant différentes applications qui incitent à l'action au sein d'un même site, [les concepteurs] valorisent certaines activités et définissent une manière de les réaliser. En développant des applications qui permettent d'échanger et de débattre, ils organisent des relations sociales et cadrent la manière dont les internautes "font public"³. » Ces contraintes sont donc inscrites « techniquement » dans les échanges qui ont lieu et vont les façonner, bien que la notion même de dispositif écarte tout déterminisme technique car les usages empiriques peuvent toujours échapper aux intentions des concepteurs, illustrant « cette aptitude du social à ne pas se laisser envahir par les logiques dispositionnelles, à être toujours première⁴ ».

Afin de préciser, un article de synthèse a identifié deux catégories regroupant la variété de types d'affordances que l'on trouve dans la littérature⁵. Premièrement, la *visibilité* que l'on peut définir comme les produits d'activités par lesquelles : « (a) les acteurs renforcent l'exposition de leurs communications, et (b) accèdent ou sont exposés à celles des autres utilisateurs, quand ils (c) interagissent dans un contexte socio-matériel particulier⁶ ». Plusieurs mécanismes que l'on retrouve sur Facebook peuvent procurer de la visibilité à un contenu, comme le moteur de recherche intégré à la plateforme, la notification de nouvelles publications dans un groupe et l'algorithme de recommandation qui favorise certains contenus plus à même d'engager les utilisateurs. Par exemple, les changements algorithmiques de 2014 ont privilégié les contenus générant le maximum d'activité comme les vidéos, obligeant les utilisateurs à recourir à ce format afin de maintenir leur visibilité⁷. Visible, un contenu a ainsi à la fois plus de chance de maximiser son audience, tout comme sa visibilité est la conséquence d'une large exposition.

¹ Taina Bucher et Anne Helmond, « The Affordances of Social Media Platforms » dans Jean Burgess, Alice Marwick et Thomas Poell (eds.), *The SAGE Handbook of Social Media*, Londres, SAGE Publications, 2018, p. 235.

² Alexander Ronzhyn, Ana Sofia Cardenal et Albert Batlle Rubio, « Defining affordances in social media research: A literature review », *New Media & Society*, 2023, vol. 25, n° 11, p. 3179.

³ Romain Badouard, « La mise en technologie des projets politiques. Une approche "orientée design" de la participation en ligne », *Participations*, 2014, vol. 1, n° 8, p. 36.

⁴ Laurence Monnoyer-Smith, « Le web comme dispositif : comment appréhender le complexe ? » dans Christine Barats (ed.), *Manuel d'analyse du web*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 29.

⁵ A. Ronzhyn, A.S. Cardenal et A. Batlle Rubio, « Defining affordances in social media research », art cit, p. 3180.

⁶ Jeffrey W. Treem, Paul M. Leonardi et Bart Van Den Hooff, « Computer-Mediated Communication in the Age of Communication Visibility », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 2020, vol. 25, n° 1, p. 46.

⁷ Edson C. Tandoc Jr. et Julian Maitra, « News organizations' use of Native Videos on Facebook. Tweaking the journalistic field one algorithm change at a time », *New Media & Society*, 2018, vol. 20, n° 5, p. 1691.

La visibilité procurée à ces contenus permet par exemple aux mouvements sociaux de construire une identité politique en exposant les personnes aux thèmes et aux modes d'interactions appropriés, ce qui accroît la probabilité de participer soi-même y compris hors-ligne¹, les rassemblements physiques étant selon Stefania Milan des moments de galvanisation du « nous » formé en ligne². Les pratiques en ligne, que ce soit la participation directe ou la simple consultation des messages publiés, deviennent en retour des habitudes intégrant les thèmes, les slogans et certaines expressions à un répertoire commun³.

La deuxième catégorie d'affordance est celle d'*éditabilité* qui concerne toutes les actions que peuvent exercer les utilisateurs sur un contenu⁴. Se trouvent sous cette appellation plusieurs sous-catégories, comme la persistance qui désigne la propriété qu'ont les publications en ligne à être automatiquement enregistrées et archivées, ce qui permet d'y accéder bien après leur création. Les militants pourront articuler les idées et les revendications auxquelles ils auront eu accès en vertu de leur persistance et de leur visibilité, le caractère potentiellement public de cette démarche leur fera ainsi prendre conscience aux participants de leur culture commune, accomplissant de manière performative la construction et le maintien d'une communauté militante⁵. De plus, la persistance d'une publication est indissociable de la possibilité pour les utilisateurs d'y réagir (en likant – réaction par défaut – mais aussi avec « haha », « j'adore », « triste », etc.) ou de la commenter (ainsi que réagir aux commentaires et y répondre). Une autre sous-catégorie très importante est leur répliquabilité, un contenu numérique pouvant être aisément dupliqué. Dans le contexte de son éditabilité, la répliquabilité d'une publication est indissociable de la possibilité de la partager en y ajoutant une description personnelle, ce qui permet de la diffuser à large échelle ce qui va augmenter en retour sa visibilité.

L'entremêlement de ces deux types d'affordances est constant, notamment car la recommandation algorithmique de Facebook promeut sur le fil d'actualité les publications qui ont généré le plus d'activité. La visibilité et l'éditabilité vont ainsi alimenter une dynamique de codage/décodage/recodage décrite par Irène Bastard, selon qui l'interface de Facebook donne de la

¹ Dam Hee Kim et Nicole B. Ellison, « From observation on social media to offline political participation: The social media affordances approach », *New Media & Society*, 2022, vol. 24, n° 12, p. 2627.

² Stefania Milan, « From social movements to cloud protesting: the evolution of collective identity », *Information, Communication & Society*, 2015, vol. 18, n° 8, p. 895-896.

³ Anastasia Kavada, « Creating the collective: social media, the Occupy Movement and its constitution as a collective actor », *Information, Communication & Society*, 2015, vol. 18, n° 8, p. 881.

⁴ danah boyd, « Social Network Sites as Networked Publics: Affordances, Dynamics, and Implications » dans Zizi Papacharissi (ed.), *A Networked Self. Identity, Community, and Culture on Social Network Sites*, New York, Routledge, 2011, p. 46-47.

⁵ Bart Cammaerts, « Technologies of Self-Mediation: Affordances and Constraints of Social Media for Protest Movements » dans Julie Uldam et Anne Vestergaard (eds.), *Civic Engagement and Social Media: Political Participation Beyond Protest*, Londres, Palgrave Macmillan, 2015, p. 92.

visibilité à des publications, tout en facilitant l'action *sur* ces contenus ce qui va leur donner une nouvelle signification :

« Les statuts sont empilés sur la *timeline* de l'utilisateur par ordre anté-chronologique ce qui incite à renouveler les publications pour actualiser les informations qui apparaîtront dans le *newsfeed* des amis. [...] Aujourd'hui, le partage d'un lien dans un statut introduit automatiquement le titre, un visuel et la source de la page, soit du contenu informationnel ; le statut dans lequel le lien est partagé porte l'entête du profil et est visible par le réseau social de l'émetteur, soit un propos personnel ; les artefacts de commentaires, *likes*, *shares* et autres réactions mettent en visibilité des éléments interactionnels. Le dispositif affiche donc les trois types de signaux qui participent au recodage d'actualité, le contenu, le propos d'une personne et le cadre d'interaction¹. »

Le caractère sociotechnique de la circulation d'informations partagées sur Facebook renvoie alors au filtrage opéré simultanément par le dispositif et les sociabilités. L'étude menée par Bastard sur les pratiques informationnelles en ligne révèle que « le dispositif numérique, en mettant en lien les individus et en visibilité leurs réactions, permet de partager non pas seulement des contenus, mais aussi leurs réceptions. C'est la réflexivité en tant que public de l'actualité qui est généralisée dans la publicisation d'actualité sur Facebook et qui constitue un préalable à une capacité d'action dans l'espace public². » L'engagement dans cette pratique politique est différencié selon les propriétés sociales des individus, ce qui conduit à une division du travail entre les producteurs de contenus et les partageurs qui ne sont pas nécessairement les mêmes³, et à la construction d'espaces idéologiques relativement homogènes.

L'analyse du rôle des RSN sociaux doit donc éviter tout déterminisme technique, mais « nécessite des analyses à différents niveaux qui tiennent compte de plusieurs dimensions : les technologies numériques modifient la société en général ; la conception et les affordances de chaque technologie ont des conséquences complexes ; et les gens font des choix délibérés quant à la façon dont ils créent, influencent et utilisent les technologies⁴. »

Conclusion de chapitre

À l'issue de ce premier chapitre, il apparaît donc que les modes d'accès à l'espace public ont été reconfigurés par le numérique. Plutôt que de surenchérir face aux discours prêtant aux médias dominants un pouvoir démesuré, j'ai montré que leur centralité dans l'espace public nécessite l'adoption par les journalistes de normes professionnelles qui tend à favoriser les paroles

¹ Irène Bastard, « Coder/décoder/recoder. La construction sociale de la réception des informations sur Facebook », *Terminal*, 2019, n° 125-126, [En ligne].

² *Ibid.*

³ Édouard Bouté, « La mise en visibilité des forces de l'ordre sur Twitter pendant le mouvement des Gilets jaunes », *Questions de communication*, 2021, n° 39, p. 194.

⁴ Z. Tufekci, *Twitter et les gaz lacrymogènes*, *op. cit.*, p. 209.

autorisées. Les difficultés pour les plus démunis à se faire entendre et à contrôler leur représentation peuvent être surmontées en tirant parti des ouvertures de l'espace public. Celle-ci s'inscrit dans un phénomène historique de numérisation de la vie sociale, qui multiplie les espaces de prise de parole, résultant dans un espace public fragmenté. La notion d'affordances invite à observer à la fois les effets techniques des RSN et l'inscription des pratiques politiques dans le monde social.

Dans ce qui suit, je m'intéresserai à la manière qu'a eu le mouvement des Gilets jaunes de s'emparer de ces espaces, et comment les prises de paroles et la mise en commun d'expériences peuvent justement surmonter les barrières matérielles et symboliques posées par les médias de masse, en produisant un référentiel politique commun.

Chapitre 2 – La production militante d’une culture commune

L’enjeu des médias pour les mouvements sociaux est d’une grande importance tant l’activité des premiers va générer des effets symboliques qui peuvent s’avérer décisifs pour le destin des revendications portées par les activistes¹. L’analyse des rapports entre médias et mouvements sociaux a longtemps insisté sur la multiplicité des modes de médiatisation :

« Nombre de composantes des répertoires protestataires (manifestations, sit-ins, fêtes...) fonctionnent désormais sur un mode dédoublé. À l’action de premier degré, qui manifeste la force du groupe mobilisé, contribue à la création ou à la maintenance d’une relation entre participants et exprime des revendications, se superpose de façon de plus en plus pesante une action de second degré. Celle-ci est orientée vers la mise en scène médiatique de la protestation. Il s’agit aussi, parfois d’abord, d’agir pour obtenir des articles, du temps d’antenne, un compte rendu favorable². »

Les mobilisations auraient ainsi deux versants médiatiques³. D’une part, elles seraient bien entendu tributaires d’un cadrage médiatique qu’elles ne maîtrisent pas et structurellement éloigné car « les enjeux y sont rarement problématisés dans un “cadre d’injustice” qui désigne des victimes et des responsables. L’idée d’un pouvoir d’influence sur ces enjeux par une action collective [étant] largement étrangère au discours journalistique⁴. » Conscients de ces limites, les mouvements sociaux auraient d’autre part internalisé l’impératif médiatique en déployant des stratégies de contrôle de leur médiatisation qui produisent des « manifestations de papier », selon l’expression de Patrick Champagne qui constatait en 1984 que « les manifestants défilent en définitive pour la presse et pour la télévision ; les journalistes présents tout au long des défilés ou installés dans les salles de presse spécialement aménagées pour eux croient rendre compte de la manifestation sans apercevoir qu’ils participent à sa réalisation⁵ ».

Comme le remarque la politiste Réjane Sénac, l’avènement des RSN a accompagné de nouvelles formes de protestations « dans la mesure où ils permettent aux individus de publiciser des revendications, de les mettre en commun en contournant les filtres que constituent les groupes intermédiaires tels que les médias, les syndicats et les associations, qui vont être utilisés comme des relais et non plus comme des institutions de délibération⁶ » : les médias de masse ne sont donc plus si incontournables pour les mouvements sociaux. Ce point sera l’objet de la

¹ F. Granjon, « Médias », art cit, p. 378.

² E. Neveu, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », art cit, p. 21.

³ P. McCurdy, « Social Movements, Protest and Mainstream Media », art cit.

⁴ E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p. 108.

⁵ Patrick Champagne, « La manifestation. La production de l’événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, n° 52-53, p. 28.

⁶ Réjane Sénac, *Radicales et fluides. Les mobilisations contemporaines*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021, p. 167-168.

première section de ce chapitre qui examinera l'investissement des RSN par les Gilets jaunes. Bien que cette utilisation soit orientée vers des impératifs de coordination, ces espaces ont également servi de lieu où le mouvement social a pu construire son identité politique et ses revendications. C'est ainsi que le numérique a pu être un catalyseur de l'engagement politique.

Il est important toutefois de ne pas perdre de vue la dimension sociotechnique de l'analyse car les RSN ne peuvent à eux seuls générer une contestation, il faut pour cela l'implication d'individus concernés qui parviennent à publiciser un certain nombre d'enjeux. Après avoir décrit l'environnement idéologique des Gilets jaunes, la dernière section proposera ainsi la notion de cadrage pour mieux saisir concrètement les opérations par lesquelles les mouvements sociaux construisent un tel référent commun.

2.1 La contestation connectée des Gilets jaunes

Il est possible de voir dans le mouvement Nuit Debout de 2016 contre la loi dite « Travail » un précurseur de celui des Gilets jaunes en ce qui concerne sa médiatisation, comme le font Magali Della Sudda et Christine Guionnet pour qui « l'usage des réseaux sociaux et de l'auto-médiatisation – le rapport aux médias, en tant qu'institution, étant difficile – sont conçus comme de véritables supports pour permettre l'expression horizontale de la parole profane, la participation et l'information de tous ceux qui le souhaitent¹ ». On décèle ici une différence avec le mouvement altermondialiste – dont l'utilisation d'internet fut également importante – qui n'avait pas intégralement rompu avec les médias traditionnels et calibré sa communication afin de maîtriser au mieux sa couverture médiatique².

On peut classer les Gilets jaunes dans la catégorie que Bennett et Segerberg appellent les « réseaux auto-organisés ». Ce type de mobilisation se caractérise par une absence de direction centrale et dont l'organisation – outillée numériquement – s'appuie sur des actions individuelles qui se réalisent aussi bien en ligne qu'hors ligne³. Le mouvement des Gilets jaunes serait donc un cas « exemplaire » des « mobilisations numériques » contemporaines :

« La dimension de la lutte pour la visibilité [...] symbolisée par le gilet jaune et sa performativité médiatique, l'usage stratégique des réseaux sociaux numériques, la dimension centrale revêtue par l'occupation de l'espace public (dans la complémentarité de l'actuel et du virtuel, du centre et des

¹ Magali Della Sudda et Christine Guionnet, « Nuit Debout, Gilets jaunes : quoi de neuf à l'horizon des mouvements sociaux ? » dans Thomas Frinault, Christian Le Bart et Erik Neveu (eds.), *Nouvelle sociologie politique de la France*, Paris, Armand Colin, 2021, p. 210.

² Sandrine Lévêque, « Usages croisés d'un événement médiatique » dans Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (eds.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005, p. 75-102.

³ W.L. Bennett et A. Segerberg, *The Logic of Connective Action*, *op. cit.*, p. 46-48.

marges, représentés respectivement par les Champs-Élysées et les ronds-points), font des Gilets jaunes un sujet collectif ancré dans son temps¹. »

Cette activité en ligne a elle aussi brouillé les référents journalistiques traditionnels qui ont cru voir dans les *likes* envoyés sur les plateformes des instruments fiables de désignation de porte-paroles légitimes, entraînant un effet de spirale par laquelle un nombre restreint de Gilets jaunes a pu accéder à la parole médiatique². Le mouvement ne doit cependant pas être perçu comme une bulle générée en ligne. Dans sa thèse réalisée sur la circulation d'images de violences policières au sein des RSN fréquentés par les Gilets jaunes, Édouard Bouté discute l'importance d'articuler la dimension hors-ligne du mouvement avec son activité numérique, ce qui demande selon lui de considérer que le mouvement s'est déroulé « avec » ces réseaux et non « sur » :

« Ce mouvement a commencé avec le web, en particulier avec Facebook, ainsi qu'avec la plateforme de pétitions en ligne change.org, où Priscilla Ludosky a lancé fin mai 2018 une pétition pour la baisse du prix des carburants. Cette pétition a été signée plus d'un million de fois et a pu être considérée comme l'un des facteurs de mobilisation ayant conduit au mouvement des Gilets jaunes. Je dis "avec" et non pas "sur" le web ou "sur" Facebook, afin d'insister sur le fait que, si les espaces numériques d'expression ont été mobilisés dès les prémices du mouvement des Gilets jaunes, et ont joué un rôle prépondérant [...], ces espaces n'ont cependant pas été, loin de là, les seuls où l'organisation s'est déroulée, et où l'expression des participant·es au mouvement a eu lieu. La lecture que je propose du mouvement des Gilets jaunes est ainsi celle d'un mouvement où s'articulent des dimensions *en ligne* et *hors ligne*³. »

La continuité entre l'activité numérique et les mobilisations physiques est en effet importante⁴. Sans suite concrète au ras-le-bol exprimé en ligne il est peu probable que les internautes persistent à maintenir leur engagement, et donc en retour à maintenir leur activité numérique : c'est la frontière même entre les deux qui se trouve questionnée par l'usage contestataire des RSN⁵. La recommandation d'articuler ces deux dimensions vise par ailleurs à éviter le déterminisme technique, souvent associé à un enthousiasme excessif quant au potentiel mobilisateur de l'internet. Comme l'avaient bien résumé Alice Mattoni et Emiliano Treré, les interactions entre RSN et mouvements sociaux relèvent davantage d'une « danse » impliquant des acteurs divers (individuels et collectifs) qui font usage de pratiques variées sur des temporalités différentes (court, moyen et long termes)⁶. Les différentes configurations donneront ainsi lieu à des

¹ P. Sedda, « La mobilisation numérique », art cit, p. 62.

² Brigitte Sebbah et Arnaud Mercier, « Les défis journalistiques d'un mouvement social organisé sur les réseaux socionumériques » dans Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier (eds.), *Les Gilets jaunes. Un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p. 72.

³ Édouard Bouté, *Police Pixel. Le maintien de l'ordre à l'épreuve des images et des réseaux sociaux numériques pendant le mouvement des Gilets jaunes*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université de Technologie de Compiègne, Compiègne, 2022, p. 72.

⁴ Caterina Froio et Xavier Romero-Vidal, « From the screens to the streets? Social media use and participation in the Yellow Vests protests », *Politics*, 2023, vol. 0, n° 0, p. 1-22.

⁵ Thomas Poell et José van Dijck, « Social Media and New Protest Movements » dans Jean Burgess, Alice Marwick et Thomas Poell (eds.), *The SAGE Handbook of Social Media*, Londres, SAGE Publications, 2018, p. 547.

⁶ Alice Mattoni et Emiliano Treré, « Media Practices, Mediation Processes, and Mediatization in the Study of Social Movements », *Communication Theory*, 2014, vol. 24, n° 3, p. 252-271.

pratiques spécifiques, bien à l'œuvre dans le mouvement des Gilets jaunes en raison notamment d'une « fragmentation et une dispersion du mouvement en ligne à travers une multitude de comptes utilisateurs ou de groupes ainsi que de plateformes (Discord, Telegram, Facebook, Twitter, Snapchat, WhatsApp, Signal, Instagram) ¹. » Cette multiplicité va élargir l'audience du mouvement en proposant une variété de modes d'implications différents, ainsi qu'en multipliant les répertoires d'action accessibles (pétition en ligne, discussion au sein de groupes WhatsApp, constitution de groupe Facebook, débat sur Twitter...) Plusieurs dimensions peuvent ainsi être identifiées dans l'activité numérique du mouvement des Gilets jaunes.

Bennett et Segerberg notent que les propriétés des RSN vont influencer l'organisation de protestations physiques et que, dans le cas des réseaux auto-organisés, la diffusion d'un mot d'ordre s'installe généralement en amont de l'évènement pour agréger les revendications². Il est aussi difficile de percevoir clairement des « dirigeants » dans ce type de mouvement car les initiatives d'organisation que l'on pourrait attribuer à un « chef » ne sont que des moments ponctuels d'une séquence plus large, la reconnaissance d'un statut ressemblant même de loin à celui d'un dirigeant étant très éphémère et changeant rapidement en fonction des rassemblements autour d'une prise de parole ou d'une publication virale au sein de l'écosystème militant³.

Dans le cas des Gilets jaunes, Laurent Jeanpierre propose l'idée que les trois figures clés que sont Priscilla Ludosky (initiatrice de la pétition de mai 2018 contre la hausse des prix du carburant), Éric Drouet (créateur du groupe Facebook « La France en colère !!! ») et Maxime Nicolle (dont les vidéos ont été abondamment partagées), relèveraient d'un « protagonisme⁴ », soit l'implication d'« acteurs populaires [...], c'est-à-dire, en l'espèce, des profanes souvent sans expérience politique préalable qui sortent de l'anonymat à la faveur de l'évènement⁵. » Cette absence de véritable *leader* incite à penser que la forme réticulaire des médias sociaux a ainsi été un catalyseur de la protestation, précisément car ils sont parvenus à rassembler des individus qui avaient une colère en commun, sans avoir conscience au préalable de l'ampleur de son partage. Les RSN ont ainsi « joué un rôle non négligeable dans ce processus collectif d'engagement, d'unification des mécontentements puis d'apprentissage politique⁶ ».

¹ Natacha Souillard et al., « Les Gilets jaunes, étude d'un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques », *Terminal*, 2020, n° 127, [En ligne].

² W.L. Bennett et A. Segerberg, *The Logic of Connective Action*, *op. cit.*, p. 102.

³ *Ibid.*, p. 162.

⁴ Laurent Jeanpierre, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte, 2019, p. 65.

⁵ Quentin Deluermoz et Boris Gobille, « Protagonisme et crises politiques. Individus "ordinaires" et politisations "extraordinaires" », *Politix*, 2015, vol. 28, n° 112, p. 14-15.

⁶ L. Jeanpierre, *In Girum*, *op. cit.*, p. 66-67.

L'enquête numérique menée par Bouté restitue la genèse de ces « réseaux de la tempête qui s'annonce » en distinguant une phase de prémices remontant à janvier 2018 et celle à partir d'octobre 2018 qui concerne l'organisation de la journée du 17 novembre 2018¹. Durant la première phase, il observe que de nombreux groupes Facebook comportant le terme « colère » dans leur nom apparaissent en réaction au passage de la limitation de vitesse de 90 à 80 km/h sans parvenir à convertir l'activité en ligne en mobilisation physique, mais que cet échec se révélera être le « terreau d'une réussite à venir² ». Selon lui, la plateforme Facebook fonctionne avant tout comme interface entre des velléités de protestations physiques et des dispositions à s'engager, qui s'y rencontrent aussi bien sur un mode *top-down* (on propose de manifester et les autres proto-Gilets jaunes y répondent favorablement) que *bottom-up* (on fait état de l'importance de s'organiser en appelant les autres membres à signaler leurs propositions)³.

Autre dimension importante, la circulation des messages entre différentes plateformes qui permet d'assurer un meilleur anonymat en faisant basculer des appels à la mobilisation particulièrement suivis sur les RSN vers des applications de messagerie privée, dont la taille réduite facilite la coordination entre individus et qui permet de ne pas surexposer l'information. C'est dans ces conditions qu'apparaissent précisément les protagonistes à la faveur de capacités de coordination remarquées qui leur procure un statut de ressource informationnelle à consulter afin d'obtenir les détails pratiques des manifestations, statut qui se révèle toutefois non stable :

« Si Facebook donne la possibilité de s'exprimer dans des espaces créés par d'autres, la plateforme permet aussi à chacun·e de créer des pages "événements" et des groupes. Or, créer un événement ou un groupe, voire même seulement commenter une publication parfois, c'est pouvoir se faire force de proposition. Créer un événement ou un groupe, c'est en même temps créer un nouveau lieu de blocage local et un nouveau lieu d'expression. La conséquence à cela est qu'il n'y a pas des publics constitués *a priori*, avec d'un côté des organisateur·trices et de l'autre des individus à mobiliser. La frontière entre les deux est poreuse, et cela permet autant à des groupes d'individus qui s'organisent hors ligne, qu'à des individus isolés, de promouvoir un espace de blocage local et d'en faire la publicité sur Facebook. On pourrait donc résumer la situation par la formule suivante : *organiser* n'est pas *imposer*⁴. »

Cette activité foisonnante peut néanmoins échouer en cas d'éclatement des contributions. Entre une absence de propositions et un nombre trop important d'entre elles, l'efficacité militante doit se situer dans un juste milieu qui permette à ce que chacun puisse trouver un débouché faisable à sa contestation : la réussite que fut la journée du 17 novembre 2018 a donc demandé une certaine dose de coordination, ce qui peut surprendre face au caractère spontané de la mobilisation. Un des instruments régulateurs des initiatives fut la création de sites internet répertoriant

¹ É. Bouté, *Police Pixel, op. cit.*, p. 75.

² *Ibid.*, p. 76.

³ *Ibid.*, p. 77.

⁴ *Ibid.*, p. 80.

les rassemblements prévus ainsi que les groupes Facebook locaux et nationaux, disséminant ainsi des points de rassemblements numériques qui annonçaient les rassemblements physiques¹. Sur ce point, deux résultats de l'étude menée par des chercheurs de l'École Polytechnique confirment le rôle déterminant des RSN dans l'organisation des premières actions. Premièrement, la majorité des messages furent publiés par les Gilets jaunes sur des groupes Facebook d'échelle infradépartementale, avec seulement 20 % de publications sur des groupes nationaux². Deuxièmement, la régression statistique mesurant la corrélation entre activité en ligne (nombre de membres Facebook et nombre de publications) associée à un département et le nombre de rassemblements associés à ce même département indique un lien très fort entre ces deux variables, le coefficient de corrélation entre « le nombre de membres Facebook et le nombre de blocages [étant de] 71 %. La relation entre nombre de publications et nombre de blocages est moins forte, 62 %, ce qui suggère la moindre qualité de cette dernière variable, due [au] nombre de publications par groupe au-delà de 10 000³. »

Le rôle de Facebook fut donc de réduire les coûts de coordination et de communication entre manifestants. Cela confirme pour les Gilets jaunes ce que Zeynep Tufekci constatait déjà pour l'utilisation de Twitter lors des Printemps arabes⁴, avec sa structure de communication qui facilite la coordination entre individus à large échelle, propriété que l'on retrouve sur Facebook et qui donne de la visibilité aux publications⁵. Néanmoins, l'utilisation logistique de Facebook n'aurait pas suffi à mobiliser autant de monde si elle n'avait pas simultanément rempli une fonction identitaire et revendicative.

2.2 La culture politique des Gilets jaunes

En plus d'opérations logistiques, l'activité en ligne des Gilets jaunes révèle un véritable processus de constitution de revendications, qui sont donc intrinsèquement porteuses de valeurs et identifiables politiquement. Bouté note dans sa thèse que ces « espaces de construction des revendications » ont permis aux Gilets jaunes de ne pas se limiter à la seule problématique des prix du carburant, en permettant aux participants d'inciter leurs interlocuteurs à étendre le

¹ Pierre C. Boyer et al., « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes », *Revue économique*, 2020, vol. 71, n° 1, p. 116.

² *Ibid.*, p. 117.

³ *Ibid.*, p. 120.

⁴ Z. Tufekci, *Twitter et les gaz lacrymogènes*, *op. cit.*, p. 198.

⁵ Jeffrey W. Treem et Paul M. Leonard, « Social Media Use in Organizations: Exploring the Affordances of Visibility, Editability, Persistence, and Association », *Annals of the International Communication Association*, 2013, vol. 36, n° 1, p. 150.

champ de la protestation¹. L'équipe du LERASS observe ainsi que les discussions entre Gilets jaunes sur le groupe Facebook « La France en colère !!! » se structurent autour de deux axiologies principales que sont d'abord la revendication de démocratie directe (notamment le RIC) puis la dénonciation des inégalités sociales et fiscales :

« Ces éléments permettent en outre de mettre en évidence qu'au-delà de la myriade de comptes, de la présence de nombreux débats porteurs de dissensus et de conflictualité, des lignes de convergence structurantes se distinguent nettement, conférant une certaine homogénéité définitionnelle au mouvement. Par ailleurs, la présence relativement faible de propos injurieux [...], le caractère argumenté des revendications ainsi que le recours à des outils de consultation complémentaires (pétitions et sondages) partagés sur la plateforme, viennent attester lexicalement d'un usage possible de Facebook en tant qu'outil d'échange et de régulation pour le mouvement² ».

Cet imaginaire s'est cristallisé dans le gilet de sécurité, « symbole de cette homogénéisation sans leader, [...] dispositif matériel qu'on peut voir et par lequel on va physiquement constituer un peuple d'égaux³. » Il est remarquable que ce soit sur Facebook qu'est apparu ce symbole dans la vidéo-selfie du 28 octobre 2018 où Ghislain Coutard appelle les volontaires pour la journée du 17 novembre à mettre en évidence leur gilet jaune sur le tableau de bord de leur véhicule⁴. Celle-ci fut partagée plus de 200 000 fois et vue plus de 5 millions de fois témoignant d'un caractère viral qui a certainement permis au symbole de s'imposer au sein du mouvement alors en devenir⁵.

Cet aspect est crucial si l'on veut comprendre comment le web peut contribuer à l'engagement politique des citoyens. Peter Dahlgren propose l'idée que la participation politique doit s'appuyer sur des pratiques accessibles⁶ dont la signification partagée avec d'autres individus fournit ainsi la règle qui sous-tend l'action⁷. Cette signification commune se situe dans des « schémas culturels au sein desquels les identités citoyennes, et les fondements de l'agentivité civique, sont intégrés⁸ ». Ces pratiques se déploient dans des espaces et s'appuient sur des valeurs et des connaissances communes, dont le partage aide à former une identité citoyenne spécifique⁹. Dahlgren considère que ces affinités s'avèrent indispensables à la formation d'une « culture civique » et que, afin de rassembler un nombre suffisant d'individus, celles-ci ne doivent pas

¹ É. Bouté, *Police Pixel, op. cit.*, p. 84.

² N. Souillard et al., « Les Gilets jaunes, étude d'un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques », art cit.

³ Ludvine Bantigny et Samuel Hayat, « Les Gilets jaunes une histoire de classe ? », *Mouvements*, 2019, n° 100, p. 17-18.

⁴ <https://www.facebook.com/ghislain.coutard/videos/10216601170797079/> (consultée le 10 mars 2023).

⁵ Chiffres au 31 juillet 2020 : É. Bouté, *Police Pixel, op. cit.*, p. 80.

⁶ Peter Dahlgren, *Media and Political Engagement. Citizens, Communication, and Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 81.

⁷ Christiane Chauviré, *Le moment anthropologique de Wittgenstein*, Paris, Kimé, 2004, p. 33.

⁸ P. Dahlgren, *Media and Political Engagement, op. cit.*, p. 103.

⁹ *Ibid.*, p. 108.

s'exprimer de manière trop ambitieuse, mais se limiter au « sentiment *a minima* de posséder quelque chose en commun, [...] le sentiment d'une appartenance à une même entité sociale et politique, en dépit de toutes les différences¹. »

Comme le note Tufekci, « la plupart des individus qui deviennent activistes commencent par être exposés à des idées dissidentes. Leurs réseaux sociaux – qui comprennent des interactions en ligne et hors ligne – sont ainsi parmi les espaces les plus efficaces pour pousser quelqu'un vers l'engagement militant² ». Les RSN ont pu favoriser l'engagement d'individus peu politisés préalablement, possiblement les 49 % d'individus qui n'avaient jamais participé à une manifestation avant l'automne 2018 que l'on retrouve dans l'étude du Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes³. La construction d'une identité collective est donc déterminante pour l'engagement et l'entretien de l'activité militante : l'identité collective produit de la mobilisation, qui en retour va renforcer le processus d'identification⁴.

Une difficulté qui guette un tel mouvement est le rassemblement d'individus issus d'horizons politiques disparates. Pour mieux comprendre comment les Gilets jaunes ont réussi, du moins temporairement, à se rassembler par-delà les clivages, l'enquête menée par Dominique Pasquier auprès des « familles modestes » permet d'éclairer le rapport à la politique des classes populaires qui, sans représenter intégralement le mouvement, ont fourni la matrice idéologique des Gilets jaunes⁵. Pasquier note tout d'abord que la politique est un sujet difficilement abordé dans les classes populaires, probablement en raison de sa conflictualité intrinsèque qui vient alourdir un quotidien déjà éprouvant. Ce constat est mis en rapport avec la désaffiliation politique qui a succédé à l'hégémonie du Parti Communiste Français dans la classe ouvrière. Elle observe que la discussion politique en ligne, notamment dans des publications sur Facebook relève bien d'une « conscience triangulaire », sentiment d'être « coincé » entre une élite coupée du peuple et des plus démunis qui profitent d'aides sociales à son détriment⁶ : « monde à trois, qui associe une forte défiance vis-à-vis des élites et des classes dominantes à un souci très net de se démarquer des groupes précarisés⁷. » Manifestation de la hantise de dégringoler dans l'échelle sociale

¹ Peter Dahlgren, « Reconfigurer la culture civique dans un milieu médiatique en évolution », *Questions de communication*, traduit par Catherine Loneux, 2003, n° 3, p. 157.

² Z. Tufekci, *Twitter et les gaz lacrymogènes*, op. cit., p. 61-62.

³ Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation », art cit, p. 883.

⁴ Donatella della Porta, « Social Movements » dans Dirk Berg-Schlosser, Bertrand Badie et Leonardo A. Morlino (eds.), *The SAGE Handbook of Political Science*, Londres, SAGE Publications, 2020, p. 660.

⁵ Samuel Legris, « La conscience sociale des Gilets jaunes : étude sociologique de représentations en lutte », *Mots*, 2022, n° 129, p. 125-145.

⁶ Annie Collovald et Olivier Schwartz, « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire », *Vacarme*, 2006, vol. 4, n° 37, p. 55.

⁷ D. Pasquier, *L'internet des familles modestes*, op. cit., p. 85.

en raison d'une situation souvent fragile, la dénonciation des « assistés » ne fait pas l'unanimité dans l'entourage quand elle devient ouvertement raciste, et recèle une « part d'ambiguïté : on [reproche aux assistés sociaux] de profiter du système de l'État providence sans chercher à travailler, mais il se trouve que c'est un système auquel on est obligé soi-même de recourir dans les mauvaises passes¹. »

Ce trait est une ligne interne de clivage entre les Gilets jaunes qui se situent à gauche (avec un profil davantage proche des classes moyennes et surreprésentés dans les manifestations) et ceux qui se situent à l'extrême-droite (touchant de plus faibles revenus et surreprésentés sur les ronds-points)². Ce clivage n'a pas entravé le mouvement dans sa globalité car les Gilets jaunes ne se représentent pas comme une « classe », mais comme représentant « le peuple³ ». De ce point de vue, nous pouvons qualifier le mouvement de « populiste » à condition de ne pas reprendre l'usage commun du mot qui, comme le montre Federico Tarragoni, est confus et trahit une conception de la démocratie élitaire et méfiante des classes populaires⁴. La notion de peuple peut en fait désigner des figures variées telles que la communauté civique (*dèmos*), la communauté nationale, la communauté ethnique (*ethnos*), l'*ochlos* qui rassemble la majorité sociale constituée des classes opprimées, enfin le peuple-plèbe des subalternes fédérés par une lutte sociale particulière. La fonction unificatrice de cette équivoque permet justement de fonder une mobilisation hétérogène « d'individus qui, en dépit de leurs différentes positions sociales et identités culturelles, ont tous l'impression d'appartenir au même peuple en lutte contre des élites corrompues⁵. »

L'enquête menée par Jean-Yves Dormagen, Laura Michel et Emmanuelle Reungoat, auprès de Gilets jaunes de la région Occitanie, révèle ainsi une forte cohésion du mouvement autour de la défense de l'État social et d'une position « anti-système » critique des institutions de la V^e République, qui s'incarne dans l'aspiration à la démocratie directe⁶. Ces revendications s'apparentent à la politisation d'un rejet des élites politiques, qui se traduit par les reproches courants envers la rémunération du personnel politique. Contrairement au discours marxiste de classe qui ciblerait volontiers tout chef d'entreprise (les petits patrons sont généralement épargnés) et comme dans l'enquête de Pasquier, ce sont uniquement les figures les plus en vue du

¹ *Ibid.*, p. 100.

² Jean-Yves Dormagen, Laura Michel et Emmanuelle Reungoat, « United in diversity: understanding what unites and what divides the Yellow Vests », *French Politics*, 2022, vol. 20, n° 3-4, p. 469-470.

³ *Ibid.*, p. 459.

⁴ Federico Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, Paris, La Découverte, 2019, p. 53-143.

⁵ *Ibid.*, p. 278.

⁶ J.-Y. Dormagen, L. Michel et E. Reungoat, « United in diversity », art cit, p. 466-467.

pouvoir qui sont ciblées : « la coupure avec les élites politiques et les médias est totale : non seulement il n’y a rien à attendre d’eux, mais pire, il est certain qu’ils ont les mains liées dans l’immense entreprise de tromperie des travailleurs modestes¹. »

Le travail de Bouté avait déjà mis en évidence le fait que la « thématization » des images de violences policières sur Facebook pouvait assumer la fonction de construction d’un « nous » opposé à un « eux » qui peut aussi bien désigner les forces de l’ordre, les responsables politiques ou des personnes racisées². Si ces opérations de thématization ont pu faire ressortir des lignes de clivage, il me semble qu’il ne faut pas y voir un paradoxe, mais, au contraire, une condition de possibilité du rassemblement. Pour l’expliquer, je propose d’aller en amont du dissensus en examinant la notion de cadrage, notamment produit par l’activité militante en ligne³, qui matérialise l’existence d’un sens commun dans un mouvement social.

2.3 Le cadrage comme partage militant d’un référentiel commun

La notion de cadre a été notamment utilisée par Erving Goffman pour désigner les principes qui organisent notre perception de la réalité en lui donnant du sens⁴. L’analyse de cadre dans la littérature sur les mouvements sociaux émerge dans les années 1980 en s’éloignant du point de vue macro-sociologique pour s’intéresser aux « facteurs idéels et subjectifs de la participation [...], le travail de construction de sens engagé par toutes les parties prenantes à une mobilisation collective. L’analyse de cadre apparaît dès lors comme un moyen de conceptualiser ce travail de signification⁵ ». Un aspect central de l’analyse de cadre est de considérer que l’activité de cadrage entretient une relation dialectique avec le mouvement social : le cadrage est autant nécessaire pour initier puis animer la protestation qu’il est le résultat d’un partage de signification entre les acteurs car il s’agit donc d’un processus avant tout collectif⁶. D’une certaine façon le cadre joue un rôle organisateur dans une protestation, en particulier en ce qui concerne les mouvements dépourvus de coordination centralisée ou d’un leadership bien identifiable comme c’est le cas pour les Gilets jaunes. Pour qu’une telle mobilisation perdure il est en effet nécessaire qu’à l’échelle individuelle, ou à celle de sous-groupes, les cadres soient alignés, c’est-à-

¹ D. Pasquier, *L’internet des familles modestes*, *op. cit.*, p. 109.

² É. Bouté, *Police Pixel*, *op. cit.*, p. 284, 291.

³ Emad Khazraee et Alison N. Novak, « Digitally Mediated Protest: Social Media Affordances for Collective Identity Construction », *Social Media + Society*, 2018, vol. 4, n° 1, p. 7-8.

⁴ Erving Goffman, *Les cadres de l’expérience*, traduit par Isaac Joseph, Paris, Minuit, 1991 [1974], p. 19.

⁵ Jean-Gabriel Contamin, « Analyse des cadres » dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 44.

⁶ William A. Gamson, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 111.

dire que soient partagées des croyances et des représentations « orientées vers l'action qui inspirent et légitiment les activités et les campagnes des entreprises de mobilisation, en insistant sur le caractère sérieux et l'injustice d'une situation sociale particulière¹. »

Ce processus repose sur trois sortes de cadrages. En premier lieu, le diagnostic qui consiste à identifier un problème et à lui attribuer une responsabilité². Cette opération passe fréquemment par la construction d'un cadre d'injustice dont le but est de susciter une réaction émotionnelle chez individus qui les poussera à s'investir dans la résolution du problème. William A. Gamson note la difficulté qu'il y a à éviter simultanément une trop grande abstraction dans l'imputation d'une responsabilité au problème (typiquement en invoquant le poids de structures sociales) et à identifier des facteurs trop concrets³. Dans le premier cas les personnes concernées risquent de réifier la cause de leur problème, passant à côté des solutions efficaces, dans le second on risque justement de manquer la nature structurale du problème. Une deuxième manière de diagnostiquer un problème sera le cadrage accusatoire (*adversarial framing*) qui remplit une fonction identitaire en assignant au mouvement social le rôle de « protagonistes », aux personnes à convaincre celui de « public » et enfin celui d'« antagonistes » aux personnes opposées au mouvement (les responsables de la situation et leurs alliés) et à leurs idées⁴.

En second lieu se trouve l'élaboration de solutions au problème (*prognostic framing*), ce qui demande de s'accorder entre les participants sur un moyen raisonnable d'y parvenir. Une étude sur les luttes environnementales a ainsi analysé cette opération en distinguant à la fois la discussion à propos du type de changements à revendiquer, et sur la répartition des rôles dans l'action à mener⁵. En ce qui concerne la critique des médias, la distinction entre critique contre-hégémonique et critique expressiviste traduisait ainsi les différences entre la volonté d'une réforme de la configuration institutionnelle des médias dominants, et une vision davantage rhizomatique des leviers d'actions qui donne du poids aux pratiques individuelles. Néanmoins, il est également possible de rendre compatibles ces deux options, en soutenant que la dénonciation des grands médias va de pair avec la création de médias alternatifs qui offriront une couverture depuis les luttes tout en produisant aussi un discours sur les grands médias⁶. En bref, le

¹ J.-G. Contamin, « Analyse des cadres », art cit, p. 46.

² Robert D. Benford et David A. Snow, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 2000, vol. 26, n° 1, p. 616.

³ W.A. Gamson, *Talking Politics*, op. cit., p. 33.

⁴ Graham Knight et Josh Greenberg, « Talk of the Enemy: Adversarial Framing and Climate Change Discourse », *Social Movement Studies*, 2011, vol. 10, n° 4, p. 325.

⁵ Anders Svensson et Mattias Wahlström, « Climate change or what? Prognostic framing by Fridays for Future protesters », *Social Movement Studies*, 2023, vol. 22, n° 1, p. 8.

⁶ Chris Atton, « News Cultures and New Social Movements: Radical Journalism and the Mainstream Media », *Journalism Studies*, 2002, vol. 3, n° 4, p. 491-505.

« cadrage de pronostic » est souvent ce qui va distinguer les mouvements sociaux, les diagnostics étant plus souvent partagés que les pronostics¹.

Enfin, les mouvements sociaux doivent procéder à un cadrage motivationnel (*motivational framing*) en construisant une grammaire propre à susciter l'action des acteurs. L'approche en termes de « vocabulaire de motifs » empruntée à C. Wright Mills permet d'échapper à une conception subjectiviste de l'action, en considérant les motifs comme des répertoires signifiants qui fondent publiquement la validité d'une action². Le cadrage motivationnel appelle à se conformer à une norme partagée, précisément en raison d'un manquement institutionnel à cette norme. À la différence du pronostic qui s'interroge sur le contenu de l'action et son efficacité, motiver les participants demande d'envisager l'action de manière à promouvoir le sentiment que s'engager en vaut la peine. De plus, comme le note Danny Trom, « les motifs appellent des formes d'engagement typiques dans des situations typiques (et vice versa). Ils constituent des cadres qui, dans un même mouvement, autorisent et bornent l'action³. »

Il est donc impératif que les cadrages, afin d'alimenter le sens critique des acteurs, convoquent le sens commun qui est à la fois produit et producteur du cadrage, mais également situé dans une « structure d'opportunité » définie par le contexte culturel de la protestation fait d'images, de mythes, de récits, de valeurs, etc. à partir duquel les militants vont construire leur répertoire symbolique⁴. La critique doit donc elle aussi se rattacher à un arrière-plan signifiant :

« Ce sens critique s'appuie sur des manières stabilisées de saisir et d'interpréter les expériences quotidiennes qui se donnent pour problématiques. [...] Les performances subsumées sous le vocable "mobilisation" sont ainsi bornées par une panoplie de problèmes sociaux connus et reconnus, disponibles en vue de thématiser des situations problématiques. En retour, ces situations se donnent à saisir en tant qu'elles illustrent, exemplifient un problème ou qu'elles le révèlent, le dévoilent⁵. »

Comment se construisent les cadrages ? Les discussions ordinaires font figure de moments particulièrement propices, lors desquels les interlocuteurs peuvent s'appuyer sur différentes ressources conversationnelles, qu'il s'agisse des informations diffusées dans les médias, de leur expérience personnelle ou d'un sens commun qui s'incarnerait dans une « sagesse populaire » par exemple. Gamson observe dans son étude sur les conversations politiques que la combinaison spécifique de ressources employées pour parvenir à un accord minimal dépend du sujet de

¹ R.D. Benford et D.A. Snow, « Framing Processes and Social Movements », art cit, p. 617.

² C. Wright Mills, « Situated Actions and Vocabularies of Motive », *American Sociological Review*, 1940, vol. 5, n° 6, p. 904.

³ Danny Trom, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs » dans Daniel Cefaï et Danny Trom (eds.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 123.

⁴ R.D. Benford et D.A. Snow, « Framing Processes and Social Movements », art cit, p. 629.

⁵ D. Trom, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », art cit, p. 120.

discussion dont l'accès à l'information et la proximité vont varier selon les personnes¹. L'enjeu pour la critique serait donc de maximiser le nombre de ressources mobilisables en articulant les événements de manière à leur donner une cohérence, et d'isoler parmi ceux-ci les plus importants pour « amplifier » la portée du cadrage dans une montée en généralité². L'articulation et l'amplification pourront également se dérouler lors de moments stratégiques tels que des assemblées, des interventions publiques, ou des campagnes (auto-)médiatiques lors desquelles le cadrage se réalisera de manière explicite et délibérée.

Dans la mesure où de nombreux échanges entre militants se déroulent sur les RSN, il est utile d'éclairer le rôle des affordances dans le processus de construction des cadres. Dans un article sur le mouvement argentin Tarifazo, Natalia Aruguete et Ernesto Calvo notaient que la tendance des internautes à l'exposition sélective sur les RSN se traduit par le partage de contenus conformes à leurs opinions, augmentant alors la circulation de certains cadrages³. Les émotions jouent un rôle important dans ce phénomène. Le fait d'être exposé à des messages dénonçant des injustices peut ainsi alimenter une colère citoyenne se répercutant dans l'engagement politique⁴. Il a par exemple été observé que la formation d'un mouvement dénonçant les violences sexistes et sexuelles en Ukraine a été facilitée par l'éditabilité des messages, notamment grâce aux mots-dièses, aux espaces d'expression numériques et à la possibilité de partager ces contenus sur Facebook⁵. La réussite d'une mobilisation dépend alors de sa capacité à proposer un récit propre à toucher les internautes, ainsi qu'à se conformer à la culture participative propre aux utilisateurs des RSN⁶.

Conclusion de chapitre

Nous avons vu lors de ce chapitre que les Gilets jaunes ont utilisé les RSN afin de coordonner leurs rassemblements. Les affordances des plateformes ont favorisé une circulation « par le bas⁷ » des appels à la mobilisation, les injonctions à la participation individuelle s'agréant

¹ W.A. Gamson, *Talking Politics, op. cit.*, p. 134.

² R.D. Benford et D.A. Snow, « Framing Processes and Social Movements », art cit, p. 623.

³ Natalia Aruguete et Ernesto Calvo, « Time to #Protest: Selective Exposure, Cascading Activation, and Framing in Social Media », *Journal of Communication*, 2018, vol. 68, n° 3, p. 482.

⁴ Michael Chan, « Media Use and the Social Identity Model of Collective Action: Examining the Roles of Online Alternative News and Social Media News », *Journalism & Mass Communication Quarterly*, 2017, vol. 94, n° 3, p. 675.

⁵ Tetyana Lokot, « #IAmNotAfraidToSayIt: stories of sexual violence as everyday political speech on Facebook », *Information, Communication & Society*, 2018, vol. 21, n° 6, p. 802-817.

⁶ Jean-Baptiste Paulhet, Clément Mabi et David Flacher, « Comment déclencher une mobilisation numérique de masse ? Le cas de "L'Affaire du Siècle" sur Facebook », *Réseaux*, 2022, vol. 4, n° 234, p. 216-221.

⁷ Dominique Cardon, « La participation en ligne », *Idées économiques et sociales*, 2013, n° 173, p. 35.

pour prendre une dimension collective¹. En plus de cette dimension logistique, l'activité en ligne des Gilets jaunes a permis une intégration symbolique du mouvement, autour de référents propres à la politisation des classes populaires tels que l'opposition d'un « peuple » contre une « élite ». L'émergence d'une culture commune a ainsi favorisé l'engagement des internautes qui se sont reconnus dans les mots d'ordre circulant en ligne. Nous avons enfin vu que la notion de cadre permettait d'opérationnaliser la recherche, en prêtant attention à la mise en forme symbolique de l'unité d'un mouvement social.

¹ W.L. Bennett et A. Segerberg, *The Logic of Connective Action*, *op. cit.*, p. 46.

Chapitre 3 – Lutter contre et par les médias

Dans ce chapitre, je discuterai premièrement de la critique des médias d'un point de vue à la fois historique et conceptuel, en passant en revue les différents répertoires d'analyse mobilisés par les critiques. Je soutiens à la suite de Cyril Lemieux que la critique des médias est indissociable des évolutions des institutions médiatiques et qu'elle s'actualise aujourd'hui dans des formes de plus en plus ordinaires, dont les Gilets jaunes sont un exemple.

La critique exercée par les Gilets jaunes se trouvant résolument ancrée dans le quotidien, elle est ce que Karine Clément nomme une « critique sociale ordinaire de bon sens, [soit] un peu la capacité qu'ont les gens ordinaires de s'appuyer sur leurs sens, ou leur expérience sensitive, ainsi que sur leur imaginaire social, ou leur sens d'être en commun¹ ». Je m'attacherai dans la seconde section de ce chapitre à définir ce que l'on entend par critique, en cherchant notamment à en saisir les formes ordinaires.

À la suite de cela, je proposerai en deux temps mon approche sociologique permettant de saisir la critique exercée à l'échelle individuelle et collective. Après avoir discuté de l'importance de l'étude des dispositions des acteurs, j'utiliserai la notion de « carrière » pour élaborer une approche processuelle de la formation du jugement critique chez les individus.

3.1 De la dénonciation des médias aux médias alternatifs

Comme le soutient Cyril Lemieux, la critique des médias doit être envisagée comme solidaire des transformations du journalisme², les accompagnant tout en s'y adaptant au fil du temps. Faire une histoire de la critique des médias consiste donc, en partie, en un historique des transformations du journalisme. Je reprendrai ici, en me limitant au cas français, le découpage temporel de Lemieux qui distingue trois phases successives : celle allant de la période pré-révolutionnaire à la Révolution industrielle, celle courant jusqu'aux années 1960, jusqu'à la fin des années 1990, et sa situation contemporaine. Un double processus produit la dynamique de cette critique : d'une part, la démocratisation donne accès à de plus en plus de citoyens aux positions de pouvoir. D'autre part, l'extension du capitalisme intègre davantage de gens dans la sphère

¹ K. Clément, « "On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !" », art cit.

² Cyril Lemieux, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000, 468 p.

de l'échange. Dans les deux cas, de nouveaux publics se retrouvent concernés par l'activité des journalistes et deviennent donc susceptibles de critiquer les médias.

Dans un premier temps une presse nouvelle élargit audacieusement son champ d'intervention et trouve parmi le public des alliés dans cette conquête de nouvelles libertés. La presse établie et le pouvoir voyant d'un mauvais œil cette incursion dans leurs affaires réagissent en rappelant à l'ordre et en réaffirmant les principes du droit et de la morale en vigueur. Enfin, les tenants du nouveau journalisme contre-attaquent en revendiquant de nouvelles libertés et un champ d'action élargi, tout en cherchant à codifier et à légitimer ces nouvelles pratiques, créant de nouvelles règles¹.

3.1.1 *Une critique miroir des transformations du journalisme, des Lumières à la fin du XX^e siècle*

Au milieu du XVIII^e siècle, deux phénomènes vont alimenter l'émergence du journalisme moderne et ses critiques. L'alphabétisation croissante de la population va élargir le lectorat, ce qui entraîne une démultiplication des publications, qui vont couvrir de plus en plus d'aspects de la vie sociale, à la fois en se spécialisant et en générant davantage de concurrence entre les publications². L'attitude de l'État vis-à-vis de la liberté de la presse oscille alors entre relative tolérance et rappel à l'ordre³ à mesure que les publications adoptent implicitement un ton de moins en moins déférent envers le pouvoir royal⁴. À la première tendance, les lettrés des Lumières moquent la faible érudition des journaux, signant « le départ d'une tradition critique qui [...] se perpétue aujourd'hui à travers les accusations analogues de prétention intellectuelle et de superficialité⁵ ». La seconde tendance engendra le reproche d'offense publique que l'on retrouve dans les accusations contemporaines d'irresponsabilité et de partialité⁶.

Cette parole fut ensuite régulée et légitimée par l'instauration de la liberté de la presse comme principe critique ayant pour unique but de dénoncer les restrictions des libertés⁷. Ce processus se réalise lors de la Révolution française de 1789, où les Républicains voient dans le principe de la libre expression la condition du progrès humain qui risque d'être entravé par la prolifération incontrôlée des publications. Ce danger devait donc être conjuré par l'instauration de

¹ *Ibid.*, p. 24-25.

² Pierre Albert, *Histoire de la presse*, 12^e éd., Paris, Presses Universitaires de France, 2018, p. 13.

³ *Ibid.*, p. 20.

⁴ Par exemple, l'augmentation du nombre d'articles concernant les disputes parlementaires britanniques, au détriment des éloges pour le Roi, introduisit *de facto* la conflictualité politique dans l'univers mental du lectorat, voir : J. Censer, « France, 1750-89 », art cit, p. 164.

⁵ C. Lemieux, *Mauvaise presse*, *op. cit.*, p. 29.

⁶ *Ibid.*, p. 31.

⁷ *Ibid.*, p. 33-34.

l'opinion publique en principe de régulation des paroles visant à écarter les divisions et les conflits en se fondant sur l'exercice de la Raison¹. De fait, ce principe évince le public « plébéien » ne concernant plus que les hommes instruits². Néanmoins, la Terreur mettra un coup d'arrêt à l'effervescence de 1789, en limitant considérablement les libertés de publication, tendance qui se poursuivra (avec des fluctuations) jusqu'à la loi de 1881 sur la liberté de la presse³. Au milieu du XIX^e siècle, l'industrialisation, l'essor du rail et l'accès de plus en plus important à l'instruction permettent l'apparition de quotidiens vendus en masse à prix abordable⁴. Pour être rentables, les titres privilégient les faits divers, ce qui s'accompagne de pratiques journalistiques peu scrupuleuses, provoquant la réaction du public lettré attaché au principe d'excellence intellectuelle. C'est aussi le moment où l'importance des intérêts privés dans l'économie de la presse s'accroît par et dans son financement⁵. C'est là qu'on peut situer l'apparition des critiques de gauche envers la corruption du journalisme par l'argent⁶. Bien que certains responsables politiques comme Jean Jaurès ou Léon Blum insistent sur le rôle de l'intégration du journalisme dans le « système social », de nombreuses analyses se résument à la question du financement des titres de presse⁷.

Pour légitimer cette situation, le concept d'opinion publique se transforme en verdict dont la légitimité se fonde sur le nombre, en accord avec les principes industriels de la consommation⁸. L'autonomisation du journalisme va servir de principe régulateur, se concrétisant par l'adoption de chartes qui codifient les pratiques et préviennent les manquements à la déontologie, ainsi qu'avec l'apparition des premières écoles de journalisme⁹. De son côté, l'État cherchera à préserver l'indépendance de la profession par une série de dispositifs législatifs permettant aux journalistes d'exercer leur métier le plus librement possible¹⁰. Enfin, sont instaurées des mesures qui limitent les interférences des industriels comme les aides à la presse de 1944, la nationalisation d'Havas et la publication du nom des actionnaires¹¹.

¹ Keith Michael Baker, « Politique et opinion publique sous l'Ancien Régime », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 1987, 42^e année, n° 1, p. 62.

² C. Lemieux, *Mauvaise presse*, *op. cit.*, p. 34.

³ P. Albert, *Histoire de la presse*, *op. cit.*, p. 27-44.

⁴ Christian Delporte, Claire Blandin et François Robinet, *Histoire de la presse en France. XX^e-XXI^e siècles*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 10-12.

⁵ Notamment le duopole Havas-Hachette : Christophe Charle, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, 2004, p. 289-294.

⁶ D. Pinsolle, *À bas la presse bourgeoise !*, *op. cit.*, p. 72-73.

⁷ *Ibid.*, p. 115.

⁸ C. Lemieux, *Mauvaise presse*, *op. cit.*, p. 49.

⁹ D. Ruellan, *Les « Pro » du journalisme*, *op. cit.*, p. 90.

¹⁰ *Ibid.*, p. 21.

¹¹ C. Lemieux, *Mauvaise presse*, *op. cit.*, p. 51-52.

À partir des années 1960, la libéralisation du secteur de l'audiovisuel¹ conduit les médias à adopter davantage un fonctionnement inspiré de logiques gestionnaires, ce qui va précariser les journalistes², et favoriser l'apparition de contenus de plus en plus sensationnalistes³. L'audience considérable de la télévision conduit également les entrepreneurs de cause à se tourner vers les médias pour se faire entendre, élargissant le nombre de gens concernés par le traitement médiatique et donc susceptibles de se muer en critiques. Apparaissent alors des reproches d'irresponsabilité et d'inauthenticité, pointant du doigt le danger constant qu'une information, même produite de la manière la plus sincère possible, soit *in fine* utilisée à des fins politiques :

« Le fait même [de parler d'un sujet] tend, dans un monde où les transactions sont articulées aux mécanismes du marché et du suffrage universel, à rendre possible son exploitation commerciale, et s'il s'agit d'un mouvement de protestation ou d'une déclaration publique par exemple, à assurer sa rentabilité politique. [...] Les médias vont être accusés de dénaturer ce dont ils s'emparent, en le faisant *ipso facto* choir dans la sphère de ce qui est "médiatique" [...] c'est-à-dire exploitable et rationalisable commercialement ou politiquement⁴. »

Un corollaire de cette critique est l'accusation que les médias poussent les individus à adopter des comportements excessifs dans le but d'être médiatisés, notamment les « petites phrases » conçues pour faire parler un maximum, noyant les problèmes de fond dans le bruit médiatique.

Le principe critique qui émerge de cette situation est ce que Lemieux nomme « l'impératif de communication » qui demande à chacun de rendre des comptes à des tiers, le fait de se soustraire à ce devoir devenant rapidement suspect⁵. C'est ainsi que se légitiment les nouvelles formes de journalisme qui peuvent se montrer intrusives pour le secret des organisations et la vie privée des individus. Afin de réguler les excès de cet impératif, celui-ci est retourné vers les médias en leur imposant de devoir rendre des comptes au public, ce qui « signifie notamment une capacité de justification également partagée par les journalistes, leurs interlocuteurs et le public⁶ ». L'exemple de la diffusion sur France 2 de *L'Hebdo du médiateur* entre 1998 et 2008, montre toutefois les limites de la tentative d'intégrer un public autonome à la discussion avec les rédactions⁷. Le deuxième principe régulateur est celui d'authenticité. C'est ainsi que sont privilégiés les formats où l'on cherche à se rapprocher au plus près du monde des téléspectateurs

¹ Ivan Chupin, Nicolas Hubé et Nicolas Kaciaf, *Histoire politique et économique des médias en France*, 2^e éd., Paris, La Découverte, 2012, p. 79-84.

² Valérie Devillard, « Les trajectoires des journalistes détenteurs de carte de presse entre 1990 et 1998. La montée de la précarité », *Communication & langages*, 2002, n° 133, p. 21-32 ; Alain Accardo, *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007, p. 256.

³ Aurélien Le Foulgoc, « 1990-2002 : une décennie de politique à la télévision française. Du politique au divertissement », *Réseaux*, 2003, vol. 2, n° 118, p. 23-63.

⁴ C. Lemieux, *Mauvaise presse*, *op. cit.*, p. 60.

⁵ *Ibid.*, p. 63.

⁶ *Ibid.*, p. 64.

⁷ Aurélie Aubert, « D'une prise de parole dans les médias à une prise de pouvoir sur les médias ? Les courriers au médiateur de la rédaction de France 2 », *Questions de communication*, 2007, n° 12, p. 227-244.

(du moins, tel que perçu par les producteurs), comme en témoigne l'avènement des caméras cachées et surtout de la télé réalité.

Néanmoins, la prise en charge par les médias de la résolution du conflit entre les attentes citoyennes et les modes de production de l'information se révèle insuffisante quand on observe le renouveau de la critique des médias qui s'est opéré à partir de la fin des années 1980¹.

3.1.2 *L'autonomisation de la critique des médias*

Jusqu'alors, la critique des médias désigne avant tout les reproches adressés aux médias émanant de groupes divers (responsables politiques, citoyens, militants, etc.) Une conjonction de deux phénomènes va progressivement faire des médias un enjeu politique qui va être traité de plus en plus spécifiquement par les intellectuels et les militants. D'une part, les intellectuels se mettent à s'intéresser de manière plus spécifique aux médias qu'il s'agisse, à gauche, de Stuart Hall, Noam Chomsky ou Pierre Bourdieu² et, à droite, d'Alain de Benoist³. D'autre part, la fin de la Guerre froide marque le début de l'hégémonie états-unienne, ce qui impulse un renouvellement des luttes orientées vers la question des médias. Alors que les années 1970 s'étaient caractérisées par une lutte globale des pays du Sud contre la mainmise des médias occidentaux (notamment avec le rapport dit MacBride⁴), la critique des médias prend à partir des années 1990 une inflexion dirigée vers les médias nationaux⁵.

On retrouve alors le courant que Dominique Cardon et Fabien Granjon qualifient de « contre-hégémonique », qui se distingue par sa dénonciation du fonctionnement des médias dominants, en particulier « la structure de propriété des industries de l'information qui intervient comme détermination principale des dérives journalistiques⁶ ». Cette perspective considère que l'activisme médiatique – le médiactivisme⁷ – doit proposer une alternative à l'hégémonie culturelle et politique, à la fois en armant les citoyens face au discours des médias et en proposant une réforme de leur structure⁸. Selon le concept gramscien d'hégémonie culturelle, la domination du capitalisme se réalise par un processus d'assimilation de l'idéologie bourgeoise par les

¹ C. Delporte, C. Blandin et F. Robinet, *Histoire de la presse en France*, op. cit., p. 298.

² Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La Découverte, 2010, p. 105-106.

³ Razmig Keucheyan, « Alain de Benoist, du néofascisme à l'extrême droite "respectable". Enquête sur une *success story* intellectuelle », *Revue du Crieur*, 2017, n° 6, p. 128-143.

⁴ Armand Mattelart, *Diversité culturelle et mondialisation*, 3^e éd., Paris, La Découverte, 2017, p. 54.

⁵ D. Cardon et F. Granjon, *Médiactivistes*, op. cit., p. 92.

⁶ *Ibid.*, p. 17.

⁷ Défini comme « les mobilisations sociales [...] qui orientent leur action collective vers la critique des médias dominants et/ou la mise en œuvre de dispositifs alternatifs de production de l'information », dans : *Ibid.*, p. 8. Si leur définition se limite aux mouvements progressistes, je choisis de l'élargir à toute orientation politique.

⁸ John D. H. Downing, *Radical Media. Rebellious Communication and Social Movements*, Thousand Oaks, SAGE Publications, 2001, p. v.

masses, selon une dialectique coercition-consentement plus efficace que le recours à la violence étatique qui signe généralement un aveu de faiblesse¹. Cette hégémonie s'appuie en outre « sur un ensemble d'*institutions* très concrètes, au sein de la société politique (administration, tribunaux, etc.) et surtout de la société civile (système scolaire, maisons d'édition, presse, radio, etc.)² », faisant donc des médias un enjeu politique. Notons enfin que ce concept fut repris en France par l'extrême-droite, pour qui la lutte politique doit être menée avant tout sur le terrain idéologique³.

Les grèves de 1995 sont en France un moment clé dans la critique des médias. Alors qu'en 1944, Max Horkheimer et Theodor Adorno inscrivaient leur critique de l'industrie culturelle du point de vue général des transformations capitalistes de la culture⁴, les années 1990 sont marquées par un foisonnement de publications et d'initiatives qui se spécialisent en critique des médias. La création de l'association Acrimed par le politiste Henri Maler rompt avec la stratégie de la gauche du début du XX^e siècle d'imposer sa propre presse pour combattre les grands journaux en comptant plutôt sur la création d'un espace d'analyse et de contre-information « à mi-chemin entre la bataille des idées, l'expertise et le militantisme⁵ ». S'imposant comme référence pour le mouvement altermondialiste, le mensuel *Le Monde diplomatique* produit une critique virulente du fonctionnement des médias sous l'impulsion de ses directeurs Ignacio Ramonet, puis Serge Halimi⁶.

Trois registres peuvent être identifiés dans cette forme de critique⁷. Premièrement, la critique de l'économie politique des médias qui consiste à dénoncer le financement de la production de l'information, et ses effets supposés sur les contenus. Cette question est aujourd'hui régulièrement abordée dans le débat public, en particulier dans un contexte de concentration accrue des secteurs de la presse et de la télévision⁸. Les interventions du linguiste et activiste états-unien Noam Chomsky sont peut-être une des versions les plus célèbres de la critique des médias qui

¹ George Hoare et Nathan Sperber, *Introduction à Antonio Gramsci*, 2^e éd., Paris, La Découverte, 2019, p. 98-99.

² *Ibid.*, p. 103.

³ Gaël Stephan, « La réinformation par l'archive (2003-2013). Doctrine et constitution d'un réseau médiactiviste », *Le Temps des médias*, 2020, n° 35, p. 78-80.

⁴ Max Horkheimer et Theodor W. Adorno, *La dialectique de la Raison. Fragments philosophiques*, traduit par Éliane Kaufholz, Paris, Gallimard, 1974 [1944], 281 p.

⁵ D. Pinsolle, *À bas la presse bourgeoise !*, *op. cit.*, p. 190.

⁶ Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, 2^e éd., Paris, Raisons d'agir, 2005 [1997], 155 p.

⁷ Samira Ouardi, « La critique des médias à l'ère de leur industrialisation. Contours d'une problématique et traces d'une tradition », *Mouvements*, 2010, n° 61, p. 17-22.

⁸ Patrick-Yves Badillo, Dominique Bourgeois et Jean-Baptiste Lesourd, « Media Ownership and Concentration in France » dans Eli M. Noam (ed.), *Who Owns the World's Media? Media Concentration and Ownership around the World*, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 98.

s'est renouvelée aux États-Unis à partir des années 1970¹. Il dénonce avec l'économiste Edward S. Herman « la fabrication du consentement » du public à la politique étrangère états-unienne, expliquée par un « modèle de propagande » consistant en cinq filtres que sont l'actionnariat des médias, le poids des annonceurs, la dépendance aux sources, les « contre-feux » et, dans les années 1980, l'idéologie anti-communiste².

Le deuxième registre est celui de l'analyse du discours médiatique qui rend compte des formes que prennent les productions médiatiques, décortique le langage utilisé, les dispositifs mis en place, le rôle idéologique des médias et les procédés sémiotiques observés. Alors que l'analyse de Roland Barthes du fait divers comme « fait total [et] immanent³ » s'inscrit dans ses recherches générales sur la sémiologie, des collectifs se spécialisent dans la surveillance des médias (*watchdogs*). On retrouve le site internet *Les mots sont importants* qui revendique « la centralité du langage dans la sphère du combat culturel et idéologique⁴ » ou Acrimed dont l'approche « sur le vif⁵ » consiste à décrypter les cadrages médiatiques afin d'en épingle les biais. C'est également le cas de Herman et Chomsky qui comparent quantitativement et qualitativement la surmédiatisation du meurtre d'un prêtre polonais en 1982 par le pouvoir communiste avec les assassinats perpétrés par les régimes latino-américains soutenus par les États-Unis⁶. Quant aux droites radicales et extrêmes, elles utilisent le terme de « réinformation » pour dénoncer les « bobards⁷ » des médias, « représentés comme collectivement impliqués dans une entreprise de désinformation du public [...] : mise sous silence d'évènements, représentation manichéenne de l'actualité, manipulation de la langue employée pour décrire les faits et, en dernier ressort, recours au mensonge⁸. »

Enfin, la sociologie du journalisme complète ce répertoire. Si les travaux de ce champ d'études ne sont pas tous critiques, ils peuvent alimenter la réflexion militante en ouvrant « la boîte noire de la production de l'information⁹ », comme les études de la sociologie fonctionnaliste qui ont

¹ Ben Scott et Robert W. McChesney, « A Century of Radical Media Criticism in the USA » dans David Berry et John Theobald (eds.), *Radical Mass Media Criticism. A Cultural Genealogy*, Montréal, Black Rose Books, 2006, p. 188.

² Edward S. Herman et Noam Chomsky, *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, traduit par Dominique Arias, Marseille, Agone, 2008 [1988], p. 26.

³ Roland Barthes, « Structure du fait divers » dans *Essais critiques*, Paris, Seuil, 1964, p. 195.

⁴ Pierre Tévanian et Sylvie Tissot, « La langue des médias, pourquoi la critiquer, comment la critiquer ? », *Mouvements*, 2010, n° 61, p. 46.

⁵ Samira Ouardi et Henri Maler, « Où en est la critique des médias ? Entretien avec Henri Maler de l'association Acrimed », *Mouvements*, 2010, n° 61, p. 35.

⁶ E.S. Herman et N. Chomsky, *La fabrication du consentement*, op. cit., p. 111-188.

⁷ Gaël Stephan et Ysé Vauchez, « Dévoiler les "bobards" des médias dominants. Les stratégies de (dé)légitimation de la réinformation », *RESET*, 2021, n° 10, [En ligne].

⁸ G. Stephan, « La réinformation par l'archive (2003-2013) », art cit, p. 76.

⁹ É. Maigret, *Sociologie de la communication et des médias*, op. cit., p. 174-175.

par exemple montré dans les années 1950 que les préférences individuelles des journalistes pouvaient influencer le choix des sujets traités, ou bien le rôle des routines dans leur métier. En France, la sociologie critique d'inspiration bourdieusienne poursuit une voie autant scientifique qu'engagée en envisageant la critique des médias comme « préalable indispensable à toute réflexion sur une réforme en profondeur du système médiatique¹ » :

« La sociologie [...] invite les journalistes à trouver des solutions politiques, c'est-à-dire à chercher [...] les moyens de lutter, avec les instruments même de cet univers, pour la maîtrise de leurs instruments de production et contre toutes les contraintes non spécifiques qui s'imposent à eux. Et cela en sachant s'organiser collectivement, en créant, grâce notamment à l'Internet, des mouvements internationaux de journalistes critiques² ».

Sur la télévision, ouvrage tiré d'une conférence donnée au Collège de France et retransmise sur Paris Première, offre une critique du fonctionnement du champ journalistique qui refuse tout économisme sans ignorer le rôle de l'actionnariat dans les contraintes qui pèsent sur la production de l'information, tout en revendiquant une démarche engagée³. Sa publication dans la foulée des grèves de 1995 et le passage de Bourdieu dans *Arrêt sur images* introduiront sa critique dans le débat public⁴, ce qui lui vaudra des rapports tumultueux avec ce qu'il appelait les « éditorialistes [et les] animateurs-amuseurs⁵ », ainsi que des reproches émanant d'universitaires⁶. Son legs s'est perpétué aussi bien dans le champ académique que dans le travail d'Acrimed, dans les films de Pierre Carles ou dans l'émission de radio *Là-bas si j'y suis*.

Bien que les usages scientifiques et militants soient à distinguer, on retrouve des versions ordinaires et profanes de ces critiques qui tirent pari de « la multiplication des arènes où se déploie l'attitude critique des consommateurs et des différents participants aux procès de production⁷ ». C'est ce qui se vérifie notamment avec la création de canaux autonomes de production et de diffusion de l'information.

3.1.3 *La production alternative d'information*

La critique que Cardon et Granjon qualifient d'« expressiviste » privilégie « une vision participative des médias qui insiste sur l'*empowerment*, la réflexivité, l'autodidaxie, l'expérimentation

¹ Patrick Champagne, *La double dépendance. Sur le journalisme*, Paris, Raisons d'agir, 2016, p. 177.

² Pierre Bourdieu, « À propos de Karl Kraus et du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2000, n° 131-132, p. 126.

³ P. Bourdieu, *Sur la télévision*, *op. cit.*, p. 5.

⁴ Patrick Champagne, « Sur la télévision » dans Roger Chartier et Patrick Champagne (eds.), *Pierre Bourdieu et les médias. Rencontres INA-Sorbonne 15 mars 2003*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 43-45.

⁵ Pierre Bourdieu, « Question sur un quiproquo » dans *Interventions, 1961-2001. Science sociale et action politique*, 2^e éd., Marseille, Agone, 2022 [2002], p. 499.

⁶ Voir par exemple : Dominique Wolton, « Une critique de la critique : Bourdieu et les médias » dans Jean-François Dortier (ed.), *Pierre Bourdieu*, Auxerre, Sciences Humaines, 2008, p. 112-115.

⁷ C. Lemieux, *Mauvaise presse*, *op. cit.*, p. 66.

et la réappropriation de la parole¹ ». À rebours du schéma vertical où une poignée d'acteurs produit pour le plus grand nombre, ce courant cherche à produire des formats médiatiques conçus par les différentes « multitudes », « ensemble [...] de *singularités non représentables*² » parlant pour elles-mêmes.

Chris Atton proposait en 2001 six éléments paradigmatiques de ce qu'il appelle les « médias alternatifs et radicaux³ ». Les trois premiers sont liés aux produits : ceux-ci doivent être politiquement radicaux, être présentés sous une esthétique différente de celle des grands médias et être conçus au moyen d'innovations techniques. Les trois derniers renvoient aux processus de diffusion : des réseaux de distribution marginaux, des rôles et des relations sociales transformés dans la rédaction (déprofessionnalisation, organisation collective, effacement de la frontière entre auteur et public, etc.) et enfin, une communication réticulaire ou horizontale. Son homologue John Downing y voit un intermédiaire entre hégémonie et domination situé dans les résistances quotidiennes, discrètes et intentionnellement ambiguës formant une infra-politique⁴. Cette expression d'une culture individuelle de résistance peut déboucher sur une opposition à la domination, mais aussi prolonger son individualité dans des formes médiatiques nouvelles.

On peut observer de longue date de telles initiatives médiatiques populaires. Comme l'ont montré James Curran et Jean Seaton, la presse ouvrière britannique était parvenue au XIX^e siècle à maintenir une large diffusion et une grande popularité malgré les taxes et la répression gouvernementale, tout en renforçant la conscience de classe et l'influence du mouvement ouvrier. La bourgeoisie victorienne eut finalement raison de cette presse en inondant le marché de journaux peu coûteux financés par la publicité, marginalisant du coup les publications prolétaires⁵. Bien plus tard en France, *Radio Lorraine cœur d'acier* est créée en 1979 en réponse aux fermetures des usines sidérurgiques de Longwy en Lorraine et émet jusqu'en 1980. Lancée à l'initiative de responsables cégétistes et de militants des radios libres, cette démarche cherchait à s'émanciper du schéma de l'organe central au contenu éditorial élaboré verticalement par des journalistes, en aménageant un large espace ouvert à la prise de parole de chacun⁶.

Au même moment, les Nouveaux mouvements sociaux (NMS) font émerger de nouveaux répertoires d'action en rupture avec les formes centralisées des partis et des syndicats, ainsi que

¹ D. Cardon et F. Granjon, *Médiactivistes*, *op. cit.*, p. 18.

² Antonio Negri, « Pour une définition ontologique de la multitude », *Multitudes*, 2002, n° 9, p. 6.

³ Chris Atton, *Alternative Media*, Londres, SAGE Publications, 2001, p. 27.

⁴ J.D.H. Downing, *Radical Media*, *op. cit.*, p. 17-18.

⁵ James Curran et Jean Seaton, *Power Without Responsibility. Press, Broadcasting and the Internet in Britain*, 8^e éd., New York, Routledge, 2018 [1981], p. 8-10.

⁶ Ingrid Hayes, *Radio Lorraine cœur d'acier (1979-1980). Les voix de la crise*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, 350 p.

de nouveaux terrains de lutte (notamment antiracistes, environnementaux et féministes)¹. L'architecture du web naissant reflétant l'esprit libertaire des pionniers du web², les activistes y trouvèrent aisément un terrain propice à leurs luttes. L'expressivisme évite ainsi une conception instrumentale d'internet pour lui préférer une lecture en termes d'agentivité, soit de capacité à agir politiquement, favorisée par une configuration technique dans laquelle l'expression peut s'agréger à d'autres pour s'inscrire dans un « devenir commun »³.

L'avènement du web participatif dans les années 2000 se caractérise par une interdépendance accrue entre les journalistes et un public de plus en plus actif, notamment à travers le (micro)blogging qui s'insère dans un maillage étroit de relations avec la presse en ligne *mainstream*⁴. Comme le note Peter Dahlgren, nous transitons progressivement du modèle de l'intellectuel public à celui des « intellectuels civiques » qui évoluent dans des sphères publiques numériques et délimitées⁵. On remarque d'autre part que les médias alternatifs se sont professionnalisés ces dernières années, ce qui s'est accompagné du recrutement d'un personnel issu « d'une *intelligentsia* précarisée et politisée, davantage que [des] classes populaires⁶ ».

Ce profil correspond peu à la sociologie globale des Gilets jaunes : les premières enquêtes menées enregistraient un tiers de participants refusant toute affiliation partisane⁷, environ 60 % n'ayant pas fait d'études supérieures et un faible nombre de cadres et professions intellectuelles supérieures⁸. Ces éléments invitent donc à renouveler la réflexion sur le médiactivisme en s'interrogeant sur les conditions sociales d'une critique *profane et populaire* des médias.

3.2 Une critique ordinaire qui ne se réduit pas aux élaborations savantes

Le terme « critique » est issu du grec *kritikos* qui signifie « apte à juger », lui-même dérivé de *krinein* qui veut dire « juger ». Il apparaît comme adjectif au XIV^e siècle dans le vocabulaire médical pour désigner la phase décisive d'une maladie, puis passe dans l'usage courant au

¹ E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p. 58-59.

² Patrice Flichy, *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte, 2001, p. 109.

³ Laurence Allard et Olivier Blondeau, « L'activisme contemporain : défection, expressivisme, expérimentation », *Rue Descartes*, 2007, n° 55, p. 52.

⁴ Franck Rebillard, « Du traitement de l'information à son retraitement. La publication de l'information journalistique sur l'internet », *Réseaux*, 2006, vol. 3, n° 137, p. 29-68.

⁵ Peter Dahlgren, « Public Intellectuals, Online Media, and Public Spheres: Current Realignments », *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 2012, vol. 25, n° 4, p. 105.

⁶ Benjamin Ferron, « Professionnaliser les "médias alternatifs" ? Enjeux sociaux et politiques d'une mobilisation (1999-2016) », *Savoir/Agir*, 2016, n° 38, p. 28.

⁷ Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation », art cit, p. 883.

⁸ Pierre Blavier, *Gilets jaunes. La révolte des budgets contraints*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021, p. 132-133.

XVIII^e siècle en prenant pour sens « ce qui amène un changement ». Son usage comme substantif se répand à partir du XVI^e siècle et est d'ordre esthétique (comme aujourd'hui lorsque l'on parle de « critique musical » – la métonymie pour désigner le métier apparaît au début du XIX^e siècle). Le mot s'adjectifive ensuite pour qualifier « ce qui est apte à porter un jugement intellectuel, [...] ce qui examine la valeur logique d'une assertion, l'authenticité d'un texte », puis de nouveau comme nom à connotation péjorative pour parler du fait de « dire du mal de, trouver des défauts à¹ ». Ce qui semble se dégager de cette petite généalogie est donc que la critique désigne un jugement, une évaluation. Il est toutefois utile d'effectuer un rapide détour philosophique.

L'émergence de la notion d'« esprit critique » est généralement située à l'ère des Lumières, et évoque l'œuvre d'Emmanuel Kant² pour qui la critique consiste à émanciper le sujet des autorités politiques et religieuses, en clarifiant « les modalités de fonctionnement des facultés permettant un usage libre de l'entendement, et promouvoir leur usage critique³. » Avec Marx, la critique doit mettre au jour les distorsions idéologiques du réel, le terme se constituant dans la pensée marxienne comme antonyme de « naïveté » et d'« illusions⁴ ». Sa critique se démarque cependant de la démarche kantienne en se faisant *dans* l'histoire, prenant du coup le statut de *pratique* : « ce que Marx entend par critique, c'est en effet une participation consciente et cohérente à la lutte politique, plus précisément, une prise de parti aux côtés de la force sociale révolutionnaire⁵ », conséquence du renversement de la critique spéculative idéaliste au profit du matérialisme historique. La critique devient alors un instrument de transformation du monde, en déplaçant son champ d'application des problèmes abstraits aux problèmes concrets situés dans le réel⁶. Néanmoins cette approche restreint la critique aux situations insurrectionnelles d'envergure alors qu'il faut aussi chercher à saisir les moments ordinaires du jugement critique.

Dans un article paru en 2017, la politiste Elsa Rambaud propose de réexaminer la manière dont les sciences sociales ont envisagé la critique⁷. Elle vise tout particulièrement les travaux de Pierre Bourdieu puis de Luc Boltanski, ce dernier ayant initié la sociologie dite « de la critique »⁸ ou « pragmatique »⁹ dans les années 1980, après avoir longtemps collaboré avec

¹ Alain Rey (ed.), « Critique » dans *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2022, p. 671-672.

² Emmanuel Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?*, Paris, Flammarion, 2020 [1784], 128 p.

³ Arnaud Fossier et Anthony Manicki, « Où en est la critique ? », *Tracés*, 2007, n° 13, p. 6.

⁴ Olivier Voirol, « Idéologie : concept culturaliste et concept critique », *Actuel Marx*, 2008, n° 43, p. 64.

⁵ Emmanuel Renault, *Marx et la philosophie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, p. 31.

⁶ *Ibid.*, p. 35.

⁷ Elsa Rambaud, « La “petite” critique, la “grande” et “la” révolution. Pour une acception non normative de la critique », *Revue française de science politique*, 2017, vol. 67, n° 3, p. 469.

⁸ Luc Boltanski, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 1990, vol. 3, n° 10, p. 124-134.

⁹ Les deux labels seront utilisés de manière interchangeable dans les pages à suivre. Sur les différentes appellations de ce courant, voir : Cyril Lemieux, *La sociologie pragmatique*, Paris, La Découverte, 2018, p. 4, 9.

Bourdieu. Elle y décèle deux biais. D'une part, l'héritage marxiste de la lutte des classes qui conduit à un « amalgame révolutionnaire » selon lequel la critique ne peut que viser le renversement *efficace* de l'ordre établi. D'autre part, l'héritage des Lumières qui accorde le primat de la critique au savant¹, la critique profane n'étant légitime que dans la mesure où celle-ci monte en généralité et se conforme au modèle élaboré par le sociologue.

La conception bourdieusienne de la critique suppose en effet de prolonger l'exigence durkheimienne de « rupture épistémologique » par un retour réflexif du sociologue sur sa condition de savant pour en contrôler les effets dans la construction d'objet². C'est cette attitude qui doit lui permettre de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas plutôt que de parler à leur place, en neutralisant les effets d'imposition de sa position lors de l'enquête de terrain³. Bien que Bourdieu ne refuse pas explicitement aux agents une capacité réflexive, celle-ci doit cependant être inscrite dans les structures visées mêmes⁴, ce qui rend ses résultats d'autant plus aléatoires car « ce qui fait problème, c'est que, pour l'essentiel, l'ordre établi ne fait pas problème [...] en dehors des situations de crises⁵ », en raison notamment de la tendance du sens pratique à l'ajustement :

« Étant le produit d'une classe déterminée de régularités objectives, l'habitus tend à engendrer toutes les conduites "raisonnables", de "sens commun", [...] parce qu'elles sont objectivement ajustées à la logique caractéristique d'un champ déterminé [...] ; il tend du même coup à exclure "sans violence, sans art, sans argument", toutes les "folies" [...], c'est-à-dire toutes les conduites vouées à être négativement sanctionnées parce qu'incompatibles avec les conditions objectives⁶. »

Se révélant être un « accord dans le désaccord⁷ », la critique ordinaire serait incapable de contribuer à un effort révolutionnaire qui « viendrait briser le cycle de la reproduction⁸ » tant le sens commun qui en est au principe la destine à la superficialité :

« Le sens commun est un fonds d'évidences partagées par tous qui assure, dans les limites d'un univers social, un consensus primordial sur le sens du monde, un ensemble de lieux communs (au sens large), tacitement acceptés, qui rendent possible la confrontation, [...] voire le conflit, et parmi lesquels il faut faire une place à part aux [...] grandes oppositions structurant la perception du monde⁹. »

La sociologie de la critique donne, à première vue, une plus grande place à la réflexivité des acteurs. Boltanski considère en effet que le mode ordinaire de dénonciation des individus est

¹ Vincent Descombes, « De l'intellectuel critique à la critique intellectuelle », *Esprit*, 2000, vol. 3-4, n° 262, p. 167.

² Pierre Bourdieu, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2001, p. 173-174.

³ Claude Gautier, « Les fonctions de la critique dans la sociologie de Pierre Bourdieu », *Astérian*, 2022, n° 27, [En ligne].

⁴ Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 336-337.

⁵ Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 128.

⁶ P. Bourdieu, *Le sens pratique*, *op. cit.*, p. 93-94.

⁷ P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, *op. cit.*, p. 141.

⁸ E. Rambaud, « La "petite" critique, la "grande" et "la" révolution », *art cit.*, p. 474.

⁹ P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, *op. cit.*, p. 141.

remarquablement proche de celui de la réflexivité sociologique¹ (qu'il explique en partie par la massification de l'enseignement supérieur et la popularisation de la sociologie²) : c'est là une démarcation avec la vision bourdieusienne de la critique³.

Mais, *in fine*, la critique est reconduite dans une vision émancipatrice et potentiellement révolutionnaire dans laquelle le sociologue reste le juge ultime. Aucune surprise donc à ce que la tentative de mise en compatibilité des deux courants par Boltanski reste marquée par l'héritage marxien de la lutte des classes. Sa conception de la critique y est décrite comme :

« 1/ [...] la plus décalée par rapport à l'ordre existant ; 2/ celle qui opère de bas en haut de l'échelle sociale ; 3/ celle qui est soutenue par une théorie de la pratique ou, au moins, par une entreprise exégétique consistant à rapporter l'action à une règle. [...] Cette opération de classement revient en effet à discriminer ce qui relève de la critique et ce qui n'en relève pas à partir : 1/ de son contenu et/ou de ses résultats (la confusion est permanente) et selon qu'ils sont plus ou moins extérieurs à ce qui est la cible de la critique ; 2/ de ses ressorts et/ou de ses auteurs (là encore confondus) et selon qu'ils sont plus ou moins sympathiques au sociologue ; 3/ de ses formes, selon qu'elles sont plus ou moins convaincantes, du point de vue du sociologue toujours⁴. »

Cette attitude conduit à évincer les rappels à l'ordre (qui s'apparentent pourtant à des « critiques de la critique »), débouchant sur l'exclusion de la droite du champ de la critique, alors qu'il n'y a aucune raison *a priori* à ne pas tenir l'œuvre de Charles Maurras ou *La Manif pour tous* pour des critiques radicales, aussi réactionnaires soient elles⁵. D'autre part, la critique est associée à des positions antagonistes de l'espace social, alors que la critique « se retournant vers le proche⁶ » peut être un véritable ressort de la dénonciation. Leur conception reste surtout tournée vers la « métacritique », qui dévoile les règles générales du fonctionnement de la société dans une réflexion sur leurs conditions de possibilité⁷. Son caractère hautement réflexif la vouerait à sa captation par les universitaires, auxquels revient la tâche de mettre au jour les inadéquations des pratiques et des règles afin de les transformer.

Sans la rejeter, il faudrait donc aussi inclure les dénonciations profanes, ces « critiques ambivalentes [qui], loin de se court-circuiter et d'être inaudibles à ne pas être plus précises quant à leurs visées et mieux organisées dans leurs énoncés, puissent, précisément du fait des

¹ Luc Boltanski et Laurent Thévenot, « Finding one's way in social space: a study based on games », *Social Science Information*, 1983, vol. 22, n° 4-5, p. 657-659.

² L. Boltanski, *L'Amour et la Justice comme compétences*, *op. cit.*, p. 54-55.

³ Simon Susen, « Une réconciliation entre Pierre Bourdieu et Luc Boltanski est-elle possible ? Pour un dialogue entre la sociologie critique et la sociologie pragmatique de la critique » dans Bruno Frère (ed.), *Le tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, p. 167-170.

⁴ E. Rambaud, « La "petite" critique, la "grande" et "la" révolution », *art cit.*, p. 476.

⁵ Et qui se distinguent avant tout par leur recherche de bouc-émissaire, voir : Elsa Gimenez et Olivier Voirol, « Les agitateurs de la toile. L'Internet des droites extrêmes », *Réseaux*, 2017, vol. 2-3, n° 202-203, p. 22.

⁶ Que Boltanski associe à la montée de l'individualisme, voir : Luc Boltanski, « Institutions et critique sociale. Une approche pragmatique de la domination », *Tracés*, 2008, n° 8, p. 42.

⁷ L. Boltanski, *De la critique*, *op. cit.*, p. 24-25.

malentendus opératoires qu'elles favorisent, être relayées par les acteurs les plus hétérogènes¹ ». Plutôt que de les opposer aux critiques des sociologues, il faudrait les replacer sur un continuum de réflexivité qui pourra éventuellement monter en généralité dès lors que leur dénonciation sortira de l'isolement par l'action militante. Allant encore plus loin, Bruno Frère plaide de son côté pour une orientation résolument matérialiste de la critique en revenant radicalement à l'expérience des dominés :

« Le pragmatisme critique que je voudrais suggérer ici refuse extériorité et métacritique comme il refuse de distinguer l'acteur émancipé (communiquant, reconnaissant, etc.) de l'acteur aliéné et réifié qui le recouvrirait. Il se concentre sur la *matière* des vécus des personnes et, tout en espérant parvenir à mettre en forme ce qu'elle porte de potentiellement émancipateur, assume la contingence totale dans laquelle il cherche, avec ces personnes elles-mêmes, à mettre des mots sur ce qui échappe à la réalité, dans l'incertitude politique totale de ce à quoi cette échappée peut mener². »

De manière plus tempérée, car refusant l'inversion de la hiérarchie des critiques que défend Frère, Rambaud formule ses recommandations pour les recherches futures sur la critique :

« On peut accepter d'étudier comme critique n'importe quelle pratique consistant à manifester publiquement un jugement négatif sur quelqu'un ou quelque chose. "Pratique" pour nous installer dans l'idée que la critique est une pratique, même à vouloir s'arracher à l'ordre de la pratique. "Publiquement", pour échapper à la conception de la critique comme "décision" prise en son for intérieur et se garder du risque de surinterprétation des pratiques trop étroitement apparentées à des "œuvres de l'esprit". "Manifester" car, n'en déplaie à nos penchants intellectualistes, la critique ne passe pas toujours par le Verbe et, même à être verbalisée, passe encore incomplètement par le Verbe. L'expérience suffit en effet à nous enseigner qu'un simple soupir vaut, dans son contexte, parfois bien de longs discours. "Sur quelqu'un ou quelque chose" pour se rappeler que les idées critiques sont incarnées³ ».

Si tout jugement – négatif selon Rambaud – relèverait de la critique, il subsiste toutefois une diversité dans ses effets et ses objets. On retiendra à l'issue de cette discussion qu'afin de se prémunir contre une primauté accordée à la critique savante, radicale et progressiste, que toute manifestation publique d'un jugement négatif doit être considérée comme relevant de la critique.

Pour saisir les pratiques critiques, on peut tout d'abord considérer les notions d'affordances et de cadrage comme éléments du contexte dans lequel les Gilets jaunes ont été plongés lors de la période 2018-2019. Elles sont en effet, à moyen terme, des paramètres relativement stables du mouvement social. D'une part, les affordances dépendent largement des décisions éditoriales des plateformes qui conditionnent les recommandations algorithmiques, sur lesquelles les utilisateurs n'ont qu'une marge de manœuvre très limitée⁴. D'autre part, les cadrages sont une

¹ E. Rambaud, « La "petite" critique, la "grande" et "la" révolution », art cit, p. 484.

² Bruno Frère (ed.), « Le matérialisme est-il mort ? Petite critique de l'idéalisme critique » dans *Le tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, p. 393.

³ E. Rambaud, « La "petite" critique, la "grande" et "la" révolution », art cit, p. 493.

⁴ Sander Andreas Schwartz et Martina Skrubbeltrang Mahnke, « Facebook use as a communicative relation: exploring the relation between Facebook users and the algorithmic news feed », *Information, Communication & Society*, 2021, vol. 24, n° 7, p. 1051.

émanation des mobilisations qui se structurent sur le moyen terme¹. Pour compléter l'analyse des contextes, il faut garder à l'esprit que les pratiques critiques se réalisent en mobilisant l'ensemble des ressources des acteurs :

« Le fait de se saisir de tel ou tel motif n'est pas entièrement contingent, et ne découle pas uniquement de la situation. Le recours à tel ou tel type de motif dépend également – au-delà du contexte d'énonciation du discours – des dispositions individuelles, fruits de l'ensemble des expériences sociales antérieures vécues par l'individu. Les propriétés sociales des individus créent des conditions de réception de l'expérience et de l'offre participative : ne pas participer peut aussi bien traduire les dispositions des individus qu'être le reflet d'une expérience déçue de participation, de la même façon, une participation intermittente peut traduire tout autant une recherche d'efficacité qu'une difficulté à s'insérer². »

C'est pour cette raison que je présenterai la notion de disposition à la critique qui permettra de rendre compte de la socialisation des acteurs, dont les dispositions produites sont activées dans certains contextes pour déboucher sur des pratiques critiques.

3.3 Les dispositions à la critique

Dans son étude sur les militants autonomes, Colin Robineau écrit que « les dispositions critiques ne se distribuent pas au hasard », invitant donc à faire « la sociogenèse [des] points de vue hétérodoxes³. » La notion de disposition désigne un principe téléologique, qui procure une propension à agir d'une certaine manière, rattaché « par une relation dialectique, à une sphère pratique ou à un système cohérent de sphères pratiques⁴ », ce principe devant être recherché « dans la logique immanente des institutions⁵ » fréquentées par les individus. Cette fréquentation va à la fois faire acquérir la disposition et l'entretenir – celle-ci pouvant s'atténuer en cas d'inactivation prolongée – ce processus renvoyant à la notion de socialisation, que Muriel Darmon définit ainsi :

« L'ensemble des processus par lesquels l'individu est construit [...] par la société globale et locale dans laquelle il vit, processus au cours desquels l'individu acquiert [...] des façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement. La définition la plus simple de la socialisation que nous pouvons proposer [...] est donc la suivante : “façon dont la société forme et transforme les individus”⁶. »

Elle précise par ailleurs que « la » socialisation au sens générique cache une pluralité de moments et d'instances diverses au cours de la vie, et qu'il convient donc de penser en termes de

¹ Yves Déloye et Florence Haegel, « Politisation. Temporalités et échelles » dans Olivier Fillieule et al. (eds.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 334.

² Alice Mazeaud et Julien Talpin, « Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs », *Sociologie*, 2010, vol. 1, n° 3, p. 363.

³ Colin Robineau, *Devenir révolutionnaire. Sociologie de l'engagement autonome*, Paris, La Découverte, 2022, p. 32.

⁴ Emmanuel Bourdieu, *Savoir faire. Contribution à une théorie dispositionnelle de l'action*, Paris, Seuil, 1998, p. 149.

⁵ *Ibid.*, p. 140.

⁶ Muriel Darmon, *La socialisation*, 3^e éd., Paris, Armand Colin, 2016, p. 6.

« socialisations » en distinguant (de manière souple) la socialisation primaire qui intervient durant l'enfance et l'adolescence – produisant généralement des effets plus durables, davantage « ancrés » dans les individus –, et la socialisation secondaire qui intervient à l'âge adulte¹. À cette pluralité de types de socialisations correspond le modèle proposé par Lahire de l'« acteur pluriel » qui tient également compte de la variété des contextes sociaux dans lesquels évoluent les individus, y compris à l'intérieur d'une même période de leur vie :

« Ces groupes qui constituent les cadres sociaux de notre mémoire sont donc hétérogènes et les individus qui les traversent au cours d'une même période de temps ou au cours de moments différents de leur vie sont donc le produit toujours bigarré de cette hétérogénéité des points de vue, des mémoires, des types d'expériences [...]. Sans avoir besoin de postuler une logique de discontinuité absolue en présupposant que ces contextes [tels que la famille, l'école, les amis, le travail, etc.] sont radicalement différents les uns des autres, et que les acteurs sautent à chaque instant d'une interaction à l'autre, d'une situation à l'autre, d'un univers social à l'autre, d'un domaine d'existence à l'autre sans aucun sentiment de continuité, on peut en revanche penser – et constater empiriquement – que toutes ces expériences ne sont pas systématiquement cohérentes, homogènes et même totalement compatibles et que nous en sommes pourtant bien les porteurs². »

Ces différents cadres socialisateurs vont donc procurer à l'acteur une multitude de manières d'agir « qui s'organisent en autant de répertoires que de contextes sociaux pertinents qu'il apprend à distinguer – et souvent à nommer – à travers l'ensemble de ses expériences socialisatrices antérieures³ » qui seront activés dans des contextes spécifiques.

Je traiterai ici les dispositions à la critique en tant que sous-ensemble de la socialisation politique, processus par lesquels l'individu acquiert un rapport politique au monde, qui s'exprimera à travers des manières penser, de faire et d'être. Il est important de ne pas circonscrire l'étude de cette socialisation à la transmission familiale « de valeurs politiques et d'attitudes face au vote et aux institutions représentatives », mais, comme le pense Lucie Bargel, « l'élargir à la formation de dispositions à l'engagement et à l'articulation d'apprentissages qui, sans être directement inscrits dans l'univers politique, peuvent être constitutifs d'un rapport politique au monde social⁴. »

De ce point de vue, la critique à l'âge adulte peut résulter de deux types de schèmes d'activation. Premièrement, elle peut consister en la reconduction de schèmes préalablement incorporés, notamment depuis l'enfance. La socialisation primaire jouera un rôle incontournable, car elle est celle qui produit les effets les plus durables⁵. En effet, la construction d'un « rapport politique au monde social » n'attend pas la majorité pour se réaliser, mais peut s'amorcer bien avant y

¹ *Ibid.*, p. 10.

² Bernard Lahire, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Fayard, 2011 [1998], p. 51-52.

³ *Ibid.*, p. 60-61.

⁴ Lucie Bargel, « Socialisation politique » dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 553.

⁵ P. Bourdieu, *Le sens pratique*, *op. cit.*, p. 90.

compris lors de l'enfance. Comme l'ont montré Wilfried Lignier et Julie Pagis dans leur enquête auprès d'élèves de primaire, le rapport au politique est socialement différencié, les enfants des classes populaires ayant tendance à répliquer la distance parentale vis-à-vis du politique, tandis que les enfants des classes moyennes supérieures politisées à gauche tiennent des propos qui « relèvent davantage d'une critique politisée et argumentée du personnel politique [...]. Mais, quoique pour des raisons différentes, la classe politique fait donc bien l'objet, assez tôt, d'un désamour, voire d'un rejet assez largement partagé¹ ». Les conversations fréquentes des adultes sur la politique, les manifestations et autres événements politiques auxquels on est amené installeront progressivement une atmosphère de défiance envers l'ordre établi qui « reflète d'ailleurs le caractère essentiellement non intentionnel et implicite d'une socialisation qu'on peut qualifier de contre-culturelle². » À travers ces instances, c'est toute une série d'apprentissages qui vont à la fois constituer un capital culturel politique (connaître le fonctionnement des institutions, les us et coutumes lors des manifestations, des chants, des slogans, un vocabulaire, etc.), et inscrire dans la vision du monde les catégories structurantes de l'espace politique.

Lignier et Pagis observent de plus que l'appropriation du clivage gauche/droite (mesuré par la réponse à la question « Aimes-tu la droite ? ») est influencée par le jeu du genre et de l'origine sociale : le *gender gap* qui désigne la plus faible politisation des femmes est d'autant plus exacerbé que les parents sont d'origines modestes, le différentiel entre filles et les garçons issus de la classe moyenne étant bien moindre³. Cette assimilation est donc associée au développement d'un système de valeur à partir duquel va se construire une appréciation complexe du système politique, jouant le rôle de repère cognitif et normatif qui va orienter la formation progressive du jugement politique⁴. La structure familiale pourra être un facteur disposant à la critique. Il s'agit notamment de la situation particulière des habitus « polarisés », propres aux individus dont les parents sont issus de milieux différents, ce qui va inscrire des lignes de fracture dans les rapports familiaux :

« Ce faisant, la sociogenèse de l'habitus polarisé offre des conditions propices à l'activité réflexive, et ce à un double niveau : 1) celui, pré-réflexif, de la compréhension *pratique* qu'impliquent les ajustements de l'habitus d'une condition de classe à une autre ; 2) celui, proprement réflexif, de l'interrogation, sur soi-même, sur le monde et sur sa place dans le monde, que tend à susciter la socialisation polarisée⁵ ».

¹ Wilfried Lignier et Julie Pagis, *L'enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent le monde social*, Paris, Seuil, 2017, p. 231.

² C. Robineau, *Devenir révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 46.

³ W. Lignier et J. Pagis, *L'enfance de l'ordre*, *op. cit.*, p. 261-262.

⁴ Alice Simon, « Les catégorisations enfantines de la politique », *Politiques de communication*, 2018, n° 10, p. 214-215.

⁵ C. Robineau, *Devenir révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 71.

Deuxièmement, elle peut se former lors de la socialisation secondaire, qui doit être envisagée comme un processus de *reconstruction*, plus ou moins radicale, des « produits antérieurement incorporés au cours de la socialisation primaire qui ont fait de l'individu ce qu'il est devenu¹. » Comme l'indique Bargel, les « études sociographiques de militants reposent sur l'idée que leur engagement est une expression de valeurs et de normes communes, fruits de leur appartenance et de leur socialisation à l'intérieur de mêmes groupes sociaux². » Si la transition d'un monde centré sur le foyer familial aux responsabilités adultes donne un rôle prépondérant aux études supérieures et/ou au monde du travail, la socialisation politique ne saurait être considérée comme séparée des deux précédentes. En effet, le militantisme peut bien déboucher sur une professionnalisation de l'engagement, comme une syndicalisation peut produire des effets durables de politisation.

Alors que les classes sociales les plus privilégiées ou, à l'inverse, les plus démunies se caractérisent par une homogénéité des expériences traversées, les positions intermédiaires favorisent des expériences de contact avec des univers sociaux différents, voire de « transfuges de classe », qui dénaturent l'ordre social et mettent sa remise en question au principe de l'*habitus*³. Ces situations de désajustement sont en effet propices au sens critique et prennent des formes diverses⁴. Il est donc nécessaire de tenir compte des contextes d'activation traversés par la personne au cours de son existence afin de restituer la logique des pratiques critiques.

Conclusion de chapitre

Nous avons premièrement confirmé à l'issue de ce chapitre que la critique des médias était une pratique multidimensionnelle. Elle est bien liée à l'activité institutionnelle des médias de masse, dans la mesure où les évolutions de ces derniers s'accompagnent d'une évolution de la critique des médias. Sous ses formes contemporaines, la critique des médias se décline dans deux démarches que sont la dénonciation des médias dominants et la création de moyens autonomes d'expression. Plutôt que de les opposer, la numérisation de la contestation invite à penser ensemble ces formes qui peuvent se réaliser simultanément.

¹ M. Darmon, *La socialisation*, *op. cit.*, p. 71.

² L. Bargel, « Socialisation politique », *art cit.*, p. 555.

³ Gérard Mauger, « Sens pratique et conditions sociales de possibilité de la pensée "pensante" », *Cités*, 2009, n° 38, p. 68-69.

⁴ Lahire en dresse une liste non-exhaustive : les contradictions culturelles forcées, les transplantations individuelles ou collectives dans un univers étranger, les ruptures biographiques, les décalages entre les propriétés sociales et l'environnement, le tiraillement entre des habitudes, les petits décalages quotidiens et les adaptations minimales sans conviction : B. Lahire, *L'homme pluriel*, *op. cit.*, p. 83-86.

Deuxièmement, penser une critique telle que celle des Gilets jaunes demande de ne pas imposer un modèle selon lequel ce serait en s'échappant des pesanteurs du monde social que l'on parviendrait à le dénoncer. Comme l'écrivent Rambaud et Siméant-Germanos, « ce n'est donc pas en postulant que l'activité critique nécessite l'accès à une forme d'extériorité à ce qui en est l'objet, que l'on aide à la compréhension de ces pratiques. Ce serait plutôt en renseignant, au peigne fin, la différenciation sociale *propre* aux espaces dans lesquels la critique se déploie¹. » C'est pour cela que la notion de dispositions à la critique invite à ajouter à l'analyse des contextes, matérialisée par les notions d'affordances et de cadrage, une étude de la socialisation des Gilets jaunes. La partie suivante a ainsi pour objet de mettre à plat les apports de cette première partie et d'articuler ces trois notions dans un cadre d'analyse unifié, qui permette de saisir simultanément contextes et dispositions, tout en tenant compte de l'aspect dynamique de la formation du jugement critique en situation.

¹ E. Rambaud et J. Siméant-Germanos, « Notes pour une sociologie incarnée du travail de la critique », art cit, p. 13-14.

DEUXIÈME PARTIE

—

ÉTUDIER L'ENGAGEMENT CRITIQUE

Chapitre 4 – Cadre d’analyse et hypothèses de recherche

Résumons les étapes de la réflexion menée jusqu’à maintenant. Le pouvoir symbolique des médias de masse tient autant à l’organisation du processus de production de l’information, qu’aux pratiques d’information qui légitiment la parole médiatique. Ce pouvoir symbolique va générer un déni de reconnaissance auprès des publics rencontrant des difficultés à accéder aux médias de masse, et qui ne peuvent gérer les modalités de leur représentation médiatique. Dans ces circonstances, il y a donc tout lieu pour des publics minoritaires d’investir internet – et en particulier aujourd’hui les RSN – pour autonomiser leur communication. En tant qu’espaces de discussion, les plateformes numériques ont su par moment se transformer en véritables arènes publiques « dont les acteurs visent des biens publics, se réfèrent à l’intérêt public, définissent leurs problèmes comme publics et sentent, agissent et parlent en conséquence¹. »

Le mouvement des Gilets jaunes s’est saisi de ces outils numériques pour accompagner sa contestation, d’abord dans une visée organisationnelle, mais aussi comme moyen de mener un travail identitaire et idéologique de construction de revendications. Sa culture politique qui s’articule autour d’une opposition populiste entre un peuple et une élite reflète ainsi l’hétérogénéité sociopolitique des manifestants qui se retrouvent sur les plateformes, en particulier Facebook (du moins lors de la période allant de fin 2018 à juin 2019), où a pu se matérialiser un sens commun au mouvement.

Parmi les cibles du mouvement se trouvent les médias de masse, ce qui l’inscrit dans une longue tradition critique, et actualise une thématique qui avait été mise à l’honneur par les mouvements sociaux à la fin du XX^e siècle. Cette critique est aujourd’hui le fait d’un nombre élargi de personnes, ce qui demande d’envisager la critique dans ses réalisations pratiques ordinaires. Restituer ces pratiques demande alors de montrer comment les contextes agissent comme déclencheur de dispositions préalables. Cela n’est néanmoins pas suffisant :

« Dès lors qu’on réévalue le rôle du contexte dans l’accès à la compétence civique, ce qui conduit à s’intéresser aux pratiques, on met en cause son caractère statique, ce qui doit logiquement se traduire par l’adoption d’une approche processuelle, centrée à la fois sur la trajectoire passée des acteurs (permettant de rendre compte de leurs pratiques civiques stabilisées) et sur les transformations des savoirs et des savoir-faire individuels fruits des situations dans lesquels les acteurs se trouvent engagés. Adopter une approche processuelle permet de replacer la question de la compétence civique dans sa temporalité et son contexte de production, afin d’éviter à la fois les écueils d’une perspective subjectiviste faisant de l’individu un acteur libre de tout déterminisme encadrant ses choix et une

¹ Daniel Cefaï, « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 2016, n° 30, p. 38.

position à l'inverse strictement mécaniste, où l'acteur n'est plus que le vecteur de forces structurelles qui le dépassent et sur lesquelles son entendement n'aurait pas prise¹. »

C'est ainsi que je propose d'adopter une approche processuelle de la critique afin d'opérationnaliser ensemble les trois notions de recherche présentées, cela en m'appuyant sur une nouvelle notion plus générale : la carrière.

4.1 Saisir la dimension processuelle de l'engagement critique

L'approche processuelle de l'engagement s'est imposée dans la sociologie politique française à partir des années 2000. Cherchant à comprendre les raisons qui poussent les individus à s'engager dans la durée, cette approche « consiste à partir de l'idée que le militantisme doit aussi être compris *comme activité sociale individuelle et dynamique*². » La notion clé qui s'est imposée pour concrétiser cette approche est celle de « carrière », issue de la sociologie interactionniste d'Everett Hughes et reprise par Howard S. Becker dans son étude des fumeurs de marijuana. Pour Becker, la carrière « désigne les facteurs dont dépend la mobilité d'une position à une autre, c'est-à-dire aussi bien les faits objectifs relevant de la structure sociale que les changements dans les perspectives, les motivations et les désirs de l'individu³. » Dans cette perspective, le chercheur tient compte des différentes étapes d'un parcours qui ne dépendent pas uniquement des dispositions individuelles, mais également du rôle des événements et des circonstances qui affectent le processus.

Cette notion vise « à inscrire la compréhension du militantisme dans le cadre d'une analyse séquentielle de l'engagement. Appréhender des carrières implique ainsi de restituer l'enchaînement temporel de différentes séquences de l'engagement et les logiques processuelles par lesquelles il se réalise et s'articule aux trajectoires biographiques⁴. » Comme le précise Agrikoliansky, la carrière ne doit pas être confondue avec la notion de « trajectoire » qui implique un mouvement déterminé mécaniquement au moment de son impulsion, alors qu'un parcours individuel n'est jamais totalement rectiligne. Il faut donc mettre au jour les moments de brisure, les points de bifurcation, les tournants (*turning points*), qui représenteront autant d'étapes de la carrière d'un individu, reliées entre elles par des phases de stabilité et de continuité.

¹ Julien Talpin, « Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatiste de la compétence civique », *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n° 1, p. 98.

² Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1-2, p. 200.

³ Howard S. Becker, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, traduit par Jean-Michel Chapoulie, Nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Métailié, 2020 [1963], p. 47.

⁴ Éric Agrikoliansky, « Les "carrières militantes". Portée et limites d'un concept narratif » dans Olivier Fillieule et al. (eds.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 169.

Trois moments clés sont régulièrement observés dans les études employant la notion de carrière militante : l'entrée dans la contestation, la poursuite de l'engagement et, parfois, l'abandon de la lutte. Je souhaite ici transposer ce modèle à la critique afin de lui donner chair, en retrouvant les « institutions du dissentiment » qui façonnent les pratiques critiques¹. La première étape est l'entrée dans la contestation. Sa description demande de saisir les circonstances de la « rencontre » entre un individu et le chemin politique qu'il emprunte, en tenant bien compte des conditions de possibilités de ce moment charnière :

« Le premier intérêt des travaux en termes de carrière est d'abord de ne pas surestimer le poids de la socialisation initiale et de placer au cœur de l'analyse les séquences intermédiaires qui conduisent à l'engagement. Ce sont les différentes étapes des parcours militants qui sont au cœur de l'analyse. On sait que le militantisme est le plus souvent multimensionnel, articulant des engagements partisans, syndicaux, associatifs, mouvementistes, etc. dans des chronologies et selon des modalités interdépendantes – un engagement succédant ou se superposant à l'autre. [...] Cette perspective séquentielle invite d'abord à analyser le rôle que jouent différentes institutions non politiques dans la formation d'un goût pour l'action collective et des savoir-faire nécessaires pour s'y engager durablement². »

Il faut donc identifier le moment où a débuté l'engagement critique, pour le situer dans un parcours travaillé par des origines sociales, une activité professionnelle, des engagements préalables, etc. et repérer les conditions de déclenchement des dispositions critiques, qui n'auront de sens qu'une fois mises en rapport avec la sociogenèse de ces aptitudes.

L'étude du contexte demande ensuite de comprendre comment le cadrage produit dans le mouvement social a pu convoquer les dispositions critiques. Christophe Traïni et Johanna Siméant-Germanos soulignent à ce titre qu'un des enjeux des mouvements sociaux est précisément de « sensibiliser » les individus à une cause, c'est-à-dire « d'une part, rendre *sensible*, c'est-à-dire perceptible, visible, digne de préoccupations morales ou politiques, un problème qui ne l'était préalablement pas. D'autre part, rendre *sensibles* les individus interpellés afin qu'ils deviennent attentifs, réceptifs, portés à s'émouvoir et prompts à réagir³. » Ces dispositifs d'interpellation peuvent donc consolider le travail de mise en forme du sens commun dévolu au cadrage en permettant « aux acteurs de s'entendre à un niveau infra-argumentatif qui préserve une très large équivocité interprétative. Par là même, ils s'avèrent en mesure d'assurer l'enrôlement de publics hétérogènes qui peineraient à travailler de concert s'ils devaient expliciter, par des procédés discursifs, les principes ultimes, les hiérarchies de valeurs, grâce auxquels ils entendent justifier leur action⁴ ». À rebours de certaines approches affectives qui se veulent antithétiques

¹ E. Rambaud et J. Siméant-Germanos, « Notes pour une sociologie incarnée du travail de la critique », art cit, p. 11-12.

² É. Agrikoliansky, « Les “carrières militantes” », art cit, p. 174.

³ Christophe Traïni et Johanna Siméant-Germanos, « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? » dans Christophe Traïni (ed.), *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 20.

⁴ Christophe Traïni (ed.), « L'opposition à la tauromachie » dans *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 209.

à l'analyse des cadres¹, je souscris donc à l'idée que « la manifestation des émotions constitue [...] le chaînon manquant entre, d'un côté les opérations de cadrage et les stratégies développées intentionnellement par les entrepreneurs de cause, et de l'autre les dispositions qu'ils doivent, plus ou moins consciemment, à leur socialisation au sein de configurations sociales². » Cet aspect souligne la part sociale des émotions, que je rattache plus généralement aux thèses externalistes de l'esprit selon lesquelles nos pensées, et donc nos émotions, se situent dans nos relations sociales, voire dans des artefacts matériels qui peuvent servir de support à notre activité mentale³.

Cette étape concerne donc le moment où sera dévoilée, d'une façon ou d'une autre, la « contradiction herméneutique » de l'activité médiatique, en particulier sous l'angle du « décalage » entre le vécu de l'acteur et le discours médiatique. Or, c'est précisément lors des situations critiques que les individus vont être conduits à remettre en cause la « naturalité » d'une autorité, comme dans la fable des habits neufs de l'empereur⁴. Ce fut par exemple le cas en mai 68 où « quelque chose de commun se joue alors : une certaine façon d'être *hors la loi symbolique* et d'opposer au monde institué, c'est-à-dire à l'objectivité du monde social, une *dissidence symbolique*, une hétérodoxie questionnant l'arbitraire de l'ordre établi et les "évidences" sur lesquelles il repose⁵. » Les mouvements sociaux, en tant que moments de rassemblement, font donc office de catalyseurs privilégiés de la réflexivité des participants.

C'est la consolidation d'un univers mental contre-hégémonique qui pourra produire l'étape suivante qu'est la montée en généralité. Il est effectivement tout à fait possible qu'un moment de doute, de remise en question de l'ordre du monde, se révèle passager, bien vite dissipé par les impératifs de la vie quotidienne. Comme l'avait écrit Bourdieu à propos de la condition scolaire, la mise à distance des évidences exige un cadre qui permet au sujet de se déprendre de l'urgence en lui procurant les ressources matérielles et sociales nécessaires au questionnement radical⁶. Cette immersion prolongée peut tirer parti des dispositifs communicationnels autonomes pour creuser l'écart entre la parole institutionnelle et le sens commun des militants, le travail algorithmique de recommandation pouvant effectivement générer un phénomène de

¹ Pour un bilan de ces débats, voir : Isabelle Sommier, « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux » dans Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (eds.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 194.

² C. Traïni (ed.), « L'opposition à la tauromachie », art cit., p. 213.

³ Andy Clark et David Chalmers, « The Extended Mind », *Analysis*, 1998, vol. 58, n° 1, p. 7-19.

⁴ L. Boltanski, *De la critique*, op. cit., p. 147.

⁵ Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie » dans Dominique Damamme et al. (eds.), *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008, p. 274.

⁶ P. Bourdieu, *Méditations pascalienues*, op. cit., p. 28. Je pense également aux remarques sur l'isolement des universités d'élite états-uniennes générant les théories « postmodernes » les plus radicales, *Ibid.*, p. 63-64.

bulle de filtre qui peut aller jusqu'à saturer l'environnement de contenus contre-hégémoniques. Qui plus est, l'engagement prolongé dans un mouvement social bénéficie de rétributions à l'engagement qui peuvent être d'ordre matériel, émotionnel ou symbolique, et dont l'appréciation se construit au fur et à mesure de la socialisation militante : « certains [militants] développent des dispositions à l'autodidaxie et acquièrent des instruments de compréhension du monde et divers savoir-faire, par exemple des aptitudes à accumuler les informations, à organiser un raisonnement et à prendre la parole en public¹. » Ces aptitudes peuvent ainsi aider à surmonter une mésestime de soi, et parfois combler un manque de capital culturel, en donnant aux militants les outils de compréhension de leur position sociale associée à un sentiment d'agentivité procuré par l'action².

La critique renferme donc potentiellement une dimension « identitaire » du militantisme, notamment quand celle-ci bénéficie d'un cadrage accusatoire. Selon Voirol, il s'agit surtout de renouer un lien « résonnant » avec le monde à travers le processus d'enquête, « le passage au raisonnement et à l'intelligence publique [permettant] finalement de retrouver les moyens de déployer une relation au monde ajustée à ses contours grâce au raisonnement public³. » Ce processus, qui commence par tâtonnements, suppose donc la construction d'un espace de communication autorisant l'échange et le raisonnement public qui est au principe de la montée en généralité qui combine une prise de distance (même partielle) avec la subjectivité du locuteur et l'intégration du registre personnel du concernement, par exemple au moyen de marqueurs émotionnels⁴. Le mouvement des Gilets jaunes a ainsi pu servir d'instance d'apprentissage du politique pour certains participants, sa composition hétéroclite ayant favorisé les contacts entre personnes avec des degrés divers de politisation, permettant ainsi une circulation des connaissances politiques qu'elles soient pratiques (organisation, prise de parole en public, etc.) ou théoriques (mode de fonctionnement des institutions, traditions politiques et intellectuelles, etc.)⁵.

Enfin, la troisième étape consiste en l'adoption de pratiques médiatiques réflexives, qui correspond à la phase d'intervention dans le monde social. La pratique, parce que réglée par le jeu des dispositions, se vit comme une relation au monde immédiate, caractérisée par la

¹ Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, 2005, vol. 11, n° 1, p. 162.

² Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants » dans Annie Collovald et al. (eds.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 187.

³ O. Voirol, « Les résonances de l'enquête », art cit, p. 128.

⁴ Dominique Cardon, Jean-Philippe Heurtin et Cyril Lemieux, « Parler en public », *Politix*, 1995, vol. 8, n° 31, p. 10.

⁵ C. Bedock et al., « Une représentation sous contrôle », art cit, p. 229.

méconnaissance de ses déterminants¹. Or, les situations de crise, comme celle des Gilets jaunes, favorisent la réflexivité et l'action sur son action car « dès que le cours habituel des occasions d'agir est modifié de manière significative [...], tout se passe comme si la réflexion et la délibération consciente de l'agent prenaient le relais de ses dispositions pour guider son action. Bref, la conscience critique est le fruit de situations critiques, c'est-à-dire extra-ordinaires². » C'est par exemple à ce moment que l'on peut construire ses propres pratiques médiatiques, qu'il s'agisse de consulter de nouveaux médias, de regarder les médias traditionnels de manière distanciée ou tout simplement d'arrêter de s'informer. Il est important de noter que cette phase n'annule pas l'ensemble des dispositions des acteurs, mais consiste en un cas de socialisation secondaire qui se réalise inévitablement selon des schèmes acquis lors de la socialisation primaire. Ici encore, les opportunités de circulation de contenus alternatifs offertes par les RSN forment un cadre capacitant l'activation et la formation de ces dispositions à la critique.

En somme, la notion de carrière, en se présentant comme cadre associant contexte et dispositions, permet d'articuler les concepts de recherche présentés en les projetant dans une dynamique processuelle. Les étapes décrites peuvent survenir selon des temporalités variées dont il faut tenir compte. Ainsi le dévoilement, la montée en généralité et l'adoption de pratiques peuvent se produire aussi bien de manière diachronique que synchronique, avec des niveaux d'intensité variés. La critique des médias peut bien s'être amorcée durant la socialisation primaire, avec un dévoilement du caractère situé de l'activité médiatique qui se réalise sous la forme d'un sentiment, d'une intuition que quelque chose ne tourne pas rond, avant de s'amplifier par exemple lors de l'entrée dans le militantisme dont l'activité conduira à une remise en question plus profonde des mécanismes de production de l'information. Dans un autre cas de figure, les trois opérations pourront se réaliser ensemble, lors de la mobilisation qui donnera accès à des médias alternatifs qui feront basculer rapidement la personne dans la critique :

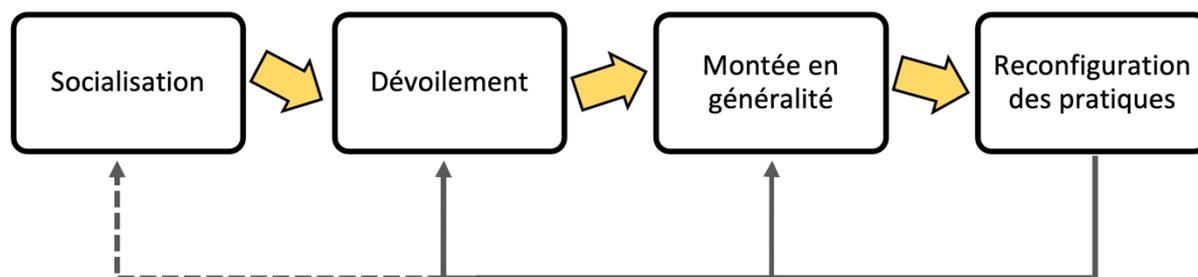
« En constituant un lieu de politisation accélérée, le mouvement est donc pour les néophytes l'occasion d'élaborer un discours critique sur les dysfonctionnements du système institutionnel. Chez une partie de la population manifestante (moins politisée antérieurement), le mouvement est l'occasion d'une prise de "conscience politique" et d'un "éveil citoyen" conférant un nouveau sentiment de compétence politique chez des individus auparavant à distance du politique. Pour d'autres manifestants et manifestantes, notamment celles et ceux plus riches en culture politique et militante, le mouvement a plutôt pour effet de renforcer leurs convictions antérieures, mais aussi de les confronter à des opinions inhabituelles dans leurs espaces militants familiers³. »

Nous pouvons alors schématiser de la façon suivante le modèle d'analyse construit au fil des pages précédentes :

¹ P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, op. cit., p. 205-206.

² E. Bourdieu, *Savoir faire*, op. cit., p. 166.

³ C. Bedock et al., « Une représentation sous contrôle », art cit, p. 231.



Comme on le voit, les flèches jaunes reliant les différentes étapes ne sont pas alignées car « l’engagement dans une activité sociale ne peut se décrire comme une courbe continue, mais est plus adéquatement représentée comme une série de lignes brisées, représentant des “séquences” articulées les unes aux autres, dont chaque étape produit les conditions de possibilité de la suivante¹. » Dessous, en gris, les flèches partent des nouvelles pratiques médiatiques qui vont alimenter le dévoilement et la montée en généralité en exposant régulièrement à des contenus critiques des médias. Avec le temps, ces pratiques réflexives façonnent et reconfigurent les dispositions à la critique, ce qui est symbolisé par les pointillés signalant le fait qu’il s’agit d’un processus de long terme, davantage sensible aux aléas de l’existence.

4.2 Anticiper les formes que prend l’organisation sociale de la critique des médias chez les Gilets jaunes

Plusieurs hypothèses de recherche guideront l’enquête de terrain et l’analyse des résultats. Tout d’abord, la thèse générale selon laquelle l’organisation sociale du mouvement des Gilets jaunes a entretenu un décalage entre le vécu des militants et l’activité des médias dominants. Pour récapituler, cette position scientifique consiste à postuler que la critique doit être étudiée en saisissant les conditions sociales d’émergence de la dénonciation. En adoptant une approche processuelle, je fais le pari que chaque moment du processus représente un aspect de cette « organisation sociale de la critique » : la formation de dispositions à la critique des médias, l’activation de ces dispositions, la mise en forme d’une culture commune et enfin l’adoption de pratiques médiatiques réflexives. Quatre hypothèses peuvent décomposer cette piste générale.

Premièrement, le recrutement du mouvement des Gilets jaunes a été marqué par la coexistence de militants chevronnés et d’individus moins politisés préalablement. La **première hypothèse H1** sera donc que, en dépit de ces différences, les Gilets jaunes avaient en commun des

¹ É. Agrikoliansky, « Les “carrières militantes” », art cit, p. 170.

dispositions à la critique acquises à différents moments de leur socialisation, plus ou moins latentes au moment de leur engagement dans le mouvement.

Deuxièmement, il apparaît que la critique des médias exercée par les Gilets jaunes a été parfois très virulente. Ce n'est pourtant pas la première fois qu'une couverture médiatique n'est pas conforme aux objectifs d'un mouvement social. La **seconde hypothèse H2** est que le décalage entre le vécu des Gilets jaunes et la couverture médiatique a été encore plus prononcé que d'habitude. Cette hypothèse se décline en trois sous-hypothèses :

- **H2a** : le décalage a eu une lourde charge affective qui a rendu les Gilets jaunes d'autant plus sensibles à l'activité des médias.
- **H2b** : les discussions en ligne ont permis de mettre en commun la colère des Gilets jaunes envers les médias, donnant une dimension collective à leur critique.
- **H2c** : la durée du mouvement a installé cette critique des médias dans la vision du monde partagée par les Gilets jaunes.

Troisièmement, la dénonciation des Gilets jaunes a des « airs de famille » avec la critique contre-hégémonique des médias, en dépit du fait que les classes populaires semblaient moins imprégnées par cette tradition. La **troisième hypothèse H3** est que les Gilets jaunes se sont chargés eux-mêmes de monter en généralité par la discussion collective, et que le caractère hétéroclite du mouvement se traduit par l'hybridité des normes médiatiques et des raisonnements qui sous-tendent la critique.

Quatrièmement, la durée de la contestation, et l'importance de sa critique des médias, invitent à discuter de la dimension socialisatrice du mouvement lui-même. La **quatrième hypothèse H4** est que l'engagement parmi les Gilets jaunes a conduit à une reconfiguration de leurs pratiques médiatiques, qui se sont autonomisées en raison de leur défiance envers les médias.

Chapitre 5 – Construire et mener l'enquête

Le modèle d'analyse proposé demande d'observer à la fois les dispositions à la critique et ses contextes d'activation, en particulier ceux liés au mouvement des Gilets jaunes. Compte tenu des spécificités du mouvement des Gilets jaunes, son activité numérique condense de nombreux aspects de cette mobilisation originale, notamment le processus de discussion et d'intégration idéologique qui se déroule sur Facebook. Cela ne signifie pas pour autant que seules des observations en ligne seront menées. Il est important de donner à l'enquête, qui se déroule en partie en ligne, une épaisseur sociologique en allant directement à la rencontre des acteurs de terrain pour recueillir leur témoignage.

Le terrain adopté est donc mixte et se divise en deux grandes catégories. Le terrain principal, désigné comme tel car il consiste en des observations de première main, croise une observation en ligne à des entretiens semi-directifs, sans qu'il soit possible de hiérarchiser l'importance des données récoltées entre ces deux méthodes. L'observation en ligne porte sur des messages publiés de novembre 2018 et juin 2019. Ce matériau a été collecté progressivement de mai 2022 à août 2023. Quant aux entretiens ceux-ci ont été menés d'avril 2021 à mars 2023. Dans la mesure du possible, j'ai cherché à revenir sur ce qui s'est passé lors de la phase initiale du mouvement qui va elle aussi de novembre 2018 à juin 2019. Dans les faits les entretiens ont été marqués par le contexte de la crise sanitaire, puisque l'enquête a été retardée par la pandémie de COVID-19. Toute observation réalisée à partir de mars 2020 en porte inévitablement la trace, que ce soit en raison des contraintes sanitaires qui ont pesé sur les différentes techniques d'enquêtes mobilisées ou des changements induits dans les préoccupations des Gilets jaunes. Enfin, des données de seconde main sont utilisées, à savoir les réponses à un questionnaire administré lors de l'ANR PIL.

5.1 L'observation en ligne

Une raison importante justifie l'adoption d'un terrain numérique : le souhait d'enquêter en se concentrant sur la phase « chaude » du mouvement des Gilets jaunes, c'est-à-dire de novembre 2018 à juin 2019. Celle-ci commence avec les premiers appels au blocage et l'apparition du gilet jaune comme signe de ralliement, pour se terminer avec la décrue progressive des

manifestations en prenant l'été 2019 comme fin de cette phase initiale¹. Bien que le mouvement se poursuive toujours en 2023, son maintien dans le temps a nécessité des mutations dans ses modes d'action, d'organisation et des recompositions sociodémographiques à l'intérieur des différents groupes², si bien que la critique des médias qui s'y est exprimée au fil des mois, voire des années, risque de différer de celle de sa première phase pour au moins deux raisons.

Premièrement, celle-ci s'est maintenant sédimentée dans la culture commune des Gilets jaunes alors qu'elle faisait office de nouveauté pour certains participants lors de la première phase. C'est ainsi que toute une série de positions intermédiaires, de jugements en devenir de radicalité, d'opinions balbutiantes, est désormais inaccessible à l'observation directe des discours en entretien. Lors des entretiens, le rejet des médias était devenu une habitude qui relève presque d'un réflexe et d'un ça-va-de-soi qui en dissimule du coup les ressorts. Deuxièmement, certains des Gilets jaunes s'étaient depuis investis dans différents mouvements d'opposition à la politique sanitaire du gouvernement, ce qui a marqué leur critique des médias. Alors qu'on peut s'attendre à ce que la question des violences policières ait été centrale lors de la première phase, la pandémie a introduit d'autres controverses à propos des restrictions de déplacement, des traitements et de la recherche médicale³, de la campagne de vaccination, et finalement de la mise en place de passeports sanitaires.

Il est toutefois possible de mener l'enquête de manière rétrospective, tout en tenant compte de ce contexte si particulier qui ne peut être ignoré. Le numérique se caractérise par l'affordance de *persistance* qui désigne la situation où une communication reste accessible une fois que l'émetteur a fini de communiquer⁴. Bien que le contexte de réception ne soit plus le même⁵, cela reste un atout précieux si l'on souhaite reconstruire par l'interprétation la situation originelle, en la combinant à des entretiens.

5.1.1 *CrowdTangle, outil de récolte des données en ligne*

La méthode de récolte de données en ligne a évolué au cours de la recherche. Elle consistait initialement à sélectionner des groupes et des pages Facebook associées au mouvement des

¹ P.C. Boyer et al., « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes », art cit, p. 115.

² Antoine Bernard de Raymond et al., « Les Gilets jaunes : une révolte sans fin ? Une ethnographie comparée des ronds-points pour comprendre la durée du mouvement », *Genèses*, 2023, n° 130, p. 80-111.

³ Nikos Smyrniotis, Panos Tsimboukis et Lucie Loubère, « La controverse de Didier Raoult et de sa proposition thérapeutique contre la COVID-19 sur Twitter : analyse de réseaux et de discours », *Communiquer*, 2021, n° 32, [En ligne].

⁴ J.W. Treem et P.M. Leonardi, « Social Media Use in Organizations », art cit, p. 155.

⁵ d. boyd, « Social Network Sites as Networked Publics », art cit, p. 47.

Gilets jaunes, à taper différents mots-clés en lien avec les médias dans la barre de recherche puis de procéder à la capture d'écran des publications pertinentes. Cette méthode est extrêmement fastidieuse et peu précise, car même lorsqu'il était possible de circonscrire la recherche à une période donnée, on était obligé de faire défiler les publications pour les faire apparaître, ce qui est très chronophage si l'on veut récolter un corpus conséquent. Une autre méthode qui n'a pas porté ses fruits est celle de l'ethnographie en ligne à proprement parler, c'est-à-dire une phase d'immersion quotidienne dans l'activité Facebook des Gilets jaunes. J'ai à la fois observé mon propre fil d'actualité Facebook, et demandé aux Gilets jaunes rencontrés lors des entretiens de m'envoyer la capture d'écran des dix premières publications apparaissant sur leur fil d'actualité à raison d'une fois par semaine pendant quatre semaines. Malheureusement, entre ceux qui n'utilisaient plus Facebook et la rareté des publications politiques de ceux qui ont participé à l'exercice, il m'a semblé difficile d'en tirer des informations réellement éclairantes. C'est la découverte de l'outil CrowdTangle qui me permit d'avoir enfin la solution la plus adéquate pour la récolte de données. N'ayant initialement pas réussi à avoir accès à la plateforme, un collègue rencontré lors d'une conférence me proposa de me donner accès à CrowdTangle.

CrowdTangle est une interface de programmation d'application (abrégée API pour *Application Programming Interface*), soit un programme informatique communiquant avec un autre, qui permet de collecter facilement des données sur Facebook, Instagram ou Reddit, au moyen d'une interface très intuitive. La fonction « Search » m'a ainsi permis de mener des recherches très précises avec des mots-clés sur des pages et des groupes, ensemble ou séparément, en délimitant la plage temporelle (fig. 1).

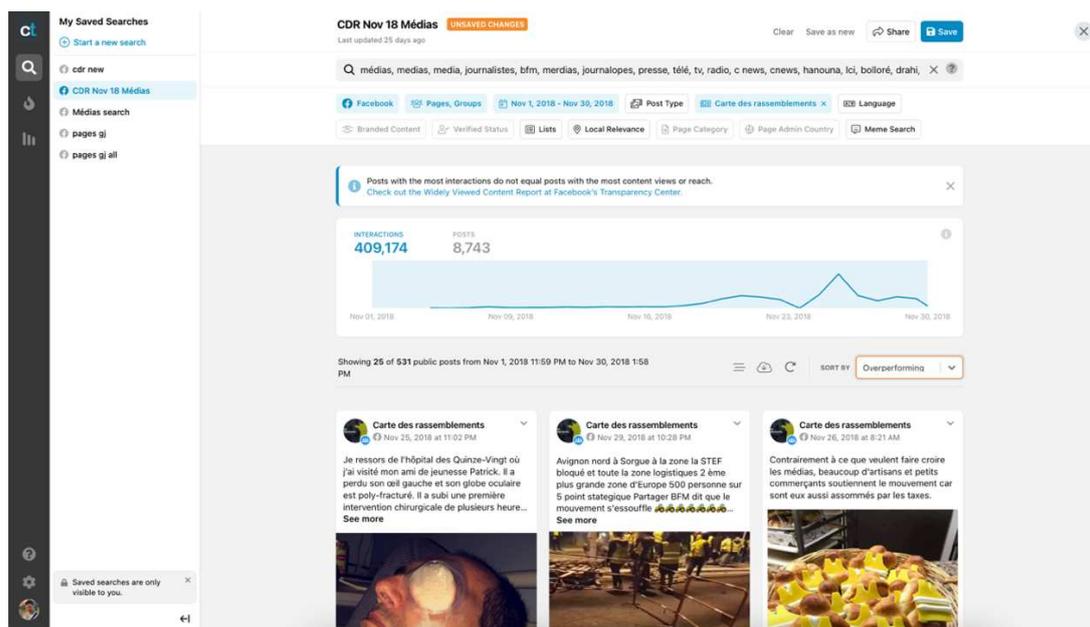


Figure 1 – Capture d'écran de l'interface de la fonction « Recherche » sur CrowdTangle (Juin 2023)

Se trouve tout en haut le nom de la recherche qui peut être sauvegardée afin de gagner du temps, les différentes recherches se trouvant dans la barre en blanc en haut à gauche. À côté de la loupe se trouve la barre de recherche dans laquelle on rentre les mots-clés choisis, les virgules jouant le rôle de l'opérateur booléen OR. On a en dessous différents boutons qui permettent de paramétrer la recherche, dans mon cas (en bleu) la plateforme choisie, les pages et groupes et la plage temporelle de recherche. Se trouve en dessous une barre indiquant le nombre d'interactions (publications, commentaires, vues, partages, réactions, etc.) et de publications, ainsi que leur évolution. Enfin on trouve en dessous le résultat de la recherche, avec les publications que l'on peut classer par date de publication, nombre d'interactions, de partages, etc. Parmi ces paramètres, j'ai choisi d'opter pour le classement par score de « surperformance » (*Overperforming*), indicateur qui consiste à comparer le nombre total d'interactions d'une publication aux attentes pour une publication similaire sur une même période, puis calculer à quel point la publication fait mieux que prévu¹.

5.1.2 Un corpus rétrospectif

Le corpus numérique a été constitué à partir d'un groupe et de pages Facebook associés au mouvement des Gilets jaunes. Les groupes sont accessibles soit librement soit après demande d'autorisation, et permettent à chaque membre de publier et de partager des contenus visibles à tous les autres membres. Les pages sont publiques et sont créées par des particuliers, des collectifs ou des entreprises. C'est en s'y abonnant (par un like) que les contenus publiés par les administrateurs de la page s'affichent sur le fil d'actualité. Les personnes ne peuvent contribuer à une page qu'en réagissant, partageant ou en commentant les publications.

La liste dressée par l'équipe du Médialab de Sciences Po a permis d'identifier les groupes Facebook les plus fréquentés par les Gilets jaunes ainsi que les plus actifs². En dehors du plus important, « Carte des rassemblements » (CDR), beaucoup de ces groupes n'étaient plus actifs lorsque j'ai commencé la collecte de données avec CrowdTangle début juin 2022. En cherchant sur Facebook les groupes avec les mots-clés « gilets jaunes », « gilet jaune » et « ric », trois groupes affichaient plus de 30 000 membres, en plus de CDR on trouvait « RIC » et « Gilets jaunes France ». Ces deux derniers n'ont finalement pas été retenus car ils n'ont donné que très peu de résultats en lien avec la recherche. En ce qui concerne les pages, elles sont beaucoup plus nombreuses à compter plus de 20 000 abonnés. En plus de *La vraie démocratie (LVD)*

¹ Pour le détail du calcul, voir : « How do you calculate overperforming scores? », <https://help.crowdtangle.com/en/articles/2013937-how-do-you-calculate-overperforming-scores> (consulté le 3 juin 2023).

² Pedro Ramaciotti Morales et al., « Atlas multi-plateforme d'un mouvement social. Le cas des Gilets jaunes », *Statistique et société*, 2021, vol. 9, n° 1-2, p. 50.

(1 280 219 abonnés au moment d'écrire ces lignes en mai 2023) et *Cerveaux non disponibles* (CND) (548 531), dont j'avais pu constater l'importance en 2018-2019, la recherche a donné huit autres pages : *Gilets Jaunes Infos* (135 712), *Gilets Jaunes Constituants* (78 227), *Les Gilets Jaunes* (67 276), *Compteur Officiel de Gilets jaunes* (38 693), *Gilets jaunes Officiel* (33 191), *Gilets jaunes le mouvement* (28 213), *Soutien aux Gilets jaunes* (24 960), et enfin *Gilets jaunes on continue* (23 761). La page *Vécu*, très importante dans l'écosystème médiatique des Gilets jaunes, ayant été supprimée en 2021 il ne m'a pas été possible de faire de recherche par CrowdTangle. Trois captures d'écran que j'avais prises lors d'un premier repérage ont été ajoutées car une d'entre elles présentait un contenu particulièrement illustratif.

J'ai lancé une première recherche pour chaque mois de novembre 2018 à juin 2019, en utilisant une série de mots-clés renvoyant au lexique des discussions sur les médias : « médias, medias, media, journalistes, bfm, merdias, journalopes, presse, télé, tv, radio ». Cette première recherche généra de nombreux résultats sur CDR, mais beaucoup moins sur les autres groupes et les autres pages. C'est pour cette raison que j'ai rajouté « c news, cnews, hanouna, Ici, bolloré, drahi, arnault » afin de voir si cet ajout donnait davantage de résultats, ce qui fut le cas pour CDR. Néanmoins, en agrégeant toutes les pages ensemble on parvient à un nombre suffisant pour effectuer un échantillonnage intéressant. En effet, les pages ne sont pas des espaces où n'importe quel internaute peut publier un contenu, mais sont destinées à des organisations qui se chargent de l'animation éditoriale, il est donc normal qu'elles génèrent moins de contenu quantitativement que les groupes : à titre de comparaison, la recherche a généré 647 résultats en lien avec les médias sur l'ensemble des pages sélectionnées entre novembre 2018 et juin 2019 alors que pour le seul mois de juin 2019 on trouve 3433 résultats sur CDR (le plus bas sur la période). En revanche, le nombre d'abonnés sur les pages indique une forte exposition de leurs publications. L'échantillonnage a consisté à retenir pour chaque mois et pour chaque corpus (CDR d'un côté et l'ensemble des dix pages de l'autre) les vingt publications en lien avec les médias ayant le meilleur score de surperformance. Néanmoins, certains mois ont donné moins de résultats, et je me suis également autorisé à retenir d'autres publications qui me semblaient pertinentes. Voici le décompte mensuel des publications retenues (Annexe n° 3) :

	2018		2019						Total
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	
CDR	21	21	21	24	20	22	21	22	172
Pages	9	19	16	20	20	21	19	20	144
Total	30	40	37	44	40	43	40	42	316

Tableau 1 – Décompte du nombre de publications retenues après recherche sur CrowdTangle, par mois et par corpus

Comme l'avait noté Rebillard, la collecte de données numériques génère très souvent des résultats parasites ce qui nuit à la cohérence du corpus¹. Par exemple, le terme « presse » qui fait partie des mots-clés peut aussi bien générer un résultat parlant de journalisme que n'importe quelle publication utilisant le verbe « presser ». C'est pour cette raison qu'un tri manuel a été effectué après collecte.

Pour commencer, CrowdTangle permet de télécharger les données dans un tableur Excel (fig. 2) qui contient de très nombreuses catégories : date de publication, nombre de réactions, de commentaires, etc., intégration d'un contenu audiovisuel ou non, d'un lien, adresse du lien ou le texte de la publication. J'ai limité le nombre de résultats à cinquante afin d'alléger les fichiers, tout en gardant une marge d'erreur pour le nettoyage des résultats hors-sujets.

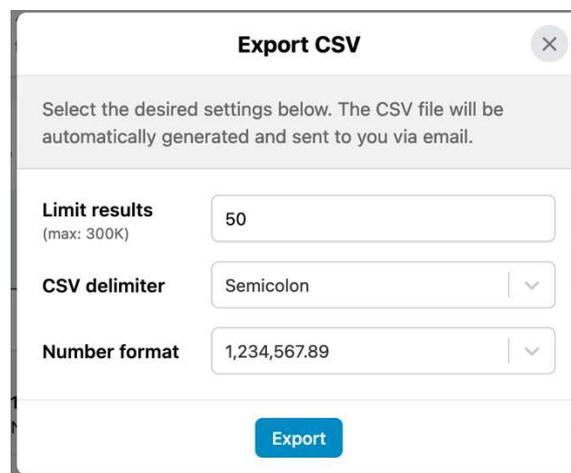


Figure 2 – Capture d'écran de la fenêtre d'export sur CrowdTangle (Juin 2023)

Avant analyse des publications, je me suis servi de la présentation des résultats sur CrowdTangle en mode « Feed » afin de dérouler et repérer rapidement les publications pertinentes et celles à éliminer (fig. 3).

¹ Franck Rebillard, « L'étude des médias est-elle soluble dans l'informatique et la physique ? À propos du recours aux *digital methods* dans l'analyse de l'information en ligne », *Questions de communication*, 2011, n° 20, p. 364.

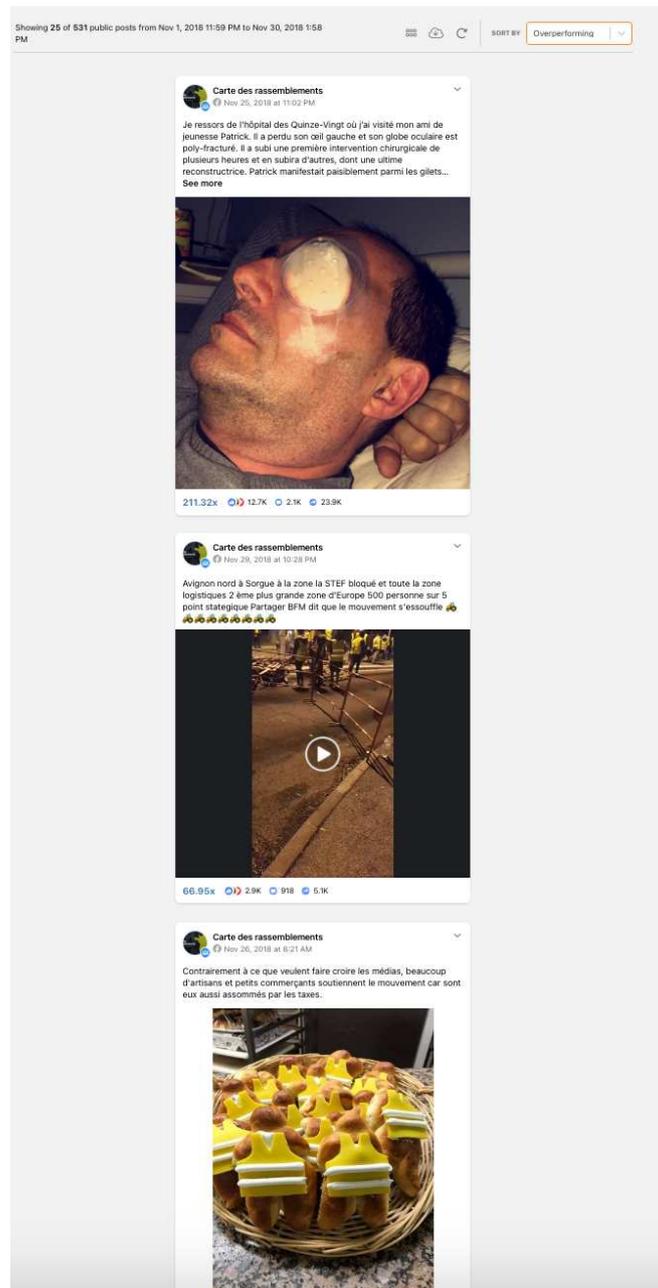


Figure 3 – Capture d’écran du défilement des publications générées par la recherche sur CrowdTangle (Juin 2023)

J’ai ensuite supprimé dans le tableur Excel les lignes correspondant aux résultats hors-sujets, et nommé chaque fichier d’image capturé au format « CDR/Page mm aaaa n » où n est le numéro de capture à l’intérieur du dossier (fig. 4).

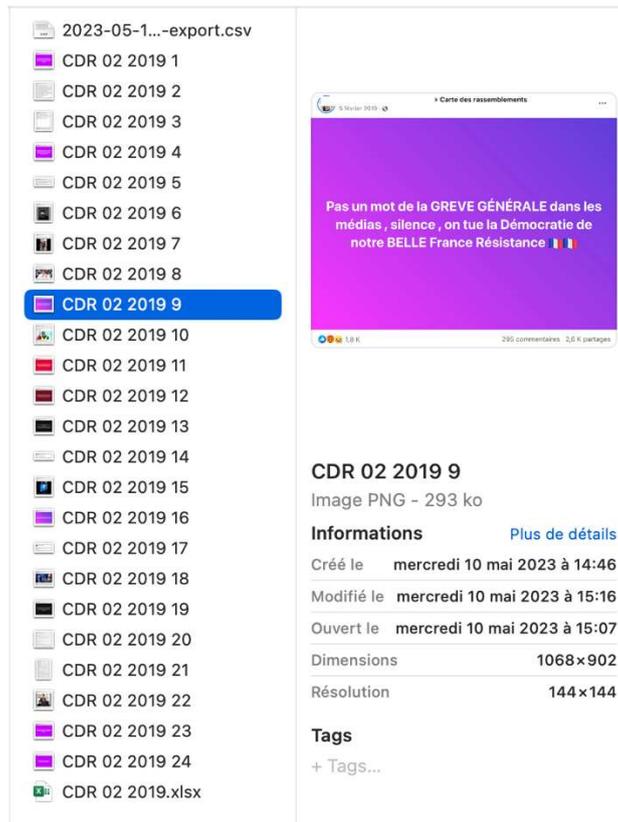


Figure 4 – Capture d’écran du rangement des fichiers de capture d’écran dans mon ordinateur (Juin 2023)

Bien qu’il soit possible de capturer directement la publication sur CrowdTangle, son apparence diffère quelque peu de celle sur Facebook, car le nom de la personne et les vidéos ne s’affichent pas toujours contrairement à la publication native (fig. 5). Afin de coller au plus près de ce qui est apparu aux Gilets jaunes j’ai donc privilégié la capture des images Facebook¹.

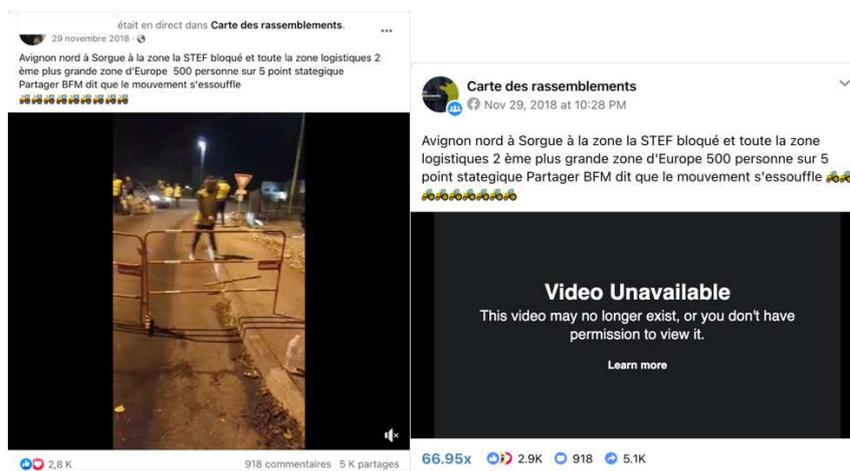


Figure 5 – Captures d’écran d’une même publication affichée sur Facebook (à gauche) et dans CrowdTangle (à droite) (Juin 2023)

¹ Voir sur ce point : Virginie Julliard, « #Theoriedugenre : comment débat-on du genre sur Twitter ? », *Questions de communication*, 2016, n° 30, p. 141.

La sélection initiale était donc limitée à une vingtaine de publications par mois et par corpus, et je me suis autorisé à aller au-delà des vingt premiers résultats quand une publication m'est apparue comme particulièrement significative. Enfin, j'ai anonymisé chaque publication de groupe, celles des pages étant publiques.

5.1.3 L'analyse des captures d'écran

Comme le précisent Jouët et Le Caroff, « l'observation en ligne ne peut, dans tous les cas de figure, s'extraire de la prise en compte du dispositif étudié car ce dernier s'impose tant aux internautes qu'au chercheur lui-même¹. » En effet, une capture d'écran ne se réduit nullement au contenu du message publié, mais fournit également des informations sur la structure de l'espace d'échange. C'est pour cette raison que « le premier temps de l'observation porte sur l'architecture du site, sur les éléments permettant de rendre compte de sa conception et de son impact sur les pratiques des internautes² », ce qui renvoie ainsi aux affordances de la plateforme. Concernant la participation sur Facebook, cette étape demande de préciser à la fois les modalités d'exposition aux publications ainsi que celles, éventuelles, d'action sur la plateforme. Le message peut apparaître directement dans le fil d'actualité, qui sert de page d'accueil à Facebook, mais aussi directement sur la page ou sur le groupe concerné. Dans ce second cas, l'affichage des messages se fait de manière antéchronologique, ce n'est donc pas l'algorithme qui œuvre à la recommandation. C'est ici que je peux utiliser mon propre fil pour observer cette interface, l'architecture du site étant la même pour tous les internautes.

La page d'accueil (fig. 6) est composée de plusieurs sections. La page d'accueil de Facebook est organisée autour du fil d'actualité que l'on fait défiler de manière isolée, et se trouve au centre de l'interface car la mise en page a été conçue pour faire circuler l'information au maximum³. Le classement des informations est fait par l'algorithme qui retient surtout l'activité des amis Facebook et les intérêts exprimés⁴, l'utilisateur étant à la fois public et co-prescripteur des messages auxquels il sera exposé⁵. Se trouvent autour plusieurs éléments. En haut : une barre de recherche ; des boutons permettant d'accéder à l'accueil, à Watch, au *marketplace*, aux

¹ Josiane Jouët et Coralie Le Caroff, « L'observation ethnographique en ligne » dans Christine Barats (ed.), *Manuel d'analyse du web*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 158.

² Anne-Sophie Béliard et Coralie Le Caroff, « L'archivage et l'observation de la participation en ligne à l'épreuve d'une approche ethnographique » dans Sarah Lécossais et Nelly Quemener (eds.), *En quête d'archives. Bricolages méthodologiques et terrains médiatiques*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2018, p. 126.

³ danah boyd, « Facebook's Privacy Trainwreck: Exposure, Invasion, and Social Convergence », *Convergence*, 2008, vol. 14, n° 1, p. 18.

⁴ Michael A. DeVito, « From Editors to Algorithms: A values-based approach to understanding story selection in the Facebook news feed », *Digital Journalism*, 2017, vol. 5, n° 6, p. 766.

⁵ Kjerstin Thorson et al., « Algorithmic inference, political interest, and exposure to news and politics on Facebook », *Information, Communication & Society*, 2021, vol. 24, n° 2, p. 186.

groupes ou aux jeux ; quatre autres boutons déployables : le menu qui donne accès à l'ensemble des fonctionnalités du site, le bouton Messenger permettant d'ouvrir la messagerie personnelle, les notifications puis la photo de profil qui y donne accès. À gauche : un accès rapide aux mêmes services qu'en haut, ainsi que des raccourcis vers les groupes et les événements que l'on consulte le plus souvent. À droite : la liste des contacts, qui ouvre une boîte de messagerie dès que l'on clique dessus.

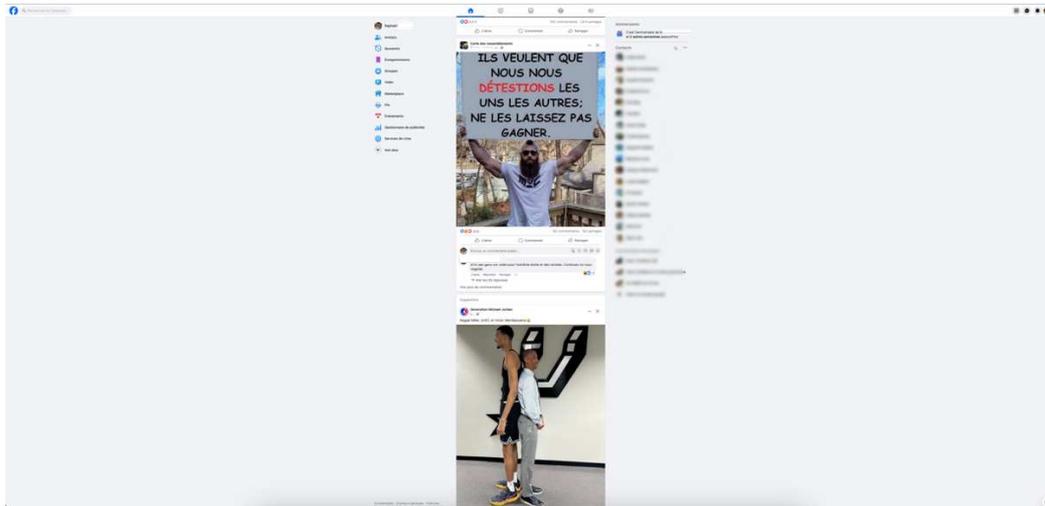


Figure 6 – Capture d'écran du fil d'actualité de la page d'accueil de Facebook (réduite sur le navigateur) (Octobre 2023)

Ces contraintes servant à maximiser les données produites par les internautes à des fins de revente, on peut parler d'une dynamique de rationalisation de l'activité dont découle une standardisation des pratiques¹. C'est pour cette raison qu'il faut regarder les usages concrets des utilisateurs sous l'angle de la subjectivation des pratiques, soit la manière dont leurs actions construisent leur identité numérique en fonction du degré d'autonomie qui leur est alloué et dans quelle mesure leurs actions cherchent à contourner les contraintes des plateformes². Comme l'a montré une étude danoise, les utilisateurs n'ont qu'une marge de manœuvre limitée pour contrôler les recommandations algorithmiques, et ces tentatives sont elles-mêmes conditionnées par les affordances de Facebook, la conscience du fonctionnement de l'algorithme étant généralement faible, même au Danemark où le taux d'habileté numérique est élevé³.

C'est alors que l'on peut ensuite décrire les contenus publiés, en identifiant « leur nature (publications textuelles, audiovisuelles, etc.) et leur forme (commentaire, partage, message, etc.) [...], les thématiques abordées, les objets sociaux sur lesquels portent la participation, les

¹ Jean-Édouard Bigot et al., « Les plateformes à l'épreuve des dynamiques de plateformes », *Questions de communication*, 2021, n° 40, p. 17-18.

² Leah A. Lievrouw, « Citizenship and the data subject » dans William H. Dutton (ed.), *A Research Agenda for Digital Politics*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2020, p. 186-201.

³ S.A. Schwartz et M.S. Mahnke, « Facebook use as a communicative relation », art cit, p. 1051.

registres et les types de parole mobilisés dans les productions discursives¹. » Ce travail a été mené en créant un tableau Excel différent de ceux générés par CrowdTangle (fig. 7) afin de faciliter la navigation, les fichiers originaux comportant un nombre très important de colonnes.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
1	Capture	Page	Catégorie	Intégration multimédia	Site en lien	Partage							
2	Pages 02 2019 1	La vraie démocratie	Liberté d'expression	Vidéo									
3	Pages 02 2019 2	La vraie démocratie	Liberté d'expression	Vidéo									
4	Pages 02 2019 3	Gilets jaunes Infos	Liberté d'expression, violences policières	Vidéo									
5	Pages 02 2019 4	CND	Focalisation violences										
6	Pages 02 2019 5	CND	Liberté d'expression		bastamag.net								
7	Pages 02 2019 6	Soutien aux Gilets jaunes	pluralisme		damocles.co								
8	Pages 02 2019 7	CND	Liberté d'expression, pluralisme	photo									
9	Pages 02 2019 8	Gilets jaunes Infos	Liberté d'expression, violences policières	photo									
10	Pages 02 2019 9	CND	indépendance		acrimed.org								
11	Pages 02 2019 10	La vraie démocratie	connaissance										
12	Pages 02 2019 11	Gilets jaunes Infos	Liberté d'expression, violences policières			Rémy Buisine							
13	Pages 02 2019 12	Compteur officiel de Gilets jaunes	Manifestation médias										
14	Pages 02 2019 13	Gilets jaunes Officiel	médias démobilisateurs	Vidéo									
15	Pages 02 2019 14	CND	connaissance		la-bas.org								
16	Pages 02 2019 15	Gilets jaunes Officiel	violences policières	vidéo									
17	Pages 02 2019 16	Soutien aux Gilets jaunes	mépris										
18	Pages 02 2019 17	Soutien aux Gilets jaunes	mépris			Damocès							
19	Pages 02 2019 18	Soutien aux Gilets jaunes	connaissance		bvoltaire.fr								
20	Pages 02 2019 19	Soutien aux Gilets jaunes	objectivité			Damocès							
21	Pages 02 2019 20	Gilets jaunes Officiel	violences policières	photo									
22													

Figure 7 – Capture d'écran d'un fichier Excel de rangement des publications récoltées

On y trouve en colonnes le nom du fichier, la page pour les publications tirées des pages, puis les catégories d'analyse auxquelles chaque capture d'écran se rattache. Ces catégories ont été formées de manière itérative au fil de l'analyse, par le croisement entre les témoignages des enquêtés et les thèmes des messages : médias comme contre-pouvoir, critique des éditorialistes, focalisation sur la violence du mouvement/cadrage malhonnête, indépendance des médias/connaissance entre médias et mondes économique ou politique, liberté d'expression, manifestation devant des médias, médias démobilisateurs, mépris de la part des médias, modèle médiatique, objectivité/neutralité/exactitude, pluralisme, surdité aux revendications et violences policières. On trouve ensuite une colonne précisant le type éventuel d'intégration multimédia (photo ou vidéo), le site en lien et quel compte a été éventuellement partagé dans la publication.

5.1.4 De l'importance de croiser les méthodes d'enquête

Internet peut sembler être un terrain de recherche rêvé, donnant la possibilité de « disposer instantanément – ou en tout cas beaucoup plus rapidement que pour d'autres terrains d'enquête – d'un large corpus à observer et à analyser² », et c'est logiquement dans ce contexte que l'automatisation des collectes de données s'est développée à partir des années 2000. Tout miser sur ces méthodes est cependant un mauvais choix scientifique car on s'expose à prendre pour argent comptant les indicateurs construits par les plateformes explorées, à obtenir des corpus

¹ A.-S. Béliard et C. Le Caroff, « L'archivage et l'observation de la participation en ligne à l'épreuve d'une approche ethnographique », art cit, p. 128.

² F. Rebillard, *Le web 2.0 en perspective*, op. cit., p. 112.

parasités par des éléments hors-sujets, et donc à aboutir à une analyse extrapolant abusivement les observations menées. Comme le recommande Rebillard, tirer parti de ces avancées demande de les compléter par des méthodes propres aux sciences humaines et sociales :

« Les *digital methods* ne peuvent se suffire à elles-mêmes, en tout cas lorsqu'elles sont appliquées dans une perspective a-sociologique en phase avec la philosophie première de la "nouvelle science des réseaux". De fait, la perspective d'une automatisation totale de l'analyse s'avère quelque peu illusoire, sauf à accepter des catégorisations souvent approximatives et un certain impressionnisme quantitativiste [...]. Dans bien des cas examinés ici, les compléments fournis par une approche qualitative et par une démarche d'interprétation des résultats appuyée sur les sciences humaines et sociales, s'avèrent indispensables. De façon plus générale, les limites de recherches prétendant appréhender les pratiques de communication à partir de seuls artefacts numériques doivent être prises en considération et éventuellement comblées par des observations sociologiques au plus près des acteurs, afin de ne pas confondre traces d'usages et usages sociaux¹. »

De même, Jouët et Le Caroff indiquent que « l'entretien est la technique privilégiée pour recueillir le sens que les informateurs donnent à leur pratique. En effet, l'approche sociotechnique permet d'étudier les usages, mais non les usagers. L'observation en ligne ne livre que la dimension pragmatique des usages numériques, mais elle ne peut les resituer dans le contexte plus large des pratiques sociales des individus². » En somme, on n'échappe pas aux impératifs élémentaires de l'enquête sociologique qui

« vise à décrire des actions sociales, qui ici ont pour particularité d'être liées à internet : une discussion sur un forum ; la production d'un service en ligne ; l'utilisation d'une plateforme par des militants, etc. Mais pour être sociologique, cette description ne doit se limiter ni à ce que l'on voit sur l'écran, ni aux individus considérés isolément les uns des autres. Il s'agit au contraire de décrire l'action liée à internet comme impliquant non seulement des individus qui interagissent les uns avec les autres, mais aussi, le cas échéant, des institutions, des organisations, des mouvements sociaux³. »

C'est pour cette raison que cette enquête en ligne est croisée à un terrain mené auprès de Gilets jaunes, au moyen d'entretiens semi-directifs, qui permettent d'explorer en détail le rapport aux médias et au numérique de participants au mouvement.

5.2 Les entretiens semi-directifs

Les informations recueillies en entretien couvrent quasiment tous les aspects de l'objet de recherche : leur analyse permet d'accéder aux critiques (donc indirectement aux cadrages) formulées sur les médias, au récit de vie qui nous donne accès au parcours militant ainsi que de cerner les socialisations qui ont fait acquérir des dispositions à la critique. Il s'agit donc de corroborer, de compléter et d'approfondir l'interprétation des publications circulant en ligne.

¹ F. Rebillard, « L'étude des médias est-elle soluble dans l'informatique et la physique ? », art cit, p. 373.

² J. Jouët et C. Le Caroff, « L'observation ethnographique en ligne », art cit, p. 169.

³ Jean-Samuel Beuscart, Éric Dagiral et Sylvain Parasio, *Sociologie d'internet*, 2^e éd., Paris, Armand Colin, 2019, p. 18.

5.2.1 Constitution du groupe de participants

Le critère de recrutement était très général : avoir participé aux actions physiques des Gilets jaunes (en manifestant ou en occupant un rond-point) entre novembre 2018 et juin 2019. Une première salve de 8 entretiens individuels exploratoires a été menée d'avril à juin 2021, suivie par une session principale de 29 entretiens menés auprès de 30 personnes (un seul entretien de couple a eu lieu) qui s'est étendue d'octobre 2022 à mars 2023. La phase exploratoire avait pour but de tester les premières pistes de recherche esquissées par les premières lectures, en particulier l'idée d'un décalage entre le vécu et le discours médiatique ouvrant la voie à la critique, révélant la « contradiction herméneutique » des médias. Cette phase avait également pour but d'induire de nouvelles directions de recherche, en prêtant attention aux régularités observables entre les différents entretiens.

Le premier recrutement s'est opéré par la méthode dite de la « boule de neige » en nouant un premier contact, sur lequel j'ai capitalisé pour rencontrer d'autres Gilets jaunes recommandés par la première personne. Ce mode opératoire, consistant à partir de l'accord d'une personne pour regrouper les entretiens avec d'autres de ses camarades sur une courte période, a été prépondérant dans le terrain principal. Je compte plusieurs avantages à cette méthode. Premièrement, elle permet de réduire le temps de démarchage puisque les personnes référées par la première, généralement prévenues à l'avance, accordent plus facilement leur confiance, surtout si un entretien a déjà eu lieu. Cela permet donc d'accélérer la constitution de l'échantillon puisque les séries d'entretiens se tenaient au plus sur trois jours dans une même aire géographique, à raison de trois voire quatre entretiens dans la même journée. Deuxièmement, ces rencontres ont permis une immersion dans des petits groupes de Gilets jaunes qui partagent souvent un positionnement politique ainsi que des pratiques médiatiques. Julien Audemard souligne à propos du recrutement par « boule de neige » que « les relations sociales qui apparaissent au cours de la situation d'enquête sont également des résultats de la recherche : la construction de l'échantillon – par la désignation – témoigne également de la façon dont les enquêtés utilisent leur capital social ainsi que des logiques autour desquelles se structurent les groupes étudiés¹ ».

Le premier entretien a été fait avec Yohann², un doctorant de mon université, celui-ci m'ayant été recommandé par un autre doctorant de mon laboratoire. Bien que ce profil s'éloigne des caractéristiques sociodémographiques moyennes des Gilets jaunes, la proximité de nos

¹ Julien Audemard, « Des rapports au politique en contexte. L'apport de l'échantillonnage en boule de neige » dans François Buton et al. (eds.), *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 183.

² Tous les prénoms des participants ont été modifiés.

situations a permis de faciliter la création d'un lien de confiance entre nous. Celui-ci fait partie du groupe des Gilets jaunes du Val-de-Marne, et les contacts qu'il m'a donnés m'ont permis de rencontrer sept autres membres de ce collectif, contactés depuis ma boîte mail professionnelle, à l'exception du dernier que j'ai directement appelé (fig. 6).



Figure 8 – Capture d'écran d'un mail de contact (Avril 2021)

À l'issue de ce premier tour, il était nécessaire d'agrandir l'échantillon et surtout rencontrer des participants résidant dans d'autres zones géographiques que l'Île-de-France, afin de mieux coller à la réalité spatiale du mouvement. Globalement, les mobilisations « se répartissent assez bien sur l'ensemble du territoire national¹ », mais on observe dans le détail des zones plus actives que d'autres, selon que l'on regarde l'activité en ligne ou le nombre d'actions physiques :

« L'ensemble de la façade atlantique présente des niveaux élevés de mobilisation, tout comme l'arc méditerranéen, le Nord et l'Alsace. Les espaces associés à la diagonale du vide font également partie de ceux dans lesquels on observe une faible activité sur Facebook. Cependant, certains départements peu denses sont en fait très mobilisés si l'on rapporte la mesure au nombre d'habitants, à l'instar du Lot, de la Charente ou des Hautes-Alpes. [D'un autre côté] nous observons une mobilisation physique nettement plus faible en Bretagne que la mobilisation *online*, de même pour l'Alsace. Un axe Paris–Clermont-Ferrand, absent de la mobilisation *online*, vient ici couper la diagonale du vide². »

Je me suis donc efforcé de sortir de l'Île-de-France, même si les contraintes temporelles du recrutement n'ont pas permis de reproduire dans l'échantillon la géographie réelle du mouvement. C'est paradoxalement grâce à un entretien mené avec une figure du mouvement vivant en Essonne (que j'ai contactée *via* une rencontre fortuite avec un journaliste de RT France), que j'ai pu obtenir le contact d'une militante normande. Après l'avoir appelée et obtenu son accord pour un entretien en face-à-face, je lui ai demandé si elle connaissait d'autres Gilets jaunes

¹ Alexandre Grondeau et Sébastien Bridier, « Contribution à une géographie des Gilets jaunes. Des centres urbains de la colère aux ronds-points de la contestation », *Géographie et cultures*, 2020, n° 114, p. 41.

² P.C. Boyer et al., « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes », art cit, p. 122-124.

vivant dans sa région. Me répondant par l'affirmative, elle me proposa d'arranger une journée dans une salle de son commerce pour rencontrer trois autres participants.



Figure 9 – Capture d'écran d'une proposition d'entretien envoyée via Messenger (Novembre 2021)

Après ce groupe normand, je me suis mis à envoyer des messages privés à des groupes et des pages Facebook liés au mouvement afin de trouver de nouveaux participants (fig. 9). Une militante m'a contacté par mail à la suite d'un de ces messages. Comme elle vit à Paris je n'ai pas souhaité faire d'entretien avec elle, mais elle m'a donné le contact de Gilets jaunes niçois et de Haute-Savoie, ce qui me permit de réaliser cinq entretiens dans chacune de ces zones. Ce fut ensuite au tour d'un média militant brestois de répondre à ma sollicitation, ce qui donna lieu à quatre entretiens (dont un par téléphone en raison d'un contretemps de la part de l'enquêté). Une chercheuse qui travaille sur le mouvement me donna également le contact d'un militant montpelliérain, ce qui me permit de réaliser un dernier déplacement à Montpellier (deux entretiens) puis dans la région de Perpignan où je réalisais six entretiens avec sept personnes différentes. En effet, une militante ayant dû se décommander, mon contact local me mit en relation avec une autre personne qui accepta un entretien dans la journée. Arrivée chez elle, la présence de son compagnon, lui aussi Gilet jaune, me donna l'opportunité de réaliser un entretien avec le couple, me permettant d'obtenir du même coup le témoignage d'une personne en plus.

Mes démarchages ultérieurs se sont avérés moins réussis (des sessions prévues à Châteauroux et à Chartres furent décommandées par les participants), mais, avec déjà vingt-huit enquêtés pour le terrain principal, il m'était maintenant possible de compléter par des entretiens « isolés ». Cela se fit avec un organisateur de l'ADA de Commercy (Meuse) par téléphone, son emploi du temps très chargé n'ayant pas permis une rencontre en face à face, un militant toulousain contacté sur Twitter (entretien réalisé par téléphone) et enfin une militante de Seine-Saint-Denis rencontrée lors d'une manifestation. Vingt-neuf entretiens ont été réalisés auprès de trente personnes pour le terrain principal, auxquels on peut ajouter huit personnes avec le

terrain préliminaire qui offre également des réponses exploitables, soit trente-huit enquêtés en tout (Annexe n° 1).

5.2.2 Caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon

La région la plus représentée est l'Île-de-France avec dix personnes (huit dans le Val-de-Marne, une dans l'Essonne et la Seine-Saint-Denis), ensuite l'Occitanie avec huit (cinq dans les Pyrénées-Orientales, deux dans l'Hérault et une en Haute-Garonne), l'Auvergne-Rhône-Alpes (Haute-Savoie) avec six, la Provence-Alpes-Côte d'Azur (Alpes-Maritimes) avec cinq, la Bretagne (Finistère) et la Normandie (Orne) avec quatre et le Grand Est (Meuse) avec une.

Mon échantillon compte vingt-et-un hommes (dix-huit pour le terrain principal) pour dix-sept femmes (douze), ce qui donne un pourcentage respectif de 55 % (60 %) et 45 % (40 %), à comparer aux 43 % de femmes présentes dans l'échantillon constitué par le « Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes » (CEGJ) dans son étude pionnière menée entre novembre 2018 et avril 2019¹. En revanche, sur mes six intermédiaires principaux (soit les personnes qui m'ont mis en relation avec la majorité des enquêtés d'une zone géographique), trois sont des femmes, ce qui rejoint le constat du CEGJ qu'elles assurent souvent une forme de *leadership*².

La répartition par âge diffère en revanche de leur enquête. Mon échantillon compte une plus grande part de personnes dans les tranches 40-49 ans, 60-69 ans et 70-79 ans, moins dans les tranches 20-29 ans, 30-39 ans et 50-59 ans (et aucune entre 10-19 ans et au-dessus de 80 ans). De plus, alors que le CEGJ ne mentionne pas de moyenne d'âge, les personnes que j'ai rencontrées ont 52 ans de moyenne (54 ans pour les femmes et 51 ans pour les hommes).

En ce qui concerne la catégorie socioprofessionnelle, le décompte selon la PCS de 2020 à un chiffre donne les résultats suivants comparés à ceux de l'étude de Bedock et ses collègues³ :

PCS	Effectif (n = 38)	Pourcentage (n = 38)	Bedock et al. (2020) (n = 927)
1_Agriculteurs	0	0 %	2 %
2_Commerçants, artisans et chefs d'entreprise	8	21 %	11 %
3_Cadres et professions intellectuelles supérieures	4	11 %	12 %
4_Professions intermédiaires	12	32 %	23 %
5_Employés	12	32 %	25 %
6_Ouvriers	2	5 %	27 %

Tableau 2 – Répartition des enquêtés par PCS 2020 à un chiffre et comparaison avec l'ensemble du mouvement

¹ Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation », art cit, p. 880.

² *Ibid.*

³ C. Bedock et al., « Une représentation sous contrôle », art cit, p. 241.

Mon échantillon se caractérise donc par une surreprésentation de commerçants, artisans et chefs d’entreprises, de professions intermédiaires et d’employés, ainsi qu’une forte sous-représentation d’ouvriers. Finalement, seule la part de cadres et professions intellectuelles supérieures s’avère similaire à celle de leur étude. J’ai pu remarquer lors de l’enquête que les personnes rencontrées se caractérisaient par une situation matérielle généralement moins précaire que celle d’une bonne partie de la mobilisation réelle. De plus, la comparaison avec l’étude de Bedock et ses collègues fait apparaître une surreprésentation d’individus diplômés du supérieur et une sous-représentation de diplômés du secondaire (baccalauréat général, technologique ou professionnel, CAP, BEP). Toutefois, les écarts avec leur échantillon qui sont respectivement de +6 % et -4 % ne sont pas démesurés, et la part de personnes sans diplôme du secondaire est assez proche.

Diplôme le plus élevé obtenu	Effectif (n = 38)	Pourcentage (n = 38)	Bedock et al. (2020) (n = 927)
Brevet des collèges, aucun diplôme	5	13 %	15 %
Diplôme du secondaire	16	42 %	46 %
Diplôme du supérieur	17	45 %	39 %

Tableau 3 – Répartition des enquêtés par diplôme le plus élevé et comparaison avec l’ensemble du mouvement

Enfin, il convient d’interroger le degré de politisation de l’échantillon, difficile à évaluer clairement sur la seule base d’indicateurs statistiques. En effet, les formes d’engagement préalables au mouvement sont multiples et difficilement quantifiables. Par exemple, le mouvement des Gilets jaunes fut la première contestation sociale à laquelle certains enquêtés ont pris part. Mais certains d’entre eux avaient déjà exercé des responsabilités syndicales ou associatives, ce qui peut constituer une disposition à l’engagement politique. Inversement, le vote n’est pas nécessairement synonyme d’un engagement politique approfondi.

Globalement, trois types de profils se distinguent. D’une part, on trouve des personnes qui étaient déjà rompues à l’activisme politique, sous des formes variées, avant le mouvement. Pour ce groupe, la mobilisation des Gilets jaunes s’inscrit dans une continuité avec leur engagement précédents, leur profil étant associé à un capital culturel généralement plus élevé. Je tiens au passage à signaler un contingent notable d’enquêtés passés par le trotskysme (Corinne à LO, Jean-Pierre à la LCR et Jean-Jacques au POI), où ayant découvert cet engagement par les sociabilités du mouvement des Gilets jaunes (le groupe de Haute-Savoie). On retrouve également des personnes dont l’engagement est moins prononcé, qui n’avaient jamais manifesté auparavant ou alors peu avant les Gilets jaunes, et pour qui le mouvement des Gilets jaunes représente une certaine rupture dans le rapport au politique. Cependant ceux-ci pouvaient voter, ou avoir d’autres engagements syndicaux ou associatifs. Enfin, un groupe pour qui le mouvement des

Gilets jaunes représente un véritable éveil à la politique, et qui n'avaient auparavant aucun engagement politique explicite.

5.2.3 Conduire des entretiens et les analyser

L'entretien semi-directif, qui est une des techniques les plus utilisées dans les enquêtes qualitatives, consiste à poser des questions ouvertes à partir d'un guide d'entretien, sans toutefois s'y attacher de manière trop rigide, en laissant l'enquêté s'exprimer le plus librement possible tout en recentrant la discussion lorsque ce dernier s'éloigne trop du sujet¹. La rédaction du guide d'entretien s'est faite en choisissant les thématiques à explorer, détaillées par des sous-thèmes voire des questions précises, en tenant particulièrement compte des buts de la recherche, du cadre conceptuel et des questions de recherche (Annexe n° 2). Il faut néanmoins avoir à l'esprit que le guide d'entretien « évolue compte tenu des résultats obtenus lors des premiers entretiens. C'est alors que le chercheur remarque qu'il lui faut préciser certains aspects de son instrument. Autant dire que les premiers entretiens sont des tentatives de mise au point, une certaine manière de vérifier la qualité de l'entretien, d'en assurer une fiabilité acceptable² ». C'est le rôle des entretiens exploratoires que d'aider à « déblayer le terrain » à partir d'un premier jet, en modifiant le guide au fil des premières rencontres.

Ne sachant pas bien comment opérationnaliser l'idée de « contradiction herméneutique », la première version du guide était structurée en trois thèmes hérités de mon enquête de mémoire de Master : la citoyenneté, les médias et le web. Cela me permit d'observer que le décalage entre le vécu des acteurs et le discours des médias était bien évoqué spontanément, ce qui m'incita à restructurer le guide pour donner plus de place aux circonstances d'engagement dans le mouvement des Gilets jaunes, et à l'expérience militante. De plus, l'importance croissante de la notion de « carrière militante » dans ma recherche m'a conduit à prêter davantage attention aux moments de bifurcation qui « révèlent alors les forces qui agissent sur les parcours dans le temps court (événement, proposition, action d'un tiers...), mais aussi les forces du temps long qui deviennent plus conscientes et exprimées dans les récits et les argumentaires lorsqu'il y a un choix à faire³. »

¹ Jacques Marquet, Luc Van Campenhout et Raymond Quivy, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 6^e éd., Malakoff, Armand Colin, 2022, p. 204.

² Gérald Boutin, *L'entretien de recherche qualitatif. Théorie et pratique*, 2^e éd., Québec, Presses de l'Université du Québec, 2018, p. 150.

³ Claire Bidart, « Bifurcations biographiques et ingrédients de l'action » dans Marc Bessin, Claire Bidart et Michel Grossetti (eds.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2009, p. 227.

Finalement le guide d'entretien stabilisé se décompose en quatre parties, regroupant des questions ouvertes, que je coche au fur et à mesure que l'enquêté aborde le sujet, que ce soit spontanément ou à ma demande. Avant de les aborder, je demande à la personne de se présenter généralement, ce qui permet de faire apparaître les bifurcations structurant le regard porté sur le parcours de vie. Je commence en général par les pratiques médiatiques afin de mieux connaître le rapport à l'actualité, les titres consultés, les supports favoris. Vient ensuite le parcours politique, en insistant sur les circonstances d'entrée dans le mouvement des Gilets jaunes et le parcours militant préalable. Cela me permet de basculer vers la question spécifique de la critique des médias en demandant comment a été vécu le traitement médiatique du mouvement. En raison de l'avis invariablement négatif, je demande ensuite comment la personne explique ce décalage entre son vécu de Gilet jaune et la couverture médiatique du mouvement. C'est en général à ce moment que j'ai pu savoir comment la question médiatique a pu être politisée (contenus en ligne, discours militants, lectures de sciences sociales, raisonnement ordinaire...). Enfin, je termine par des questions sur le rapport au numérique, et l'opinion sur les apports d'internet aux pratiques politiques et citoyennes. Néanmoins, j'ai privilégié une discussion naturelle, ce déroulé me servant de repli au cas où l'entretien patine.

À chacune de ces étapes je me suis efforcé de demander à la personne de dresser l'historique de ses pratiques et de ses jugements : « quand est-ce que vous vous êtes rendu compte de cela ? », « comment avez-vous découvert ce média ? », « depuis combien de temps faites-vous cela ? », ainsi que sur la manière dont la famille a pu jouer un rôle dans cette critique : « quel était la place de la politique dans votre famille ? », « est-ce que vos parents lisaient le journal/regardaient la télé, etc. ? »... Ces questions ont pour but de faire apparaître les dispositions en mettant au jour « les *cadres* (univers, instances, institutions), les *modalités* (manières, formes, techniques, etc.), les *temps* (moment dans un parcours individuel, durée des actions socialisatrices, degré d'intensité et rythme de ces actions) et les *effets* (dispositions à croire, à sentir, à juger, à se représenter, à agir, plus ou moins durables) de socialisation¹. »

L'identification des moments de bifurcation et des dispositions prend une place importante dans l'étude des « carrières ». Un écueil à éviter est celui de se contenter de restituer le discours des enquêtés sans interroger les catégories qui en sont au principe. Au contraire, l'analyse des « carrière » demande « la prise en compte (par opposition à une sociologie qui les disqualifierait) des perceptions, définitions et expériences des interviewées et leur objectivation, l'analyse

¹ Bernard Lahire, *Dans les plis singuliers du social. Individus, institutions, socialisations*, Paris, La Découverte, 2013, p. 117.

sociologique de ces discours ne se limitant ni à leur enregistrement passif ni à une simple mise en forme rhétorique¹. » L'analyse consiste ainsi à repérer, au-delà des grands thèmes des entretiens, les phénomènes qui structurent la parole des participants en s'intéressant à la signification qu'ils donnent à leur expérience². L'analyse des « carrières » doit aussi échapper à « l'illusion biographique » qui désigne la mise en cohérence *par* l'enquêté de son récit de vie. Il faut ainsi tenir compte de la structuration de l'espace social qui a rendu possible le parcours de l'enquêté³. C'est en agrégeant les informations recueillies en entretiens sur les parcours, que l'on pourra justement faire apparaître les structures de possibilité sous-jacentes, soit les séquences de carrières communes aux différentes personnes⁴.

5.2.4 Quelques lignes pour une auto-analyse

Il est par ailleurs nécessaire d'objectiver sa place dans le dispositif d'entretien. La production d'un discours résulte en effet d'une interaction particulière, et pour « atteindre les informations essentielles, l'enquêteur doit en effet s'approcher du style de la conversation sans se laisser aller à une vraie conversation : l'entretien est un travail, réclamant un effort de tous les instants⁵. » Une difficulté est que cette interaction, en dépit de toute bonne volonté, reste une interaction sociale. Il s'agit alors de faire preuve de réflexivité en cherchant à comprendre la relation de la personne à l'objet d'enquête, tout en ayant conscience des effets produits par cette condition si particulière d'enquêteur doctorant, à la fois débutant et en même temps doté d'un important capital culturel et symbolique générateur d'asymétries dans la relation d'entretien. Comme il est illusoire d'essayer de se soustraire aux logiques du monde social, on doit tenter de « réduire au maximum la violence symbolique qui s'exerce à travers [cette relation]⁶ ». Malgré ces tentatives, les entretiens gardent immanquablement les traces de ces dissymétries sociales dont les déterminants ne s'expliquent que partiellement par les propriétés sociales objectives des personnes (âge, sexe, CSP, niveau d'études, etc.).

C'est avant tout avec celles et ceux qui, comme moi, témoignent d'un habitus clivé ou polarisé, que la relation d'enquête s'est le mieux déroulée, se trouvant dans ces cas « un accord immédiat et continûment confirmé sur les présupposés concernant les contenus et les formes de la

¹ Muriel Darmon, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 2008, vol. 21, n° 82, p. 157.

² Pierre Paillé et Alex Mucchielli, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 5^e éd., Paris, Armand Colin, 2021, p. 359-420.

³ Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, n° 62-63, p. 71.

⁴ M. Darmon, « La notion de carrière », art cit, p. 162.

⁵ Jean-Claude Kaufmann, *L'entretien compréhensif*, 4^e éd., Paris, Armand Colin, 2016, p. 47.

⁶ Pierre Bourdieu, « Comprendre » dans *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 1393.

communication¹ ». Quelques mots sur ma personne s'imposent donc. Fils d'une famille de classe moyenne, je ne compte plus les paradoxes et les contradictions qui traversent les univers sociaux que j'ai traversés. Mon père était fils d'un immigré juif roumain devenu acteur et metteur en scène et d'une mère au foyer juive d'origine russe. Né en 1946, il n'a pas obtenu son baccalauréat, mais profita pleinement des Trente Glorieuses en menant une carrière de marionnettiste dans une troupe prestigieuse, tournant à travers le monde avant de se stabiliser à partir des années 1980 en travaillant au Bébête Show puis aux Guignols de l'info. Ce lien biographique, avec ce que furent les versions les plus populaires de la critique de la politique et des médias, ne me vint à l'esprit que tard dans mon travail de thèse, oubli qui réclamerait à lui seul une analyse spécifique. Ma mère est née au Maroc en 1956 dans une famille sépharade qui immigra en France en 1968, mon grand-père publicitaire pour la Shell à Casablanca se trouvant relégué comme pompiste à son arrivée en Seine-Saint-Denis avant de devenir comptable, ma grand-mère restant mère au foyer. Ma mère mena des études de langues puis commença une thèse sur le *Carmen* de Bizet qu'elle ne finira jamais. Aujourd'hui à la retraite, son parcours professionnel s'est stabilisé en devenant enquêtrice qualitative *freelance* pour différents instituts d'opinion (IFOP, IPSOS, Sofres, etc.), faisant œuvre de sociologie sans le titre et installant depuis mon enfance la situation d'entretien, ses recrutements, ses déplacements, ses retranscriptions, ses rapports et ses synthèses dans mon environnement quotidien.

Mes parents, tous deux athées, ne se sont jamais donnés d'étiquette politique précise, et leurs convictions résolument ancrées à gauche se sont longtemps traduites par un vote socialiste coloré d'un discours bienveillant envers la gauche radicale. Ayant grandi à Paris dans le quartier de Belleville, j'ai été témoin de la transformation d'un espace initialement populaire en *melting-pot* gentrifié, où le monde des travailleurs pauvres cohabite avec les lieux culturels branchés. Toute ma scolarité s'est faite dans le public, ce qui m'a donné à voir, là aussi, l'arbitraire des inégalités sociales, en particulier au collège. Un exemple parfait de cette mobilité entre les antipodes de l'espace social est les dîners organisés chez ma tante paternelle dans son immense appartement du VI^e arrondissement qui appartenait à mon oncle musicien de jazz. Sa conversation toujours érudite et loufoque tranchait avec l'environnement du collège que je retrouvais le lendemain, où la plupart des élèves appartenaient aux classes populaires d'immigration maghrébine, d'Afrique de l'Ouest, et asiatique.

Quant à mon rapport aux médias, le rituel quotidien du Zapping, des Guignols puis du Journal de 20 heures sur France 2, a aussi bien consacré l'actualité « sérieuse » que le regard critique

¹ *Ibid.*, p. 1395.

dans l'ordre de mes préoccupations politiques. De mémoire, la publication des caricatures de Mahomet par *Charlie Hebdo* en 2006 fut une des premières mises en tension avec les médias *mainstream* qui se rangeaient comme un seul homme derrière Philippe Val. Scolarisé dans un collège avec une majorité d'élèves musulmans, je trouvais choquant d'exalter un mépris infligé aux familles de mes camarades et je ne comprenais pas que le discours médiatique ait tant de mal à distinguer la légalité d'un choix éditorial de sa légitimité morale que l'on devait au moins pouvoir discuter. C'est finalement lors de ma Licence d'économie que s'est vraiment cristallisée chez moi une critique des médias. Lors de la campagne de l'élection présidentielle de 2012 marquée par le sujet de la dette publique, j'ai fait l'expérience d'un décalage énorme entre l'enseignement universitaire et le discours médiatique. Le cours d'économie du budget, de la fiscalité et de la protection sociale, assuré par l'économiste « atterré¹ » Bruno Tinel, démontait méthodiquement les idées reçues sur la dette. Ce sont pourtant ces mêmes idées reçues que j'entendais ressassées le soir, notamment par le journaliste économique François Lenglet (présenté comme « expert ») dont j'apprenais en plus qu'il n'est que diplômé de lettres modernes ! Par la suite, la découverte du *Monde diplomatique*, d'Acrimed et des interventions de Bourdieu et de Chomsky sur les médias me donna des ressources analytiques qui m'ont conduit à vouloir étudier cette question dans un cadre académique. Alors que je rédigeais mon mémoire sur les vidéos critiques des médias, l'irruption du mouvement des Gilets jaunes mit ce sujet à l'agenda médiatique. Sans pressentir l'ampleur de ce qui allait se passer, j'ai eu très tôt de la sympathie pour cette contestation qui impliquait enfin les classes populaires absentes des manifestations contre la Loi travail ou de la Fête à Macron. Les premiers samedis furent des moments d'exaltation pour moi qui les suivais sur BFM TV et sur les RSN, car je percevais une véritable fébrilité du côté du pouvoir politique et dans les attitudes des journalistes vedettes, mettant du même coup au jour leurs proximités idéologiques. La publication des premières revendications du mouvement et le soutien affiché par des figures de la gauche radicale² finirent de me convaincre que la réalité du mouvement avait été largement déformée par sa couverture médiatique. Cependant, en dehors d'une poignée de manifestations, je n'ai jamais rejoint le mouvement des Gilets jaunes, me sentant alors trop éloigné de leurs conditions matérielles d'existence et de leurs difficultés.

Voici donc tout ce qui pouvait autant m'éloigner que me rapprocher des enquêtés. Malgré les différences inévitables, mon parcours m'a donné un ingrédient essentiel à la conduite de

¹ Les *Économistes atterrés* sont un collectif d'économistes hétérodoxes, engagés à gauche.

² Frédéric Lordon, *Fin de monde ?*, <https://blog.mondediplo.net/fin-de-monde>, 5 décembre 2018.

l'entretien : l'engagement. À rebours d'une certaine conception exigeant une neutralité maximale de la part de l'enquêteur, Jean-Claude Kaufmann revendique le fait de réagir aux propos de son interlocuteur, en rebondissant, en faisant part d'une certaine approbation ou de sa surprise, bref de montrer ses idées et ses émotions, tout en maîtrisant cette expression car l'enquêté doit rester le protagoniste central de l'interaction¹. Pour ma part, j'ai surtout joué sur les références communes que je pouvais avoir avec les enquêtés, en suggérant parfois des publications ou des personnalités susceptibles de plaire à la personne, dynamisant ainsi les discussions.

Il faut enfin préciser que certains entretiens sont très marqués par leurs conditions de réalisation. Devant parfois enchaîner les rencontres, et donc contraint par les horaires de rendez-vous et des transports, je n'ai pas toujours pu bénéficier du cadre idéal d'une discussion prolongée dans un environnement calme. Cependant, les coups de main offerts par les enquêtés qui sont venus me chercher ou me conduire à la gare, m'ont offert des moments d'observation révélant davantage d'éléments sur la personne (notamment le rapport aux autres et à l'entraide). C'est dans ces situations qu'il est possible de discuter informellement, de faire connaissance afin d'établir une relation de confiance, mais aussi d'apporter des précisions sur mon activité et mon enquête. Lors de ces moments, les enquêtés anticipent parfois les questions sur les médias ou le mouvement, me parlent de l'environnement sociopolitique de la région, ou évoquent des sujets d'actualité. Cela a pu me donner des éléments de relance ou de rebond au cours de l'entretien (« tout à l'heure dans la voiture vous écoutiez cette station de radio... », « vous me disiez précédemment avoir rejoint le mouvement à tel moment », etc.). Enfin, lorsque j'étais accompagné, il m'est arrivé de pouvoir poser quelques questions, avec l'enregistreur allumé afin de compléter l'entretien et ne pas manquer le rendez-vous suivant.

5.3 Les données de la recherche collective PIL

La recherche Pluralisme de l'information en ligne (PIL), financée par l'ANR et dont mon laboratoire (IRMÉCCEN) était partenaire, a lancé en 2019 une grande enquête sur les pratiques informationnelles des Français². Les résultats publiés en janvier 2022 dans le rapport « Les Français et les médias » ont été tirés d'un questionnaire élaboré par les chercheurs participant à l'ANR. Il fut diffusé en ligne du 3 au 15 mai 2019 par un institut de sondage – soit en plein

¹ J.-C. Kaufmann, *L'entretien compréhensif*, op. cit., p. 52.

² L'ANR PIL s'est donnée pour objet d'« analyser et évaluer les effets socioéconomiques des transformations engendrées par le numérique sur la qualité et le pluralisme de l'information (QPI) dans l'univers des médias. ». <http://www.anr-pil.org/> (consultée le 12 juin 2023).

pendant la crise des Gilets jaunes – auprès d’un panel de 4 350 personnes représentatif de la population française selon la méthode des quotas (âge, genre, PCS, localisation)¹. Le questionnaire distribué comportait notamment un item demandant au répondant sa proximité avec le mouvement des Gilets jaunes : j’ai donc contacté le responsable de l’étude, Sylvain Dejean, qui a accepté de me transmettre les données récoltées afin de pouvoir extraire les réponses des participants au mouvement des Gilets jaunes ($n = 189$). Voici les caractéristiques sociodémographiques de l’échantillon :

Gilets jaunes ANR PIL ($n = 189$)	Échantillon entretiens ($n = 38$)	Échantillon Bedock et al. (2020) ($n = 927$)
Hommes : 58,7 % Femmes : 41,3 %	Hommes : 55 % Femmes : 45 %	Hommes : 58 % Femmes : 42 %
Âge moyen : 44 ans	Âge moyen : 52 ans	Âge moyen : 42 ans
Brevet des collèges, aucun diplôme : 9 % Diplôme du secondaire : 45,5 % Diplôme du supérieur : 45,5 %	Brevet des collèges, aucun diplôme : 13 % Diplôme du secondaire : 42 % Diplôme du supérieur : 45 %	Brevet des collèges, aucun diplôme : 15 % Diplôme du secondaire : 46 % Diplôme du supérieur : 39 %
1_Agriculteurs : 0 % 2_Commerçants, artisans et chefs d’entreprise : 5 % 3_Cadres et professions intellectuelles supérieures : 10 % 4_Professions intermédiaires : 16 % 5_Employés : 27 % 6_Ouvriers : 12 % 7_Retraités : 19 % 8_Inactifs : 11 %	1_Agriculteurs : 0 % 2_Commerçants, artisans et chefs d’entreprise : 21 % 3_Cadres et professions intellectuelles supérieures : 11 % 4_Professions intermédiaires : 32 % 5_Employés : 32 % 6_Ouvriers : 5 % 7_Retraités : NA 8_Inactifs : NA	1_Agriculteurs : 2 % 2_Commerçants, artisans et chefs d’entreprise : 11 % 3_Cadres et professions intellectuelles supérieures : 12 % 4_Professions intermédiaires : 23 % 5_Employés : 25 % 6_Ouvriers : 27 % 7_Retraités : NA 8_Inactifs : NA

Tableau 4 – Propriétés sociodémographiques des enquêtes de la recherche PIL de 2019 comparées avec celles des enquêtes de mon terrain et l’ensemble du mouvement

On voit donc que l’échantillon constitué est plus jeune que mon terrain et proche de la population Gilet jaune globale. Les répondants sont également un peu mieux dotés en capital scolaire en moyenne. En ce qui concerne le positionnement politique des répondants, l’échantillon est très polarisé entre l’extrême-droite qui est la mieux représentée avec 21,2 % et l’extrême-gauche qui arrive seconde avec 14,8 % :

+ Gauche —				Centre		— Droite +				NSP
14,8%	6,9%	5,3%	5,3%	12,7%	6,9%	4,8%	4,2%	5,8%	21,2%	12,2%

Tableau 5 – Répartition des enquêtes de la recherche PIL par positionnement politique déclaré – Mai 2019

Au total 32,3 % des répondants se situent à gauche du spectre politique, 19,6 % au centre et 36 % à droite, 12,2 % ne se prononçant pas. Les Gilets jaunes de droite sont donc relativement plus radicaux dans leur positionnement que ceux de gauche.

¹ Sylvain Dejean et al., *Les Français et les médias*, La Rochelle, ANR PIL, 2022, p. 5.

Le questionnaire consiste en cinq rubriques A, B, C, D et E. La rubrique A concerne l'activité en ligne et hors ligne du répondant (utilisation de terminaux numériques, habitudes de lectures, pratiques culturelles, etc.). La rubrique B traite de l'intérêt pour l'actualité et des usages liés (conversations politiques avec les proches, thèmes privilégiés, etc.). La rubrique C concerne les pratiques vis-à-vis de l'actualité, soit les médias consultés, la fréquence de consultation ou les formats utilisés. La rubrique D traite de l'appréciation du traitement de l'actualité, soit le jugement positif ou négatif exprimé à propos de la couverture médiatique d'un évènement particulier ou en général, ainsi que l'opinion sur des questions comme le degré d'indépendance des journalistes par exemple. Enfin, la rubrique E concerne les opinions et les croyances politiques, notamment donc le rapport au mouvement des Gilets jaunes.

C'est à partir de ces données que j'ai pu produire des statistiques sur Excel au moyen de tableaux croisés dynamiques, et mettre en rapport les résultats obtenus avec les déclarations en entretien et les messages publiés sur Facebook. Les statistiques ont été produites à partir des items qui correspondaient aux catégories de l'analyse (ex : l'opinion sur l'indépendance des médias).

TROISIÈME PARTIE



LES RESSORTS DE LA CRITIQUE DES MÉDIAS CHEZ LES GILETS

JAUNES

Chapitre 6 – La formation des dispositions à la critique

J'évoquerai dans ce chapitre différentes instances de socialisation politique qui ont contribué à former des dispositions à la critique chez les enquêtés. Les entretiens menés avec les Gilets jaunes ont en effet donné une grande place à la discussion à propos de leur parcours de vie, en cherchant à comprendre comment ils en étaient arrivés à s'engager dans un mouvement social, comment s'étaient formées leurs opinions politiques, et bien sûr leur jugement sur l'activité des médias. L'interrogation sur les origines sociales, qui ne doit jamais se transformer en interrogatoire, conduit à une introspection dont on perçoit vite si elle relève d'une habitude ou non. En demandant aux enquêtés de se présenter avant d'aborder les différentes thématiques de l'entretien, jaillissent immédiatement les traces d'un rapport spécifique à soi. Il est en effet révélateur que l'on choisisse d'évoquer en premier – voire de s'attarder sur – ses origines familiales, sa carrière professionnelle, ses études ou que l'on abrège en sautant directement au présent pour raconter son engagement au sein du mouvement des Gilets jaunes.

C'est ensuite à moi de noter ce qui a été dit spontanément, ce qui a été évoqué brièvement ou ce qui demande une question spécifique de ma part. Il est bien entendu difficile, et pénible, lors de l'écoute des entretiens de se rendre compte des angles morts de la rencontre. Mais ils sont aussi instructifs de l'interaction que j'ai pu avoir, comment certains sujets ont pu nous absorber, quand d'autres ont été moins creusés. Néanmoins, deux points ont systématiquement fait l'objet d'une question : la politisation et les pratiques médiatiques au sein du foyer d'enfance.

Le rôle de la socialisation dans la formation d'un jugement critique est en effet décisif, comme le note Gaxie : « les ressorts de ces dispositions critiques sont assez largement indépendants des événements et des transformations politiques qui sont souvent invoqués pour expliquer le renforcement de la défiance à l'égard de la politique au cours des dernières années, même si l'on peut constater que certains de ces éléments exercent des effets de réactivation¹. » Très proche de la démarche qu'avait menée Colin Robineau dans son enquête sur les militants autonomes, j'ai moi aussi tenu « le récit de vie [comme l'occasion de faire] le repérage, par une sorte de plongée dans le passé incorporé des militants, des conditions de production de la révolte² », ici en me concentrant sur celle qui vise les médias.

¹ Daniel Gaxie, « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements » dans Jean-Louis Briquet et Philippe Garraud (eds.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 229.

² C. Robineau, *Devenir révolutionnaire, op. cit.*, p. 33.

Ce passé, s'il est profondément marqué par l'enfance et les origines familiales, ne remonte toutefois pas forcément à si longtemps. Âgés en moyenne de 52 ans, les enquêtés sont arrivés dans le mouvement des Gilets jaunes fort d'un long et riche parcours au cours duquel se sont produits de nombreux événements familiaux, scolaires, professionnels et politiques. C'est la conjonction de ces différents moments de socialisation qui permet donc de rendre compte des conditions d'entrée dans la mobilisation.

De plus, il faut noter que s'intéresser aux instances de socialisation politique demande d'interroger au préalable la conception sous-jacente que l'on a du politique. Néanmoins, l'expérience en entretien montre qu'il est beaucoup plus hasardeux qu'on ne le pense de séparer nettement les situations de politisation explicites et implicites. C'est pour cette raison que j'envisage le politique comme un *continuum* entre un pôle qui s'incarne dans un engagement dans le champ politique spécialisé (partis politiques, syndicats, militantisme, etc.) et un autre qui demande une lecture en termes de rapports de domination, comme cela a été proposé par Yassin Boughaba, Alexandre Dafflon et Camille Masclet¹. Ces auteurs préconisent en effet d'envisager la socialisation politique comme la formation d'un « rapport politique au monde social² », qui peut survenir dans des espaces sociaux très variés, producteurs de dispositions au politique variées chez les individus, et entre eux.

6.1 Une socialisation familiale qui préfigure la critique à venir

Comprendre la socialisation à l'intérieur de la famille demande de tenir compte de la structure socialisatrice qui varie de familles en familles. Non seulement les familles se différencient selon leur classe sociale, leur implantation géographique, leur morphologie (nombre de frères et de sœurs, divorce, reconstitution, etc.), mais même entre deux familles statistiquement semblables il est possible de rencontrer des variations. Ce ne sont pas des agrégats statistiques qui agissent dans le monde social et que l'on rencontre en entretien, mais, comme le souligne Lahire, c'est en « construisant des contextes plus restreints, [qu'on] est logiquement conduit, si l'on ne veut pas passer à côté de ce qui fait une grande partie de la richesse des matériaux que la recherche produit, à déconstruire les réalités que les indicateurs objectifs nous proposent, à hétérogénéiser ce qui avait été, forcément, homogénéisé dans une autre construction de l'objet³. »

¹ Yassin Boughaba, Alexandre Dafflon et Camille Masclet, « Socialisation (et) politique. Intériorisation de l'ordre social et rapport politique au monde », *Sociétés contemporaines*, 2018, n° 112, p. 9.

² *Ibid.*, p. 12.

³ Bernard Lahire, *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Seuil/Gallimard, 2012 [1995], p. 51.

Il s'agit donc de repérer comment la socialisation au sein de la famille a pu être en même temps une socialisation aux dispositions critiques. Les configurations familiales des enquêtés présentent ainsi une variété de rapports au politique, des plus explicites, aux formes les plus proto-politiques. Si cette socialisation est loin de tout dire des attitudes à l'âge adulte, il est frappant qu'on puisse y repérer les prémisses d'un rapport critique au monde.

6.1.1 *La transmission explicite de dispositions à la critique*

Le fait de grandir dans une famille politisée, avec des parents qui votent, militent, discutent de politique est un facteur important d'engagement politique à l'âge adulte. Comme l'observe Anne Muxel, « la famille reste un lieu décisif de la fabrique des orientations idéologiques. Près des deux tiers des Français (63 %) s'inscrivent dans la continuité des choix idéologiques de leurs parents : 22 % à droite, 21 % à gauche et 20 % ni à gauche ni à droite¹. » L'échantillon étant marqué à gauche, on retrouve cette filiation chez beaucoup d'enquêtés.

C'est par exemple le cas de Marguerite, 49 ans, qui vit à Villejuif (Val-de-Marne). Sans emploi après avoir quitté son poste d'aide-soignante en 2017, celle-ci vit la politique comme une part intégrante de son identité personnelle (« [la politique] ça prend toute la place, parce que la politique c'est faire partie de la cité »). Sa mère qui l'a élevée seule, était engagée au Parti Socialiste (en dépit de son adhésion à la CGT) témoignant de l'importance de la politique dans le foyer familial : « ma mère elle était au Parti Socialiste parce qu'elle pensait que c'était la gauche à l'époque. Donc nous, on avait des conversations par rapport à ça. Parce qu'elle a cru vraiment que Mitterrand allait faire des trucs vachement bien. » Ses discussions politiques avec sa mère illustrent le fait que la fréquence des discussions politiques en famille est corrélée au degré de politisation familiale². Dans son cas, la critique des médias remonte à son enfance, si bien qu'elle est vécue sur le mode de l'évidence, manifestant depuis son plus jeune âge avec sa mère, syndicaliste à la CGT. Cette expérience lui servira plus tard de point d'appui pour interpréter les situations qu'elle traversera lors du mouvement des Gilets jaunes :

— Marguerite : « J'ai jamais eu confiance [dans les médias]. Parce que moi, ma mère, au niveau des manifs, comme ce qui se passait en bas de chez moi, on sait qu'il y avait une dissonance, quoi. Et puis, elle critiquait les informations quand ils parlaient politique ou quoi que ce soit. C'était pas critiquer pour critiquer, mais elle avait un esprit critique par rapport à ça. »

— Question : « Ça vient un peu d'elle de ne pas leur faire confiance ? »

— M : « J'ai pas l'impression, alors peut-être que, mais j'ai pas l'impression que ça vient d'elle spécialement. Moi, je manifeste depuis que je suis dans le ventre de ma mère. Du coup, j'allais régulièrement à ses manifestations à elle et je voyais régulièrement les flics sortir du fourgon de police et se

¹ Anne Muxel, « La politique dans la chaîne des générations. Quelle place et quelle transmission ? », *Revue de l'OFCE*, 2018, vol. 2, n° 156, p. 34.

² Anne Muxel, « La politisation par l'intime. Parler politique avec ses proches », *Revue française de science politique*, 2015, vol. 65, n° 4, p. 546.

transformer en casseurs, en Black bloc. Je l'ai vu physiquement depuis des années. Donc vous savez très bien que c'était pas des manifestants qui faisaient ça. »

Dans ce cas de lien entre politisation enfantine et lecture critique de l'activité des médias, c'est un cadre de défiance qui est transmis non pas sur le mode de l'inculcation d'une opinion, mais d'une pratique qui dispose à percevoir le discours des médias comme fondamentalement antagoniste à l'engagement politique.

La socialisation politique familiale consiste, chez ceux dont les parents étaient les plus engagés, à avoir été immergés dans un univers où la politique est omniprésente. C'est le cas de Sylvie, adjointe administrative de l'Éducation nationale de 62 ans vivant à Scionzier (Haute-Savoie), qui me signale spontanément l'importance de l'héritage politique familial quand je lui demande de se présenter :

« Depuis l'enfance, je suis tombée dans le chaudron. Mon père est d'origine espagnole, mon grand-père était un réfugié politique. C'était un républicain. Il y a une histoire de famille qui fait qu'il y a eu de l'exil, de la séparation, donc mon père a été sensibilisé à la politique et donc par ricochet, moi aussi. Ce qui fait que, même si je me suis pas engagée tôt en politique, je me suis pas engagée non plus au niveau syndical, j'ai toujours été sensible à tout ce qui est information politique, ce qui est information syndicale. [...] Les parents étaient dans un parti politique, le Parti Communiste. Donc je suis tombée dedans quand j'étais tout petite, mais je n'ai jamais été adhérente. Par contre, il y avait des choses, il y a des détails, mais je ne pouvais pas rentrer complètement dedans et j'étais sensible à cet idéal d'humanisme que représentait le Parti communiste, même si, bien entendu, il y avait des reproches à faire. »

Le fait de partager un positionnement à gauche avec ses parents, bien que son engagement personnel soit plus tardif, est significatif car, « si la discussion politique est plus enracinée et plus habituelle dans les milieux de gauche, c'est aussi parce que la culture politique de la gauche suppose une politisation plus intense, ne serait-ce qu'au travers de ses objectifs de contestation et de transformation de l'ordre social et politique existants¹ ». On voit donc que les discussions dans les familles de gauche ont pour propriété d'intégrer la remise en cause de la parole institutionnelle dans les valeurs transmises à l'enfant, les inscrivant ainsi dans les dispositions politiques acquises.

Même dans les cas où l'enquête ne s'étend pas sur la politisation familiale, on trouve des situations où un ancrage à gauche est décrit comme ayant joué un rôle dans la politisation ultérieure. Marina a 51 ans et vit à Nice (Alpes-Maritimes) avec son fils. Après avoir travaillé dans un cabinet d'expertise comptable, puis dans l'associatif, elle était sans emploi au moment de l'entretien. Ses parents ont émigré de Yougoslavie quand elle était jeune et ont emporté avec eux l'attachement au communisme :

— Marina : « Mon père [...] était immigré, il venait de Bosnie, d'ex-Yougoslavie, mais il était très communiste, mais communiste... »

— Question : « Titiste ? »

¹ *Ibid.*, p. 548.

- M : « Il avait même la statue de Lénine à la maison ! mais j'ai pas trop de lien avec ma famille à l'époque. Donc mon père, il commentait pas la politique en France. Il est venu ici parce qu'il avait une vision de la France communiste, l'État providence, les conquies sociaux, les communistes pendant la guerre. Il avait passé un cap, il vivait sur ce passé communiste français, mais après c'était trop pour lui. »

La description qu'elle donne de l'engagement de son père fait ressortir les traits davantage « folkloriques » et symboliques de cet attachement au communisme, précisant que sa condition d'immigré était un obstacle à un investissement dans la vie politique française. Ici, ce ne sont donc pas des discussions politiques qui ont produit une radicalité dans l'engagement, mais plutôt la légitimité d'un contre-modèle à la société capitaliste, qui a pu s'imposer par son omniprésence dans le foyer familial. Même si elle ne dit plus croire au communisme depuis la chute du Mur de Berlin, elle conserve dans ses positions un attachement à cet héritage, ainsi qu'un rejet de la « société néolibérale ».

Dans le cas de Nathalie, commerçante de 44 ans à L'Aigle (Orne), les grands-parents maternels ont fait de la politique et du communisme « une affaire de famille » et lui ont donné envie de lire jeune les œuvres de Marx :

« À l'époque, le communisme c'était une affaire de famille : de parents à enfants. Mais mes parents n'ont pas voulu suivre ça. Mon père était aussi enfant de cœur mais se considérait athée et ne voulait pas entendre parler de curés [...] il était croyant, mais il n'acceptait pas le système du Vatican. [...] [Ma lecture de Marx] c'est par rapport à mes aïeux qui étaient communistes, et donc j'avais récupéré tous les bouquins de mon grand-père, donc j'aimais beaucoup lire ce que lui avait vécu. Il était très communiste, d'ailleurs il voyageait beaucoup vers la Russie, il est mort là-bas en voyage. »

Cet héritage jouera chez elle le rôle de retardateur de l'engagement politique. Bien entendu son témoignage comporte une part d'interprétation de son propre parcours, témoignant ainsi d'une reconstruction *a posteriori* du récit de sa propre vie.

Sophie a également été marquée par l'engagement politique de son grand-père. Elle m'a reçu dans son pavillon à Sevran (Seine-Saint-Denis) où elle s'est installée avec son mari en 2006. Actuellement en invalidité en raison d'une maladie chronique (après être passée par la comptabilité dans une PME), elle déclare avoir toujours eu des valeurs politiques de gauche. Alors qu'elle votait pour Olivier Besancenot, un discours de Jean-Luc Mélenchon prononcé en 2008 l'amènera vers le Parti de Gauche puis à La France insoumise (LFI) où elle a milité avant de s'en éloigner, déçue par le manque de soutien du mouvement aux soignants refusant la vaccination contre le COVID-19. Fille d'un CRS et d'une mère au foyer « se croyant de gauche alors qu'ils ne le sont pas vraiment », elle insiste sur l'histoire de son grand-père maternel :

« Quelque chose d'important, c'est qu'il y a un historique dans ma famille. Ma famille vient d'Algérie, ils étaient pieds-noirs d'origine espagnole, ils ont immigré en Algérie et ensuite ils sont devenus français. Mon grand-père est né au début du XX^e siècle. Il a été un des premiers adhérents au Parti communiste. En 1920, il avait 16 ans et il était cégétiste, il travaillait à EDF. Donc il a tout le temps milité là-bas, il était pour l'égalité entre les Algériens et les Français. Je crois que dans les années 50, c'était de Gaulle ou Mitterrand je ne sais plus, ils ont fait une rafle de tous les

communistes. Mon grand-père était adjoint avec un maire qui était connu qui s'appelait Just Rabaud, c'était l'ami d'un militant communiste qui a été torturé et tué par l'armée française, un jeune mathématicien qui avait une vingtaine d'années, d'ailleurs, c'est notre cher ami Macron qui a reconnu ça il y a quelques années. Ils ont été raflés par la police française, ils ont été internés pendant cinq ans, sans procès, sans jugement. C'était sur le camp de Lodi y a eu un livre là-dessus. Donc mon grand-père, c'était un militant politique. [...] Je pense que ma grand-mère, elle a survécu par ses sœurs qui avaient de l'argent. C'est bizarre. Je pense qu'il y avait une omerta là-dessus. Dans la famille, on n'en parle pas toute la génération d'après, donc celle de ma mère. Et ils ont renié l'engagement du grand-père. Ils ont dit que c'était de sa faute. Ils ont pas incriminé ceux qui l'avaient arrêté. Ils ont dit qu'il aurait pas dû faire de politique et s'occuper de ces gosses, c'est pour ça que pendant plusieurs générations j'étais pas au courant. J'ai retrouvé les informations grâce à Internet et grâce à ce livre sur le camp de Lodi, j'ai compris beaucoup de choses. J'ai même retrouvé des photos de mon grand-père dans le camp, c'était très émouvant. Surtout qu'on était déjà en lutte contre la macronie, c'était comme un héritage que je retrouvais. »

En ce qui concerne Jean, éducateur spécialisé à la retraite de 67 ans qui vit à Bons-en-Chablais (Haute-Savoie), ce ne sont pas ses parents qui l'ont amené vers le PCF où il a longtemps milité, mais son frère, comme il me le raconte quand je lui demande ce qu'il a amené à devenir communiste : « Je sais pas, c'était assez naturel, mon frère était au Parti et puis c'était la colère quoi [...]. Et les gens que j'ai rencontrés, ben c'étaient des militants du PCF ou des militants du mouvement de la jeunesse communiste. » Cela rappelle que la politisation familiale ne se réduit pas à la transmission parentale, mais que les fratries peuvent elles aussi jouer un rôle dans la mise en contact avec le monde politique et le militantisme.

Enfin, le cadre familial élargi peut jouer un rôle bien plus tardif chez des personnes dont les parents n'étaient pas politisés. C'est le cas de Mélanie qui vit à Villejuif (Val-de-Marne) avec son mari et ses deux enfants. À 40 ans, celle-ci entame une reconversion professionnelle après avoir été notamment photographe, et était lors de l'entretien étudiante en Master de psychologie.). Dans son cas, c'est au contact de sa belle-famille qu'elle a commencé à se politiser :

« Finalement c'est plus mon mari quand je l'ai rencontré, sa famille était très politisée, son père lisait *Le Monde diplomatique*, etc. donc pour un peu comprendre ce qui se passait j'ai dû comprendre... il a dû m'expliquer un peu l'histoire, etc. parce que l'actualité elle est toujours liée à quelque chose qui s'est passé alors oui on parle beaucoup [de l'actualité]. Et moi au moment des Gilets jaunes, c'est moi qui lui parlais de ce qui se passait parce que lui il était un peu à l'écart de ça. »

La vie conjugale fut pour elle l'occasion de politiser son regard sur le monde. Darmon remarque que la socialisation conjugale, bien qu'elle intervienne relativement tard dans l'existence (au plus tôt à la fin de l'adolescence), se rapproche de la socialisation primaire par la profondeur des changements qu'elle produit. Cependant, alors que les enfants savent qu'ils sont « formés » par leurs parents, les conjoints collaborent tous deux à construire un univers en commun, ils « ont certes l'impression que la vie commune leur a permis de “découvrir” “qui ils étaient vraiment” et de se rendre compte de “ce qu'ils aimaient vraiment”, mais ce qu'ils perçoivent sous

l'angle de la découverte de soi [...] est en fait une "invention", celle de leur co-construction par la vie commune : ils ne se sont pas chacun découverts, mais bien transformés l'un l'autre¹ ».

Ces différents cas montrent que la critique envers les médias peut puiser dans des ressources familiales de politisation lorsqu'elles sont elles-mêmes orientées vers la contestation de l'ordre du monde. Ce cas de figure n'épuise toutefois pas le rôle des ressources familiales dans la formation d'un jugement contre-hégémonique. Il est notable que, lorsque les enquêtés font part d'une continuité entre l'engagement familial et le leur, cela concerne ceux dont les parents étaient politisés à gauche. Mais l'engagement politique peut également trouver ses sources dans des familles clivées politiquement.

6.1.2 *Le clivage familial ou la socialisation au conflit politique*

D'autres enquêtés ont grandi dans des familles hétérogames politiquement, c'est-à-dire avec des parents ayant des opinions politiques contraires. À propos d'une étude menée en 2014, Muxel note que « seul un petit tiers des couples (31 %) sont dissemblables politiquement, tandis que l'homogamie politique concerne près de sept couples sur dix (69 %). [...] La discordance politique est d'autant plus répandue lorsqu'elle ne porte pas à conséquence, soit dans des univers où la politique n'est pas investie personnellement². » C'est par exemple le cas d'Isabelle, masseuse niçoise de 62 ans, qui me précise que ses parents n'ont « jamais essayé de [la] manipuler » pour la faire voter :

« Ma mère était extrême-droite, mon père plus à gauche. Moi, je suis née en 60 donc, quand je me rappelle de ça, les discussions, elles commencent quand j'ai pu voter. J'ai pu voter en 81 pour Mitterrand. Donc c'est à ce moment-là qu'on avait des discussions sur le fait que je votais pas. Ils respectaient, mais ils comprenaient pas. Ils pensaient que je pouvais pas prétendre à dire que quelque chose n'allait pas puisque je votais pas. Si je disais : "ouais, ça ils font chier, ça va pas" tous les deux, ils étaient d'accord pour dire : "ah bah oui, mais..." »

C'est en partie le conflit qui semble l'avoir tenue à l'écart du champ politique spécialisé, comme lorsqu'elle m'explique le rôle qu'a pu avoir l'expérience de l'élection de François Mitterrand en 1981, et notamment des débats autour de l'abolition de la peine de mort qui ont suscité en elle une ambivalence vis-à-vis de la politique :

« Je ne votais pas en 81, je ne voyais personne qui m'interpelle pour aller voter. Et quand Mitterrand est passé, tout de suite après, il a enlevé la peine de mort, et là, j'entendais tout le monde se disputer. Parce qu'il y avait des gens qui étaient pour qui étaient contre, il y avait des gens applaudissaient à deux mains – c'était mon cas, je me suis dit "putain, le mec, finalement, il me plaît !". En plus, je crois que c'était pas dans son programme. Je me souviens avoir été épatée. Entretemps, j'ai changé d'avis sur la peine de mort, là j'avais 20 ans, je trouvais tout beau, tout joli – la peine de mort, je trouvais ça dégueulasse. Et les gens se disputaient ! Je me disais : "on vote pour un type, il a le pouvoir, il fait ce qu'il veut et on est bien obligé de subir". Je voyais bien que les gens qui étaient

¹ M. Darmon, *La socialisation, op. cit.*, p. 93.

² Anne Muxel, « Le pluralisme politique à l'épreuve de la vie privée : entre normes et pratiques », *Revue française de sociologie*, 2015, vol. 56, n° 4, p. 752.

pour la peine de mort, je comprenais leur point de vue, je me disais : “ces gens-là sont malheureux”. Et personne ne m’a jamais fait se déplacer. »

La difficulté à satisfaire chaque citoyen est ce qui la conduira plus tard à s’enthousiasmer pour le RIC, y voyant la possibilité de conjurer l’exercice personnalisé du pouvoir politique. D’une certaine manière, l’importance accordée au vote est ce qui réunit ses parents au-delà de leurs positionnements politiques diamétralement opposés. C’est d’ailleurs contre ce trait commun qu’Isabelle a développé sa défiance envers le personnel politique et le vote, tout comme une ouverture à la discussion avec des amis issus de tous bords politiques :

« Tant qu’il n’y aura pas le RIC, je n’irai pas voter parce que c’est vraiment le jugement du peuple. Je me fous de savoir que ce soit Macron ou un autre guignol qui sont manipulés par un pouvoir plus haut. J’irai me déplacer vraiment quand on aura le choix, nous, que j’aie pas à choisir entre la peste et le choléra. Là les gens, ils me font rire, ils parlent de l’extrême droite. Moi, j’ai des amis d’extrême droite, ils me parlent de Marine, je leur dis : “mais Marine, c’est la même”. Personne va rien changer. J’espère que ce mouvement de citoyens va amener peut-être un peu de fraîcheur là-dedans. »

Cette défiance envers les dirigeants se remarque également dans la conviction d’une absence réelle de pouvoir politique de leur part, estimant qu’ils « sont manipulés par un pouvoir plus haut », schème attribuant une intentionnalité à la dépossession perçue des citoyens de leur pouvoir politique. Comme on le verra, cette idée se transpose facilement à la critique envers les médias, en particulier dans un contexte de concentration accrue de leur actionnariat.

On trouve également les effets d’un environnement familial politiquement bigarré dans le parcours d’Étienne, artisan chauffagiste de 60 ans qui vit dans une petite ville au sud de Perpignan (Pyrénées-Orientales). Ayant grandi en Lorraine, ses parents étaient tous deux de droite, tandis que ses oncles et ses tantes apporteront de la diversité politique dans le cercle familial :

« Nous on était une famille très politisée puisque ma famille était aussi bien communiste que de droite. Ma mère était de droite, elle suivait mon père, elle était pas politisée. Pas moi, j’ai toujours eu un esprit... eux c’était carré c’était comme ça... moi, non, il fallait toujours que je trouve la solution pour faire autrement. Donc je me suis beaucoup pris la tête avec beaucoup de mes anciens puisqu’ils étaient assez de droite, on va dire que ma famille était plutôt de droite, mais j’avais une autre frange de la famille qui était vraiment de gauche, qui avait fait la résistance. Il y en avait aussi qui étaient gaullistes. »

Son parcours politique a lui aussi été marqué par une certaine indécision politique et le souvenir vivace de l’élection de Mitterrand en 1981. En revanche contrairement à Isabelle, il a « tout le temps » voté. Voici ce qu’il me répond quand je lui demande pour qui :

« Ah ben je suis plus de gauche en tendance. Je vais vous dire c’est étonnant, je suis né en 62 donc j’ai voté pour la première fois en 81. En 81, j’avais même pas encore 19 ans, j’avais 18 ans puisque je suis du mois de juillet et on a voté en mai. La première fois que j’ai voté c’était Giscard d’Estaing au premier tour ! Et en discutant avec mon père, j’ai voté Mitterrand au deuxième tour (rires) et c’est ce qui me fait dire que je suis pas trop politique, je suis pour que les gens arrangent le maximum le peuple, je suis pas pour faire des clans, des privilégiés, et dès que je sens qu’on favorise une classe sociale plutôt qu’une autre, et surtout quand c’est la haute classe sociale. Ça je déteste, il faut quand même essayer d’arranger ceux qui sont le plus bas, moi j’ai une conception comme ça. C’est peut-être une conception pieuse de ma grand-mère qui était très catholique, elle aidait les gens peut-être que j’ai gardé ça. Je sais pas on peut pas expliquer il faudrait faire une introspection sur soi, mais

bon... il y a un peu de ça c'est sûr. J'ai toujours eu une empathie pour les gens, j'aime les gens... je me *fight* avec des gens d'extrême droite, mais je discute avec eux. Je veux savoir pourquoi, ces argumentations qu'ils ont et tout. »

Contrairement à Isabelle, Étienne se positionne politiquement à gauche en se décrivant comme « anarchique (sic) », mais, comme elle, il cherche à dépasser les clivages et les attitudes partisans, en insistant sur sa capacité à interagir avec des individus de tous bords, opposés à ses convictions personnelles et y compris d'extrême-droite. Son positionnement politique, finalement en rupture avec celui de ses parents, est tout de même marqué par des valeurs et des principes de redistribution des richesses. À noter également que cet exercice d'introspection fait ressortir l'influence catholique de sa grand-mère. Julie Pagis avait déjà observé chez les soixante-huitards que le christianisme avait participé à la formation de dispositions à l'engagement politique radical¹. Ici, c'est la transmission de valeurs religieuses qu'il traduit en normes politiques. Plus généralement, la transmission de normes est aussi un facteur d'engagement.

6.1.3 *La réappropriation de valeurs familiales*

Dans l'optique choisie d'envisager la socialisation politique comme formation d'un rapport politique au monde social, il apparaît que la famille peut jouer un rôle important même en l'absence de politisation « intense ». C'est surtout ce qui ressort des entretiens menés lorsque j'interroge les personnes sur le rapport à la politique dans leur famille d'enfance. Invariablement, les enquêtés interprètent la question selon l'acception ordinaire du politique, qui convoque les représentations en termes de partis, d'élus, ou de militantisme. Mais il arrive aussi que les enquêtés nuancent spontanément leur propos en indiquant des formes proto-politiques.

L'attachement aux valeurs familiales est par exemple important pour Viviane qui a 49 ans et vit à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) avec son mari et ses deux enfants. Ses parents, venus de Turquie lorsqu'elle était très jeune, discutaient souvent de politique « sans être politiques, sur l'humain, le droit ». Les discussions, apparemment assez fréquentes pour qu'elle les mentionne, ont pu consacrer, sans être explicitement partisans, l'orientation morale vers autrui et le respect des règles collectives comme un cadre normatif qui a su être réactivé par la suite dans son parcours de vie.

C'est également le cas de Loïc, 30 ans, qui travaille dans le secteur du soin à Brest (Finistère), où il vit avec sa compagne. Se définissant comme étant d'« extrême-gauche », il n'attribue pas à sa famille d'engagement particulier si ce n'est un attachement à des valeurs de solidarité qu'il considère comme une matrice politique à l'origine de son positionnement personnel :

¹ Julie Pagis, « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en Mai 68 », *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n° 1, p. 61-89.

- Question : « C’est quand que t’as commencé à avoir une conscience politique ? »
- Loïc : « Petit, avec les parents. Ils étaient politisés sur les questions sociales, les questions raciales, les questions de société, mais avec une vision “aide ton prochain, au lieu de l’enfoncer” donc “extrême-gauche” (rires). »
- Q : « Mais tes parents, ils votaient pour un parti en particulier ? »
- L : « Alors, on n’est pas dans une famille communiste qui vote PCF. On est dans une famille où on a conscience des réalités du monde, où on se mobilise pas forcément quand même. Moi, je considère que manifester c’est pas forcément suffisant pour se mobiliser. Donc il y a des manif il y a des choses comme ça. Donc juste ça, une vision globale du monde au sens “aide ton prochain”, une vision sociale. »

Loïc s’inscrit donc dans une démarche de radicalisation de l’engagement parental, comme l’avait également remarqué Robineau¹, où l’on conjugue une fidélité aux valeurs familiales transmises – emblématiquement, sous la forme d’un attachement très général à la solidarité, l’entraide, le rejet des discriminations, etc. – à une autonomie ultérieure dans son rapport à ce système normatif. Il est d’ailleurs remarquable que Loïc procède à une mise en cohérence de ses opinions avec celles de ses parents en les qualifiant lui-même d’« extrême-gauche », ce qui suggère une forme de reconstruction réflexive des déterminants familiaux de son engagement politique.

La transmission de valeurs est aussi importante chez Thierry, postier retraité de 70 ans vivant à Cluses (Haute-Savoie). Thierry a été marqué par l’engagement de son père, immigré espagnol : « mes parents n’étaient pas politisés. Pourtant, mon père était d’origine espagnole, il est venu ici pendant la guerre d’Espagne, il a fui Franco, il a fui le franquisme. Il a combattu les Allemands. Il était dans la résistance ici. Il a réussi à s’en sortir, heureusement parce qu’il y en a qui sont restés là-haut. » Cet héritage a pu également jouer un rôle dans la mesure où Thierry a découvert le militantisme aux Jeunesses communistes, découvertes via des « copains de quartier, des amis ». On retrouve ici l’importance de l’engagement parental dans la Résistance contre le nazisme qui a été observée par Erik Neveu chez les soixante-huitards comme étant un facteur d’engagement contestataire ultérieur². Le témoignage de Thierry est par ailleurs à mettre en rapport avec le fait qu’il réside dans la région du Plateau des Glières qui fut l’une des rares zones à être libérée uniquement par les Forces Françaises de l’Intérieur. On peut donc supposer que cet héritage familial a pu trouver un écho dans les commémorations officielles de la Résistance. Plus généralement, on relève fréquemment des renvois à la Résistance et à la Libération dans l’univers symbolique des Gilets jaunes, moment perçu comme opportunité saisie de refonder une société égalitaire sur des bases neuves.

¹ C. Robineau, *Devenir révolutionnaire, op. cit.*, p. 49.

² Erik Neveu, *Des soixante-huitards ordinaires*, Paris, Gallimard, 2022, p. 98-99.

Le mouvement des Gilets jaunes a par ailleurs pu être identifié comme un contexte d'activation de schèmes préalables. C'est ce dont me fait part Antoine, vidéaste de 45 ans qui vit à Montpellier (Hérault), à propos de ses parents qu'il décrit comme « pas politisés », et ayant « travaillé très jeunes » :

« Moi, je viens d'un milieu qui est extrêmement modeste, plutôt ouvrier, de parents qui n'ont pas le bac, etc. Et qui sont eux-mêmes, entre guillemets, vraiment Gilets jaunes dans l'âme. J'ai une amie Gilet jaune qui me disait que, Gilet jaune, c'est un état d'esprit plus qu'autre chose. Moi, j'ai un peu été élevé dans cet état d'esprit là avec ces personnes-là, donc j'ai tout de suite été très à l'aise dans le mouvement. »

C'est d'ailleurs dans le foyer familial qu'il identifie les prémisses de son rapport très critique envers les médias et, même si ses référents actuels le rapprochent de la gauche radicale, d'une défiance exacerbée envers le champ politique spécialisé :

« Dans ma famille, il y a toujours eu ce sentiment que les vraies infos, on nous les dit pas à la télé et notamment sur la précarité, sur l'insécurité, sur l'immigration. Moi, j'ai grandi dans des quartiers difficiles, jugés comme difficiles, j'étais à Aix-en-Provence, j'étais dans la banlieue de la ville, donc c'est des quartiers HLM un peu défavorisés. On est loin du niveau des quartiers nord de Marseille, mais il y a quand même du trafic, il y a quand même des violences, il y a quand même tout ce que Zemmour irait pointer du doigt. Moi, j'ai grandi dedans et donc mes parents avaient l'impression que cette réalité-là était filtrée, justement pour qu'on ne montre pas les images qui dérangent, pour qu'il n'y ait pas un sentiment de racisme, etc. »

On voit déjà se construire un schème de défiance envers un discours perçu comme « dominant », résultant d'un décalage entre son quotidien et l'impression qui se dégage du visionnage des informations. Je dis « impression » car le sentiment que les médias tairaient les questions « sécuritaires » se trouve en porte-à-faux avec les travaux réalisés sur le sujet. Laurent Bonelli observe ainsi, qu'à la télévision, « la fréquence des magazines consacrés à l'“insécurité” suit assez fidèlement les priorités de l'agenda politique¹. » Étant né en 1977 il est cependant probable que les remarques des parents d'Antoine aient été concomitantes avec la construction par le personnel politique du problème de « l'insécurité » au tournant des années 1990². Ainsi, leur critique semble reprendre les discours de responsables politiques, la critique des médias de masse par des leaders d'opinion étant identifiée comme un ressort de cette défiance³.

6.1.4 *Le rapport agonistique à la famille*

Le fait d'avoir grandi dans un milieu populaire est aussi un facteur de critique envers le personnel politique et donc, par association, envers les médias. C'est ce que remarque notamment Gaxie pour qui la probabilité de critiquer le monde politique est fonction de la position sociale d'une personne :

¹ Laurent Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de « l'insécurité »*, Paris, La Découverte, 2008, p. 209.

² *Ibid.*, p. 71.

³ A. Aubert, *La société civile et ses médias*, *op. cit.*, p. 90 ; J.M. Ladd, *Why Americans Hate the Media and How It Matters*, *op. cit.*, p. 126-127.

« Ceux qui s’engagent dans les réquisitoires les plus véhéments contre la politique font souvent face à des difficultés sociales d’origine diverse – depuis le déclassement vers le bas jusqu’à des blocages de carrière en passant par les difficultés familiales – mais dont les effets semblent convergents. [...] Tout semble donc se passer comme si le fait d’affronter des difficultés personnelles sérieuses contribuait à une vue pessimiste des choses qui rejaillit (notamment) sur la politique et exacerbe les dispositions critiques générées par ailleurs¹. »

Le parcours de vie de Monique fournit un exemple de ces difficultés qui ont pu faire émerger une colère et une disposition à remettre en cause l’ordre du monde. Aide-soignante retraitée de 64 ans vivant à Lannilis (Finistère), elle se présente spontanément en mentionnant les difficultés matérielles du milieu rural dans lequel elle a grandi :

« Je suis né dans le Morbihan, en pleine cambrousse. Mes parents étaient fermiers. Ils étaient locataires des terres et de la maison, on a vécu plutôt chichement et même plutôt pauvrement. Je suis issue d’une fratrie de quatre et je suis la seule à être partie à Paris à mes 18 ans pour travailler l’été, et j’y suis resté 12 ans en région parisienne, c’était pas des moments très sympathiques, j’ai travaillé, j’ai fait un peu de tout. »

Vivre des difficultés peut alimenter une critique dans la mesure où cette expérience rendra sensible à la situation des plus démunis envers qui on développera une solidarité d’infortune, à rebours des représentations médiatiques dominantes qui mettent à l’honneur les personnages les plus puissants, et donc les plus privilégiés du monde social. L’omniprésence des épreuves que l’on traverse tranche ainsi avec une bonne partie de la culture médiatique qui se concentre sur la construction d’un consensus.

Ce rapport difficile à la famille se retrouve dans ce que me raconte Célia qui a 43 ans et vit à L’Aigle. Mère célibataire touchant le RSA, sa présentation d’elle-même fait ressortir une identité structurée autour de la remise en question de l’autorité et de l’ordre établi :

« Je suis née d’un père et d’une maman de la classe sociale normale moyenne. Famille nombreuse, neuf enfants, Et comme j’ai fait abstraction de mon enfance, qu’est-ce que je pourrais bien te dire ? Je me sentais pas à ma place, que ce soit dans cette ville, dans ma famille ou sur cette planète. Je me suis cherché et je me cherche encore. Après gamine normale qui a fait des conneries, garçon manqué. Qui voulait aider les gens. Qui cherche à aider les gens et qui a fait plein de trucs. »

Les questionnements individuels pouvant à la longue devenir le mode réflexe d’appréhension du monde, celle-ci a été toute sa vie très active politiquement et a participé à de nombreux mouvements sociaux.

Enfin, le témoignage de Corinne, 67 ans, retraitée du ministère de l’Éducation nationale vivant à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) souligne comment sa condition de classe populaire a pu déboucher directement sur une critique envers les médias :

« Les médias et la télé, bon, c’était plus l’ORTF – j’étais vraiment très jeune en 68 – mais bon, c’était quand même la voix de son maître, quoi. En milieu populaire, on accorde aucun crédit à ce que disent les médias. On est sans cesse obligé de faire un sous-titrage, chose que ne comprennent pas les gens, peut-être intellectuels, qui viennent d’un milieu différent et qui accordent du crédit aux médias, parce qu’en fait, les médias, peut-être, leur ressemblent. Mais en milieu populaire, c’est pas comme ça, il

¹ D. Gaxie, « Les critiques profanes de la politique », art cit, p. 233.

y a un sous-titre automatique, comme dans un film sous-titré. Et on interprète les choses différemment. »

Cette analyse réflexive retrouve finalement celle de Richard Hoggart selon qui les classes populaires prêtent une « attention oblique¹ » aux médias en faisant preuve « d'un scepticisme et d'une défiance à l'égard des hiérarchies, [et en abordant] avec ironie et incrédulité ce qui leur est donné à voir et à lire² ». Lorsque je demande à Corinne de me donner un exemple de cette distance, celle-ci me cite elle aussi un évènement en rapport avec la présidence de François Mitterrand, à savoir la fermeture des usines sidérurgiques de Longwy (moment où avait été créée Radio Lorraine Cœur d'Acier) :

« Je me rappelle sous Mitterrand quand, malgré ses promesses, il a fermé la sidérurgie en Lorraine, il y a eu les émeutes du 22 mars justement. Bon, bien sûr qu'ils ont été dénoncés dans les médias, alors que c'était toute une région qui mourait, et que des familles entières ne pouvaient pas changer de région, vendre leur pavillon et aller dans une autre région. Mais la gauche socialiste s'en foutait royalement, c'était pas leur problème. Donc tout ce qu'ils pouvaient dénoncer de populaire... c'est comme sous la commune de Paris, où les grands Zola et George Sand ont dénoncé les communards. C'est des gens qu'on peut lire et on peut trouver agréable ce qu'ils écrivent, mais c'est pas avec eux qu'on aura une analyse de la situation des milieux populaires. »

Le fait de grandir en milieu populaire peut donc conduire à l'acquisition d'une lecture en termes de classes et d'antagonisme social qui pourra être activée lors de la couverture médiatique d'évènements impliquant des classes populaires. Elle peut ainsi s'appuyer sur le partage d'un vécu et d'une vision du monde pour sympathiser avec l'objet du traitement médiatique, cette proximité rendant plus sensible aux traitements éditoriaux qui peuvent heurter. On remarque également qu'elle n'hésite pas à produire une généalogie de sa critique en reliant le traitement contemporain des mouvements sociaux avec l'attitude des intellectuels du XIX^e siècle vis-à-vis de la Commune de Paris. Il est possible toutefois de repérer d'autres déterminants de son analyse que son milieu d'enfance. En effet, celle-ci a longtemps milité à Lutte Ouvrière et à la CGT, passages qui ont vraisemblablement marqué sa politisation.

Enfin, même en dehors des milieux populaires, certains font remonter à la prime enfance les prémisses de leur critique actuelle. C'est le cas d'Hervé, qui a 70 ans et vit dans les Pyrénées-Orientales non loin de la frontière espagnole dans une maison juchée sur les hauteurs du Vallespir. Né en région parisienne, il a arrêté les études avant son bac (« je suis parti en Terminale ça me cassait les couilles ») et se met à fréquenter des groupes anarchistes, sans être politisé, davantage car cela correspondait à des dispositions agonistiques qu'il fait remonter à son

¹ Richard Hoggart, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, traduit par Françoise Garcias, Jean-Claude Garcias et Jean-Claude Passeron, Paris, Minuit, 1970 [1957], p. 296.

² Maxime Cervulle et Nelly Quemener, *Cultural Studies. Théories et méthodes*, 2^e éd., Malakoff, Armand Colin, 2018, p. 33.

enfance. C'est ainsi qu'il explique sa différenciation des opinions familiales qu'il situe dans la gauche sociale-démocrate mitterrandienne :

- Hervé : « Moi je suis un révolutionnaire dans la tête, j'ai voulu faire la révolution depuis mes 5 ans ! Bon à 5 ans je me rappelle pas, mais moi en 68 j'avais 16 ans, j'étais à fond là-dedans. À l'époque, j'étais à Reims, après j'ai habité Paris et il y avait beaucoup de manifestations dans les années 70, j'étais pas étudiant, mais je m'en foutais. J'ai participé aux manifestations en tant que révolutionnaire professionnel. »
- Question : « C'était quoi le groupe ? »
- H : « Plutôt anarchiste qu'autre chose. D'ailleurs, on s'en foutait, on voulait juste tout casser. »
- Q : « Ta famille, elle était politisée ? »
- H : « Plutôt socialiste. C'est pas mon truc. Mais c'est plutôt comme ça, c'était Mitterrand. »
- Q : « Qu'est-ce qui a fait que t'étais pas socialiste ? »
- H : « Tu sais, ils étaient catholiques aussi, tu sais ce que pensent les parents, t'as plutôt tendance à aller à l'inverse quand t'es adolescent. Mes parents, ils pouvaient bien penser ou faire ce qu'ils voulaient, moi ça, m'était indifférent. Moi je suis pas politisé. J'étais anarchiste parce que pour moi c'était en dehors de la politique. Je me baladais pas avec un drapeau noir dans Paris, c'était plutôt une manière de penser. »

Si l'enfance est le moment de la socialisation primaire, et que la famille et le milieu d'origine restent déterminants pour la suite, il faut noter que le rapport politique au monde ne découle pas d'une simple mécanique d'endoctrinement parental, mais peut prendre des formes variées. De plus, la famille ne saurait être la seule instance de socialisation. Ainsi l'école puis les études supérieures font office d'instances de transition entre l'enfance et l'autonomie politique qui se construit à partir de l'adolescence.

6.2 Les études, l'autonomie, et la configuration de soi-même

La situation scolaire relève-t-elle de la socialisation primaire ou secondaire ? La question se pose tant l'apprentissage formel occupe une large période dans une vie. De la maternelle au lycée, l'élève vit généralement chez ses parents, il est dans une période d'apprentissage fondamentale qui le marquera durablement, moment où s'acquièrent des dispositions destinées à rester tout le long de son existence. Puis vient la fin du lycée, parfois les études supérieures, quand se négocie le passage de l'enfance à l'âge adulte lors de l'adolescence, étape ambivalente où, bien que l'on soit toujours plongé dans le cercle familial, se font également plus pressantes les socialisations propres à soi, notamment dans les groupes d'amis. Bref, c'est lors de cet « entre-deux, entre la position sociale héritée [des] parents et [la] position future¹ » que se forme l'autonomie de l'individu qui deviendra un adulte :

« Les sociétés modernes confient à l'adolescent lui-même le soin de procéder à la reconfiguration de son système d'orientation. C'est pourquoi, au fond, nous ne sommes pas surpris quand l'adolescent entre en conflit avec son milieu familial. Chez nous, la crise d'identité n'est pas prise en charge par

¹ Sébastien Michon, « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie*, 2008, n° 163, p. 64.

le groupe tout entier, elle est une épreuve dont l'individu doit parvenir à se tirer par ses propres moyens¹. »

L'adolescence serait donc un moment de crise car la personne est soumise à des injonctions normatives contradictoires : on lui demande d'obéir à l'autorité comme un enfant tout en assumant de plus en plus les responsabilités d'un adulte. Comme le dit Descombes, ce conflit doit être résolu individuellement, ce qui demande de trouver le chemin de son autonomie.

Traiter du rôle de l'éducation dans la socialisation politique ne peut donc se limiter à une seule forme d'inculcation qu'est le cours d'éducation civique, créé sous la III^e République afin d'émanciper les enfants de la tutelle politique familiale dans une visée d'autonomie citoyenne². Il faut tenir compte du fait que l'école est un lieu de socialisation vis-à-vis de l'institution publique autant qu'aux autres, en particulier via l'intégration à des groupes d'amis, de rencontres qui vont façonner un rapport au monde qui peut se révéler aussi décisif que l'éducation parentale. Si l'école relève d'une délégation éducative de l'État c'est donc un rapport à l'État – et donc à l'institution – qui se forme. C'est alors l'émergence de contradictions qui guette, soit la perception de la contradiction herméneutique vis-à-vis de l'institution car « les normes portées par ces professionnels de l'enfance sont diverses, et elles sont donc souvent concurrentes entre elles avant d'entrer ou non en concurrence avec les attitudes éducatives des familles déterminées par d'autres facteurs³. »

De plus, le parcours scolaire est étroitement lié à la position sociale des parents, comme l'avaient constaté Bourdieu et Passeron quand ils écrivaient que « c'est tout au long de la scolarité, et particulièrement lors des grands tournants de la carrière scolaire, que s'exerce l'influence de l'origine sociale⁴. » C'est dans le milieu familial que se transmettent en effet les différents rapports aux études, en les valorisant comme chez les classes moyennes supérieures ou, au contraire, en ne faisant d'elles qu'une étape avant de travailler comme c'est davantage le cas chez les classes populaires. Les enfants bénéficient également de la transmission familiale de savoirs dont la valeur diffère sur le marché scolaire, ainsi la pratique de la lecture et l'importance de la culture générale sont davantage présentes chez les cadres et professions intellectuelles supérieures. Ainsi, ces inégalités de départ se répercutent dans les parcours scolaires ultérieurs⁵, et donc dans le champ des possibles des élèves.

¹ Vincent Descombes, *Les embarras de l'identité*, Paris, Gallimard, 2013, p. 35.

² Géraldine Bozec, « Émanciper et conformer : les tensions de la socialisation civique à l'école primaire », *Recherches en éducation*, 2014, n° 20, p. 52-65.

³ M. Darmon, *La socialisation*, op. cit., p. 61.

⁴ Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Minit, 1964, p. 25.

⁵ Sylvain Broccolichi et Rémi Sinthon, « Comment s'articulent les inégalités d'acquisition scolaire et d'orientation ? Relations ignorées et rectifications tardives », *Revue française de pédagogie*, 2011, n° 175, p. 15-38.

Les savoirs scolaires peuvent faciliter la politisation : les facilités de lecture permettront l'acquisition plus rapide de connaissances politiques, la culture historique aidera à s'orienter entre les diverses orientations idéologiques, enfin, les cours de sciences humaines et sociales au lycée puis à l'université seront des moments où l'on peut acquérir une lecture critique légitimée du monde. Mais l'univers scolaire, en particulier à partir du lycée, peut être l'occasion de premiers engagements personnels, distincts de ceux des parents, comme les blocages de lycée ou le fait de rejoindre une organisation de jeunesse.

Dans ce qui suit, je décris les rapports des enquêtés vis-à-vis des institutions scolaires comme autant de prédispositions à la critique. Elle peut ainsi se former sur le mode explicite de la transmission de connaissance, mais également sur le mode implicite d'un rejet de tout ou partie de l'institution.

6.2.1 *L'apprentissage académique de la critique*

Quand les parents ne sont pas politisés, les études peuvent aider à former une conscience critique du monde dans lequel on vit. C'est le cas de la première personne avec qui j'ai réalisé un entretien, Yohann, doctorant de mon université que j'ai connu par l'entremise d'un membre de mon laboratoire. Rencontré dans les locaux de la Sorbonne Nouvelle, cette première discussion avec un participant de l'enquête s'est donc réalisée dans un cadre particulièrement confortable pour nous deux. Bien que ce profil soit loin d'être courant dans le mouvement, la proximité de nos situations a facilité aussi bien le recrutement que l'entretien qui a suivi. À 28 ans, Yohann a grandi en Ardèche puis a étudié à Grenoble avant de venir en Master s'installer à Paris, où il est inscrit en doctorat d'économie politique. Comme il me le raconte, sa famille n'est pas du tout politisée et c'est au lycée qu'il a commencé à développer une conscience politique et à s'engager :

- Yohann : « Dans ma famille c'est pas du tout politisé. Ils votent pas... ils sont implicitement de droite comme la plupart des gens qui se disent apolitiques. Mais voilà, ça parle pas politique, ça s'engueulait jamais politique à la maison c'est plus un truc que j'ai découvert d'abord au lycée. [...] mon cercle d'ami le plus ancien, celui que j'ai depuis le collège, lycée, ils sont pas du tout politisés, ça les intéresse pas donc on parle absolument pas de ça. [...] »
- Question : « Ils sont de droite s'ils sont pas politisés ? »
- Y : « Ça dépend lesquels et puis c'est en train d'évoluer avec ce qu'ils font dans leur vie. Il y en a un qui est paysan, il a un sens commun qui est anarchiste ou anarcho-communiste quoi, c'est pas du tout théorisé, mais ça se reconnaît. Ceux qui ont fait école d'ingé, qui sont maintenant ingénieurs, tout ce qui concerne la fiscalité ce genre de choses, il y a un discours de droite qui est en train de s'installer. C'est déjà arrivé qu'on aborde ces sujets, on voit qu'on sera pas d'accord, on se dit que ça vaut pas le coup de se friter autour de ça. »

La discussion politique était donc évitée dans le foyer familial et dans le cercle d'amis afin d'éviter le conflit intrinsèque à ce type d'échange¹, en dehors peut-être d'un ami qu'il décrit comme « anarcho-communiste », mais sur un mode non théorisé, éloigné de celui de Yohann. C'est donc au lycée que se fera la découverte de la politique et de la critique, grâce à son professeur de sciences économiques et sociales, dans le contexte de la ratification du traité de Lisbonne en 2009 :

- Yohann : « le traité a été ratifié en 2009 et c'est la première année où j'ai fait de l'éco. J'avais un prof de gauche au lycée et voilà c'est parti de là. »
- Question : « Avant tu avais une opinion sur les médias ? »
- Y : « Avant non et le prof en question il critiquait le traitement médiatique de ces questions européennes. Il disait "voilà quand on critique ce traité néolibéral on vous traite de souverainiste, de repli-sur-soi, modèle pro-Corée du Nord, faites attention c'est plus compliqué que ça" et il nous avait orienté vers la presse comme *Alternatives économiques*, j'ai commencé avec ce journal-là, qui n'est pas eurosceptique, dans lequel il y a une critique gentille, un peu soc-dem' du néolibéralisme. Donc j'ai commencé avec ça, après *Le Monde diplo*. Quand tu es face à un discours différent tu prends conscience de l'homogénéité des autres discours. Ce qui a beaucoup joué c'est l'entrée en licence d'économie où j'ai commencé à pouvoir reconnaître les fondements théoriques des discours politiques et idéologiques qu'il y avait dans la presse. À Grenoble c'était une université où il y avait pas mal de profs hétérodoxes comme on dit en économie, et qui critiquaient la théorie néoclassique, le caractère irréaliste de ses hypothèses et donc assez rapidement ça s'est transformé en "c'est un discours idéologique qui découle de cette théorie qui est fausse, qui est erronée" et donc très rapidement, à partir de la licence, ça a été un peu ça qui m'a permis de percevoir l'homogénéité du discours dans les médias. Bon, au lycée je lisais pas trop, mais parmi les premiers vrais bouquins d'économie que j'ai lus c'était les bouquins des Économistes atterrés. Il y avait 20 ans d'aveuglement, c'était très ancré d'ailleurs sur les questions de l'UE. »

La critique de l'Union Européenne est un trait saillant dans le mouvement des Gilets jaunes, et on voit comment ce discours eurosceptique développé précocement lui a donné des affinités avec la protestation. Cette critique des institutions européennes, qu'il a pu développer au long de ses études d'économie, est également un thème que l'on retrouve fréquemment chez des figures de la critique des médias, comme chez l'économiste-philosophe Frédéric Lordon qui collabore fréquemment avec *Le Monde diplomatique*. Le lycée lui aura donc donné la possibilité de découvrir un discours contre-hégémonique qui lui a fait du coup prendre « conscience de l'homogénéité des autres discours ». C'est par une plongée dans l'univers hétérodoxe des sciences sociales que se sont développées chez lui des dispositions à la critique, acquises de la manière la plus académique qui soit. Ses études d'économies sont donc un tournant dans son parcours, en lui faisant découvrir « les fondements théoriques des discours politiques ».

Cédric est un graphiste brestois de 39 ans. Fils d'un militant communiste, il met pourtant sa politisation sur le compte de ses études au lycée puis aux beaux-arts où il a abondamment lu de livres de sciences sociales, dont les ouvrages d'interventions de Pierre Bourdieu qui abordent la question des médias :

¹ A. Muxel, « La politisation par l'intime », art cit, p. 550.

« Malgré la famille j'étais assez ignare et du coup il y avait quand même des classiques du marxisme à la maison j'avais essayé de lire ça je comprenais rien ! je pense que même avec le sens des mots il y a un problème. Après aussi j'ai eu des cours... à l'époque il y avait encore pas mal de Marx en socio, sur dix thèmes il y avait deux fois Marx, et plus de Bourdieu. Après quand j'étais aux beaux-arts en fait – je sais pas ce que je foutais aux beaux-arts d'ailleurs, finalement j'aurais peut-être été mieux dans une fac de socio – du coup je lisais un bouquin de Aron sur Marx et un bouquin de Daniel Guérin sur l'anarchisme. Contrairement à ce que je disais tout à l'heure, je prends toujours en compte l'anarchisme qui nourrit aussi justement... pour pas tomber dans un truc stalinien. Donc il y a plein de choses intéressantes, j'ai quand même un prisme marxiste, les situationnistes aussi je lisais ça aux beaux-arts, Bourdieu aussi les petits trucs qu'il avait faits après les grèves de 95, *Contre-feux*, *Sur la télévision* aussi. C'est vrai que je m'intéressais d'ailleurs pas mal aux médias, parce que c'est vrai qu'ils avaient des petites brochures pendant le CPE au CLASH c'était en 2006, sur les médias, il y en avait une aussi assez conséquente sur les situationnistes. »

Même si la socialisation familiale a sûrement préparé une appétence pour les lectures d'ouvrages critiques du capitalisme, les études ont été pour Cédric l'occasion d'acquérir le gros de ses connaissances théoriques qui l'ont disposé à une remise en cause de l'ordre dominant, et donc à s'engager le moment venu.

Une autre personne pour qui les études ont été un moment de découverte de la critique est Rémi, 52 ans, enquêteur et formateur auprès de travailleurs sociaux à Montpellier. Rémi a mené de longues études puisqu'il a commencé une thèse de sociologie qu'il n'a jamais pu terminer. Il m'a reçu dans son appartement où trônait une grande bibliothèque remplie de livre de sciences humaines et sociales, ce qui a permis de nouer rapidement un contact complice, Rémi me répondant de manière détaillée en développant longuement ses réponses. La réflexivité acquise lors de sa formation intellectuelle est explicite, comme lorsqu'il m'explique venir d'une famille non politisée issue des classes populaires :

« Les seuls trucs qu'on pouvait entendre, c'était les trucs qui me saoulent d'ailleurs c'est genre, c'est tous les mêmes, c'est "bonnet blanc, blancs bonnet" pour parler des politiques. C'est ce qu'on entend beaucoup dans les classes populaires, "tous les mêmes !", "que ce soit les uns ou les autres au pouvoir, c'est tous les mêmes", mais moi je n'arrivais pas à me satisfaire de ça. Je me disais que c'était trop simple. On est dominé par une force un peu abstraite. Une fois qu'on a dit ça, ça va. Moi en tout cas, ça me va pas. Donc, non, ce n'était pas des figures très politisées. C'était plus un point de vue comme ça. J'ai retrouvé ça chez Richard Hoggart, le sociologue, avec la culture du "eux et nous". Il y a "eux", avec tout ce qu'ils représentent, l'autorité, etc., et "nous". »

Cet extrait m'apparaît comme un exercice d'auto-analyse de sa part, comme lorsqu'il réinterprète son environnement familial en mobilisant les notions développées par Richard Hoggart. Il y exprime surtout le fait que le désintérêt des classes populaires pour le politique suscitait en lui une certaine frustration de vouloir en savoir davantage :

« Comme je te disais, je viens d'un milieu populaire. Alors en fait, moi je connais pas mon père et j'ai été éduqué par ma mère, quelqu'un de pas du tout militant, qui a juste travaillé toute sa vie. Elle était pas pauvre, mais c'était pas forcément facile, facile. Et j'avais le sentiment à un moment donné qu'on appartenait à une classe un peu écrasée. Et j'ai failli ne pas faire d'études d'ailleurs. On me disait : "il faut que tu travailles", tu sais, c'est un milieu où on te disait qu'il faut aller travailler, le bac, c'est bien dans ce milieu, mais les études t'as pas les moyens de ça, il faut que tu travailles, que tu aides ta mère. Et moi, j'essaie de comprendre d'où venait ce sentiment de domination, ce sentiment

d'être écrasé. Moi, la seule chose que j'avais, c'est mon cerveau. J'avais pas d'argent, mais j'avais du cerveau. »

C'est tout d'abord la chute du Mur de Berlin qui, en tant que disparition des repères politiques familiers, va amplifier chez lui le désir de connaissances et d'acquérir une compréhension des événements politiques qui sont alors en train de se dérouler. Ce sera ensuite la Guerre du Golfe qui sera pour lui un tournant :

« Et à ce moment-là, quand l'ordre du monde, ce monde bipolaire dont je te parlais... [...] c'était le bloc de l'Est contre le bloc de l'Ouest. Et tout ça, j'y comprenais rien. Moi, je voulais des clés pour comprendre et je me suis cassé la tête. Et j'avais pas les outils. Et la guerre du Golfe, c'est quand même la suite de la chute du mur. J'avais besoin de comprendre, c'était une arme pour moi, c'était une façon pour moi d'avoir des outils intellectuels pour décoder ce monde du point de vue économique, géopolitique au sens large du terme. Je dis pas que j'y suis complètement arrivé, mais j'ai été là-bas parce que justement parce que j'avais besoin de ça. »

Lorsqu'il est en faculté, il découvre alors la politique au contact d'étudiants militant à la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) :

« Je me suis fait petit à petit des amis à l'université qui étaient, eux, militants extrême-gauche qui lisaient par exemple *L'Humanité*, mais qui étaient plus à la LCR. [...] Et c'est comme ça que moi, j'ai pu me politiser par mes amis, même sans être directement militant. Mais moi, la politique, je l'ai plus abordée par la lecture de certains journaux. Parce que *Le Monde diplomatique*, c'est pas neutre, mais c'est l'analyse quoi. Même si on peut dire qu'aucune analyse n'est complètement neutre. Et puis, dans ma formation en socio, il y avait des cours en sciences politiques. Et donc je me suis mis à lire un certain nombre de bouquins parce que moi je viens d'un milieu où y a pas cette culture politique. C'est pour ça que j'ai voulu faire des études, parce que j'avais le sentiment à l'époque de rien comprendre au monde. »

Cette amorce par le cercle d'amis a pu se prolonger dans ses cours de sociologie qui ont su « résonner » en lui en lui donnant une compréhension de sa situation et de ses déterminants sociaux. L'acquisition de connaissances théoriques, et la formation d'une disposition à la lecture d'ouvrages scientifiques lui ont ainsi donné toute une série de références critiques qu'il a pu mobiliser lors de son entrée dans le mouvement des Gilets jaunes.

L'apport universitaire à la critique peut également se produire dans le cadre de reprises d'études. Jean, que j'ai évoqué plus haut, a traversé de nombreuses instances de politisation dans sa vie. Alors qu'il est éducateur et animateur dans une Maison de la Jeunesse et de la Culture (MJC) il se met à fréquenter les bancs de l'université à 50 ans en formation continue, alors qu'il avait arrêté tôt ses études pour travailler comme ouvrier. Voici ce qu'il me raconte sur ce que lui a apporté son master :

« Ça m'a fait reprendre des études parce que, moi, j'ai pas fait d'études, hein. Je me suis arrêté en Quatrième et donc avec la Fédération des MJC en Rhône-Alpes j'ai eu la chance de pouvoir faire un master en gestion des organisations de l'animation culturelle et de la formation, à Créteil. C'était en deux, trois années, et c'était super parce qu'on a fait le lien entre la réalité de tout ce qu'on avait comme expérience et puis la théorie. Moi, y a des trucs que j'avais quasiment jamais lus, Bourdieu j'avais jamais lu, il y avait pas mal de sociologues que je connaissais pas du tout. Je les connais d'ailleurs un petit peu parce que j'ai pas tout lu non plus, mais ça m'a vraiment ouvert à ça. »

Il qualifie son passage en master de « pilier » de sa formation politique, avec son passage par le PCF. L'acquisition tardive de capital culturel objectivé par un diplôme et donc reconnu par l'institution universitaire est une sorte de « revanche sur le destin » qui a été néanmoins préparée par sa politisation préalable, la formation théorique étant un des éléments clés de l'engagement communiste. Son regard sur « le lien » entre ce qu'il a pu apprendre par lui-même tout au long de son parcours militant et professionnel et les théories qui sont venues corroborer et compléter le savoir expérientiel évoque l'éducation communiste fondée sur « le principe de “liaison entre la théorie et la pratique” régissant l'éducation partisane [et] constamment invoqué pour la légitimer et montrer en quoi la connaissance théorique peut donner sens à la pratique, à l'expérience, y compris la plus personnelle¹. »

Il est également possible de voir ce passage comme une forme de reconnaissance par l'État d'une ascension sociale, validation qui pourra légitimer aux yeux de la personne les positions politiques préalables. Comme le notait Sébastien Michon, le contexte des études universitaires est un facteur de politisation, que cela passe par l'acquisition de compétences politiques ou par leur activation. C'est en particulier le cas des filières de sciences humaines et sociales qui offrent des connaissances directement valorisables en capital politique et militant :

« Le fonctionnement des institutions (droit constitutionnel, droit communautaire), les mécanismes de la prise de décision (politiques publiques) ou du champ politique (sociologie politique, communication politique, science administrative), ainsi que peu ou prou divers auteurs (économistes, philosophes), théories, faits historiques, et événements présents dans l'actualité. Leur accès favorise la compréhension et le décryptage de faits d'actualité, du contenu des débats présents dans l'espace public et des prises de position des acteurs du champ politique, et par extension un intérêt pour l'actualité². »

De plus, la découverte de grands auteurs et de la sociologie lui servira à armer sa critique des médias de connaissances savantes qu'il mobilisera dans des contextes variés.

Enfin, l'importance de ces connaissances universitaires est particulièrement saillante dans le cas de Véronique, 66 ans, qui vit à Villejuif. Celle-ci est en effet professeure de philosophie au lycée, titulaire d'un doctorat de philosophie, et elle intervient dans des institutions universitaires tout en écrivant dans des revues académiques. Il s'agit paradoxalement d'un entretien par moments difficile en raison de réponses très analytiques, qui tranchaient avec le témoignage beaucoup plus subjectif et expérientiel des autres Gilets jaunes. L'entretien se réalisa dans son bureau, où je fus impressionné par la grande bibliothèque remplie d'ouvrages de sciences humaines et sociales. La situation m'intimida quelque peu, et j'ai eu par moment du mal à rebondir

¹ Nathalie Ethuin, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, 2003, vol. 16, n° 63, p. 150.

² S. Michon, « Les effets des contextes d'études sur la politisation », art cit, p. 69.

sur ses déclarations tant elles s'avéraient à la fois synthétiques et « coupaient l'herbe sous le pied » de l'analyse à suivre. Il lui est par exemple arrivé de répondre à une question en commençant par « je viens de vous le dire... », ou d'ajouter à une de ses réponses « excusez-moi, est-ce que je réponds bien à vos questions ? », ce qui semblait indiquer une incompréhension face aux questions que je posais. Il m'est ainsi difficile de trouver un *verbatim* qui pourrait illustrer cette analyse, tant l'entretien était peu introspectif. Néanmoins, il apparaît que c'est sa formation universitaire en philosophie politique qui lui a apporté des connaissances qui règlent sa critique de l'ordre dominant, ce qui inclut les médias, comme pour Rémi avec la sociologie. Les études ont pu préfigurer les formes de critiques à venir par la transmission de savoirs. Le rapport aux institutions devient ainsi ambivalent : elles sont d'un côté un vecteur d'autonomie politique et d'émancipation, mais elles transmettent en même temps les moyens de critiquer l'ordre institutionnel. Ces enquêtés, tous politisés à gauche, sont ceux chez qui la critique envers les médias emprunte le plus aux sciences sociales, ce qui semble atténuer leur virulence par rapport à d'autres Gilets jaunes. *Cet habitus*, quelque peu scolastique, les conduit généralement à formuler des jugements distanciés et objectivant de l'activité des médias, ainsi qu'une propension à savoir apprécier une couverture médiatique mainstream quand elle est conforme à leurs attentes envers le journalisme.

6.2.2 *Les difficultés scolaires surmontées par un habitus autodidacte*

Pour d'autres enquêtés, c'est inversement le rapport difficile à l'institution scolaire qui a pu former chez eux une « humeur anti-institutionnelle », due au manque de reconnaissance de la part de l'institution¹, l'École étant la première institution étatique à laquelle on est pleinement confronté. Lahire note par exemple que les enfants issus des classes populaires « sont comme porteurs, au sein de l'ordre scolaire, de normes hétérogènes (et donc hétérodoxes), c'est-à-dire antagonistes ou incompatibles avec les normes spécifiquement scolaires². » Les élèves récalcitrants aux normes scolaires sont vus comme n'étant pas autonomes, mais il est important de préciser qu'on attendait d'eux une autonomie dans l'espace des savoirs requis par l'institution scolaire, soit les aptitudes réclamées généralement par les administrations (on pense à la lecture silencieuse ou le fait d'apprendre à cocher les bonnes cases d'un formulaire), non que ces élèves soient dépourvus de toute autonomie³.

¹ Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984, p. 229.

² B. Lahire, *Tableaux de familles*, op. cit., p. 75-76.

³ *Ibid.*, p. 87.

En raison d'un faible nombre de Gilets jaunes issus de la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures sur les ronds-points¹, on peut alors supposer une présence notable de cette disposition hétérodoxe au sein du mouvement, disposition acquise par la répétition des situations de porte-à-faux vis-à-vis des attentes institutionnelles (mauvaises notes, sanctions disciplinaires, remarques dévalorisantes, etc.), qui peuvent produire une méfiance de principe envers tout discours officiellement légitimé. Ce trait se rapproche de ce que Colin Robineau a pu observer parmi les autonomes², tout en éloignant les Gilets jaunes d'un mouvement radical comme le NPA (ex-LCR) qui abrite un important contingent de diplômés du supérieur³.

Chez les Gilets jaunes rencontrés, cette « humeur anti-institutionnelle » se traduit à l'âge adulte par un discours valorisant l'autonomie spécifique de l'individu contre le conformisme scolaire, manière de retourner le stigmate d'un faible niveau de diplôme. Par exemple, Xavier, chef d'entreprise de 47 ans vers Nice se présente tranquillement en me disant qu'il a « eu une jeunesse à peu près classique, si ce n'est que j'étais très turbulent, je me suis fait renvoyer sept fois de collèges et lycées. » C'est également le cas de Célia, dont j'ai déjà évoqué le rapport difficile au monde en général qu'elle a pu éprouver quand elle était petite. Alors que sa mère votait pour le Front National, elle m'explique n'avoir pas suivi l'opinion maternelle en m'évoquant justement son rapport à l'éducation et à l'école comme témoignant de son tempérament défiant envers l'ordre :

- Question : « Tu as suivi ta mère dans ton parcours politique ? »
- Célia : « Pas du tout. [...] Parce que niveau étude et éducation, j'étais à l'envers de tout ce qu'on essayait de m'enseigner. Je cherchais toujours par moi-même ce qu'on me disait et je trouvais que ce qu'on essayait de m'apprendre, bah c'était faux. Donc je n'ai jamais fait confiance à l'adulte. Au jour d'aujourd'hui encore, je ne suis pas dans une case, je ne suis pas formatée. Désolé ! (rires) »

Le fondement de son opinion n'est pas la référence à une autorité socialement légitimée, mais à son expérience personnelle du monde. Il est particulièrement notable qu'alors que je lui ai posé une question en rapport à sa famille elle me réponde en évoquant les études. Le fait qu'elle revendique cette spécificité en dépit d'un parcours difficile (elle s'est notamment engagée dans l'armée, mais est restée très peu de temps) sera à lier à son militantisme qui a pu constituer pour elle une manière de mettre en forme socialement sa contestation.

La discussion que j'ai eue avec elle a succédé à celle avec Nathalie, qui m'a accueilli pour la journée dans le local de son commerce où se sont enchaînés les entretiens. Cette dernière a elle

¹ P. Blavier, *Gilets jaunes. La révolte des budgets contraints*, op. cit., p. 132-133.

² C. Robineau, *Devenir révolutionnaire*, op. cit., p. 86.

³ Florence Johsua, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015, p. 26-27.

aussi manifesté un rejet pour l'institution scolaire, cette fois-ci au lycée et sur le mode d'une fidélité aux valeurs familiales communistes évoquées plus haut :

« En fait, mes études je suis allée jusqu'au bac, avant ma formation d'aide-soignante, je suis allée jusqu'au bas ES option sciences politiques. Et en fait le formatage qu'il y avait sur le capitalisme et tous ses avantages ne me plaisait guère, moi qui lisais beaucoup Karl Marx, donc j'avais beaucoup de mal avec ça, je n'ai pas eu mon bac. »

Cet extrait illustre le caractère croisé des instances de politisation dans l'acquisition/activation de disposition critiques. Les dispositions à la critique acquises dans le cercle familial ont pu être réactivées en contexte scolaire, mais reconfigurant le rapport initial en l'orientant concrètement vers une critique de l'institution. Il est par ailleurs intéressant de noter qu'à la suite de cette période, l'engagement politique de Nathalie est resté en sommeil avant de resurgir à la faveur du mouvement des Gilets jaunes.

L'école est donc vue comme un révélateur de dispositions critiques antérieures, en raison du caractère d'institution totale dans laquelle sont plongés les acteurs. Philippe, 56 ans, artisan-menuisier qui dirige une petite entreprise à Nice mentionne lui aussi les difficultés scolaires comme cristallisant un parcours tumultueux. C'est l'investissement dans la spiritualité bouddhique et l'éducation alternative qui lui offrira un débouché valorisant ses aptitudes originales :

« De ma naissance jusqu'à mes 18 ans j'ai changé trente fois d'endroit. Donc pour fixer un peu une mentalité d'éducation, des repères, c'est un petit peu compliqué. Donc, au départ, c'est un gros handicap, mais ça m'a permis, en rentrant dans la vie et bien entendu avec des petits échecs, de me poser beaucoup de questions. Et d'être très souple dans mes croyances. Je suis capable de tout remettre en cause régulièrement. J'ai pas de croyance ferme et définitive. Ce que je crois aujourd'hui, je pense pouvoir le mettre plus facilement en cause qu'une personne ordinaire, donc des handicaps au départ, puis des atouts par la suite. [...] J'ai terminé avec un CAP d'ajusteur. J'avais beaucoup de retard en orthographe, en calcul, de partout. Quand je suis arrivé à mes 30 ans, j'ai commencé à m'intéresser à la philo. Et c'est là que je me suis reconstruit avec Krishnamurti¹, le Dalai-lama. Je me suis refondu avec des valeurs un peu plus hautes. Et ça, c'est arrivé. Et c'est vrai que je parle de souplesse. Parce que je peux remettre en cause beaucoup de choses très facilement. »

Philippe parle de ce qui pourrait être un handicap comme d'une ressource critique qui lui a permis d'échapper aux certitudes et aux lieux communs, au profit d'un questionnement du monde qui l'entoure. L'analogie avec la souplesse exprime selon lui sa capacité à pouvoir se remettre en question plus facilement que les autres. Le trait qui ressort de l'entretien, réalisé dans un restaurant en compagnie de son amie Marion (une autre enquêtée), est qu'il s'est construit de manière autodidacte. Il a par exemple eu pour hobby la fabrication de moteurs, à un moment de sa vie où il s'intéressait à l'énergie libre. S'étant documenté sur le sujet par internet, il estime que le recours aux énergies fossiles résulte de choix politiques qui ont fait en sorte d'évincer les alternatives propres d'énergie. Les aptitudes techniques (notamment acquises lors

¹ Jiddu Krishnamurti (1895-1986) était un penseur indien ayant promu des formes alternatives d'éducation visant l'émancipation de toute autorité.

du CAP) combinées à l'intérêt pour une discipline « culturelle » (la « philo ») sont, comme l'a noté Claude F. Poliak, un des traits caractéristiques des autodidactes¹, qui se manifeste ici par une réflexion sur les déterminants politiques des choix industriels.

Son autodidaxie se manifeste également dans la manière qu'il a de parler de son parcours. En effet, l'écriture d'autobiographies par des personnes ordinaires est souvent le fait de transfuges de classe et d'autodidactes car « c'est parce qu'ils sont devenus autres que ce qu'ils étaient qu'ils pensent avoir quelque chose à dire² ». Sans qu'il se soit livré à cet exercice particulier, on retrouve chez Philippe un goût pour la mise en récit de son caractère et de son histoire personnelle, comme quand je lui demande les circonstances de sa découverte de la philosophie, décrite comme un moment de basculement dans son existence :

« Je suis tombé sur un bouquin dans les chiottes. Et j'avais mes petits trucs à régler du moment. Je devais avoir 20 ans et j'étais chez ma tante et j'ai piqué le bouquin. Je lui ai dit : "Tata, donne-moi ça", elle m'a dit : "OK". Je l'ai lu et ça répondait à mes questions. Après, j'ai commencé un petit peu à regarder les références. Et ce qui m'a vraiment révélé, c'est Krishnamurti. Un réveil d'intelligence qui apprend à dissocier la pensée de l'attention. Savoir comment, à l'intérieur, faire travailler sa mémoire qui est une boîte fermée, quand on est en train d'observer l'extérieur et qu'on est en train d'apprendre, qu'on est à l'affût comme vous êtes en ce moment. Et ça, c'est bon. Les personnes qui sont enfermées dans leurs petites boîtes qui sont en train de penser, de calculer, ils ont plein à apprendre. Eux, c'est fini, ils sont fermés. L'attention à toujours mettre en avant, c'est la curiosité, etc. Et c'est vraiment un problème de société de maintenant, c'est que tout le monde pense trop. Et tout le monde croit. Tout le monde croit savoir. Tout le monde a sa vérité, c'est ma vérité. Alors que si on ouvre vraiment son attention à l'extérieur, on essaie vraiment de comprendre ce qui se passe. On voit les mensonges. On a très vite fait de balayer tout ça. Les gens sont enfermés dans leurs émotions, dans leurs peurs, dans leurs petites habitudes. On est conditionné comme ça. Et ça, c'est un désastre, c'est la fin de la civilisation occidentale. »

La séquence inaugurée par la découverte de Krishnamurti a développé chez Philippe un intérêt pour la psychologie, qui se révèle pour lui être une matrice de la compréhension politique du monde qui l'entoure. Il attribue donc ce qu'il décrit comme ses dispositions actuelles à un événement remontant à plus de 35 ans. Ce qui apparaît c'est que cette rencontre lui a donné confiance en ses aptitudes politiques et son jugement, ce qui facilite la remise en question d'une parole institutionnelle qui se heurterait à son vécu.

En somme, ces différents parcours montrent premièrement que les difficultés scolaires sont associées à une défiance envers l'institution, qui sera renforcée par les sanctions infligées à l'élève. On retrouve ici ce qu'avait observé Robineau chez les autonomes, à savoir que l'antagonisme avec l'institution scolaire « donne à voir les prémices d'un *ethos* rebelle qui, en dépit de ses différentes modalités expressives, peut se définir de manière générale comme une propension à transgresser, à désobéir et à défier l'autorité institutionnelle³. » Néanmoins, à la

¹ Claude F. Poliak, *La vocation d'autodidacte*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 36.

² Claude F. Poliak, « Manières profanes de "parler de soi" », *Genèses*, 2002, n° 47, p. 12.

³ C. Robineau, *Devenir révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 90.

différence des autonomes entrés très tôt dans la contestation, il semble que l'adversité scolaire ait joué un rôle de retardateur, se trouvant activé à la faveur du mouvement en 2018. Deuxièmement, les stigmates de ces difficultés scolaires peuvent être surmontés en développant à différents degrés des dispositions à l'autodidaxie, qui est associée à une confiance en son jugement et à ses impressions et, éventuellement, à une remise en cause « structurelle » de la légitimité institutionnelle dont on s'est émancipé.

Il faut également noter qu'au-delà des différents parcours scolaires, qu'ils soient marqués par l'ascension sociale ou l'éloignement précoce des études, les Gilets jaunes rencontrés ne montrent pas de signes francs d'anti-intellectualisme. Contrairement au contexte de mai 68 marqué par l'importance de la Gauche prolétarienne et la rébellion des « bons élèves » contre le système¹, les Gilets jaunes ont un rapport positif à la connaissance. Néanmoins, la valeur du savoir a tendance à être séparée de ses marqueurs de légitimité (comme le fait de provenir d'une expertise universitaire), et semble plutôt indexée sur son potentiel émancipateur. De ce point de vue, l'héritage politique des enquêtés se rapproche de celui du PCF et des trotskystes qui valorisaient la formation intellectuelle comme opérateur de formation d'une conscience de classe.

6.3 L'espace militant ou la critique instituée collectivement

L'engagement dans des organisations politiques est de toute évidence un facteur important de politisation : pour reprendre le mot de Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « les organisations militantes, en tant qu'organisations et quel que soit leur degré d'institutionnalisation, travaillent les individus et sont travaillées par eux². » L'engagement dans un parti, dans un syndicat ou dans une association, conduit premièrement à fréquenter d'autres militants, et donc à faire des rencontres qui pourront jouer sur le parcours personnel. Ces sociabilités informelles sont l'occasion d'acquérir de nouvelles dispositions corporelles, langagières ou intellectuelles, comme le note Karel Yon à propos des militants lambertistes des années 1970 :

« L'activation et/ou l'acquisition des dispositions nécessaires, la socialisation à l'institution qui modèle un *habitus* militant spécifique, la docilité des agents dans leur prise de rôle, sont autant d'aspects d'un même processus dont la condition de possibilité est justement la sociabilité, entendue non pas comme la disposition d'un individu à la vie collective, mais comme ce phénomène collectif en soi³. »

¹ E. Neveu, *Des soixante-huitards ordinaires*, op. cit., p. 165-166.

² Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 2009, vol. 51, p. 115.

³ Karel Yon, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, 2005, vol. 18, n° 70, p. 141.

Il faut ainsi restituer la manière dont les agents se sont impliqués dans différentes formes de militantisme, qui ont chacune leurs spécificités. Ainsi, prendre sa carte dans un parti politique n'est pas la même chose que de s'engager dans un mouvement de défense du climat ou que se syndiquer. Néanmoins, il est important de garder à l'esprit que ces différents espaces militants sont loin d'être étanches les uns aux autres. Bien au contraire, la multiplication des engagements bénéficie de l'accumulation d'un *capital militant*, ensemble de savoir-faire faire mobilisables lors d'actions collectives, tiré des « apprentissages conférés par le militantisme, aux compétences importées de l'extérieur, ainsi qu'à celles qui sont “appries sur le tas”¹ ».

De plus, l'engagement politique doit être situé dans un parcours de vie afin d'identifier les circonstances de l'engagement et les mettre en relation avec les propriétés sociales des agents. Les organisations militantes calibrent en effet leurs stratégies afin d'attirer certains profils, qu'il s'agisse de leur communication, de leur mode interne d'organisation ou de leur manière de participer à la socialisation des militants. Il est alors nécessaire de tenir compte à la fois « des motifs et des motivations, mais aussi des stratégies de l'organisation pour entretenir et orienter ces motivations² ».

Dans ce qui suit, je propose des portraits de l'engagement politique qu'ont pu avoir différents enquêtés avant leur entrée dans le mouvement des Gilets jaunes, et comment cet engagement a pu façonner chez eux des dispositions à la critique. Sans prétendre à l'exhaustivité, les différents parcours exposés représentent des pôles saillants de politisations parmi les enquêtés. On retrouve d'abord la politisation partisane, l'engagement précoce dans des mouvements sociaux hors partis, la politisation tardive dans un mouvement « citoyen » et enfin l'engagement dans l'associatif.

6.3.1 *Jean, un parcours du PCF à l'éducation populaire*

Le cas de Jean est particulier car il a traversé un grand nombre d'instances de socialisation politique dans son parcours de vie : la fratrie qui l'a mené aux Jeunesses communistes (JC) ; la condition ouvrière ; le syndicalisme ; le PCF ; les responsabilités municipales ; l'encadrement de jeunes dans une MJC ; la formation continue à l'université ; et, enfin, l'éducation populaire. Si l'on devait retenir un fil rouge de ce riche parcours, ce serait que chacune de ces étapes, qui ont pu se superposer, favorise les dispositions à la critique.

¹ Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, n° 155, p. 7.

² F. Sawicki et J. Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant », art cit, p. 115.

L'entretien avec Jean s'est déroulé dans la salle du conseil municipal d'une petite ville de Haute-Savoie, avant un autre rendez-vous. Celui-ci est venu me chercher à la gare et la rencontre a donné lieu à une discussion dynamique, bien aidée par son goût pour le savoir universitaire dont j'ai parlé précédemment, et son intérêt pour la critique des médias. L'importance de son parcours politique fait qu'il me l'expose spontanément, et de manière synthétique, quand je lui demande de se présenter :

« En fait, moi, je viens de la région parisienne, je viens de Villeparisis, en Seine-et-Marne, dans une famille ouvrière. Je suis né en 55 et, dans les années 70, c'est là où j'ai commencé à travailler. Et c'est la première fois que j'ai été confronté aux mouvements sociaux. C'est là que j'ai adhéré à un truc qui s'appelait le Mouvement de la Jeunesse Communiste, ce qui s'appelle toujours comme ça, à 16 ans, et j'ai beaucoup milité dans cette partie-là, pendant une vingtaine d'années. Ensuite, ça a été la CGT, le PCF. J'ai bossé dans le bâtiment comme apprenti, puis j'ai été agent de manœuvre et de manutention à la SNCF. Je dis ça, c'est important parce que, par rapport aux Gilets jaunes, j'ai retrouvé un petit peu cette fraternité ouvrière que j'avais bien connue dans les années 70, puis qui s'est délitée dans les années 70. »

Le portrait qu'il me dresse est celui du militant communiste qui accumule les liens avec l'organisation puisqu'il s'investit dans les JC avant d'adhérer au Parti et à la CGT (dont la proximité avec le PCF était très forte à l'époque¹). Sa condition ouvrière l'immerge d'autant plus dans cet environnement idéologique, car les conditions de travail prédisposent à une réception positive du discours communiste, « centré sur la lutte des classes, [qui] trouve un terrain favorable pour s'enraciner chez des individus dont l'expérience familiale et personnelle a précocement convaincu de l'existence de barrières infranchissables entre les classes sociales². » Son évolution intellectuelle témoigne ainsi d'une autonomisation qui lui a justement permis de franchir ces barrières par la socialisation partisane.

Vient également l'acquisition d'un important capital culturel, qu'il a ensuite converti en capital scolaire lorsqu'il a repris des études universitaires. La formation à la théorie marxiste dans les écoles du PCF permet en effet « de passer d'une "intelligence par corps" de l'exploitation à "une intelligence discursive" du social, de dépasser la seule conscience pratique des méfaits du capitalisme, en créant les conditions d'une compétence discursive à argumenter sur les processus sociaux et économiques alimentant la lutte des classes³. » Même pour ceux n'ayant pas repris les études, cet accès à la connaissance permet d'acquérir des outils critiques d'interprétation du monde qui pourront être mobilisés le cas échéant. Cette émancipation va ensuite déboucher sur une professionnalisation de l'altruisme en devenant animateur dans une MJC :

« Donc c'est la première partie en tant qu'ouvrier puis, du fait de ce militantisme-là, je me suis retrouvé à me poser des questions, et à me dire : "on m'a assigné à être ouvrier donc je vais faire

¹ Dominique Andolfatto et Dominique Labbé, *Sociologie des syndicats*, 3^e éd., Paris, La Découverte, 2011, p. 30-32.

² N. Ethuin, « De l'idéologisation de l'engagement communiste », art cit, p. 149.

³ *Ibid.*, p. 151.

autre chose”. Je me suis mis à postuler partout et donc je suis devenu animateur pour jeunes dans une MJC à Saint-Priest dans le Rhône. Et j’ai continué ce même parcours en me disant : “tu vas aider les gens”. Et puis, fin des années 80 je me suis remis à militer, j’ai cherché à aider, parce que si tu regardes à partir des années 80, tu vois que les politiques qui ont été mises en place, c’est plus des politiques de contrôle social que des politiques d’émancipation – bon c’est ma conscience politique à moi. Donc j’ai repris un peu le manche puis, entretemps, je suis devenu directeur de centre social, directeur de MJC, essentiellement dans ces Fédérations de l’éducation populaire. Et j’ai fait deux mandats d’élu à Saint-Priest aussi. »

L’investissement dans la lutte des classes se matérialise par une volonté de ne pas se résigner à sa condition sociale, et a trouvé un débouché particulièrement proche des compétences acquises par le militantisme en devenant éducateur pour jeunes. Le métier d’éducateur spécialisé demande en effet plusieurs dispositions morales qui ont pu être acquises par la socialisation au sein de l’organisation communiste, comme le fait de vouloir lutter contre les injustices et croire en la possibilité d’évoluer et de se défaire de ses déterminants sociaux¹. C’est comme cela que son activité professionnelle entretient une continuité entre l’engagement politique et le parcours personnel. Enfin, il mentionne un parcours d’élu à Saint-Priest, une commune de l’agglomération lyonnaise, ce qui lui a apporté davantage de connaissances (fonctionnement municipal, relation avec les autres collectivités locales, relations avec les structures de la région, etc.) et d’assurance dans ses convictions politiques.

C’est au début des années 2000 qu’il quitte finalement le PCF, en raison des transformations d’un parti dans lequel il ne se reconnaît plus :

« Je l’ai quitté il y a une vingtaine d’années. En raison de son changement, d’une part, quand je suis arrivé ici en Haute-Savoie, il y avait très peu d’ouvriers dans la section, c’était beaucoup des infirmiers, des instits, des gens des couches moyennes supérieures. Et j’ai pas retrouvé l’élan politique que j’avais connu avant. Embourgeoisé, c’est pas le terme, mais j’ai trouvé que c’était un peu enfermé, il y avait encore des gens qui défendaient l’Union Soviétique. Je trouve qu’on a perdu dans ces années-là, ça c’est les années fin 90, début 2000, on avait perdu ce qui existait avant, cette conscience politique qui existait, mais qui était vraiment active. Moi, mon repère, c’est le monde ouvrier et là, je m’y retrouvais pas. »

C’est premièrement la professionnalisation du personnel du parti, de plus en plus composé d’individus issus de la classe moyenne, qui provoque une coupure avec Jean. Venu s’installer en Haute-Savoie après avoir milité dans la région lyonnaise, il est alors confronté à des militants qui n’assuraient plus la continuité entre ses origines populaires et son militantisme. Sans qu’il ait eu à subir un mépris de classe de leur part, ce changement dans ses habitudes est dû à une tendance de fond qui remonte aux années 1960, quand les communistes amorcent un rapprochement avec les socialistes dans le cadre de l’Union de la gauche (en soutenant les candidatures de François Mitterrand aux présidentielles de 1965 et de 1974) et abandonnent la notion de « dictature du prolétariat ». C’est ainsi que l’analyse Catherine Leclercq :

¹ Sandrine Mirolo, *Le métier d’éducateur spécialisé. Entre engagement personnel et engagement professionnel*, Paris, L’Harmattan, 2017, p. 104-107.

« Sur fond de désindustrialisation et de fragmentation de la condition ouvrière, les remaniements successifs de l'organisation et l'entrée d'agents sociaux désormais extérieurs aux classes populaires font de ces militants chevronnés les figures d'un état passé et dépassé de l'institution. Ils sont d'autant plus éprouvés par ces évolutions que leur engagement dans le parti, indissociable de leur existence tout entière, leur avait permis de gagner une reconnaissance inaccessible ailleurs¹. »

Ce malaise suggère que les affinités militantes tenaient chez lui davantage au partage d'origines sociales et d'un parcours d'émancipation de la condition ouvrière, qu'à la pure proximité idéologique. De ce point de vue, le deuxième fossé concerne le rapport à l'URSS, sujet qui a causé le départ de nombreux militants au long du XX^e siècle et sur lequel la direction a eu du mal à se positionner². Jean considère le « soutien inconditionnel aux pays socialistes » comme un défaut (« entretemps, on a compris – moi en tout cas – j'ai compris que c'était une connerie ») qu'il voit comme incompatible avec l'émancipation et l'autonomie intellectuelle procurées par sa formation intellectuelle au Parti puis à l'université. C'est notamment lors d'un voyage en URSS qu'il se rend compte des failles du discours pro-soviétique :

« Je suis allé deux fois en URSS, donc il y avait un truc qui s'appelait Loisirs Jeunesse, parce que j'étais cadre de la JC et donc on a été au bord de la Volga, j'ai été à Riga, à Moscou... Et si tu veux, il y a plusieurs fois des choses qui m'ont frappé. Il y avait des encadrants soviétiques qui nous expliquaient comment des gens avaient manifesté sur la place Rouge et s'étaient arrêtés et ils nous disaient : "surtout, vous en causez pas de ça". Dans le camp de jeunes il y avait deux homosexuels, des Français, bien entendu, ont commencé à se moquer parce que dans les années 70, l'homosexualité, même chez les communistes c'était pas le top et ils sont venus dehors en nous disant qu'il fallait faire très attention en nous disant qu'ils risquaient la prison, c'était un crime, même en France d'ailleurs aussi. Et chez eux, ça pouvait être très grave. Et il y a eu un incident quand j'avais été l'hiver, quelqu'un qui t'interpelle à la sortie du bus, tu commences à causer avec lui et un encadrant soviétique s'approche, et la personne part en courant en criant "KGB !". J'avais également vu en hiver, on circule dans un train qui était top, petit salon de thé, tout ça, on était au chaud et quand on s'arrêtait dans les gares de triage et on voyait des trains avec des soviétiques de dedans qui étaient congelés dans les trains, il y avait plein d'images qui étaient contradictoires. [...] Moi, je pensais vraiment que c'était à l'évidence l'avenir. Que c'était ce socialisme-là qui permettait aux gens de s'émanciper. On visitait les usines, donc t'avais les photos des gens qui avaient eu la meilleure production... À l'époque, j'ai pas gobé les choses si tu veux... *L'Huma* était interdit. Une journée, on voulait se procurer *L'Huma* et il y avait un article qui avait pas plu à la censure... il y avait ce genre de choses. Moi, j'avais emmagasiné tout ça, alors qu'ici en France... »

Ce passage est un exemple parfait du dévoilement d'une contradiction herméneutique, lorsque le vécu de Jean s'est trouvé en décalage complet avec le discours officiel du parti et de ses camarades en France sur l'URSS. Bien qu'il y ait possiblement une part de mise en récit de son attitude à l'époque, ces expériences de désillusion, en s'accumulant, vont définitivement mettre à mal l'autorité de l'institution, même s'il garde de bons souvenirs de son engagement au PCF. Ces moments seront décisifs pour sa critique future, car ils ont révélé à ses yeux l'importance de la « propagande » (dont il me dit que « c'est pas un méchant mot, c'est juste une réalité »),

¹ Catherine Leclercq, « Les ouvriers partis du "parti des ouvriers". Retour sur un désengagement silencieux », *Savoir/Agir*, 2012, n° 22, p. 45.

² Bernard Pudal, « Les communistes » dans Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (eds.), *Histoire des gauches en France. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2005, p. 70.

ce qui l'amènera à s'intéresser tout particulièrement à la critique des médias et du discours dominant.

Il a également occupé plusieurs fois des positions d' élu municipal au gré de ses déménagements. Cela lui permettra d'ailleurs d'entretenir des relations avec le monde du journalisme, avec qui il a eu des rapports alternants entre bonne intelligence et différents :

« Bah à Saint-Priest ça se passait pas mal, le journal, c'était *Le Progrès*. Il y avait deux jeunes journalistes, moi j'étais élu communiste, le maire était socialiste et à plusieurs reprises il y avait des mesures insupportables notamment les expulsions de HLM et moi j'étais opposé et j'ai eu plutôt de bons rapports avec les journalistes. J'ai eu plusieurs fois des articles faciles, mais c'était une autre époque, c'était quand même les années 90. [...] à La Roche-sur-Foron, en Haute-Savoie, c'était dans *Le Dauphiné*. On avait organisé des échanges pendant plusieurs années avec l'Algérie et à un moment dans l'article, on critiquait la politique du gouvernement sur les visas parce qu'on a eu plusieurs artistes algériens qui ont pas pu avoir leur visa. Et la personne qui était sur La Roche avait bien repris ce que j'avais dit. Eh bien, la direction qui était à Grenoble a censuré l'article. Il y avait rien d'extraordinaire dedans, il y avait une critique de la France et quand j'ai interpellé le rédacteur – il est parti en retraite il y a pas longtemps. Il m'a donné son numéro de téléphone – et en fait son état d'esprit c'était : "vous critiquez la République, c'est inadmissible !" Rédacteur d'un journal quoi ! Mot à mot, je l'ai eu au téléphone. Ça, c'était le début des années 2000. »

Après avoir quitté le Parti, Jean a entamé une reconversion militante vers l'éducation populaire lorsqu'il a rencontré Franck Lepage, figure de ce mouvement et ancien permanent de la Fédération des Maisons des Jeunes et de la Culture. La démarche de Lepage consiste « en une critique des politiques culturelles entendues comme des dispositifs de diffusion des œuvres légitimes et/ou des concepts de l'idéologie dominante, et notamment du "nouvel esprit du capitalisme"¹. » Les deux personnes ont ainsi des points en commun :

« Ah ! bah Franck, je l'ai rencontré à l'intérieur des MJC, il est venu plusieurs fois. Ensuite, j'ai été voir ses "Conférences gesticulées", c'était à un regroupement de directeurs de la JC dans le Vercors. C'était environ 2004, 2005 par là. [...] Pour moi, c'était une mise en pratique de tout ce qu'on avait pu penser en termes de donner la parole aux gens, sachant que dans les MJC... moi aussi j'ai une critique de ces fédérations de l'éducation populaire qui sont beaucoup quand même devenus des lieux de consommation. Il y a cette problématique-là. Même s'il y a des poches où on fait des choses, c'est quand même compliqué, même en tant que directeur de la MJC, de conserver le fil rouge de l'éducation populaire parce qu'aujourd'hui, t'as des politiques publiques, t'as les maires, t'as le Conseil général qui donne des subventions. Du coup, tu te retrouves engoncée, avec en plus des salaires à payer chaque fin de mois. »

On retrouve dans ce discours le schème du lien entre théorie et pratique, mais aussi une connaissance des rouages institutionnels des organisations d'éducation populaire. Jean a pu valoriser ses réflexions en montant des « Conférences gesticulées », spectacles d'éducation populaire basés sur l'expérience de l'intervenant, en se spécialisant sur la thématique de la dénonciation de la propagande et de l'idéologie dominante. Cette reconversion a été rendue possible par les capitaux accumulés tout au long de son parcours. Comme le remarque Leclercq à propos des reconversions d'anciens communistes, ceux caractérisés par « des expériences successives

¹ Laurent Besse, Frédéric Chateigner et Florence Ihaddadene, « L'éducation populaire », *Savoirs*, 2016, n° 42, p. 34.

d'acculturation (ascension sociale par la voie scolaire, insertions sociales diversifiées produisant des dispositions à la mobilité politique) s'investissent dans des formations adaptées à leurs capitaux culturels et à leur demande de réflexion critique¹ ». En quelque sorte, Jean n'a pas renoncé à ses engagements politiques, mais les a plutôt réinterprétés de manière à traverser les transformations qui ont affecté le militantisme communiste à partir des années 1970.

6.3.2 Célia, le tempérament révolté

J'ai déjà évoqué la situation de Célia pour mentionner son rapport difficile au monde et aux études qui témoignait chez elle d'une humeur anti-institutionnelle, et qui l'a menée à s'investir dans de très nombreux mouvements sociaux depuis qu'elle est jeune. Son premier combat politique remonte à son adolescence : « je pense que c'était au lycée où ils voulaient fermer une classe ou une connerie comme ça. C'était contre le système déjà au départ je pense qu'en tant que gamin, c'était pour ça. Le fait de sécher les cours aussi faut pas se leurrer. C'était *antisocial* [elle mime le refrain du morceau de Trust] à cette époque ! » Le lycée peut faire figure d'espace dans lequel se concrétisent les premières révoltes, car il s'agit d'un âge où l'on est fréquemment partisan de changements politiques de grande ampleur, ainsi que particulièrement sensible aux injustices sociales². Dans son cas, on peut également y voir l'activation de dispositions agonistiques préalables, d'autant plus que les actions militantes sont largement acceptées par les élèves. Muxel note ainsi en 2018 que près d'un lycéen sur deux trouve cette pratique acceptable, dont un quart qui y est très favorable³. Même si les années lycées de Célia se situent au début des années 1990, la remarque reste transposable car ces pratiques entretiennent une continuité remontant au moins à mai 68⁴.

Cet engagement n'est que le premier d'une longue liste de participations à des mouvements citoyens qu'elle énumère lorsque je lui demande comment elle en est venue à s'investir dans le mouvement des Gilets jaunes : « déjà à l'âge de 18-19 ans, j'étais dans un mouvement citoyen qui était contre la vivisection. Ça a évolué, j'ai été dans beaucoup de mouvements citoyens, Notre-Dame-des-Landes, contre une décharge toxique je sais plus où, j'ai toujours été dans des mouvements citoyens. » L'engagement politique est ici celui d'une militante chevronnée qui s'investit dans de nombreuses mobilisations en dehors des partis et des syndicats. Ces mouvements se caractérisent avant tout par l'absence de processus formel d'adhésion et par leur

¹ C. Leclercq, « Les ouvriers partis du "parti des ouvriers" », art cit, p. 48.

² Anne Muxel, « Radicalité politique : entre protestation et rupture » dans Olivier Galland et Anne Muxel (eds.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018, p. 221.

³ *Ibid.*, p. 225.

⁴ Ludivine Bantigny, « De mai 68 au mouvement anti-CPE. Filiations et ruptures dans la mobilisation de la jeunesse » dans Anne Muxel (ed.), *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, p. 162-179.

ouverture à la société civile, ce qui permet à tout citoyen ressentant une affinité avec la cause défendue de rejoindre la protestation. En plus de ce caractère relativement spontané, cet activisme a tendance à ne pas se soucier des normes en vigueur dans le champ politique professionnel¹. Ces deux aspects se trouvent en harmonie avec l'*habitus* de Célia, qui se montre volontairement rebelle envers l'autorité, et qui a pu trouver dans cet investissement une manière de valoriser ses dispositions.

Si son *habitus* ne l'a pas aidée pour les études ou sur le marché du travail, l'engagement politique a pu lui apporter des rétributions militantes sous la forme de reconnaissance et de capital social et culturel. En multipliant les engagements, elle accumule ainsi un capital militant qui se substitue aux compétences acquises scolairement et professionnellement, en tirant parti des ressources cognitives agonistiques développées depuis tôt dans l'enfance pour s'investir dans les luttes sociales.

Ses motivations à s'investir politiquement semblent très larges et assez vagues. Célia ne se réfère à aucun corpus théorique ou idéologique, c'est à la fois un rejet des institutions et la profession d'un altruisme qui sont exprimés dans la discussion que nous avons :

— Question : « Qu'est-ce qui te motive à participer à des mouvements citoyens ? »

— Célia : « Faire perdre du pognon à l'État ? Aider les citoyens. Informer les gens sur le fait qu'ils peuvent améliorer leur style de vie. Et profiter de la seule arme qu'ils ont, c'est-à-dire leur pouvoir de consommation, faire en sorte qu'il y ait un avenir pour les enfants qui arrivent et pour ceux déjà présents. Ne pas faire en sorte que ce qui arrive, arrive. Ça fait un an que je préviens que ça va arriver, mais bon, j'ai un temps d'avance. »

— Q : « Donc tu les informes pour qu'ils rattrapent le retard ? »

— C : « C'est pas qu'ils rattrapent le retard, mais qu'ils se réveillent très vite parce que quand ils vont se réveiller ils vont prendre une claque et descendre très très vite. Et le fait que beaucoup d'amis se sont donnés la mort parce qu'ils se sont réveillés, mais trop tard et ils l'ont pris en pleine face, au lieu d'évoluer petit à petit et de comprendre et de changer... Bah évitons cette hécatombe. »

Le fait qu'elle s'en prenne à l'État alors qu'elle touche le RSA (tout en rejetant explicitement l'extrême-droite) indique que ce n'est pas tant l'idée d'institution publique qui est visée que ce qu'incarne l'État perçu comme antagoniste aux citoyens. Dans son enquête sur le rapport des classes populaires aux services publics, Yasmine Siblot notait que l'opinion sur les administrations était surtout envisagée sous l'angle pratique, à l'exception des individus les plus politisés qui parvenaient à généraliser leur discours aux catégories telles que « *le service public* »². Chez Célia, cette généralisation prend un ton antiétatique qui évoque un *ethos* anarchiste. Elle adopte également une posture prophétique en anticipant les conséquences sociales des politiques

¹ Albert Ogien, *Politique de l'activisme. Essai sur les mouvements citoyens*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021, p. 11.

² Yasmine Siblot, « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations. Analyse d'un sens pratique du service public », *Sociétés contemporaines*, 2005, n° 58, p. 87.

qu'elle combat. Bien que cet extrait soit évasif, le fait qu'elle ait milité contre la vivisection ou contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes suggère que c'est notamment à la prévention des perturbations écologiques qu'elle fait référence. L'expérience du deuil d'amis qui se sont suicidés est enfin un autre facteur de politisation, puisque ces tragédies attachent une dimension affective à la lutte politique.

Elle se montre également réservée vis-à-vis de l'adjectif « politique », privilégiant une qualification plus « humaniste » de son militantisme :

— Question : « Et qu'est-ce qui te plaît dans l'action politique ? »

— Célia : « C'est pas politique, c'est plutôt humain, empathique. C'est l'union de gens qui ne sont rien contre de très grosses sociétés, des gens qui ont de gros portefeuilles, de gros carnets d'adresses et qui veulent faire quelque chose de sale. »

Parler de « politique » évoque souvent de manière spontanée le champ politique spécialisé, soit les élections, les débats parlementaires, l'exercice du pouvoir, les enjeux partisans, etc. La méfiance des Gilets jaunes envers les institutions politiques qui est très forte vise également la dimension professionnelle de la politique, assimilée aux limites de la démocratie parlementaire, à laquelle elle préfère la démocratie directe et participative, comme en témoigne l'importance du RIC dans les revendications. Plutôt que de parler de « politique », elle parle donc « d'humain » et d'empathie, réglant le combat militant sur des valeurs morales élémentaires, qui se traduisent par le combat des démunis (« les gens qui ne sont rien » est possiblement une référence à la phrase polémique d'Emmanuel Macron) contre les puissants. Sans s'y réduire, les rétributions à l'engagement ont ici une forte dimension affective et morale car son « registre vocationnel est bien en phase avec le système de valeurs implicites intériorisé *via* la socialisation, système générateur de dispositions à dimension éthique et de principes pratiques au cœur desquels l'on trouve la morale du désintéressement propre au militantisme¹. »

En somme, les ressources agonistiques de Célia, associées à une situation précaire, produisent une grande disponibilité militante car son caractère révolté et l'absence de référents théoriques rigides la rendent susceptible de se retrouver dans de nombreuses contestations. Si l'on reprend le modèle de Bert Klandermans sur l'ajustement de l'offre et de la demande de mobilisation, Célia remplit fréquemment les trois étapes préalables à la participation² : elle sympathise avec de nombreuses causes tant son rejet de l'ordre établi est fondamental, son profil est facilement

¹ Éric Agrikoliansky et Olivier Fillieule, « Les rétributions du militantisme. Du concept à la méthode » dans Lorenzo Barrault-Stella, Brigitte Gaïti et Patrick Lehingue (eds.), *La politique désenchantée ? Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, p. 216.

² Bert Klandermans, « The Demand and Supply of Participation: Social-Psychological Correlates of Participation in Social Movements » dans David A. Snow, Sarah A. Soule et Hanspeter Kriesi (eds.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Malden, Blackwell, 2004, p. 370.

recherché dans les protestations qui ont un caractère de plus en plus ouvert, et sa familiarité avec le militantisme témoigne de sa motivation à participer.

6.3.3 *Marina, une entrée tardive dans le militantisme contre les lois Taubira*

J'ai évoqué précédemment la socialisation primaire de Marina, et le souvenir qu'elle entretient du folklore communiste que son père a apporté en arrivant de Yougoslavie. Celle-ci m'a accueilli un après-midi dans son appartement à Nice. Elle s'y est installée avec son fils il y a vingt ans pour des « raisons familiales » (elle a grandi à Paris dans le quartier de Ménilmontant, et je n'ai pas manqué de lui signaler avoir grandi dans le quartier voisin de Belleville), après un passage par Cannes qu'elle a peu apprécié : « la vie y était trop bourgeoise et superficielle donc il me fallait une ville avec plus d'histoire et quand j'ai visité Nice la première fois, le port de Nice, Nice Est, ça m'a fait écho. Ce côté-là est très militant en plus, plusieurs couleurs de militantisme : extrême-droite, ultra-gauche... » On voit dans ce témoignage qu'elle cultive une certaine ambiguïté dans son rapport à l'axe gauche-droite, ainsi qu'un goût pour le militantisme.

Si l'enfance passée dans un foyer où les références au communisme ont pu rendre envisageable l'engagement, l'activation militante de ces schèmes aura mis une trentaine d'années à se produire. Après avoir obtenu un DUT de comptabilité, elle travaille dans un cabinet d'expertise comptable puis pour une association de tutelle de majeurs protégés. Au moment de notre rencontre, elle était sans emploi. Le récit du déclic à l'engagement met en scène la rencontre avec une association au détour d'une affiche aperçue dans la rue :

— Marina : « Tout a commencé en 2012, parce qu'à Nice j'avais rencontré le CNR, une association qui a repris le CNR de Jean Moulin, Comité National de la Résistance. Il a été fondé par Lucien Pons, qui a été fondateur du CNR 06. Et donc il a repris le modèle des conquits sociaux du CNR de Jean Moulin, pour dénoncer que tous les conquits sociaux gagnés après la Seconde guerre mondiale, on était en train de les perdre avec la déstructuration de l'ère ultralibérale. Et c'était une association de rééducation populaire. »

— Question : « Vous l'avez découverte comment cette association ? »

— M : « Par hasard, j'avais vu une affiche qui disait qu'il y avait des projections de films intéressants avec conférence-débat, dont la Stratégie du choc donc c'est comme ça que j'ai rencontré Lucien Pons. Donc il projetait le film tiré du livre de Naomi Klein, et j'ai intégré cette association après. Et nous les Gilets jaunes, on a repris cette association, je fais partie du bureau parce le président est décédé et l'association a failli se dissoudre, et on nous a proposé de reprendre les rênes et voilà l'association continue et elle milite au sein des manifestations tous les samedis pour faire ce travail de sentinelles. »

Il me faut tout d'abord préciser que je reconstitue ici la chronologie de son parcours militant. En effet, le souvenir de cette irruption de la politique dans son parcours lui est venu après m'avoir exposé la séquence militante suivante, l'opposition aux lois Taubira. Quand je lui

demande ce qui l'a interpellée dans l'affiche, elle remonte un peu plus loin pour me confier qu'elle s'était déjà intéressée à la thématique de l'Union Européenne quelque temps auparavant :

« J'avais quand même vu dans certaines émissions, dont un média sur internet tenu par Pierre Jovanovic qui était interviewé par une chaîne canadienne, donc j'avais un angle contradictoire sur l'Union Européenne et les traités, donc là j'ai commencé à m'intéresser au droit en fait. [...] C'était en 2011. À ce moment-là je voyageais pas mal et bizarrement, comme je voyais l'UE de loin vu que je voyageais en dehors des frontières de l'UE, de l'espace Schengen... et bizarrement ça concordait avec ce moment où je voyais l'UE de loin, de l'extérieur, et ça m'avait fait tilt parce que je connaissais un peu la stratégie du choc. »

C'est donc autour de la thématique de la défense des services publics qu'elle se politise, par la rencontre avec cette association, et surtout son président Lucien Pons (« un homme merveilleux ») qui la familiarise avec des figures de la gauche radicale : « Noam Chomsky, Ambroise Croizat, Étienne Chouard aussi, [Lucien Pons] l'avait invité à Nice ». Son entrée dans la contestation se fait donc sous l'angle de la critique du néolibéralisme et de la mondialisation. Par ailleurs, des contenus critiques découverts sur internet un peu avant avaient initié chez elle un intérêt pour ces sujets. Il faut enfin noter à ce propos qu'on retrouve dans cette association d'autres participants au mouvement des Gilets jaunes, notamment Philippe qui m'a lui aussi évoqué Lucien Pons et Étienne Chouard.

C'est en 2013 qu'elle s'investit pour la première fois dans un mouvement social en manifestant contre les lois Taubira, « car on savait qu'avec ces lois là on allait déstructurer le code civil et amener à des lois bioéthiques qui allaient amener la PMA et après la GPA. » Ces protestations sont pourtant bien plus marquées de l'empreinte de la droite catholique que de l'altermondialisme, mais ce sont des justifications juridiques et biologisantes, plutôt que religieuses, qu'elle invoque pour expliquer son engagement dans ce mouvement :

« C'était le Mariage pour tous où [Christiane Taubira] avait introduit la possibilité de pouvoir... euh... on voyait que ça pouvait faire entrer les lois bioéthiques à la suite des lois Taubira, et d'ailleurs il y a eu les lois bioéthiques, il y a eu de grands pourparlers, ils appelaient ça les assises des lois bioéthiques je sais plus... et évidemment c'était la PMA qui après était sur le tapis, et les PMA ont été promulguées cet été. Et on voyait en fait les dérives... parce que déjà ça avait réformé le code civil donc c'était pas juste "on ne veut pas que les homosexuels aient une vie de famille", c'est qu'elle faisait rentrer la fiction en fait, la filiation fictive, une espèce de fiction juridique. Donc dans l'extrait de naissance l'enfant serait né de deux hommes alors que bon... voilà c'est une fiction juridique et on voyait que ça sortait d'une réalité qui devait quand même avoir une réalité génétique, une filiation au moins génétique, qu'il y ait une trace malgré tout. Et non, elle a tout déstructuré. »

La thématique du droit revient fréquemment tout le long de l'entretien. Elle critique le fait que filiation « génétique » soit remplacée par une norme juridique, se défendant à moitié de refuser l'égalité pour les couples de même sexe. L'invocation d'une norme naturelle était en effet au cœur du discours pontifical de Jean-Paul II, qui dénonçait le fait que « cette "biopolitique" »

conteste le périmètre de l'autorité du magistère de l'Église sur le corps¹ ». De plus, La Manif pour tous a stratégiquement choisi d'ouvrir la contestation à des acteurs extérieurs aux milieux catholiques, en construisant une mobilisation « iconoclaste » et éclectique, notamment en appelant les catholiques à se positionner en tant que « citoyens »², permettant aux personnes qui ne reconnaîtraient pas dans les motivations religieuses à se joindre aux cortèges.

Elle va alors se joindre à diverses mobilisations qui gravitent autour de l'opposition aux lois Taubira, et s'habituer à l'action militante :

« Il y avait les Sentinelles et les Veilleurs. Les Veilleurs, en fait, ils veillaient sous les fenêtres du ministère de la Justice, donc à l'époque Taubira, Place Vendôme, et on veillait tous debout, on restait debout toute la journée. On se relayait jour et nuit, et on restait avec des distances sociales de deux mètres et on quadrillait toutes la place pour pas être sous le coup de la loi d'une manifestation déclarée. Donc ils pouvaient pas nous embarquer, il y avait plein de camions de CRS autour de nous, mais ils pouvaient rien faire, c'était rigolo, enfin rigolo oui et non, mais ça nous permettait aussi de communiquer parce qu'il y avait des gens qui comprenaient pas "mais pourquoi vous manifestez enfin vous êtes méchants", puis nous on expliquait ce qu'on y voyait dans cette loi-là, et les dérives que ça allait impliquer... Bon voilà c'est comme ça, en tout cas moi je me considère, entre les Gilets jaunes et les veilleurs. Maintenant, les Gilets jaunes manifestent contre ces lois du 5 août 2021, on nous appelle les gardiens du vivant parce qu'on veut dénoncer certaines dérives sur le génome humain. Avec le recul je vois une logique, c'était déjà des gardiens du vivant pour nous quand on militait contre les lois Taubira, et puis pour la souveraineté individuelle, le droit de vivre dignement de son salaire, être considéré dans la vie de la cité, avoir le droit de s'exprimer dans l'espace politique de la vie de la cité. »

C'est dans ce contexte qu'elle découvre la confrontation avec les forces de l'ordre, le jeu de l'encadrement légal des manifestations, l'interpellation des passants et l'argumentation pour défendre sa cause. Il s'agit d'une véritable socialisation à l'activisme, moment où elle acquiert des dispositions qu'elle pourra réactiver dans d'autres contextes militants. Elle relie d'ailleurs spontanément cette protestation à celle des Gilets jaunes contre l'instauration du passeport vaccinal en août 2021, en qui elle voit une attention commune pour les questions bioéthiques. Elle catégorise par ailleurs ces positions dans un même registre « citoyeniste » et participatif. De plus, le fait de s'être investie dans un mouvement social allant à l'encontre d'une loi votée par le parlement participe à légitimer un positionnement contre-hégémonique, qu'elle a pu retrouver ultérieurement lors du mouvement des Gilets jaunes.

À la suite de cette séquence, Marina va approfondir son intérêt pour le droit en reprenant des études qui la mèneront jusqu'à l'obtention d'une licence de droit commencée en 2014 : « c'était à la suite d'avoir écouté Asselineau et Étienne Chouard et je me suis dit "le droit, il faut creuser ça." Et ça m'a paru limpide, parce qu'avant, dès que j'ouvrais un texte juridique, j'avais mal à la tête, je comprenais rien ! Après ça devenait fluide, maintenant c'est limpide. » Comme pour

¹ Yann Raison du Cleuziou, *Une contre-révolution catholique. Aux origines de la Manif pour tous*, Paris, Seuil, 2019, p. 32.

² *Ibid.*, p. 201.

Jean, Marina a choisi de reprendre des études pour se donner des moyens de compréhension des enjeux politiques qui la préoccupent. Elle acquiert ainsi un capital culturel qui sert sa réflexion politique et citoyenne.

Cet intérêt se nourrit par ailleurs de figures « antisystème » telles que François Asselineau ou Étienne Chouard. Dans le cas de Marina, son positionnement peut aussi bien être qualifié de « confusionniste » que d'« antisystème ». Le premier terme renvoie à un brouillage idéologique mélangeant des références empruntées à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche, la méfiance du mouvement des Gilets jaunes vis-à-vis du clivage gauche droite ayant été selon le sociologue Philippe Corcuff « un point d'accroche avec l'air du temps confusionniste¹. » Le second est caractéristique d'une « posture médiatique » désignant des positionnements variés, allant des partis situés aux « extrêmes » de l'échiquier politique à des mouvements citoyens revendiquant une autonomie politique². Cette attitude, courante chez les Gilets jaunes, témoigne d'une individualisation du positionnement politique qui ne se construit pas en référence à une doctrine identifiable, mais « en formant des combinaisons complexes d'éléments dont chacun, pris à sa valeur faciale, semble associé à une opinion différente, et cela depuis un *point de vue* qui les unifie, point de vue qui est le leur et qui est supposé leur être propre³. »

Au total, le parcours de Marina montre comment une enfance passée dans un foyer politisé peut inscrire des schèmes activables ultérieurement, même après une longue période d'inactivité politique. Elle me dit par exemple qu'avant cette rencontre avec le CNR : « j'avais le niveau politique zéro [...] j'étais à sortir, à m'amuser, à consommer, je me posais aucune question ». Il faut également souligner les effets de réseaux de groupes politiques préalables aux Gilets jaunes qui ont pu faciliter la constitution de groupes locaux, déjà politisés autour de certaines causes, et qui ont pu voir dans un mouvement de plus large ampleur une opportunité pour porter leurs revendications. Enfin, il montre comment l'inscription dans des mouvements sociaux successifs demande un travail de mise en cohérence idéologique de la part des militants, quand ces mobilisations présentent des objectifs disparates.

6.3.4 *L'associatif en contrepoint des mouvements sociaux*

Une autre instance de politisation peut être identifiée dans l'associatif. Si les associations ne sont pas toutes tournées vers des objectifs explicitement politiques, le fait de s'impliquer

¹ Philippe Corcuff, *La grande confusion. Comment l'extrême-droite gagne la bataille des idées*, Paris, Textuel, 2021, p. 313.

² Lucie Raymond, « “L'antisystème” : de la formule à la posture médiatique », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2022, vol. 23, n° 3, p. 63-64.

³ Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Qu'est-ce que l'actualité politique ? Événements et opinions au XXI^e siècle*, Paris, Gallimard, 2022, p. 209.

demande et forme des dispositions proches de celles du militantisme. Il faut en effet montrer un certain « intérêt au désintéressement » – bien qu’une professionnalisation soit possible –, être prêt à s’engager personnellement sur la durée ou avoir une cause à défendre. Ainsi, l’investissement dans une association peut produire des dispositions qui peuvent être transposées dans le cadre d’une mobilisation contestataire, si bien que « quelle que soit la cause défendue par l’association, et abstraction faite du profil sociologique des adhérents, [...] l’engagement associatif apparaît comme intrinsèquement corrélé à une plus forte politisation¹. »

Dans le cas d’Alex, maître-nageur de 46 ans vivant à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) depuis ses 20 ans, l’engagement dans des associations fait figure de substitut aux partis politiques et aux syndicats, avec qui il entretient tout de même des liens :

« J’ai toujours été un peu un militant... on va dire de gauche sans étiquette. J’ai participé à beaucoup de choses avec la CGT, avec les communistes, avec les socialistes, peu importe, mais toujours sans étiquette, parce que moi je suis comme ça, c’est pour garder ma liberté. Ne trouvant pas, depuis des années, mon bonheur au niveau de ce qui se fait des militants en France – malheureusement que je trouvais trop pacifiques, sans rentrer dans la violence, hein, mais trop sages –, je me suis retourné vers le militantisme associatif. J’ai été président de deux associations, dont une très grosse association sportive ici à Ivry où j’ai été président des activités aquatiques, donc l’apprentissage natation pour les enfants. Une grosse asso avec une quinzaine de salariés et 800 membres inscrits enfants. Et à côté de ça, depuis 2019, je suis aussi président associatif d’une association avec laquelle on a bossé sur différents projets artistiques. »

Alors que ses parents ouvriers n’étaient pas politisés, Alex, qui a grandi dans une cité vitriote avant de déménager à Ivry, fait figure d’enfant des banlieues rouges étant entré dans l’âge adulte au moment où s’y produisait une désaffiliation politique massive. Son parcours témoigne de l’importance du tissu associatif local dans sa politisation. Dans ces territoires, les associations ont tenté de compenser l’éloignement entre élus et citoyens (sur fond de défaites électorales du PCF qui incarnait toutefois un passé « glorieux » chez une partie des habitants), en servant d’intermédiaires aux démarches participatives municipales, même si leurs effets se sont révélés limités. Comme le notaient en 2001 Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer dans leur enquête dans des villes communistes de Seine-Saint-Denis, les « associatifs, qui constituent l’essentiel du public actif, peuvent bien critiquer à l’occasion les responsables municipaux, ils sont unis à eux par une multitude de liens [...] de dépendance passant par les subventions aux associations et à leurs activités, la mise à disposition de locaux, voire l’accès à des emplois municipaux². »

¹ Camille Hamidi, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l’immigration », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n° 1, p. 6.

² Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer, « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d’Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, 2001, vol. 42, n° 2, p. 241.

L'environnement politique dans lequel a évolué Alex a permis de lui procurer un capital social qui a pu l'aider à s'intégrer ensuite à des mouvements sociaux.

Il évoque de plus un passage par « le mouvement hip-hop » à l'adolescence. Comme le suggèrent Bacqué et Sintomer, cette expérience a pu nourrir une critique sociale radicale de substitut au communisme municipal dont Alex n'a eu qu'un accès indirect :

« L'esprit de scission que manifestent les chanteurs pourrait évoquer, dans une certaine mesure et dans un contexte radicalement modifié, celui qui animait le mouvement ouvrier dans sa période révolutionnaire. Il n'est cependant plus couplé à une alternative de société. Politiquement et socialement, le mouvement hip-hop se situe dans un après de la culture et de la ville ouvrière, sans nouvelle perspective. Le développement d'une culture rap politisée constitue néanmoins l'un des rares canalisateurs d'une violence sans objet. En exprimant celle-ci et en la transformant en une rage plus politique, il favorise le retournement positif du stigmate et s'oppose ainsi aux tentations nihilistes ou à l'émergence de cultures clientéliste ou délinquante¹. »

L'entretien réalisé dans son HLM d'une cité d'Ivry m'a effectivement permis de constater qu'Alex est mélomane (notamment par sa passion pour l'écoute haute-fidélité), ce qui suggère que le mouvement hip-hop a pu constituer chez lui une instance précoce de politisation compte tenu de la teneur des morceaux de l'époque (puisqu'il avait environ 15 ans en 1990, on pensera notamment aux albums de NTM avec des morceaux comme « Le monde de demain » en 1991, « Police » en 1993 ou « Pose ton gun » en 1998). Par la suite, les engagements associatifs et les liens entretenus avec des militants ont pu compléter les ressources qu'il a pu mettre à profit pour s'engager dans le mouvement des Gilets jaunes et appuyer sa critique des médias.

Un autre cas de politisation par l'engagement associatif est celui de Jean-Paul, 60 ans, vivant à Verneuil (Orne). Élevé par un grand-père communiste avec qui il allait vendre *L'Humanité Dimanche*, il passera brièvement par la délinquance (en évitant la prison) lorsqu'il retourne vivre avec son père dans une cité de banlieue parisienne, avant de se stabiliser en se mariant et en effectuant son service militaire. Après un parcours professionnel dans le secteur de la presse (point qui sera traité ultérieurement) puis comme tenancier d'un bureau de tabac, il est maintenant pris en charge pour Affection de longue durée (ALD) à la suite d'un AVC, qu'il lie avec humour à son rythme de travail de buraliste : « dans la presse, j'avais huit semaines de vacances, quatorze mois payés et je faisais 32 heures. Je me suis retrouvé à avoir quinze jours de vacances en faisant 70 heures par semaine du lundi au dimanche. On voit un peu les conséquences du “travailler plus pour gagner plus”, comme le disait un certain président. »

L'engagement dans l'associatif est un point sur lequel il a insisté pendant l'entretien, lorsque je lui ai demandé quelles étaient ses activités politiques et citoyennes avant d'entrer parmi les Gilets jaunes :

¹ *Ibid.*, p. 244.

— Jean-Paul : « Moi j'ai été pendant trente ans dans la vie associative. Essentiellement le football, j'ai un diplôme qui correspond au premier brevet d'État qui me permettait d'entraîner même des seniors, mais je me suis spécialisé dans les débutants. Je suis rentré à la commission technique du district des Yvelines. La seule raison pour laquelle je me suis lancé là-dedans, c'est que je dis que les jeunes, s'ils font des conneries, faut les occuper. Et moi quand j'étais jeune et que j'étais derrière un ballon, je ne pensais pas à faire des conneries. Là, dans les cités, s'il y avait des éducateurs de terrain qui occupaient les gamins... moi j'ai connu ça, des éducateurs qui nous faisaient faire un match de foot, un match de basket, on allait à la piscine. Il y avait éventuellement des gens qui t'aidaient à faire les devoirs. Ça, on l'a supprimé dans les cités, parce que plus les gens ils sont cons, plus on les manipule. »

— Question : « Et vous avez fait ça quand ? »

— J.-P. : « Ah, ça remonte. J'ai fait ça de 1983 à 2015, j'ai fait différents clubs, j'étais reconnu. Chez les petits, tu leur fais apprendre ce que tu veux. Et ce qui est bien, c'est qu'il faut pas qu'il y ait de compétition. Quand je vois les gens sur le terrain qui disaient "bagarre toi, faut que tu sois le meilleur !" Je leur disais "mais attends, laisse-les s'amuser." Et c'est comme ça qu'ils vont progresser. »

Sa longue expérience d'éducateur bénévole reflète son discours marqué par la thématique de la justice sociale, et la critique du capitalisme (en dépit de son statut de petit commerçant et d'une situation matérielle qu'il juge confortable), bien qu'il ne soit pas communiste (« sur le papier c'est très bien, mais quand on voit l'exemple de Ceaușescu, ce qu'il a fait avec l'argent du peuple, ça donne à réfléchir. ») Il me raconte par exemple qu'il mélangeait toujours l'effectif des équipes de sorte à équilibrer les matchs, ou qu'il organisait des rencontres entre enfants et parents en donnant comme consigne de laisser les enfants gagner.

L'encadrement des jeunes footballeurs est donc pratiqué afin d'offrir une échappatoire aux enfants issus de milieux défavorisés, mais aussi de lutter contre les valeurs de compétition au profit de l'entraide. C'est ainsi qu'il politise son regard sur cet investissement, qu'il compare avec la situation des cités défavorisées, à propos de laquelle il déplore le manque de moyen et d'encadrement des jeunes. Dans son cas le passage par l'associatif a pu former un rapport politique à la vie quotidienne, par un engagement assidu qui légitime la mise en pratique de convictions politiques.

Enfin l'associatif aura également été formateur pour Stan, 39 ans, qui vit à Commercy (Meuse) avec sa compagne et ses enfants. Fils d'une mère célibataire apolitique, son seul lien familial avec le militantisme était son grand-père électeur Front National qui s'était mobilisé contre la construction du site d'enfouissement de déchet nucléaire de Bure. C'est lors de ses études d'ingénieur en Suisse qu'il va commencer à militer à Amnesty International qu'il découvre par l'intermédiaire d'un ami. Néanmoins, il refuse de considérer cet engagement comme relevant d'une « politisation » dans la mesure où l'activité de l'ONG se situe selon lui dans le « système ». Ce sera en 2017 qu'il franchira un pas supplémentaire en participant à la campagne de 2017 de Jean-Luc Mélenchon :

« C'était par un pote, quand j'étais dans mon école d'ingénieur en Suisse, c'était en 2006 ou 2007. J'ai un copain qui était dedans je crois, et il y avait un groupe local là où j'étudiais. On l'a rejoint tous les deux et on a créé notre groupe. [...] C'est plutôt avec la campagne de La France insoumise de 2017 que j'ai commencé à me politiser. Amnesty, je considère pas ça comme de la politisation, c'était pour les droits humains en plus c'était pas en France. On militait pour les droits humains, mais on mettait pas en cause le système en quelque sorte. »

On trouve ici une trajectoire inverse de celle qu'avait observée Agrikoliansky dans son enquête sur les militants à la Ligue des Droits de l'Homme dans les années 1980 dont l'adhésion partisane précédait l'engagement associatif¹. Le contexte de cette inversion est celui d'une recomposition du champ politique spécialisé, et d'une transformation de l'organisation des partis qui a fait émerger des mouvements structurés autour d'une candidature politique, comme c'est le cas pour LFI, et qui se caractérisent par une large autonomie conférée aux militants en contrepartie d'un faible pouvoir dans l'exercice de la démocratie interne². L'adhésion se limitant à l'inscription en ligne, il est possible de s'investir à mesure de sa motivation, ce qui a pu favoriser l'engagement de Stan qui aurait pu être réticent à intégrer un parti politique « traditionnel ». Ici, l'engagement associatif a joué un rôle d'intermédiaire en familiarisant avec le contexte de l'action collective, préparant à une phase d'explicitation de la politisation.

6.3.5 *Immigration et associatif*

Enfin, l'associatif se retrouve dans le parcours de plusieurs enquêtés ayant connu l'immigration. C'est premièrement le cas de Marion, 49 ans, qui vit à côté de Nice. Fille d'immigrés vietnamiens, elle a obtenu un DEA en économie et travaille pour une caisse de la sécurité sociale. Alors que ses parents sont de droite, ses convictions sont très marquées à gauche :

« Vous savez, il y a une illogique, on dit que par rapport à sa condition, le vote ne suit pas forcément. Et moi, je trouvais ça illogique parce que nous, on est arrivés en France, on bénéficiait de tout ce qui était la protection sociale, ce qu'on appelle la sécurité sociale, alors moi ça me paraissait aberrant... Après je comprends mes parents par rapport à ce qu'ils ont vécu par rapport à la politique, le communisme, etc., ils étaient pas dans un enjeu collectif. Et moi j'étais plus dans un enjeu collectif. »

Si ses études ont joué un rôle dans la formation de ses opinions politiques, un engagement précoce dans l'associatif permet d'identifier un autre ressort de politisation : « j'ai commencé à l'adolescence. Et puis après, ça s'est concrétisé dans le cadre du travail à Marseille puis ça a continué bénévolement. C'était surtout dans l'aide aux démarches administratives, de traduction pour des communautés qui ne s'en sortent pas. Puis après, dans le cadre de mon travail, je travaille également avec des associations pour mettre en place des projets. »

¹ Éric Agrikoliansky, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1, p. 33.

² Rémi Lefebvre, « Vers une dé-démocratisation partisane ? Une approche comparée de la France insoumise et de la République en Marche », *Politique et Sociétés*, 2022, vol. 41, n° 2, p. 182.

Le contact avec les difficultés liées à l'arrivée dans un pays étranger (« avant [la fac] c'était un peu la survie ») a pu la motiver à utiliser son expérience pour aider des personnes dans une situation qu'elle a connue, et avec laquelle elle est donc plus susceptible de sympathiser, dans le cadre de l'aide administrative pour non-francophones. L'investissement associatif auprès de publics en situation précaire mène à des situations de discussion des problèmes et d'échange, avec d'autres bénévoles par exemple, qui vont permettre de désingulariser les situations et d'en dégager les enjeux institutionnels, produisant ainsi une politisation du regard sur le monde¹. Qui plus est, le fait d'avoir gardé le contact avec le secteur associatif dans le cadre de son activité professionnelle a pu maintenir dans son environnement les enjeux au principe de sa politisation.

Dans un tout autre registre, on retrouve une politisation de l'expérience du déplacement chez Francis, 71 ans, qui vit au sud de Perpignan. Ce retraité, ancien responsable de la prévention incendie pour l'Office National des Forêts (ONF), a vécu le rapatriement d'Algérie en 1962 avec ses parents pieds-noirs. Nostalgique de l'Algérie Française, il a été encarté au FN de 1984 à 2012, qu'il quitte lorsque Marine Le Pen nomme Florian Philippot (« un gaulliste ») à la vice-présidence du parti. Vouant une rancune tenace contre le Général de Gaulle, il est membre d'une association d'hommage aux partisans de l'Algérie française – notamment les commanditaires de l'attentat du Petit-Clamart, dont Bastien Thiry, qui furent exécutés – et de soutien aux harkis (qui sont très présents dans les Pyrénées-Orientales). Cet environnement idéologique a pu légitimer des opinions contre-hégémoniques et critiques vis-à-vis du pouvoir politique et du monde social, en remettant notamment en cause la décolonisation.

C'est enfin le cas, à l'opposé, de Malika, 57 ans, qui vit à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) avec son fils qu'elle élève seule. Après avoir obtenu un DUT en techniques de commercialisation et travaillé longtemps comme technicienne-support pour des instituts d'études de marché, elle entame une reconversion professionnelle en 2010 et obtient un Master 2 en Management. Elle est depuis secrétaire dans une association tournée vers la prise en charge d'enfants autistes. Sympathisante à La France insoumise, elle participe à un groupe d'appui du mouvement (« avec une certaine critique par rapport au fonctionnement des groupes d'appuis, mais ça dépend des personnes qui font partie du groupe »). Ce profil correspond bien aux

¹ Daniel Thin, « “Les plus hauts ils aiment bien que le peuple... reste aveugle”. Groupes de femmes de quartiers populaires et socialisation politique », *Sociétés contemporaines*, 2018, n° 112, p. 32-33.

caractéristiques de la professionnalisation du secteur associatif, très féminisé, et porté par un engagement ayant une dimension politique¹.

Fille d'immigrés algériens, elle me raconte comment le visionnage de programmes télévisés a participé à son éveil culturel en lui procurant des repères sur l'histoire de la France et de l'Algérie : « ces feuilletons m'ont permis de savoir comment les Français vivaient et puis de faire des recherches sur ce qu'il se passait en Algérie à ce moment-là, puisque je suis née en Algérie. Je suis arrivé en France, j'avais 7 ans et demi, presque 8 ans. En tout cas, ça m'a permis d'avoir des repères historiques. » Elle me raconte également comment l'intersection entre son combat féministe et sa condition de femme racisée a pu contribuer à sa politisation en s'investissant dans un mouvement de femmes algériennes lors de la décennie noire :

« En 1990 grosso modo, j'ai commencé à militer en tant que femme dans des groupes féministes. Ça m'a permis de rencontrer des femmes, entre autres Algériennes, qui étaient menacées, puisqu'elles pouvaient être visées à la fois par les militaires et par les islamistes. Ce sont des femmes brillantes qui m'ont beaucoup apporté. Moi, j'avais pas une connaissance du monde politique, du monde social. Enfin, si un petit peu parce que je partais quand même en vacances, et je voyais certaines choses. Mais c'étaient des personnes plutôt cultivées, militantes, donc elles m'ont beaucoup apporté. »

C'est à cette période, au sortir de l'université et lors d'une crise politique dans son pays d'origine, que les événements l'amènent à s'interroger sur le monde et à politiser son regard sur l'actualité. Comme l'observe Elsa Lagier dans sa recherche sur la politisation de familles ayant immigré en France, « le parcours migratoire des parents influence la socialisation politique de leurs enfants à partir du moment où l'histoire personnelle familiale des parcours concrets se trouve réinscrite dans une histoire plus collective qui lui donne du sens². » Militer dans une association peut justement être un moyen de rendre cohérents les aspects identitaires du pays d'origine avec les normes du pays dans lequel on a grandi.

Les différents parcours observés témoignent donc de la variété des socialisations militantes, dont les effets peuvent se réaliser aussi bien de manière explicite qu'implicite. S'engager politiquement expose tout d'abord à des idées, des penseurs, des doctrines, des corpus idéologiques auxquels on sera plus ou moins réceptif, mais qui vont au moins installer la réflexion politique dans la vision que l'on a du monde. Ces éléments idéologiques forment un ressort spécifiquement critique dans la mesure où les parcours militants des enquêtés se situent dans des univers radicaux, éloignés du centre politique (avec ici une surreprésentation de la gauche radicale). En plus de ces connaissances théoriques, s'ajoutent des connaissances pratiques sur le monde qui

¹ Simon Cottin-Marx, *Sociologie du monde associatif*, Paris, La Découverte, 2019, p. 93-94.

² Elsa Lagier, « Parcours migratoires des parents et rapport des enfants à la politique. La part de l'histoire migratoire familiale dans la socialisation politique des descendants d'immigrés », *Recherches familiales*, 2016, n° 13, p. 33.

permettent de s'orienter dans l'univers militant. Qui plus est, ces pratiques sont porteuses de valeurs qui donnent un sens à l'engagement. À travers cet apprentissage, on incorpore des manières d'agir, de faire, de sentir et de penser qui peuvent préparer les individus à des mobilisations ultérieures et les disposer à adopter un regard critique sur le monde.

6.4 Travail et politisation

Rentrer dans le monde du travail se traduit par l'adoption de nouvelles habitudes, de nouvelles rencontres et donc de nouvelles sociabilités. Comme toutes organisations, les entreprises façonnent des comportements et participent ainsi à la construction identitaire de l'individu. Mais ces socialisations restent très spécifiques aux différentes professions, car les structures organisationnelles varient, les formes d'inculcation des normes d'un métier sont spécifiques aux différentes activités et à leur histoire, la nature des liens de subordination ne s'exprime pas de la même manière selon qu'on travaille dans la fonction publique, dans une start-up ou que l'on exerce une profession libérale¹. De plus, l'entrée dans une profession est conditionnée par le parcours antérieur de l'individu et donc de sa socialisation primaire, tout particulièrement par les études menées qui préfigurent fortement les choix de carrières ultérieurs. Néanmoins, il faut noter une tendance à l'individualisation de l'identité professionnelle comme en témoignent les reconversions, même si elles sont autant conditionnées par le niveau d'études que par les politiques de flexibilisation du marché du travail².

La politique au sens étroit est rarement l'objet même de l'activité professionnelle, et les discussions entre collègues sur des sujets d'actualité ne sauraient produire à elles seules une politisation durable des individus. Pour saisir une politisation à la critique *par* le travail il faut plutôt s'intéresser à l'articulation entre l'activité professionnelle pratique et les référents politiques, moraux, idéologiques qui la sous-tendent, qui surgissent éventuellement à l'occasion d'actions collectives³. À cet égard, bien que le syndicalisme soit une forme de militantisme, son inscription dans le cadre professionnel lui procure des ressorts spécifiques, raison pour laquelle ce type d'engagement sera traité dans ce sous-chapitre.

¹ Claude Dubar, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, 5^e éd., Paris, Armand Colin, 2022, p. 139.

² Annie Lamanthe, « Les restructurations, entre opportunités et contraintes : des cadres, ingénieurs et techniciens en reconversion créent leur entreprise dans le secteur des énergies renouvelables », *Travail et Emploi*, 2014, n° 138, p. 69-84.

³ Ivan Sainsaulieu et Muriel Surdez (eds.), « Le travail contemporain et ses significations politiques » dans *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 17-18.

Je dresserai ici plusieurs portraits de politisation par l'environnement professionnel, d'abord pour montrer que l'exercice d'un métier en lien avec la presse peut apporter des connaissances de première main sur le fonctionnement du journalisme. Dans un autre registre, les injustices subies au travail peuvent activer et mobiliser des schèmes de réflexions politiques chez les individus. De plus, l'engagement professionnel et syndical peut donner conscience de l'inscription du travail dans le monde social et amener à lutter pour la défense de droits. À travers ces portraits, c'est le potentiel mobilisateur du travail qui apparaît, ainsi que la capacité des acteurs à développer des schèmes critiques sur le monde social.

6.4.1 *Le contact direct avec les médias*

Le cas de Jean-Paul est un peu particulier. Il a en effet travaillé de 1983 jusqu'au début des années 2000 aux Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP), dont la mission était d'assurer la distribution simultanée des journaux partout en France, en vertu de la loi Bichet de 1947. Travaillant dans les stocks et ayant pour activité de charger les camions avec les exemplaires commandés, c'est ainsi qu'il me présente son activité :

« Les NMPP, c'était une coopérative d'éditeurs, il y avait deux grands centres sur la région parisienne, t'avais Saint-Denis et Rungis. Saint-Denis couvrait tout le nord de la France. Rungis couvrait tout le sud de la France. Tout ce qui arrivait des imprimeries, par exemple t'avais genre dix camions de *Femme actuelle*. Tous les camions arrivaient à Rungis et après à Rungis, il répartissait dans les dépôts. Donc les deux gros centres de distribution et ensuite vingt-deux dépôts. Et donc c'était réparti sur ces vingt-deux dépôts qui, eux derrière, répartissaient sur les diffuseurs qu'il y avait dans leur secteur. Et la particularité des NMPP, c'est que ça concernait Paris et toute la petite couronne. Donc nous, on recevait directement de Rungis. »

Les éditeurs membres de la coopérative se trouvaient ainsi être les grands patrons de presse en France ce qui va le sensibiliser à la question de l'actionnariat médiatique en France, en raison de sa proximité avec l'économie des médias. Voici ce qu'il me répond quand je lui demande comment il s'est rendu compte du pouvoir des médias :

- Jean-Paul : « Quand j'ai travaillé dans la presse, ça m'a bien aidé quand même. Prenons l'exemple de Line Renaud. Si on veut lui faire vendre un truc, tu la mets sur toutes les couvertures de France et de Navarre. Les gens vont se dire : "Ah si les médias en parlent, c'est que c'est bien, ils ont la science infuse les médias". On voyait bien que si vous voulez faire monter un tel ou tel... Là, la dernière présidentielle t'allais chier, c'était limite si t'avais pas Macron sur le papier cul. Arte a parlé de ça. Il me semble qu'il y a eu 476 couvertures de magazines dans les trois mois qui ont précédé l'élection présidentielle avec Macron. »
- Question : « Et comment vous avez compris que c'étaient les grandes fortunes qui tenaient les médias ? »
- J.-P. : « Bah tu travailles, t'as le groupe Lagardère, t'as le groupe Hersant. Les NMPP, c'était une coopérative d'éditeur. Donc les éditeurs, c'était Hachette-Filipacchi, Axel Ganz. Axel Ganz, c'était un des plus puissants, ceux qui avaient *Femme actuelle*, *Télé Loisirs*. Il y avait Hersant. [...] c'était une coopérative avec tous les éditeurs. »

Cette expérience professionnelle lui a donné des outils concrets d'analyse du pouvoir de la presse en France, comme en témoigne sa remarque humoristique sur l'omniprésence d'Emmanuel Macron sur les couvertures de journaux en 2017. Lorsque les Gilets jaunes ont commencé

à soulever la question de l'actionnariat des médias, Jean-Paul était donc déjà familier du sujet (« on savait tout, les uns les autres on connaissait les rouages. Quand tu rentres aux NMPP, t'avais une petite formation d'une journée pour savoir comment ça fonctionnait »), ses ressources ayant pu être mobilisées à l'occasion de discussions militantes sur les médias.

Isabelle a brièvement édité un journal local dans les années 1990. Il s'agissait d'un gratuit pour lequel elle s'occupait à la fois du rédactionnel et de la vente d'espaces aux annonceurs, avant de passer la main quelques années plus tard :

« Quand j'y repense, j'ai eu un parcours assez riche [...] j'avais un journal gratuit sur Nice, qui s'appelait *Les Femmes et les enfants d'abord*. [...] C'était commercial, c'était mon travail. C'était gratuit, mais je vendais les pubs. Ça devait être aux alentours de 95 que j'ai fait ça. Je crois que je l'ai gardé deux, trois ans et après il y avait une amie qui bossait avec moi qui l'a repris. J'écrivais et surtout je faisais du commercial, et c'est pour ça que je me suis mise avec cette copine qui était une vraie commerciale, qui me faisait plus cette partie-là. Ce qu'on écrivait, c'était le local, ça touchait vraiment les activités, ce qui se faisait, les associations qui proposaient des trucs aux enfants, aux mamans. Tout ce qui se fait dans une ville, quoi. »

Gérer et participer à la rédaction d'un journal ont ainsi pu développer des compétences qui peuvent être mobilisées dans l'engagement politique, à la fois pour l'organisation, mais également pour les moments de prises de parole publique. Elle a également acquis une connaissance directe du fonctionnement économique de la presse, notamment en ce qui concerne les relations entre annonceurs et diffuseurs.

De même, Nathalie est amenée à traiter avec la presse locale en tant que commerçante. C'est ainsi qu'elle m'explique pourquoi, selon elle, *Le Réveil Normand* s'est montré bienveillant dans le traitement d'une affaire judiciaire la concernant au moment du mouvement des Gilets jaunes : « comme je suis commerçante, il m'arrive bien souvent de les solliciter ou ce sont eux qui me sollicitent, pour des propositions commerciales de publicité. Commander de la publicité chez eux pour notre magasin ça crée une confiance, mais aussi un négoce ! leur intérêt c'est de me garder en tant que cliente et de pas me saquer ! » Ces expériences ont pu leur donner une connaissance des relations d'interdépendance entre la presse et les annonceurs issus de l'économie locale, ce qui aide à interpréter les logiques du travail journalistique¹.

Un dernier cas concerne Catherine, 59 ans, employée polyvalente en supermarché vivant à Sainte-Gauburge (Orne). Titulaire d'un BTS en gestion agricole, son parcours professionnel est marqué par l'enchaînement de postes précaires, et des passages par l'alcoolisme et l'absence d'hébergement. Lorsqu'elle retourne en Normandie en 2006, après avoir vécu à Paris puis en Auvergne, elle devient enquêtrice pour des instituts de sondage, expérience qui lui fera découvrir les coulisses de la communication des campagnes électorales :

¹ Franck Bousquet et Pauline Amiel, *La presse quotidienne régionale*, Paris, La Découverte, 2021, p. 75.

« La politique, je m’y intéressais pas vraiment, j’ai commencé à m’y intéresser à l’époque où je travaillais pour l’Ifop, donc Laurence Parisot. Et en 2004, on a fait plein d’enquêtes politiques, c’était juste avant que Sarkozy passe. Et quand j’ai vu Sarkozy faire son discours, je me suis rendu compte que c’était tout ce qui était ressorti de nos enquêtes. En fait Sarkozy, il a basé sa campagne sur les enquêtes de l’Ifop, comme il était proche de Laurence Parisot à l’époque. Donc j’ai commencé à m’y intéresser et quand il y a eu le vote pour l’Europe en 2005 et que la population a dit “Non” et qu’on est rentré dedans, là j’ai commencé à m’interroger quand même. Mais sans plus. J’avais voté contre l’Europe à l’époque. »

Dans ces différents cas, l’activité professionnelle est donc un moyen d’accumuler un capital culturel sur un sujet, qui pourra ensuite être converti en capital militant. Comme le note Gaxie, l’expérience directe peut effectivement servir à appréhender un phénomène politique puisque l’on y a été directement confronté¹. Néanmoins, la socialisation professionnelle à la critique se fait généralement de manière bien moins explicite.

6.4.2 *Le parcours professionnel de Monique ou l’épreuve de l’injustice*

La politisation par le monde professionnel peut tout d’abord se faire en raison de conflits traversés qui sensibilisent à l’injustice. Monique, que j’ai brièvement présentée précédemment, m’a reçu dans son pavillon de Lannilis (Finistère) où elle vit avec son mari (elle a par ailleurs trois enfants). La présentation de son parcours donne une large place au récit de sa carrière dans le secteur médical, au cours de laquelle les conflits avec ses supérieurs ont été très fréquents :

« J’ai commencé par l’hôpital du Kremlin-Bicêtre pour quatre mois et ensuite je suis restée. J’ai également travaillé dans un café, j’ai fait plein de choses pour subvenir à mes besoins. Puis j’ai fini par rentrer à une clinique à la Croix Rouge, au bloc opératoire. Et là, il y a une des infirmières du bloc qui me propose de me faire rentrer à l’hôpital psychiatrique à Villejuif, donc je leur dis oui. [...] Au bout de onze ans j’ai voulu partir donc je me suis présentée à l’hôpital de Brest et j’ai été reçue par le directeur. Du coup, ils m’ont fait visiter tout le service où je pouvais commencer pour me dire deux jours après qu’ils avaient pas retenu ma candidature. Je n’ai pas été des plus tendres, j’ai râlé, j’ai dit que je ne comprends pas, je veux bien ne pas faire l’affaire, mais on ne me fait pas visiter comme si je devais être embauchée en me présentant à tout le monde. Donc je leur ai dit, si vous avez besoin de quelqu’un, je ne reviendrai plus vous voir. Ils m’ont rappelé en début d’année suivante pour me dire : “est-ce que vous êtes toujours intéressée ?” Je leur ai dit : “vous allez pas me faire venir jusqu’à Brest pour m’entendre dire que je ferai pas l’affaire. Je me suis pas améliorée depuis l’année dernière puisque je ne sais toujours pas ce que vous aviez à me reprocher”. À priori, le fait d’avoir un caractère un peu pourri ne les a pas laissés de marbre et du coup cette fois-là ils m’ont embauchée. »

Ces moments de malveillance et de déconsidération peuvent générer un sens de l’injustice, et faire prendre conscience de l’arbitraire inhérent aux hiérarchies professionnelles. Cependant, ces situations peuvent être aussi l’occasion de s’affirmer, ce qu’elle fait fréquemment, et de montrer son tempérament et sa capacité de résistance à l’institution, mettant sa ténacité sur le compte d’un « caractère un peu pourri ». Un autre épisode qu’elle me raconte se déroule après ce passage à Brest, qui s’est soldé par un arrêt maladie dû au départ d’un directeur « très

¹ Daniel Gaxie, « Retour sur les modes de production des opinions politiques » dans Philippe Coulangeon et Julien Duval (eds.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, 2013, p. 299.

sympa » et à l'affectation dans un service « avec les gens les plus pourris ». Transférée à l'école d'aides-soignants, elle subit un traitement humiliant de la part de sa supérieure, qui montre à quel point ces situations peuvent affecter les salariés jusque dans leurs corps, en les forçant à se mettre en arrêt maladie :

« J'ai été à l'école d'aides-soignants au secrétariat, et j'en pouvais plus j'avais une responsable qui venait me demander un dossier, systématiquement le dossier n'était pas là. Il y avait quand même quelque chose de bizarre. Elle se permettait de venir à 15h30-16 h, moi je terminais à 16h30 et elle me disait : "vous avez déjà fini vous ?". C'est des situations difficiles parce que je suis pas une balance, donc je vais pas aller dire qu'elle fout rien, mais de l'assumer... moi, je pouvais pas assumer, laisser faire ça voulait dire que je cautionnais, et le dire c'était balancer. C'était une personne vraiment méchante. J'en pouvais plus, les élèves venaient me voir je tremblais. J'ai été voir le médecin, il m'a arrêtée une semaine. Au bout d'une semaine j'ai appelé l'hôpital pour savoir où je reprenais, on m'a dit à l'école, j'ai dit "non je peux pas". »

On voit apparaître dans ce récit la description de sa supérieure comme « personne vraiment méchante ». Cette irruption de la qualification de méchanceté indique que les normes sur lesquelles s'appuie Monique pour évaluer le comportement de sa hiérarchie ne relèvent pas de la notion juridique de harcèlement, mais d'une économie morale

« propre aux membres de ce salariat subalterne, selon laquelle se définit un "bon" travail, même s'il est déqualifié et faiblement rémunéré, avec les droits qui lui sont attachés et qu'il incombe à l'encadrement de respecter. [...] C'est seulement quand cette économie morale se voit bafouée que la gestion du travail dans leur établissement leur semble autoritaire, arbitraire, injuste. L'expérience du travail se confond alors avec le sentiment d'être soumis à des traitements humiliants, voire violents¹ ».

De plus, son absence de diplôme due au fait d'avoir abandonné les études au lycée (« j'ai vraiment jamais aimé que quelqu'un me dise que j'ai pas le droit de faire ci où ça. Ça explique beaucoup de choses ») la met en forte dépendance vis-à-vis de son emploi et génère des situations où le rapport de subordination emporte des enjeux pouvant impacter directement ses conditions matérielles d'existence. Son parcours professionnel relève donc de ce que Serge Paugam nomme « l'intégration laborieuse », qui conjugue insatisfaction au travail avec une certaine stabilité de l'emploi, et qui est une situation particulièrement propice à la syndicalisation². Elle peut ainsi être une issue permettant de s'extirper quelque peu de l'arbitraire hiérarchique, en particulier à une époque où les syndicats pesaient davantage qu'aujourd'hui dans le rapport de force avec le patronat :

« Je participais à des actions syndicales en région parisienne, je participais à des mouvements très virulents. Je suis arrivée à Paris en 76, jusqu'en 85 à 86, on peut dire que les syndicats avaient une certaine force. J'étais syndiquée et même militante, j'ai été à la CFDT, à la CGT, mais toujours dans le camp des rebelles. C'était pas parce qu'il y avait un gars là-haut qui nous disait qu'il fallait aller à droite, que j'allais à droite. Si on avait envie d'aller de l'autre côté, on allait quand même de l'autre côté, on s'en foutait. Jusqu'au moment où là-haut ils nous disaient : "on veut plus de vous". Donc il

¹ Charles Berthonneau, « "Ne pas se laisser faire" : syndicalisme et politisation pratique de fractions basses des classes populaires », *Sociologie*, 2020, vol. 11, n° 4, p. 354.

² Serge Paugam, « Formes d'intégration professionnelle et attitudes syndicales et politiques », *Revue française de sociologie*, 1999, vol. 40, n° 4, p. 732.

fallait bien s'accrocher à notre wagon, et de même dans le deuxième wagon, on faisait la même chose et puis donc ça finissait toujours un petit peu mal. »

Ses dispositions agonistiques sont donc constamment renouvelées, que ce soit en tant que salariée ou en tant que syndiquée. C'est d'autant plus le cas que l'intégration laborieuse est une position souvent associée à une attitude « révolutionnaire¹ » (par opposition au réformisme). Sans que son discours soit très marqué idéologiquement, Monique mobilise par moment une lecture en termes de classe quand elle différencie ses parents des « capitalistes », dans la mesure où il s'agissait de fermiers locataires des terres qu'ils exploitaient :

- Monique : « Mon père, il comprenait pas comment on pouvait avoir des vacances, il était pas capitaliste parce qu'il avait pas de capitaux, mais je pense qu'il votait à droite. On n'avait pas beaucoup de discussions politiques parce que ça tournait vite au vinaigre. Moi, je me fais facilement traiter de fainéante si je mettais en grève, je vais pas leur dire. »
- Question : « Et qu'est-ce qui fait que tu votes à gauche ? »
- M : « J'ai toujours eu des pensées de gauche. Quand j'étais à Paris, j'allais au meeting de Krivine, j'ai découvert ça par le syndicat puisque c'était que des gens qui venaient de là, c'étaient des gens avec qui je me sentais bien au niveau politique. »

L'expérience syndicale l'a donc menée à fréquenter les cercles militants de la LCR, ce qui a dû l'exposer aux discours trotskystes et donc lui apporter des connaissances et des référents politiques, tout en légitimant ses intuitions politiques. Cependant, son expérience des syndicats a également connu un épisode d'abandon à la fin de sa carrière, lorsqu'elle occupait un poste de secrétaire médicale dans un autre établissement, et qu'elle n'a pas retrouvé le dossier d'une patiente, ce qui a provoqué une dispute avec sa supérieure à qui elle raccroche au nez :

« Quand la patiente est arrivée, le médecin lui a dit d'aller faire un foin, c'est logique. Du coup ça m'est retombé dessus. J'ai eu un rapport, convoquée au bureau du personnel. J'ai demandé à la CGT de venir avec moi et au dernier moment ils m'ont dit qu'ils avaient un congrès donc j'ai dû assumer ça toute seule. Comme j'avais trois enfants et 15 ans de service, j'ai dit à mon responsable que j'allais prendre ma retraite anticipée. »

L'importance qu'elle donne durant l'entretien à son parcours professionnel indique que la politisation s'est réalisée pour elle sur un mode « pratique » caractéristique des classes populaires, lié à des questions concrètes qui la concerne directement, et à partir desquelles « peut se construire une vision du monde de type agonistique, identifiant les membres des classes dominantes comme des coupables, des ennemis². »

6.4.3 *Marguerite : du soin à l'éducation populaire, en passant par Ambroise Croizat*

J'ai également évoqué le parcours de Marguerite qui m'a accueilli sur le balcon de son HLM d'Ivry-sur-Seine. Se définissant comme syndiquée, mais pas comme syndicaliste (« syndicaliste, ça veut dire qu'on a des responsabilités au niveau du syndicat et syndiqué, ça veut dire

¹ *Ibid.*, p. 740.

² C. Berthonneau, « Ne pas se laisser faire », art cit, p. 363.

qu'on est adhérent au syndicat »), elle a longuement travaillé comme aide-soignante à l'AP-HP avant de démissionner en 2017 en raison de dégradations dans ses conditions de travail. Son regard sur son ancienne profession mêle enthousiasme pour les luttes et critique des politiques de restrictions budgétaires qui frappent les hôpitaux :

« À la fin de ma carrière, avant de démissionner, on faisait des manifestations tous les ans. Moi, j'adore manifester, c'est pas une plaie pour moi, j'adore occuper la rue. Ce serait bien qu'on puisse occuper également l'Assemblée nationale parce que c'est à nous aussi ou les conseils municipaux aussi, c'est ça la politique pour moi. Mais là on touchait à la sécurité sociale, donc ça fait des années qu'on alerte comme quoi l'hôpital, ça va pas. Moi quand j'ai commencé mon métier, on pouvait laver les gens tous les jours, on pouvait prendre une douche. Et aujourd'hui, on fait ça tous les 10 jours quoi. Aujourd'hui, on donne à manger à la seringue aux patients. On s'est pas amusés à faire des manifestations pour rien, "on sait pas quoi faire, on va faire une manifestation". Ben non, comme tout corps de métier. La plupart des personnes sont altruistes donc elles aiment leur emploi, donc elles vont se donner corps et âme à leur emploi pour qu'il y ait un travail bien fait. Il y a que le patronat qui pense qu'on est des connards et des fainéants. »

Son expérience syndicale et sa politisation précoce auprès de sa mère cégétiste l'ont très tôt familiarisée avec l'environnement des luttes sociales. Si elle valorise l'aspect joyeux et convivial des manifestations, elle souligne tout autant les raisons qui poussent à protester en rappelant les difficultés à exercer son ancien métier. Les métiers du soin combinent en effet un attachement au sens de service rendu avec une hausse des injonctions productivistes qui entraînent un mal-être au travail¹. On reconnaît également dans son propos les contours d'une lecture agonistique, qui évoque là aussi les classes dominantes (« le patronat ») identifiées comme adversaire à qui elle prête des vues méprisantes sur les salariés.

C'est lors d'une manifestation en 2015 que va s'effectuer un premier tournant dans son parcours, lorsqu'elle « rencontre » la figure historique d'Ambroise Croizat, ministre communiste qui mit en place la Sécurité sociale en 1945 :

- Marguerite : « Je suis en manif par rapport à la loi Hirsch, donc par rapport à l'AP-HP. Donc là il y a un mec que je croise qui me parle d'Ambroise Croizat. Là, je le regarde avec ma blouse, mon drapeau CGT et je me dis "mais pourquoi il me parle de ça, pourquoi il me parle d'une station de bus ?" Il faut savoir que sur la ligne 131, à Villejuif, il y a une station qui s'appelle Ambroise Croizat. Donc là je rentre chez moi, je tape Ambroise Croizat et je vois qui c'est. Donc sur internet, je vois qu'il me propose autre chose, donc là je rencontre Bernard Friot qui explique le salaire à vie. Après Friot, c'est Franck Lepage. Et là waouh ! ça m'a éveillé politiquement. Là, c'est une rencontre sur Internet, mais après, je les ai vues en vrai. »
- Question : « C'est pas la vidéo d'Usul que vous auriez regardée par hasard ? »
- M : « Ah ! si, mais sur le salaire à vie. Et là je regarde et je me dis, mais moi je veux ça. Et pour moi, la liberté, c'est l'émancipation, c'est retirer le lien de subordination, c'est pour ça que je suis végétarienne aussi, ça va faire des années. [...] Du coup, je trouve ça vachement bien, j'essaie de creuser un peu à ce moment-là. Je suis vraiment à la CGT, syndicat Bicêtre, donc je leur propose un programme de revendication et là ils se foutent de ma gueule. »
- Q : « Il y avait quoi dans votre programme ? »
- M : « Donc nécessairement baisse du temps de travail. Mais si par rapport à Friot ça veut rien dire, mais quand même. Augmentation de la cotisation sociale, suppression de la CSG, basculement de la

¹ Ivan Sainsaulieu, « Le syndicalisme à l'hôpital : sociologie d'une insatisfaction », *Les Tribunes de la santé*, 2008, n° 18, p. 89-90.

CSG sur la cotisation, la CRDS, tout ça machin. Du coup j'y vais, je leur demande aussi une augmentation par rapport aux formations. Également une augmentation de personnel de lit, et cetera. Et là on se fout de ma gueule. Et là, il y a un camarade qui dit "mais vous êtes des cons de faire ça, parce que c'est intéressant ce qu'elle dit", donc évidemment, je leur parle de Réseau salariat. Ce qui est bien, c'est qu'aujourd'hui, ça commence à faire son chemin. »

Alors qu'elle était déjà politisée au préalable, cette rencontre va lui permettre de monter en généralité dans ses revendications, en liant concrètement son activité professionnelle à des revendications politiques de grande ampleur. Cette découverte a tout d'abord bénéficié de la disponibilité de nombreux contenus pédagogiques en ligne, dans son cas une vidéo YouTube de la série *Mes chers contemporains* du vidéaste Usul consacrée à la proposition de l'économiste marxiste Bernard Friot de mettre en place un salaire à vie qui généraliserait les principes de rémunération de la fonction publique. On peut imaginer que son parcours politique et syndical l'a rendue réceptive à cette proposition politique. Dans un second temps, elle adhère au Réseau salariat, association ayant pour but de diffuser les idées de Bernard Friot dans l'espace public. Elle passe de son côté à l'action en proposant à sa section syndicale de revendiquer des mesures inspirées par les propositions de Friot, tentative qui rencontre un succès mitigé auprès de ses collègues. Si cette politisation entremêle les espaces politiques (professionnel, syndical, militant, personnel et numérique), le travail semble être au cœur de cette montée en généralité. Au moment de l'entretien, elle me confiait lire beaucoup sur le sujet et même préparer un film sur Croizat.

Après avoir quitté l'AP-HP en 2017, se produit le second tournant de son parcours quand elle rencontre personnellement, comme Jean, Franck Lepage, à l'occasion d'une conférence de ce dernier :

« Donc je "rencontre" [en ligne] Ambroise Croizat, Bernard Friot, Franck Lepage et au bout de trois minutes je suis scotché devant mon ordinateur. Donc moi je vois que son titre c'est "L'inculture" donc moi déjà je sais que c'est "la culture" donc je me dis qu'il s'est planté donc moi je dis à ma fille de venir regarder sur l'ordinateur. Et ce que je retiens de ce truc-là, il dit que le professeur, l'école, c'est sa passion et il parle de "trop scolaire". Donc moi, ma fille, c'est la meilleure de sa classe. Elle arrive en terminale éco et là on dit qu'elle est trop scolaire. [...] Et quand je rencontre Franck Lepage [en personne], il fait la conférence gesticulée sur le salaire et j'ai trop envie de lui dire à ce moment-là ce que ça a fait dans ma vie par rapport à sa conférence et tout. Donc il me dit, "t'as raison, ça fonctionne bien 'trop scolaire' hein, c'est des conneries, etc.". Donc là, c'est l'entracte, j'arrive, je crie tout doucement parce que sinon il va se barrer. Donc là je lui raconte tout ce que je te raconte, mais plus en détail, et là il me demande ce que je fais comme métier. Je lui dis, "je suis aide-soignante, pourquoi ?" Et là il me dit "ça fait des années que je cherche une aide-soignante pour faire une conférence gesticulée" et là je lui dis "mais t'as craqué ?". Et là il me demande : "t'as une conscience politique ?" Et je lui dis : "bah ouais, par rapport à ce que tu dis moi je suis syndiquée", il me dit "t'as des choses à raconter sur ton métier ?" Je lui dis "oui, j'en ai plein" Et puis il me repropose, il me demande si je veux faire une conférence gesticulée. Je lui dis que j'ai pas de sous, etc., il me dit "on s'en fout, attends ça va reprendre". Et là, il me donne son adresse mail, comme ça à la cantonade. Il faut savoir qu'une personne qui est dyslexique n'a pas la mémoire immédiate. Du coup je le retiens pas, mais j'avais une copine qui connaissait Franck Lepage, qui l'a invitée, qui m'a redonné son contact. Et quelques semaines après, il y avait une formation qui commençait et puis voilà. Tout simplement. »

Cette rencontre montre que son expérience professionnelle a pu être valorisée dans l'espace militant de l'éducation populaire. L'adéquation avec le projet de Franck Lepage dépasse la possession de connaissances en rapport avec le métier d'aide-soignante, elle dépend surtout d'affinités dans les visions du monde et dans l'*ethos* critique que les deux personnes possèdent. Le propos de Franck Lepage a pu résonner avec son parcours fait de difficultés scolaires (elle est dyslexique et possède un BEP d'aide-soignante), et avec le fait que le sujet du parcours scolaire était d'actualité pour sa fille. N'étant pas « syndicaliste », distinction qui renvoie chez elle à une différence dans l'accumulation de capitaux militants, les personnels des centrales étant caractérisés par davantage de ressources idéologiques, son capital militant est surtout structuré autour d'un savoir expérientiel valorisé dans les conférences de Lepage.

6.4.4 *Le travail du care et la conscience des rapports de genre*

Enfin, il faut noter que la question du genre transparait dans les entretiens de Monique comme de Marguerite. Si les problématiques liées au genre débordent largement le monde professionnel, il est remarquable que ce soit avec ces deux travailleuses du *care* que cette question ait été évoquée. C'est pour cette raison que je souhaite l'aborder dans cette section, même s'il est possible dans une certaine mesure de généraliser aux contextes non professionnels. Je dois tout d'abord signaler que cette thématique n'a été que très peu abordée par les autres personnes rencontrées en entretien, ce qui est peut-être dû à ma condition d'homme qui a pu évacuer inconsciemment la question chez moi comme chez les participantes. Pourtant, la révolte des Gilets jaunes vise précisément des injustices travaillées par les rapports de genre, comme l'écrit Édith Gaillard pour qui « l'économie domestique [...] et la gestion de budgets "serrés" sont souvent dévolues aux femmes des milieux populaires, d'autant plus lorsqu'elles sont seules en charge d'un ou plusieurs enfants ou lorsqu'elles sont seules à la retraite, veuves ou divorcées¹ ».

Monique évoque sa condition de femme à deux reprises dans la discussion. Premièrement, en évoquant les remarques sexistes sur les bretonnes qu'elle a subies lorsqu'elle est arrivée à Paris : « je me suis fait traiter de "pute" parce que, soi-disant, après la guerre, les nanas bretonnes étaient attendues à la gare et enrôlées de force dans le proxénétisme. Donc, quand on dit quelque chose, on a forcément tort parce qu'on est breton. » Deuxièmement, elle aborde le sujet alors qu'elle critique les méfaits de la société de consommation, décrite comme un « rouleau compresseur ». Elle considère que les avancées dans les droits des femmes s'intègrent à des changements plus généraux dans la société, notamment lors de la seconde moitié du XX^e siècle. Si

¹ Édith Gaillard, « Les femmes Gilets jaunes : un écologisme des pauvres ? », *Écologie & politique*, 2021, n° 62, p. 85.

la consommation à outrance et la place des femmes dans l'économie domestique sont dénoncées, elle salue en revanche les conquêtes des luttes féministes :

- Monique : « On s'est laissé enrôler là-dedans, on a eu plus de confort, les femmes on a eu le droit de vote, on a eu le droit de travailler sans l'accord du conjoint, c'est énorme quand même. On devrait dire encore merci aujourd'hui et se mettre à genoux, c'est vrai. On nous dit tout le temps que les femmes doivent aller aux fourneaux. On nous parle encore de la ménagère, on a encore du boulot à faire. Moi en tant que femme beaucoup aussi. »
- Question : « ces problématiques sur les femmes, les médias en parlent ? »
- M : « Ils en parlent parce que c'est à la mode, c'est un sujet qui est à la mode parce que c'est les élections, mais les femmes, on les a laissées mourir. Avant, on en parlait pas. »

Ces deux critiques montrent que la question du genre est politisée à partir de cas concrets et quotidiens. Ce ne sont pas des événements particuliers qu'elle raconte, mais des habitudes dans sa vie de femme qui lui ont fait prendre conscience des inégalités de genre. Leur remise en question traduit ainsi des schèmes critiques dont elle dispose et qu'elle exprime ici.

Du côté de Marguerite, elle m'évoque cette question en se présentant comme ne s'étant jamais mariée (« c'est un choix ») ou quand elle mentionne l'absence de père : « la figure paternelle masculine n'est pas très présente dans ma famille... Tout va bien ! (rires) ». L'indépendance vis-à-vis des hommes est donc revendiquée et son parcours lui confirme qu'elle n'a pas besoin de mari pour élever ses filles. Passionnée par les cultures natives-américaines (« on m'a défini comme échec scolaire, moi, je me définirais plutôt comme une Indienne, une amérindienne Lakota Sioux »), elle me raconte également qu'internet lui a permis de nouer des liens avec des tribus et de participer à des rencontres avec d'autres femmes : « il y en a sur Paris, j'ai fait des sudations, j'ai fait des cercles de parole, des cycles de pleine lune avec les femmes pour voir comment elles voient les menstruations et patati et patata. » Là encore, ces pratiques témoignent d'une remise en cause du modèle occidental et patriarcal qui se traduit par des actions sur soi et des rencontres, plutôt qu'une réflexion abstraite sur ces questions.

Comme l'a montré Pamela Aronson, l'appropriation d'idées féministes se fait de manière différenciée selon le parcours de vie et les ressources dont on dispose¹. Mais, à la différence de son enquête où les femmes rencontrées étaient davantage différenciées socialement en termes de niveau de vie et de niveau d'étude, Monique et Marguerite compensent l'absence d'études supérieures (associées à la revendication du label « féministe » chez Aronson) par des connaissances accumulées au cours du parcours militant. Les travailleuses du *care* cumulent les rapports de domination (classe, genre, âge, race), et leur expérience croisée des discriminations² ainsi que leur ténacité à faire front lors de situations difficiles témoignent de leur autonomie.

¹ Pamela Aronson, « Feminists or "Postfeminists"? Young Women's Attitudes Toward Feminism and Gender Relations », *Gender & Society*, 2003, vol. 17, n° 6, p. 918.

² É. Gaillard, « Les femmes Gilets jaunes », art cit, p. 87-88.

Le contact avec des contenus politiques radicaux leur a permis de se construire leur propre positionnement féministe, selon un mode d’appropriation « par le bas¹ ».

Finalement, l’expérience de l’injustice au travail alimente également un processus de politisation critique du regard sur le monde. La montée en puissance du précaire, les injonctions productivistes à la performance et l’avènement de la gestion par projet ont exacerbé les tensions au sein du monde du travail, ce qui a pu contribuer à former des dispositions à la critique au sein des groupes de travailleurs qui sont le plus exposés à ces tendances, et qui se sont retrouvés en nombre lors du mouvement des Gilets jaunes.

6.5 L’exposition aux médias

Un dernier point sur les dispositions acquises par les Gilets jaunes avant leur entrée dans le mouvement concerne leur exposition aux médias, ainsi qu’à la critique des médias. On a vu dans le cas de Marguerite, de Corinne et d’Antoine, que la transmission familiale d’un cadre de défiance a pu contribuer à leur socialisation politique. Pour Jean-Paul et Nathalie, c’est l’activité professionnelle qui leur a apporté des connaissances de première main sur le fonctionnement des médias. Si des moments de confrontation avec la parole médiatique ont pu survenir chez d’autres personnes, il ne s’agit pas toujours de moments de socialisation à proprement parler au sens où il ne s’agissait pas pour eux de périodes formatrices de leur identité personnelle, mais plutôt de la formation de jugements spécifiques sur une institution.

Cependant, lorsque la consommation de médias critiques se fait de manière soutenue et prolongée, il est alors possible de parler de socialisation *par* les médias, comprise « comme l’ensemble des expériences récurrentes d’un individu en lien avec les médias, qui contribuent à l’intériorisation de schèmes de pensée, d’appréciation et d’action. Le cadre médiatique ne renvoie pas aux “médias” de façon globale et indifférenciée, mais uniquement aux pratiques médiatiques routinisées d’un individu² ». Ces deux possibilités – écart ponctuel et consommation régulière de médias critiques – s’inscrivent dans une socialisation à la critique plus générale et pourront être activés par la suite.

¹ Alban Jacquemart et Viviane Albenga, « Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, 2015, vol. 28, n° 109, p. 11.

² Cyriac Gousset, « Médias, socialisation et formation des dispositions », *Politiques de communication*, 2021, n° 17, p. 10.

6.5.1 *Le traitement médiatique des banlieues*

La manière dont les médias couvrent l'actualité des « banlieues » – expression médiatique qui renvoie à une variété de problèmes sociaux (chômage, délinquance, discriminations, pauvreté...) situés dans des zones périurbaines – a pu opérer une première rupture avec le vécu des habitants de ces quartiers. C'est le cas de Mike, réceptionnaire de 39 ans qui vit à Chilly-Mazarin (Essonne) avec sa compagne et ses deux enfants. C'est là que cette figure du mouvement des Gilets jaunes (il est alors régulièrement interviewé par RT France) m'accueille pour l'entretien. Ayant grandi dans une cité de Vitry-sur-Seine, son regard sur les médias a été marqué par la couverture médiatique d'une tragédie survenue lors de son adolescence :

« Il y avait eu un fait, ils avaient dit qu'il y avait une attaque sur le commissariat de Vitry, par contre ce qu'ils avaient oublié de dire c'est qu'il y avait eu une bavure avant. Ou par exemple le fait divers aussi qu'il y a eu, ça c'est très précis : il y a eu un accident de voiture où en fait un jeune homme a fauché une mère de famille et ses enfants, ce qui est regrettable. Par contre, ce qu'ils se sont bien cachés de dire c'est qu'il y avait une voiture banalisée qui leur a coupé la route, une voiture de la BAC et ça par contre ils en ont jamais parlé, ils ont jamais dit que la responsabilité était de cet équipage de la BAC et ça non... "Ah bah encore voilà un voyou qui a foncé dans un abribus"... Ben oui, mais non il a pas foncé dans un abribus, c'est qu'il y a une bagnole de la BAC qui lui a coupé la route et donc qui l'a envoyé dans l'abribus. C'est toujours des petites choses, c'est une vérité, mais c'est toujours ce qui les arrange. [...] Il y a des fois, ils s'acharment sur des personnes alors qu'il y a pas lieu de s'acharner dessus, il y a des explications... après j'occulte pas qu'il y a des choses qui se passent en banlieue qui sont regrettables et c'est vrai, mais y'a des fois ils oublient de dire des choses et c'est ça qui me dérange, c'est qu'ils disent que ce qu'ils veulent bien dire. Qu'ils fassent leur travail correctement, du journalisme pur et dur quoi, qu'ils disent qu'ils dénoncent le fait qu'il y ait une voiture qui est fauchée avec une mère de famille et ses enfants, mais dire aussi que l'accident est survenu parce qu'il y avait un véhicule de la BAC aussi, et ça on le dit pas. Pourquoi ? Pour jeter le discrédit sur les jeunes de banlieue : "c'est des racailles, ceci cela" bah non je suis issu de la banlieue c'est pas pour ça que je suis une racaille et j'ai plein de mes amis qui sont issus de la banlieue et c'est pas des racailles non plus. »

Du point de vue factuel, les informations dont il dispose lui ont permis de démentir le récit médiatique de l'accident tandis que, du point de vue symbolique, son expérience de la vie de banlieue avec ses hauts et ses bas est en décalage avec l'image caricaturale qu'il perçoit dans les représentations médiatiques. Le traitement stéréotypé de l'évènement est enfin interprété par Mike comme ayant pour but de jeter l'opprobre sur les habitants de ces quartiers en les faisant passer pour des « racailles ».

Un autre incident a marqué son rapport avec les médias. Fréquentant le Parc des Princes en tant que supporter du PSG, Mike était présent aux abords du stade lors de la mort de Yann Lorence en 2010 dans une bagarre entre ultras d'Auteuil et de Boulogne¹ : « j'ai vu les forces de l'ordre rester les bras croisés et, dans la presse, personne n'en a parlé. Donc j'ai vu vécu des choses

¹ Les tribunes Auteuil et Boulogne du Parc des Princes accueillait des groupes de supporters rivaux. Les supporters d'Auteuil étaient davantage issus des minorités racisées et de la gauche, tandis que Boulogne était connue pour abriter un certain nombre de militants d'extrême-droite.

dont on a parlé dans la presse, et on voit ensuite que c'est pas vraiment ce qui s'est passé. » Le décalage avec la parole journalistique est d'autant plus saillant qu'il touche Mike personnellement puisque ces événements sont survenus dans son environnement proche, et que le cadrage médiatique a discrédité des groupes dont il faisait partie. C'est ainsi qu'a pu s'installer une méfiance envers les médias qui a pu être réactivée lors du mouvement des Gilets jaunes.

La thématique des violences policières envers les habitants de quartiers sensibles a également été évoquée par Mélanie, qui a été sensibilisée à cette cause par son mari et sa belle-famille :

« Je m'étais jamais intéressée par ce qui se disait, à Saint-Maur j'étais avec des amis de toutes nationalités, de toutes religions. Donc on était tous ensemble, mais c'est vrai que lui, en 2005 je crois que c'était Zyneb (sic) et Bouna, pendant le ramadan, et je me souviens que j'étais chez lui et c'était très tendu c'est comme si on voit quelque chose arriver, en fait les médias font comme ils généraient quelque chose, de la haine, de l'incompréhension et après du coup il y a quelque chose qui arrive et voilà c'est là. Et après les attentats tout ça, tout ce qui a pu arriver. »

Là aussi, l'importance de la question médiatique est directement liée aux préoccupations quotidiennes de l'entourage, ici son mari issu d'une famille immigrée. Parce que le traitement médiatique la touchait, elle s'est elle aussi mise à se méfier des médias. Julie Sedel souligne que la couverture médiatique des banlieues se partage entre les services « faits-divers » et « société » des rédactions¹, les premiers privilégiant une approche sensationnaliste dictée par des logiques d'audience tandis que les seconds se préoccupent davantage d'une mission civique d'information, centrée sur l'analyse des problèmes et recourant fréquemment à l'expertise². On observe depuis les années 1990 une tendance à privilégier les logiques de faits divers dans le traitement des banlieues, ainsi qu'une dépendance accrue aux sources policières qui deviennent de plus en plus difficiles à contredire³. C'est ainsi que les médias produisent une information structurellement en décalage avec la perception des habitants de ces quartiers.

6.5.2 *L'exposition à la critique des médias*

L'autre vecteur de méfiance concerne la découverte de contenus issus de la tradition « contre-hégémonique » de la critique des médias. Il est remarquable que cette exposition se soit surtout faite à propos de questions liées à l'actualité internationale. Concernant par définition des événements lointains, il est plus difficile pour le public de vérifier par lui-même les informations produites, à moins d'avoir des contacts sur place. C'est pour cela que les médias alternatifs

¹ Julie Sedel, « Les ressorts sociaux de la médiatisation des banlieues », *Savoir/Agir*, 2014, n° 28, p. 52.

² Julie Sedel, « Une analyse comparée de la médiatisation de deux sociologues de la délinquance juvénile », *Questions de communication*, 2009, n° 16, p. 97-118.

³ Jérôme Berthaut, *La banlieue du « 20 heures »*. *Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Marseille, Agone, 2013, p. 64.

peuvent faire figure d'intermédiaires critiques et susciter une méfiance envers les médias dominants.

Un premier cas de figure est celui de Marina lors des guerres en ex-Yougoslavie d'où vient sa famille. Lors des bombardements de l'OTAN en 1999, sa lecture du *Monde diplomatique* va ouvrir une première brèche dans la crédibilité des médias dominants. Elle déplore alors que les médias aient pris fait et cause pour les kosovars albanais et soutiennent l'intervention militaire occidentale. C'est ainsi que son opinion va converger vers les critiques altermondialistes de la guerre¹, qui ont eu de larges espaces d'expression dans le mensuel :

« Quand il y avait la guerre en ex-Yougoslavie j'avais sondé énormément de médias et ils avaient tous la même version, *Le Monde diplomatique* a été le seul à avoir une vision d'ensemble et pluraliste [...] c'était impossible d'avoir quelque chose de contradictoire, il y avait le même son de cloche, la même position, dans une guerre si on donne qu'une version c'est pas bon quoi... on sait qu'il y a une propagande de guerre donc vaut mieux avoir toutes les propagandes et avoir un avis contradictoire, il y en avait aucun il y avait que lui qui tenait un peu la barre. »

Cette expérience amorce sa critique envers les médias, d'autant qu'elle corroborée par des témoignages de proches vivant sur place qui viennent semer davantage le trouble dans la crédibilité des médias dominants :

« Je crois que c'était la goutte d'eau quand il y a eu la Guerre en ex-Yougoslavie, c'était la goutte d'eau comme j'avais des infos contradictoires de gens qui étaient là-bas donc je voyais bien qu'il y avait autre chose. Alors qu'avant, je me méfiais pas qu'il y avait autre chose, j'y croyais, que les médias avaient une vision pluraliste, qu'ils donnaient toutes les versions de tous les acteurs, j'y croyais. [...] Voilà où j'ai commencé à me poser la question. Je me disais "c'est pas possible comment ça se fait qu'en France on donne pas toutes les versions", il y a eu un choc, un réveil ».

Pour autant, la dimension de reconstruction biographique de sa part n'est pas à exclure car les moments décrits comme marquant le début de son « réveil » à la politique sont multiples dans l'entretien : l'opposition aux lois Taubira, la rencontre avec le CNR, la guerre en ex-Yougoslavie. Il semble plutôt que chacun de ces moments ait alimenté une propension à la critique inscrite depuis l'enfance, que ces activations aient été temporaires jusqu'au milieu des années 2010 lorsque les contextes militants se sont multipliés, ce qui l'a poussée à s'engager sur le long terme, naturalisant quelque peu sa critique. Par la suite, elle me confiera avoir eu l'occasion de voir le documentaire *Les Nouveaux chiens de garde*, adapté de l'ouvrage de Serge Halimi² lors des projections du CNR. La combinaison entre le goût pour ces productions associées à la gauche radicale et l'engagement ultérieur dans des mouvements proches de la droite radicale a pu préparer à se retrouver dans un mouvement comme celui des Gilets jaunes, notoirement distant envers les clivages politiques traditionnels.

¹ Voir notamment : Serge Halimi et al., *L'opinion, ça se travaille... Les médias et « les guerres justes »*, 6^e éd., Marseille, Agone, 2014, 272 p.

² S. Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, op. cit.

La lecture du *Monde diplomatique* fut également décisive pour Rémi lors de la chute du bloc de l'Est. Le contexte de fin de Guerre froide est aussi déterminant car cette période où l'opposition structurante entre États-Unis et URSS disparaît à la faveur de l'hégémonie états-unienne rend propice le questionnement de la nouvelle donne planétaire. C'est d'abord l'affaire des « charniers de Timișoara », lorsque les médias français ont relayé une fausse information concernant la découverte de cadavres imputés au régime de Ceașescu, qui commencera à semer le doute chez de nombreux téléspectateurs¹, dont Rémi :

« [La chute du mur de Berlin], c'est un évènement fondamental et j'ai été persuadé que ce que je voyais à la télévision, c'était la réalité. Et puis il y a cet épisode de charniers, et à l'époque j'ai pas bien compris, on dit qu'en fait c'était des faux charniers, mais je me dit : "mais comment ça ? Tous les médias en ont parlé ?". Et j'ai pas bien compris à l'époque parce que t'y as cru à cette histoire, t'as été ému parce que c'était vraiment une horreur. Et finalement on a dit que c'était faux et j'ai pas bien compris. Je me suis dit que c'était vraiment bizarre. Et derrière, j'ai pas eu le sentiment d'un *mea culpa*. C'était pas très clair, mais c'était quand même des doutes. »

En âge de faire son service militaire au moment de la Guerre du Golfe, il se déclare objecteur de conscience, autant pour pouvoir continuer ses études de sociologie que pour des raisons éthiques. C'est dans ces conditions que la lecture du *Monde diplomatique*, découvert à un moment où il fréquente des étudiants politisés à la LCR, initie chez lui une remise en cause du traitement du conflit armé par les médias dominants :

« Il y a certaines guerres qu'on peut comprendre, quand son pays est attaqué. Mais ces guerres, qui étaient au loin, on avait du mal à les comprendre, puis on a très vite compris que c'était une guerre pour le pétrole. Donc moi je lisais *Le Monde diplomatique* à l'époque et je considérais que c'était un bon journal, que ça m'apprenait des choses et que ça m'aidait à réfléchir. Et la manière dont ça a été traité à côté de ça, médiatiquement, c'était du grand n'importe quoi. D'ailleurs, ce qu'on voyait surtout, c'était des pluies de missiles, avec des discours non-stop dessus [...] Donc il y a une histoire pour moi qui commence à peu près là, pas forcément comme quelque chose de radical, mais des questionnements entre ce qu'on nous dit et une réalité qu'on peut analyser autrement. En tout cas, je vois très clairement qu'il y a une presse qui analyse autrement. »

L'opposition à la guerre, qui fait consensus du PCF jusqu'aux anarchistes, a vraisemblablement joué le rôle d'homogénéisation de l'univers idéologique dans lequel il évoluait à cette époque, donnant une prégnance à la critique de la guerre et du traitement médiatique occidental, perçu dans ces milieux comme relevant de la propagande atlantiste.

Enfin, la consultation d'informations sur internet a pu précocement mener certains enquêtés à critiquer les médias dominants. C'est le cas de Xavier, dont le métier d'informaticien lui a donné très tôt une maîtrise de l'outil informatique, qui a commencé se poser des questions dans le contexte de la Guerre d'Irak de 2003, interpellé par l'écart entre les positions des médias français et états-uniens :

« Il y a un truc qui m'a fait basculer, c'était après le 11 septembre. Je sais pas si tu te souviens, mais aux États-Unis, il était question des armes de destruction massive en Irak. Et nous, Chirac, il a pas

¹ A. Aubert, *La société civile et ses médias*, op. cit., p. 91.

voulu aller en Irak, il a pas suivi ce truc-là. Donc il y avait une dissonance énorme entre nos médias et à nous qui ne soutenaient pas cette thèse et les médias américains qui allaient à fond là-dedans, donc la majorité des Américains dans les sondages pensait qu'il y avait bien des armes de destruction massive en Irak et que c'était Ben Laden tout ça, Al-Qaïda était là-bas. Et nous, on savait que c'était pas vrai puisque nos médias disaient que c'était pas vrai puisque c'était la ligne du gouvernement à l'époque. À cette époque-là, ma question c'était de me dire "mais comment les Américains peuvent penser ça alors que pour nous, c'était flagrant pour que c'est pas ça ?" Alors l'explication c'était "ouais, les Américains, c'est des gros bœufs". Ben je suis désolé, c'est un peu court comme explication. Parce que les Américains, c'est pas plus des gros bœufs que nous. C'est juste que tous leurs organes médiatiques, leurs organes de propagande on va dire, les faisaient aller dans ce sens-là. Donc, comme les gens, ils sont pas en Irak et qu'ils ont pas d'autres informations essentiellement ben c'est ce qu'ils pensaient. C'est comme ça qu'ils avaient modelé l'opinion. Et là, je me suis dit : s'ils arrivent à faire ça pour les Américains, ils sont pas plus cons que nous, donc ils nous le font aussi sur d'autres sujets. Donc là j'ai commencé à avoir un regard beaucoup plus critique. »

Il surfe alors sur le web en s'intéressant à de nombreux sujets géopolitiques, comme les attentats du 11 septembre 2001. Regardant de nombreux reportages sur internet, il remet en cause la version officielle, position qu'il sait marginalisée dans l'espace public et sujette à la qualification de « complotiste » qu'il relativise :

« Je me suis beaucoup intéressé au 11 septembre, à ce qui s'est passé, etc. Moi je crois pas une seule seconde que deux avions aient pété trois tours. Bon, je reviens pas là-dessus parce qu'apparemment, c'est donné comme acquis et maintenant dès que tu parles de ça, on te traite de complotiste. D'ailleurs, j'ai remarqué que dès que tu discutes de sujets controversés, on te traite de complotiste. »

Une autre enquêtée vivant à Céret (Pyrénées-Orientales), Victoria, m'a également mentionné ses doutes sur ces attentats. Alors qu'elle était mariée à un professionnel des travaux publics, le scepticisme de ce dernier vis-à-vis de la théorie officielle a également semé le doute chez elle.

Comme le notent Pierre France et Alessio Motta à propos de l'association ReOpen911 (qui rejette la version officielle et dont le but est la réouverture d'une enquête), l'accusation de « complotisme » vise moins les thèses soutenues que le rapport aux médias qui se noue dans la défense de théories marginalisées : la démarche se réclame de la déontologie journalistique tout en se marginalisant auprès des médias en défendant des positions largement discréditées dans la profession¹. Quoi qu'il en soit, dénoncer un récit médiatique dominant implique un positionnement vis-à-vis des représentations journalistiques et des normes qui règlent cette activité. En croyant à ce qui n'est pas dit dans les médias, on se positionne en creux contre les médias.

Le lien avec le journalisme a également été fait au début des années 2000 par Antoine, lors d'un rassemblement du groupe Bilderberg à Paris. Le groupe Bilderberg, qui réunit des responsables gouvernementaux et patronaux, est également un thème récurrent dans les cercles complotistes²

¹ Pierre France et Alessio Motta, « En un combat douteux. Militantisme en ligne, "complotisme" et disqualification médiatique : le cas de l'association ReOpen911 », *Quaderni*, 2017, n° 94, p. 21.

² Comme le note Pierre France, le terme *complotiste* fait l'objet d'une délégitimation dans l'espace public : Pierre France, « Méfiance avec le soupçon ? Vers une étude du complot(isme) en sciences sociales », *Champ pénal*, 2019, n° 17, [En ligne]. C'est pour éviter ce jugement de valeur que je qualifierai de complotiste toute croyance postulant

qui lui prêtent un pouvoir décisionnaire à l'échelle globale. Antoine est conscient du foisonnement de récits sur le sujet lorsqu'il tombe sur des « documents un peu spéciaux » en surfant sur le web dans les années 1996-1997, les qualifiant de « fatras de choses dignes d'un *X-Files* ». Quelques années plus tard, il va prendre contact avec des journalistes pour les inciter à venir couvrir l'évènement qui lui semble important :

« Démêler le vrai du faux, c'était compliqué, mais ça, ça avait l'air... les documents que j'avais étaient assez crédibles et du coup, je me suis dit : "tiens, je vais rechercher". Du coup, j'ai mené des recherches dans mon coin à temps perdu et il se trouve que, si je dis pas de bêtises, en 2002 ou en 2003, le groupe Bilderberg s'est réuni à Versailles et à ce moment-là, j'étais à Paris et donc j'ai décidé d'alerter la presse et j'ai été un peu lanceur d'alerte là-dessus, donc j'ai appelé plein de journaux, etc. Et la plupart ont décliné parce qu'il y avait des grèves de transports et que ça les faisait chier de couvrir l'évènement qui était assez obscur en plus, ils ne comprenaient pas bien. J'ai réussi à motiver une personne de *Libération* qui a fait son taf, qui est venue sur place, qui a réussi à avoir une interview d'Ernest-Antoine Seillière et qui a réussi à avoir une double page dans *Libé*, mais en plein été, en tannant Serge July qui voulait pas que ça sorte. Et moi, j'étais au téléphone à côté en disant "si, si, faut que ça sorte !" ».

Ces échanges avec un journaliste ont pu lui donner un aperçu par l'intérieur du fonctionnement des rédactions. Comprendre les rouages de la production d'information peut être un moyen de relativiser l'autorité journalistique en se détachant des représentations symboliques pour les réinscrire dans un processus socialement situé.

Enfin, il convient d'évoquer l'influence potentielle qu'ont pu avoir les programmes exerçant un regard satirique sur l'actualité et la politique qu'ont été *Le Bébête Show* sur TF1 ou *Les Guignols de l'info* et *le Zapping* sur Canal+. Cette influence a pu se réaliser chez le plus jeune des enquêtés, Cyril, âgé de 21 ans en 2023 et vivant à Toulouse (Haute-Garonne). Ancien étudiant en histoire qui travaille maintenant comme serveur dans la restauration rapide, il m'évoque l'influence des *Guignols* en la liant à la politisation de sa famille : « mon père est un ancien syndicaliste CGT maintenant retiré de ce côté-là. Et il est très fan des *Guignols*, c'est mon grand-père qui m'a fait tomber dedans très jeune, *Les Guignols de l'info*, grand regret de l'avoir vu disparaître. » Cet intérêt pour les émissions satiriques en clair de Canal+ se retrouve aussi chez Victor, 27 ans, étudiant brestois en alternance se destinant à la profession de garde forestier : « mes parents, ils étaient très Canal+. On regardait les *Guignols* et *Groland* à fond, le *Zapping* aussi. Les trois, ça me plaisait à fond, je pense qu'il y a beaucoup de choses qui font que je suis un enfant de ces trois émissions. »

Diffusés de 1988 à 2018 en clair sur Canal+, *Les Guignols de l'info* ont bénéficié d'une audience considérable auprès du public. Dans une enquête menée auprès de collégiens au début des années 2000, Vincent Tournier a observé que ce programme pouvait justement servir

une action concertée et occulte en dehors du fonctionnement normal des institutions, sans préjuger de la véracité de ladite croyance.

d'instance de socialisation politique, les adolescents trouvant « normal que les Guignols exercent leur ironie à l'encontre du personnel politique. La critique est vue comme une obligation éthique, une sorte d'exigence morale. Investie d'une sorte de mission, elle répond à une entreprise de révélation ou de dévoilement dont la fonction est de mettre à nu les défauts de la société pour mieux les corriger¹ ». Si cette remarque concerne les responsables politiques, il est possible d'inférer une influence sur la perception des médias car le contenu des Guignols ne se limitait pas à la critique de personnalités publiques. Comme le notent Collovald et Neveu, la mise en abyme médiatique opérée par les Guignols recèle une charge critique à l'encontre du fonctionnement du journalisme, en particulier audiovisuel, qui se joue sur deux niveaux :

« Le premier, désormais familier, est la connivence entre journalistes et personnel politique. Le second met en cause une parole journalistique présentée comme homogène, interchangeable, même chez ceux qui revendiquent une liberté de ton [...]. De ce point de vue, la caricature rompt avec ses fonctions dans la presse écrite. Non contente d'illustrer ou de commenter l'évènement, elle suggère un mode de traitement de l'information qui intègre une critique en abyme de la fabrication de l'information... et donc du journalisme de télévision dominant². »

Lorsque je demande à Cyril comment il a pris conscience du pouvoir de l'argent dans le secteur médiatique, il me répond en attribuant à l'émission satirique un rôle dans la formation de son jugement sur la question : « je pense que c'est depuis toujours ne serait-ce que par Les Guignols qui étaient déjà très critique de la mainmise des riches sur les médias, notamment avec l'affaire Bolloré. Je pense que c'est à la suite de l'affaire Bolloré vis-à-vis des Guignols qui m'a donné conscience de la puissance de ces gens-là sur l'information. » Mélanie m'indique aussi que l'émission a été pour elle une manière de s'informer sur le monde, à une époque où elle n'était pas politisée, avec une dimension critique qu'elle décèle dans ce programme : « moi les infos que je regardais finalement, c'était Les Guignols [...], je me souviens le côté avec Stallone en 2001, tout début des années 2000. C'était comme ça que je m'informais, parce que c'est vrai que c'était de l'information qui était : “on dit ça, mais qu'est-ce qu'il y a derrière ?”. » Les Guignols semblent donc avoir joué le rôle d'une présence critique quotidienne qui a installé chez eux un regard distancié et désenchanté sur l'information et le journalisme.

En tout, ces différentes situations montrent que la contradiction herméneutique des médias a été exposée avant le mouvement des Gilets jaunes, procurant ainsi le souvenir de l'échec du discours médiatique. Les contextes militants de conflit avec les médias pourront par la suite réactiver ces souvenirs, et inciter à étendre sa dénonciation en la politisant davantage.

¹ Vincent Tournier, « Les “Guignols de l'info” et la socialisation politique des jeunes. (À travers deux enquêtes iséroises) », *Revue française de science politique*, 2005, vol. 55, n° 4, p. 710.

² Annie Collovald et Erik Neveu, « Les “Guignols” ou la caricature en abyme », *Mots*, 1996, n° 48, p. 95-96.

Conclusion du chapitre

Nous avons donc vu que différentes instances de politisation ont contribué à former chez les Gilets jaunes des dispositions à la critique. Cette politisation a pu intervenir lors de la phase primaire de la socialisation, en famille ou à l'école. Pour certains, la transmission de dispositions agonistiques a été assurée par des parents politisés. Il apparaît alors que, malgré des origines sociales différenciées, les enquêtés ont intégré à leur manière les schèmes de la dénonciation dans leurs dispositions. Cela a pu se faire en se réappropriant les valeurs politiques explicites et implicites de la famille, qui construisent au fil du temps une aptitude à porter un regard critique sur le monde. On remarque à ce titre la présence du communisme dans de nombreuses familles, qui indique que malgré le déclin électoral du PCF, un legs contestataire continue de produire des effets politiques. De plus, les clivages familiaux peuvent également être porteurs de dispositions au conflit et à la critique des institutions, dans la mesure où le dissensus va se révéler être un principe socialisateur qui façonnera les jugements à l'âge adulte.

Le parcours scolaire est la deuxième instance de socialisation qui a été étudiée. Les contextes d'études vont contribuer à la politisation critique de plusieurs façons. Premièrement par l'apprentissage scolaire de savoirs ayant une portée critique, ce qui concerne généralement les enquêtés passés par des études supérieures dans des filières de sciences humaines et sociales. Deuxièmement, les études peuvent amener à rencontrer des militants et ainsi investir et se familiariser avec l'activisme. Troisièmement, les situations d'échec scolaire signalent un conflit avec les normes institutionnelles qui pourra devenir un principe de l'orientation politique à venir. Qui plus est, l'échec peut être surmonté par la voie extra-institutionnelle de l'autodidaxie, qui amène à une autonomisation des normes par rapport aux référents officiels. Le mouvement des Gilets jaunes a donc rassemblé des individus pour qui l'apprentissage formel ou informel de la critique a représenté un moment important du parcours de vie.

La troisième instance de politisation étudiée est le parcours militant. On observe ainsi dans l'ensemble que la part importante de Gilets jaunes déjà politisés avant le mouvement était issue des univers politiques les plus radicaux. L'absence de parcours politiques « centristes » dans l'échantillon préfigurait ainsi le rejet d'Emmanuel Macron et de l'ordre dominant. La socialisation partisane, si elle se fait dans un parti contestataire comme le PCF, va procurer des ressources culturelles et sociales qui pourront alimenter la critique en paroles et en actes des militants. Néanmoins, les dissensions avec le parti sont elles aussi porteuses d'une dimension critique qui s'exprime dans la remise en cause d'une autorité centrale. Pour ces militants, l'hétérodoxie semble l'emporter sur « l'orthodoxie dans l'hétérodoxie » qui conduisait à défendre

coûte que coûte la ligne de l'organisation¹. L'investissement dans les mouvements sociaux va aussi amplifier la critique du « système » en disposant à l'action contestataire et en exposant à des contenus idéologiques dissidents. Enfin, l'engagement associatif, par les valeurs morales qu'il porte, offre également des raisons de s'engager et de remettre en cause l'ordre des choses. Le parcours professionnel peut produire plusieurs effets. Tout d'abord, l'activité professionnelle peut permettre d'engranger des connaissances politiques, notamment à propos des médias qui pourront servir de capitaux culturels. Globalement, l'importance de métiers précaires, ou en contact avec des situations précaires comme dans l'associatif, ont amené beaucoup de Gilets jaunes à politiser leur situation. Cette opération peut se faire aussi bien en inscrivant sa situation dans une « économie morale » qu'en se syndiquant. Porteuse de valeurs politiques, l'activité syndicale amène à s'investir dans des luttes sociales, mais aussi à monter en généralité en prenant conscience des ressorts institutionnels des difficultés rencontrées. Enfin, les rapports de pouvoir genrés peuvent être révélés par l'activité professionnelle, en particulier dans le cas des métiers du *care*, majoritairement assurés par des femmes précaires.

Pour terminer, nous avons vu que l'exposition de la contradiction herméneutique des médias pouvait survenir dans la vie quotidienne. C'est là le travail d'une socialisation par les médias, qui a pu prendre diverses formes. L'expérience de vie dans des banlieues faisant l'objet d'une couverture médiatique sensationnaliste peut susciter une colère et amener à un jugement critique envers les médias. Enfin, la consultation de médias engagés et de programmes satiriques va également prédisposer à un regard critique envers les médias dominants.

Ce chapitre a donc servi à exposer les socialisations à la critique des enquêtés *avant* qu'ils ne s'investissent dans le mouvement des Gilets jaunes. Il faut maintenant décrire le contexte d'entrée dans la protestation, et comment l'expérience militante produit le décalage avec la parole médiatique. Il faut également montrer comment l'organisation du mouvement a pu produire un sens commun nécessaire à l'émergence collective d'une réflexivité. Pour le dire autrement, après avoir rendu compte de la diversité sociale des Gilets jaunes rencontrés, il faut maintenant comprendre le contexte qui les rassemble, et qui a favorisé l'expression d'une contestation de l'activité des médias dominants.

¹ E. Neveu, *Des soixante-huitards ordinaires*, *op. cit.*, p. 170.

Chapitre 7 – L’activation des dispositions à la critique lors du mouvement des Gilets jaunes

L’étude de la socialisation des enquêtés montre une diversité des parcours personnels et politiques des Gilets jaunes. En dépit de leurs différences, les Gilets jaunes ont pour point commun d’avoir acquis des dispositions à la critique, au sens de propension à remettre en question l’ordre du monde tel qu’il est. Si certains militaient déjà avant 2018, le mouvement sera l’occasion d’activer ces dispositions latentes chez d’autres qui étaient moins politisés au préalable. L’objet de ce chapitre sera de montrer comment l’expérience au sein du mouvement des Gilets jaunes a pu activer ou reconduire ces dispositions à la critique. Je montrerai que cette activation/reconduction a été déclenchée par la perception d’un décalage entre le vécu du mouvement et la couverture médiatique qui en a été faite, ce qui s’est matérialisé par la formulation de reproches envers les médias.

L’évènement « Gilets jaunes » est en effet double. Il est un évènement dans la vie des participants qui, quelle que soit leur politisation antérieure, ont vécu une période exceptionnelle dans leur parcours politique : « le mouvement des Gilets jaunes, par sa durée et ses modalités (occupations, communautés sur les réseaux socio-numériques, rituel manifestant), actualise la question des voies de constitution d’un “nous” et d’un sentiment d’*agency*, autrement dit d’un processus collectif de subjectivation et d’action politique destiné à changer les choses¹. » Comme le note Jocelyne Arquembourg, « l’évènement ouvre ou ferme la perspective de nouveaux possibles pour ces sujets qui ne sont plus les mêmes à mesure que sa temporalité se déploie². » Le mouvement a donc été également un évènement médiatisé, ce qui signifie qu’il a été également – et au moins partiellement – construit par les médias. Alors que le récit littéraire organise la trame des évènements en l’orientant vers une fin, les récits médiatiques s’agrègent au fil du temps et des fins temporaires que leur attribuent les journalistes³. Or, « de tels récits incluent et excluent, posent des cadres d’interprétations, définissent des rôles pour des participants, disposent des relations de causalité. Ils constituent donc un enjeu crucial pour les acteurs collectifs

¹ É. Agrikoliansky et P. Aldrin, « Le mouvement des Gilets jaunes », art cit, p. 149.

² Jocelyne Arquembourg, « Les médias, l’improbable miroir des événements » dans Benoît Lafon (ed.), *Médias et médiatisation*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2019, p. 294.

³ Jocelyne Arquembourg, « Les enjeux politiques des récits d’information : d’un objet introuvable à l’institution d’un monde commun », *Quaderni*, 2011, n° 74, p. 40.

et ne peuvent être détachés de luttes pour l'imposition de cadres d'interprétation et de ce qui *in fine* aspire à devenir le sens de l'évènement¹. »

En m'appuyant notamment sur l'ethnographie des manifestations toulousaines réalisée par l'équipe du LASSP (Olivier Baisnée, Alizé Cavé, Cyriac Gousset et Jérémie Nollet), j'ai pu identifier trois décalages entre le vécu du mouvement et la couverture médiatique qui en a été faite. Premièrement, le mouvement des Gilets jaunes a été l'occasion d'une intense politisation au travers de la (re)découverte de l'action collective, du rassemblement et de la prise de conscience des difficultés économiques rencontrées par beaucoup de Français. Face à cela, les journalistes ont généralement opéré un cadrage individualisant et dépolitisant en raison des contraintes qui pèsent sur le processus de production de l'information. En retour, les Gilets jaunes ont dénoncé des représentations stéréotypées ainsi qu'une surdité aux revendications formulées.

Deuxièmement, l'immersion au sein des manifestations a produit à la fois de l'exaltation collective ainsi que de la souffrance face à la répression policière, ce qui a profondément affecté les Gilets jaunes. Cependant, la nature insolite des manifestations et les affrontements entre Gilets jaunes et forces de l'ordre ont dérouté les routines journalistiques, installant durablement une « inadéquation structurale² » entre le vécu des manifestants et le cadrage médiatique. Face à une couverture qui s'est focalisée sur la violence, les Gilets jaunes ont dénoncé un silence autour de la question des violences policières, miroir de la surreprésentation de la violence manifestante, ainsi que des messages démobilisateurs de la part des médias.

Enfin, ces deux décalages en ont produit un troisième, à savoir une animosité de la part des Gilets jaunes envers les journalistes qui a compliqué encore davantage la couverture du mouvement. Évoluant dans un environnement professionnel hiérarchisé, les journalistes de terrain ont payé de leur réputation les commentaires des vedettes de plateaux télévisés, dont le discours parfois méprisant a jeté le discrédit sur le mouvement.

C'est parce que l'expérience des événements qu'ont eue les Gilets jaunes est si décalée du discours médiatique que se forme un trouble dans le rapport au monde. Pour le résorber, les Gilets jaunes se sont livrés à une enquête collective, dont le premier pas consiste à déclarer une situation comme problématique³. La problématisation se réalise par tâtonnements, en donnant progressivement au problème sa forme, car ces « premières observations permettent d'en préciser

¹ J. Arquembourg, « Les médias, l'improbable miroir des événements », art cit, p. 295.

² Olivier Baisnée et al., « La “violence” des Gilets jaunes : quand la fait-diversification fait diversion. Les routines journalistiques à l'épreuve des manifestations à Toulouse (novembre 2018-juin 2019) », *Sur le journalisme*, 2021, vol. 10, n° 1, p. 38.

³ John Dewey, *Logique. La théorie de l'enquête*, traduit par Gérard Deledalle, Paris, Presses Universitaires de France, 1967 [1938], p. 172.

les contours encore flous, en s’y reprenant à plusieurs reprises ; elles permettent de transformer la silhouette en objet dont la forme devient plus nette, forme qui permet une attention plus focalisée et plus attentive¹. » Le but pour l’enquête collective est alors de se donner les moyens de trouver une solution au problème, c’est « la détermination des conditions factuelles présentées par l’observation [qui] suggère une solution satisfaisante possible². »

7.1 Une expérience de politisation qui se heurte à un cadrage dépolitisant

Le fait de rentrer dans une protestation se fait toujours à la conjonction d’un parcours personnel et d’un contexte favorable à l’engagement³. La diversité du mouvement des Gilets jaunes incite également à interroger les modalités d’inscription dans un mouvement social. En effet, le mouvement a accueilli un effectif important de primo-manifestants, mais aussi des individus déjà rompus à l’action politique, certains venant de la gauche radicale, d’autres de l’extrême-droite (sans compter les innombrables nuances à l’intérieur de ces catégories). Ces différentes entrées ont été rendues possibles par l’organisation militante souple du mouvement des Gilets jaunes dont la structure, qui s’appuie sur des petits groupes locaux autonomes, a permis à chacun de trouver l’environnement conforme à son tempérament et son positionnement politique⁴.

Cette période de politisation s’est révélée déconcertante pour les médias qui ont échoué à saisir l’expérience de (re)politisation des Gilets jaunes. Même si les médias ont bien relayé la parole des Gilets jaunes, ils l’ont fait en adoptant un cadrage épisodique, qui désigne une focalisation sur l’expérience personnelle et qui produit généralement une réponse favorisant une lecture focalisée sur la responsabilité individuelle, par opposition au cadrage thématique qui décrit des tendances générales et impersonnelles favorisant une lecture en termes de responsabilité sociale⁵. C’est ainsi que les Gilets jaunes ont dénoncé une surdité aux revendications ainsi que des représentations médiatiques stéréotypées, témoignant de leur insatisfaction face à cette dé- possession symbolique de leur statut de sujet politique.

¹ O. Voirol, « Les résonances de l’enquête », art cit, p. 125.

² J. Dewey, *Logique*, op. cit., p. 174.

³ É. Agrikoliansky, « Les “carrières militantes” », art cit, p. 176.

⁴ Quentin Ravelli, « Un chaos organisé. La grappe de ronds-points comme structure politique souple », *Condition humaine / Conditions politiques*, 2020, n° 1, [En ligne].

⁵ Shanto Iyengar, « Framing Responsibility for Political Issues: The Case of Poverty », *Political Behavior*, 1990, vol. 12, n° 1, p. 22-23.

7.1.1 Premier décalage : la représentation des Gilets jaunes

Pour les enquêtés qui étaient déjà habitués à l'action collective avant 2018, l'engagement parmi les Gilets jaunes incarne un renouveau de la contestation sociale, qui enchaînait les échecs depuis le retrait du Contrat première embauche en 2006¹. Célia me fait ainsi part de son soulagement d'avoir vu de nombreuses personnes se mobiliser pour rejoindre ses nombreux combats. Elle s'implique très vite en donnant des consignes aux autres participants afin de maximiser leur nombre. Cette tentative conduira à une dispute qui la réorientera vers un autre groupe de la région avec qui elle s'entend mieux et qu'elle continue de fréquenter aujourd'hui (il s'agit des personnes rencontrées à L'Aigle) :

« Quand, en 2018, les gens se sont réveillés pour de l'essence je me suis dit : “enfin ! Ils se sont rendus compte que cette société part en couille !”. Donc j'y suis rentrée, mais pas tout de suite parce qu'au début au rond-point, les gens bloquaient les citoyens. Donc j'ai été les voir pour leur expliquer : “si vous voulez avoir les citoyens éveillés et réveillés, il faut les mettre dans leur poche. Donc pas les empêcher de passer”. Donc il y a un clash et d'autres embrouilles assez gamines, donc je suis partie ailleurs pour trouver des gens comme moi qui voulaient avancer et donc ça a commencé comme ça. Et puis voilà c'est parti comme ça ! »

En Haute-Savoie, c'est par l'entremise d'une autre militante LFI que Sylvie – qui a fait campagne pour Jean-Luc Mélenchon en 2017 – entre en contact avec le mouvement des Gilets jaunes. Se joignant à une réunion d'abord par curiosité, la teneur des revendications se révèle beaucoup plus proche de son positionnement qu'elle ne l'attendait :

« Avant le 17 novembre 2018, le mardi juste avant, il y a eu une réunion. Moi je n'ai pas Facebook, mais une personne qui me connaissait de la première campagne que j'avais faite pour Mélenchon m'a envoyé une page. Elle m'en avait parlé, peut-être qu'on s'était téléphoné et elle m'a envoyé sur mon téléphone une page Facebook où il y avait marqué “réunion pour mardi contre la vie chère, etc. Les gens veulent se révolter, veulent faire quelque chose”. Je vais voir, c'était sur un parking, il caillait. J'ai écouté les gens et je leur ai fait une proposition. Je leur ai dit qu'on pourrait mettre une banderole avec marqué : “non à l'augmentation du gasoil”. Et la nana qui a lancé l'appel, elle m'a dit : “c'est pas juste contre la taxe sur le gasoil, c'est contre toutes les taxes, c'est contre la vie chère” et là je me suis dit : “ouh là là ça m'intéresse !”. Et donc le samedi j'y suis allée, et là, pendant des mois, j'y suis allée tous les jours. Même quand je travaillais, du lundi au dimanche, même si c'était qu'une heure de temps, j'y allais pour une heure de temps. C'était au rond-point de Scionzier. »

L'engagement politique dans La France insoumise est probablement un facteur de participation au mouvement des Gilets jaunes, dans la mesure où Jean-Luc Mélenchon a publiquement soutenu la journée d'action du 17 novembre. D'autres enquêtés avaient aussi fait campagne pour Mélenchon en 2017, comme Cyril, Stan ou Sophie. Cette dernière a mis un peu de temps avant de s'engager, notamment en raison de problèmes de santé, se décidant à rejoindre les Gilets jaunes quand elle verra que les manifestants « se faisaient défoncer ». Elle fera également face à des accusations de récupération qui témoignent d'une défiance des Gilets jaunes vis-à-vis des

¹ L. Jeanpierre, *In Girum, op. cit.*, p. 39-40.

institutions politiques traditionnelles, notamment les partis politiques « renvoyés à leurs clientèles situées, quand le mouvement se veut transversal, à l'échelle du peuple tout entier¹ ».

Le mouvement des Gilets jaunes a également représenté une instance d'apprentissage politique. On retrouve dans cette catégorie des enquêtés qui avaient déjà une certaine conscience politique, mais qui n'existait que sous la forme d'opinions générales, sans qu'elles ne se traduisent par un engagement particulier. Cela ne signifie pas que l'on était entièrement coupé de l'action collective, mais les propos rapportés insistaient sur le mouvement comme signant leur entrée dans le militantisme en général. Le mouvement des Gilets jaunes marque ainsi une véritable rupture avec le passé, au sens où il s'agit d'un moment de reconfiguration du rapport à soi.

Il est intéressant de voir qu'en l'absence d'inscription dans un environnement militant, les RSN ont permis de rendre visibles les appels aux rassemblements. Les mots d'ordre, qui tranchent avec ceux des mouvements sociaux plus traditionnels, ont su résonner avec un rapport ordinaire au politique qui ne se reconnaît pas dans les formes classiques de militantisme. C'est le cas d'Isabelle qui, sans être contre l'engagement syndical, se décrit comme trop « indépendante » (elle est masseuse libérale) pour participer à des mouvements sociaux. Quand elle s'engage, c'est de manière individuelle, comme en Thaïlande où elle réside la moitié de l'année : « j'ai un peu du mal à travailler en groupe. Moi, je travaille toute seule quand je vais en Thaïlande, je vais nettoyer les plages, mais j'y vais toute seule. ». Le mouvement des Gilets jaunes marque le début de son engagement militant, rupture qui s'amorce par une sympathie pour les difficultés à vivre qui sont omniprésentes dans les appels à la mobilisation, bien qu'elle bénéficie d'une situation matérielle plutôt confortable :

« Je l'ai découvert [le mouvement] à travers les réseaux sociaux, j'ai entendu l'appel de Drouet. Donc je me suis dit : "Waouh, il a l'air de bouger !" et j'ai entendu le deuxième, je me rappelle plus du nom, mais le type qui avait proposé de mettre le gilet jaune sur la voiture. Et dès que ça a été dit, j'ai mis mon gilet sur ma voiture et voilà. J'ai tout de suite trouvé ma place dans ce mouvement parce que bon, à la limite le prix de l'essence je m'en foutais. À part depuis ce souci de santé que j'ai eu, j'ai toujours plutôt bien gagné ma vie. Mais je sentais bien qu'il y avait quelque chose derrière. C'était plus l'excuse du gros ras-le-bol. Je sentais qu'il y avait vraiment un truc profond parce que les gens, ils en pouvaient plus. C'était mon cas aussi, mais pas défini sur des petites choses. Je dis pas que c'est des petites choses, l'essence, mais moi, ça ne me concerne pas vraiment. Mais je sentais qu'il y avait un vrai truc qui se passait et qu'il se passe toujours parce que ça existe toujours le mouvement des Gilets jaunes, même si on le porte plus autant. »

Facebook jouera un rôle déterminant dans l'enrôlement d'individus qui n'étaient pas habitués à participer à des mouvements sociaux, en raison de sa large adoption dans la population. C'est avec la plateforme qu'elle se coordonnera avec les autres militants, les rencontres amicales facilitant ensuite l'adhésion : « il fallait quand même se fixer un rendez-vous pour le 17. Donc

¹ C. Le Bart, *Petite sociologie des Gilets jaunes*, op. cit., p. 80.

c'était au bord de mer. Et donc c'était sur des groupes Facebook, on avait trouvé les amis des amis : « ah bah tiens, je te partage parce qu'il y a ça ». Moi, j'ai adhéré tout de suite. »

Catherine, me raconte ses débuts militants dans le mouvement des Gilets jaunes. Électricienne d'Arlette Laguiller, celle-ci a été brièvement syndiquée (« parce que les têtes du syndicat, ils étaient syndiqués pour être augmentés. Et comme il y en a un qui était très virulent, qui est maintenant passé chef, bah il était beaucoup moins virulent après »), mais c'est à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes qu'elle commence réellement à s'investir dans une lutte politique :

« J'étais dans le Nord Sarthe et j'ai été une des premières à mettre mon gilet jaune à l'appel d'Éric Drouet sur mon tableau de bord. Au début, j'y croyais pas trop et à l'époque j'étais avec un conjoint qui passait son temps à râler sur son canapé, j'étais pas dans le mouvement le 17 novembre. Et à la télé, c'était BFM en boucle, avec les ronds-points, etc. Dimanche matin, je me relève, monsieur a le cul dans son canapé et continue à se plaindre. Je me suis habillée, j'ai mis mon manteau, j'ai mis mon gilet jaune et je lui ai dit que les gens qui restent le cul dans leur canapé, y en a marre ! Le dimanche, j'ai été rejoindre le rond-point le plus proche de chez moi. Et là, j'y suis restée pendant assez longtemps. »

Elle va par la suite fréquenter assidument les différents ronds-points et les AG de sa région, où elle n'hésite pas à aller à la confrontation avec les meneurs locaux. Faisant preuve d'autonomie dans ses actions militantes, elle tourne par exemple le dos à un groupe pas assez ambitieux à son goût. Alors que la plupart des emplois qu'elle a occupés dans sa vie étaient des postes peu qualifiés, elle trouve dans le mouvement des Gilets jaunes un cadre où son activité est valorisée, discutée et débattue.

Il faut enfin mentionner le cas particulier de Cyril, qui a également commencé à militer lors du mouvement des Gilets jaunes. Alors que tous les autres enquêtés sont entrés dans le mouvement à l'âge adulte, Cyril y a participé en tant que lycéen. Le mouvement des Gilets jaunes a eu lieu alors qu'il était en seconde (il avait alors 16 ans), et était concomitant avec son adhésion à l'Union Nationale Lycéenne (UNL), le principal syndicat lycéen de France :

« J'en avais un peu entendu parler parce que je suivais un peu ce qui se passait dans les médias, ce qui se passait par rapport aux gilets jaunes sur le tableau de bord. Donc je suis parti regarder. J'ai pas pu faire le premier samedi et, au final, je suis rentré un petit peu par hasard sur un rond-point de Gilets jaunes vers là où j'habitais avec mes parents. Et on s'est retrouvé le samedi sur le rond-point et j'ai sympathisé avec plein de gens. J'avais les cours à côté et ensuite on allait rejoindre les gens. J'étais au lycée à Auch qui est la capitale du Gers. J'ai sympathisé là-bas, j'ai eu plein de contacts, j'ai même été responsable on va dire régional Gilets jaunes pendant quelques semaines, en gros coordinateur des Gilets jaunes parce qu'ils se disaient « un petit jeune mineur, jamais il sera arrêté ». Au final, il y a eu des Gilets jaunes qui sont faits menacer de mort, donc j'en suis sorti un petit peu. Donc, c'était par les réseaux, les contacts, le bouche-à-oreille. »

Les responsabilités précoces constitueront pour lui une formation au militantisme qui l'a conduit à s'engager depuis dans de nombreux mouvements : il a fait partie d'une association étudiante lorsqu'il était à l'université, pour ensuite se syndiquer à la CGT puis à FO quand il a commencé à travailler dans la restauration. Ancien militant à la FI, il est aujourd'hui

responsable local du parti République Souveraine, fondé par Georges Kuzmanovic, ancien conseiller de Jean-Luc Mélenchon aux questions internationales. Ce parti adopte une ligne souverainiste, critique du revirement de la FI sur la question de l'Union Européenne, Cyril me déclarant par ailleurs appartenir à « la gauche voire à l'extrême-gauche » de République Souveraine. Son expérience au sein du mouvement des Gilets jaunes lui a également fait prendre conscience des difficultés financières des couches les plus précarisées de la population, ce qui l'a fortement marqué et a vraisemblablement contribué à ancrer davantage son positionnement politique à la gauche radicale :

« Et j'ai fait des rencontres qui m'ont bien ouvert les yeux sur ce qu'était la précarité puisqu'à l'époque, je ne connaissais pas, j'étais lycéen. Par exemple, une mère de famille qui s'est fait lâcher par son mec parce qu'on son enfant a été handicapé, qui vivait avec 800 € par mois dans une passoire thermique monstrueuse avec deux gamins de 5 ans, un autre qui est handicapé. Et c'est ça qui m'a fait ouvrir les yeux sur la question sociale. [...] Avant c'était gentil, c'était la réforme du bac. Mais donc comme lycéens, on n'avait pas conscience de la misère sociale, on n'avait pas conscience de la précarité même si certains de nos camarades lycéens l'étaient, mais on en parlait pas et c'était un peu tabou aussi. Il faut le voir pour le croire. »

Ces différents parcours montrent la capacité de politisation qu'a eu le mouvement des Gilets jaunes auprès de nombreuses personnes. Le rapport politique au monde, qui existait sous des formes latentes et embryonnaires, a été activé par la protestation. La découverte du rassemblement politique, des thématiques économiques et sociales, la participation à des procédures délibératives ont donc constitué un apprentissage explicitant les schèmes préalablement acquis lors de la socialisation primaire.

Ce bref survol des parcours de politisation au sein du mouvement des Gilets jaunes doit être comparé avec les cadrages médiatiques. D'une part, le mouvement des Gilets jaunes est né de la rencontre « de mécontentements individuels. Jusque dans leurs tentatives pour apparaître comme le peuple tout entier, les Gilets jaunes useront d'une rhétorique de la singularité, comme si la vérité du mouvement ne pouvait résider ailleurs que dans l'agrégation de détresses individuelles¹. » Cette analyse souligne selon moi que beaucoup de Gilets jaunes ne se projettent dans un projet collectif que dans la mesure où il résonne avec leurs préoccupations individuelles, à la différence des mouvements communistes dont l'adhésion demandait une formation politique visant à mettre la compréhension des rapports *objectifs* entre classes sociales au principe de la pratique militante. Il est possible d'envisager ce processus par ce qu'Héloïse Nez appelle une « montée en singularité », au cours de laquelle les personnes prennent conscience des enjeux

¹ *Ibid.*, p. 43.

sociaux qui entourent leur condition personnelle – permettant de se représenter comme sujet politique –, en préalable à la montée en généralité par le biais de la discussion collective¹.

D'autre part, les cadrages médiatiques résultent de plus en plus souvent d'un « choix de saisir les phénomènes sociaux à hauteur d'individus, comme si la réalité sociale n'avait de consistance qu'à cette échelle, comme si l'objectivité de l'information ne pouvait être avérée que sous cette forme². » Privilégiant le style de micro-trottoir et du portrait, l'accumulation de témoignages convergents est censée faire émerger une généralité applicable au mouvement, et restituer auprès du public la vérité des colères. Comme le souligne Jean-Baptiste Comby, « la précarisation continue des métiers de l'information et l'intensification de la course à l'audience [...] favorisent les journalistes privilégiant l'illustration des problèmes à l'explication de leurs causes. La production des *news* consiste aujourd'hui plus à raconter des histoires qu'à décoder l'histoire en train de se faire³. »

En pratique, des variations dans les cadrages ont été observées par l'équipe du LERASS au début de la mobilisation : *L'Humanité* et *La Croix* se sont intéressés aux raisons du mouvement, *Le Figaro* s'est concentré sur les réactions des responsables politiques de la majorité et de l'opposition, tandis que *Le Monde* et *Libération* ont traité de la question des leviers fiscaux de la transition écologique même s'il ressort globalement « l'absence d'une analyse politique rigoureuse expliquant les inégalités sociales et fiscales⁴ ». Au fil des mois, cette relative diversité s'estompe en laissant place à une mainmise de l'expertise médiatique qui évince les paroles des Gilets jaunes :

« Si la parole est donnée à la fois à des manifestants, des sympathisants, elle est principalement laissée à des interlocuteurs bénéficiant d'un statut d'expert. [...] Les Gilets jaunes partagent ainsi les caractéristiques des groupes marginalisés car ils sont plus volontiers racontés par d'autres, notamment des experts. Cela contribuerait à invisibiliser à la fois les paroles et l'expertise des citoyens ordinaires. La nature de ce cadrage rend compte pourtant d'un effort pour rendre visibles des postures et des paroles de mobilisés, témoignant par là même de la déstabilisation des habitus journalistiques face à l'absence de porte-parole identifié⁵. »

En dépit des différences, le résultat global a été de dépouiller les expériences recueillies dans les médias de leur dimension collective qui n'est ensuite commentée que sous l'angle du

¹ Héloïse Nez, « Émotions, délibération et pouvoir d'agir. Les assemblées des Indignés à Madrid » dans Loïc Blondiaux et Christophe Traïni (eds.), *La démocratie des émotions. Dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 109.

² C. Le Bart, *Petite sociologie des Gilets jaunes*, op. cit., p. 49.

³ Jean-Baptiste Comby, « L'individualisation des problèmes collectifs : une dépolitisation politiquement située », *Savoir/Agir*, 2014, n° 28, p. 48.

⁴ Brigitte Sebbah et al., *Les Gilets Jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes*, Toulouse, LERASS - Université de Toulouse, 2018, p. 5.

⁵ N. Souillard et al., « Les Gilets jaunes, étude d'un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques », art cit.

nombre de manifestants¹. La combinaison de ces deux facteurs, une conscientisation qui monte en généralité du côté des Gilets jaunes et une couverture qui reste à « hauteur d'individu » du côté médiatique, engendre un décalage qui se creuse à chaque reportage et article à teneur épisodique. S'il est possible que certains Gilets jaunes aient pu trouver leur compte au tout début du mouvement, la persistance dans le temps de ce décalage va mettre en échec la parole médiatique, révélant ainsi la « contradiction herméneutique » des médias.

Au fil des actes, se produit un décrochage entre le vécu des Gilets jaunes qui se politisent de plus en plus et une couverture médiatique qui ne parvient pas à restituer cette politisation. Même si les médias ont donné la parole aux participants, ce relais médiatique a sonné faux car il était privé de l'élément qui avait produit une résonance chez les Gilets jaunes : la politisation de leur condition. Pour le dire autrement : si les Gilets jaunes ont été entendus, ils n'ont pas eu le sentiment d'avoir été écoutés.

7.1.2 Une surdité aux revendications

Un motif de mécontentement est le fait que les médias n'aient pas assez tenu compte des revendications du mouvement. Dans les faits, les revendications n'ont pas été complètement absentes des médias au début du mouvement², mais elles ont été éclipsées par la focalisation sur les violences lors des manifestations à partir de décembre 2018. Il est possible que les débuts du mouvement aient produit des attentes chez les Gilets jaunes. L'étude de l'INA sur la médiatisation des Gilets jaunes montre ainsi qu'à la télévision, le cadrage accorde également une place importante aux revendications des Gilets jaunes avec 150 sujets consacrés en novembre et 255 en décembre avant de marquer le pas à partir de janvier³. C'est en particulier le cas des chaînes d'information en continu, qui se démarquent par une couverture extrêmement intense et volumineuse du mouvement des Gilets jaunes, en laissant une place notable à ses représentants :

« La parole est aussi répartie sur un nombre plus important d'intervenants : 471 personnes sur LCI et 452 sur BFM TV (contre 220 sur les cinq chaînes historiques). Ainsi, sur les chaînes d'info, éditorialistes, « experts » et représentants des « gilets jaunes » assurent, proportionnellement, plus de commentaires que les représentants du gouvernement, davantage présents sur les « grandes chaînes »⁴. »

Le bilan de cette première séquence est, pour les Gilets jaunes, contrasté. Ils sont en effet parvenus à faire entendre leurs revendications et à visibiliser la précarité qui frappe une partie de la population. Les enquêtés reconnaissent bien l'ampleur de la couverture médiatique comme

¹ C. Le Bart, *Petite sociologie des Gilets jaunes*, op. cit., p. 54.

² B. Sebbah et al., *Les Gilets Jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes*, op. cit., p. 5.

³ Géraldine Poels et Véronique Lefort, *Étude. « Gilets jaunes » : une médiatisation d'une ampleur inédite*, <http://larevuedesmedias.ina.fr/gilets-jaunes-mediatisation-chaines-info-twitter>, 12 novembre 2019, (consulté le 17 décembre 2020).

⁴ *Ibid.*

Alex qui me dit que les médias « ont invité les Gilets jaunes dès le départ sur les plateaux, ça leur a fait de l'audience comme jamais, ils ont explosé. Les meilleurs taux d'audience de leur histoire. » Certains ont même le sentiment que les médias se sont montrés relativement bienveillants au début du mouvement. Par exemple, Yohann concède cette possibilité qu'il met sur le compte d'une mésinterprétation du mouvement comme relevant d'une manifestation de droite anti-fiscale :

« Au début je trouvais que l'image était quand même très négative à part peut-être la première semaine quand les commentateurs ont cru que c'était un mouvement contre la fiscalité, là y avait tous les médias de droite, même Barbier il était très content, etc., mais très rapidement quand la jonction a commencé à se faire, qu'il y a eu la critique du gouvernement, puis du néolibéralisme puis du capitalisme en général alors là c'est devenu des monstres, on montrait surtout les casseurs, les gens qui pètent des câbles en manif. Il y avait pas mal de mépris dans le traitement. »

L'idée d'une évolution négative dans le traitement se retrouve également dans les propos de Lucas, ouvrier cariste de 43 ans et Victoria, loueuse de chambres d'hôte de 44 ans qui vivent à Céret. Seul entretien de couple que j'ai réalisé, les deux se rappellent les rapports difficiles entre journalistes et manifestants. Concédant une part de responsabilité de certains Gilets jaunes dans les difficultés à communiquer, ils trouvent tout de même que le cadrage a donné une mauvaise image d'un symbole cher à leurs yeux :

- Lucas : « au départ ils parlaient normalement. Ils nous interrogeaient, on répondait normalement. »
- Victoria : « et c'est vrai que très vite... Ensuite, c'est vrai qu'il y a peut-être eu plus de violence de notre part, à un moment donné... »
- L : « on a pris des coups aussi... »
- V : « et on nous a empêchés de passer aussi. Mais c'est vrai que plutôt que de regarder la réalité de ce qui se passait sur le terrain, on a amené la population à voir le Gilet jaune comme quelque chose de négatif plutôt que comme quelque chose de positif. Et là ça pose problème, parce que c'était pas du tout négatif le Gilet jaune. Alors pour le gouvernement oui, parce que ça aurait pu renverser le système et créer quelque chose de nouveau, donc pour le gouvernement et tous les politiques en place, là ils ont eu peur. Mais pour tous les êtres humains sur terre – d'ailleurs, le Gilet jaune est mondial, on retrouve des Gilets jaunes partout dans le monde entier – ça a réveillé pas mal de consciences. »

À partir de janvier 2019, l'évocation des Gilets jaunes ne va plus de pair avec une couverture spécifique au mouvement. Lorsqu'il est évoqué, c'est au détour d'articles traitant de l'actualité économique, notamment à propos des questions de fiscalité qui ont été soulevées par les Gilets jaunes¹. Selon Jean-Louis Siroux, il y a un véritable basculement sur ce point, car « à mesure que s'amplifie la colère des manifestants, la bienveillance des médias laisse place à une certaine animosité. Des analystes pointent du doigt l'«irrationalité» des revendications de ces grands enfants que rien ni personne ne parvient à contenter² ». Siroux identifie quatre figures rhétoriques employées par les médias pour disqualifier les demandes égalitaristes des Gilets jaunes,

¹ Brigitte Sebbah et al., *La dilution des Gilets jaunes dans l'agenda médiatique et politique. Quand le mouvement ne fait plus l'événement mais tente de se consolider*, Toulouse, LERASS - Université de Toulouse, 2019, p. 5.

² Jean-Louis Siroux, *Qu'ils se servent de leurs armes. Le traitement médiatique des Gilets jaunes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2020, p. 62-63.

empruntant les trois premières à Albert O. Hirschman : « l’“effet pervers” (l’enfer est pavé de bonnes intentions), l’“inanité” (le changement n’est jamais qu’illusion) et la “mise en péril” (les coûts cachés du progrès social sont considérables [et enfin] indépendamment de leurs effets, les aspirations des Gilets jaunes sont proprement irrationnelles¹. »

Deux enquêtés m’ont notamment fait part de leur exaspération quant à la surdité médiatique aux revendications du mouvement des Gilets jaunes. Marina les décrit en trois slogans, qui simplifient leur mémorisation et leur compréhension : la justice fiscale, la justice sociale et le Référendum d’initiative citoyenne (RIC) qui répond d’une volonté de démocratie directe. Elle me signale ce mécontentement lorsque je lui demande de quels sujets elle discutait avec son entourage en 2018-2019 :

« C’était les sujets économiques, les difficultés des gens à vivre de leur salaire, la pression aussi des fins de mois difficile, la réalité des gens qui sont en bas de l’échelle, et surtout le RIC : les revendications des Gilets jaunes. Bizarrement au bout de trois ans, les médias c’est : “on ne comprend toujours pas les revendications des Gilets jaunes”. C’est tellement absurde qu’au bout de trois ans les médias disent : “on ne comprend pas” alors qu’à chaque manif, sur chaque banderole les trois points clés étaient rappelés : justice fiscale, justice sociale, et démocratie directe, c’était les trois points clés, ils étaient en gros en banderole en tête de manif, c’était les sujets les plus commentés. »

Alex me tient des propos similaires. Il reconnaît que le nombre très important de revendications décidées en assemblée générale peuvent rendre difficile la lisibilité des propositions des Gilets jaunes. C’est pour ça qu’il explique que les Gilets jaunes ont simplifié davantage que Marina, pour réduire les revendications à deux points que sont la justice sociale et la démocratie directe :

« Les médias, c’étaient les premiers à dire : “on comprend rien aux Gilets jaunes”. Vous comprenez pas parce que vous voulez pas comprendre ! Parce qu’un moment, même ceux qui arrivaient sur les plateaux, ils disaient “c’est un combat contre les problèmes sociaux, mais aussi démocratiques”. C’est quand même pas compliqué à comprendre qu’on est dans la rue pour la démocratie et pour un rééquilibrage social. C’est comme nous, on a passé trois week-ends sur l’ensemble des points qu’on voulait changer en France, donc forcément on est arrivé à cent-cinquante points. Donc forcément, si les Gilets jaunes ils commencent à dire on veut ça, on veut ça, on veut ça. Donc non, on se concentre que sur un nombre restreint de choses, mais les médias nous ont un peu ridiculisés en faisant les teubés : “ah on comprend rien, on comprend rien, on comprend rien”. Et pendant des semaines et des semaines, c’était comme ça, la télé : “oui, les gilets jaunes, on sait pas ce qu’ils veulent”. Ouais, mais les gens, ils sont venus s’exprimer, donc on sait ce qu’ils veulent. Mais non, on comprend rien, et comme ça, dans la tête des Français lambda : “ah les gilets jaunes, on sait pas ce qu’ils veulent.” [...] En tout cas ceux qui venaient sur les plateaux, leur discours tenaient quelque chose d’intelligent. Mais je te jure, les médias, ils ont fait comme s’ils comprenaient pas. Dès qu’ils étaient plus là, ils ont dit “oui, mais on comprend plus rien”. Ben si, il y a deux combats principaux, qu’est-ce que vous avez pas compris dans ça ? »

Comme le note Charon, les journalistes ayant participé à son séminaire-bilan reconnaissent leurs difficultés à appréhender les revendications du mouvement. Considérant « qu’il y en avait trop », les journalistes les trouvent « trop en décalage avec les termes des débats publics, qu’il s’agisse de social, d’économie ou de politique. [...] Leur contenu posait problème parce que

¹ *Ibid.*, p. 61.

trop éloigné des cadres habituels. [...] D’aucuns seront tentés de les occulter, considérant que le sujet était ailleurs, dans le vécu des personnes mobilisées¹. » Cet élément confirme la prédominance des cadrages individualisants qui vont à l’encontre de la politisation collective qui fut un moteur de l’engagement militant. Il est possible d’y voir le symptôme d’une dépolitisation progressive du journalisme depuis les années 1980, avec une séparation entre le traitement des faits et les analyses politiques qui ont tendance à être confiées à des intervenants extérieurs².

Le corpus recueilli ne compte quasiment aucune publication en ligne reflétant ce reproche aux médias. On trouve toutefois ce sondage en ligne publié par la page *Soutien aux Gilets jaunes* qui demande aux internautes de signaler leur raison de se mobiliser « puisque les “grands” médias racontent toute et son contraire sur les raison (sic)³ de la mobilisation », en ne laissant comme choix que le ras-le-bol fiscal et la démission d’Emmanuel Macron (fig. 10).



Figure 10 – Capture d’écran d’une publication de la page *Soutien aux Gilets jaunes* – Sondage contre le discours médiatique sur les revendications des Gilets jaunes (Novembre 2018)

On peut peut-être expliquer cette rareté par la surreprésentation de contre-discours sur la question des chiffres en manifestation ou des violences. Du côté des enquêtés, seuls Marina et Axel m’ont explicitement fait part de ce mécontentement, bien qu’on puisse supposer qu’une large majorité de Gilets jaunes se trouve être d’accord avec cette critique.

¹ Jean-Marie Charon, « Le bilan des journalistes face au mouvement des Gilets jaunes. Les enseignements des séminaires de journalistes » dans Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier (eds.), *Les Gilets jaunes. Un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p. 28-29.

² Eugénie Saitta, « Les transformations du rapport à la politique des journalistes français et italiens », *Savoir/Agir*, 2014, n° 28, p. 31.

³ Les entorses aux normes orthographiques et typographiques étant courantes dans les publications étudiées, je les reproduis à l’identique.

7.1.3 Des représentations stéréotypées

Face à une mobilisation d'individus inégalement politisés et issus d'horizons disparates, les journalistes vont puiser dans un imaginaire fait de lieux communs sur les classes populaires. Dès les prémises de la mobilisation, les revendications des proto-Gilets jaunes sont réduites à leur dimension émotionnelle. On parle alors de « colère » probablement car les premiers appels qui parviennent à l'attention des journalistes sont les communiqués des associations de motards et d'automobilistes qui utilisent eux-mêmes ce terme¹. En plus d'une forme de relativisation renvoyant la protestation à un phénomène passager et de faible ampleur, un mépris caractérise l'attitude des médias qui qualifient la contestation par le terme dépréciatif de « grogne » (le mot vient du cri du cochon...)², la reléguant à la rubrique des faits divers dans le cas d'actions répétées contre les radars : « ce jugement de valeur porté sur les faits, ne leur reconnaissant aucun sens militant, trahit la grande difficulté de la rédaction [du *Progrès*] à faire une lecture politique de ce qu'elle repère pourtant comme une série³ ». Mercier note toutefois que certains journalistes parviennent à anticiper la dimension politique de ces événements éparpillés qui gagnent en cohérence au fil des mois, à condition de prendre le temps d'échanger directement avec les protestataires⁴.

Cette posture se retrouve plus tard dans le traitement visuel des événements. Les images des Gilets jaunes se caractérisent par « une violence visuelle symbolique qui discrédite le mouvement et fait obstacle à la réflexion sur les causes de la mobilisation et de la violence. Cette image disqualifiante s'insère dans des explications dépolitisantes et psychologisantes⁵. » Tout d'abord les images de Gilets jaunes sont fréquemment celles d'une foule dont on ne distingue que des silhouettes uniformément jaunes, au détriment de celles illustrant des assemblées et des discussions⁶. Quand les Gilets jaunes se voient caractérisés individuellement, Moualek souligne que c'est en les renvoyant à l'image de « beaufs » d'extrême-droite, et en mettant en avant des visages en colère de personnes en état d'ébriété⁷. L'équipe du LASSP explique ce type de traitement par une impréparation des routines journalistiques :

« Cette difficulté à qualifier ses interlocuteurs parmi les Gilets jaunes traduit l'insuffisante acuité des schèmes de perception journalistiques permettant de décrire toute la partie de l'espace social située

¹ Arnaud Mercier, « La médiatisation des Gilets jaunes avant la cristallisation du mouvement » dans Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier (eds.), *Les Gilets jaunes. Un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p. 82.

² *Ibid.*, p. 84.

³ *Ibid.*, p. 86.

⁴ *Ibid.*, p. 90-91.

⁵ Jérémie Moualek, « L'image disqualifiante de la "violence populaire" en démocratie. Le cas des Gilets jaunes et de leurs "clichés" », *Socio*, 2022, n° 16, p. 152.

⁶ *Ibid.*, p. 150.

⁷ *Ibid.*, p. 151.

en dehors des classes supérieures. Il est ainsi presque impossible, pour les journalistes, de saisir une des principales propriétés – et originalités – de ce mouvement : la mobilisation de groupes sociaux qui sont le plus souvent dans un rapport désinvesti aux mécanismes traditionnels de représentation politique¹. »

En croisant entretiens avec journalistes, manifestants et analyse d'articles de presse, les chercheurs concluent ainsi à une réduction du mouvement « à la seule colère éprouvée à l'encontre de l'augmentation de la taxe sur le carburant, alors que les revendications exprimées sur les réseaux sociaux étaient beaucoup plus larges (en termes d'écologie, mais aussi de démocratie participative)² ». C'est également le constat que fait Jean-Marie Charon à la suite de tables rondes organisées avec des journalistes à l'Institut français de la presse. Les journalistes reconnaissent selon lui la distance sociale qui les sépare des Gilets jaunes, leur surprise de voir des catégories sociales se mobiliser (notamment les artisans et les commerçants), mais avouent avoir parfois refusé de relayer des attitudes xénophobes rencontrées en manifestation de peur de donner une image faussée de la mobilisation³.

De plus, la composition sociale du mouvement des Gilets jaunes est bien plus large, comme on l'a vu, que le cas emblématique de travailleurs précaires. Non seulement les Gilets jaunes issus des classes populaires ne goûtent guère le misérabilisme qui les réduit à leur pauvreté – quand il ne s'agit pas de caricatures les rejetant symboliquement « du côté de la nature (vs la culture) et des passions (vs la raison)⁴ » – mais ceux issus des classes moyennes, voire gagnant encore mieux leur vie, se sentent insultés à être représentés sous ces traits caricaturaux. Isabelle me fait part d'une anecdote qui illustre selon elle la mauvaise image que les médias ont donnée des Gilets jaunes. Celle-ci vit la moitié de l'année en Thaïlande, et elle décide de se rendre au consulat de Bangkok pour participer au Grand débat avec les autres expatriés. Face au rejet affiché vis-à-vis des Gilets jaunes, elle décide de sortir son gilet et cherche à tordre le cou à l'image donnée de pauvres, elle qui vit en France dans un beau quartier niçois :

« Chacun parle, ça ne parlait que des Gilets jaunes et les types, ils vomissaient les Gilets jaunes, tous les gens qui étaient là. Et moi, je me disais “mais c'est des fous ces gens, ça veut dire qu'ils vivent à 10 000 km et ils parlent de choses qu'ils ne connaissent pas”. Et là je prends en pleine gueule qu'ils n'ont que les médias ! les mecs ils ont pas mis les pieds en France depuis dix ans et ils parlent des Gilets jaunes à partir de ce qu'ils en entendent à la télé. J'étais horrifiée, encore bien plus de l'entendre de cette façon-là que de l'entendre en direct, je sais pas comment dire. Au final, ça allait se terminer et je demande si je peux dire un mot et l'ambassadeur me dit “oui”. Et là, je me suis penchée, j'ai sorti mon gilet jaune et j'ai dit “moi, je vais vous expliquer ce que c'est un vrai Gilet jaune. Votre discours, c'est celui des médias. Tous les gens que vous décrivez, là : les ronds-points, les alcooliques, les ceci, les cela, vous voyez, moi, je vis la moitié du temps ici. Ma villa, elle est deux fois plus belle que la vôtre à tous, je vous invite quand vous voulez. Moi j'habite à Cimiez, c'est le plus beau quartier de Nice, je gagne extrêmement bien ma vie. Mes amis Gilets jaunes, ce sont des

¹ O. Baisnée et al., « La “violence” des Gilets jaunes », art cit, p. 31.

² *Ibid.*

³ J.-M. Charon, « Le bilan des journalistes face au mouvement des Gilets jaunes », art cit, p. 29-30.

⁴ J.-L. Siroux, *Qu'ils se servent de leurs armes*, op. cit., p. 51.

avocats, des dentistes, un peu de tout. Et tout ce que vous retenez, c'est ce que disent les médias : les ronds-points, on est des gueux. Et quand je suis partie j'étais contente, ils m'ont laissé parler pendant une demi-heure. Ils ont tous voulu faire une photo avec moi. Mais c'est ce jour-là que j'ai pris conscience des dégâts de la presse. Parce que ces gens-là, ils avaient jamais vu la vraie vie puisqu'ils habitent là-bas. Et je me disais "putain ça fait mal quand même". Et chacun qui prenait la parole, j'avais envie de pleurer. Je me disais, "mais comment ils ont pu nous assassiner à ce point ? Qu'est-ce qu'on leur a fait pour ça ? Comment la presse elle peut jouer ce jeu dégueulasse ?" »

Marguerite critique elle aussi les représentations dévalorisantes de Gilets jaunes comme alcooliques. Contrairement à Isabelle qui est donc issue des professions libérales bénéficiant de hauts revenus, Marguerite s'appuie sur ses dispositions critiques formées par le syndicalisme et l'engagement politique pour analyser les représentations médiatiques des Gilets jaunes, faisant le parallèle avec les injures lancées traditionnellement aux manifestants :

« J'ai pas spécialement regardé la télé, mais par rapport à ce qu'on en disait je trouve qu'on a été salis. De toute façon, dès qu'un mouvement prolétaire se met en place, la bourgeoisie le dénigre : "c'est des alcooliques, c'est des violents", etc., comme pour les cégétistes, on est des fainéants, on est des violents, d'ailleurs, c'était pour ça que c'était le samedi, c'était parce que la plupart des gens travaillaient. »

Étant initialement une révolte contre les difficultés à boucler les fins de mois, le mouvement des Gilets jaunes a donc été confronté aux réflexes journalistiques du traitement des classes populaires, regardées avec une bienveillance paternaliste lorsqu'il s'agit d'individus atomisés, le ton se durcit dès qu'émergent des collectifs qui revendiquent la justice sociale en politisant leurs revendications¹. La critique des Gilets jaunes montre un ras-le-bol face à la médiatisation incontrôlée des difficultés et des revendications, nécessaire « pour espérer avoir une existence publiquement reconnue et, d'une manière ou d'une autre, "prise en compte" par le pouvoir politique². » Ce premier clivage correspond surtout au début du mouvement lorsque les médias se sont montrés hésitants dans leur manière de thématiser la contestation. À partir de janvier, ce seront les violences lors des manifestations qui s'imposeront comme l'angle prépondérant de la couverture médiatique du mouvement. Pour comprendre comment celle-ci a produit un second décalage, il faut d'abord se pencher sur l'expérience lors du mouvement, qui regroupe aussi bien le vécu lors des rassemblements que l'usage des RSN.

7.2 La production numérique d'un contre-discours face à une couverture décalée des rassemblements

Une des originalités du mouvement des Gilets jaunes est d'avoir élargi le répertoire d'action traditionnel. Les Gilets jaunes se sont vite distingués en multipliant les modes de protestation

¹ A. Accardo, *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, op. cit., p. 70-71.

² P. Champagne, « La vision médiatique », art cit, p. 116.

témoignant d'un vaste répertoire d'action, qui plus est en les utilisant de manière simultanée : les manifestations se déroulaient en même temps que les occupations de ronds-points ou la construction de cabanes, et ils faisaient entendre leurs voix sur les RSN, on trouve de plus des délibérations en AG, des rassemblements statiques, en mouvement, etc. Comme l'explique Mariot, la réunion ne peut par elle-même produire les référents qui règlent les modalités de participation, il faut un partage préalable des formats de l'action pour permettre le rassemblement¹ : si les Gilets jaunes ont investi tant de modes de protestation, c'est qu'ils ont réussi à créer leurs propres normes. Mais chacune de ces formes se décide selon un mélange entre reprise d'un répertoire d'action traditionnel, expérimentation militante et improvisation stratégique, qui reflète la fréquentation au long cours de novices et de militants chevronnés.

Les participants ont tantôt été marqués par l'exaltation produite par l'expérience du rassemblement et du frisson collectif, tantôt par la violente répression policière qui s'est abattue sur les Gilets jaunes. On peut transposer pour le mouvement ce qu'écrivait Patrick Champagne au sujet des banlieues, à savoir que « les médias fabriquent ainsi, pour le grand public, qui n'est pas directement concerné, une présentation et une représentation des problèmes qui met l'accent sur l'extraordinaire. Celui-ci ne tend à retenir que les actions violentes, les affrontements avec la police, les actes de vandalisme² ». On rajoutera une colère – celle-ci plus classique chez les mouvements sociaux – en raison d'un sentiment de minimisation de l'ampleur de la mobilisation de la part des médias.

7.2.1 Second décalage : la manifestation comme espace d'interaction entre Gilets jaunes, journalistes et forces de l'ordre

Comme le notent Baisnée et ses collègues, « les routines pratiques et cognitives des journalistes se sont révélées inopérantes pour saisir la dimension politique du mouvement des Gilets jaunes, ce qui a conduit à produire une représentation dominante en termes de violence dénuée de sens³. » En recoupant les observations de la couverture médiatique des rassemblements disponibles dans la littérature avec les témoignages des enquêtés, trois propriétés des actions des Gilets jaunes semblent avoir dérouté les routines journalistiques.

On trouve premièrement la focalisation des médias sur les événements parisiens, reproduction du schéma de la répartition géographique du pouvoir politique, qui leur a fait perdre de vue la diversité des expressions des Gilets jaunes. C'est notamment ce que constatent les géographes

¹ Nicolas Mariot, « Le frisson fait-il la manifestation ? », *Pouvoirs*, 2006, n° 116, p. 102.

² P. Champagne, « La vision médiatique », art cit, p. 105.

³ O. Baisnée et al., « La “violence” des Gilets jaunes », art cit, p. 36.

Alexandre Grondeau et Sébastien Bridier qui estiment que les chaînes d'information en continu se sont focalisées sur les rassemblements dans les grandes villes conduisant ainsi à une surexposition des violences dans les médias¹. Alors que l'occupation des ronds-points constitue le socle des actions des Gilets jaunes, cette décentralisation des événements se montre difficile à saisir pour les routines journalistiques qui se focalisent sur les grandes villes, en particulier Paris :

« Dans un pays où le champ journalistique est dominé par des rédactions situées dans la capitale, des mobilisations qui se déroulent simultanément dans un grand nombre de villes de région ont peu de chance d'être pleinement saisies. Cette forme de mobilisation est donc déconcertante pour les journalistes, qui ont pour habitude de traiter des mouvements sociaux plus centralisés, tels que les manifestations syndicales au parcours défini et déclaré, les blocages autoroutiers effectués par les routiers ou agriculteurs, voire les piquets à l'entrée des lieux de travail². »

Antoine m'a livré une longue réflexion sur les raisons du décalage entre vécu des Gilets jaunes et traitement médiatique du mouvement, indiquant que l'expérience de terrain a permis à certains Gilets jaunes d'entrevoir les logiques journalistiques à l'œuvre. En tant que responsable communication de son groupe il a fréquemment été en contact avec des journalistes, ce qui lui a donné un certain nombre de clés de compréhension des contraintes du métier de journaliste. Il m'évoque lui aussi le tropisme parisien des journalistes qui, en privilégiant les échauffourées de la capitale, ont manqué les moments positifs vécus par les manifestants :

« On a souvent rencontré les gens de l'antenne locale de BFM ici, mais les sujets vont difficilement remonter au national. Donc ils ne vont pas traiter le mouvement correctement parce que le mouvement des gilets jaunes est rural. Il n'est pas parisien. À Paris, c'étaient des samedis pour foutre le boxon sur les Champs-Élysées, mais il n'y a rien, il n'y a pas de Gilets jaunes à Paris. [...] Du coup, pour répondre de manière pas manichéenne, ils ont mal cerné le mouvement, donc ils ont maltraité le mouvement parce qu'ils ont eu du mal à le comprendre, parce qu'ils n'étaient pas sur place et quand ils ont essayé d'être sur place dans un premier temps, il y avait de la curiosité. Le buzz, papi mamie sur le rond-point, ça fait des belles images et donc ils ont véhiculé que ça. Et après, ils ont eu beaucoup de mal à parler du fond, c'est-à-dire quand ils venaient en milieu de journée, voir un blocage. Mais ils étaient pas là à 22h30 quand il y a les palettes qui brûlent à côté du rond-point et que les gens boivent des coups en refaisant le monde, alors que c'est là que ça s'est passé, c'est ces moments-là qui ont été cruciaux dans les premiers mois. »

Second problème : l'absence de porte-paroles reconnus unanimement. L'équipe du LASSP note que la réticence des Gilets jaunes à unifier leurs prises de parole « complique singulièrement le travail des journalistes qui enregistrent et reproduisent habituellement des hiérarchies et des légitimités construites en dehors de leur action en tendant le micro à ceux qui leurs sont désignés. Si la plupart des journalistes privilégient la polyphonie, cette vision du métier se trouve mise à mal dès lors qu'il n'y a plus de locuteurs identifiés³. » Les journalistes sont dès lors voués à donner une visibilité à des interlocuteurs qui ne peuvent par définition représenter

¹ A. Grondeau et S. Bridier, « Contribution à une géographie des Gilets jaunes », art cit, p. 7.

² O. Baisnée et al., « La "violence" des Gilets jaunes », art cit, p. 33.

³ *Ibid.*, p. 31.

qu'une partie de la mobilisation, ce qui ouvre également la voie à des cas d'opportunisme comme me le raconte Mike : « on a eu un escroc parmi nous. [...] Il est même passé dans Sept à huit [sur TF1], il est passé dans des journaux, donc ça c'était le style de personne dont on avait l'œil dessus, on disait aux gens de faire attention. »

Troisième problème : la violence lors des manifestations qui a également compliqué la tâche des journalistes de plusieurs manières. En dehors de l'hostilité des Gilets jaunes, point qui sera abordé par la suite, les manifestations présentaient des caractéristiques inhabituelles qui rendaient la couverture des événements particulièrement délicate : les rassemblements n'étaient pas toujours déclarés, les itinéraires imprévus et les tactiques policières arrivaient fréquemment à scinder les cortèges¹. Alors que les routines ont pour fonction de réduire les coûts de production (on se place à des endroits stratégiques de la manifestation, on prend des photos, on interviewe quelques porte-paroles avant de s'en aller), elles sont inapplicables dans de telles conditions.

Les journalistes ne sont d'ailleurs pas épargnés par les violences policières, dont le risque s'est accru au fur et à mesure que la répression policière s'est intensifiée, qu'il s'agisse de violences d'agents confondant avec des manifestants ou de violences volontaires. De nombreux journalistes ont témoigné du fait que la présentation de leur carte de presse ne leur a épargné aucune brutalité policière. Pour d'autres, la consigne de s'en aller avant que la situation ne dégénère les a tout simplement empêchés de couvrir les violences policières. Plus fondamentalement, ces violences révèlent les tensions qui traversent le champ journalistique, ces manifestations étant fréquemment couvertes par un personnel jeune et précarisé :

« Sans surprise, ce sont en effet souvent les plus précaires et les plus jeunes qui sont envoyés sur le terrain (parfois pour quelques dizaines d'euros). Autrement dit, à quelques exceptions près, les journalistes les plus aguerris – c'est-à-dire ceux qui occupent des positions plus élevées dans les hiérarchies professionnelles – tendent à délaisser ces manifestations. Cette crainte pour leur intégrité physique a aussi pu inciter des pigistes toulousains à refuser de se rendre sur le terrain des cortèges, craignant, en cas de blessure, de ne plus pouvoir travailler. L'un d'entre eux nous confie ainsi, dans un entretien informel : “si je me blesse, qui va payer mon loyer ?”². »

Antoine est d'ailleurs assez compréhensif vis-à-vis des journalistes. Il sympathise par exemple avec leur condition précaire dont il s'est rendu compte en les fréquentant, ce qui le conduit à ne pas les percevoir individuellement comme des « ennemis » du mouvement :

« Ce que j'ai découvert en gérant les médias pour le compte des Gilets jaunes, c'est que c'est des personnes qui souvent sont surbookées, ont un planning de folie, sont dans des situations précaires. Pour la plupart d'entre eux, ils sont pigistes. Le mec était pour BFM et pigiste pour d'autres, etc. Ils ont pas spécialement l'assurance de l'emploi sur le très long terme. Donc, quand on parle aussi de ligne éditoriale, il y a toujours cette espèce de ligne, on dit “ah ben nous, on ne nous a jamais rien

¹ *Ibid.*, p. 34.

² *Ibid.*, p. 35.

interdit”, mais à partir de quand est-ce qu’eux-mêmes vont s’autocensurer ou pas dans un sujet pour être sûr que le sujet passe ? »

Marina me raconte qu’elle a observé les journalistes des grandes chaînes se tenir à l’écart lors d’une manifestation sur les Champs-Élysées, contrairement à ceux de RT France. Elle perçoit ainsi les journalistes comme échappant aux violences policières, en plus d’adopter des pratiques contraires à la déontologie comme le fait d’enregistrer des personnes à leur insu et de diffuser ensuite leurs propos sans autorisation. Contrairement à Antoine, elle a une opinion invariablement négative des journalistes, les responsabilisant pour la couverture du mouvement. Dans ce genre de propos, les déficiences en matière de couverture se situent dans le manque de déontologie des journalistes davantage que dans des déterminants structureaux :

« Dès le matin c’était la guerre c’était violent et il y avait les médias, il y avait BFM et LCI je crois, eux ils interviewaient ils restaient à l’autre extrémité de l’Arc de Triomphe, il y a le jardin, le parc qui commence. Ils avaient pas de masques à gaz, ils étaient tranquilles à ce niveau-là et on voyait passer les journalistes de RT, eux ils mettaient leurs masques à gaz et ils allaient au front, nous on voulait les interpeller, on voulait leur parler pour qu’ils nous interviewent et ils nous disaient “désolé on doit aller au front” et ils voulaient pas nous parler. Et BFM, LCI ils nous ont un peu pris en traitres quoi, on tournait le dos aux journalistes et je sais pas comment ils ont fait, peut être avec le micro perche, ils nous ont enregistrés et ils l’ont diffusé en prime time. Ça nous a pas plu ! Eux ils allaient pas au front voir ce qui se passait, ils restaient près du jardin à happer ceux qui voulaient bien et ils déformaient nos propos et ils mettaient que des bouts, c’était orienté, c’était malhonnête. Ils allaient pas voir ce qui se passait, ils travaillent pas pareil, ça déçoit quoi. »

En s’appuyant sur des routines calibrées pour des mouvements sociaux traditionnels, les journalistes ont donc, en dépit des efforts de certains, été incapables de s’adapter à ces nouveautés. Le fait que les médias aient, comme les institutions policières et gouvernementales, été désespérés face à l’évènement a pu leur donner une ressemblance avec ces dernières, et encouragé l’assimilation des médias au pouvoir politique.

7.2.2 *Un silence autour des violences policières*

Un motif de colère de la part des Gilets jaunes est la faiblesse de la couverture médiatique des violences policières. Comme l’observe Siroux, alors que les « images de manifestants, blessés, éborgnés, ayant perdu un doigt ou une main au contact des forces de l’ordre, circulent depuis les premières semaines du mouvement et sont bien documentées par la presse indépendante [...] elles restent peu présentes dans la couverture proposée par les grands médias¹. » En plus d’un effort de contextualisation omniprésent lorsque ces images se trouvent médiatisées (alors qu’il est réprouvé en ce qui concerne les violences des manifestants), c’est autour de l’impératif du maintien de l’ordre que se construit le commentaire des violences policières ce qui biaise le

¹ J.-L. Siroux, *Qu’ils se servent de leurs armes*, op. cit., p. 113.

débat en faveur des réponses sécuritaires et accrédite comme seuls « experts » les spécialistes de ces questions¹.

La déception face aux manquements des médias est d'autant plus grande que les manifestations ont effectivement été très violentes en matière de répression policière. Qu'il s'agisse de Gilets jaunes habitués aux manifestations ou des novices en matière de protestation, tous ont été surpris par la brutalité des méthodes de maintien de l'ordre, même si le mouvement de 2016 contre la loi El Khomri préfigurait la répression à venir. Il est vrai qu'une part de cette violence est due au caractère inhabituel des manifestations de Gilets jaunes. Comme le notent Olivier Fillieule et Fabien Jobard, les rassemblements des Gilets jaunes ont bousculé les codes traditionnels de la manifestation auxquels sont rompues les forces de l'ordre :

« Sans direction ni ordonnancement, sans leaders ni service d'ordre, les Gilets jaunes n'ont déployé aucun des signes habituels de la revendication politique : sonos, banderoles, tracts se sont effacés au profit d'une multiplicité de slogans personnels inscrits au dos des chasubles. Les manœuvres tactiques et la communication non verbale des forces de l'ordre [...] ne sont pas décodées, les “lignes rouges” usuelles restent inconnues. À Paris, la sanctuarisation en toutes circonstances de certains lieux de pouvoir, comme le palais de l'Élysée et ses abords, est perçue en novembre 2018 comme une atteinte intolérable à la liberté de manifester. Dans le même ordre d'idées, le fait que les parcours parisiens se déplacent des arrondissements de l'Est vers les quartiers bourgeois de l'Ouest introduit une nouveauté potentiellement disruptive et une incertitude accrue dans la mise en place des dispositifs policiers. En effet, à Paris, avec le temps, des stratégies d'occupation de la rue propres à chaque groupe se sont cristallisées². »

Dans ces conditions, va s'opérer un durcissement de la doctrine du maintien de l'ordre qui aboutit à ce que les deux auteurs qualifient de « répression sans doute la plus violente jamais exercée dans la France métropolitaine depuis 1968³. » Si certains Gilets jaunes ont considéré que le recours à la violence pouvait être une stratégie pertinente pour contrer la répression policière⁴, Fillieule et Jobard considèrent cela comme insuffisant pour expliquer la brutalité de la politique du maintien de l'ordre. Selon eux, il faut regarder l'évolution dans les doctrines exposées au sein du Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO). Ce document diffusé en 2019, insiste sur « la gestion des manifestants et des auteurs de troubles par les unités de sécurité publique. Il consacre aussi, du même coup, le caractère primordial des armes et moyens dont ces dernières sont dotées : contact physique (avec bâtons de défense et matraques diverses) et recours aux lanceurs de balles de défense⁵. » Or, l'expérience de la répression va

¹ *Ibid.*, p. 124.

² Olivier Fillieule et Fabien Jobard, *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, Paris, Seuil, 2020, p. 62-63.

³ *Ibid.*, p. 186.

⁴ Violaine Chevrier, « Des “cortèges de tête” aux Gilets jaunes, transformation des pratiques et des usages de la violence dans les manifestations marseillaises », *Condition humaine / Conditions politiques*, 2020, n° 1, [En ligne].

⁵ O. Fillieule et F. Jobard, *Politiques du désordre*, *op. cit.*, p. 196.

profondément marquer les Gilets jaunes et faire converger leurs réactions envers le pouvoir politique et tout ce qu'ils perçoivent comme lui étant lié.

Les témoignages d'une expérience traumatisante de violence policière sont fréquents dans mon corpus, en particulier chez ceux qui ont manifesté dans les grandes villes (notamment Mike, Antoine, Marina, Sophie ou Marguerite). Deux exemples me paraissent représentatifs du rapport conflictuel que beaucoup d'enquêtés ont avec la police. Premièrement, lorsque Mike me raconte son meilleur et son pire souvenir, les deux impliquent la répression policière (et, secondairement, les médias) :

« Mon meilleur souvenir, ça va être l'acte 5 je crois. Quand on est descendu de Montmartre. On leur avait donné une formation, on leur avait dit d'aller qu'on allait à Versailles. Ils ont tous été à Versailles. Les forces de l'ordre, BFM, etc. Et il y avait personne et on était tous à Montmartre parce que l'information avait été donnée vraiment à la dernière minute. On est tous descendus de Montmartre et ils s'y attendaient pas du tout. C'était un des plus beaux souvenirs que je peux avoir parce que, vraiment, les forces de l'ordre ne savaient plus où aller, ils étaient vraiment déboussolés. Le plus mauvais, ça devait être pour les un an des gilets jaunes où là j'ai vécu une manifestation catastrophique. On était place d'Italie avec un copain. J'ai fait une interview le matin pour RT. J'étais sur cette place et j'ai très vite senti qu'il y avait quelque chose qui allait pas. À un moment, les forces de l'ordre nous ont complètement ceinturées, ils ont complètement ceinturé le rond-point de la place d'Italie. Mon pote est au téléphone et j'entends dire : "comment ça, vous annulez la manifestation ?" Je demande de ce qu'il se passe et en fait, Lallement a décidé d'annuler la manifestation au dernier moment alors que tout le monde y était. Et donc c'était un piège. Il y avait même notre avocat qui était là et on comprenait pas. Donc je me suis dit qu'ils vont pas aller interpellé un avocat, ils vont pas aller interpellé Priscilla parce qu'elle a vu qu'elle est pas sur la place d'Italie. Et donc je me dis que ça allait être pour mon pote et donc par amitié pour lui, je suis resté avec lui. Donc on a été discuté avec les forces de l'ordre. Je me suis retrouvé une fois par terre. On s'est pris des coups de canon à eau. Il y a quelqu'un qui a poussé mon ami, j'ai reçu le choc. On est parti voir le relais de la préfecture et il nous a dit : "ça va ne vous inquiétez pas, ça va se décanter, mais n'avancez pas sur les forces de l'ordre et eux ils avanceront pas". Et dès qu'il s'est écarté, les forces de l'ordre ont avancé devant nous. Il y avait une femme sur la droite qui reculait, qui ne menaçait pas, qui reculait tout simplement. Et il y avait un CRS et vu qu'elle ne reculait pas assez vite, le CRS a commencé à jouer de la matraque. Moi, là, j'ai pas pu, je me suis interposé et je me suis pris des coups de matraque et comme j'ai fait pas mal de boxe anglaise, moi je sens rien. Et là du coup, il m'a mis le tonfa directement dans les côtes et là ça m'a vraiment fait très mal, j'ai une côte fêlée. J'ai beaucoup sniffé de gaz, du canon à eau. J'ai tout vécu dans cette journée-là, c'est vraiment la manifestation la plus dégueulasse que j'ai vécue. C'est mon pire souvenir. »

Deuxièmement, Marguerite me fait part d'un souvenir positif dans la stratégie face aux forces de l'ordre lors de l'acte 8 du 5 janvier 2019. Alors qu'elle est bloquée aux environs de Saint-Michel, se produisent deux événements qui vont la marquer. Premièrement, c'est le moment où le boxeur Gilet jaune Christophe Dettinger en vient aux mains avec un CRS qui était en train de frapper une manifestante. Deuxièmement, elle profite des échauffourées pour faire dévier la manifestation et sortir de l'encerclement policier, réussissant à mener le cortège jusqu'à la place de la Bastille :

« Avec mon pote de manif qui était Gilet jaune de Villejuif aussi (mais on savait pas qu'on habitait à Villejuif) on a fait dévier une manif. Je sais pas si vous vous rappelez le jour de Christophe Dettinger, le boxeur ? Je l'aime d'amour. Cette vidéo, elle m'a fait tellement du bien qu'il lui mette une grosse patate. Pourtant, je suis pas pour la violence, mais ça m'a fait tellement du bien. Qu'il aille

en prison, j'ai pas trouvé ça normal, c'était pour faire un exemple, ils auraient pu le tuer sur la place publique, comme à l'époque, ils l'auraient fait, c'est évident. Je suis trop contente qu'il ait pas été tué. Et là, on a été bloqué sur Saint-Michel, on arrive au niveau du pont, c'était bloqué, on entend des coups de flash-ball, et tout ça. Et là, on pouvait tourner et je faisais des allers etretours avec mon pote et j'hurlais "venez !", et là, des gens ont commencé à suivre et ça a continué à suivre et là on a dévié. On a été jusqu'à Bastille, c'était exceptionnel ! La tête de la manif, elle était complètement bloquée vers l'Assemblée nationale, Dettinger, il était en train de casser sa gueule à l'autre. Et là, on a réussi à faire dévier la manif. Et du coup les flics ils pouvaient pas être partout et tout le reste de la manif nous a suivi, c'était génial. »

Ces deux exemples montrent comment le rapport à la police a inscrit la remise en question de l'activité de l'institution policière, et l'identification de la Police comme ennemi du mouvement au principe de la vision du monde des Gilets jaunes. L'ampleur de la répression policière a motivé les Gilets jaunes à dénoncer les doctrines de maintien de l'ordre qui se sont développées ces dernières années. Comme l'a montré Bouté, la mise en discussion sur les RSN des images de violences policières conduit les Gilets jaunes à passer d'une critique de l'institution policière à la dénonciation des médias dominants qui « sont eux aussi embarqués dans la critique du maintien de l'ordre en raison du cadrage qu'ils opèrent des événements. Ils sont accusés de ne pas en montrer les aspects les plus problématiques, ce que les images publiées sur les RSN permettraient de corriger¹ ». Cette impatience envers les médias est d'autant plus grande que les Gilets jaunes ont rapidement investi leur confrontation hebdomadaire à l'institution policière d'une lourde charge affective.

Les Gilets jaunes investissent alors les RSN pour mettre en lumière le décalage entre leur vécu et la couverture médiatique, à travers leur propre cadrage des événements qui dénonce le silence des médias. Bouté parle de thématisation pour désigner « le processus qui consiste à produire individuellement ou collectivement des *thèmes* pour donner du sens à la conflictualité² ». Comme il le précise, « thématiser, c'est attribuer un sens particulier à une situation en la mettant en récit, à l'aide de textes, d'images, de vidéos, etc., mais aussi en mobilisant les caractéristiques technosémiotiques des espaces numériques d'interaction où a lieu la mise en récit³. » Bien qu'il oppose la thématisation au cadrage, je considère pour ma part qu'elle en fait partie, car elle stabilise discursivement des éléments dans un fonds partagé de signification qui procure l'arrière-plan nécessaire à la compréhension du monde. L'analyse des publications en ligne permet ainsi de reconstituer la teneur des propos sur les médias tout en témoignant de la formation d'une « communauté cognitive », ensemble « d'individus réunis moins par des intérêts ou

¹ É. Bouté, « La mise en visibilité des forces de l'ordre sur Twitter pendant le mouvement des Gilets jaunes », art cit, p. 199.

² É. Bouté, *Police Pixel*, op. cit., p. 36.

³ *Ibid.*

des pratiques communs que par la co-construction en discours de cadres partagés d'interprétation des évènements¹. »

Une des publications ayant le plus circulé en novembre 2018, publiée le 25 soit cinq jours après l'Acte 1, est déjà interpellée par l'absence de couverture médiatique (fig. 11). On y voit la photo d'un homme visiblement éborgné (il a un bandeau sur l'œil), avec en description le récit du drame. On y apprend que la personne manifestait paisiblement « et respectait les consignes » quand son œil « s'est subitement éteint » – on suppose qu'il a été victime d'un tir de lanceur de balle de défense (LBD). L'auteur ajoute enfin que « jusqu'ici lorsqu'un manifestant perdait un œil, la presse le faisait savoir ».



Figure 11 – Capture d'écran d'une publication du groupe CDR – Une des premières occurrences du lien entre violence policière et critique des médias (Novembre 2018)

On retrouve ensuite d'autres publications qui montrent des images de personnes blessées lors des manifestations pour dénoncer l'absence de traitement médiatique. Ces images, qui ont une grande puissance émotionnelle, produisent un contraste entre le choc visuel et l'évocation en

¹ Guillaume Carbou, « Presse en ligne et communautés cognitives. Les sections commentaires d'Atlantico.fr et de l'Humanité.fr durant l'«affaire DSK» », *Réseaux*, 2015, vol. 5, n° 193, p. 195.

description du silence médiatique. Une publication de la page *Gilets jaunes officiel* datant de février 2019 intègre un montage de Gilets jaunes blessés, qui fait s’accumuler les visions d’horreur devant les mutilations subies (fig. 12). On peut lire en description : « Une pensée à tous ces blessés des #violencespolicières auquel le gouvernement ne veux pas voir ni les médias d’ailleurs #GiletsJaunes », les médias étant ainsi rendus complices et associés au gouvernement. L’utilisation de mots-dièses, empruntée à Twitter, pourra faciliter le référencement par la recherche Facebook, ainsi que la redirection vers d’autres publications similaires, car l’expression se transforme en lien cliquable.



Figure 12 – Capture d’écran d’une publication de la page *Gilets jaunes Officiel* – Un montage de Gilets jaunes mutilés (Février 2019)

Un autre message relayé par la chaîne *La vraie démocratie* en janvier 2019 intègre la photo d’une jeune femme éborgnée (fig. 13). La description témoigne de son émotion (« Quand je vois le visage de Fiorina, une larme coule spontanément ») et incrimine les médias pour l’absence de médiatisation de son éborgnement par les forces de l’ordre : « Ce qui me révolte le plus dans cette affaire, c’est le silence médiatique. Essayez de taper les mots-clés sur Google : “Fiorina Bfmtv” ou “Fiorina Cnews”, vous allez voir. Pour ces médias officiels, Fiorina n’existe pas. Mais pour nous elle existe, donc partagez au max ! » Le cadrage motivationnel succède au cadrage accusatoire en incitant les internautes à réparer par leur partage le manque de couverture médiatique du cas de la jeune femme.

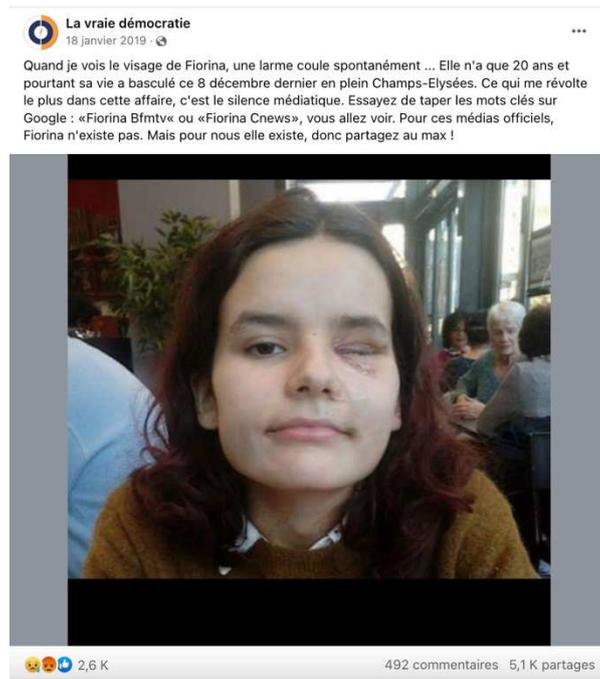


Figure 13 – Capture d’écran d’une publication de la page LVD – Un silence médiatique qu’on appelle à réparer par le partage en ligne (Janvier 2019)

L’importance des images de violences policières dans l’amorce d’une critique des médias se retrouve particulièrement chez Alex. Dès les débuts du mouvement, celui-ci s’est astreint à une veille quotidienne en rentrant du travail en vue d’alimenter le groupe Facebook qu’il anime. L’accumulation des images de blessés, qui ont été massivement diffusées sur les RSN, ont suscité chez lui l’indignation tant pour leur contenu très violent, que pour leur absence prolongée dans la couverture médiatique :

« Depuis le 1^{er} décembre, tous les jours, je faisais le tour des médias à la télé donc LCI, BFM, CNews, principalement ces médias, et puis France 2 et TF1 que j’ai fait un petit peu. Et tous les jours j’étais choqué parce qu’on parlait pas de violences policières. On voyait des choses hallucinantes sur internet, sur Facebook on voyait tout ce qui se passait en violences policières à ce moment-là, et pas un mot des médias sur ce qui se passait et ça, ça a duré deux mois. Pendant deux mois, je rentrais du boulot, je me mettais sur les chaînes, j’écoutais les débats, les machins : rien ! rien ! les violences policières elles existaient pas ! j’étais choqué ! Et ils ont commencé à évoquer, à parler des violences policières le jour où il y a eu un pompier qui s’est pris un LBD derrière le crâne à Toulouse, parce que là les images faisaient tellement le tour des réseaux sociaux qu’à un moment donné ils étaient obligés de le passer sur le truc national on va dire, et c’est seulement là qu’ils ont commencé à parler des violences policières. Et ils ont caché le truc pendant deux mois, donc ils l’ont fait avec des ordres donnés par on sait pas trop qui. De leur rédaction évidemment, mais après au-dessus on sait qu’il y a du monde, que ça soit la politique qui peut intervenir sur les médias ou que ça soit les milliardaires eux-mêmes, les propriétaires des grandes structures, on sait pas trop qui dit quoi aux rédactions, mais bon là on a compris qu’ils faisaient tout pour cacher. »

Ce manquement de la part des grands médias produit premièrement une rupture avec son expérience du mouvement – largement médiée par internet car il n’aime pas se rendre en manifestation, bien qu’il ait quand même défilé plusieurs fois – l’amenant ainsi à remettre en cause la crédibilité de l’information produite par les médias de masse. Ce trouble l’amène dans un

second temps à chercher une explication, qu'il impute aux rapports de subordination salariale obligeant les journalistes à suivre les « ordres » des politiques ou des milliardaires. Le mystère subsiste pour lui (« on sait pas trop qui dit quoi aux rédactions »). Il est par ailleurs notable que cet enquête soit parmi les plus conciliants avec les grands médias, puisqu'il n'hésite pas à déclarer que des journaux comme *Libération* ou *Le Monde* « font quand même un travail assez correct ». On peut voir également que les RSN sont perçus comme un contre-pouvoir qui a permis de mettre les médias devant la réalité des violences policières et ainsi leur forcer la main pour les couvrir. Au moment de l'entretien, il préparait une exposition de photographies de manifestants, incluant celles de blessés.

Les violences policières ont surtout été documentées au moyen de vidéos diffusées en ligne dans la foulée des rassemblements et qui jouent bien souvent le rôle d'« appuis documentaires »¹. Les différents reproches adressés s'accompagnent souvent d'images capturées par les manifestants eux-mêmes, qui s'inscrivent ainsi dans la catégorie du journalisme citoyen, qui se définit comme tous formats d'information (images, textes, sons, etc.) produits en marge des médias dominants². On trouve sous cette catégorie aussi bien le témoignage individuel et spontané de citoyens ordinaires tout juste équipés de leur smartphone³, que les productions de journalistes « natifs » qui utilisent leur « rôle d'activiste pour représenter depuis l'intérieur les motifs, les expériences, les sentiments, les besoins et les aspirations des mouvements sociaux⁴ ». Ces vidéos « permettent de s'imaginer à la place de la personne exposée directement à l'évènement. Elles apportent des éclairages sur les ressorts de la dynamique policière. Les participants peuvent saisir plus largement les situations qu'ils ont vécues⁵. »

Comme l'explique Ulrike Lune Riboni, « ce qui attribue sa qualité de “preuve” ou “d'information alternative” à une vidéo repose sur des cadrages extérieurs et potentiellement étrangers à son auteur⁶. » Tout d'abord, les montages peuvent s'accompagner d'éléments textuels et sémiotiques qui permettront de prescrire une interprétation particulière. Ce cadrage pourra ensuite s'opérer dans la publication, grâce aux possibilités de description qui s'affiche au-dessus des

¹ Franck Rebillard, « La rumeur du *PizzaGate* durant la présidentielle de 2016 aux États-Unis. Les appuis documentaires du numérique et de l'Internet à l'agitation politique », *Réseaux*, 2017, vol. 2, n° 202-203, p. 282-283.

² Melissa Wall, « Citizen Journalism. A retrospective on what we know, an agenda for what we don't », *Digital Journalism*, 2015, vol. 3, n° 6, p. 798.

³ Lilie Chouliarakis et Mette Mortensen, « Flesh witnessing: Smartphones, UGC and embodied testimony », *Journalism*, 2022, vol. 23, n° 3, p. 591-598.

⁴ C. Atton, « News Cultures and New Social Movements », art cit, p. 495.

⁵ Perrine Poupin, « “On est plus chaud ! Plus chaud ! Plus chaud qu'le lacrymo !” L'expérience des violences policières dans le mouvement des Gilets jaunes », *Sociologie et sociétés*, 2019, vol. 51, n° 1-2, p. 192.

⁶ Ulrike Lune Riboni, « Au-delà du “vidéo-activisme” : la politisation de la vidéo dans les luttes sociales contemporaines », *Questions de communication*, 2022, n° 41, p. 52.

éléments multimédias. Les internautes peuvent ainsi apporter leurs propres observations, remarques, plus ou moins factuelles, mais souvent très expressives qui vont cadrer l'interprétation de l'image. Enfin, le cadrage pourra échapper aux intentions individuelles et se réaliser par le jeu des métriques, les actions des internautes plébiscitant certains contenus plutôt que d'autres, pourront ainsi imposer comme majoritaires certains événements et certains points de vue qui, au fil des mois, constitueront les référents de signification pour les internautes.

On retrouve une relation ambivalente aux vidéos de violences policières dans le témoignage de Rémi qui me confie les avoir regardées quand il rentrait de manifestation, comme pour « refaire le match », bien qu'il ait conscience du caractère traumatisant de ces contenus. Ce visionnage confirme l'écart entre la couverture médiatique et l'expérience partagée dans les cortèges et ensuite sur les RSN. En plus d'installer durablement des souvenirs chez les Gilets jaunes, cette pratique a donc prolongé l'attachement à la mobilisation en faisant pénétrer le mouvement, avec ses conflits et les solidarités qui naissent de l'adversité, jusque dans le foyer :

« C'était vraiment partout, c'était très intense et on avait toujours peur de louper quelque chose. Et ces vidéos posaient même un problème parce que même en rentrant le soir après les manifestations, après avoir fait ces manif qui étaient très intenses, très violentes, beaucoup de gaz, beaucoup de poursuites, beaucoup de matraques... Moi j'en ai pas trop pris heureusement, j'ai fait gaffe. Et en rentrant le soir, on regardait des vidéos de ce qui se passait dans d'autres villes, et ça devient très addictif. Il y a un psychologue qui disait que tout ça va participer à une forme de trauma, de se passer en boucle des images du vécu ou de choses similaires à ceux qu'on vit. Je sais pas si je peux dire que je suis maintenant traumatisé... Donc ça pouvait être une manière d'avoir de l'info quasiment en direct de ce qui se passe aujourd'hui. Et donc on a effectivement pu constater une répression extrêmement violente. Après y en a qui te disent que c'est pas vrai que la police, c'est que des débordements, que les gens manifestent en dehors des heures autorisées. Mais à ce moment-là, c'est vrai qu'on était en dehors des cadres de tous les côtés. Donc ce qui va porter internet et les réseaux sociaux, c'était de savoir ce qu'il se passait en quasi direct. Et donc c'était une manière de contrer un peu les autres images, celles par exemple de BFM TV ou des chaînes de ce type-là. »

Ces vidéos sont généralement celles issues des autres villes, ce qui a pu produire une unité au niveau national parmi les Gilets jaunes qui se sont rendus compte vivre les mêmes épreuves aux quatre coins du pays.

Sophie mentionne durant l'entretien la vidéo d'un couple passé à tabac par des CRS dans un fast-food (probablement le Burger King des Champs-Élysées et non un McDonald's) car de nombreux témoignages capturés par les smartphones ont permis de diffuser les images de violences policières en lieu et place de celles qui étaient attendues des médias :

« Il y a des documents qui sortent au mois de novembre, quand il y a eu l'Arc de triomphe, que des gens ont été gazés, tabassés par des flics, par des chiens enragés dans le McDo alors que c'était un couple, c'étaient pas des Black blocs, c'était des manifestants. On leur a défoncé la gueule. Il y a la vidéo qui est sortie, avec les images de ces cinq CRS en train de les matraquer. Là, j'ai compris que c'était extrêmement grave. »

Cette pratique s'apparente à du *copwatching* qui désigne la surveillance des forces de l'ordre par des citoyens, produisant des contre-récits embarqués depuis les marges, interrogeant ainsi

le rôle des médias traditionnels comme contre-pouvoir¹. La circulation des vidéos n'est pas due au hasard, mais à une division du travail militant, comme l'explique Bouté pour Twitter :

« D'un côté, des acteurs et des actrices présent·es sur le terrain, formé·es ou non à la captation d'images. De l'autre, des comptes Twitter aux nombreux·ses abonné·es qui vont mobiliser ces images produites par autrui et les associer à des textes avant de les publier. Plus le nombre d'abonné·es est important, plus la capacité à rendre visibles des images apparaît alors conséquente. Et certain·es ont bien compris ce fonctionnement du dispositif : plutôt que publier par elles et eux-mêmes leurs images, elles et ils contactent les comptes Twitter qui ont un grand nombre d'abonné·es afin de maximiser le potentiel de visibilité de leur contenu². »

Dans une publication de CDR publiée en décembre, on voit la vidéo de CRS frappant un manifestant à terre (fig. 14). Durant une vingtaine de secondes, la vidéo marque par sa grande violence. La description, sommaire, se fait sur le ton de l'interpellation : « et la BFM et Macron c'est qui la racaille !!! ».

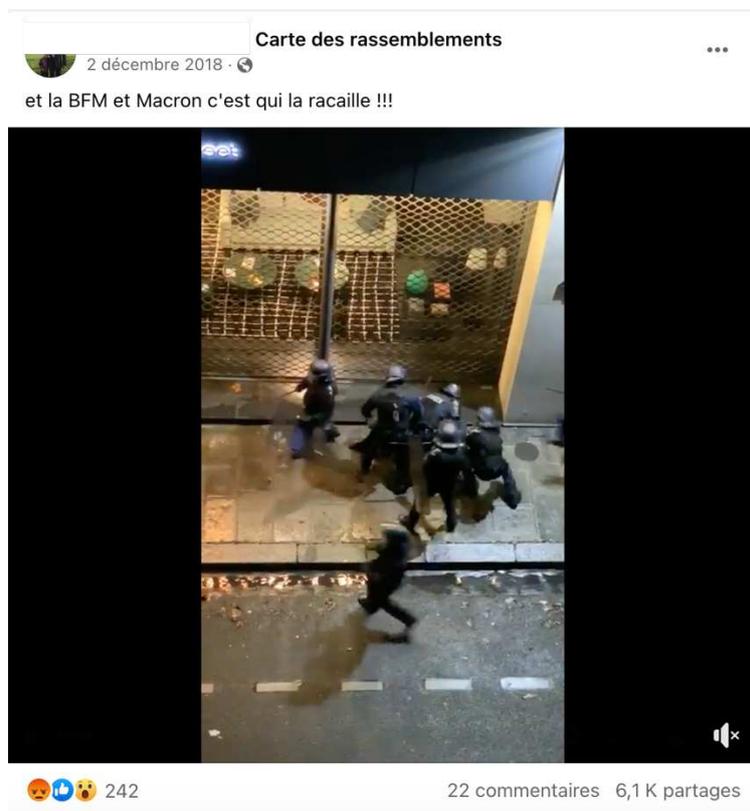


Figure 14 – Capture d'écran d'une publication du groupe CDR – Un manifestant tabassé par des CRS (Décembre 2018)

On comprend que le pouvoir politique et les médias, une fois de plus associés, sont accusés de dénoncer les violences commises par les manifestants tout en détournant le regard lorsqu'il s'agit de celles de la police. Gunthert identifiera cette vidéo, dénuée d'éléments de contexte,

¹ Mary Angela Bock, « Film the Police! Cop-Watching and Its Embodied Narratives », *Journal of Communication*, 2016, vol. 66, n° 1, p. 13-34.

² É. Bouté, « La mise en visibilité des forces de l'ordre sur Twitter pendant le mouvement des Gilets jaunes », art cit, p. 195-196.

comme la première d'une longue liste de publications dont la viralité a constitué un facteur de crédibilité :

« Dans le contexte de la crise des Gilets jaunes, les contenus les plus rediffusés sont les documents émanant directement du terrain. Leur crédibilité se déduit de façon pragmatique à partir d'un ensemble de critères contextuels. Plutôt que l'identité certifiée par une signature, ce sont les marques de proximité avec l'évènement qui jouent un rôle d'attestation. La rapidité de la mise en ligne du document – alors qu'une manifestation est en cours ou terminée depuis peu – fournit un premier indice. L'analyse des images, qui situe en creux la présence de l'opérateur et témoigne de sa participation à l'évènement, constitue une indication majeure. Enfin, dans un contexte d'échange polémique où les messages sont scrutés par les deux camps, l'épreuve conversationnelle fait rapidement le tri des contenus les plus discutables. À bref délai, le document qui a résisté à la critique des internautes sera considéré comme validé de fait¹. »

Les internautes tirent également parti du dispositif de Facebook pour recoder des séquences médiatiques préexistantes. Par exemple, une vidéo publiée par *Cerveaux non disponibles* en mai 2019 reprend un extrait d'un direct de BFM TV où l'on aperçoit une dame âgée à terre après le passage des CRS (fig. 15). C'est la description qui va procurer à la publication sa charge critique en s'interrogeant sur « une nouvelle affaire Geneviève Legay à Reims lors de l'acte 27 ? On notera la rapidité de BFM pour couper le direct... Au point de mettre mal à l'aise le présentateur ! » Après avoir rappelé ce fait qui avait marqué les Gilets jaunes, la page ironise sur le fait que la vidéo ait été coupée du direct rapidement après l'apparition de la personne à terre, remarquant que le présentateur semblait gêné selon l'auteur.



Figure 15 – Capture d'écran d'une vidéo publiée par la page CND – Un extrait de BFM TV repris à des fins critiques (Mai 2019)

Ces vidéos ont donc une fonction contre-hégémonique. La mention de l'affaire Geneviève Legay convoque un souvenir important chez les Gilets jaunes, celui de cette militante altermondialiste blessée lors d'une manifestation à Nice le 23 mars 2019. Comme l'ont montré Bouté et

¹ André Gunthert, « Violences publiques. L'image virale donne l'alerte », *Questions de communication*, 2020, n° 38, p. 338.

Mabi, la question de la responsabilité des forces de l'ordre dans les blessures subies fut âprement débattue sur Twitter où les partisans des Gilets jaunes ont contesté les cadrages médiatiques favorables au discours officiel en mobilisant les images de la presse traditionnelle elle-même :

« Sur Twitter, comme dans la presse traditionnelle, différentes lectures de l'évènement circulent. Mais dans cette arène, celles-ci sont plus radicales, conflictuelles et fragmentées [...] Dans un premier temps, les internautes ont cherché à mesurer la responsabilité de la police dans la chute de la militante en mobilisant des "preuves" censées justifier leur positionnement en reconstituant les circonstances de l'incident. Les *twittos* se sont alors appuyé·es sur les nombreuses images publiées par les médias, qui sont autant d'interprétations de la chute de la militante, qui ont circulé sur Twitter et qui ont été utilisées pour justifier leurs points de vue sur l'incident¹. »

Les propriétés techno-sémiotiques de Twitter ont été exploitées afin d'alimenter un contre-discours au récit officiel. La dimension identitaire de l'engagement s'appuie sur un partage de valeurs et suppose donc une axiologie propre au mouvement². Ici, ce sont les images qui servent d'appui à une montée en généralité qui débouche sur la confrontation d'axiologies irréductibles l'une à l'autre³. L'activité en ligne des Gilets jaunes participe donc à politiser leur regard sur le monde en les habituant à monter en généralité. Quelle que soit leur socialisation préalable, maintenant qu'ils sont confrontés à l'ordre institutionnel, il s'agit de se donner les moyens de donner du sens à son expérience.

Lorsque les médias s'emparent finalement du sujet des violences policières en mai 2019⁴, il semble que le mal est déjà fait, et que les Gilets jaunes ne pouvaient que déplorer un réveil aussi tardif. Ces témoignages en ligne, et leur prise en charge par des collectifs de défense des victimes de violences policières, ont joué un rôle important dans leur mise en visibilité, pour finalement parvenir à « trouer le silence⁵ » médiatique. Cette absence ayant laissé la place aux médias alternatifs, CND fait le point sur l'incapacité des médias à avoir su se saisir de l'enjeu des violences policières (fig. 16) :

¹ Édouard Bouté et Clément Mabi, « Des images en débat : de la blessure de Geneviève Legay à la répression des Gilets jaunes », *Études de communication*, 2020, n° 54, p. 38.

² V. Julliard, « #Theoriedugenre », art cit, p. 146-147.

³ É. Bouté et C. Mabi, « Des images en débat », art cit, p. 42-43.

⁴ André Gunthert, « L'image virale comme preuve. Les vidéos des violences policières dans la crise des Gilets jaunes », *Communications*, 2020, n° 106, p. 188.

⁵ Ulrike Lune Riboni, « Images anonymes, registres de visibilité et espace(s) public(s) », *Questions de communication*, 2019, n° 35, p. 161.

Cerveaux non disponibles
14 juin 2019

La police, ce territoire perdu de la République.
Oui Libération et si enfin vous en parlez avec Monsieur Castaner ?
Et si tous les médias en parlaient aussi ?
La violence policière n'est pas une vue de l'esprit non.
Après l'intervention remarquée de la cheffe de l'IGPN, que nous évoquions précédemment, voici une réponse de Libé.
Poser cette question est peut être une façon de poser le débat sur les pratiques policières.
Mais force est de constater que les dérives auxquelles nous assistons quotidiennement, sont non seulement niées, mais également couvertes par tous les pouvoirs institutionnels, dont font partie les médias dits "dominants"
Monsieur Castaner, le moment est venu de rendre des comptes!
"Pour maintenir une société autoritaire et inégalitaire, il faut la légitimer – cela s'obtient par de l'idéologie, du divertissement, de l'aménagement des désirs mais aussi par de la coercition."
Mathieu Rigouste Revue Ballast, 17 Février 2017.
<https://www.revue-ballast.fr/mathieu-rigouste-violences.../>
<https://www.liberation.fr.../police-l-etat-en-illegitime...>

Cerveaux non disponibles
15 mai 2019

Le pouvoir de révélation des médias faibles n'existe que parce que les grands médias, eux, n'ont pas restitué de façon impartiale, comme ils en revendiquent la mission, ce volet pourtant terriblement visible du conflit social.

Confrontés à des situations très tendues, des fonctionnaires témoignent de la complexité de l'usage de la force



BLOGS.MEDIAPART.FR
Quand les médias faibles deviennent les plus forts
Dans son édition du 14 mai, Le Monde met en Une les "violences policières". ...

282 13 commentaires 232 partages

100€ Première édition, 30€ 2020
VENDREDI 14 JUIN 2019

PMA pour toutes
Un pas et des impasses

Foot En 1971
le Mondial féminin se jouait clandestin

The Divine Comedy
Pop taille patron



Figure 16 – Captures d'écran de la page CND – L'incrédulité face au réveil des médias (Mai 2019 (à gauche) et juin 2019 (à droite))

Sophie accuse elle les médias de complicité dans les violences commises. Sans me préciser la nature de la responsabilité des médias dans ces violences, on peut supposer qu'elle dénonce aussi le silence médiatique autour des violences policières qui aurait donné un sentiment d'impunité aux forces de l'ordre. Sa dénonciation associe ainsi l'activité des médias à celle de la police et du gouvernement, qui formeraient un système cohérent d'institutions solidaires entre elles : « c'est à cause d'eux qu'il y a eu tous ces dégâts, tous ces éborgnés, ils ont leurs responsabilités. [...] Les médias, j'ai compris qu'ils étaient le chaînon qui faisait que tout ça tenait debout, il y a les flics, il y a les médias, il y a le gouvernement. »

Elle me raconte à quel point l'absence prolongée de mention des violences policières lors des manifestations a produit une coupure radicale avec son expérience dans les cortèges : « c'est là que j'ai compris que c'étaient des menteurs, quand tu vis le truc et quand tu vois que ce qu'on te raconte soit c'est vraiment des mensonges crus, soit il y a des oublis qui font comprendre l'histoire à l'envers... » Avant le mouvement des Gilets jaunes, elle avait déjà intégré la critique des médias propre à Jean-Luc Mélenchon : « ils déformaient tellement ce qu'il disait. Moi je le savais parce que je lisais, je l'écoutais. Et je voyais à quel point c'était complètement déformé.

Ils ont voulu donner une image du personnage [...], il suffit que le mec il dise trop de gros mots, on dit : “Oh là là il est grossier !” ». On peut donc dire que le mouvement des Gilets jaunes a considérablement radicalisé et politisé son rapport aux médias, puisqu’elle était maintenant actrice de l’objet médiatique et non plus spectatrice.

Je dois enfin mentionner un cas particulier, celui de Nathalie et de son mari, dont l’interpellation en 2019 est relayée dans les médias. Elle trouve cependant que le cadrage médiatique est trop proche de la version de la police, ce qui la blesse profondément, en particulier vis-à-vis des commentaires postés en ligne qui prennent le parti des forces de l’ordre, ce qu’elle impute la manière dont l’information a été cadrée :

« C’était le 23 mars [2019] on s’est retrouvés pas loin des Champs Élysées avec deux pulls “OUI AU RIC” : on se prend une amende, bien sûr, alors qu’on allait juste au métro et là, on a eu le dimanche, donc c’était un samedi, on rentre à la maison on va protester parce que c’est pas du tout ça – c’est eux [la police] qui nous ont ramené dans la zone interdite – les médias nous ont contactés. C’est-à-dire que ça a commencé par l’AFP, Franceinfo, France 3, ils arrivent le dimanche à avoir notre numéro de téléphone, donc ils nous appellent pour nous interviewer sur cette affaire. Quand nous on a raconté l’histoire, quand après on a entendu ce qui se disait à la télé sur ce qui s’est passé – France 3 est même venu m’interviewer – on passait quand même pour des personnes qui avaient abusé, qui méritaient... et on le voyait dans les commentaires aussi parce que notre histoire ça passait dans les réseaux aussi. On voyait que ce qu’ils avaient mis avait influencé les commentaires et les gens : “c’est bien fait pour eux, ils avaient qu’à pas trainer là, quand on leur dit qu’il y a des lois” alors qu’on avait rien fait de tout ça ! Donc devoir se justifier d’une chose qu’on a pas faite, là on se dit : “mince, comment un média peut nous juger, ils nous appellent, au lieu de donner l’information ils nous jugent”, même la radio locale elle l’a fait. Ça fait mal. À part la presse locale donc *Le Réveil Normand* qui avait fait quelque chose de propre, on voit qu’ils influencent le lecteur juste pour faire de l’audience. »

De manière intéressante, elle attribuera la bienveillance du *Réveil Normand* au fait qu’elle paye régulièrement pour avoir des encarts publicitaires pour son commerce dans ce titre local.

La question des violences policières aura donc été un catalyseur de la critique des médias exercée par les Gilets jaunes. Le décalage entre leur expérience (manifestante et en ligne) et l’absence de traitement médiatique approfondi du sujet s’est joué sur plusieurs niveaux. Olivier Fillieule et Danielle Tartakowsky notent que la participation à la manifestation produit des effets socialisateurs dans la mesure où « s’apprend un répertoire de conduites militantes instituées, défini aussi bien par des gestes et des techniques que des représentations et des sentiments, tout particulièrement activés dans l’affrontement, plus ou moins ritualisé, avec les forces de l’ordre ou d’éventuels contre-manifestants¹. » Au fil des manifestations, les Gilets jaunes ont changé : ils ont appris à gérer leur stress et développé des dispositions à la combativité et à

¹ Olivier Fillieule et Danielle Tartakowsky, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 136.

l'abnégation¹. Cette socialisation à l'agonistique s'est donc faite, non seulement sans, mais surtout *contre* les médias identifiés par association comme complices des forces de l'ordre.

En continuité avec ces expériences, les images de violences policières opèrent comme un « dispositif de sensibilisation » qui met les sens « à *rude épreuve* afin que le public initialement indifférent puisse mesurer – à l'aune même de l'écœurement qu'il ressent – le caractère abject de la pratique incriminée. Le travail militant consiste donc ici à transmuier des expériences sensorielles immédiates en incitations à agir² ». Vu sous l'angle du clicktivisme et en allant à l'encontre d'un certain pessimisme associant cette pratique à du slacktivisme, la participation se trouve ici considérablement facilitée par le jeu des boutons, notamment « Partager » qui permet en un clic de faire circuler la publication³, et donc de diffuser un message politique au plus grand nombre.

De plus, leur viralité a été alimentée par un processus de discussion collective qui a permis de faire de l'intense diffusion des images un critère de crédibilité des images « appuyée sur les garanties de sincérité des *rushes* vidéo, mais aussi sur l'élection participative des contenus les plus lisibles et des preuves les plus accablantes, c'est donc ici leur viralité qui confère aux images leur autorité documentaire⁴. » Ce mode de légitimation s'éloigne de celui des médias traditionnels qui s'appuie sur une reconnaissance institutionnelle. En s'habituant à la pratique de diffuser et de recevoir des contenus produits au plus près des évènements par des citoyens lambdas et des journalistes natifs, les Gilets jaunes ont adopté progressivement des normes de légitimation qui s'éloignaient de celles des médias dominants.

Enfin, les propriétés techno-sémiotiques de Facebook ont offert la possibilité de recoder la signification des images pour la mettre en lien avec l'absence de traitement médiatique. De la sorte, une double montée en généralité a pu s'opérer. D'une part, cela a soulevé la question des normes médiatiques et des attentes citoyennes envers les médias. De l'autre, les médias ont été accusés de complicité avec le gouvernement et la police, leur restituant leur caractère institutionnel, interrogeant donc leur place dans les rapports de pouvoir à l'œuvre dans la société française. Finalement, comme le résume André Gunthert, la crédibilité des médias a été entamée par l'installation d'un sentiment d'indignation, qui se renouvèle de semaine en semaine, face à l'absence de couverture des violences policières :

« Couplée à la durée inhabituelle de la crise, la multiplication des points de vue a alimenté une critique de fait de la vision des grands médias, perçue comme trop proche du discours gouvernemental.

¹ P. Poupin, « On est plus chaud ! Plus chaud ! Plus chaud qu'le lacrymo ! », art cit, p. 190.

² C. Traïni (ed.), « L'opposition à la tauromachie », art cit, p. 196.

³ Max Halupka, « Clicktivism: A Systematic Heuristic », *Policy & Internet*, 2014, vol. 6, n° 2, p. 127.

⁴ A. Gunthert, « L'image virale comme preuve », art cit, p. 196.

C'est la confrontation quotidienne de cette vision avec le témoignage des acteurs ou des observateurs proches du terrain qui a fait émerger, au cours du mois de décembre 2018, les *rushes* vidéo comme la source robuste d'une médiation alternative¹ ».

Il faut toutefois noter que le sentiment d'absence de traitement des violences policières soit également dû à une focalisation des Gilets jaunes sur les chaînes d'information en continu, BFM TV en tête. Comme l'a relevé Alice Bernot, *Libération*, *Le Monde* et *Le Figaro* ont bien mentionné les violences policières dès décembre 2018², même s'il a fallu attendre plusieurs mois avant qu'elles ne soient médiatisées à la hauteur des attentes des Gilets jaunes. Cette sous-représentation médiatique des violences policières a été pour beaucoup de Gilets jaunes le symétrique d'une surreprésentation de violences, celles imputées aux manifestants. Là aussi, ce traitement s'est trouvé en porte-à-faux avec l'expérience des Gilets jaunes, débouchant sur une autre série de reproches.

7.2.3 *La surreprésentation des violences manifestantes, miroir de l'absence médiatique des violences policières*

En contrepoint de la longue absence de couverture médiatique des violences policières, les Gilets jaunes expriment une colère face à un cadrage qui s'est focalisé sur la violence lors des manifestations. En représentant les Gilets jaunes comme des violents, les médias se posent comme des adversaires de la mobilisation, positionnement qui provoque la réaction des accusés qui ont le sentiment d'échouer à faire prévaloir leurs versions des événements. Le discours des enquêtés et les publications circulant sur internet dénoncent ainsi ce qui est perçu comme une entreprise de déformation de la réalité pour délégitimer le mouvement, les Gilets jaunes investissant les RSN pour exprimer « leur émoi quand l'accent est mis sur les destructions matérielles de biens par les manifestants et que la répression est minimisée³. » La question des violences lors des manifestations fut en effet privilégiée dans la couverture médiatique dans la presse⁴ ou à la télévision⁵, qui en font des éléments à charge contre le mouvement :

« Quand les médias font état de “la violence” des manifestations, sont visées les dégradations volontaires de biens publics ou privés (vitrines de commerces, voitures, péages d'autoroute, préfecture, voirie, etc.) et les affrontements entre Gilets jaunes et forces de l'ordre. Diffusées en boucle sur les chaînes de télévision, ces images ont donné lieu à de longues heures de commentaires au cours desquelles l'injonction à “condamner” allait de pair avec le caractère inaudible de toute tentative de

¹ *Ibid.*, p. 190-191.

² Alice Bernot, « La médiatisation des violences faites aux journalistes durant le mouvement des Gilets jaunes » dans Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier (eds.), *Les Gilets jaunes. Un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p. 232.

³ P. Poupin, « On est plus chaud ! Plus chaud ! Plus chaud qu'le lacrymo ! », art cit, p. 193.

⁴ B. Sebbah et al., *La dilution des Gilets jaunes dans l'agenda médiatique et politique*, op. cit., p. 8-9.

⁵ G. Poels et V. Lefort, « Étude. « Gilets jaunes » », art cit.

contextualisation ou de “compréhension” (au sens sociologique du terme) des violences commises par les manifestants¹. »

Selon Jean-Louis Siroux, la manière dont la violence s’est manifestée lors du mouvement des Gilets jaunes a été dépeinte sous des formes qui « s’inscrivent dans une même dynamique consistant à interpréter les faits à partir de représentations mythifiées² » qui ne sont pas les mêmes selon les auteurs des violences. Concernant les Gilets jaunes, le discours se déroule sur le mode de l’hyperbole, « figure d’amplification qui consiste en l’exagération des termes employés³ », en insistant par exemple sur la distinction entre le « sacré » des quartiers huppés de la capitale qui ont été le théâtre d’affrontements, et le « profane » associé aux classes populaires⁴. En étudiant les clichés de presse écrite, Moualek note que seulement 4 % de son corpus montre des violences policières, les représentations des policiers ayant tendance à inclure « le lecteur dans la “remise en ordre” effectuée par la police et le placent en empathie avec elle. Le cadrage le plus fréquent place le lecteur dos aux policiers, face à une foule de Gilets jaunes, en arrière-plan. Il arrive même qu’il soit placé à hauteur de tête, au niveau des casques des forces de l’ordre pris dans le flou du premier plan⁵. »

Cette asymétrie n’a pas échappé aux participants comme Viviane qui me décrit un véritable avant/après dans son rapport aux médias. Le mouvement semble avoir irrémédiablement entamé sa confiance, et l’a conduit à ne plus s’informer autrement que via des canaux alternatifs d’information. Alors qu’elle n’avait auparavant pas d’avis particulier sur la question des médias, et lisait régulièrement la presse locale (*Le Dauphiné libéré* et *Le Messenger*), elle rejette maintenant toute forme de médias dominants. Toutefois, l’entretien était très marqué par le contexte de l’opposition aux mesures sanitaires du gouvernement, ce qui suggère qu’il est possible qu’elle n’eût pas encore complètement abandonné les grands médias avant la pandémie. Quoiqu’il en soit, cette fracture est due selon elle aux déformations médiatiques dans la couverture des rassemblements :

« Ce qui s’est passé, c’est ignoble, parce que toutes ces personnes avec des mains arrachées, ces personnes éborgnées, les coups de matraque qu’on a vus sur place... et après on discrédite les manifestants en disant : “voilà la violence des manifestants” ! Quand ils filment vous voyez l’angle d’où ils filment, une poubelle brûlée vous en faites tout un cinéma, ça dépend de l’angle d’où vous filmez. Et tout ça, c’est déformé que ce soit *Le Dauphiné*, *Le Messenger*. Il s’est passé quelque chose au niveau des manifestations, quand ils ont retranscrit c’était pas du tout la vérité. Depuis je n’ai plus aucune confiance. »

¹ J.-L. Siroux, *Qu’ils se servent de leurs armes*, op. cit., p. 88.

² *Ibid.*, p. 125.

³ Johan Faerber et Sylvie Loignon, *Les procédés littéraires*, Malakoff, Armand Colin, 2018, p. 132.

⁴ J.-L. Siroux, *Qu’ils se servent de leurs armes*, op. cit., p. 95.

⁵ J. Moualek, « L’image disqualifiante de la “violence populaire” en démocratie », art cit, p. 153.

La critique de Viviane reflète le fait que les médias ont adopté un type de cadrage épisodique qui, dans le cas des mouvements sociaux, peut être qualifié de « cadrage émeutier » (*riot framing*), soit le fait d’insister sur « la destruction de biens publics, [...] faisant passer au second plan les revendications des manifestants au profit de représentations spectaculaires de la violence¹ ». Cette surexposition des violences des Gilets jaunes s’est faite au détriment de discussions sur les inégalités sociales, les questions de représentation politique ou même sur les logiques policières alimentant les violences lors des manifestations, la violence des manifestants ayant été traitée comme « un outil d’analyse – relié à une sorte de “cela va de soi” et à une logique du bon sens (commun) – plus qu’un objet analysé. Dès lors, les journaux ont axé leur mise en images – et leur propos – sur les conséquences des violences (et du mouvement) bien davantage que sur les causes². »

Cette omniprésence n’a pas non plus échappé à Jean-Jacques, qui évoque le décalage entre cette représentation du mouvement sous l’angle de la violence et son vécu au sein du mouvement qui a consisté en un souvenir beaucoup plus positif fait de délibérations et d’actions de désobéissance civile non violentes :

« Le contenu humain du mouvement des Gilets jaunes, c’était la rencontre, la convergence de milliers de personnes, l’échange, la confrontation d’idées, les débats et la volonté de dégager une analyse sur le monde dans lequel on vit. Et l’image exclusive qui a été donnée par les médias, c’était celle de la violence. Et c’était encore plus flagrant quand on le vivait ici, en Haute-Savoie, aux ronds-points de Saint-Julien-en-Genevois et de Scionzier, d’Annecy, etc. C’était des assemblées, la seule occupation pratique, c’était l’occupation des ronds-points et la levée des barrières d’autoroutes. »

Les médias sont ainsi vus comme nuisant à des actions citoyennes. Ce qui choque n’est pas que les journalistes désapprouvent explicitement les initiatives des Gilets jaunes – les enquêtés acceptent volontiers que l’on puisse être en désaccord avec leurs actions – mais que ces représentations uniformément négatives évacuent les débats politiques de fond qui sont réclamés.

Un dessin publié par la page Soutien aux Gilets jaunes montre que ce sentiment était partagé par de nombreux internautes dès décembre 2018 (fig. 17). On y voit une caricature italienne qui dépeint un groupe de journalistes rivés sur un casseur isolé qui matraque une voiture, détournant ainsi les caméras d’une foule immense et pacifique. Il s’agit ici d’une généralisation de cette critique de la recherche d’images chocs se faisant au détriment des revendications de fond d’un mouvement social. La page ajoute enfin comme description « Le journalisme version BFM TV », incriminant une fois de plus cette chaîne.

¹ Rachel R Mourão, Danielle K Brown et George Sylvie, « Framing Ferguson: The interplay of advocacy and journalistic frames in local and national newspaper coverage of Michael Brown », *Journalism*, 2021, vol. 22, n° 2, p. 323.

² J. Moualek, « L’image disqualifiante de la “violence populaire” en démocratie », art cit, p. 146-147.

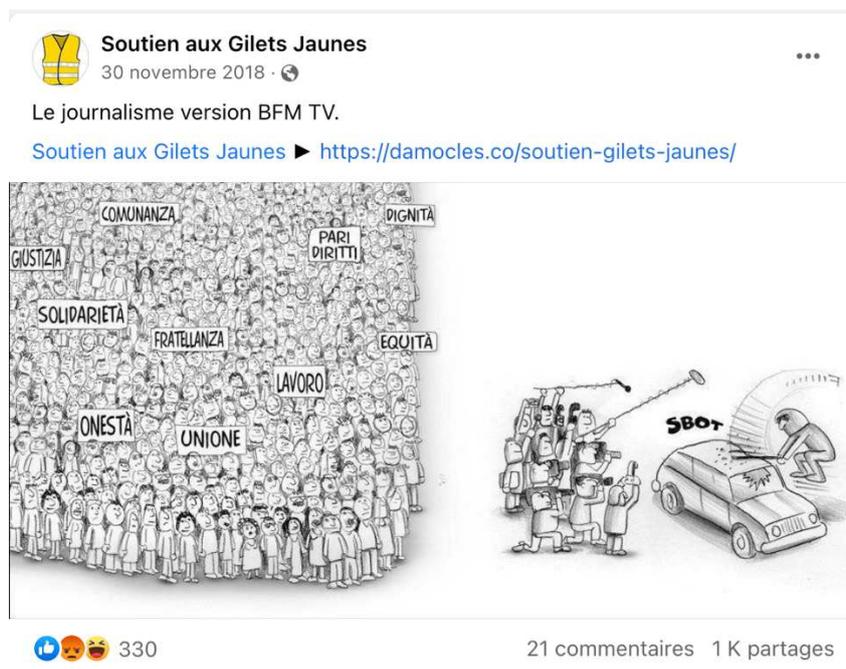


Figure 17 – Capture d'écran de la page Soutien aux Gilets jaunes – Une caricature de la focalisation des médias sur la violence en manifestation (Novembre 2018)

Corinne, qui a longtemps milité à Lutte ouvrière, trouve évident que les médias aient cherché à dépeindre les Gilets jaunes comme étant violents car, selon elle, l'insurrection avait de véritables chances d'aboutir. Considérant que les médias sont complices du pouvoir politique, il était donc attendu qu'ils dénoncent le mouvement :

« Disons que moi ça m'a pas trop étonné qu'ils se soient révélés contre, qu'ils aient discrédité le mouvement en l'accusant de tous les maux quand il y a eu le Fouquet's qui a cramé. Ils ont commencé avant quand l'Arc de triomphe a été saccagé, là, ils ont vraiment pris peur. Je pense que la peur les faisait pas délirer, parce que je pense qu'on est passé pas très loin d'une prise de pouvoir, puisqu'effectivement les Gilets jaunes avaient pénétré le ministère de la Communication avec Benjamin Griveaux. Donc moi j'étais là, j'ai vu quand ils sont rentrés dans ce ministère, c'était étonnant. Je pense qu'on est passé pas loin de la prise de pouvoir. Ça a été pas loin. Donc que les médias critiquent, moi ça m'étonnait pas, je les vois pas approuver [...] parce que politiquement je suis à l'extrême gauche et donc de toute façon je les vois pas approuver des actions populaires, des actions insurrectionnelles ou révolutionnaires. Je vois pas les tenants de l'autorité, de la force et de l'argent approuver et applaudir à ce qu'ils risquaient la perte du pouvoir pour eux. Je vous dis, je pense qu'on est passé pas loin. Ce que j'espérais, c'est que ça bascule. »

Écrivant des articles et des livres sur la répression policière en tant que philosophe, sa camarade Véronique considère de son côté que la focalisation sur la violence avait pour but de légitimer les violences policières. Elle adopte par exemple une lecture des coups portés par le boxeur Christophe Dettinger en termes de rapports de pouvoir :

« Si vous parlez de BFM TV par exemple, pour moi c'est très clair, hein. C'était clairement un traitement médiatique qui était à la botte du pouvoir et qui était destiné exclusivement à justifier la violence répressive et du coup à présenter les Gilets jaunes comme des insurrectionnels dangereux, violents. Par exemple, une image qui a pour moi été très emblématique, c'est l'image du boxeur qui a quand même fait la une des médias pour le coup des médias de masse, au point même de figurer sur une affiche des marchands de journaux. Et en fait, qu'est-ce qu'on voit ? On voit un homme Gilet jaune qui, à mains nues, est en train de cogner sur un bouclier de CRS. Qu'est-ce qu'on imagine

qu'il y ait là de la violence ? À quel moment fait-il courir un risque au CRS qui n'est même pas en train de cogner sur sa figure, qui n'est par ailleurs inatteignable puisqu'il a un bouclier et un casque ? Il est donc en train de cogner sur son bouclier. C'est un geste symbolique très fort à mon avis. Mais qui pour moi, est exactement du même ordre que sur la place Tiananmen il y a 20 ans ou je sais plus, ce jeune homme qui s'est mis devant les chars. Est-ce qu'il faisait preuve de violence en se mettant devant les chars ? Et tant bien même aurait-il cogné des chars à mains nues. Donc pour moi, ça c'est emblématique de ce traitement médiatique, on a fait de cette image l'archétype du mouvement des Gilets jaunes et ça montre bien que le pouvoir n'avait strictement rien à montrer de cette violence. [...] Ces quelques épisodes de dégradation matérielle, on les a mis en balance avec des tirs de LBD, avec des tirs de grenades de désencerclement, avec des éloignements, avec des mutilations, avec des choses qui sont strictement hors de proportion et qui pour moi servent à légitimer le comportement policier et les ordres qui leur sont donnés, puisque c'est dans l'irrespect total de ce qui fonde la répression policière, ou au moins ce qui peut la légitimer, à savoir ça proportionnalité et là manifestation, il y a disproportion. Or dans les médias, ça a été traité comme s'il y avait proportion. »

Il en va de même pour Isabelle qui ne nie pas les dégradations, mais les considère comme négligeables par rapport aux violences policières :

« J'ai trouvé qu'ils nous avaient très très mal traités. Ils nous ont salis. J'ai trouvé ça vraiment dégueulasse. Quand on voit le samedi soir, à l'époque des grandes manifestations, surtout la première année, je pense notamment à l'Arc de Triomphe qui avait été abîmé. La manière dont c'était présenté, on nous prenait pour des casseurs, mais en réalité, si un journaliste est un peu juste, il pourrait dire "d'accord, ils ont sali, ils ont cassé des pierres, c'est bon, c'est rien des pierres comparé à ce que les flics ont fait. Ils sont éborgnés, des gens, des mains arrachées". Et ça, ça passait. Je crois qu'un journaliste, s'il est juste, il doit relater les faits réellement. On peut pas parler de pierre cassée, on s'en fout c'est bon, ça va être réparé, Notre-Dame a cramé, c'est la faute à personne, on s'en fout de l'Arc de Triomphe. Si c'était un truc gratuit, je serais la première à dire "mais quoi on dégrade gratuitement des choses ?" Mais là, il y a un peuple entier qui est dans la rue, qui dit "ça va pas". [...] Les journalistes ont fait le jeu du gouvernement, on parlait sans arrêt des casseurs, quand ils parlaient des ronds-points, je me disais : "mais de quoi ils parlent ?" »

Sophie ma raconte un évènement qui produit un autre décalage avec les médias. Alors qu'elle est prise sous les gaz lacrymogènes et qu'elle est en fauteuil roulant, les participants au black bloc vont alors l'entourer et la protéger pour l'exfiltrer de la manifestation :

« C'était une séance de gazage, il y a eu des affrontements entre la police et des Black blocs. J'étais en fauteuil roulant, ma copine, elle arrivait plus à tenir le fauteuil. Et là y a tous les Black blocs qui m'ont encerclée, ils se sont mis au-dessus de moi pour me protéger des gaz. C'était un moment très fort, ça me donne presque les larmes aux yeux. C'était un moment très fort. Au bout d'un moment, on avait qu'une envie, c'est qu'ils soient là. Ça a été tellement violent. »

Alors que les « Black blocs¹ » ont été érigés en figure repoussoir dans les médias, le fait que ces derniers l'aient protégée a pu créer un autre décalage avec les cadrages médiatiques qui consistent en des injonctions répétées à la condamnation des « casseurs »².

La comparaison entre violences manifestantes et violences policières est fréquente dans les entretiens, les Gilets jaunes relient les deux traitements pour mettre en évidence une asymétrie, un « deux poids, deux mesures » de la part des médias qui décrédibilise leur sincérité lorsqu'ils s'émeuvent des dégradations matérielles : s'ils dénoncent les unes sans dénoncer les autres c'est

¹ Le terme « Black bloc » ne désigne initialement pas des individus mais une tactique de manifestants. Avec le temps, le terme désigne par métonymie les manifestants prenant part au « black bloc ».

² Alain Bertho, « "Une pensée pour les familles des vitrines". Symboliques contemporaines de la destruction », *Raison présente*, 2020, n° 216, p. 55-66.

donc que ce n'est pas la violence elle-même qui les dérange. Une publication de CND compare ainsi le traitement médiatique de l'incendie du Fouquet's à la mort de Zineb Redouane, une personne âgée morte après avoir été touchée par une grenade lacrymogène alors qu'elle se trouvait chez elle à Marseille (fig. 18). Il s'agit tout d'abord d'un partage tiré d'une publication de la page militante Contre Attaque, reprenant au centre l'image originale et le texte d'origine emboîté dessous. L'image est un « technographisme » soit, selon Marie-Anne Paveau, « une production plurisémiotique associant texte et image dans un composite multimédiatique natif d'internet, produit par des outils et des gestes technologiques et entré dans les normes des discours numériques natifs¹. »



Figure 18 – Capture d'écran de la page CND – L'oubli de la mort de Z. Redouane comparé à la surmédiatisation de l'incendie du Fouquet's (Mars 2019)

Ce composite met une photo de Zineb Redouane face à une photo du Fouquet's. L'opposition sémiotique entre une personne et un bâtiment se prolonge textuellement puisque chacune des

¹ Marie-Anne Paveau, « Technographismes en ligne. Énonciation matérielle visuelle et iconisation du texte », *Co-rela*, 2019, HS-28, [En ligne].

photographies est légendée. Celle de Z. Redouane décrit les faits en haut (« UNE FEMME DE 80 ANS TUÉE PAR UN TIR DE GRENADE DE LA POLICE ») et les conséquences médiatiques et judiciaires en bas (« INDIFFÉRENCE MÉDIATIQUE & IMPUNITÉ JUDICIAIRE »). Celle du restaurant reprend le même schéma. En haut, on peut lire « UN RESTAURANT DE LUXE ÂBIMÉ LORS D'UNE MANIF » et en bas des mots-clés caractérisant la réaction médiatique : « “SACCAGE”, “ATTAQUE CONTRE LA RÉPUBLIQUE”, “CHOC” ». Sous les deux images on peut lire une conclusion générale (qu'on devine car centrée et de couleur différente) tirée de la comparaison entre les deux situations : « PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX ! ». La description d'origine dénonce le silence médiatique autour de cette affaire, qui est de nouveau comparé avec les émois ayant suivi l'incendie du Fouquet's. La description de CND est lapidaire : « POUR L'ÉLITE, NOS VIES PASSENT APRÈS LEURS PROFITS ».

Dans un autre registre, une publication sur CDR relativise la gravité les dégradations du restaurant Le Fouquet's du 16 mars 2019 en les comparant aux sans-abris morts pour dénoncer une hypocrisie de la part des médias (fig. 19) :



Figure 19 – Capture d'écran d'un message publié sur le groupe CDR – Comparaison de l'attitude des médias vis-à-vis du Fouquet's et des décès de sans-abris (Mars 2019)

La crainte de voir les images de violences décrédibiliser le mouvement a pu se confirmer dans certains cas. Loïc me raconte par exemple qu'à l'occasion d'un déplacement dans le nord de son département il a été pris à partie par une personne âgée qui semblait ne connaître les Gilets jaunes qu'au prisme de leur médiatisation :

« Par exemple, l'image de la casse, c'est pour montrer la capacité qu'a la sphère médiatique d'influencer les gens. Par exemple un truc tout con, ça devait être vers février-mars 2019. Je vais à Paris parce qu'ici, c'est très calme, c'est une ville militaire, y a la rade de Brest, il y a une grosse partie, c'est l'arsenal militaire, t'as une partie de la force de dissuasion nucléaire qui est ici. Donc, l'État essaie de faire en sorte qu'ici ça pète pas. Donc j'avais déjà été quelques fois à Paris et là je vais avec des collègues sur un petit marché côté nord Finistère. Donc, côté nord Finistère, ils ont jamais vu les Gilets jaunes de leur vie là-bas, il y a aucun blocage et aucune casse, rien. Il y a plein de biais, il y a plein de choses qui rentrent en compte parce que c'est le nord Finistère, c'est une zone qui a été très pauvre, qui a été très catholique, qui est très conservatrice. Et je me rappelle très bien d'une réflexion d'une vieille dame qui devait avoir environ 80 ans, qui nous a insultés, limite elle nous aurait balancé ses courses qu'elle avait sur elle en disant qu'on était des casseurs, qu'on était de la vermine. Alors qu'elle n'avait jamais vu un blocage de sa vie, elle n'avait jamais vu un même un Gilet jaune de sa vie, elle ne savait pas ce que c'était la casse et elle, elle sort de chez elle pour le marché et c'est le seul mouvement qu'elle fait pour sortir de chez elle. Et c'est un exemple qui montre que les médias peuvent avoir un pouvoir d'influence énorme. Ça a été utilisé pour décrédibiliser le mouvement. »

Son camarade Victor considère que les médias ont « pris peur » lors de l'acte 3 du 1^{er} décembre et se sont engouffrés dans l'injonction réflexe à la condamnation des violences, et à la diabolisation des manifestants : « il y a le tournant du 1^{er} décembre où on transforme le Gilet jaune en quelqu'un de dangereux, il est en permanence sommé de rejeter la violence, avec ce truc de profanation de l'Arc de Triomphe. Là, c'est la machine médiatique qui se met en route parce qu'ils ont eu peur. Avec le broyage tel qu'on sait le faire : “les gens dangereux”, “les irresponsables”. » La surreprésentation des violences manifestantes provoque donc l'indignation en raison de son caractère dévalorisant. Mais elle est également critiquée parce qu'elle affecterait artificiellement le soutien de la part de l'opinion publique qui a pu être vu comme un appui pour faire durer dans le temps la mobilisation et légitimer les revendications.

Plus généralement, c'est la véracité des versions données par les médias qui est remise en cause. Les Gilets jaunes utilisent leur expérience en manifestations pour semer le doute sur les conclusions que tirent les médias sur la responsabilité des violences. Mélanie me raconte par exemple ses doutes sur le fait que des Gilets jaunes aient été à l'origine de l'incendie du Fouquet's, en raison notamment de l'attitude passive des forces de l'ordre, et des différents témoignages d'acteurs sur places (manifestants, street-medics) :

« C'est vrai qu'on nous dit “c'est complotiste”, mais moi je me souviens le jour où il y a eu le truc du Fouquet's. Moi, à la base, j'étais partie avec la manif du climat donc on était, je sais plus, au Trocadéro, on arrive au rond-point, il est 13h. Et au moment où le Fouquet's commence à prendre feu, où il y avait soi-disant des casseurs – on dit des casseurs, mais on sait pas de quel groupe ils étaient – il y avait des rues qui étaient adjacentes aux Champs-Élysées où il y avait des gendarmes et on a été leur dire “il y a des casseurs” et nous ils nous ont dit “on a pas autorisation de bouger d'ici, on peut pas intervenir”. Et donc moi j'ai trouvé ça bizarre que la rue était vide comme si on disait “allez-y vous pouvez tout casser” alors qu'il y avait je crois interdiction à un moment donné d'aller sur les Champs-Élysées. Voilà c'était des choses que nous on vivait en tant que personne et ce qu'on avait pu entendre, ou des forces de l'ordre, ou des autres groupes, ou des street-medics qui venaient, eux leur son de cloche, ce qu'ils avaient vécu et ce qui se racontait dans les médias c'était pas du tout... il y avait un gros décalage quoi, c'était un peu transformé. [...] Du coup tout le discours des Gilets jaunes, toute la raison d'être était complètement étouffée et du coup ils parlaient que de

ça, combien ça coûte à Paris, Anne Hidalgo qui dit “ben ça va coûter tant” et les pauvres restaurateurs, etc. qui ont peur des casseurs, etc. alors que ce qui était visé c’étaient beaucoup les banques, les assurances, etc. Enfin j’ai pas vu que des restaurants aient été visés. »

C’est également le cas de Viviane, qui me raconte ne pas croire que des Gilets jaunes aient pu être à l’origine des casses, car les casseurs qu’elle a pu apercevoir ne semblaient pas appartenir aux personnes dont elle était familière dans les cortèges. Elle évoque même la présence possible de casseurs en service commandé travaillant pour la police :

« Nous, on est allé un peu à droite, à gauche dans les manifestations, avec nos petites pancartes pour se faire entendre. Et quand on entendait ce qui se passait au niveau du terrain, au niveau du peuple : l’humiliation, les violences et que, à la télé, au départ, on voyait les médias dire ce qui se passait réellement et d’un seul coup, ils ont changé d’attitude... Toutes ces infiltrations qu’il y a eu, qu’on a vues de nos propres yeux, des gens rentraient dans les manifestations, cassaient des vitrines, on se demandait d’où ils sortaient. [...] Pourquoi, quand il y a eu ce mouvement, je vais pas dire des Gilets jaunes, mais des gens en colère du peuple qui en a ras-le-bol... Quand on est en manifestation, qu’on voit ces personnes entre guillemets avec des brassards de police en train de faire ça, et que à la télé, on vous dit que c’est les manifestations, là on se dit que c’est pas possible. Et quand on voit ça en boucle pour discréditer le mouvement social, on se dit que quelque chose ne va pas. »

Les affirmations des médias sont également remises en cause par les internautes qui publient des vidéos amateurs prises sur place. Dans cette publication de CDR, postée le lendemain de l’incendie du célèbre restaurant, l’internaute questionne le récit médiatique qui avait attribué aux Gilets jaunes la responsabilité de l’incendie (fig. 20) :



Figure 20 – Capture d’écran d’une vidéo publiée sur CDR – Vidéo questionnant la responsabilité de l’incendie du Fouquet’s (Mars 2019)

Une publication précédente, datant du 5 décembre 2018, est en lien avec le saccage de l’Arc de Triomphe et vient également contredire la version médiatique propagée (fig. 21). On y voit une foule de Gilets jaunes rendre hommage à la flamme du soldat inconnu qui se trouve sous l’Arc

de Triomphe, en entourant des vétérans venus la raviver, avant d'entonner la Marseillaise. La description indique qu'elle aurait été prise le 1^{er} décembre et que les images sont « ce que les MEDIAS oublient trop de montrer 😞 ».



Figure 21 – Capture d'écran d'une vidéo publiée sur le groupe CDR – Les Gilets jaunes rendent hommage au soldat inconnu (décembre 2018)

L'acte 3 du 1^{er} décembre, marqué par les dégradations de l'Arc de Triomphe est un point de bascule individuel et collectif pour le mouvement qui va entériner son caractère insurrectionnel et radicalement antagoniste avec les forces de l'ordre. Mike me raconte par exemple son entrée dans le mouvement qui s'est faite à ce moment précis :

« Quand les Gilets jaunes, c'est apparu, honnêtement, j'étais très mitigé. Je me disais, ça va durer une semaine, on en a un peu parlé et ça va s'arrêter. Donc les deux premiers samedis, j'y suis pas allé, j'ai observé ça de loin. Et ensuite je me suis dit qu'il fallait que j'aille voir par moi-même. Donc j'ai commencé à l'acte 3 le 1^{er} décembre 2018, donc j'ai été directement à l'Arc de Triomphe. Là, je suis arrivé, c'était une zone de guerre. C'était gaz lacrymo sur gaz lacrymo, des camions à lance à eau, c'était Bagdad, vraiment. J'avais vu ça en banlieue et là c'est encore plus gros. Et pourtant, les gens qui étaient là, ils étaient pas plus violents que ça. Les premiers violents pour moi, ce sont les gouvernants, parce que c'est eux qui mettent des choses en place, qui vont influencer sur nos vies. Et les deuxièmes violents, bah c'est les forces de l'ordre qui viennent pour nous fracasser. Alors qu'on est juste là pour revendiquer. »

Les scènes d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre sont l'occasion pour lui de politiser son regard sur la question de la répression, en s'appuyant sur son expérience d'habitant de banlieue où, comme cela a été dit, il avait déjà été confronté aux violences policières. La puissance de ces images appelle donc à la réflexion, illustrant le fait que l'intelligence analytique ne s'oppose pas aux réactions émotionnelles.

Enfin, ce traitement médiatique a pu déboucher sur un questionnement à propos des modes de production de l'information. Antoine me raconte ainsi qu'il a eu l'occasion d'interpeller à ce sujet un journaliste de BFM TV en manifestation :

« On a bien discuté et je lui dis : “clairement vous êtes pro-Macron, c'est pas possible – là, on était au mois de janvier, je pense – qu'est ce qui se passe ?” Il m'a dit “non, on n'est absolument pas pro-Macron, sinon on n'aurait pas fait autant de buzz sur Benalla. Donc, on n'est pas pro-Macron. Par contre, *mea culpa* en conférence de rédaction, on a admis qu'on avait trop fait de sujets feux de poubelles”. La poubelle qui brule à Paris pendant 4 heures, on retient que ça de la manifestation. Et ça, ils disent “oui, *mea culpa*, il y avait trop de thunes à se faire, il y avait trop de trop de gens à ramener, trop de buzz” et du coup, ils sont allés vers cette facilité-là. »

Le traitement spectaculaire des manifestations du samedi a donc durablement abîmé les relations entre Gilets jaunes et médias. Comme pour les violences policières, les RSN ont servi à alimenter des contre-récits à la parole médiatique en tirant parti des possibilités d'intégration multimédia pour construire un cadrage alternatif et réactif des événements. Les reproches sont d'abord étroitement liés aux violences policières subies sur le terrain et absentes des médias, donnant aux Gilets jaunes le sentiment d'une injustice supplémentaire. Si les enquêtés ne nient pas l'existence d'actes violents de la part de manifestants, ils considèrent qu'il s'agit généralement d'incidents isolés, parfois compréhensibles au regard de la violence gouvernementale, mais finalement moins graves que les violences policières. De plus, les Gilets jaunes n'ont pas hésité à faire part de leurs doutes sur les affirmations des médias. Les vidéos remettant en question les cadrages journalistiques entretiennent ainsi une continuité avec le sentiment des Gilets jaunes, se rendant ainsi davantage crédibles à leurs yeux.

7.2.4 Des médias démobilisateurs

Comme l'écrivait Patrick Champagne, « l'un des enjeux les plus spécifiques [des manifestations] réside précisément dans la lutte, notamment entre le groupe qui manifeste et la presse, pour l'imposition d'une image sociale de l'évènement¹. » Parvenir à occuper l'espace médiatique est donc un objectif de tout mouvement social. De ce point de vue, les débuts du mouvement des Gilets jaunes ont été marqués par une médiatisation très intense qui a pu créer des attentes élevées en termes d'attention médiatique.

Une plongée dans les études sur la médiatisation du mouvement montre que la couverture du mouvement a évolué dans le temps, et qu'elle a commencé bien avant l'automne 2018. Arnaud Mercier indique que, dès janvier 2018, la presse quotidienne régionale (PQR) relaie le sentiment de ras-le-bol de nombreux automobilistes en réaction aux mesures du Gouvernement d'Édouard Philippe². S'en suit une séquence que Pierre Ratinaud et Brigitte Sebbah qualifient

¹ P. Champagne, « La manifestation », art cit, p. 20.

² A. Mercier, « La médiatisation des Gilets jaunes avant la cristallisation du mouvement », art cit, p. 81.

de « frénésie médiatique » concernant la presse quotidienne française : entre le 27 octobre 2018 et le 30 juin 2019 l'équipe du LERASS retient ainsi sur Europresse 114 825 articles, avec un pic de publication en décembre 2018 (30 191 articles) avant de baisser progressivement jusqu'en juin 2019¹. Les auteurs observent « qu'à l'exception de l'AFP, qui est la seconde source la plus représentée, ce sont les journaux régionaux qui ont le plus mentionné les Gilets jaunes, *Ouest France* en tête². » Du côté de l'audiovisuel, une étude de l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) fait état d'un constat similaire :

« Entre le 3 novembre 2018 [...] et la fin du mois de mars 2019 [...] un sujet sur cinq lui a été consacré (2 078 sujets soit 20,7 % de l'offre d'information sur la période). Le pic de médiatisation a été atteint en décembre avec 842 sujets, soit 27 sujets par jour en moyenne. [...] La médiatisation du mouvement suit le rythme hebdomadaire des appels aux blocages et aux manifestations, le samedi. Le 1^{er} et le 8 décembre, journées marquées par des épisodes violents, culminent avec respectivement 71 et 72 sujets. Après un suivi régulier, mais plus modeste des journées d'action en janvier et février, le nombre de sujets remonte le samedi 16 mars – également journée de la Marche pour le climat – à l'occasion d'un regain de violence à Paris³. »

Au fil des semaines, les « actes » des Gilets jaunes se sont progressivement constitués en rituel médiatique au point d'être qualifiés de « messe »⁴. Cette fixité suscite des anticipations sur ce que va faire le mouvement lui conférant selon Le Bart une forme d'institutionnalisation dont une caractéristique est « la prévisibilité et la continuité⁵. » Mais cette institutionnalisation se fait de l'extérieur nuisant ainsi à l'autonomie du mouvement, qui va maintenant dépendre de l'agenda médiatique des chaînes d'information en continu⁶, contrastant avec ses débuts qui, « par la durée et l'intensité de sa couverture journalistique, constituent un objet médiatique d'un nouveau genre qui pose un défi sérieux au journalisme. Il s'agit véritablement d'un changement d'échelle et de nature de ce qui peut être qualifié d'évènement politique⁷. »

On trouve fréquemment, chez les enquêtés comme en ligne, le sentiment que les médias auraient minimisé le mouvement, indiquant la crainte d'un effet démobilisateur. Cela s'observe lors de la rituelle bataille de chiffres à propos de l'affluence des manifestations entre les Gilets jaunes

¹ Pierre Ratinaud et Brigitte Sebbah, « Frénésie médiatique dans la presse quotidienne française : analyse lexicométrique de 100 000 articles sur les Gilets jaunes » dans Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier (eds.), *Les Gilets jaunes. Un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p. 95-96.

² Ratinaud et Sebbah indiquent d'ailleurs que le recours fréquent au bâtonnage donne de nombreux articles identiques, ce qui constitue une limite de leur analyse, *Ibid.*, p. 97.

³ Géraldine Poels et Véronique Lefort, *Étude. « Gilets jaunes » : une médiatisation d'une ampleur inédite*, <http://larevuedesmedias.ina.fr/gilets-jaunes-mediatisation-chaines-info-twitter>, 12 novembre 2019, (consulté le 17 décembre 2020).

⁴ Richard Poirot et Nicolas Hervé, *Les « gilets jaunes », trou noir médiatique*, <http://larevuedesmedias.ina.fr/les-gilets-jaunes-trou-noir-mediatique>, 30 juillet 2019, (consulté le 17 décembre 2020).

⁵ C. Le Bart, *Petite sociologie des Gilets jaunes*, *op. cit.*, p. 69.

⁶ *Ibid.*, p. 68.

⁷ Brigitte Sebbah et al., *Les Gilets jaunes : le pari gagné de l'existence médiatique ?*, Toulouse, LERASS - Université de Toulouse, 2019, p. 4.

et les autorités, dont l'enjeu est de légitimer par le nombre la mobilisation¹. Une différence avec le format classique de cette dispute est que, d'habitude, un des chiffres est produit par les « organisateurs » de la manifestation, souvent des syndicats. Ici, pas d'organisation centrale, mais un collectif créé fin décembre 2018 nommé « Le nombre jaune » dont « le décompte est réalisé par commune et fournit le nombre de manifestants pour chaque acte (preuves à l'appui – vidéos ou photos). [...] La comparaison du recensement de ces données avec celles du ministère de l'Intérieur permet de remarquer une disparité manifeste entre les chiffres officiels de la police et le chiffre #LNJ (du simple au double)² ». La publication de présentation du collectif nous dit ceci :

« Le nombre jaune ?? Mais kézako? L'idée est partie d'un constat très simple, les chiffres donnés par l'Intérieur sur la mobilisation des gilets jaunes sont néfastes au mouvement de par leur sous-évaluation évidente et leur minimisation. Les grands médias relaient ces chiffres sans les vérifier ni les discuter, malgré l'évidence face aux vidéos et photos de nos concitoyens. Ces mêmes médias qui avouent n'avoir que ces chiffres de l'Intérieur à communiquer... Voilà donc l'objectif de cette page Facebook : référencer et comptabiliser les personnes présentes sur les manifestations des gilets jaunes les jours de grande mobilisation afin d'opposer ces chiffres à ceux de l'État et regagner une crédibilité méritée aux yeux de l'opinion. Nous nous engageons à réaliser un travail pragmatique et impartial pour affiner ces chiffres, et à le communiquer aux médias qui n'auront plus l'excuse de l'interlocuteur unique. En résumé vous pouvez compter sur nous pour compter, nous ne dormions pas comme CriCri [Christophe Castaner] pendant les cours de mathématique³. »

Ce message incrimine les médias comme relayant les chiffres gouvernementaux qui sous-estimeraient le nombre de manifestants, et mettent en cause leur intégrité en les accusant de ne pas les vérifier. Antoine attribue ces écarts au refus initial des Gilets jaunes de se conformer aux codes traditionnels de la manifestation, en s'abstenant de compter, ce qui laisse aux autorités le monopole de l'estimation publiée dans la presse :

« Les chiffres, c'est aussi un truc. Moi, j'ai compris au bout d'un moment comment ça fonctionnait. C'est à nous de donner nos chiffres, c'est-à-dire que nous on faisait notre manif, on dit "C'est une bonne manif, nous, on est 5000". 5000 pour Montpellier, c'est bien, c'est pas les plus grosses, on a eu jusqu'à 12000-20000 je crois. 12000, c'est énorme et 5000 on est content, Montpellier c'est pas si grand. Ben, on voit que La Préfecture a dit qu'on est mettons 1500, et que *Midi-Libre* qui est le média local – macroniste au possible, affiché hein – reprend ça, reprend les trucs de la pref. Du coup la prochaine personne qui vient de *Midi-Libre*, il va se faire recevoir, les gens vont dire : "vous nous prenez pour des abrutis. Vous étiez pas là ? Qu'est ce qui se passe ?" Mais après, moi je comprends parce que j'étais dans la commission communication, que c'est à nous de donner nos chiffres et que c'est toujours comme ça que ça se passe entre les syndicats et la police et que les gens font un peu, entre un qui abuse d'un côté, l'autre qui abuse de l'autre. Et donc, on s'est mis à compter combien on était, à faire des estimations et à transmettre. Donc pendant plusieurs samedis d'affilée, on a eu nos relais médias et on les appelait en disant "on est tant", après la pref elle dit ce qu'elle veut. Mais ce que je veux dire, c'est que soit on travaille avec les médias, soit on travaille pas avec eux. Et si on travaille pas avec eux, soit on en est content, soit on n'en est pas content. »

¹ Fabrice Ripoll, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, 2008, vol. 3, n° 134, p. 90.

² A. Grondeau et S. Bridier, « Contribution à une géographie des Gilets jaunes », art cit, p. 3.

³ <https://www.facebook.com/354670568444438/posts/356047244973437> (consultée le 22 juin 2023).

Dès leurs débuts, des Gilets jaunes diffusent des publications s'interrogeant sur les chiffres donnés par BFM TV (fig. 22). Dans une publication, un utilisateur écrit « 40 000 Français dans la rue aujourd'hui annoncé par bfm ? Quand pensez vous ? ». Dans une autre, la personne avance des chiffres beaucoup plus élevés : « 150000 manifestants en France reparti sur 2000 points de manifestation, selon BFM ça nous fait 75 personnes par point de regroupement.... A votre avis ??? Les chiffres sont truqués ou non ? ». Ces messages suggèrent une phase d'apprentissage de la part des Gilets jaunes qui découvrent les écarts entre chiffres annoncés par les médias, souvent en se basant sur ceux des autorités, et le ressenti dans les cortèges qui est souvent beaucoup plus élevé. Le second message explicite même un calcul de densité de manifestants par point de regroupement, rendant public son raisonnement.

À ce stade beaucoup de participants n'ont pas encore de position arrêtée sur les médias, ce qui explique le fait qu'ils posent la question aux autres internautes, en comptant sur la présence de militants chevronnés pour les renseigner sur les ordres de grandeur réalistes en matière de participation à une manifestation. Néanmoins, l'évocation de la possibilité que la chaîne ait pu truquer les chiffres indique qu'une méfiance envers les médias préexistait bien au sein des espaces numériques.



Figure 22 – Captures d'écran de messages publiés sur le groupe CDR – Les Gilets jaunes s'interrogent sur les chiffres donnés par BFM TV (Novembre 2018)

On voit également que ces messages tirent parti des fonctionnalités de Facebook, notamment le second qui utilise l'intégration multimédia pour illustrer son message d'une photo d'une foule de Gilets jaunes. Ce procédé est fréquemment utilisé pour défendre l'idée que les médias minimiseraient l'effectif des manifestations. En montrant une foule compacte et nombreuses, non seulement les publications parviennent à entretenir une continuité entre les visions du monde

circulant en ligne et l'expérience en manifestations, mais elles démentent sémiotiquement la parole médiatique.

Dans d'autres publications (fig. 23) publiées fin novembre 2018, les utilisateurs appellent les Gilets jaunes à partager auprès d'un maximum de gens des contenus montrant les rassemblements, en reprochant à BFM TV de décourager le mouvement en minimisant l'ampleur de la mobilisation :

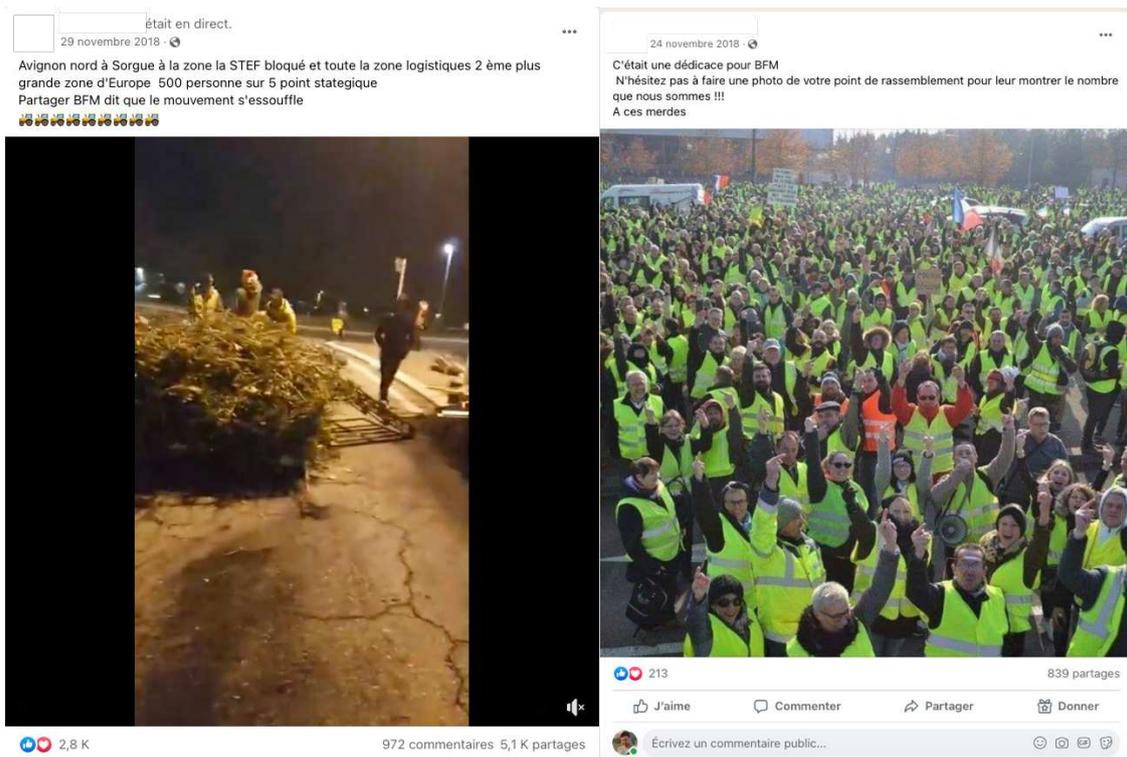


Figure 23 – Captures d'écran d'une vidéo et d'une photo publiées sur le groupe CDR – Les Gilets jaunes appellent à se mobiliser (Novembre 2018)

À ce moment la parole médiatique est déjà identifiée comme étant un obstacle à la poursuite de la lutte. En plus de l'incitation à l'action, cette publication relève donc également d'un cadrage accusatoire qui partage l'espace politique entre adversaires et alliés. C'est par exemple le cas avec les pages Gilets jaunes Infos et CND qui, fin décembre 2018, publient des vidéos montrant des foules nombreuses (fig. 24) :

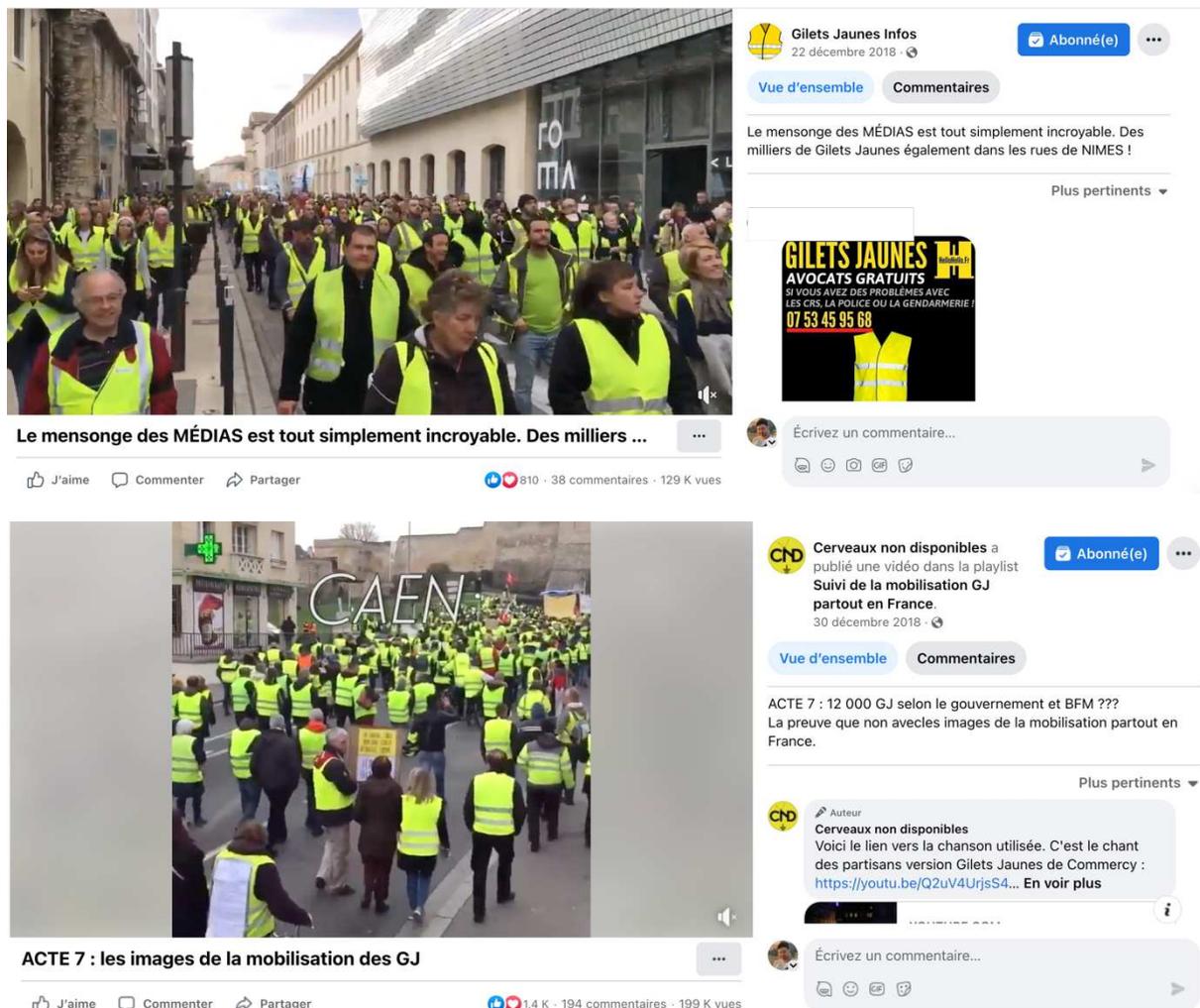


Figure 24 – Captures d’écran de vidéos publiées sur les pages Gilets jaunes Infos (en haut) et CND (en bas) – Des vidéos pour illustrer une large participation (Décembre 2018)

Ces publications montrent tout d’abord que le ton envers les médias s’est entretemps durci. Les animateurs de ces deux pages ne questionnent pas les chiffres avancés par les médias, ils les démentent eux-mêmes en utilisant leurs propres vidéos. Alors que le mode de légitimation employé par les médias est l’appel à un référent extérieur, la légitimation est ici interne : encore une fois, c’est parce que ces images se conforment à l’impression des manifestants qu’elles parviennent à se rendre crédibles auprès des Gilets jaunes. La description des vidéos précise la rhétorique de ces pages envers les médias. Celle de Gilets jaunes infos du 22 décembre est la plus véhémement : « Le mensonge des MÉDIAS est tout simplement incroyable. Des milliers de Gilets jaunes également dans les rues de NÎMES ! » Alors que les écarts de chiffres sont vraisemblablement dus aux impératifs médiatiques de distance, mais aussi de valorisation des sources officielles, les médias sont accusés de mentir, c’est-à-dire de dire le faux alors qu’ils savaient le vrai. L’accusation de mensonge touche la crédibilité des médias, car le souci de vérité est une norme journalistique fondamentale, qui serait ici transgressée.

La publication de CND est moins accusatrice. Elle interroge le nombre avancé par BFM TV de manière rhétorique, les auteurs apportent un démenti immédiat en renvoyant à la vidéo publiée : « 12 000 GJ selon le gouvernement et BFM ??? La preuve que non avec les images de la mobilisation partout en France ». La vidéo est un montage, où les images de cortèges imposants se succèdent avec en incrustation le nom des villes des manifestations. La répétition des images de foule a ainsi pour but d'imposer la représentation d'un succès des manifestations. BFM TV est également associée au gouvernement, les classant dans le camp du « eux » contre le « nous ». Mélanie considère par exemple que les médias avaient tendance à minimiser le nombre de participants qu'elle compare aux « marées humaines » qu'elle percevait lors des manifestations :

« Donc c'était pour casser... ou alors minimiser l'ampleur du mouvement, ils minimisaient l'ampleur du mouvement donc ils minimisaient le nombre de gens qui étaient investis en disant qu'il y avait que 500 personnes alors que nous, quand on était là, c'étaient des marées humaines qui étaient dans la rue. Et ils maximisaient le côté un peu violence ou casse, etc. »

C'est également ce que me dit Étienne, quand je lui demande pourquoi, selon lui, l'information devrait être libre, il me répond en évoquant cette question du nombre :

« Il y avait 3000 personnes et dans un coin il y avait trois Gilets jaunes qui fumaient, et ils filmaient et ils disaient "voilà la manifestation des Gilets jaunes avec trois", ils se sont pas mis devant là où il y avait 3000 personnes, pour que les gens se disent "ils sont pas beaucoup". Mais on a vu des choses incroyables, la télé elle a cassé tellement ils racontaient des bêtises. Alors la grande masse elle était désinformée. »

Dans ces deux cas, les enquêtés prêtent aux journalistes l'intention de démobiliser les Gilets jaunes, en faisant passer pour des échecs des rassemblements vécus comme des réussites. L'extrait d'Étienne se fait également plus précis sur les ressorts de ce décalage, qu'il explique par un cadrage (au sens de la prise de vue) malhonnête de la part du caméraman qui n'aurait filmé que quelques manifestants en retrait plutôt que la foule compacte.

Par ailleurs, les médias se sont aussi appuyés sur le comptage réalisé par le cabinet Occurrence, qui utilise une méthode automatisée. Comme l'a remarqué Émile Provendier, alors que cette initiative émanant de journalistes avait précisément pour but d'imposer sa légitimité et convaincre le public de son impartialité, l'opacité du dispositif technique à l'œuvre a exposé les médias aux critiques externes au processus, le comptage étant peu adapté aux manifestations imprévisibles comme celles des Gilets jaunes¹. Plus généralement, l'autonomie des représentations que construisent les Gilets jaunes a tendance à favoriser les modes de légitimation internes. On peut également suggérer que l'enjeu des batailles de chiffres rend pénible la

¹ Émile Provendier, « "47 800 manifestants selon la machine". La légitimation du comptage automatisé des manifestants par des médias français », *Revue française de science politique*, 2022, vol. 72, n° 1-2, p. 160-163.

concession d'un essoufflement du mouvement, qui est généralement attribué aux craintes de violences policières, comme pour Mike :

« Le mouvement, il s'est essoufflé. Pourquoi ? Parce que l'État n'y a pas répondu. C'était fait exprès. Ils savaient très bien qu'au bout d'un moment, les gens à force de manifester, on met des sous dedans pour se déplacer, pour s'équiper aussi de masques à gaz ou de gants. Ils savent très bien que ça va coûter des sous, ensuite, sont venues les amendes donc tout ça a fait que ça s'est essoufflé. C'est vraiment dommage. »

Avec le temps, le rejet des médias est entériné dans le mouvement des Gilets jaunes. Il s'agit alors moins de convaincre de la fausseté des chiffres donnés par les médias que de rassembler des internautes autour de ce rejet commun. Par exemple, une publication ironise sur l'échec de l'Acte 2 des Foulards rouges en imaginant BFM TV annoncer une participation énorme (fig. 25). Bien que le ton soit humoristique, les médias sont tout de même accusés au passage de complaisance avec la majorité et ses soutiens.



Figure 25 – Capture d'écran d'un message publié sur le groupe CDR – L'Acte 2 des Foulards rouges raillé par les Gilets jaunes (Avril 2019)

À partir de janvier la couverture du mouvement baisse en intensité, et se retrouve cantonnée aux désormais rituels cortèges du samedi suivis par le commentaire des événements les dimanche et lundi¹, ainsi qu'une reprise en main de l'agenda par le Gouvernement : « l'agenda du mouvement occupe une place moindre au profit de l'agenda politique, rythmé à certains égards par des enjeux en partie soulevés par le mouvement, comme la fiscalité, le Grand débat, la question du référendum, les listes citoyennes et la loi anti-casseurs². » De même, Bilel Benbouzid et Hervé Guérin notent à partir d'une analyse statistique de vidéos YouTube que l'organisation du Grand débat

« a modifié la structure de l'espace médiatique en se substituant aux discours critiques à l'encontre de la démocratie représentative. S'il y a une réussite du gouvernement dans la gestion du mouvement des Gilets jaunes, c'est celle d'avoir recadré l'espace médiatique en créant un espace de dialogue. Tout porte à croire que le principal effet politique du Grand Débat est médiatique : en créant ce

¹ P. Ratinaud et B. Sebbah, « Frénésie médiatique dans la presse quotidienne française », art cit, p. 110.

² B. Sebbah et al., *La dilution des Gilets jaunes dans l'agenda médiatique et politique*, op. cit., p. 5.

dispositif, le gouvernement est parvenu [...] à avoir une prise sur l'espace médiatique et l'agenda qui lui est associé¹ ».

Même si certains Gilets jaunes ont joué le jeu du Grand débat, la plupart d'entre eux ont dénoncé un « piège politique² » à l'instar d'Alex qui accuse l'initiative gouvernementale d'avoir porté un coup d'arrêt à l'élan du mouvement :

« Je sais pas qui a eu l'idée du grand débat dans l'équipe de Macron, mais franchement : bravo ! Bravo parce que c'est le truc qui a cassé le mouvement dans un premier temps, le Grand débat a cassé une partie du mouvement. Parce qu'y a eu des Gilets jaunes qui ont cru au Grand débat, que ça allait pouvoir faire sortir quelque chose d'historique de faire ça, avant que le gars nous mette une longueur non-stop du Grand débat qui était sans fin, avec un résultat qui était à l'époque pas intéressant, mais qu'ils ont jamais utilisé, ils l'ont mis de côté. Je crois qu'actuellement tout ce qui a été centralisé au niveau des réponses, ça traîne je sais pas où, et c'est inutilisé. Donc la personne qui au gouvernement a sorti "putain, si on fait un grand débat, on va calmer la colère et on va les trainer sur plusieurs mois"... Ça a été une des premières baisses des gens qui venaient plus en manif parce qu'ils ont dit, on va attendre la fin. Ça a duré, ça a duré. Et puis, au bout d'un moment, on s'est rendu compte qu'on se foutait de notre gueule. »

Dans un de ses rapports de suivi du mouvement, l'équipe du LERASS notait qu'à partir de février les médias « ne couvrent plus vraiment le mouvement des Gilets jaunes en tant que tel. Ils accordent une importance moindre à la définition et à la compréhension du mouvement pour se focaliser à présent sur ses retombées ou répercussions, du point de vue des réactions ministérielles et gouvernementales³. » Alors que le mois de juin 2019 marque la fin de la phase « chaude » du mouvement des Gilets jaunes, on voit par exemple apparaître des messages qui protestent contre la faible couverture médiatique du mouvement (fig. 26) :



Figure 26 – Captures d'écran de messages publiés sur le groupe CDR – Les Gilets jaunes réagissent à l'approche de l'été (Juin 2019)

¹ Bilel Benbouzid et Hervé Guérin, « Les multiples agendas médiatiques des Gilets jaunes sur YouTube. Exploration d'un corpus de vidéos avec les *topics models* », *Statistique et société*, 2021, vol. 9, n° 1-2, p. 129.

² Cité dans : C. Le Bart, *Petite sociologie des Gilets jaunes*, op. cit., p. 179.

³ B. Sebbah et al., *La dilution des Gilets jaunes dans l'agenda médiatique et politique*, op. cit., p. 2.

Ici, l'agenda médiatique ne reflète plus du tout celui des participants. Alors qu'ils avaient été habitués à ce que leurs actions aillent de pair avec une couverture de la part des médias, ils voient d'un mauvais œil l'affaiblissement de leur médiatisation qui s'oppose aux velléités de poursuivre la mobilisation, en comptant sur la rentrée pour lui donner un nouveau souffle. Néanmoins, on voit globalement que les démentis aux chiffres des médias montrant de larges foules se raréfient après début mai, pour devenir complètement absents au mois de juin.

Pour expliquer cette disparition des écrans, Antoine me raconte un épisode similaire à son expérience lors de la réunion du groupe Bilderberg des années plus tôt. Alors qu'il se montre satisfait de la couverture par France 2 d'une assemblée de Gilets jaunes montpelliérains, il doit là aussi encourager la journaliste en charge de l'évènement face à sa rédaction qui compte déprogrammer le sujet :

« J'ai eu à gérer un cas particulier parce que pendant l'Assemblée générale à Montpellier, ça a duré trois jours, et c'était moi l'interface pour les médias. Je n'avais pas invité BFM, par contre France 2 est venue. Et France 2, ils ont fait un sujet et on est passé au 13 heures, ce qui est quand même pas mal. Et la nana de France 2 a fait le sujet le matin, a dit : "c'est pour le 13 heures, je fais tout ce que je peux pour que ça se passe bien, parce que c'est important, un 13 heures". Et là, une demi-heure avant le 13 heures la nana revient me voir, déconforte, et me dit qu'ils ne veulent pas passer le sujet parce qu'il y a la hausse des prix du tabac aujourd'hui, ils trouvent que c'est plus important, elle me dit : "je suis dégoûtée", tout ça. Et moi je la tanne en disant : "nan, mais il faut y aller. Il faut forcer le truc, c'est un évènement national. C'est des images qui sont différentes, etc." Et elle l'a tanné et elle s'est battue, et on est passé. Mais voilà, chez ces médias-là, les gens de terrain ne sont pas les éditorialistes à Paris. Donc, il faut comprendre un peu les rouages de comment ça se passe. »

En ayant été plongés dans une large mobilisation, les Gilets jaunes ont donc été sensibles au risque de démobilitation par le discours médiatique. Pour les enquêtés, l'exaltation de se trouver au milieu d'une foule nombreuse ne s'est pas retrouvée dans le traitement médiatique du mouvement, au moins à partir de la fin novembre.

Il apparaît donc que l'action collective a intégré encore davantage les individus au mouvement, puisqu'ils ont traversé des situations semblables indépendamment des affiliations politiques et des socialisations préalables. Les manifestations ont procuré aux Gilets jaunes à la fois l'exaltation du nombre et les craintes de la répression policière. Face à cet évènement, les médias se sont trouvés démunis car leurs routines se sont révélées inaptes à saisir les spécificités de la contestation, produisant une médiatisation intense, mais largement focalisée sur les violences. Alors que l'expérience des Gilets jaunes a été généralement positive, et a noué chez eux un lien affectif fort au mouvement, entretenu par les solidarités et les amitiés, les représentations médiatiques se sont trouvées en décalage à la fois sur le plan factuel, interprétatif et affectif avec le vécu des Gilets jaunes.

Les RSN ont servi d'espace de partage des mécontentements qui a pu avoir un effet cathartique face à l'exaspération de voir les violences policières sous-représentées dans les médias, les violences des manifestants montées en épingle et l'ampleur des rassemblements minimisée. En raison des régularités dans les reproches formulés, ces derniers ont progressivement constitué le cadrage de référence sur lequel les Gilets jaunes se sont appuyés pour interpréter la couverture médiatique. Il s'agit-là d'une forme d'autonomisation vis-à-vis des médias traditionnels qui sont peut-être paradoxalement de moins en moins indispensables à l'entretien d'une contestation sociale, comme le montre l'importance des vidéos dans l'imagerie du mouvement :

« Cette présence massive de la vidéo témoigne de l'exceptionnelle entreprise expressive à laquelle s'est livré le mouvement pour se donner à lui-même ses propres représentations et les opposer au cadrage proposé par les médias centraux. Réalisées le plus souvent à partir d'un téléphone portable sous forme d'expression personnelle face caméra (Live), de films de cortèges de manifestants ou de violences policières, de reportages amateurs conduits sous forme d'interviews ou de micro-plateaux réunissant des acteurs du mouvement, ces vidéos, tant dans leur volume que dans leur diffusion sur Facebook, ont connu un exceptionnel succès¹. »

Les vidéos de rassemblements diffusées en ligne qui ont pour but de mobiliser les Gilets jaunes contre les images médiatiques s'apparentent ainsi à une version contemporaine des « manifestations de papier », qui sont facilitées par la démocratisation des moyens de capture d'images. Alors que l'on préparait autrefois des images pour les médias, les vidéastes amateurs Gilets jaunes prennent l'initiative de documenter les rassemblements aussi bien pour garder des souvenirs, que par enthousiasme pour l'ambiance qui y régnait, pour alerter sur les violences policières, ou contrer les représentations médiatiques qu'ils trouvaient erronées et à charge². Cette orientation « interne » de la diffusion de contenus amateurs représente une différence avec le modèle des « photojournalistes citoyens » dont les images sont destinées aux grands médias³. Ici, ces modes de production amateurs rencontrent le modèle des « journalistes alternatifs » qui se spécialisent au sein des mouvements sociaux pour défendre « l'existence de moyens d'expression critique dans l'espace public et des formes de production non professionnelles de l'information par les citoyens, au service de la justice économique et sociale⁴. »

En somme, le mécontentement des Gilets jaunes vis-à-vis des médias a été principalement causé par la couverture des manifestations. De la critique des médias qui s'est formée chez les Gilets jaunes résulte un troisième décalage qui est celui de l'animosité pour les journalistes qui a

¹ P. Ramaciotti Morales et al., « Atlas multi-plateforme d'un mouvement social », art cit, p. 57.

² Olivier Baisnée et al., « The digital coverage of the yellow vest movement as protest activity », *French Politics*, 2022, vol. 20, n° 3-4, p. 535-537.

³ Aurélie Aubert et Jérémie Nicey, « Citizen Photojournalists and Their Professionalizing Logics », *Digital Journalism*, 2015, vol. 3, n° 4, p. 552-570.

⁴ Benjamin Ferron, « Le journalisme alternatif entre engagement et distanciation. Les stratégies médiatiques des mouvements sociaux dans la "bataille de Cancún" contre l'OMC (2003) » dans Sandrine Lévêque et Denis Ruelan (eds.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 112.

compliqué encore davantage la couverture médiatique du mouvement. Cette animosité a de plus été alimentée par des accusations d'extrémisme de la part des médias, ainsi que par les propos de journalistes vedettes. Finalement, les passages médiatiques des Gilets jaunes, scrutés, n'ont pas réussi à apaiser le fossé avec les médias.

7.3 Une hostilité mutuelle entre Gilets jaunes et journalistes

Alors que les débuts du mouvement ont été marqués par un flottement dans le rapport des Gilets jaunes aux journalistes, les médias ne faisant pas encore office de préoccupation centrale, une défiance se sédimente au fur et à mesure que la contestation se poursuit. L'opposition entre Gilets jaunes et journalistes a été nourrie de part et d'autre. Du côté des Gilets jaunes, l'accueil difficile réservé aux reporters en manifestation a alimenté l'indignation médiatique face à des attaques envers une profession qui se représente comme un maillon de la démocratie. Qui plus est, ce rejet a eu l'effet contre-productif de parasiter le travail journalistique de couverture des événements. En conséquence, les Gilets jaunes ont parfois été assimilés à l'extrême-droite et au complotisme, ce qui a généré une colère supplémentaire dans leurs rangs. D'autre part, les médias souffrent d'une image qui n'est plus celle véhiculée par les journalistes de terrain, mais par les commentateurs vedettes des émissions de télévision qui se caractérisent par l'expression d'une subjectivité décalée de celle des Gilets jaunes. Les prises de paroles d'éditorialistes, ainsi que les échanges directs entre Gilets jaunes et journalistes relayés en ligne ont fini d'alimenter ce cercle vicieux de la défiance.

7.3.1 *Troisième clivage : les journalistes face à la défiance des Gilets jaunes*

La critique des médias développée par les Gilets jaunes tient les journalistes pour des adversaires politiques. Or, cet antagonisme affiché par les Gilets jaunes a rendu la tâche des reporters encore plus difficile. Comme le notent Baisnée et ses collègues, les Gilets jaunes ont déstabilisé les attentes des journalistes en adoptant des conduites de défiance :

« Ne se reconnaissant pas dans la représentation du mouvement des Gilets jaunes donnée par ces médias, souvent agacés par la place disproportionnée accordée à des porte-paroles sans légitimité interne, une grande partie des manifestants tend à se méfier et se distancer des journalistes. Le schème d'opposition entre 'eux' et 'nous' mis au jour par Richard Hoggart dans son ouvrage classique sur les classes populaires britanniques semble ici toujours structurant. Il nourrit le faible intérêt des Gilets jaunes pour la médiatisation de leurs événements par les médias qu'ils considèrent comme dominants, et même parfois l'hostilité de certains participants à l'égard des journalistes¹. »

¹ O. Baisnée et al., « La "violence" des Gilets jaunes », art cit, p. 33.

Dès les premières manifestations, « l'accueil réservé aux journalistes par les manifestants est marqué par la défiance, le rejet, voire l'intimidation physique. Les journalistes ont expérimenté, très tôt dans le mouvement à Toulouse et dans la région Occitanie, l'hostilité – y compris physique – des manifestants et, plus largement, la dénégation de leur légitimité journalistique¹. » Les violences physiques subies par les journalistes peuvent conduire ces derniers à minimiser leur temps passé à couvrir des événements et donc ne pas être en mesure de capturer des séquences que les Gilets jaunes auraient voulu voir médiatisées. Surtout, ces altercations incitent les journalistes à se tenir à l'écart des manifestants, ce qui ne favorise pas des contacts qui, comme on l'a vu, peuvent amener les Gilets jaunes à sympathiser avec les conditions de travail des pigistes.

Étienne me raconte un incident où des manifestants sont venus enfiler un gilet jaune par surprise à une jeune pigiste de BFM TV, ce qui a vraisemblablement choqué cette dernière. Il s'exprime comme s'il s'agissait d'un geste amical, alors qu'engager un contact physique avec une personne sans son consentement est généralement vécu comme une agression :

« J'ai discuté avec les filles de BFM je leur ai dit "change de métier, tire-toi !" avec les jeunes de BFM, les filles qui venaient étaient super sympas. Il y en a même une on lui a mis le gilet jaune, ils ont coupé l'antenne. Elle m'expliquait les choses, elle disait "moi je donne tout à mon patron là-haut, j'envoie l'information il y a tout", mais des choses vraies puisqu'elle nous montrait ce qu'elle disait, mais en haut ça passe pas. »

Lucas me raconte la même anecdote, étant donné qu'il fait partie du même collectif qu'Étienne. Alors qu'Étienne est assez bienveillant envers les journalistes, Lucas est lui plus virulent dans sa critique des médias. Il interprète l'arrêt du direct comme si les journalistes considéraient le gilet jaune comme un symbole dégradant (alors qu'il s'agissait vraisemblablement d'afficher une neutralité médiatique) :

« J'ai pas eu l'opportunité de rencontrer des gens de BFM parce que ils auraient su le reste. On a quand même eu BFM au rond-point du Boulou. Donc on leur a même mis un gilet sur le dos au journaliste, a coupé en direct, ça a coupé en plein direct les mecs, ils ont halluciné, ils ont dit : "ouais, faites pas ça, surtout pas, surtout pas montrer un journaliste avec un gilet jaune". Il y a les Gilets jaunes, au moment où ils posent des questions, qui ont mis un gilet jaune sur le dos aux journalistes. Mon Dieu ! mettre un gilet jaune sur un journaliste de l'État. »

En ce qui concerne les violences, Mike me raconte un épisode qui lui a été rapporté par un proche selon qui une dispute physique serait survenue entre un Gilet jaune et une journaliste qui n'auraient pas accepté de se faire filmer par les manifestants :

« Par exemple, la dernière fois, c'était une équipe de je sais plus quel média mainstream qui avait été mise dehors. Moi j'étais pas à cette manifestation-là, j'avais deux amis qui y étaient et qui m'ont expliqué comment ça s'est passé. [Les journalistes] ont dit : "on s'est fait frapper" alors que, non, ils se sont pas faits frapper, ils ont juste reçu de l'eau sur eux, alors si ça c'est frapper... Par contre, eux, se sont permis de frapper un de mes amis parce qu'il filmait avec son portable pour justement que

¹ *Ibid.*, p. 34.

ce soit pas déformé et eux ils ont eu aucun scrupule à le taper pour faire tomber son portable. Et pareil, ils ont dit qu'ils avaient porté plainte, mais ils ont jamais porté plainte. C'est du pipeau. »

De plus, la méfiance accumulée au fil des mois conduit certains collectifs de Gilets jaunes à verrouiller leur communication, et à donner pour consigne de refuser toute interview de la part des médias. C'est ce que me raconte Mike qui se méfie du montage qui risque toujours de trahir le propos de la personne. C'est pour cette raison qu'il a adopté pour règle de ne répondre que s'il a l'assurance d'être en direct :

« Alors j'ai eu des opportunités de passer dans ces médias-là, mais j'ai toujours refusé parce qu'y a pas de confiance. On sait malheureusement jamais si c'est du direct ou pas, et j'avais dit : "si je passe dans un média comme ça, ça doit être direct". C'est pas un caprice de diva, c'est pour dire les choses telles quelles et c'est pour pas qu'il puisse couper et comme on sait jamais du direct ou du différé, j'ai préféré ne pas leur accorder de crédit. »

Sophie me dit aussi adopter la même règle, en me disant qu'elle avait maintenant une valeur collective dans le mouvement. Il semblerait que la répétition de mauvaises expériences dans le recueil de la parole par des journalistes ait incité à prendre des mesures pour se prémunir contre toute forme de déformation des propos : « j'ai été interrogée par l'AFP, mais je regrette de pas lui avoir mis un petit paquet dans la gueule parce que j'avais pas compris qui elle était en fait. Bon c'est pas grave. Maintenant la consigne des Gilets jaunes, c'est que si on n'est pas en direct, on répond plus aux médias. » Certains Gilets jaunes en sont donc venus à préférer un déficit de médiatisation plutôt qu'une médiatisation contraire à leur expérience.

Globalement, les relations souvent exécrables entre journalistes et Gilets jaunes n'ont donc pas favorisé le dialogue. Généralement, les enquêtés se montrent embarrassés par le fait que des journalistes aient subi des violences physiques, mentionnant leur précarité et regrettant les incidents, tout en comprenant que des Gilets jaunes aient pu être excédés par le traitement des médias. C'est ainsi que Mike me livre son sentiment :

« Ça, je l'ai déjà fait parler avec eux en off, c'est toujours la même réponse donc. Ils sont là pour faire leur job, pour filmer, le perchiste, etc. Et comme ils nous disent, les images, ce qu'ils en font, on n'a pas la main dessus. Et c'est eux qui sont pris pour cible dans la rue parce qu'on voit BFM, bah ouais c'est BFM... Sauf que c'est ceux qui sont dans la régie qui découpent, ce sont eux qui devraient faire leur job correctement. Non moi j'ai jamais eu de problème, je discutais avec eux. Alors après il y en a qui s'en sont pris à eux, moi je le regrettais, parce que c'est des gens comme nous, ils sont pas payés des milles et des cents. Malheureusement, c'était les autres au-dessus qu'il aurait fallu un peu sermonner. »

En dépit des bonnes volontés de part et d'autre, le poids des routines journalistiques et de la hiérarchie a rendu très improbable une jonction entre Gilets jaunes et journalistes, les médias s'étant d'ailleurs insurgés contre les attaques dont ils faisaient l'objet. Dans ses vœux de 2019 aux Français, Emmanuel Macron ne manqua pas de parler d'une « foule haineuse, [qui s'en prend] aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux

homosexuels ». Cette déclaration a vraisemblablement renforcé l'identification des journalistes au pouvoir politique, les plaçant encore un peu plus du côté d'un « eux » opposés au « nous ».

7.3.1 *Des accusations d'extrémisme*

Autre motif de mécontentement parmi les Gilets jaunes, les accusations de racisme, d'antisémitisme et plus généralement les renvois à l'extrême-droite qui évoquent les stéréotypes sur les classes populaires¹. Siroux considère que le commentariat s'emploie à distinguer les « vrais » Gilets jaunes des « faux », les premiers étant des citoyens apolitiques réclamant un « pouvoir d'achat » (et non des « hausses de salaires ») et dont on attend qu'ils se montrent reconnaissants envers les concessions gouvernementales ; les seconds sont « politisés », et « radicalisés » au contact de l'« ultra-gauche » ou de l'« extrême-droite » qui auraient noyauté la protestation (ce qui implique une naïveté de leur part)².

On trouve une réticence à entrer dans le mouvement à l'automne 2018 chez certains enquêtés en raison de l'idée que les Gilets jaunes seraient d'extrême-droite, représentation qui a pu circuler dans les milieux de gauche avant le 17 novembre. L'opposition à la taxe sur le carburant a pu évoquer un discours anti-fiscalité poujadiste chez des militants habitués à défendre le bien-fondé de l'impôt à condition qu'il bénéficie aux plus démunis. Par association, cette supposition peut facilement entraîner l'anticipation d'attitudes xénophobes au sein de la mobilisation d'autant que cette présence des droites extrêmes est bien attestée. L'enjeu sera alors de se convaincre que la mobilisation est loin de se réduire à ces éléments, et qu'il est tout à fait possible d'y trouver politiquement son compte. C'est par exemple le cas de Malika, militante insoumise féministe, pour qui la jonction se fera lors de la manifestation contre les violences faites aux femmes qui s'est tenue le même jour que l'Acte 2 du 24 novembre 2018 :

« J'étais pas très partante, au tout début. J'ai pas participé à la manif du 17 novembre 2018 pour deux choses : la première, c'est que j'avais pas mesuré l'importance des taxes sur le carburant. Quand on est sur Paris ou la banlieue parisienne on a des petits déplacements, c'est différent des zones périphériques et de la province. J'avais pas mesuré l'importance de ça. Et puis il y avait des échos comme quoi il y avait des éléments d'extrême-droite, etc. et en fait j'ai pris connaissance du mouvement le 23 [en fait le 24], c'était la journée contre les violences aux femmes et donc moi je suis militante féministe donc je participe annuellement à cette manifestation contre les violences faites aux femmes dans tous les domaines. À cette occasion, il y a eu à un moment donné une jonction entre la manif féministe et les Gilets jaunes et j'ai pu voir de mes yeux... en gros, j'ai pas analysé ça, la composition et les mots d'ordre m'ont tout de suite interpellée, à savoir “justice sociale, justice fiscale”, “fin de mois, fin du monde”. C'est des slogans que je trouvais très bien posés, donc j'ai commencé et ensuite j'ai participé régulièrement durant fin 2018, 2019 jusque... je pouvais pas participer tous les samedis parce j'ai un ado, c'est pas évident, je suis toute seule. J'ai essayé de participer au maximum aux

¹ Marion Dalibert, « *En finir avec Eddy Bellegueule* dans les médias. Entre homonationalisme et ethnicisation des classes populaires », *Questions de communication*, 2018, n° 33, p. 89-109.

² J.-L. Siroux, *Qu'ils se servent de leurs armes*, *op. cit.*, p. 67-69.

manifests et aux réunions de réflexion, de débats, le dimanche, qui se tiennent toujours à Ivry. Pour moi les réunions, elles ont commencé en 2019 grosso modo. »

Les clichés sur le mouvement des Gilets jaunes le réduisant à un mouvement d'automobilistes en colère ont pu freiner certains militants à s'associer à cette protestation. L'occupation de l'espace public par les Gilets jaunes, et leur volonté de trouver de nouveaux alliés ont exposé d'autres militants au mouvement et éventuellement causé un premier démenti aux stéréotypes médiatiques. Découvrant des mots d'ordre qui lui parlent, Malika devient donc Gilet jaune. Le mouvement lui fait prendre conscience de l'importance des questions fiscales, sous un angle compatible avec ses convictions de gauche qui se retrouvent dans le slogan « Justice sociale, justice fiscale ». Ayant également connu des périodes difficiles financièrement, Facebook la met en contact avec un témoignage sur la précarité avec lequel elle sympathise :

- Question : « Ces échos comme quoi il y avait des éléments d'extrême-droite, vous les avez eu d'où ? »
- Malika : « Sur les échanges, à l'époque, on avait pas encore de fils WhatsApp, ou à la radio, des échos et puis ce que j'ai pu lire dans certains médias, notamment *Libé*. Je suis pas une adepte de *Libé*, mais pour me tenir au courant... Enfin l'histoire des gens d'extrême-droite... c'est surtout que j'avais pas mesuré l'importance des taxes sur les carburants, je veux dire l'importance de... c'est un moyen, la voiture, le carburant, il y en a absolument besoin pour se déplacer en périphérie et en province et en fait j'ai pris conscience de... sur Facebook à ce moment j'étais pas très active, mais plus active qu'aujourd'hui en tout cas, et il y avait une amie qui échangeait énormément, elle faisait partie de mes amis entre guillemets, elle habite en Bourgogne et elle raconte... c'est en quelque sorte un blog qu'elle tient avec toutes les difficultés et je me suis rendue compte à ce moment-là, bon bien sûr je le savais, mais pas de façon aussi pointue peut-être, des problèmes pour se chauffer, se déplacer, les loisirs, voilà les gens qui sont au SMIC ou les minima sociaux il ont pas de loisirs. Moi j'ai connu ça aussi à un moment donné, en tout cas pour les loisirs, pas pour se chauffer ou le carburant, mais les loisirs c'est-à-dire pouvoir aller au cinéma, ou payer à mon fils des sorties. C'est un des postes qui est tout de suite supprimé quand on a très peu d'argent pour vivre. »

Il faut noter sur ce point le rôle important des militants chevronnés qui ont cherché dès le début à établir des ponts entre différentes mobilisations afin d'élargir le cercle militant. C'est par exemple le cas de Stan qui a activement cherché à mettre en contact son groupe local avec des mouvements écologistes :

« Au fil du mouvement, il y a différents réseaux qui se sont tissés avec différents groupes militants. Moi, dès décembre 2018, j'étais dans une démarche de coopération avec les autres luttes comme j'avais créé des liens avec des gens des marches climat de Metz et de Nancy qui sont les grandes villes à côté de chez nous. Il y avait de grandes marches climat, j'avais créé des liens dès décembre, j'ai essayé de faire des rapprochements entre des leaders médiatiques locaux de la région et des représentants des marches climat. Il y a des choses qui ont émergé en Moselle, des coopérations intéressantes sur la justice sociale et la justice climatique. Et puis j'ai toujours été dans cette optique dans la création de lien avec d'autres mouvements. »

Ces différentes situations, concernant des individus qui s'étaient déjà engagés avant 2018, montrent tout d'abord que la mobilisation a su dissiper les craintes d'avoir affaire à une contestation d'extrême-droite. Ce constat reflète la tendance de mon échantillon à pencher politiquement à gauche, en particulier le groupe du Val-de-Marne dont tous les membres rencontrés sont engagés à la gauche radicale. Alors que le groupe de Haute-Savoie est lui aussi marqué à gauche,

ses membres ont été plus enthousiastes et ont montré moins de réticences précoces à s'investir, alors qu'ils avaient autant conscience de la présence d'individus d'extrême-droite. Comme l'a noté Malika, la problématique du prix du carburant représente un enjeu beaucoup plus important en province qu'en région parisienne, voire dans les grandes villes (par exemple, Antoine qui vit à Montpellier n'a pas le permis de conduire).

Sur internet, les publications s'insurgent contre les accusations d'antisémitisme et l'assimilation des Gilets jaunes à l'extrême-droite. Cela s'est notamment produit lorsque des Gilets jaunes ont été aperçus en train de faire des « quenelles », geste taxé d'antisémitisme et popularisé par l'humoriste Dieudonné, ou lorsque Alain Finkielkraut a été injurié dans la rue le 16 février 2019. À cette occasion, les Gilets jaunes réagissent¹, comme dans deux publications de CDR où les internautes accusent les médias et le gouvernement d'instrumentaliser la lutte contre l'antisémitisme afin de discréditer le mouvement (fig. 27) :



Figure 27 – Captures d'écran de messages publiés sur le groupe CDR – Des Gilets jaunes rejettent les accusations d'antisémitisme (Février 2019)

Une autre publication, issue de la page *Soutien aux Gilets jaunes*, partage un article du *Parisien* affirmant que la personne ayant injurié A. Finkielkraut serait issu d'une mouvance « islamiste radicale », en s'étonnant que les médias aient amalgamé le suspect au mouvement (fig. 28). Cette page relaie fréquemment des contenus issus de l'extrême-droite, notamment du média Damoclès fondé par Samuel Lafont, ancien président du syndicat étudiant de droite Union nationale interuniversitaire (UNI), passé par la campagne de François Fillon en 2017 avant de rejoindre celle d'Éric Zemmour en 2021.

¹ B. Benbouzid et H. Guérin, « Les multiples agendas médiatiques des Gilets jaunes sur YouTube », art cit, p. 125.



Figure 28 – Capture d’écran de la page *Soutien aux Gilets jaunes* - Partage un article associant les injures contre A. Finkielkraut à l’islamisme radical (Février 2019)

Le rejet de ces accusations d’extrémisme se retrouve dans le discours des enquêtés, dont le positionnement à gauche les a vraisemblablement sensibilisés à ces accusations. Mike est indigné que les injures proférées par une seule personne puissent justifier le fait de discréditer tout un mouvement, dénonçant ainsi un amalgame :

« Une fois, il y a monsieur Alain Finkielkraut qui a été une fois interpellé par quelqu’un qui était dans une manifestation de Gilets jaunes. Après, est-ce que c’en était un, je sais pas. Il a été interpellé par *une* personne et là a dit “tous les gilets jaunes sont antisémites”. Mais non, c’est une personne qui a dit ça, on sait pas s’il est Gilet jaune, et c’est qu’une seule personne donc pourquoi jeter l’opprobre sur tous les manifestants ? C’est n’importe quoi. Donc ça a fait toute une polémique. »

Thierry déplore par exemple cette imputation – lui dont le groupe savoyard est très proche de la Quatrième Internationale – la trouvant d’autant plus choquante qu’elle englobait des personnes fragiles socialement :

« Ils nous ont accusés dès le départ d’être fascistes. Ça, ça nous est resté en travers de la gorge parce que c’est pas nous. Le peuple, c’est tout le monde. Ceux qui étaient sur les ronds-points, c’était tout le monde. Là c’est un amalgame hein. Y avait toutes sortes de personnes. C’étaient des gens modestes avec des conditions vraiment fragiles. Il y avait vraiment des gens fragiles qui dormaient sur place, ils dormaient sur le rond-point le soir. Ils n’avaient pas de quoi se loger. Leur condition était tellement mineure par rapport à nous. »

Il en va de même pour Cédric qui discute de l’accusation plus générale d’affiliation du mouvement à l’extrême-droite. Il fait par exemple référence à un incident qui s’était produit en novembre lorsque des Gilets jaunes avaient signalé la présence de personnes dans un camion-citerne, alors qu’il s’agissait de migrants. S’il reconnaît la présence de militants d’extrême-droite (qu’il associe aux franges complotistes qu’il critiquait beaucoup dans le contexte de la

crise sanitaire), il considère sur le ton de l'hyperbole que le traitement des Gilets jaunes était semblable à la propagande soviétique :

« Justement au début c'était complètement dénigrant, dès qu'il y avait une connerie de faite ils la mettaient en exergue, ils allaient mettre la loupe sur les pires trucs qu'il y a eu notamment par rapport à l'extrême-droite et tout ça, où des gens qui ont dénoncé des migrants, qui ont fait des quenelles. Après je pense que ça existe aussi, moi j'idéalise pas du tout et surtout maintenant, parce que bon maintenant il y a pas mal de conneries qui circulent aussi, faut pas dire que tout est super aussi, j'en reviens un peu. Mais le traitement globalement faisait très propagande, à des moments j'avais l'impression d'être en URSS en mode capitaliste. »

À partir du ressenti d'un mépris, les Gilets jaunes ont donc imputé une intention de nuire aux grands médias. D'une part, les représentations médiatiques stéréotypées des classes populaires ont pu heurter la dignité des participants. D'autre part, l'assimilation à l'extrême-droite a été interprétée comme une tentative de discréditer le mouvement. Même si les déterminants de cette blessure diffèrent selon la socialisation antérieure des Gilets jaunes, ils politisent cette expérience en mobilisant le schème du « eux » contre « nous » pour expliquer cette malveillance. Se dessine en creux l'idée que le mouvement représente un danger pour le système politique en place, et que ces tentatives de discrédit relèvent de stratégies qui signent la pertinence de la lutte menée et des revendications portées par le mouvement.

L'éditorialisation s'est enfin caractérisée par l'accusation récurrente de « complotisme » et de dissémination de fausses nouvelles par le mouvement, notamment de la part d'« experts » médiatiques¹. À ma connaissance, une seule étude publiée dans une revue à comité de lecture établit une certaine corrélation entre l'appartenance au mouvement des Gilets jaunes et la tendance à croire en des théories du complot, sur la base d'un questionnaire autoadministré en ligne du 21 au 23 décembre 2018 par l'IFOP en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès et Conspiracy Watch, sur un panel de 285 participants au mouvement (sans que leur représentativité ne soit assurée)². On retrouve également une prépublication, écrite en partie par le psychologue social Sylvain Delouvé, qui mesure un score d'adhésion au complotisme sur la base d'un questionnaire administré en ligne à un échantillon non-représentatif de 260 volontaires sur une semaine de décembre 2018³. Cependant, la représentativité socio-démographique et temporelle

¹ J.-L. Siroux, *Qu'ils se servent de leurs armes*, op. cit., p. 152-153.

² Pascal Wagner-Egger et al., « The Yellow Vests in France: Psychosocial Determinants and Consequences of the Adherence to a Social Movement in a Representative Sample of the Population », *International Review of Social Psychology*, 2022, vol. 35, n° 1, p. 1-14.

³ Mathilde Barbier, Grégory Lo Monaco et Sylvain Delouvé, « Social identification with the "Yellow Vests": An exploratory study in France », PsyArXiv, 2021, <https://doi.org/10.31234/osf.io/rgy84>, p. 8.

de l'échantillonnage quasi-nulle, et la sensibilité de la méthode au biais d'auto-sélection et aux fausses réponses¹ invitent à considérablement relativiser leurs conclusions.

S'il est indéniable que des propos complotistes aient pu être tenus et publiés par certains Gilets jaunes, la tendance à essentialiser le mouvement comme étant complotiste est largement plus discutable. C'est pourtant ce que fait le neuroscientifique Sebastian Dieguez quand il écrit que « sans le complotisme il n'y aurait pas de mouvement des "gilets jaunes" à proprement parler² », alors qu'il ne mobilise aucun moyen d'objectivation (l'auteur se contente de « balades » sur les groupes Facebook pour constater un complotisme omniprésent) et qu'il cite uniquement des articles de presse. Cet article de blog est pourtant une source qu'il cite avec la prépublication évoquée ci-dessus, dans un ouvrage universitaire avec Delouée, à l'appui d'un passage qui mentionne l'existence d'une « composante complotiste dans le mouvement³ ».

Un certain nombre d'enquêtés sont sensibles à cette accusation. C'est par exemple le cas de Xavier qui, après m'avoir parlé de ses doutes sur la version officielle des attentats du 11 septembre 2001, me fait part de sa lassitude d'entendre ses positions qualifiées de « complotistes » dans les grands médias :

« Bon, je reviens pas là-dessus parce qu'apparemment c'est donné comme acquis et maintenant, dès que tu parles de ça, on te traite de "complotiste". D'ailleurs, j'ai remarqué que dès que tu discutes de sujets controversés, on te traite de "complotiste". [...] Si tu remets en cause la question, la version officielle du 11 septembre t'es mis au ban de la société, on te traite de "complotiste", d'"antisémite". Tout ça c'est des mots, c'est des mots de la mort, dès qu'on te colle cette étiquette c'est terrible. C'est comme ça que marche la pensée unique. Après, moi, le 11 septembre, ça m'intéresse plus je me suis fait mon idée. »

D'autres enquêtés reconnaissent la présence de discours associés au complotisme dans les rangs du mouvement, mais critiquent en même temps l'usage médiatique du terme qu'ils trouvent confus, et qu'ils interprètent comme résultant d'une volonté de disqualifier. C'est par exemple le sentiment de Jean, qui considère que la grande diversité de situations derrière les accusations de « complotisme » rend le terme « trop vague ». Selon lui, s'il est important de se méfier de l'infiltration d'idées d'extrême-droite dans le mouvement, il faut garder à l'esprit que l'accusation peut également servir de procédé de disqualification :

¹ Vasja Vehovar et Katja Lozar Manfreda, « Overview: Online Surveys » dans Nigel Fielding, Raymond M. Lee et Grant Blank (eds.), *The SAGE Handbook of Online Research Methods*, 2^e éd., Londres, SAGE Publications, 2017, p. 148.

² Sebastian Dieguez, *Pourquoi le mouvement des « gilets jaunes » est complotiste*, <https://bonpourlatete.com/actuel/pourquoi-le-mouvement-des-gilets-jaunes-est-complotiste>, 18 décembre 2018, (consulté le 8 février 2023).

³ Sebastian Dieguez et Sylvain Delouée, *Le complotisme. Cognition, culture, société*, Bruxelles, Mardaga, 2021, p. 388.

« C'est trop vague. Déjà avant les anti-pass et les anti-vaccins, tu avais des gens qui étaient comme QAnon¹, ou tu avais des gens qui étaient sur les réseaux, sataniques, pédophiles, le nouvel ordre mondial, t'avais des choses un petit peu globalisantes comme ça. Et par rapport à la notion de "complotiste", je trouve qu'il y a pas mal de Gilets jaunes de mon groupe qui ont accepté cette étiquette parce que des fois ils étaient un peu d'accord avec ces notions-là. Maintenant, ils sont un peu d'accord avec l'histoire du vaccin et du virus qui auraient été formés pour encadrer les foules et la pandémie qui aurait été là pour contrôler le monde, etc. Et je trouve qu'entre l'extrême droite qui va utiliser ces termes, QAnon qui vont les utiliser à des fins de manipulation politique, ceux qui vont être anti-vaccins pour faire de l'argent, et ceux qui sont sincèrement anti-vaccins, tu te retrouves avec un truc qui ne veut rien dire. Et du coup, on va coller une étiquette d'extrême droite. Par exemple, moi j'ai vu des Gilets jaunes avec l'étoile jaune. J'ai discuté avec eux, ils ont jamais voulu insulter les Juifs ou la Shoah, ils ont pas compris. Pour eux, c'était un signe provocateur pour dire : "vu qu'on n'est pas vaccinés, vous nous marquez d'une étoile jaune". Bien entendu, tous les militants de gauche et de droite se sont jetés sur eux. Après, quand tu recherches, tu t'aperçois que cette histoire d'étoile jaune a été introduite par des réseaux d'extrême droite effectivement. Mais eux ils ne l'ont pas perçu ça. Donc pour moi, c'est plus de la confusion que du complotisme. Moi dans tous les Gilets jaunes que j'ai rencontrés, y en a pas un qui a essayé d'organiser une attaque contre un bâtiment public. Pour moi, le complot c'est plus marqué. C'est un peu comme "populisme". Avant tu étais "judéo-bolchévique", ensuite c'était "antisémite", donc dès que tu dis quelque chose de travers, tu es traité d'antisémite. Ensuite ça a été "populiste" donc c'est une façon de marquer et de disqualifier les gens. »

Je dois également signaler qu'il est très difficile de reconstituer le rapport des enquêtes à l'accusation de complotisme tel qu'il a pu être avant la pandémie de COVID-19. Même si des accusations de complotisme ont été lancées en 2018-2019, la diffusion de rumeurs dans le contexte de la crise sanitaire² a mis la thématique de la lutte contre le complotisme à l'honneur de l'agenda médiatique. Le travail d'Ysé Vauchez montre cependant que la question des *fake news* prend une place importante dans les médias à partir de 2016, dans le contexte du Brexit et de l'élection de Donald Trump. Les médias se sont alors pressés d'identifier des publics « vulnérables », parmi lesquels les Gilets jaunes, faisant de leur fragilité socioéconomique une cause quasi mécanique de leur « crédulité » aux fausses nouvelles et aux théories du complot³.

7.3.2 Des plateaux de télévision hostiles

Un motif de reproche qui signale une montée en généralité de la part des Gilets jaunes est la conscience des difficultés à s'exprimer dans le contexte d'invitations dans les médias. Parmi les cibles récurrentes des participants se trouvent les journalistes vedettes, en particulier les éditorialistes. Bénéficiant d'une situation privilégiée au sein du champ journalistique, cette catégorie d'acteur intervient à la fin du processus de production de l'actualité. Alors que le recueil des faits, qu'il s'agisse du témoignage et de l'image, échoit souvent à de jeunes reporters

¹ Mouvance complotiste d'extrême-droite apparue aux États-Unis qui a ensuite gagné des adeptes partout dans le monde. Elle trouve son origine sur le forum 4chan, et s'est distinguée par son soutien à Donald Trump, notamment lors de l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021. C'est peut-être à cet événement que Jean fait référence lorsqu'il me dit qu'aucun Gilets jaunes qu'il fréquente n'a prévu d'attaquer de bâtiment public.

² Julien Giry, « *Fake news* et théories du complot en période(s) pandémique(s) », *Quaderni*, 2022, n° 106, p. 43-64.

³ Ysé Vauchez, « La crédulité des crédules. Débat public et panique morale autour des *fake news* en France », *Émulations*, 2022, n° 41, p. 87.

précarisés, l'éditorialiste est libéré de cette factualité dont il s'éloigne physiquement et symboliquement « puisque son intervention n'est pas déterminée par le flot des événements envers lesquels il peut affecter du détachement, voire de l'ironie, appréhendés comme signes de "hauteur de vue"¹. »

Sur Facebook, les Gilets jaunes font circuler des messages dénonçant un certain nombre de ces vedettes médiatiques, en les accusant de porter atteinte au mouvement. Dans cette publication de janvier 2019 sur CDR, un internaute fustige Jean-Claude Dassier, ancien patron de l'Olympique de Marseille qui intervient quotidiennement sur CNews (fig. 29). En description d'une simple photo de l'intéressé, un portrait à charge le désigne comme partisan d'Emmanuel Macron (« Le plus fervent défenseur de Macron ! ») avant d'enchaîner les adjectifs péjoratifs (« Antipathique, de mauvaise foi, surtout agressif ») pour conclure en affirmant qu'il dénigre et discrédite régulièrement les Gilets jaunes :



Figure 29 – Capture d'écran d'un message publié sur le groupe CDR – Jean-Claude Dassier, éditorialiste cible des Gilets jaunes (Janvier 2019)

Dans une autre publication d'avril 2019, CND publie une capture d'écran de Twitter (fig. 30). On y voit un tweet partageant un article de *L'Obs* sur un Gilet jaune qui se déclare « prêt à mourir ». En réponse – et c'est ce qui suscite l'indignation de CND – un tweet de Brice Couturier, soutien affiché d'Emmanuel Macron, qui s'est montré très virulent envers le mouvement des Gilets jaunes. Le journaliste, alors en poste à France Culture, répond : « Lui recommander

¹ Philippe Riutort, « Grandir l'événement. L'art et la manière de l'éditorialiste », *Réseaux*, 1996, vol. 14, n° 76, p. 66.

la solution du suicide ». La description de CND dénonce cet appel au suicide, tout comme le fait que cela n'ait pas semblé faire scandale dans les médias :



Figure 30 – Capture d'écran de la page CND – Brice Couturier, journaliste anti-Gilets jaunes (Avril 2019)

Cette phrase polémique rappelle celle du philosophe et ancien ministre Luc Ferry qui avait appelé à ce que les policiers « se servent de leurs armes une bonne fois [...]. Ces espèces de nervis, ces espèces de salopards d'extrême-droite ou d'extrême-gauche ou des quartiers, ça suffit. [...] On a, je crois, la quatrième armée du monde. Elle est capable de mettre fin à ces saloperies¹ ». Cela n'avait d'ailleurs pas échappé à Mike, qui me fait part d'une indignation similaire à celle de la publication de CND :

« Il y a des gens comme Finkielkraut ou une autre chroniqueuse qui avait dit : les forces de l'ordre devraient sortir leur arme de service et leur tirer dessus. Là on a entendu personne... C'était Luc Ferry, et c'était Zineb El Rhazoui, les deux ont dit ça et ça n'a choqué personne, un manifestant lambda pacifique, on va lui tirer dessus et c'est normal d'entendre de tels propos à la télévision. Donc il y a des choses qui les choquent, mais, de l'autre côté, il y a des choses qui les choquent pas. »

Une autre publication de *La vraie démocratie*, qui date de mars 2019, utilise les technographismes dans une logique de remédiation d'un passage télévisé (fig. 31). On y voit un extrait d'un plateau de BFM TV dans lequel intervient Christophe Barbier, qui commente l'actualité

¹ Le 7 janvier 2019 sur Radio Classique, cité dans J.-L. Siroux, *Qu'ils se servent de leurs armes*, op. cit., p. 7.

politique pour la chaîne. Interrogé à propos de la hausse du nombre d'accidents de la route, l'éditorialiste à l'écharpe rouge incrimine les destructions de radars, un mode d'action qui a été employé par certains Gilets jaunes. On y voit les incrustations de la chaîne qu'on reconnaît à leur graphisme propre à BFM TV (prédominance du bleu et de l'orange, bandeau de titre, bandeau où défilent les dépêches, logo de la chaîne, horloge et direct, etc.). Au-dessus et en dessous de l'écran se trouvent deux bandeaux ajoutés par LVD. On peut lire en haut « *Pour Christophe Barbier* "LES GILETS JAUNES SONT REponsables DES MORTS SUR LES ROUTES" », et en bas le logo de la page. La description enfonce le clou en dénonçant un acharnement médiatique et gouvernemental contre le mouvement qui serait accusé de tous les maux.



Figure 31 – Capture d'écran d'une vidéo publiée par la page LVD – Christophe Barbier accuse le mouvement des Gilets jaunes d'être responsable d'accidents de la route (Mars 2019)

Les Gilets jaunes peuvent également faire le lien avec des formes plus établies de critique des médias. Dans une publication sur CDR, un internaute partage un article de « Ma vie au poste », le blog de Samuel Gontier hébergé par *Télérama*, qui décrypte de manière critique le langage médiatique (fig. 32). Le titre « Pour Yves Calvi, la France des Gilets jaunes, c'est le Venezuela » permet d'interpréter la miniature importée automatiquement depuis l'article original : il s'agit d'un photogramme d'Yves Calvi, les yeux écarquillés, et les mains levés comme s'il était terrifié. Contrastant avec le ton ironique cultivé par Gontier, le commentaire de l'internaute est indigné par les propos de l'animateur rapportés dans l'article : « Propos hyper scandaleux lisez l'article il y a moyen de porter plainte. Il dit que les GJ blessés se sont auto mutilés, incroyable ce type est cinglé. »



Figure 32 – Capture d’écran d’un message publié sur le groupe CDR – Yves Calvi raillé par Samuel Gontier (Février 2019)

La critique des éditorialistes ne se limite pas à leurs propos sur le mouvement des Gilets jaunes. Les pages comme CND ou LVD, qui affichent un positionnement de gauche radicale, reprennent la critique dénonçant la partialité des journalistes qui défendraient une vision libérale de l’économie. LVD a publié en juin 2019 un extrait d’une émission de RMC (station radio appartenant au même groupe que BFM TV, et ayant des programmes en commun) où l’on voit l’économiste « atterré » Christophe Ramaux s’en prendre à **Éric Brunet**¹, animateur qui critique régulièrement les services publics et milite pour une libéralisation de l’économie (fig. 33). Alors que beaucoup d’extraits cherchent à indigner, celui-ci est plus rassembleur car il est présenté comme une « défaite » pour ce représentant des médias, « HUMILIÉ PAR L’ÉCONOMISTE CHRISTOPHE RAMAUX » comme on peut le lire dans les incrustations de LVD.

¹ Initialement soutien des Gilets jaunes lorsqu’il les considérait comme un mouvement anti-fiscal, **Éric Brunet** a fait publiquement part de sa déception de voir l’importance des revendications de gauche dans la mobilisation.



Figure 33 - LVD soutient Christophe Ramaux face à Éric Brunet

On retrouve cette critique dans les propos de Malika qui s'insurge contre les insinuations de détournement d'aides sociales à des fins de loisirs, elle dont le frère touche l'Allocation adulte handicapé (AAH). Elle me fait part de son sentiment d'entendre ces propos « répétés en boucle », et n'hésite pas à qualifier de « connards » et de « connasses » les journalistes tenant ce type de discours :

« Ce qu'on nous rabâche, enfin je parle des médias *mainstream*, quand les gens ont des prestations, par exemple la prime de rentrée ben c'est pour s'acheter des iPhones ou je sais pas quoi. C'est une insulte vraiment par rapport aux difficultés. Ou "ils s'achètent des écrans plasma" ou je ne sais quoi. Ce qui est absolument pas le cas, moi je connais des gens qui sont au RSA ou à l'AAH, mon petit frère à l'AAH heureusement que sa femme travaille sinon ce serait la cata avec deux enfants et donc oui ils ont une prime de rentrée, ils n'ont jamais acheté d'écrans plasma ni d'iPhone, c'est une insulte ! donc ce qu'on nous montre c'est que les gens se savent pas gérer leur budget, c'est de leur faute ! alors ce que j'aimerais c'est que ces... j'allais dire un gros mot... [Moi : vous pouvez !] j'aimerais que ces connasses, ces connards, aient à se débrouiller avec aussi peu d'argent pour vivre, pour manger, pour se déplacer, pour se chauffer, se vêtir, et encore les vêtements c'est vrai que c'est un poste qui a plutôt diminué quoi, c'est pas ce qui coûte le plus et maintenant avec les truc Emmaüs, etc. on peut... mais se déplacer c'est indispensable, se chauffer c'est indispensable, se loger. C'est insupportable d'entendre ce genre de choses et puis c'est pas d'aujourd'hui, c'est répété en boucle quoi ! »

Les rencontres en manifestations et une compréhension des mécanismes de production de l'information ont pu donner conscience aux Gilets jaunes de la distinction entre éditorialistes et journalistes de terrain. Antoine me dit à propos des journalistes qu'il a rencontrés que « les gens de terrain ne sont pas les éditorialistes à Paris. Donc, il faut comprendre un peu les rouages de comment ça se passe. » Après m'avoir fait part de son respect pour les photoreporters en manifestation « même s'ils sont anonymes, sur pseudo ou pas du tout, eux ils vont prendre les images réelles », Cyril fustige l'activité des éditorialistes :

- Question : « c'est qui les journalistes que vous aimez le moins ? »
- Cyril : « Oh bah toute la caste pseudo politique qui traîne sur CNews et sur BFM. Ils n'ont aucune éducation, ils ne savent absolument pas ce qu'est la vie réelle et ils se permettent de juger. Il y en avait un qui se permettait de dire que les boulangers, ils avaient qu'à vendre leurs baguettes plus chères. Je sais plus qui c'était. Cette caste médiatico-bourgeoise, très imbue d'elle-même, ça devient déplorable, c'est un cirque. »

Ils perçoivent donc depuis leur expérience militante la distinction dans l'espace médiatique entre l'activité de terrain et l'éditorial qui « se trouve, en effet, séparé du “reste” de la production journalistique en vertu de l'un des schèmes les plus prégnants à l'œuvre au sein de cet univers – la césure entre faits et commentaires – qui, en consacrant de fait la hiérarchie interne, définit par là même, deux catégories de professionnels¹. » Il est intéressant de noter que cette perception est proche de celle des journalistes de terrain eux-mêmes, ce qui a pu expliquer des rapprochements et des sympathies lorsque le dialogue entre Gilets jaunes et reporters se substitue au rejet mutuel : « les journalistes de terrain se trouveraient ainsi des affinités avec les individus qui composent le mouvement des Gilets jaunes, cette France périphérique que les médias *mainstream* ont oubliée, comme ils ont pu oublier leurs “vrais” journalistes² ».

L'autre catégorie qui retient l'attention est la réaction à des passages télévisés de Gilets jaunes. De nombreuses figures du mouvement ont été invitées sur les plateaux et ont eu le sentiment d'être maltraitées par les journalistes ou d'autres invités. Dès décembre 2018, les chercheurs du LERASS écrivent ainsi que « la critique des médias venant des Gilets jaunes n'est pas corrélée de manière significative à la catégorie du complot ou des “fake news” ou à la marge. Sur Facebook, les Gilets jaunes évoquent l'idée que les médias profitent de ceux qui sont référents pour les embarquer sur les plateaux TV et les “piéger” ou les “manipuler”³. » Dans cette vidéo publiée par LVD (fig. 34), on peut voir un extrait d'un passage du Gilet jaune Jérôme Rodrigues sur BFM TV où il est confronté aux journalistes Apolline de Malherbe et Nicolas Domenach. Lorsque Rodrigues dénonce les tirs de LBD sur les manifestants (dont il garde la trace), Domenach lui demande de ne pas employer l'expression « tirer dessus », car ce serait « au Venezuela que l'on tire sur les foules ». Rodrigues enlève alors ses lunettes en pointant du doigt son œil blessé, lançant à Domenach qu'il ne s'est « pas fait ça en se mettant le doigt dans l'œil ». À la suite de cet échange, le Gilet jaune critique le traitement médiatique du mouvement pour dénoncer le manque de couverture des violences policières.

¹ P. Riutort, « Grandir l'événement », art cit, p. 65.

² Alexandre Joux, « Des journalistes pas comme les autres. Le traitement médiatique des Gilets jaunes, un révélateur des tensions qui traversent le journalisme », *Les Cahiers du numérique*, 2019, vol. 15, n° 3, p. 37.

³ Brigitte Sebbah et al., *Les Gilets jaunes se font une place dans les médias et l'agenda politique*, Toulouse, LERASS - Université de Toulouse, 2018, p. 16.



Figure 34 – Capture d'écran d'une vidéo publiée par la page LVD – Jérôme Rodrigues face au plateau de BFM TV (Avril 2019)

Cédric me raconte lui aussi le souvenir d'une dispute entre un invité et Bruno Jeudy de BFM TV qui l'avait traité de « faux Gilet jaune ». Plus généralement, c'est l'ambiance de stupéfaction des journalistes vedettes qui a plu à Cédric, ravi de voir les « chiens de garde » être déstabilisés par les événements et par les Gilets jaunes invités en plateau :

« Je me rappelle d'une émission je crois qu'il y avait Éric Drouet, Romain Goupil, tous les chiens de garde, désolé faut les appeler comme ça. Je me rappelle d'une Ruth Elkrief apeurée, d'un Bruno Jeudy qui disait "toi t'es un faux Gilet jaune" parce que le mec en fait il argumentait, merde normalement un Gilet jaune c'est un abruti qui peut pas articuler une pensée. [...] Ce que j'ai bien aimé c'est le contraste de voir des gens du peuple, des classes populaires, sur les plateaux téléés aussi souvent et ça faisait vraiment une bouffée d'air frais parce qu'ils leur mettaient des choses assez simples sous leurs yeux, des choses de misère sociale qu'ils vivaient. Je me rappelle aussi d'une émission avec Amélie de Montchalin, une macroniste, et ils se faisaient mettre en boîte par les Gilets jaunes, c'était assez savoureux parce qu'ils comprenaient pas, ils rencontraient une autre espèce quoi. Ce décalage que je trouvais incroyable, ce décalage de classe tout simplement. »

Autre personnage visé par les Gilets jaunes : Cyril Hanouna. L'animateur vedette de C8 a en effet opéré un virage dans ses émissions lors du mouvement des Gilets jaunes, en basculant du divertissement vers le talk-show politique. Le rapport des Gilets jaunes à Cyril Hanouna est toutefois ambivalent. Parce qu'il a invité de nombreux Gilets jaunes (il recrutera même Jérôme Rodrigues comme chroniqueur en 2021), qu'il leur a donné la parole, et qu'il n'était pas identifié comme éditorialiste politique, Hanouna a pu bénéficier d'une image relativement favorable auprès de certains en 2018-2019. C'est par exemple le cas de Mike, qui est un proche de Jérôme Rodrigues, et qui me dit à propos d'Hanouna : « j'aime pas le personnage, mais je regarde parce que j'ai des amis qui y passent ». Néanmoins, en dehors de Jean qui me dit regarder de temps en temps, la plupart des enquêtés émettent un avis négatif sur ces émissions : Célia les trouve « débiles » et Marion me dit que « quand on passait dans les émissions comme Hanouna, c'était vraiment ridicule. Je trouvais vraiment pas ça terrible. »

En ligne, des publications réagissent aux clashes qui ont pu se produire dans Balance ton post. Un exemple ayant beaucoup circulé en ligne est un échange virulent entre Cyril Hanouna et l'avocat et soutien des Gilets jaunes Juan Branco. Au cours de cette séquence Hanouna traite Branco d'« abruti » lorsque ce dernier affirme que l'animateur a signé un contrat de 250 millions d'euros. Le lendemain, CND publie sur Facebook un pamphlet contre Hanouna (fig. 35), fustigeant l'hypocrisie de ses invitations de Gilets jaunes qui masqueraient l'opportunisme d'une personne en réalité acquise à la cause du gouvernement et profitant de l'évènement pour doper ses chiffres d'audience. Le réquisitoire s'achève enfin par : « Cyril Hanouna, on vient te chercher chez toi... ! » (reprise d'un chant de manifestation en référence à Emmanuel Macron qui avait mis au défi ses accusateurs de « venir le chercher » lors de l'affaire Benalla) :



Figure 35 – Capture d'écran d'une publication de la page CND – Une dénonciation de l'opportunisme de Cyril Hanouna (Mars 2019)

Les journalistes vedettes, en vertu de leur célébrité et de leur statut de « vitrine » des grands médias ont vraisemblablement conduit à une assimilation de l'ensemble du journalisme à leurs déclarations et leur manière de traiter l'actualité, comme le note Alexandre Joux qui écrit que c'est « le média plus que le journaliste en tant que professionnel qui est à l'origine des critiques¹ ». Les éditorialistes, comme leurs confrères de terrain, s'appuient sur des routines professionnelles² ce qui les a conduits à produire un discours typifié incapable de saisir l'expérience du monde qu'ont eue les Gilets jaunes. Parce qu'ils échappent à la norme de neutralité, certains éditorialistes se sont également permis de tenir des propos outranciers envers les Gilets jaunes. L'absence de condamnation de la part du reste de la profession a contrasté avec les injonctions à condamner les violences survenues lors des manifestations, ce qui a nourri un sentiment d'injustice de la part des Gilets jaunes.

On remarque à ce titre une différence avec la caractérisation du « journalisme de communication » que faisaient Charron et de Bonville quand ils notaient que la valorisation de la subjectivité des journalistes se faisait dans le cadre d'un dialogue approfondi avec le public³. Non seulement les éditorialistes se positionnent en opposition avec une partie du public, mais leur subjectivité n'est pas toujours assumée. Le 29 décembre 2018, l'éditorialiste « sécurité » de BFM TV Dominique Rizet s'interrogeait ainsi sur la défiance envers les reporters de sa chaîne : « on n'est pas toujours les bienvenus BFM TV. [...] Pourquoi ? Qu'est-ce qu'on a fait de mal ? Qu'est-ce que j'ai fait de mal ? Qu'est-ce qu'on a dit qu'il ne fallait pas dire ? *Je pense qu'on est d'une objectivité et d'une impartialité totale.* Et ça, c'est important de le dire aux Gilets jaunes. On a de jeunes journalistes qui sont traumatisés⁴. »

Conclusion de chapitre

À l'issue de ce chapitre, nous comprenons comment les dispositions à la critique des Gilets jaunes ont été activées à l'occasion de l'évènement. Premièrement, les Gilets jaunes se sont rassemblés, au-delà de leurs différences, autour de la politisation d'enjeux initialement quotidiens. En mettant en rapport leurs situations, leurs vécus, beaucoup sont sortis d'un isolement politique les conduisant à assumer des responsabilités militantes, et à se construire une vision politique du monde, en problématisant ce qui auparavant pouvait « aller de soi » ou ne faisait

¹ A. Joux, « Des journalistes pas comme les autres », art cit, p. 41.

² P. Riutort, « Grandir l'évènement », art cit, p. 66.

³ Jean Charron et Jean de Bonville, « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication*, 1996, vol. 17, n° 2, p. 81.

⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=QSUsYqOLVr8> (consultée le 25 septembre 2023).

pas l'objet d'un questionnement particulier. Pour ceux déjà aguerris à l'action collective, les débuts du mouvement sont marqués par l'enthousiasme de voir se mobiliser des individus auparavant absents des manifestations et des mouvements sociaux qu'ils fréquentaient. En adoptant souvent une lecture individualisante des situations de précarité, les représentations médiatiques ont dépouillé ce qui a précisément été la raison de l'engagement des Gilets jaunes, à savoir leur politisation. Les Gilets jaunes ont à la fois dénoncé une faible part donnée aux revendications du mouvement, traduisant le sentiment de ne pas être écoutés par les médias, ainsi que des représentations stéréotypées renvoyant les manifestants à des individus au mieux pittoresques, au pire violents.

Deuxièmement, l'expérience en manifestation a été marquée à la fois par l'exaltation du rassemblement et par le traumatisme des violences policières. Face à cet événement, les médias se sont trouvés démunis car leurs routines se sont révélées inaptes à saisir les spécificités de la contestation, produisant une médiatisation intense, mais largement focalisée sur les violences. Alors que l'expérience des Gilets jaunes a été généralement positive, et a noué chez eux un lien affectif fort au mouvement, les représentations médiatiques se sont trouvées en décalage à la fois sur le plan factuel, interprétatif et affectif avec le vécu des Gilets jaunes. Le silence autour des violences policières a d'abord profondément heurté les Gilets jaunes qui ont été victimes directement ou indirectement de la répression. En miroir de cette minimisation, les médias ont été accusés d'avoir monté en épingle les violences commises par les manifestants, vues comme de moindre importance que celles de la police. De plus, les médias ont été accusés de saboter la participation au mouvement des Gilets jaunes en minimisant l'ampleur de la contestation, notamment au travers des batailles de chiffres entre manifestants et autorités. Les Gilets jaunes ont à la fois dénoncé ces chiffres tout en offrant des démonstrations imagées de leur nombre, qu'ils ont fait activement circuler sur les RSN.

Ce décalage a donc conduit les Gilets jaunes à développer une critique collective des médias, activant ou reconduisant des dispositions critiques chez les individus. Ces attitudes critiques ont créé des tensions entre Gilets jaunes et journalistes, creusant encore le fossé séparant les médias du mouvement. En parallèle, les attitudes racistes ou complotistes de certains Gilets jaunes ont fait l'objet d'une large médiatisation blessante pour une grande partie du mouvement qui ne se reconnaît nullement dans ces représentations. Enfin, certaines prises de paroles d'éditorialistes se sont montrées très virulentes envers les Gilets jaunes, ce qui a alimenté encore davantage l'hostilité de ces derniers. Alors que chacun de ces décalages est propice à la

défiance, la conjugaison des trois a fait du rejet des médias un élément inévitable et structurel du mouvement des Gilets jaunes.

Il apparaît de manière transversale que le décalage entre l'expérience vécue et la couverture « semble être le facteur décisif en ce qui concerne la confiance envers les médias. Ce résultat suggère que le public est en mesure d'exercer, au moins dans une certaine mesure, une faculté critique spécifique à l'évaluation de l'activité médiatique¹ ». Cela va à première vue à l'encontre de la proposition de Diana C. Mutz selon qui la conformité de l'expérience à l'information reçue stimule la politisation, le cas contraire conduisant à considérer la discordance comme un cas atypique séparé des enjeux politiques². En réalité l'analyse croisée des entretiens et des captures d'écran corrobore l'observation de Charlotte Dolez et Guillaume Garcia qui montrent qu'un ancrage politique préalable peut justement donner du sens à une situation discordante³. Si les dispositions agonistiques des Gilets jaunes ont pu favoriser individuellement le passage du trouble à la critique, le cadrage collectif a permis à cette critique de se maintenir dans le temps et de s'installer comme référent structurel de la vision politique du mouvement.

La formation de ce cadrage doit beaucoup à l'activité en ligne des Gilets jaunes. Les internautes ont pleinement tiré parti des propriétés techno-sémiotiques de Facebook pour faire circuler au maximum leurs messages d'indignation contre le discours des médias. En privilégiant les formats audiovisuels, ces messages ont été favorisés par le travail algorithmique de la plateforme leur procurant une grande visibilité. Mais ces publications se sont surtout montrées efficaces car elles ont entretenu une continuité avec l'expérience hors-ligne des Gilets jaunes en collant avec le souvenir des faits sur le terrain. Les messages publiés ont soit apporté un démenti à ce qui semblait exagéré ou mensonger de la part des médias dans le cas des violences manifestantes, soit ont montré ce qui a été absent des médias dans les cas de l'affluence en manifestation et des violences policières.

De plus, cette intensité est le produit d'un investissement émotionnel de la part des Gilets jaunes. Comme le note Nelly Quemener, une intensité se repère d'abord quantitativement par le nombre de publications et de réactions à un sujet⁴, la démultiplication de messages produisant

¹ Oren Livio et Jonathan Cohen, « 'Fool me once, shame on you': Direct personal experience and media trust », *Journalism*, 2018, vol. 19, n° 5, p. 694.

² Diana C. Mutz, *Impersonal Influence. How Perceptions of Mass Collectives Affect Political Attitudes*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 152.

³ Charlotte Dolez et Guillaume Garcia, « Rapport au politique et mobilisation des expériences : exploration de discussions politiques saisies à partir d'entretiens de couple » dans François Buton et al. (eds.), *L'ordinaire du Politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 265-266.

⁴ Nelly Quemener, « "Vous voulez réagir ?". L'étude des controverses médiatiques au prisme des intensités affectives », *Questions de communication*, 2018, n° 33, p. 24.

une force normative qui institue collectivement les enjeux désignés comme étant importants¹. L'intensité affective a également une dimension qualitative marquée par une dichotomisation des débats, qui se prête facilement aux usages de la culture politique du mouvement structurée autour du « nous » contre « eux »². Les publications qui circulent se retrouvent « attachées » à des émotions³, qui se matérialisent à la fois dans les marqueurs discursifs et/ou sémiotiques qu'autorisent les fonctionnalités de Facebook, et dans les normes sociales qui règlent les réactions au sein d'une communauté. Soit parce que les contenus partagés emportaient une charge affective touchant les internautes, soit parce que les messages ont été recodés en leur attachant des marqueurs émotionnels⁴, la colère des Gilets jaunes s'est propagée et a permis une prise de conscience généralisée des griefs contre les médias :

« L'émotion participe pleinement à la construction des causes et des revendications en problèmes publics. Celle-ci repose sur des formes de guérilla sémiotique – dont le fluorescent gilet jaune a été l'un des principaux supports – produisant des écritures de lutte (slogans, *punchlines*, graffitis, etc.) qui, médiatisées et couplées à la spectacularisation des violences, nourrissent des guerres de représentation et de définition. D'un côté, des tentatives de décrédibilisation d'un mouvement que l'on essaie de diviser ; de l'autre, la construction et l'entretien de consciences indignées⁵ ».

On voit donc que les deux affordances des RSN ont pleinement participé à agréger en ligne les sentiments des Gilets jaunes en exposant ces derniers à des messages qui, sans être identiques, avaient pour point commun de dénoncer la parole médiatique. La multiplicité des paramètres d'énonciation permise par Facebook (locuteurs, thématiques, modes de sémiotisation, etc.) a montré aux Gilets jaunes que la critique des médias était une attitude politique largement partagée, qui s'est inscrite grâce aux RSN dans la culture commune du mouvement.

En s'installant au fil du temps dans l'ensemble des référentiels partagés par les Gilets jaunes, la critique des médias se « naturalise » car elle devient une habitude à la source de la méfiance collective que montre le mouvement. C'est dans ces conditions qu'il est possible de produire des explications de la couverture médiatique de la mobilisation, afin justement de renouer avec le monde pour rendre intelligible l'activité des médias.

¹ Nelly Quemener, « De l'approche critique des représentations aux dynamiques affectives. Saisir les phénomènes d'intensification des échanges sur la chaîne YouTube de Dieudonné », *Communication & langages*, 2022, n° 212, p. 121.

² N. Quemener, « Vous voulez réagir ? », art cit, p. 36.

³ *Ibid.*, p. 30.

⁴ Zizi Papacharissi, « Affective publics and structures of storytelling: sentiment, events and mediality », *Information, Communication & Society*, 2016, vol. 19, n° 3, p. 307-324.

⁵ Fabien Granjon, « Gilets jaunes et colères noires. Violence, médias et émotions », *Questions de communication*, 2021, n° 40, p. 311.

Chapitre 8 – L’élaboration collective de normes médiatiques

La critique *collective* des médias par les Gilets jaunes s’est formée en agrégeant les vécus individuels par la mise en convergence de leur vécu de la mobilisation au sein des différents contextes que sont les rassemblements et l’activité en ligne. La dénonciation des médias étant historiquement ancrée dans les traditions politiques de gauche radicale et d’extrême-droite (même si tout responsable politique est susceptible de s’y adonner), il était aisé pour les Gilets jaunes d’en faire un motif transversal de leur contestation. Avec le temps cette dénonciation est montée en généralité, autrement dit « la double opération par laquelle un enjeu est dissocié des seuls intérêts de ceux qui revendiquent et sa prise en compte rapportée à un principe supérieur d’optimisation du vivre ensemble¹ », ce qui s’apparente à une politisation de l’expérience collective. Comme le notent Boltanski et Esquerre, « un problème est qualifié de politique quand ceux qui l’ont identifié comme tel jugent qu’il ne se présente pas dans des cas particuliers où des personnes ordinaires peuvent le résoudre, mais qu’il a un caractère général et qu’il affecte le bien commun de tous² ».

Ce chapitre explore les explications données par les Gilets jaunes à leur traitement médiatique. Bien que ces explications soient souvent livrées sous la forme de reproche, on trouve en creux l’affirmation partagée de normes auxquels les médias devraient se conformer pour remplir les attentes citoyennes de ce public. En effet, critiquer revient à dénoncer le manquement à une norme. Mais, à la différence du droit dont le caractère normatif a fait l’objet d’une institutionnalisation, les normes invoquées dans le cas d’une critique citoyenne et ordinaire sont souvent sous-jacentes et se découvrent au fur et à mesure que l’on se rend compte du problème. Avec le temps, les premiers reproches s’installent dans l’ensemble des référentiels partagés par les Gilets jaunes. La critique des médias se « naturalise » car elle devient une habitude à la source de la méfiance collective que montre le mouvement. C’est dans ces conditions qu’il est possible de produire des explications de la couverture médiatique de la mobilisation, afin justement de renouer avec le monde en rendant ce traitement intelligible.

En mobilisant dans ce chapitre entretiens, publications Facebook et données de l’ANR PIL, nous verrons d’abord que les Gilets jaunes défendent un principe très général de liberté de la presse. Alors que les invectives contre les médias sont fréquentes, les Gilets jaunes n’hésitent

¹ E. Neveu, *Sociologie politique des problèmes publics*, op. cit., p. 131.

² L. Boltanski et A. Esquerre, *Qu’est-ce que l’actualité politique ?*, op. cit., p. 199.

pas à monter au créneau lorsque se produisent des atteintes formelles ou informelles à l'exercice du métier de journaliste. J'aborderai ensuite la question du pluralisme qui est fréquemment revenue en entretien. Considérant le discours médiatique comme trop homogène, les Gilets jaunes attendent des médias que davantage de points de vue différents puissent s'exprimer. C'est ensuite que j'aborderai la montée en généralité la plus approfondie qui concerne la question de l'indépendance des médias. Comme beaucoup de Français, les Gilets jaunes considèrent que les pouvoirs économiques et politiques affectent le processus de production d'information. Cette thématique a d'ailleurs fait l'objet d'un cadrage formalisé au sein des Assemblées des Assemblées. En ce qui concerne le modèle journalistique défendu, les Gilets jaunes font part d'attentes ambivalentes. On retrouve d'une part la revendication d'un modèle classique fondé sur l'objectivité et la neutralité du journaliste et, d'autre part, des commentaires laudateurs sur des formes engagées de journalisme, qui assument parfois une subjectivité.

8.1 De la défense des libertés formelles des journalistes à la réflexion sur la hiérarchie de la production de l'information

La première norme en matière d'information que l'on décèle dans la critique des médias exercée par les Gilets jaunes est celle de liberté de la presse. Parallèlement à la critique des journalistes, les Gilets jaunes estiment qu'il est impératif que les journalistes puissent exercer leur profession en toute liberté. Comme on le verra, cette conception de la liberté est particulièrement extensive, et s'étend de la dénonciation des atteintes de l'État à la liberté de la presse à la revendication des moyens concrets de libre production de l'information par les journalistes.

Les violences policières n'ont pas épargné les journalistes. Le travail de David Dufresne, qui lance sur Twitter le mot-dièse #AlloPlaceBeauveau, va notamment provoquer une bascule à partir de janvier 2019 dans la prise de conscience par les médias des violences policières¹. Du côté des Gilets jaunes, on retrouve quelques messages ironisant sur ces violences qui touchent ceux accusés d'avoir fermé les yeux lorsqu'elles s'étaient abattues sur les Gilets jaunes. Dans ces deux publications de CDR réagissant à des violences policières contre des journalistes (fig. 36), l'arrière-plan choisi laisse songeur puisqu'il consiste en des emojis ravis ! Celle du 11 mai 2019 ironise sur l'absence de traitement des violences policières en se demandant si la

¹ David Dufresne et Guillaume Le Saulnier, « Médias, mouvements sociaux et violences policières. Entretien avec David Dufresne », *Le Temps des médias*, 2020, n° 34, p. 253.

blessure du journaliste de CNews va enfin permettre à une reconnaissance des violences policières.



Figure 36 – Captures d'écran de messages publiés sur le groupe CDR – Des Gilets jaunes s'amuse de violences policières contre des journalistes (Mai 2019)

Néanmoins, la plupart des Gilets jaunes manifestent leur solidarité avec les journalistes victimes d'abus, en particulier lorsqu'il s'agit de reporters indépendants travaillant pour des médias alternatifs, comme Gaspard Glanz de *Taranis News*, qui s'est spécialisé dans la couverture des luttes sociales. Gaspard Glanz avait été arrêté par la police le 20 avril 2019 pour « participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations » et « outrage sur une personne dépositaire de l'autorité publique » et interdit de manifester, jugement qui sera plus tard reconnu comme irrégulier. Sur CDR apparaissent des messages de soutien comme cette publication du 23 avril qui appelle les autres Gilets jaunes à le soutenir (fig. 42) :



Figure 37 – Capture d'écran d'un message publié sur le groupe CDR – Un soutien à G. Glanz après son arrestation (Avril 2019)

D'autres publications mettent en cause les journalistes vedettes pour leur manque de soutien à leur confrère indépendant. C'est le cas de cette interview vidéo de Bruno Gaccio (fig. 38), créateur des *Guignols de l'info*, publiée sur la page *Gilets jaunes Officiel* qui reprend une vidéo publiée sur Twitter (on notera en commentaire la protestation de l'auteur qui n'avait initialement pas été crédité). Bruno Gaccio reproche à Ruth Elkrief et Jean-Michel Apathie leur absence au rassemblement en soutien à Gaspard Glanz, se désolant qu'ils ne soient pas là pour défendre « la liberté d'information des citoyens ».



Figure 38 – Capture d'écran d'une vidéo publiée par la page *Gilets jaunes Officiel* – Bruno Gaccio témoigne de son soutien à G. Glanz (Avril 2019)

D'autres vidéos reprennent le modèle du *copwatching*, mais cette fois-ci pour dénoncer les violences commises contre des journalistes. La signification de ces vidéos ne se réduit pas à leur contenu, elles témoignent d'une intention d'alerter sur les atteintes au droit à l'information en France, rejoignant les alertes données par des associations de défense de la liberté de la presse, telles que Reporters sans frontières. On voit ici une vidéo relayée par la page *Gilets jaunes officiel* qui montre un journaliste mis à terre par des policiers (fig. 39), qui détruisent sa caméra avant de le frapper. On notera que la description choisit de parler de « la police » comme sujet de cette violence, témoignant ainsi d'une montée en généralité. La vidéo n'a pas été filmée par la page, qui relaie des témoignages agrégés sur différents réseaux. Ces pages centralisent donc les informations militantes en effectuant un travail de veille.

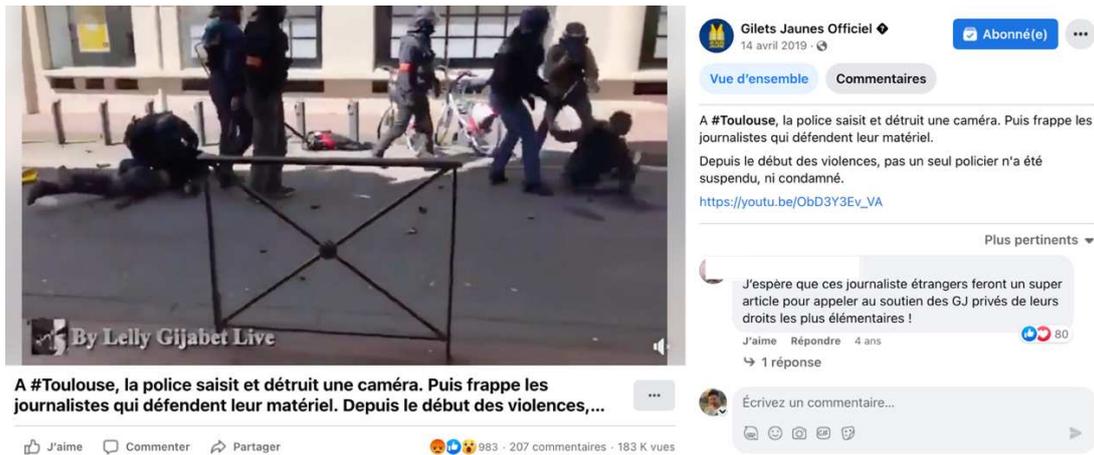


Figure 39 – Capture d’écran d’une vidéo publiée par la page Gilets jaunes Officiel – Des journalistes violentés par les forces de l’ordre (Avril 2019)

Mi-juin 2019, CND fait un bilan des violences policières subies par les journalistes en publiant un technographisme qui lie explicitement la répression à la liberté de la presse (fig. 40). On y voit des photographes de presse, profession particulièrement touchée par ces violences en raison de leur proximité avec les événements, équipés de nombreuses protections (masque à gaz, casque). La photographie est accompagnée d’un bandeau jaune indiquant en haut « 34 JOURNALISTES BLESSÉS PAR LES FORCES DE L’ORDRE PORTENT PLAINTE », et d’un bandeau noir en bas concluant : « FRANCE : 32^e PAYS AU CLASSEMENT DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE (RSF) ». La description des faits, qui s’appuie sur une source journalistique qui suggère une responsabilité gouvernementale, dénonce « l’ignominie de la terreur et la dérive autoritaire » du pouvoir politique, faisant entendre un sentiment de solidarité.



Figure 40 – Capture d’écran de la page CND - Technographisme illustrant la répression contre les journalistes (Juin 2019)

Une autre publication partage une vidéo du site d'info-divertissement Koreus, elle-même reprise de Taranis News, qui montre des policiers obliger un manifestant rennais à supprimer des photos qu'il avait prises d'une arrestation (fig. 41). Bien que la vidéo date des manifestations de 2016 contre la loi Travail, l'internaute s'exclame au présent : « Il n'y a plus de liberté de la presse... 🤔 », passant ainsi d'une situation particulière à un énoncé général sur l'état actuel des libertés publiques en France.



Figure 41 – Capture d'écran d'un message publié sur le groupe CDR - Partage d'une vidéo de répression policière (Janvier 2019)

Dans un message partagé sur CDR, un internaute appelle les Gilets jaunes à soutenir une journaliste interdite de manifestation et victime d'un tir de LBD. Se dessinent en creux les attentes envers les journalistes qui seraient de témoigner « de nos luttes », faisant des photographes de presse « l'honneur de leur profession » (fig. 42) :



Figure 42 – Capture d'écran d'un message publié sur le groupe CDR – Le soutien à une photographe de presse (Mai 2019)

On observe également des messages de solidarité vis-à-vis de médias en dehors des violences policières. Mediapart bénéficie d'une certaine popularité auprès des Gilets jaunes en raison de ses révélations de scandales impliquant des personnalités politiques. Lorsque le parquet cherche à perquisitionner les locaux du média d'Edwy Plenel en février 2019 dans le cadre de l'affaire Benalla, un internaute réagit sur CDR pour soutenir Mediapart « attaqué par Benalla et le pouvoir » (fig. 43). L'internaute conclut par un énoncé explicitant une lecture de l'évènement en termes politiques puisque la personne revendique le besoin « de media libre qui informe librement l'opinion » :



Figure 43 – Capture d'écran d'un message publié sur le groupe CDR – Un appel à soutenir Mediapart au nom de la liberté de la presse (Février 2019)

On retrouve cet attachement aux libertés « formelles » dans les propos d'enquêtés. Victoria me dit aussi valoriser la liberté d'expression pour les journalistes, en formulant ce vœu sous la forme très générale d'un plaidoyer pour la liberté. À noter que cette réponse m'est donnée sur le ton de l'hésitation à ma question sur la forme que prendrait un média idéal : « je sais pas... Ils devraient être libres de pouvoir dire ce qu'ils pensent. Qu'il soit pas interdit de dire certaines choses. Qu'on soit dans une réelle liberté d'expression. Si vraiment la France est un État de droit, on devrait être libre de pouvoir dire ce qu'on a envie. »

Chez Cyril, l'attachement à la liberté de la presse semble s'inscrire dans une préoccupation pour la liberté d'expression en général. Discutant de la polémique qui venait d'opposer le député Insoumis Louis Boyard à Cyril Hanouna, il m'explique considérer qu'il faut plutôt aller débattre contre l'extrême-droite que de leur laisser la parole, tout en reconnaissant la complexité du débat :

« C'était une question qui s'était posée, y compris dans les milieux socialistes et anarchistes : faut-il aller dans les médias qui sont tenus par la droite et l'extrême droite ? Il y a une grosse division entre les gens qui disent il faut pas y aller pour pas donner de la force à ces gens-là, et ceux qui disent il faut y aller pour pas laisser la parole à ces gens-là. C'est deux arguments recevables, même si je préfère le deuxième. Moi je pense [que Louis Boyard] a bien fait d'y aller et de chier sur Hanouna et son petit groupe, parce qu'ils sont aux bottes de quelques personnes. »

Il évoquera à nouveau le sujet plus tard en prenant une position plus ferme, en souscrivant à une conception plus « libertaire » de la liberté d'expression. Il prend l'exemple de la polémique autour de la réédition de *Mein Kampf* en considérant qu'il ne faut pas craindre d'exposer les idées d'Hitler afin de mieux montrer la dangerosité du nazisme :

« On devrait être sur une liberté d'expression. Moi je suis pour que Zemmour puisse dire sa merde et qu'on le debunk ensuite. Je suis pour qu'on diffuse *Mein Kampf* et qu'on montre que ce qu'il a dit c'était de la merde. Il y a quelques mois, il y a eu un gros ouvrage sur *Mein Kampf*. Il y a eu des historiens qui s'étaient mis à plusieurs dessus pour dire : "il a écrit ça, il a fait ça, il a pas fait ça, ça a donné ça, etc., ces idées-là ont fini par donner ça, il parlait de l'extermination des Juifs". Les gens disaient qu'à l'époque, ils y croyaient pas. Moi j'ai fait des études d'histoire et les historiens ont pu découvrir qu'en fait tout était planifié, il y avait juste la solution finale qui manquait. Et au final, vouloir interdire *Mein Kampf*, c'est de l'obscurantisme et l'humanité va faire les mêmes erreurs si on regarde pas les preuves avec le debunkage des historiens. »

Bien que Cyril ne se revendique pas de la tradition libérale, cette conception de la liberté d'expression rejoint finalement celle que défendait John Stuart Mill, pour qui la liberté d'expression devait permettre au vrai de triompher par sa libre confrontation avec des idées fausses¹.

La préoccupation des Gilets jaunes pour la liberté de la presse est donc la première norme médiatique identifiée. La répression policière contre les journalistes a donc fait émerger une solidarité avec ces derniers avec qui ils ont partagé ces atteintes. À partir de ces situations, il leur a été possible de politiser à un niveau élémentaire leur conception de l'espace public. Norme très générale, l'indignation face aux atteintes coercitives à cette liberté se prolonge toutefois dans une dénonciation des atteintes informelles à la liberté de parole.

On remarque ainsi la présence de messages dénonçant la « censure » médiatique. LVD publie par exemple une vidéo filmée par l'humoriste belge Laura Laune qui affirme avoir été coupée au montage par France 2 en raison d'une chanson jugée impertinente (elle chante par exemple : « Les seuls gens que j'ai vu brillants, c'était des Gilets jaunes sur les Champs ») (fig. 44).

¹ John Stuart Mill, *De la liberté*, traduit par Laurence Lenglet, Paris, Gallimard, 1990 [1859], p. 85.



Figure 44 – Capture d’une vidéo publiée par la page LVD - L’humoriste Laura Laune raconte avoir été coupée au montage (Février 2019)

Cette censure peut également venir des directives internes à l’entreprise médiatique. Cyril considère que les journalistes sont voués à se plier aux injonctions de leur direction s’ils veulent garder leur emploi. À terme, cette crainte culminerait dans une « auto-censure » pratiquées par les journalistes, y compris au sein des médias alternatifs (il prend l’exemple de Serge Faubert, ancien chroniqueur pour Blast parti en raison d’un désaccord éditorial) :

« Il y a déjà le carcan de la boîte dans laquelle ils bossent, c’est-à-dire la peur de se faire virer. Il y a déjà cette peur-là, donc certainement de l’auto-censure. Il y a également les directives des différentes rédactions de dire : “on va parler de ce sujet-là et pas de ce sujet-là”, ce sont des choix qui sont faits. [...] Je sais plus si c’était Le Média qui avait subi des pressions par rapport à certains sujets sociaux. Au final, ces gens-là s’auto-censurent, on le voit avec Serge Faubert, qui est parti [de Blast] parce qu’il parlait du RN, de ces partis-là, alors que la rédaction voulait qu’il arrête d’en parler. Au final, [les journalistes] s’appliquent une autocensure à eux-mêmes. »

Les Gilets jaunes ont conscience de la dimension hiérarchique de la production de l’information qui peut éventuellement « recadrer » le contenu médiatique final par rapport aux intentions de reporters qui se trouveraient avoir des affinités avec le mouvement. Dans une enquête qu’il a menée auprès de journalistes ayant couvert les manifestations des Gilets jaunes, Alexandre Joux observe des tensions internes à la profession entre les pratiquants du « terrain » et les « éditorialistes » qui ont de plus en plus le dernier mot en ce qui concerne le cadrage éditorial livré au public :

« Les insuffisances dans le traitement médiatique des Gilets jaunes tiendraient d’abord aux décisions de certains responsables au sein de médias ayant par ailleurs bien couvert l’évènement. De ce point de vue, domine une remise en question des hiérarchies, qu’elles soient instituées dans l’entreprise ou seulement symboliques. Cette remise en question vient des journalistes sur le terrain, dont le travail, en plus de ne pas être assez valorisé, serait aussi dénaturé parce que les médias, en accueillant la parole des éditorialistes ou en pratiquant un journalisme de commentaire, rompraient ainsi le contrat de neutralité¹ ».

Les rencontres lors des manifestations ont encore une fois pu mettre les Gilets jaunes en contact avec les logiques de la production de l’information, et ainsi leur apporter des connaissances sur

¹ A. Joux, « Des journalistes pas comme les autres », art cit, p. 38-39.

les ressorts du traitement médiatique dont ils ont fait l'objet. C'est par exemple le cas de Rémi qui fait part d'une rencontre avec une pigiste de BFM TV désemparée place de la Comédie :

« Moi je dis pas que c'est les journalistes eux-mêmes, je sais que c'est les rédactions et des choses comme ça. Je pense qu'il y a beaucoup de journalistes qui cherchent à bien faire leur travail. Certains arrivent à bien le faire. Mais là, je vais te glisser une anecdote intéressante. [...] Une fois, à la fin d'une manif – et je tiens à rappeler que les manif étaient extrêmement dures et violentes – donc là c'est un peu la fin de la manif. [...] Après que la ville a été bien arrosée par les gaz lacrymos, là je croise une jeune fille qui avait l'air pas très grande, une petite nana assise par terre avec une grosse caméra à côté d'elle et un trépied, et à moitié effondrée, en train de pleurer. Donc je vais la voir, je lui demande ce qu'elle a parce qu'on s'inquiétait quand même des gens. Je lui demande si elle va bien et elle me dit qu'elle en peut plus qu'elle en a marre et là je te la fais courte : il s'avère que cette jeune fille devait sortir plus ou moins de l'école de journalisme, elle devait avoir aux alentours de 20 ans et elle bossait pour BFM TV. Alors il faut savoir ce que c'est, elle est sur place ici, on la paye pour qu'elle donne telles infos. Et apparemment, ils lui ont fait une pression de fou pour qu'elle interroge des gens à la gare de Montpellier en lui disant : “il faut trouver des gens qui sont pas contents des blocages et des grèves, etc.” Et le problème, c'est qu'elle, elle me dit qu'elle trouve personne pour me dire ça. Elle les appelle, elle leur dit : “y a pas, les gens ils disent pas ça”. Et ils lui ont mis une pression de fou. Et de l'autre côté, non seulement elle se faisait engueuler par sa rédaction et de l'autre côté, elle se faisait insulter par les gens qui étaient sur le terrain, les manifestants, etc. Parce que les gens pouvaient plus blairer BFM TV. C'était peut-être pas des boucs émissaires, mais c'était des gens sur lesquels on déchargeait une espèce de ras-le-bol, parfois une haine parce qu'ils disaient n'importe quoi. Et elle matérialisait concrètement ça, elle devait récolter des mécontentements et donc les gens l'envoyaient chier. Elle était jusqu'à me dire : “je vais me foutre sous le tram !”, je pense qu'elle était vraiment effondrée. On sentait une pression très, très forte. »

Cette anecdote illustre le manque de contrôle de la plupart des reporters sur le cadrage éditorial adopté. La jeune pigiste que Rémi a rencontrée était donc confrontée à des injonctions contradictoires : d'un côté le devoir d'exactitude du journaliste qui se doit de restituer les faits tels qu'ils lui sont apparus, de l'autre la norme d'équilibre qui lui est imposée coûte que coûte par ses supérieurs. Rémi adopte une lecture structurale des conditions de travail des journalistes, aidé également par sa formation en sociologie. Les enquêtes familières de la critique de gauche des médias, qu'il s'agisse de Bourdieu, Chomsky ou Acrimed, sont généralement moins véhéments envers les journalistes qu'ils perçoivent comme des agents confrontés à des contraintes.

8.2 Le pluralisme comme idéal civique

Dans son enquête menée dans les années 2000 sur les pratiques médiatiques des classes populaires, Vincent Goulet note un attachement à la liberté d'expression qui, en l'absence de répression policière expérimentée dans son terrain d'enquête, se traduit plutôt par un l'importance donnée à la possibilité réelle pour chacun de pouvoir exprimer son opinion. Alors que les classes moyennes ont tendance à envisager la question de la liberté sur le plan des droits,

« l'importance de cette liberté d'expression pour les individus des classes populaires est sans doute aussi à relier avec la franchise de l'expression publique qui reste un idéal au bas de l'échelle sociale [...] La tolérance envers les discours tenus, quels qu'ils soient, peut être considérée comme la conséquence

logique de la défense de la liberté d'expression, à laquelle les individus des milieux populaires, jamais sûrs d'être dans le "socialement ou le culturellement correct" sont très attachés¹. »

Les Gilets jaunes ont vécu un accès paradoxal à l'espace public, fait d'une visibilité inédite conjuguée avec des difficultés à maîtriser les cadrages médiatiques dont ils faisaient l'objet. Cette expérience de la médiatisation a cependant permis aux Gilets jaunes de préciser leurs attentes en termes de possibilités d'expression, qui se jouent au niveau informel de la pluralité d'opinion admise réellement dans les médias.

L'enquête menée dans le cadre de l'ANR PIL peut être éclairante à ce sujet. Rappelons-le, ce projet de recherche avait pour objet les pratiques médiatiques des Français, ainsi que leur rapport à l'information. Trois indicateurs sont mobilisés pour éclairer le jugement des répondants sur le pluralisme de l'information. Premièrement, la disparité qui correspond aux variations de traitement d'un même sujet par différents médias². Deuxièmement, la variété qui correspond aux variations dans les choix de sujets traités par différents médias. Enfin, la hiérarchisation soit la priorité donnée à certains sujets plutôt que d'autres.

Les données de l'ANR PIL montrent d'abord une appréciation contrastée du pluralisme dans les médias de la part des Gilets jaunes. En ce qui concerne la disparité, les Gilets jaunes sont 51,9 % à trouver que les médias traitent de la même façon un sujet donné contre 51,3 % de la population globale. À l'inverse, 45 % des Gilets jaunes reconnaissent un traitement différencié de l'actualité selon le média contre 43,7 % de la population générale. En ce qui concerne la diversité, le public reconnaît un phénomène de suivisme journalistique puisque 82,6 % des Gilets jaunes trouvent que les médias ont tendance à tous traiter des mêmes sujets contre 84,8 % de la population globale. Enfin, pour la hiérarchie, les Gilets jaunes sont 45 % à estimer que les médias couvrent tous les sujets importants contre 48,7 %. À l'inverse 51,3 % des Gilets jaunes ont le sentiment que certains sujets importants sont mis de côté contre 46,9 % de la population globale. La faiblesse des écarts entre Gilets jaunes et population globale indique que, sur ce point, les Gilets jaunes n'ont pas un jugement sur le pluralisme médiatique qui leur serait spécifique. Le mouvement s'inscrit ainsi dans une tendance plus générale du public.

¹ V. Goulet, *Médias et classes populaires, op. cit.*, p. 339.

² Emmanuel Marty et al., « Variété et distribution des sujets d'actualité sur Internet. Une analyse quantitative de l'information en ligne », *Mots*, 2010, n° 93, p. 113, n.5.

	Lorsque les médias s'emparent d'un sujet, ils les traitent de la même façon		Les médias ont tendance à tous traiter des mêmes sujets		Les médias couvrent tous les sujets importants	
	Gilets jaunes	Population globale	Gilets jaunes	Population globale	Gilets jaunes	Population globale
Tout à fait d'accord	21,7%	13,7%	37,6%	31,9%	16,4%	10,6%
D'accord	30,2%	37,6%	45,0%	52,9%	28,6%	38,1%
Pas d'accord	23,8%	31,7%	10,1%	8,9%	31,7%	32,5%
Pas d'accord du tout	21,2%	12,0%	3,2%	2,7%	19,6%	14,4%
NSP	3,2%	5,0%	4,2%	3,7%	3,7%	4,5%

Tableau 6 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « Voici différents avis sur les médias et les journalistes, qu'en pensez-vous ? » - mai 2019

Les enquêtés sont eux beaucoup plus catégoriques, probablement en raison d'une opinion générale très négative des médias. C'est par exemple l'opinion de Marina, qui m'explique pourquoi elle ne possède pas de télévision en raison d'un manque de pluralité d'opinions dans les médias. Elle perçoit le discours médiatique comme homogène idéologiquement : « comme vous le voyez, je n'ai pas de télé depuis plus de vingt ans... C'est insupportable, c'est à l'unisson, toujours le même parti pris, il n'y a pas de pluralisme, donc ça fait longtemps que j'ai abandonné l'espace télévisé, que ce soit... même le divertissement est devenu insupportable. » L'accumulation chez elle d'opinions critiques la rend particulièrement sensible à ce phénomène, puisqu'elle s'est retrouvée opposée à la guerre de Yougoslavie, aux lois Taubira, et défend des positions proches de l'altermondialisme en matière d'économie.

Un exemple qui se retrouve dans les publications Facebook est cet article partagé par la page Gilets jaunes le Mouvement lors de l'incendie de Notre-Dame-de-Paris en mai 2019 issu du site web alternatif lesobservateurs.ch qui affirme que « tous les experts qui doutent de "l'accident" sont virés des plateaux TV ! », reprenant ici un schème complotiste selon lequel la critique de la version « officielle » serait évincée des médias (fig. 45) :



Figure 45 – Capture d’écran d’un message publié par la page Gilets jaunes le Mouvement - Selon cet article, il n’est pas permis de remettre en cause la version « officielle » de l’incendie de la cathédrale parisienne (Mai 2019)

C’est par exemple ce que me dit Xavier, lui aussi défiant envers les théories « officielles », comme celle du 11 septembre 2001. Il estime que les personnalités critiques font l’objet d’un traitement de défaveur de la part des grands médias en prenant l’exemple de Juan Branco qui avait eu une interview houleuse sur un plateau. Plus généralement il trouve que les invités critiques sont sous-représentés sur les plateaux, isolés face à des contradicteurs homogènes idéologiquement :

« Et puis tu vois que quand ils invitent quelqu’un qui est pas dans la pensée unique que tu retrouves dans les médias, et ben ils vont pas le laisser parler. Regarde Juan Branco quand il a été invité chez je sais plus comment elle s’appelle la nana. Elle le laisser parler, elle était agressive. Ils font ça avec tous ceux qui sont pas dans la pensée dominante. Tu vas avoir deux intervenants, tu vas en avoir un qui va être pour l’Europe, ils vont le laisser développer tout son truc et l’autre ils le coupent sans cesse et c’est pareil pour tous les sujets. »

Un cas qui a animé les Gilets jaunes est celui d’Étienne Chouard. Ce professeur de sciences économiques et sociales en lycée s’est fait connaître lors du référendum de 2005 sur l’adoption d’une constitution européenne en tenant un blog à succès militant pour le « non ». Devenu entretemps un partisan de la démocratie directe et de l’instauration d’un tirage au sort citoyen pour élire les représentants politiques, sa proximité passagère avec des figures controversées telles qu’Alain Soral lui a valu de nombreuses critiques venant de tous bords politiques. S’étant rallié au mouvement des Gilets jaunes, et de la revendication du RIC il a été fréquemment invité sur SUD Radio, une station dirigée alors par Didier Maïsto, un autre soutien du mouvement. Invité sur la chaîne Le Média face à Denis Robert et Mathias Enthoven, celui-ci avait refusé de se prononcer sur l’existence des chambres à gaz dans les camps d’extermination nazis, ce qui avait provoqué un tollé et l’arrêt de son émission.

Sur CDR, un internaute partage un article du *Huffington Post* pour dénoncer son éviction des médias et le procès (moral) en négationnisme qui lui est fait, considérant qu'il s'agit-là d'une tactique de disqualification visant à écarter tout point de vue critique du système politique (« résultat : des points de vue intéressants pourront être cachés des médias, qui mettront en avant les mêmes personnes politiciens qui sont mis en avant depuis 40 ans ») (fig. 46). L'internaute conclut en évoquant les pouvoirs économiques qui auraient tout intérêt à un tel conformisme idéologique :



Figure 46 – Capture d'écran d'un message publié sur le groupe CDR – Un soutien à Étienne Chouard (Juin 2019)

Une autre publication de LVD critique l'absence de divergence sur l'Union Européenne en relayant la vidéo d'une intervention d'Emmanuel Todd et de Marcel Gauchet, le premier estimant impossible de remettre en cause l'euro dans les médias français (fig. 47). La description reprend un verbatim du démographe, notoirement eurosceptique, disant que « les grands médias font de la répression idéologique... J'ai vu les conditions de liberté se détériorer dans les médias » :



Figure 47 – Capture d'écran d'une vidéo publiée par la page LVD – Emmanuel Todd regrette l'absence de débat sur l'UE (Avril 2019)

Lui aussi critique de l'Union Européenne, Antoine considère que l'uniformité idéologique des journalistes vedettes est liée à la concentration des médias à Paris, s'appuyant sur le fait d'y avoir vécu pour défendre ce point de vue. Ces grands journalistes font selon lui partie d'une élite coupée des réalités du reste de la France, acquise au néolibéralisme, à l'Union Européenne et à la politique étrangère des États-Unis. Il tire de ce constat la conclusion du besoin de médias alternatifs, même s'il a conscience des difficultés :

« Ils sont tous plus ou moins néolibéraux, plus ou moins atlantistes ou européistes, et puis... Et c'est comme ça, et je pense que c'est juste une reproduction des élites, en fait, ça pose aussi pour moi le grave problème des élites parisiennes. Franchement, il faudrait démanteler totalement Paris. Encore une fois, je dis ça après y avoir vécu, je sais de quoi je parle. Il y a une endogamie, une concentration de pouvoirs absolument malsaine, quand on voit que la semaine dernière il y a un sujet qui traite de Blanquer et que c'est sa femme qui lui donne la parole au cours de la table ronde, bon ça va quoi, et qu'elle se présente pas comme tel bien sûr. On est dans des niveaux d'entre-soi et de collusion qui sont néfastes et il faudrait que le pouvoir tourne un peu à la population. Et la fracture avec les Gilets jaunes, c'est aussi ça, on est la France invisible qui n'est pas représentée parce qu'on ne fait pas partie des élites parisiennes... et qu'on ne veut pas en faire partie, c'est pas la question. Donc, à part se créer nos propres médias, et des copains comme Sanglier jaune ont essayé ou d'autres le font. François Boulo, il a fait sa chaîne Praxis, il a fait un bouquin, mais on a aucun moyen, on n'a pas de carte de presse, on n'a pas de déduction d'impôt avec notre carte de journaliste, on a pas tout ça, on n'est pas formés à ça, donc ça va prendre peut-être du temps, voire ça n'arrivera pas. »

Les données de l'ANR PIL montrent que l'avis des Gilets jaunes sur la représentativité médiatique de la diversité des citoyens Français est partagé. Les Gilets jaunes sont 52,4 % à trouver que les médias ne donnent pas une vision de la société conforme de la diversité de lieux de vie, contre 51,5 % de la population globale. Les Gilets jaunes sont en revanche 42,4 % à trouver que les médias donnent une vision conforme à la diversité des lieux de vie, contre 39,7 % de la population globale. Même si cela peut paraître équilibré compte tenu des critiques des Gilets jaunes, il est possible qu'une part importante de ceux s'étant déclarés d'accord ait tenu compte

de la presse locale. De plus, les différences avec la population globale ne sont pas très importantes.

	Lieux de vie (villes, campagnes, péri-urbains)		Niveaux de richesse (revenus, salaires, pa- trimoine)		Sexes et de genres (homme/femme/trans)		Origines (« ethniques » et culturelles)	
	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global
Tout à fait d'accord	13,8%	5,3%	12,2%	4,9%	18,0%	6,1%	14,3%	5,5%
D'accord	28,6%	34,4%	23,8%	31,0%	28,6%	40,1%	28,6%	35,5%
Pas d'accord	25,9%	36,9%	30,7%	38,7%	32,3%	32,4%	30,2%	35,3%
Pas d'accord du tout	26,5%	14,6%	29,1%	16,0%	15,3%	10,9%	21,7%	13,4%
NSP	5,3%	8,8%	4,2%	9,4%	5,8%	10,6%	5,3%	10,3%

Tableau 7 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « Selon-vous, la vision que donnent les médias de la société française est conforme à la diversité de(s)... »

En ce qui concerne les disparités de niveaux de richesse, les Gilets jaunes sont 59,8 % à trouver qu'elles ne sont pas fidèlement représentées dans les médias, contre 54,7 % pour la population globale, en revanche la différence est plus nette pour la réponse « pas d'accord du tout », avec 29,1 % contre 16 %. Cet écart indique que l'expérience du mouvement a peut-être amplifié un sentiment qui était présent auparavant, car majoritairement partagé dans la population. Les Gilets jaunes ne sont ainsi que 36 % à trouver que ces inégalités sociales sont bien représentées, à quasi-égalité avec la population globale (35,9 %).

Enfin, les questions de genre et de race, bien que peu prépondérantes dans la parole des enquêtés, sont également abordées dans le questionnaire de l'ANR PIL. Les Gilets jaunes sont 46,6 % à trouver que les médias représentent correctement la diversité des sexes et des genres contre 47,6 % à ne pas être d'accord. À titre de comparaison, la population globale est 46,1 % à être d'accord et 43,3 % à ne pas être d'accord. Il est intéressant de voir que les pourcentages des Gilets jaunes sont plus également répartis sur cette question que ceux de la population générale, qui est concentrée sur les avis modérés « d'accord » et « pas d'accord ». Cela indique une certaine polarisation du mouvement entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite. Sur la question de la diversité raciale dans les médias, les Gilets jaunes sont 42,9 % à trouver que les médias représentent bien la diversité des origines ethnoculturelles des Français, contre 51,9 % à ne pas être d'accord. Les résultats pour la population globale sont, respectivement, de 41 % contre

48,7 %. Comme pour les questions de genre, la structure des réponses des Gilets jaunes est plus équitablement répartie entre les quatre réponses que celle de la population globale, qui se concentre sur les réponses du milieu.

La conformité idéologique des médias est également dénoncée dans une autre publication de LVD qui partage une vidéo de la sociologue Monique Pinçon-Charlot extraite de la chaîne YouTube Thinkerview, qui estime que « la pensée critique est absente des grands médias, nous sommes muselés » (fig. 48). Le bandeau incrusté dans la vidéo donne le ton en affichant « UNE SOCIOLOGUE EXPLIQUE LA MANIPULATION MÉDIATICO-POLITIQUE », « la manipulation » étant surlignée en orange :



Figure 48 – Capture d’écran d’une vidéo publiée par la page LVD – Monique Pinçon-Charlot critique l’uniformité idéologique des médias (Juin 2019)

Cette critique fréquente à la gauche radicale, dont est issue la sociologue, se retrouve dans les propos de Yohann. Celui-ci estime que les médias devraient proposer au public une plus large diversité d’opinions, en donnant davantage la parole aux luttes sociales sans chercher à imposer un cadrage. Il exprime par ailleurs sa tolérance envers les idées différentes en appréciant l’existence de médias de droite, à qui il reproche surtout de dissimuler leurs affiliations idéologiques, notamment par le prisme de la théorie économique – s’appuyant alors sur ses compétences de doctorant en économie – associant la droite à la théorie néoclassique :

- Question : « Qu’est-ce qui manque aux médias ? »
- Yohann : « Le manque de pluralisme et l’opacité sur le caractère idéologique de ces différents médias. Il faudrait qu’il y ait plus d’idéologies représentées et que celles-ci disent leur nom, je pense que c’est un peu la condition pour rendre le débat possible et aussi pour l’ouvrir. Pour que plus de gens puissent s’insérer, parce que s’il faut que plus de gens passent par l’université pour pouvoir reconnaître le caractère idéologique d’un discours... ben c’est mort quoi. »
- Q : « À quoi devraient ressembler les médias selon toi ? »
- Y : « C’est ça, plus de pluralisme, plus de transparence dans leur positionnement idéologique, leurs partis pris. [...] Il y a quelqu’un à la Maison de la Recherche qui est très sympa et qui m’a filé un journal, c’est *La Tribune ouvrière* ça s’appelle, et bon j’ai lu ça récemment et j’ai adoré. En fait,

c'est quasiment juste des gens qui parlent quoi, où le journaliste il se pointe dans le piquet de grève il file le micro aux gens qui sont là, qui disent leur ressenti et souvent c'est plus intéressant. Voilà, il devrait pas y avoir que ça, mais ça je trouve que ça manque un peu et du coup quand je tombe sur ce genre d'article, j'apprécie beaucoup. [...] Moi je suis très content qu'il y ait des trucs comme Le Figaro qui existe, mais faudrait qu'ils disent, par ex sur le plan économique, que leurs positions découlent de la théorie néoclassique. »

Une conséquence de ce sentiment d'absence de pluralisme est l'enthousiasme des Gilets jaunes pour les médias alternatifs, notamment ceux critiqués par les médias dominants ce qui est vu comme un gage de subversion. Parmi ceux-ci, on trouve la chaîne de télévision RT France, branche francophone de RT, média russe lié au Kremlin qui a surfé sur le mouvement des Gilets jaunes pour gagner une audience appréciant leur traitement de l'actualité qui a donné la parole à de nombreuses figures du mouvement et à des intellectuels qui y étaient favorables. La page *Gilets jaunes le Mouvement* partage ainsi un article de Vanity Fair qui traite de ce nouveau venu dans le paysage médiatique français et qui s'est révélé controversé (fig. 49).



Figure 49 – Capture d'écran d'un message publié par la page *Gilets jaunes le Mouvement* – Un article discutant de RT France (Juin 2019)

Ce reproche concernant le manque de pluralisme d'opinions dans les médias concerne les représentations politiques, considérées tout d'abord comme coupées des réalités des Français, ainsi que la large gamme des opinions politiques. En abritant de nombreuses personnes défendant des points de vue alternatifs et donc minoritaires dans les médias (qu'il s'agisse d'opinions d'extrême-droite, d'extrême-gauche, complotiste, etc.), les Gilets jaunes sont particulièrement sensibles à la tendance des médias à privilégier les opinions gravitant autour du centre politique, bien que cette tendance qui reflétait la composition parlementaire ait tendance à faire plus de place aux opinions radicales dans la mesure où celles-ci se « centrent » (on peut penser au

discours du Rassemblement National). Subsiste alors l'absence de remise en question radicale du système politique à laquelle les enquêtés sont particulièrement sensibles compte tenu de leur ancrage à la gauche radicale.

Cet appel à plus de diversité idéologique dans les médias débouche sur la profession d'une tolérance pour les idées, les Gilets jaunes étant habitués à composer avec des individus issus d'horizons politiques différents. Le mouvement a ainsi pu inscrire en eux, ou amplifier, cette tolérance qui se traduit dans leurs normes médiatiques. À noter enfin qu'une partie des Gilets jaunes, comme Yohann, ne souscrit pas à l'impératif journalistique de neutralité lui préférant une transparence dans les opinions des journalistes. Mais cette position doit également composer avec une autre, centrale dans les revendications des Gilets jaunes : la revendication à l'indépendance des médias vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques.

8.3 Une montée en généralité qui débouche sur une revendication d'indépendance des médias

On l'a vu, les Gilets jaunes se sont insurgés contre les atteintes formelles à la liberté de la presse, avant de critiquer le manque de diversité idéologique dans les médias, qu'ils attribuent en partie au conformisme idéologique et à la situation matérielle des journalistes parisiens. On repère d'ores et déjà une forme de politisation en cela qu'ils se montrent capables de passer d'une lecture en termes de *droit* à une lecture en termes de *fait* : en droit, les journalistes sont libres donc toute atteinte de l'État à cette liberté est à condamner. Mais, en fait, leur situation les empêche consciemment ou inconsciemment de produire une information conforme aux résultats attendus de ces libertés, à savoir la possibilité pour une large gamme d'opinions de s'exprimer.

Comment expliquer ces atteintes informelles à la liberté journalistique ? Si la critique du parisianisme peut apporter une première approche, l'enquête menée révèle bien vite que les Gilets jaunes ont politisé cette question en se livrant à la dénonciation des déterminants structurels de la production d'information. Ils ont en effet conscience des phénomènes de concentration de l'actionnariat des grands médias, qui leur offre ainsi une explication du traitement médiatique dont ils ont fait l'objet.

Les données de l'ANR PIL montrent que les Gilets jaunes sont 87,9 % à penser que le travail des journalistes est influencé par les propriétaires de leur média contre 79 % de la population globale. Les Gilets jaunes semblent donc encore plus critiques sur le sujet qu'une large majorité

de la population (on le remarque notamment aux 20,7 points d'écart pour la réponse « tout à fait d'accord »). L'écart global est encore plus important en ce qui concerne l'influence des pouvoirs politiques puisque les Gilets jaunes sont 87,3 % à penser qu'elle s'exerce sur le travail des journalistes, contre 71,5 % de la population globale (15,8 points d'écart). Enfin, résultat complémentaire, les Gilets jaunes sont 69,3 % à trouver que le travail des journalistes est influencé par la publicité, contre 50 % de la population globale, soit un écart de 19,3 points, le plus important des trois indicateurs.

	Les propriétaires du média pour lequel ils travaillent		Les pouvoirs politiques		La publicité	
	Gilets jaunes	Population globale	Gilets jaunes	Population globale	Gilets jaunes	Population globale
Tout à fait d'accord	54,0%	33,3%	51,9%	32,3%	31,7%	13,1%
D'accord	33,9%	46,8%	35,4%	39,6%	37,6%	37,3%
Pas d'accord	7,4%	9,8%	5,8%	16,6%	14,3%	27,3%
Pas du tout d'accord	1,1%	2,2%	2,1%	3,4%	6,3%	5,3%
NSP	3,7%	8,0%	4,8%	8,1%	10,1%	17,0%

Tableau 8 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « Voici une série d'affirmations sur l'indépendance des médias et des journalistes. Qu'en pensez-vous ? ». Tous les items sont précédés par « Le travail des journalistes est influencé par... »

En dehors de Nathalie qui m'avait raconté avoir conscience de l'influence des annonceurs sur le travail journalistique en raison de son activité de commerçante qui la met en contact avec les localiers, ce reproche est absent du corpus numérique ainsi que des propos des enquêtés. On peut supposer que la large majorité de répondants d'accord est en partie due à l'effet d'imposition de la question, dont la réponse a pu être déduite par les Gilets jaunes à partir de leur compétence politique acquise au moment de l'administration du questionnaire¹, comme le suggère les 10,1 % de personnes ayant choisi de ne pas se prononcer qui sont beaucoup plus faibles que les 18 % de la population générale.

En ce qui concerne la question des propriétaires des médias, celle-ci fait l'unanimité chez les enquêtés, puisque tous affirment que les grands médias sont largement aux mains de milliardaires. Néanmoins, le mode d'appropriation de cette thématique qui a été largement mise à l'agenda médiatique lors du rachat du groupe Canal+ par Vincent Bolloré diffère selon les dispositions politiques des enquêtés. Monique considère par exemple que les médias s'en sont pris aux Gilets jaunes pour défendre les intérêts des classes dominantes. Si son expérience de travail

¹ Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas » dans *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984, p. 226.

et ses contacts de jeunesse avec la LCR lui ont permis d'intégrer une lecture en termes de rapports de classe, la description des mécanismes précis de la domination financière sur l'information se fait en mobilisant un *ethos de classe*, « c'est-à-dire un système de valeurs implicites que les gens ont intériorisé depuis l'enfance et à partir duquel ils engendrent des réponses à des problèmes extrêmement différents¹ », situation dans laquelle on réinterprète la problématique selon des schèmes familiaux pour se positionner : « les médias donnent le point de vue de là-haut. Je pense qu'il n'y a pas de liberté de presse, c'est qu'une histoire de fric. S'il n'y avait pas l'argent derrière... c'est l'argent qui mène le monde. Oui, ils sont menés par le fric, pas le mien parce que j'en ai pas assez, mais oui, ils sont menés par l'argent. » Ce schéma est surtout visible chez les enquêtés ayant une position dominée socialement, et démunis de capital scolaire. C'est également le cas d'Étienne qui s'appuie sur le souvenir de la privatisation de TF1 en 1987 et sur la création de La Cinq par Silvio Berlusconi 1986. Son jugement n'est pas tant le refus de l'existence de chaînes privées que le manque de transparence dans les affiliations politiques qu'il compare avec la situation états-unienne :

« Quand vous voyez que Bouygues est à la tête de TF1, le privé, faut pas se leurrer ! à part Antenne 2, mais là c'était plus gouvernemental après ça change, c'était plus politisé donc c'est compliqué. [...] et puis il y avait l'affaire de La Cinq avec Berlusconi, on se doutait bien qu'il y avait des enjeux, il y avait des choses. Mais à la limite que ça existe peu importe, que y ait des chaînes privées ça m'est égal, mais qu'on le sache qu'il y ait des chaînes privées. Comme aux États-Unis il y a des chaînes pour les démocrates et pour les républicains. »

Autre mode de politisation de l'expérience médiatique : le « *“parti” politique systématique* (au sens où l'on parle d'un parti artistique), c'est-à-dire un système de principes explicites et spécifiquement politiques, justiciables du contrôle logique et de l'appréhension réflexive, bref une sorte d'axiomatique politique² ». On retrouve ce schéma surtout chez les enquêtés très politisés à gauche préalablement au mouvement, et dotés d'un fort capital scolaire. Le cas le plus emblématique est celui de Jean qui ne se contente pas de s'appuyer sur la critique des médias développée par Bourdieu et Chomsky pour armer son argumentaire, puisqu'il produit lui-même sa propre critique en animant des Conférences gesticulées sur la question de la propagande et des médias. Au tout début de l'entretien, celui-ci a rapidement tenu à se distinguer de la vulgate de la critique de gauche des médias en nuanciant l'affirmation selon laquelle neuf milliardaires détiendraient 90 % des médias en France :

« Le militant, il a tendance à aller chercher l'information qui lui convient. Aujourd'hui, il y a un truc qu'on retrouve beaucoup, par exemple à la France insoumise ou chez les Gilets jaunes, c'est que neuf milliardaires possèdent 90 % des médias, c'est complètement faux. Neuf milliardaires possèdent sans doute 90 % des quotidiens nationaux oui, mais les télévisions, les radios, les journaux régionaux, c'est pas vrai du tout. Donc, c'est un mot d'ordre et ça c'est de la propagande et je trouve que c'est

¹ *Ibid.*, p. 227-228.

² Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, p. 490.

des slogans qui ont tendance à rétrécir la part d'exigences critiques qu'on voudrait amener aux militants. Parce que c'est plus compliqué que ça, y compris sur les médias. »

Plus tard durant l'entretien il me montrera les fiches qu'il prépare en amont de ses conférences (fig. 50). Il les sort au moment de m'expliquer ce qui l'a amené à s'intéresser aux médias :

« Moi le problème des médias avec les Gilets jaunes, c'est pas les Gilets jaunes, c'est la façon dont les médias, à partir des années 70, ont recréé des pôles de presse importants. Les industriels ont commencé à investir, TF1 a été vendue au début des années 80, alors qu'on avait précédemment un pluralisme qui existait. À la sortie de la guerre, c'était les ordonnances de 44. Ils avaient remis en place à la loi de 1881. Là, je t'ai amené un document... »

Je suis rapidement interpellé par une d'entre-elles qui mentionne « La fabrication du consentement », ainsi que d'autres personnalités de la critique des médias en France comme Aude Lancelin ou Gilles Balbastre :

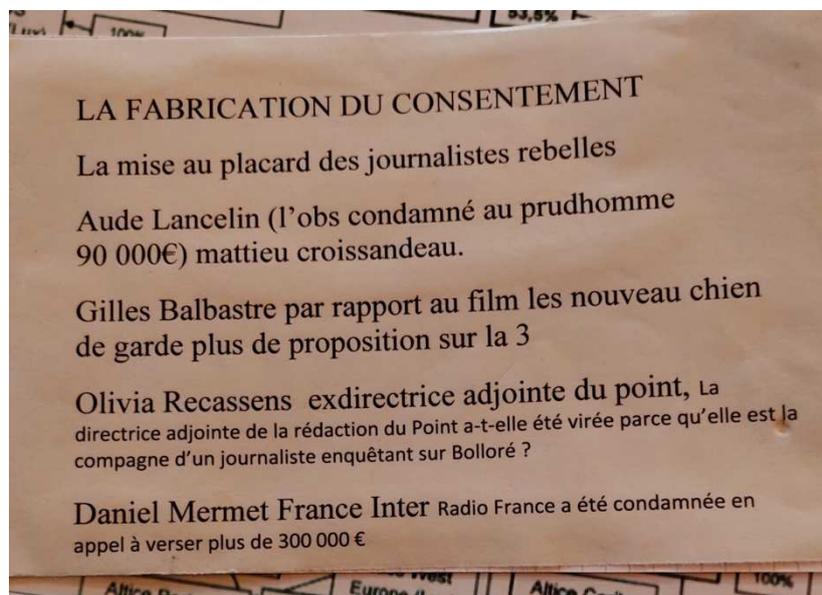


Figure 50 – Photographie d'une fiche de Jean servant à ses conférences (Décembre 2021)

Lorsque je lui demande alors comment il a connu l'œuvre de Noam Chomsky, il m'explique qu'il a découvert le linguiste états-unien dans un film projeté en MJC, *Chomsky et Cie*, réalisé par Daniel Mermet. Il m'explique par la suite pourquoi selon lui il est important de lutter pour défendre l'héritage du Conseil National de la Résistance, et pourquoi ce ne sont pas neuf milliardaires qui détiennent 90 % des médias :

« Ben c'est avec Daniel Mermet que j'ai vu ça et c'était dans la MJC. On a fait passer le film dans un groupement de directeurs. [...] Le film où il fait l'interview et où il suit Chomsky. Ah c'est pas *La Fabrication du consentement*, j'ai oublié le titre. [*Chomsky et Cie* ?] Voilà *Chomsky et Cie*. Il y avait ce truc qui datait et moi j'ai retravaillé ça, donc c'était pendant ma conférence gesticulée. Je m'étais mis à des fiches comme ça pour pas perdre le fil. Moi, j'avais travaillé là-dessus. Donc je m'étais aperçu qu'il avait existé la loi de 1881 où l'article 1 c'était : "l'imprimerie et les librairies sont libres". Ça avait été arrêté pendant Vichy et le Conseil national de la résistance a fait des ordonnances en 44. Ces ordonnances disent qu'on remet la loi de 1881 à jour comme loi qui organise la liberté de la presse et il y a aussi des ordonnances qui interdisent aux industriels et financiers de recomposer les groupes de presse. Il y a toutes ces ordonnances qui travaillent là-dessus et on s'aperçoit que petit à petit, notamment sous le général de Gaulle, ça va glisser et de nouveau on va avoir

– de souvenir c’est un monsieur qui s’appelait Hersant, qui a créé un groupe où il y avait *Le Parisien*, *Le Figaro*, etc. dans les années 70 – et on va avoir ça qui va se remettre en place jusqu’à aujourd’hui. On voit les Bolloré, les Drahi, les Xavier Niel, les Bouygues. Quand je te disais tout à l’heure que je suis pas d’accord avec l’histoire des neuf milliardaires, c’est parce que quand on reprend le travail qui a été fait par Acrimed et *Le Monde diplomatique*, t’as 17 familles qui sont dans les 500 familles les plus riches qui sont pointées par, je me souviens plus non plus, mais... le classement qui sort chaque été où on classe les familles les plus riches. Donc on est sur quelque chose de bien plus vaste que les 9 milliardaires. Il n’y a pas 9 milliardaires avec leur téléphone qui appellent les journalistes. [...] Oui c’est très concentré, mais le titre qui vend le plus de journaux, c’est Ouest-France et Ouest-France c’est une SCOP. C’est un des seuls groupes qui reste libre, son PDG depuis un mois a refusé de mettre les sondages dans les élections présidentielles, parce qu’il a une critique là-dessus. »

Le visionnage de documentaires critiques envers les médias a souvent été cité comme important dans la prise de conscience de la concentration de l’actionnariat médiatique. En plus du documentaire sur Chomsky, Jean a également vu *Les Nouveaux chiens de garde* de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, adapté de l’essai de Serge Halimi. C’est également le cas pour Marina et Philippe qui ont tous les deux découvert ce film au sein de l’association niçoise de défense des acquis du CNR. Voici ce que m’en dit Marina :

« *“Les chiens de garde”* (sic) là c’était ficelé ! c’était signé ! tout y était ! [...] Ben là c’était vraiment confirmé avec un travail d’investigation de journaliste. Je crois que lui c’était de l’auto-financement ou du financement participatif, du crowdfunding ? donc en tout cas c’était quelqu’un qui nous donnait un autre son de cloche, sourcé, il disait pas juste “c’est comme ça, il donnait ses sources, [...] j’ai découvert ce film avec l’association du CNR qui faisait ces conférences-débats après la projection de ce film, il avait même invité le journaliste-réalisateur. »

Son explication du pouvoir de l’actionnariat sur le contenu des médias mobilise le schéma de la subordination salariale qu’elle résume par l’expression « c’est celui qui paye l’orchestre qui choisit la musique » : « j’y crois plus du tout, puisqu’on voit que il y a pas que nos impôts qui financent ces médias-là. Donc malheureusement c’est celui qui paye l’orchestre qui choisit la musique ! On peut pas dire que malgré tout ça n’ait aucun impact, sinon ils les achèteraient pas et ceux qui ont un média uniquement financé par des dons, ils ont du mal à avoir des informations contradictoires. » Il en va de même pour Viviane qui pense que le pouvoir (subsumé sous le pronom « ils ») veut à tout prix éviter des mobilisations d’ampleur. Cela me pousse à lui demander directement si ce sont les médias qu’elle désigne sous ce « ils » :

- Question : « Ce pouvoir, ce sont les médias eux-mêmes ? »
- Viviane : « Euh... ceux qui détiennent les médias ! ben oui les médias sont détenus... ils disent ce qu’on leur dit de dire. Ça s’entend quand vous allumez une chaîne ils lisent un texte, vous allumez une autre chaîne, ils lisent pratiquement le même texte. »
- Q : « Ceux qui dirigent les médias sont selon vous associés aux pouvoirs politiques et économiques ? »
- V : « Je vais dire l’inverse : ceux qui détiennent l’argent jouent avec ceux qui sont en place, c’est-à-dire que pour moi les gouvernants sont des pions qui obéissent à toute cette oligarchie mondiale. »
- Q : « Et ce sont eux qui détiennent les médias ? »
- V : « Ben oui, bien sûr, quand vous regardez Bolloré, c’est eux qui détiennent les médias. » [...]
- Q : « Et selon vous pourquoi les journalistes suivent les directives de leurs patrons ? »
- V : « C’est comme partout, le monde du travail, la pression : tu n’obéis pas, tu prends la porte. »

Elle utilise donc son expérience de la subordination salariale (elle a travaillé dans la restauration et dans l'administration) pour inférer les contraintes qui pèsent sur le travail des journalistes, qu'elle relie aux propriétaires des grands médias. Ce mode de politisation combine à la fois l'expérience personnelle (« tu obéis pas, tu prends la porte) et la mobilisation de principes éthiques (« ceux qui détiennent l'argent jouent avec ceux qui sont en place »)¹.

La lecture des comptes rendus des ADA² révèle aussi une montée en généralité de la part du mouvement qui aborde des sujets divers. La synthèse de l'ADA 1 de Commercy indique une réflexion sur la stratégie à venir du mouvement (moyens d'action à privilégier, modalités de délibération au sein des collectifs locaux, pertinence d'alliances avec d'autres luttes, etc.), mais également une volonté de renforcer la « solidarité face aux attaques du gouvernement (police, justice, médias)³ ». Parmi les solutions, il est retenu la nécessité pour le mouvement de créer ses propres médias afin de bénéficier d'une autonomie informationnelle face à la répression policière : les médias sont alors associés au pouvoir politique. Lors de l'assemblée, Stan, qui faisait partie des organisateurs m'explique que la possibilité pour des journalistes de pouvoir interviewer des participants était soumise à la délibération.

Lors de l'ADA 2 de Saint-Nazaire, il apparaît que la question des médias prend une place plus importante. Plusieurs groupes de travail proposent d'adopter comme revendications « une loi anti-concentration des médias [et] l'indépendance des médias⁴ ». Autre élément qui signale l'importance de la question des médias pour les acteurs des ADA, la présence d'une iconographie critique envers les médias sur le site web Portail Gilets jaunes, qui est géré par plusieurs collectifs Gilets jaunes (fig. 51). On y voit le dessin d'une Marianne « jaune », dont la bouche est couverte par imprégnée des logos de différents médias (notamment TF1, *Le Figaro*, BFM TV ou... Facebook !) et le bonnet phrygien bardés de logos de grandes marques (BNP, Nestlé, Marlboro...), signalant également un positionnement anticonsumériste :

¹ D. Gaxie, « Retour sur les modes de production des opinions politiques », art cit, p. 302.

² Les comptes-rendus et les retranscriptions des ADA sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://www.giletsjaunes-coordination.fr/ada> (consultée le 17 août 2023).

³ « Compte-rendu complet de "l'Assemblée des Assemblées" des Gilets jaunes. 26 et 27 janvier 2019 à Commercy (Meuse) », p. 59. Téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.giletsjaunes-coordination.fr/wp-content/uploads/2019/06/compte-rendu-complet-ag-des-ag-des-gilets-jaunes-a-commercy-26-27-janvier-2019.pdf> (consultée le 17 août 2023).

⁴ « Compte-rendu de la 2e Assemblée des assemblées des Gilets jaunes - Saint-Nazaire », p. 48. Téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.giletsjaunes-coordination.fr/wp-content/uploads/2019/04/compte-rendu-complet-2e-ada-stnazaire.pdf> (consultée le 17 août 2023).



Figure 51 – Capture d'écran du site Portail Gilets jaunes – La Marianne « jaune » bâillonnée par le capitalisme (Août 2023)

Les assemblées ont ainsi pu contribuer à politiser la question des médias par le biais des discussions entre participants. Nathalie me raconte par exemple qu'elle a été éveillée à la question de l'actionnariat des médias à travers les rencontres faites plus généralement lors des AG :

« Les AG, on rencontre plein de gens différents et on apprend. Du coup on se cultive les uns les autres, du coup on vérifie via Google. Mike qui était déjà sur RT, c'est pour ça que je regardais plus RT s'il y avait Mike ! et du coup Mike nous a parlé de comment était la presse ça c'est le premier exemple ! on se parlait beaucoup, on a retrouvé un lien social énorme, mais en même temps un enrichissement de la culture de chacun qu'on se relaie les uns les autres. Donc on apprend beaucoup et on vérifie aussi via Google, on regarde sur Wikipédia tel dirigeant qu'est-ce qu'il a : "c'est qui Bernard Arnault ? Ah ben tiens je vais cliquer. Ah ouais quand même il a tout ça lui ! ah ouais ses impôts", etc. et c'est comme ça qu'on s'est re-cultivés. »

On retrouve cette préoccupation pour l'identité des propriétaires de médias dans le montage du milliardaire franco-israélien Patrick Drahi avec la liste des médias dont il est actionnaire (ce qui inclut BFM TV) (fig. 56). Le commentaire inscrit dans l'image l'accuse de ne pas payer ses impôts en France, et interprète cette faute comme étant « en échange de désinformer le peuple ». L'internaute qui a partagé l'image commente lui que « la presse française ne sortira pas grandie de la révolution des Gilets jaunes... », passant une fois de plus d'une situation particulière (le mouvement social) à une réflexion sur les déterminants économiques du journalisme :



Figure 52 – Capture d’écran d’un message publié sur le groupe CDR – Patrick Drahi et la liste des médias à son actif (Février 2019)

L’assimilation du pouvoir des grandes fortunes au pouvoir étatique est fréquente, mais il est intéressant d’observer que c’est sur ce point que d’autres enquêtés insistent davantage pour expliquer les biais idéologiques des cadrages médiatiques. C’est par exemple le cas de Francis qui m’explique que les médias sont tenus par les politiques en raison des aides de l’État à la presse, qui permettraient de conditionner la viabilité financière d’un titre à une ligne éditoriale qui ne fasse pas de vague, notamment sur la question de l’immigration qui le préoccupe. Il apprécie par ailleurs la lecture d’essais de journalistes sur les responsables politiques, notamment *Le Traître et le Néant*, un livre critique d’Emmanuel Macron écrit par Gérard Davet et Fabrice Lhomme, qu’il utilise pour appuyer son rejet du système en place :

« Ils sont budgétés, c’est le gouvernement qui subventionne. Et on peut leur couper le robinet, attention à ce que vous dites. Et voilà, c’est tout, c’est comme ça, c’est comme ça que je le vois. Dans *Le Traître et le Néant*, ils parlent de tout, prenez-le ce livre, ça vous aidera, c’est 480 pages, de l’ENA à 2017. Et tous les politiques, c’est des politiques qui l’ont côtoyé, Valls, etc. Moi je pense qu’on va vers un conflit civil. [...] Ils sont tenus par le gouvernement, par l’État. Il faut pas les réveiller, laissez-les dormir. »

C’est également le cas d’Hervé qui considère les médias comme relayant la parole gouvernementale, notamment en s’appuyant sur sa longue expérience d’expatrié qu’il transpose au cas français : « dans les pays où j’ai vécu, le Cambodge où j’ai vécu pendant 25 ans ou même en

Corée du Nord¹. Les médias, c'est directement la voix du gouvernement, dans des pays comme la France, tu penses que ça l'est moins, mais ça l'est quasiment tout autant. » Alors que la plupart des enquêtés penchent à gauche et voient d'un mauvais œil le rachat du groupe Canal+ par Vincent Bolloré, il considère que CNews est plus indépendante que les autres qui seraient selon lui de gauche. C'est ainsi qu'il considère que les critiques émises à l'égard d'Éric Zemmour dans les médias témoigneraient d'une soumission médiatique au pouvoir politique, notamment à propos de Franceinfo envers qui il se montre très dur. Ici, c'est donc le service public, en raison de son lien à l'État, qui est visé :

« La voix de son maître, on suit ce que le patron nous dit, c'est comme ça. [...] C'est évident, il suffit d'écouter un petit peu. T'écoutes Franceinfo, moi j'écoute quand même un peu souvent, tu vois la façon dont ils parlent des choses. Tu enjolives tout ce qui sort du gouvernement, tu diabolises tout ce qui vient de l'autre côté, spécialement de la droite et de l'extrême droite. Si elle est extrêmement encore, ça j'en suis pas sûr. Par contre, ils sont plutôt à gauche : quand c'est Mélenchon, ils jouent du violon ; quand c'est Zemmour ils le traitent de diabolique. C'est les médias, c'est Franceinfo, France Inter, tout le service public. [...] C'est pas nouveau, ça fait des années que c'est comme ça. À 30 ans, 40 ans, ça a peut-être toujours été comme ça. D'ailleurs, il a toujours eu un service public qui était aux ordres du gouvernement. Sous Pompidou, sous Mitterrand, avec tout le monde, t'avais un gouvernement qui débarquait et qui disait à la télé, "vous allez dire ça, vous allez pas dire ça". »

Une vidéo relayée par LVD abonde en ce sens. Issue du site reinformation.tv, on y voit une interview de Jean-Claude Bourret, journaliste passé notamment par France Inter ou TF1 (fig. 53). Il y explique que les directeurs de l'information des grandes chaînes étaient nommés directement par le gouvernement socialiste, ainsi que la perte de son siège de présentateur du 13 heures de TF1 pour avoir relayé les véritables chiffres de la manifestation de 1984 en faveur de l'École libre, alors que l'AFP les avait censurés :



Figure 53 – Capture d'écran d'une vidéo publiée par la page LVD – Une interview où Jean-Claude Bourret dénonce des pressions du pouvoir politique (Janvier 2019)

¹ La formulation pouvant prêter à confusion, je précise qu'il n'a pas vécu en Corée du Nord !

On observe donc une présence de la critique contre-hégémonique des médias dans ces espaces, sans qu'elle ne soit nécessairement contextualisée par les Gilets jaunes. Qu'il s'agisse de contenus critiques issus de la gauche radicale ou de l'extrême-droite, la circulation des contenus est alimentée par le jeu des actions *sur* les contenus (likes, commentaires, partages, visionnages) motivée par la conformité du message aux attentes des Gilets jaunes. Dans cette publication de décembre 2018 du média *Vécu*, créé par le journaliste indépendant Gabin Formont à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes, on peut voir l'annonce d'une interview de Priscilla Ludosky qui fut une des initiatrices du mouvement des Gilets jaunes (fig. 54). L'image est elle-même une capture d'écran d'une publication de Priscilla Ludosky qui annonce sur sa page l'interview avec *Vécu* qu'elle qualifie de « médias non contrôlé ». L'image qu'elle a partagée est celle de la cartographie réalisée en collaboration par Acrimed et *Le Monde diplomatique* de l'actionnariat médiatique en France¹.



Figure 54 – Capture d'écran de la page *Vécu* - *Vécu* cite Priscilla Ludosky qui cite *Le Monde diplomatique* et *Acrimed* (Décembre 2018)

Cette infographie a en effet circulé dans le milieu des Gilets jaunes, et certains enquêtés, généralement politisés à gauche et qui apprécient *Le Monde diplomatique* la connaît bien, comme Antoine qui me dit par exemple que « c'est marrant parce que ce schéma est sorti pendant les Gilets jaunes et, du coup, il a beaucoup tourné. On s'en est pas mal servi ». C'est également le cas de Loïc qui me raconte avoir utilisé l'image comme pancarte lors d'une manifestation avec les Gilets jaunes :

« Dans *Le Monde diplo* déjà y a l'organigramme qui est remis à jour tous les six mois environ, ça c'est un bon truc. [...] Juste une anecdote, je t'en parle parce qu'elle peut avoir son importance. Début janvier 2019 je suis allé à Paris en manif pour les Gilets jaunes [...] C'est pour ça que je te

¹ Que l'on retrouve à cette adresse : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/PPA> (consultée le 29 août 2023).

parle de l'organigramme du *Monde diplo*, parce que je l'avais imprimé en format A3 et je manifestais avec et il y a plein de gens qui sont venus nous voir, qui me disaient "ouais, t'as raison", etc. »

Cet aspect soulève la question des usages militants de discours savants. On peut tout d'abord supposer que ces discours ont été introduits dans les espaces des Gilets jaunes par des militants chevronnés, rompus à la critique des médias comme l'indique la socialisation préalable au mouvement des enquêtés qui étaient familiers de ces discours. Leur importation dans des espaces militants a bénéficié d'une part du caractère souple des discours savants issus des sciences sociales, capables de « s'acclimater à l'univers militant. [...] C'est la mixité même des registres savants/militants qui est une condition de leur succès, du fait de leur capacité à toucher au sens commun en même temps qu'à la science [...] dont la réception doit son succès à un mélange de raisons sociales, cognitives et politiques¹ ». Cette mise en forme militante bénéficie de l'existence d'espaces à l'interface des logiques savantes et militantes comme peuvent l'être Acrimed² à gauche ou la fondation Polémia³ à droite. Les productions qui adoptent des formats bien plus « digestes » et assimilables, comme le pamphlet ou l'infographie, se donnent ainsi toutes les chances de circuler au sein des espaces militants.

D'autre part, le processus d'introduction de ces productions savantes s'éloigne généralement de leur source. D'autres intermédiaires, bien plus ancrés dans les espaces militants, interviennent généralement. CND, qui revendique une proximité avec la gauche radicale (la section « À propos » cite comme inspirations des médias tels que Bastamag ou lundimatin), partage par exemple des appels d'Acrimed à l'indépendance des médias auprès de ses abonnés (fig. 55) :



Figure 55 – Capture d'écran d'un message publié par la page CND – Diffusion d'un communiqué d'Acrimed (Février 2019)

¹ Johanna Siméant, « Friches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants » dans Philippe Hamman, Jean-Matthieu Méon et Benoît Verrier (eds.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 45-46.

² S. Ouardi et H. Maler, « Où en est la critique des médias ? », art cit, p. 35.

³ G. Stephan, « La réinformation par l'archive (2003-2013) », art cit, p. 77.

Au fil des partages permis par la plateforme dans différents espaces, il n'est pas sûr que tous les militants se remémorent les sources initiales de ces contenus. Les opérations de recodage et de resignification produites par les partages, les descriptions, parfois par des modifications sur les contenus mêmes (on pense aux vidéos téléchargées pour être coupées, remontées et republiées) signent ainsi une réappropriation militante qui transforment les finalités des contenus originaux :

« L'appropriation de la connaissance savante et son usage dans le discours militant induisent aussi une transformation de cette connaissance. [...] la connaissance est "anonymisée", c'est-à-dire que les militants sont rarement en mesure de rattacher les analyses qu'ils reproduisent, partiellement ou non, à leur producteur. Enfin la connaissance savante se retrouve déstructurée et simplifiée¹. »

C'est ainsi que les transformations militantes des discours savants, qui tirent leur efficacité de leur convergence avec le sens commun militant, font que les figures citées sont les plus célèbres (Bourdieu, Chomsky, Halimi, etc.) si bien que le champ spécialisé de la sociologie des médias n'est jamais évoqué, y compris chez ceux étant passés par le doctorat que sont Véronique (philosophie), Yohann (économie) et Rémi (sociologie). Jean, qui est le seul enquêté qui m'a cité un sociologue ayant travaillé sur les médias en dehors de Pierre Bourdieu (en l'occurrence Alain Accardo), a lui amorcé sa reconversion militante dans l'éducation populaire en traitant spécifiquement de la thématique des médias. La vision du pouvoir des actionnaires sur les médias s'explique ainsi par le schème emprunté au sens commun de la subordination salariale plutôt qu'en s'appuyant sur des études spécifiques sur la question.

Comme l'explique Julie Sedel, en dépit de tous les outils d'objectivation qu'il possède, le sociologue est plutôt démuné pour administrer la preuve d'un contrôle des propriétaires sur la ligne des médias qu'ils possèdent². Leur influence serait plutôt indirecte, et se réaliserait par « l'ajustement entre une position et des dispositions », les postes de direction revenant aux profils les plus à même de satisfaire spontanément les attentes des propriétaires³. Antoine est finalement celui qui donne l'explication du pouvoir actionnarial qui se rapproche le plus de celle de Sedel, mais sur le mode de la coïncidence entre le sens commun et l'analyse savante :

« Je pense que les personnes qui atteignent des postes clés font souvent partie d'un même milieu et que, pour parvenir dans ce milieu et pour être coopté dans ce milieu, il faut probablement avoir une certaine vision du monde et que ça se fait naturellement et que, même en toute bonne foi, ils n'ont pas l'impression de faire du lobbying pour une certaine forme de pensée, je vais pas dire pensée unique non plus, mais pour un ordre établi. »

¹ Hélène Pernot, « Syndicaliste et savant, si loin, si proche. Les militants SUD-PTT et leurs rapports avec les sciences sociales » dans Philippe Hamman, Jean-Mathieu Méon et Benoît Verrier (eds.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 196.

² Julie Sedel, *Sociologie des dirigeants de presse*, Paris, La Découverte, 2022, p. 86-87.

³ J. Sedel, *Dirigeants de médias*, op. cit., p. 168-169.

On voit donc que ces usages plus ou moins avvertis de discours savants remplissent trois fonctions « de la connaissance dans le militantisme : une fonction de connaissance destinée à guider l'action, mais aussi une fonction de rationalisation, et enfin de réassurance¹ », qui convergent vers l'instauration d'un mot d'ordre rassembleur autour de la revendication d'une indépendance dont devraient bénéficier les médias.

Philippe propose par exemple que les médias deviennent des coopératives, désignées juridiquement en France sous l'acronyme de SCOP (Société Coopérative de Production), proposition qu'il emprunte à François Asselineau :

- Philippe : « Être en SCOP. Ne plus être propriété des personnes. Donc c'est faire des médias en SCOP. Tous les médias du monde aujourd'hui, les salariés devraient se réunir comme un comité d'entreprise, se réunir et prendre le contrôle des médias. Et ils se rémunèrent avec ce qu'ils gagnent et ils virent toute la partie haute. Les médias, c'est le patrimoine de l'humanité. En fin de compte, ça ne peut pas appartenir au privé. »
- Question : « C'est quand que vous avez rencontré cette idée que les médias devraient être en SCOP ? »
- Philippe : « Quand j'ai découvert Asselineau. C'est une pépinière Asselineau, c'est hallucinant. Sur l'histoire de France, c'est un très grand historien Asselineau. Les conférences qu'il a faites sur l'histoire de France et en fin de compte, il a pas fait pour rien tout ça. C'est pas le seul, il y en a d'autres. »

Marina défend une mesure qui s'appuierait plutôt sur le renforcement du service public, en ligne avec son attrait pour l'héritage du CNR :

« Il faudrait qu'on puisse avoir divers médias sur les réseaux de service public qui appartiennent à aucun grand groupe de milliardaires, qui n'appartiennent qu'aux citoyens, mais qu'ils aient accès aux ondes, à la télé, qu'on ait un créneau, qu'on soit audible à la télé. Qu'il existe des milliardaires qui achètent des médias, c'est la loi du marché, mais pourquoi nous on peut pas exister en fait ? Pourquoi on n'a pas le droit d'avoir un média qui nous représente ? Là il y aurait déjà un peu plus de démocratie. »

Enfin, Victor plaide lui aussi pour allouer davantage de moyens au service public afin de libérer l'information de la mainmise des plus riches. Son propos adopte une tonalité marxiste explicite qui anime son discours :

« Déjà une idée de réappropriation des moyens de production, sans parler de la production telle qu'en parle Marx parce qu'il faudra mettre ça en cause aussi. On sait très bien qu'il faut dépasser ça et largement. Tant qu'on n'aura pas ça, on aura du mal avec les médias. Tant que les médias seront gouvernés par une petite poignée de personnes ultra-riche, ce sera déjà compliqué. Et ensuite, le service public, lui donner des sous et du temps, et donner des sous ce serait accepter une plus grande pluralité de chaînes du service public, avec un budget plus fort avec une plus forte connotation d'éducation populaire. Ça veut dire faire confiance aux gens quoi. »

La question de l'indépendance des médias est probablement l'occasion des montées en généralité les plus prononcées pour les Gilets jaunes, puisqu'elle amène à des questionnements sur le rôle des configurations institutionnelles dans la détermination des pratiques professionnelles. À la concentration de l'actionnariat médiatique et aux ingérences politiciennes, certains Gilets jaunes défendent donc l'adoption de structures institutionnelles qui pourraient selon eux

¹ J. Siméant, « Fiches, hybrides et contrebandes », art cit, p. 24.

préserver la qualité de l'information, et garantir une liberté réelle pour que les journalistes puissent travailler dans l'intérêt général. De ce point de vue, leur attitude converge avec des réflexions hybrides entre savoir académique et engagement, comme les travaux de l'économiste Julia Cagé qui milite pour la création d'un statut *sui generis* de société de média à but non lucratif¹.

Les réponses qu'apportent les Gilets jaunes hybrident des informations empruntées au champ intellectuel, médiées et transformées par le travail militant, avec la mobilisation de schèmes de sens commun ancrés dans leur expérience personnelle. Les types d'explications mobilisées reproduisent les disparités de capital culturel, les mieux dotés ayant davantage recours à des appuis cognitifs extérieurs (notamment issus de la tradition contre-hégémonique). Les autres mobilisent des schèmes habituellement associés au sens pratique, dont la transposition dans l'exercice de l'explication parvient², dans une certaine mesure, à saisir la logique institutionnelle du travail journalistique.

8.4 Les références aux canons traditionnels d'objectivité et de neutralité

Les revendications médiatiques des Gilets jaunes résultent de leur analyse des déterminants de la production d'information. De ces normes qui s'appliquent aux médias en tant qu'institution, les Gilets jaunes en tirent des attentes vis-à-vis des pratiques journalistiques. Une première attente est que les médias devraient faire preuve d'objectivité dans l'exercice de leur activité. Face aux pouvoirs politiques, l'objectivité journalistique serait ainsi l'extension du point de vue du public qu'il est censé représenter³. Cette vision relève du rôle « de surveillance » (*monitorial role*) dévolu aux médias, selon lequel le journalisme a pour mission dans une société démocratique de restituer les événements au public, de les interpréter selon des critères partagés de pertinence, tout en restant vigilant face aux abus de pouvoir⁴. Pierre Rosanvallon fait remonter cette conception du journalisme à la Révolution française de 1789, lorsque se transforme le statut du journaliste qui « s'impose comme une figure politique centrale, intouchable et presque sacrée. [...] Le pouvoir de surveillance exercé par les journaux est compris comme un pouvoir

¹ Julia Cagé, *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie*, Paris, Seuil, 2015, p. 98.

² Alfredo Joignant, « Compétence politique et bricolage. Les formes profanes du rapport au politique », *Revue française de science politique*, 2007, vol. 57, n° 6, p. 813.

³ Clifford G. Christians et al., *Normative Theories of the Media. Journalism in Democratic Societies*, Urbana, University of Illinois Press, 2009, p. 147.

⁴ *Ibid.*, p. 140.

de type démocratique. C'est donc une forme de souveraineté politique qu'ils exercent, sous les espèces d'une "institution invisible"¹. »

On peut définir l'objectivité en matière de journalisme comme « la croyance dans l'existence de faits indépendants de ceux qui les observent, la méfiance à l'égard des jugements de valeur et l'engagement à séparer les deux dans le reportage et l'actualité². » En ce qui concerne le premier aspect de cette définition, l'existence de faits indépendants de l'observateur, plusieurs publications mettent en cause les médias. Par exemple, la page Gilets jaunes Infos publie fin novembre 2018 un article de fact-checking de *Libération* qui revient sur une polémique impliquant un journaliste de BFM TV. Celui-ci avait affirmé se trouver devant une zone dépourvue de pavés par les Gilets jaunes sur les Champs-Élysées (fig. 56). La page accuse la chaîne de mensonge car il s'agissait en fait d'une zone en travaux :



Figure 56 – Capture d'écran d'un message publié par la page Gilets jaunes Infos – Une polémique entourant un reportage de BFM TV (Novembre 2018)

S'il était exact que la zone était en travaux, des Gilets jaunes auraient tout de même utilisé des pavés. De plus, le journaliste reconnaîtra son erreur sur Twitter. Néanmoins, les relations exécrables que les manifestants ont entretenues avec les médias n'ont vraisemblablement pas donné beaucoup de poids à ces excuses.

Autre exemple, celui de CND qui dénonce une faute journalistique flagrante (fig. 57). Lors d'une manifestation de Gilets jaunes devant l'Opéra de Paris un manifestant affiche une

¹ Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006, p. 109-110.

² Gilles Bastin, « Objectivité » dans *Petit lexique du journalisme*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2018, p. 107.

pancarte où il est inscrit « MACRON DÉGAGE ». Stupeur chez les Gilets jaunes lorsque le reportage de l'édition nationale de France 3 diffuse des images où la pancarte a été retouchée pour faire disparaître l'affront au Président de la République, ne laissant que son nom ! Le commentaire de CND est lapidaire : « Ok donc le JT se France Tv se permet de truquer des images avant de les diffuser ! Quand la télévision publique devient une télévision d'état... » :



Figure 57 – Capture d'écran d'un message publié par la page CND – Une pancarte retouchée par France 3 (Décembre 2018)

La chaîne publique sera sanctionnée par une mise en demeure du CSA, et la présentatrice se confondra en excuses en plaidant « l'erreur humaine ». À noter que cette ligne de défense semble être celle spontanément invoquée par les journalistes concernant cette affaire¹.

Autre accusation de manipulation, CNews diffuse des images d'Emmanuel Macron en visite au Touquet pour prendre un bain de foule en pleine crise des Gilets jaunes. Mais la présence d'Alexandre Benalla dans l'entourage présidentiel attire l'attention et on découvre bien vite que les images dataient en fait de l'année précédente, avant le scandale estival qui avait éclaboussé le chef de l'État. Un internaute partage ainsi sur CDR une publication dénonçant un « trucage »

¹ A. Joux, « Des journalistes pas comme les autres », art cit, p. 38.

de la part de la chaîne, agrémenté d'éléments graphiques identifiant les preuves de la manipulation et ajoutant « quelle honte » à l'image (fig. 58).



Figure 58 – Capture d'écran d'un message publié sur le groupe CDR – CNews dénoncée pour tromperie (Avril 2019)

Comme l'avait remarqué Cyril Lemieux, les fautes journalistiques de ce genre ne sont pas forcément à aller chercher du côté de la tromperie, ou de la volonté de bernier le public¹. Selon lui, elles résultent d'un écart entre la grammaire naturelle d'interprétation des images par le public qui s'attend à voir la réalité, et le fait que les journalistes obéissent à des impératifs professionnels comme le besoin de produire un commentaire des événements, de ne pas prendre parti ou de livrer rapidement des images qui attireront l'attention du public. Pour les journalistes, il n'y a pas forcément de faute à introduire des éléments étrangers aux faits tant qu'ils ne perturbent pas la véracité du reportage. Imaginons qu'un journaliste ait photoshoppé un élément hors-sujet dans la photo de l'Opéra de Paris, par exemple un rayon de soleil ou la couleur d'une capuche. Il serait difficile dans ce cas de parler de « tromperie » dans la mesure où l'interprétation n'en serait nullement altérée. Mais entre changer une capuche et la pancarte d'un manifestant, il existe un continuum immense à l'intérieur duquel le journaliste doit prendre une décision dictée par des injonctions parfois contradictoires. Le journaliste de France 3 savait probablement qu'il

¹ C. Lemieux, *Mauvaise presse*, op. cit., p. 341.

devait dire la vérité, mais peut-être a-t-il pensé que le message fragiliserait l'image du Président et interférerait ainsi avec son devoir de neutralité ? Après tout, le public est bien au courant de l'animosité des Gilets jaunes envers Emmanuel Macron et l'important était de montrer le rassemblement parisien. Toujours est-il que les raisons qui ont conduit le journaliste à commettre cette erreur sont sans aucun doute complexes et que les contraintes professionnelles du journalisme ne lui laissaient en réalité que peu de marge de manœuvre.

Lemieux considérait en effet que le problème n'était pas tant d'altérer les images (jouer sur la luminosité d'un cliché est une retouche qui peut justement faire apparaître des éléments invisibles), mais de ne pas suffisamment avertir le public que ce qu'on lui montre est une approximation de la réalité¹. De plus, il faudrait également selon le sociologue « exciter la compétence critique des lecteurs, auditeurs et téléspectateurs². » À la lecture de ce chapitre et du précédent, il semble que les Gilets jaunes ont suivi ce conseil à la lettre. Mais, alors que la transparence et la critique semblaient être pour Lemieux le remède contre la défiance envers les médias, la dénonciation faite par les Gilets jaunes se situe bien au-delà des seuils de tolérance du public. Les trois fautes journalistiques évoquées ont peut-être été commises en toute bonne foi, mais le caractère structurel de la critique des médias dans le mouvement a voué les erreurs à la visibilité maximale, amplifiée par les algorithmes, et les amendes honorables à l'indifférence et à l'oubli. En raison de leur colère face à ces écarts factuels, qui s'ajoutent à ceux ressentis à bien plus forte intensité à propos du traitement des violences policières et manifestantes, certains enquêtés cherchent des mesures radicales pour restaurer l'objectivité journalistique. Célia demande par exemple de supprimer tout commentaire sur les images afin de laisser les spectateurs seuls juges : « s'il filme, qu'il ferme sa gueule, il montre les images et les gens voient d'eux-mêmes. Tu n'as pas besoin d'expliquer ce que les gens sont en train de voir. Tu n'as pas le droit de donner ton ressenti. Un média est neutre, une image, tu prends une photo, tu mets un titre à la limite et basta. Mais tu n'as pas, en tant que média, l'autorisation de donner ton ressenti. » Il en va de même pour Lucas et Victoria :

- Lucas : « Bah déjà ils montrent des images et ils parlent pas. Il montre réellement la réalité des choses. Les caméras tournent et eux ils donnent pas leur avis, ils donnent pas d'informations, ils sont juste là pour montrer les choses. Du coup, ça se regarde. »
- Victoria : « Du coup, chacun peut se faire son avis sans être manipulé sur une certaine voie. Donc là il y a pas de manipulation du cerveau, donc on peut choisir par soi-même et faire ses propres idées. »

François Jost remarque lui aussi l'opposition des Gilets jaunes à toute forme d'altération de la donnée brute. Bien que son propos concerne l'absence de montage visuel et non de

¹ *Ibid.*, p. 347.

² *Ibid.*, p. 350.

commentaire audio, le constat est transposable car les images sont cadrées – ici au sens de la prise de vue par les caméramen – et résultent donc toujours d’un choix éditorial :

« À ce découpage continu du direct télévisuel, qui augmente la tension narrative et le suspense pour le téléspectateur, les pages des Gilets jaunes opposent de longs plans-séquences en direct, sans interruption, censés être plus authentiques, moins susceptibles de manipulation. C’est évidemment une illusion dans la mesure où cadrer, c’est toujours éliminer de son champ toute une partie du monde¹. »

Cette solution pour le moins radicale semble ancrée dans l’assimilation de l’éditorialisation à l’éditorialiste. Alors que la première renvoie aux choix inévitables des rédacteurs, y compris ceux souscrivant à l’idéal objectiviste, le second est bien le personnage qui assume une subjectivité dans le commentaire de l’actualité. Certains enquêtés demandent donc que les journalistes mettent de côté leurs positions afin de traiter l’information, comme Marion qui me dit que « déjà, quand on présente un fait, il faudrait que ce soient des faits. Pas présenter leur vision, leurs cadres à eux ». Nathalie exprime clairement son aversion pour les éditorialistes qu’elle compare aux influenceurs des RSN, en réduisant leur activité à la simple expression d’une opinion personnelle qui n’aurait ainsi pas plus de valeur que celle du premier venu :

« Juste l’information. Par exemple les éditorialistes ça sert plus à rien, on pourrait les comparer aux influenceurs sur Facebook. C’est juste des personnes qui donnent leur opinion, qui donnent leur thèse, leur théorie, mais il y a aucune information là-dedans vue que c’est subjectif et pas objectif. [...] *Libération* c’est même pire que *Le Figaro*, c’est des torchons, c’est pas de l’information, il y a rien d’objectif dans qu’ils disent, c’est écrit que par des éditorialistes il y a que des opinions, donc il y a pas d’informatif donc ils servent à rien à part salir. »

Viviane invoque de son côté les codes de déontologie journalistique comme norme citoyenne à imposer aux médias, souscrivant elle aussi à l’idée que seul le public est en droit d’exprimer une opinion située :

« Je sais qu’il y a une charte, quand vous êtes journaliste, c’est-à-dire de dire la vérité, qu’ils respectent cette charte c’est tout. Au lieu de déformer à son avantage ou à l’avantage de certaines personnes. Un média il est fait pour ça. [...] Ne pas prendre position. Chacun est libre de faire son jugement, de laisser le libre arbitre de sa pensée, de laisser la parole et d’être honnête c’est tout. »

On peut néanmoins noter le caractère très général de ces normes qui semblent impraticables tant elles sont formulées de manière abstraite. Dans son analyse de la notion d’objectivité, Gilles Gauthier considère qu’elle est compatible avec l’existence de points de vue et que la concordance avec l’évènement est un critère de hiérarchisation parmi d’autres, notamment la pertinence dont la détermination reste exposée au pouvoir des sources² :

« À analyser les choses de près, on peut constater que la pluralité des points de vue possibles sur un évènement n’est pas illimitée, mais relativement réduite et, surtout, que les points de vue admissibles ne sont pas tous d’égale valeur. La relativité conceptuelle ouvre un champ de possibilités déterminé et non pas indéfini à l’intérieur duquel les différents points de vue admissibles sont hiérarchisés. Un certain nombre de critères peuvent être convoqués afin de déterminer le mérite de chacun de ces points de vue : la pertinence, la cohérence, la simplicité, l’économie, la portée explicative, peut-être

¹ François Jost, *Médias : sortir de la haine ?*, Paris, CNRS Éditions, 2020, p. 55.

² C.G. Christians et al., *Normative Theories of the Media*, op. cit., p. 150.

aussi l'élégance. L'un de ces critères est l'adéquation à l'évènement. Plus une production journalistique est en concordance avec l'évènement, plus grande peut être considérée sa validité, par comparaison aux autres productions journalistiques possibles du même évènement¹. »

Une manière plus concrète de répondre à ce désir d'objectivité serait pour certains enquêtés de prendre acte des différences de points de vue pour les confronter de manière équitable. Mike s'appuie sur son expérience d'invité récurrent sur RT France dans laquelle il trouve un traitement équilibré de l'information. Son propos reprend la suggestion de laisser cours aux *rushs* les plus bruts, mais laisse aussi entrevoir la possibilité d'un engagement contrôlé de la part des journalistes qui alterneraient entre questions favorables et *curveballs* afin d'entretenir une neutralité globale :

« Ceux qui étaient parmi nous, les médias indépendants, eux, ne mettaient rien. Ils montraient les violences policières et les violences qui se sont faites au sein des cortèges parce qu'il faut occulter ni l'une ni l'autre. [...] qu'ils captent une image ou des propos, mais qu'ils donnent toutes les images et tous les propos. Qu'ils ne cachent rien, qu'ils fassent vraiment un travail objectif et neutre, qu'ils ne prennent pas de positions, comme le font RT. Franchement ils posent des questions, je veux dire que c'est des questions neutres, mais ils ne coupent rien. Quand ils étaient sur le terrain avec nous, ils ont tout filmé du début jusqu'à la fin. Quand ils posaient des questions, ils posaient des questions qui étaient parfois en notre faveur, parfois en notre défaveur. Des fois, ils m'ont demandé de donner mon avis sur les Black blocs. Ils m'ont demandé mon avis sur la politique aussi. Moi j'aimerais bien qu'il y ait plus de journalisme qui se fasse comme le fait RT. D'ailleurs, ils ont toujours été les bienvenus dans nos cortèges, ils se sont jamais fait chasser. »

Son jugement sur RT France tranche avec la manière dont cette chaîne a été discutée dans les autres médias, qui l'ont quasi unanimement qualifiée d'organe de propagande russe. À l'inverse, la parole donnée à de nombreux Gilets jaunes, et la convergence d'intérêts entre la dénonciation des violences policières, la couverture du mouvement, et la mise en lumière de faits défavorables au gouvernement a suscité une grande sympathie dans le mouvement. Le rejet de la part des grands médias et du gouvernement qui a refusé d'accréditer les journalistes de la chaîne aux conférences de presse, a enfin donné un brevet de subversion à RT France.

Au total, les Gilets jaunes se sont montrés particulièrement sensibles aux inexactitudes dans le traitement médiatique du mouvement, puis de l'actualité en général. Le rôle de surveillance des médias est ici entendu comme un devoir de restituer les faits de la manière la plus transparente qui soit pour laisser le public se former une opinion la mieux informée possible. Cette restitution est attendue comme devant évincer l'éditorialisation, ou alors la contrôler en mettant les différents points de vue à égalité. Cependant, cet idéal semble difficilement atteignable tant il dépend de préalables situés. C'est pour cette raison que d'autres enquêtés privilégient des médias plus engagés dans l'espace public.

¹ G. Gauthier, « Un point de vue néoréaliste en épistémologie du journalisme », art cit, p. 27.

8.5 L'ambivalence de la figure de contre-pouvoir

Les préférences des Gilets jaunes en matière de médias suggèrent que leurs attentes envers les journalistes sont à situer du côté d'un rôle « radical » que ces derniers auraient à jouer. Si le rôle de surveillance peut être vu comme un idéal, la capacité à le remplir dépendrait de l'environnement institutionnel et politique qui laisserait assez d'indépendance aux médias pour ne pas reconduire les rapports de pouvoir dans leur activité. À la différence du modèle de surveillance, le modèle radical dénonce les distorsions produites par les pouvoirs dans le processus de production et de diffusion de l'information, et cherche à changer ce système afin que les groupes marginalisés puissent obtenir l'information qui leur est nécessaire¹.

En se positionnant comme contre-pouvoir aux forces politiques dominantes dans la société², ces médias cherchent de plus à dénoncer les conflits d'intérêts des puissants lorsque ceux-ci agissent de manière contraire à l'intérêt général. Rosanvallon note que les apologies de la dénonciation se sont multipliées dans le contexte intellectuel de la Révolution française de 1789, ce qui donna lieu ensuite à l'avènement de la figure du « scandale » au XIX^e siècle qui a constitué la base d'un même credo journalistique, qu'il s'agisse des gazetiers révolutionnaires ou des *muckrakers* états-unien³. Nul doute que la figure du journaliste intrépide prêt à tous les risques pour dénoncer publiquement les méfaits des pouvoirs a infusé les représentations collectives du journalisme et ont servi de modèles à certaines attentes citoyennes. On retrouve ainsi dans les propos des enquêtés une ambivalence entre les attentes du modèle de surveillance, comme l'objectivité et la neutralité, accompagnées de l'idée que les médias doivent faire office de contre-pouvoirs. C'est par exemple le cas de Xavier qui considère que la neutralité journalistique et sa non-politisation passent, contrairement aux représentations communes, par une prise de risque au détriment des pouvoirs politiques et économiques :

- Question : « Qu'est-ce que ce serait pour toi un média idéal ? »
- Xavier : « Ce serait déjà un média qui serait pas politisé, il doit être neutre. Il doit être en capacité d'aller à l'encontre de la pensée unique. Et de pas se mettre des barrières quelconques. Je pense qu'en France il y a tellement de sujets qu'on n'arrive pas à aborder. Je pense que c'est un média qui laisse parler les gens qui organisent les conditions d'un débat équilibré. Sur tous les sujets. »
- Q : « Ce serait quoi son rôle dans la société ? » [...]
- X : « Bah les journalistes, c'est pour ça que leur profession est réglementée et protégée, c'est qu'ils sont censés informer, y compris des sujets qui peuvent être risqués pour eux. Ils sont là pour dénicher des scandales alors que c'est pas du tout ce qu'ils font, ce sont des polémistes, ils relaient la propagande du pouvoir, c'est ce que tout le monde constate. C'est pour ça que y a que 30 % ou 20 % des gens qui font confiance aux médias, et même moi je trouve que c'est trop important. Mais normalement oui, c'est des gens qui prennent des risques, c'est ça un journaliste pour moi. C'est quelqu'un

¹ C.G. Christians et al., *Normative Theories of the Media*, op. cit., p. 179.

² Thomas Hanitzsch et Tim P Vos, « Journalism beyond democracy: A new look into journalistic roles in political and everyday life », *Journalism*, 2018, vol. 19, n° 2, p. 155.

³ P. Rosanvallon, *La contre-démocratie*, op. cit., p. 48-49.

qui prend des risques pour aller te chercher une information. C'est censé être le cinquième pouvoir parce que si t'as pas une presse qui fait ce boulot-là, qui le fait ? Du coup, les gens qui s'informent par ces médias là pour aller voter, s'ils ont information biaisée, bah leur vote, il est biaisé. Donc tout le système est caduc. »

Une publication de CDR commente par exemple les révélations de Mediapart sur l'affaire Benalla pour conclure à une dérive autoritaire du pouvoir politique (fig. 59). Le commentaire conclut sur la connivence entre pouvoirs médiatiques, politiques et judiciaires qui devrait être corrigée par une indépendance « pour éviter la concentration des pouvoirs et garantir la démocratie ». On comprend donc en creux que la dénonciation des « affaires » est un devoir relevant du rôle démocratique du journalisme :

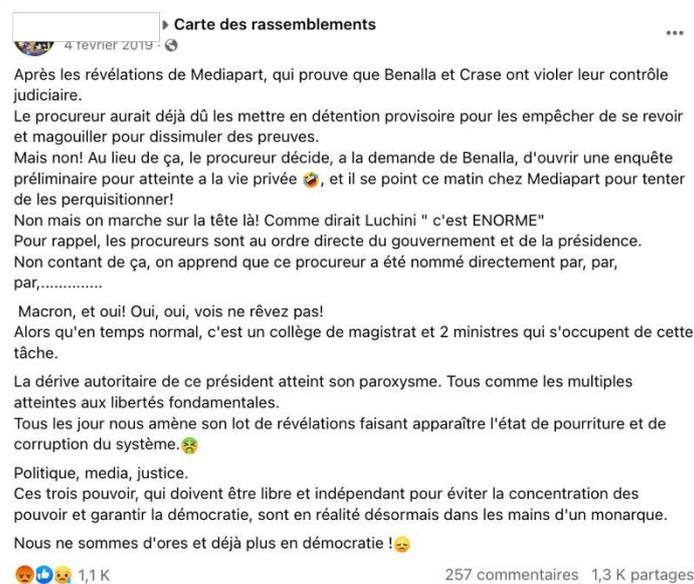


Figure 59 – Capture d'écran d'un message publié sur le groupe CDR – Les révélations de Mediapart sur l'affaire Benalla, un impératif démocratique ? (Février 2019)

En dépit de leur défiance envers les médias et les journalistes en général, l'exception dont bénéficient les journalistes d'investigation montre que les Gilets jaunes ne sont pas si émancipés des représentations culturelles dominantes qu'on pourrait le penser. En effet, comme l'explique Dominique Marchetti, « les promoteurs du journalisme d'enquête défendent une conception plus professionnelle et plus autonome du métier, c'est-à-dire, au moins à leurs yeux, plus subversive et plus morale¹. » Contrairement à nombre de ses confrères éditorialistes qui sont voués aux gémonies, Élise Lucet bénéficie d'un traitement de faveur chez certains enquêtés qui l'érigent en modèle de courage et d'intégrité, comme le fait Sylvie :

« Parmi les émissions de télévision que j'aime beaucoup, c'est les émissions d'Élise Lucet, comme par exemple Envoyé spécial et Cash investigation (Complément d'enquête je regarde moins). Là, j'aurais vraiment tendance à avoir confiance dans cette personne-là. [...] Elle ose, même si ça met en difficulté des hommes politiques, elle ose poser des questions difficiles à des politiciens, à des

¹ Dominique Marchetti, « Les révélations du "journalisme d'investigation" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2000, n° 131-132, p. 37.

patrons de multinationales. Ce qui me plaît, c'est la recherche en profondeur, de bien décortiquer les choses, l'analyse qu'ils en font. Et une fois de plus, c'est avoir ce courage. Parce que je pense qu'elle a dû être en difficulté par moments. [...] Si un journaliste n'a pas de courage, il va pas aller en profondeur, il va surtout travailler pour lui. J'aime pas beaucoup ce mot, mais il y a les journalistes et les journalisteux comme on dit. À mon avis, pour faire ce métier sérieusement, et compte tenu des difficultés qu'ils ont, il faut du courage. Les difficultés, c'est qu'on leur met des bâtons dans les roues, c'est à dire que s'ils ne correspondent pas à ce que les patrons attendent d'eux et bien tout simplement ils se font virer. Je suis perplexe, je sais pas comment fait Élise Lucet pour continuer. C'est vrai que c'est quelque chose qui m'épate parce qu'elle a quand même soulevé des lièvres et ça passe à la télévision. Et quand ça passe à la télévision... voilà notamment par exemple parce que ça vient de passer sur Nicolas Hulot. Ça me plaît aussi parce que ça fait avancer la société. Il y a beaucoup de freins, mais ça fait rien. Mettre au jour comme ça, c'est important. »

La perception d'une connivence entre grands médias et les pouvoirs politiques et économiques est ici face à un paradoxe : comment une journaliste travaillant pour une grande chaîne de télévision peut-elle se montrer si subversive ? En réalité, la révélation d'affaires représente une opportunité de toucher une audience considérable, qui s'explique notamment par la montée en puissance des logiques commerciales dans le fonctionnement des médias¹. La formation de services spécialisés traduit également une différenciation interne au champ journalistique, qui se manifeste par une opposition avec les commentateurs vus comme complaisants vis-à-vis des pouvoirs². Cette opposition se retrouve par exemple dans le discours de Cyril qui différencie journalisme d'investigation (ou « de terrain ») et le journalisme d'opinion. S'il ne rejette pas le second, il trouve la pratique dévoyée par les éditorialistes contrairement à la première catégorie incarnée par « Élise Lucet qui fait un bon travail » :

« Pour moi, il y a deux types de journalismes : un journalisme de terrain et d'investigation, prenons l'exemple d'Élise Lucet qui fait un bon travail, faire de l'investigation, aller chercher, voir quels sont les problèmes, pourquoi, quelle solution à proposer. C'est le journalisme d'investigation. Et du journalisme d'opinion : on va voir des gens, "qu'est-ce que vous pensez sur ce sujet-là ?", on va interviewer une vingtaine de personnes et on voit ce qu'il en ressort, quelles grandes tendances. [...] Ce que vous voyez, c'est des citoyens, des citoyennes qui sont interrogés, dont la vie est écoutée et quand ils sont invités, ils se font détruire par des pseudo-penseurs, des pseudo-philosophes ou que sais-je. »

On retrouve la défense d'Élise Lucet dans cette publication de *Gilets jaunes le Mouvement* qui la soutient face à des critiques formulées par Marlène Schiappa (fig. 60). La présentatrice de France 2 est qualifiée « d'une des seules véritables journalistes d'investigation qu'il nous reste », dont « les émissions dérangent, trop de vérités en sortent » :

¹ *Ibid.*, p. 34.

² *Ibid.*, p. 38.



Figure 60 – Capture d’écran d’un message publié par la page Gilets jaunes le Mouvement – Des Gilets jaunes prennent la défense d’Élise Lucet (mars 2019)

Les Gilets jaunes n’échappent donc pas aux discours d’auto-légitimation produits au sein du champ journalistique, le journalisme d’investigation étant vu par la profession comme un moyen de démentir en actes les accusations de connivence et de complaisance :

« La valorisation de ce nouvel idéal professionnel est un enjeu important pour l’ensemble du champ journalistique, dans la mesure où il a aussi des usages externes, permettant aux journalistes de réaffirmer la légitimité souvent contestée de leur profession et leur autonomie à égard des univers sociaux dont ils parlent. [...] Ils montrent qu’ils ont fait leur métier en dénonçant des faits délictueux, contraires à une sorte de morale publique développant parfois l’image forte du journaliste défenseur du “peuple” contre “l’intelligentsia”¹. »

Cette caractérisation a donc eu une certaine efficacité auprès des Gilets jaunes. Toutefois, face à la rareté de ces contenus dans les grands médias, c’est vers les médias alternatifs que se tournent les participants pour trouver des productions qui dénoncent les pouvoirs politiques et économiques. Comme le notent Cardon et Granjon « le web participatif contribue au développement d’une contre-expertise et à celui de pratiques d’investigation qui associent journalistes professionnels, amateurs et internautes. Les sites d’information alternative qui se sont ainsi développés entretiennent souvent une proximité à l’égard du journalisme traditionnel et une vocation souvent explicitement militante². »

¹ *Ibid.*

² D. Cardon et F. Granjon, *Médiactivistes, op. cit.*, p. 122.

En somme, les Gilets jaunes ne sont pas intégralement dissociés des normes médiatiques traditionnelles puisqu'ils souscrivent à certaines représentations emblématiques du journalisme, pour peu qu'elles se conforment à la culture politique du mouvement. Les journalistes doivent donc être prêts à prendre des risques pour informer le public des agissements des détenteurs de pouvoir. C'est finalement lorsque les journalistes rejoignent logiquement le « nous » en s'opposant au « eux » qu'ils parviennent à satisfaire les attentes médiatiques des Gilets jaunes. Celles-ci semblent de plus se traduire par une déception vis-à-vis des normes traditionnelles, non qu'elles ne seraient pas désirables, mais les pratiques concrètes des journalistes ne parviendraient que trop rarement à s'y conformer.

On peut déceler une difficulté à se positionner sur cette question car on aperçoit bien vite des contradictions dans les demandes des Gilets jaunes en matière de travail journalistique. D'une part, les journalistes se doivent d'être neutres et objectifs. Mais, en raison de rapports de pouvoir biaisant leur activité, on attend des journalistes un engagement contre les détenteurs du pouvoir. Si l'on peut interpréter cette position comme la recherche d'un optimum de second rang, il faut aussi y voir une tendance chez certains Gilets jaunes à considérer leur jugement comme étant neutre, alors que c'est précisément ce que l'on reproche aux journalistes.

Conclusion de chapitre

L'étude croisée des publications ayant circulé sur Facebook, de la parole des enquêtés et des réponses données au questionnaire de l'enquête PIL a permis d'observer comment les trois décalages identifiés dans le sixième chapitre se sont traduits en reproches plus structurés envers les médias.

Nous avons vu que les Gilets jaunes sont montés en généralité pour définir leurs attentes en matière d'information. Ils défendent d'abord la liberté de la presse contre les atteintes de la part de l'État, ainsi que la nécessité pour chaque opinion de pouvoir s'exprimer. Si ces normes ne sont pas spécifiques aux Gilets jaunes, il est remarquable d'observer que le questionnement sur le sort médiatique qui leur a été réservé a débouché sur une réflexion sur la configuration institutionnelle des médias, et de ses effets sur l'exercice du métier de journaliste. L'argumentaire des Gilets jaunes reprend de manière explicite ou détournée celui de la critique contre-hégémonique des médias, en dénonçant le pouvoir des grandes fortunes et de l'État auquel est opposé un idéal d'indépendance qui s'incarne dans des formes institutionnelles spécifiques. Ces observations amènent à préciser les remarques de Vincent Goulet pour qui la critique des médias en

milieu populaire était corrélée à la politisation¹, puisque cette prise de conscience peut se faire tardivement dans le parcours de vie, même si elle semble conditionnée par la rupture biographique qu'est l'engagement dans un mouvement social.

Les RSN ont permis une circulation des critiques individuelles envers les médias, qui ont de plus été alimentées par la mise en ligne de contenus inspirés par la critique intellectuelle et idéologique. C'est avant tout l'agrégation de points de vue individuels au sein d'un collectif, que ce soit lors des ADA ou en ligne, qui a permis de légitimer dans le temps cette montée en généralité². Comme l'avaient soutenu Boltanski, Darré et Schiltz, une dénonciation risque de se voir rejeter comme anormale lorsque l'actant visé est d'une taille beaucoup plus grande que le dénonciateur³. Néanmoins, en l'absence de porte-parole unanimement reconnu et en raison de son apparition récente qui en fait un acteur bien moins établi qu'un syndicat par exemple, cette critique a pu faire le jeu de l'accusation de complotisme. La critique contre-hégémonique des médias avait déjà pointé du doigt le fait que la dénonciation des pouvoirs politiques et financiers était renvoyée au complotisme par les éditorialistes⁴. Cette dénonciation virulente est d'autant plus inaudible pour les journalistes que ceux-ci semblent disposés à remettre en question leur activité uniquement lorsque la critique se présente sous des formes constructives et bienveillantes⁵.

Il faut ajouter qu'il y a une ambivalence dans ce que les Gilets jaunes attendent des journalistes puisque l'on retrouve autant la valorisation de l'objectivité et de la neutralité journalistiques – en raison de la révélation en ligne d'un certain nombre d'inexactitudes journalistiques – que celle d'un engagement contre le pouvoir. Ce trait inscrit la critique des médias des Gilets jaunes dans la continuité de ce qu'avait observé Aurélie Aubert au début des années 2000 pour les courriers envoyés au médiateur de France 2, en l'occurrence que les téléspectateurs avaient du mal à savoir à quel idéal journalistique se référer entre le reproche d'un manque d'objectivité ou d'engagement⁶. Si l'on reprend la typologie élaborée par Clifford G. Christians et ses collègues, les normes médiatiques des Gilets jaunes se situent donc à la fois dans la catégorie du journalisme de surveillance et dans celle du journalisme radical – les deux autres normes étant

¹ V. Goulet, *Médias et classes populaires*, op. cit., p. 356.

² Luc Boltanski, Yann Darré et Marie-Ange Schiltz, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, n° 51, p. 22.

³ *Ibid.*, p. 14.

⁴ Serge Halimi et Arnaud Rindel, « La conspiration. Quand les journalistes (et leurs favoris) falsifient l'analyse critique des médias », *Agone*, 2005, n° 34, p. 43-65.

⁵ Torbjörn von Krogh et Göran Svensson, « Media Responses to Media Criticism », *Nordicom Review*, 2017, vol. 38, n° 1, p. 57 ; David Cheruiyot, « Popular Criticism That Matters. Journalists' perspectives of "quality" media critique », *Journalism Practice*, 2018, vol. 12, n° 8, p. 1014-1015.

⁶ A. Aubert, *La société civile et ses médias*, op. cit., p. 97-98.

un rôle de facilitateurs et de collaboration des médias avec le pouvoir¹. Le diagramme des positions permet ainsi de voir que l'autonomie, *via* la revendication d'indépendance, est bien le trait autour duquel se retrouvent les Gilets jaunes (fig. 65).

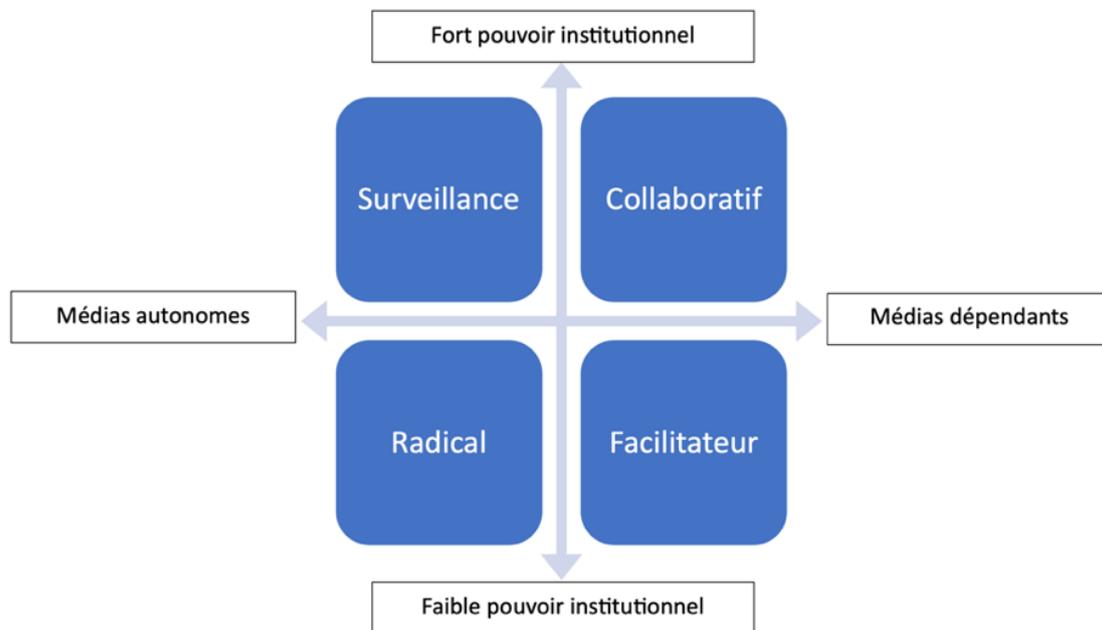


Figure 61 - Quatre modèles médiatiques (Christians et al., 2009)

L'axe vertical divise les différents rôles selon le degré de pouvoir institutionnel dont disposent les médias en question. En haut se trouvent les grands médias, qui disposent d'importants moyens et d'une large audience. On retrouve en bas les médias de plus petite taille comme les médias communautaires et orientés vers des intérêts particuliers. L'axe horizontal divise les médias selon leur degré de dépendance vis-à-vis des intérêts du pouvoir politique. À gauche, on retrouve les médias revendiquant une autonomie vis-à-vis de ces intérêts, prêts à les dénoncer s'il le fallait. À droite, se trouvent les modèles collaboratifs (en haut) et facilitateurs (en bas), qui se considèrent comme partenaires du gouvernement et soutiennent son activité².

Les Gilets jaunes rejettent cette démarche et se rangent donc du côté des médias de surveillance et radicaux. Alors que les médias du premier type disposent d'importants moyens et d'une large audience, l'adhésion des Gilets jaunes à ce modèle est l'adhésion à un *idéal*. Leur rejet des médias dominants indique que, s'ils se reconnaissent dans les objectifs de vigilance à l'égard des pouvoirs (ce qui suppose une indépendance), les trop rares occasions où les Gilets jaunes sont satisfaits (comme pour le journalisme d'investigation) les conduisent à se tourner *en pratique* vers les médias radicaux (qui, paradoxalement, ont tendance à assumer leur subjectivité).

¹ C.G. Christians et al., *Normative Theories of the Media*, op. cit., p. 125.

² T. Hanitzsch et T.P. Vos, « Journalism beyond democracy », art cit, p. 156.

L'ancrage de ces médias dans les luttes sociales leur permet d'être au plus près des attentes du mouvement, et leur fonctionnement ouvert (liberté de ton, rencontres facilitées lors des manifestations) abolit la distance symbolique entre les journalistes traditionnels et leur public. Les médias alternatifs incarnent donc la réalisation pratique de l'idéal d'autonomie politique et d'indépendance éditoriale qui est fondamentale au sein du mouvement. L'importance prise par les médias alternatifs dans la réalisation de cet idéal amène donc à s'interroger sur les pratiques médiatiques des Gilets jaunes, qui seront l'objet de l'ultime chapitre de la thèse.

Chapitre 9 – Un rapport aux médias reconfiguré par l’engagement politique

Individus disposés à la critique en raison de leur socialisation, les Gilets jaunes se sont politisés dans le contexte du mouvement social. Confrontés à un traitement médiatique en décalage avec leur expérience, ils ont investi les RSN pour faire entendre leurs reproches et partager leurs attentes vis-à-vis de l’information et du journalisme. Comment résoudre l’inadéquation entre ce que font les médias et ce que l’on attend d’eux ? Si les Gilets jaunes ont cherché à se faire entendre dans l’espace public central, le principal mode de résolution du conflit passe par l’adoption de pratiques informationnelles en phase avec les normes médiatiques du mouvement. Pour comprendre le rapport des Gilets jaunes à l’information, je m’intéresserai dans un premier temps à leur consommation de médias traditionnels, c’est-à-dire la télévision, la radio et la presse papier. La critique exercée collectivement ayant pu reconfigurer le jugement sur ces médias, il s’agira de savoir si l’expression d’un rejet des médias dominants se traduit par un délaissement complet, ou si leur place centrale dans l’espace public leur permet malgré tout de se maintenir dans les habitudes informationnelles des Gilets jaunes. Il s’agira également d’observer quels changements ont été induits par la participation au mouvement, et quelles pratiques lui préexistaient.

Je m’intéresserai dans un second temps aux manières de s’informer en ligne des Gilets jaunes. L’irruption du web a changé les modalités de consultation de l’actualité, offrant davantage d’autonomie aux citoyens qui peuvent ainsi s’émanciper des prescriptions des médias traditionnels et maîtriser en partie la temporalité de l’information. La place des RSN dans ces pratiques implique également que les internautes peuvent être acteurs de l’information et plus uniquement spectateurs.

C’est pourquoi je m’intéresserai enfin aux formes de médiactivisme adoptées par certains Gilets jaunes. En tant qu’utilisateurs des plateformes, les internautes peuvent publier, partager et réagir au sein de l’espace numérique. Mais ils peuvent aussi créer leurs propres médias, qui ont été jusqu’ici envisagés du point de vue de leur réception par les Gilets jaunes. Les participants peuvent aussi se lancer dans des aventures médiatiques de plus ou moins grande envergure. Comme je le montrerai, ces possibilités sont néanmoins conditionnées par les déterminants sociaux. Pour terminer, je m’intéresserai à une ultime montée en généralité, qui se traduit par des

actions auprès des médias afin de leur faire savoir leur mécontentement, notamment des rassemblements spécifiquement orientés contre des médias.

Avant cela, il me faut restituer quelques chiffres dont la pertinence traverse les sous-chapitres à suivre. On remarque premièrement que les Gilets jaunes sont généralement plus intéressés par l'information que la moyenne : 78,8 % d'entre eux donnent un score d'intérêt supérieur ou égal à 8 à l'actualité, contre 62,3 % pour la population globale. À l'inverse, ils ne sont que 0,5 % à se donner un score inférieur ou égal à 3 contre 4,3 % au global.

	Intérêt pour l'actualité										
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	NSP
Gilets jaunes	0,0%	0,5%	0,0%	1,1%	4,8%	3,2%	11,1%	25,9%	18,0%	34,9%	0,5%
Global	1,9%	0,7%	1,7%	2,1%	5,5%	7,6%	17,6%	23,2%	14,7%	24,4%	0,4%

Tableau 9 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question : « Sur une échelle de 1 à 10, à quel point êtes-vous intéressé(e) par l'actualité ? (1 = Pas du tout intéressé(e), 10 = Très intéressé(e)) » - Mai 2019

En ce qui concerne les sujets d'actualité, on constate que la structure des intérêts des Gilets jaunes est similaire à celle de la population globale, même si les Gilets jaunes sont légèrement plus intéressés. Au niveau de l'échelle de l'actualité, les Gilets jaunes sont respectivement 74,1 % à s'intéresser à l'actualité locale contre 70,8 % pour la population globale, 87,2 % contre 83,5 % en ce qui concerne l'actualité nationale, et 67,2 % contre 65,6 % en ce qui concerne l'actualité internationale. Alors que l'implantation du mouvement des Gilets jaunes est locale, la prépondérance d'un intérêt pour l'actualité nationale suggère une politisation entérinée au moment de l'enquête (mai 2019) et nuance le diagnostic de Laurent Jeanpierre d'une « relocalisation du politique¹ » : s'il exact que l'intérêt pour les questions internationales n'est pas majoritaire comme cela a pu l'être pour le mouvement altermondialiste, il reste toutefois élevé. L'intérêt extrêmement élevé pour les questions nationales confirme en revanche un recentrage vers des problématiques plus proches que l'international.

Au niveau des thèmes, les Gilets jaunes sont 66,1 % à exprimer un intérêt pour l'actualité politique contre 54 % au global – il s'agit du seul écart significatif du tableau –, l'intérêt pour l'économie est similaire avec 57,6 % contre 52 %, tout comme celui pour les questions de société avec 77,8 % contre 76% (tab. 10).

¹ L. Jeanpierre, *In Girum, op. cit.*, p. 97-133.

	Actualité locale		Actualité nationale		Actualité internationale		Politique		Économie		Société	
	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global
Très fort	31,2%	20,4%	37,6%	25,5%	24,9%	17,6%	30,7%	15,5%	19,0%	11,9%	30,2%	17,5%
Fort	42,9%	50,4%	49,7%	58,0%	42,3%	48,0%	35,4%	38,5%	38,6%	40,1%	47,6%	58,5%
Faible	20,6%	23,3%	8,5%	13,7%	26,5%	26,2%	17,5%	28,0%	28,6%	32,8%	15,9%	19,4%
Très faible	4,2%	5,1%	3,7%	2,2%	5,8%	7,4%	13,8%	17,2%	11,6%	14,2%	4,8%	3,8%
NSP	1,1%	0,8%	0,5%	0,6%	0,5%	0,9%	2,6%	0,8%	2,1%	1,0%	1,6%	0,8%

Tableau 10 – Résultats questionnaire ANR PIL aux questions « Pour chacun des niveaux d'actualité suivants, veuillez indiquer votre intérêt ? » et « Pour chacun de thèmes d'actualité suivants, veuillez indiquer votre intérêt ? » - Mai 2019

On notera enfin que l'intérêt des Gilets jaunes pour l'actualité prend racine dans la socialisation familiale à l'actualité. Encore une fois les Gilets jaunes déclarent des prédispositions puisqu'ils sont 44,5 % à avoir discuté au moins souvent de l'actualité avec leurs parents pendant l'enfance contre 30,9 % pour la population globale.

	Gilets jaunes	Population globale
Très souvent	18,0%	8,4%
Souvent	26,5%	22,5%
Parfois	25,9%	28,1%
Rarement	16,9%	23,3%
Jamais	11,1%	15,5%
Ne sais pas	1,6%	2,2%

Tableau 11 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « Pendant votre enfance, à quelle fréquence discutiez-vous de l'actualité avec vos parents (actualités politiques, culturelles, sociales, sportives ou autres) ? » - Mai 2019

Cet ancrage de l'actualité dans l'enfance va également de pair avec un usage précoce de la télévision, de la radio ou de la presse écrite. Compte tenu de l'âge moyen des Gilets jaunes de l'enquête PIL (44 ans) et de ceux rencontrés lors de mon enquête de terrain (52 ans), l'accès à internet s'est réalisé au plus tôt à la fin de l'adolescence. C'est donc l'usage des médias traditionnels qui sera discuté pour commencer.

9.1 Les médias traditionnels à l'épreuve de la défiance

Je m'intéresserai ici aux effets de la critique des médias exercée par les Gilets jaunes sur leurs usages des supports traditionnels d'information que sont la télévision, la radio et la presse écrite. Bien que ces médias soient aujourd'hui accessibles en ligne, ils n'ont pas disparu pour autant des pratiques informationnelles des Français. Les chiffres de l'ANR PIL montrent que la

consommation médiatique traditionnelle des Gilets jaunes se rapproche globalement de celle de la population globale. En ce qui concerne la télévision, 86,3 % des Gilets jaunes la regardent au moins une fois par semaine, ce qui est quasi identique aux 86,7 % de la population globale. Pour la radio, 69,8 % l'écoutent au moins une fois par semaine, ce qui est très légèrement supérieur aux 66 % de la population globale. Enfin, la presse écrite est le seul média pour lequel la consommation des Gilets jaunes est significativement supérieure, sans être démesurée, à celle de la population globale, puisque 50,7 % des participants au mouvement la lisent au moins une fois par semaine contre 43,9 %. Ce dernier résultat est vraisemblablement corrélé au plus fort taux d'intérêt pour la politique chez les Gilets jaunes.

	Télévision		Radio		Presse écrite	
	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global
Tous les jours	63,0%	64,4%	38,1%	37,6%	16,9%	14,8%
3 à 5 fois par semaine	12,7%	14,0%	16,9%	16,5%	18,5%	12,2%
1 à 2 fois par semaine	10,6%	8,3%	14,8%	11,9%	15,3%	16,9%
1 à 3 fois par mois	1,6%	2,4%	4,2%	5,0%	10,6%	11,8%
Moins souvent	2,1%	3,5%	7,4%	10,1%	18,0%	20,1%
Jamais	10,0%	7,4%	18,5%	19,0%	20,6%	24,1%

Tableau 12 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « À quelle fréquence utilisez-vous les sources suivantes pour vous informer sur l'actualité ? » - Mai 2019

Voyons maintenant quels sont les usages concrets de ces différents supports traditionnels. En ce qui concerne la télévision et la radio rappelons que la majorité des médias des réseaux TNT et FM sont des médias dominants. Pour la presse écrite, l'enquête PIL ne tient compte que des titres majeurs de la presse régionale et nationale, ce qui exclut les publications écrites confidentielles et militantes susceptibles d'être consultées par des Gilets jaunes. On remarque donc que les Gilets jaunes ont une consommation analogue à celle de la population globale.

J'aborderai dans un premier temps les changements déclarés dans le rapport général des enquêtes aux médias. Comme on le verra, l'expérience au sein du mouvement des Gilets jaunes a pu se situer aussi bien en continuité du jugement préalable, qu'elle a pu marquer le début de la défiance. Je traiterai ensuite des pratiques médiatiques des Gilets jaunes support par support, en commençant par la télévision, puis la radio et en terminant par la presse écrite.

9.1.1 Continuité et ruptures dans la rapport critique aux médias

Deux types de situations peuvent logiquement se déduire de la rencontre entre le contexte du mouvement et la socialisation antérieure des participants. Pour ceux déjà politisés, la critique

des médias était souvent un schème déjà présent et leur position sur le traitement médiatique du mouvement se situe en continuité avec leur opinion pré-Gilets jaunes. On notera toutefois que si certains expliquent ne pas avoir été surpris par ce traitement, d'autres considèrent que leur critique des médias s'est radicalisée à la suite de leur expérience parmi les Gilets jaunes.

Dans le cas où les enquêtés étaient déjà critiques envers les médias, le mouvement des Gilets jaunes a confirmé un sentiment préexistant. Mike, qui avait déjà un *a priori* négatif en raison de sa jeunesse dans les quartiers sensibles mal représentés dans la presse, explique que le traitement médiatique du mouvement des Gilets jaunes ne l'a pas surpris. Quand je lui demande si son rapport aux médias a changé en 2018-2019, il me répond que « c'est resté pareil, je savais qu'ils galvaudaient la réalité, donc j'ai pas été étonné plus que ça. Donc moi ça m'est déjà arrivé de regarder BFM, mais je sais très bien qu'ils disent pas toute la vérité. »

Victor fait lui aussi le lien avec le traitement des banlieues pour lire de manière critique la couverture médiatique du mouvement des Gilets jaunes. Bien qu'il ait grandi dans une petite ville de la région brestoise, son expérience dans plusieurs mouvements sociaux, notamment à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, l'a familiarisé avec la critique envers les médias. D'autre part, ayant regardé les documentaires de Pierre Carles, le mouvement a été l'occasion de se replonger dans cette tradition militante :

- Question : « Est-ce que ça a changé ton opinion sur les médias ? »
- Victor : « Je te dirais que c'était plutôt une confirmation de ce que je pensais avant. »
- Q : « Est-ce que ça l'a confirmé ou est-ce que ça a même amplifié ce que tu pensais avant ? »
- V : « Je pense que ça l'a surtout amplifié parce que ça m'a rappelé un peu, même quand j'étais jeune, l'enfer des émeutes en 2005, la situation dans les quartiers populaires en 2005. C'est vrai que dans une société qui est quand même un poil raciste on va dire, et qui aime pas trop sa jeunesse issue de l'immigration, je me suis vraiment dit : “putain, pour eux c'était vraiment l'enfer”. Et je pense que le traitement médiatique de ce moment-là a dû être assez rigolo quand même. Du coup, ça a été une confirmation surtout... »

Il en va de même pour Loïc qui me dit avoir vécu un renforcement de sa critique des médias. Grand amateur de l'émission *Là-bas si j'y suis* et consommateurs de médias engagés locaux (Bourrasque info, Nantes révoltée) ou nationaux (Bastamag, Mediapart), son expérience au sein du mouvement des Gilets jaunes a ancré sa critique dans l'expérience concrète du décalage entre son vécu et les représentations médiatiques :

« Je pense que j'étais déjà assez lucide avant, ça l'a plutôt confirmée de manière massive. C'est l'expérience du réel, tant que tu l'as pas vraiment vécu... par exemple, je te disais qu'à l'époque du CPE, je me suis beaucoup mobilisé, mais j'étais pas beaucoup sur la question médiatique. Après sur les autres manifestations oui, mais j'ai pas trop fait attention, là en m'étant massivement investi dans le mouvement... Après, il y a toujours un biais de perception : moi je vois ce qu'il se passe à mon endroit à un moment donné, ça veut pas dire qu'il se passe la même chose à un autre endroit, à l'autre bout de la France, pour les Gilets jaunes parce qu'encore une fois, c'est un mouvement composite. Mais pour avoir beaucoup bougé, sur le temps long, on commence à voir émerger une tendance

lourde. Et comme ce qu'on entendait dans les médias était tout le temps contradictoire avec notre expérience de la réalité, bah l'expérience du réel fait que ça renforce ce point de vue. »

Pour Rémi, cette inadéquation n'est pas une surprise non plus car il se méfiait déjà de la parole médiatique auparavant. Néanmoins le mouvement a amplifié cette attitude critique qui préexistait à son engagement auprès des Gilets jaunes :

« J'étais pas surpris à 100 % non plus. Mais par contre, ça l'a matérialisé si tu veux. Il y avait un truc très concret et c'était toutes les semaines. Et toutes les semaines, il y avait des gens qui parlaient et qui disaient qu'ils en avaient marre. Ça a surtout été symbolisé par BFM TV. Les autres chaînes d'information en continu, plus ou moins pareilles, quand même. »

La mention de la répétition est importante car si le mouvement n'avait consisté qu'en une seule journée d'action, le décalage entre le vécu des manifestants et le traitement médiatique n'aurait été que ponctuel. En revivant hebdomadairement la déception de se voir décrits de manière contraire à leur expérience, le dévoilement de la contradiction herméneutique des médias s'est progressivement installé dans la vision du monde des Gilets jaunes, donnant un caractère structurel à leur critique des médias.

Pour ces enquêtés, le mouvement des Gilets jaunes a donc été l'occasion de reconduire, voire d'amplifier, des dispositions préalables à la critique des médias. En effet, leur rapport aux médias, même s'il était marqué par une défiance, faisait généralement moins l'objet d'une réflexion de leur part. En étant confrontés à leur couverture médiatique, ces Gilets jaunes ont donc radicalisé leur jugement sur les médias ce qui a pu contribuer à une montée en généralité de leur part, et donc à approfondir leurs connaissances sur le fonctionnement institutionnel de la production de l'information. Parce que les enquêtés les plus politisés sont généralement ceux les mieux dotés en capital culturel, c'est chez eux qu'on trouvera les opinions les plus conciliantes et compréhensives vis-à-vis des journalistes, probablement en raison d'une moindre tendance à « individualiser » les fautes journalistiques.

Pour d'autres enquêtés, l'entrée dans le mouvement des Gilets jaunes fut l'occasion de s'interroger pour la première fois sur les médias. Cette situation ne concerne quasiment que des enquêtés qui ne s'étaient jamais investis dans un mouvement social au préalable. Pour Marion par exemple, ce sont également les violences policières qui la conduiront à changer son regard sur les médias : « ça m'a changée parce que je trouve qu'il y a une violence qui a été exercée sur la population. Là, je me suis rendu compte du pouvoir énorme qu'ils avaient. Et puis deuxièmement, c'est que c'étaient pas des médias si hétéroclites que ça, ils ne respectaient pas l'engagement de ce qu'ils devraient être. » Dans ces situations de crise, les normes sous-jacentes au jugement médiatique peuvent ainsi être dénaturées et remises en question.

Sa camarade Isabelle est également entrée dans une critique politisée des médias à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes. Elle se montre heurtée par le mépris affiché par les médias. Ce sont notamment les représentations des Gilets jaunes en tant que groupe d'individus alcoolisés et marginalisés qui la choquent (elle me dira à un autre moment « je ne suis pas une gueuse, je vis à Cimiez le plus beau quartier de Nice ! »). Pour elle, « le lien avec la presse est rompu » en raison d'un vécu trop différent de ce qui a été dit dans les médias :

« J'étais beaucoup moins virulente, évidemment. Je voyais des choses qui me dérangent, maintenant, je les ai prises en pleine gueule vraiment, parce que quand on sait pas, on a le doute. Mais quand on le vit, on se dit "c'est pas possible". J'ai des enfants, j'ai des petits enfants, j'ai pas envie que l'on dise à mes petits enfants : "ta grand-mère, c'est une tocarde qui traîne dans les ronds-points pleine d'alcool et c'est des gueux qui savent pas s'exprimer". D'ailleurs, pourquoi beaucoup de gens sont partis ? Pour pas être associée à ça. C'est difficile de s'affirmer et de dire, moi je vous emmerde, appelez-moi comme vous voulez. [...] [Mon regard], il a changé complètement. J'étais déjà un peu déçu par la télé. Mais maintenant, je veux pas qu'on me parle de BFM et de tous ces trucs d'information parce que maintenant je peux pas regarder un truc. Vous savez, vous êtes avec une femme qui vous a menti une fois, deux fois... à quel moment vous reprenez confiance ? c'est fini. C'est pas que avec la presse, c'est un truc humain : quand on se prend maintes mensonges, on sait qu'on pourra plus faire confiance, à quel moment on va nous dire la vérité ? Quand je lis un truc, j'ai pas envie de le lire parce que je sais très bien que ça va me servir à rien et je peux pas savoir si c'est vrai ou pas. C'est trop injuste, vraiment, ça va pas. »

Victoria et Lucas ont eux aussi développé une critique des médias à partir du mouvement des Gilets jaunes. Victoria compare sa vision actuelle du journalisme à ses représentations antérieures qui valorisaient l'image d'Épinal du reporter de guerre couvrant l'actualité au péril de sa vie. Cette image a été remplacée par celle de professionnels paresseux, se contentant du minimum pour remplir leurs obligations :

- Question : « Et du coup, ça a changé quelque chose de ce que vous pensez des médias, ce mouvement ? »
- Victoria : « Ben oui, parce que pour moi, au départ, les médias disaient la vérité. »
- Lucas : « Ils ont jamais dit la vérité... »
- V : « Et là, on se rend compte qu'on nous ment depuis toujours. »
- L : « Depuis des années. »
- V : « Pour moi, le journalisme aujourd'hui, on est plus du tout sur la même vision du journalisme qu'à l'époque, celui qui allait sur les guerres pour essayer de vraiment montrer la réalité des choses, de ce qui se passait. Pour moi, le journalisme aujourd'hui, c'est plus du tout ça. Pour moi, à l'époque, c'était logique que des journalistes prenaient des risques, il y a beaucoup de journalistes qui ont été arrêtés. Donc là on se disait effectivement, c'est quand même un métier, c'est pas donné à tout le monde, alors que là ce qu'on voit aujourd'hui. Là, on a une journaliste de *L'Indépendant* vers Céret, vous lui donnez quelque chose à écrire, elle va même pas venir vous voir pour transformer ce que vous lui avez donné à écrire. Elle va reprendre votre texte et elle va le mettre dans le journal signé de sa main. C'est pas elle qui a écrit, ça a été donné. »

À un autre moment de l'entretien, Lucas me livre un avis beaucoup plus virulent sur le journalisme, qu'il fait remonter lui aussi à son expérience au sein des Gilets jaunes :

« Quand on reste devant la télé, on a l'impression que c'est réel, que ça a l'air vrai. Mais quand vous allez sur le terrain, c'est complètement différent, c'est deux choses différentes. Avec les Gilets jaunes, je me suis rendu compte que les journalistes, ce qu'ils disent, c'est vraiment de la merde, beaucoup de trucs inutiles. Ce qu'on voit sur le terrain, c'était complètement différent de ce qu'ils disaient. C'était deux mondes différents. »

Dans le cas où la critique des médias représente une nouveauté dans le parcours politique, la crise politique lors de laquelle la légitimité des institutions est questionnée soulève des questions sur des acteurs sociaux qui étaient auparavant en dehors du champ des préoccupations politiques. Tout se passe comme si l'évènement politique se conjugait à l'évènement personnel de la découverte du militantisme, pour déboucher sur une remise en question du monde aussi radicale qu'elle est nouvelle. On peut alors se demander comment cette critique, qu'elle soit inédite ou reconduite, amène les Gilets jaunes à s'informer via ces canaux traditionnels si décrits.

9.1.2 Une consommation télévisuelle défiante et réflexive

En ce qui concerne les chaînes de télévision regardées, les écarts entre Gilets jaunes et population globale sont généralement faibles.

	Gilets jaunes	Population globale
BFM TV¹	43,9%	43,1%
CNews	20,6%	18,7%
Euronews	11,6%	6,0%
France 2	39,7%	42,7%
France 3	37,0%	32,7%
France 24	13,8%	7,0%
Franceinfo	20,1%	16,3%
LCI	24,9%	17,4%
TF1	47,6%	50,6%
TV5	11,1%	6,7%
M6	25,9%	28,3%
Arte	19,0%	14,4%
TMC	9,5%	7,9%

Tableau 13 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « Parmi les chaînes de télévision suivantes, laquelle / lesquelles avez-vous regardée(s) pour vous informer sur l'actualité au cours de la dernière semaine ? » - Mai 2019

On remarquera un visionnage plus prononcé chez les Gilets jaunes des chaînes d'information en continu, notamment LCI avec 24,9 % contre 17,4 %, soit un écart de 7,5 points. On peut supposer que l'immersion dans un mouvement social très médiatisé les a poussés à accentuer leur suivi du traitement médiatique dont ils faisaient l'objet. Sans avoir à ma disposition d'éléments éclairant spécifiquement cette question, on remarque également une consommation quasi double pour les chaînes internationales (Euronews, France 24 et TV5).

¹ Pour chaque tableau, l'ordre donné reproduit systématiquement celui du questionnaire.

Ces chiffres n'indiquent cependant rien des modes de consommation de la télévision de la part du public réel dont les pratiques sont socialement différenciées¹. Les enquêtés ont généralement un rapport distant à la télévision. Il est rare qu'ils me la citent comme une source d'information en laquelle ils ont confiance. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils rejettent en bloc les programmes télévisés. La télévision semble bénéficier de son statut ambivalent de média traditionnel le plus consulté de France, et en même temps générateur de méfiance. On la regarde souvent en lui accordant une attention flottante, et en faisant le tri entre ce que l'on apprécie et ce que l'on n'aime pas.

Pour les enquêtés issus des classes populaires, la télévision est souvent une présence permettant de se tenir au courant des nouvelles de manière très générale. C'est par exemple le cas de Catherine qui me dit s'en tenir à France 3 Régions et écouter vaguement CNews : « Alors quand je peux, je regarde les éditions régionales de France 3 parce que c'est la région. Le matin, je prends mon café devant CNews pendant un quart d'heure, comme ça j'ai les grandes lignes de la journée. » Monique me tient des propos similaires, faisant peu de cas de ce medium : « je regarde la une, la deux, mais je fais pas attention parce que j'aime pas plus l'une que l'autre, j'écoute les titres s'il y a quelque chose d'extraordinaire. S'il y a rien d'extraordinaire, je passe à autre chose. »

Pour ceux très réticents, ce sont les situations familiales, et notamment conjugales, qui les amènent à consommer ce média délaissé². C'est par exemple le cas de Mike qui regarde quand ses amis Gilets jaunes sont invités sur les plateaux ou lorsque sa compagne allume la télévision. Sur ce point, on retrouve l'observation d'Olivier Masclet selon qui certains foyers se caractérisent par un contrôle des épouses sur les programmes consommés en famille³ :

« Tout ce qui est BFM, CNews franchement je regarde quand ma femme regarde parce que ça lui arrive de regarder, mais sinon je vais pas chercher. Ça peut m'arriver de regarder des fois des émissions en particulier parce que j'ai des amis qui y passent. Je sais que Jérôme Rodrigues est déjà passé chez Morandini ou là il est chroniqueur chez Hanouna. Hanouna, j'aime pas le personnage, mais je regarde parce que j'ai des amis qui y passent. Mais sinon non je regarde pas. »

Jean-Jacques me dit qu'il est tenu au courant des informations télévisées uniquement par le biais de son épouse : « c'est ma femme qui regarde les infos et quand il y a une chose qui lui paraît importante, elle me le dit. [...] Mais je suis incapable de regarder un journal télévisé. Je peux pas tenir dix secondes devant une allocution de Macron ! » Son entrée parmi les Gilets

¹ Brigitte Le Grignou et Erik Neveu, *Sociologie de la télévision*, Paris, La Découverte, 2017, p. 65.

² Julien Figeac, « La configuration des pratiques d'information selon la logique des situations », *Réseaux*, 2007, vol. 25, n° 143, p. 28-29.

³ Olivier Masclet, *L'invité permanent. La réception de la télévision dans les familles populaires*, Paris, Armand Colin, 2018, p. 94.

jaunes semble avoir joué un rôle important dans ce rejet, puisqu'il me raconte que le traitement médiatique du mouvement l'a poussé à rejeter les informations télévisées. Voici ce qu'il me répond quand je lui demande comment il a pris connaissance du mouvement des Gilets jaunes :

« Pour le dire de manière caricaturale, c'était l'une des dernières fois que j'ai vu des informations sur les chaînes conventionnelles, des médias conventionnels et je dirais qu'à partir du 17 novembre 2018, j'ai retourné mon écran contre mon mur. C'est une façon de parler, mais j'ai cessé de m'alimenter sur le point de vue de l'information, par le biais des chaînes traditionnelles. J'ai franchi le cap de considérer que les médias officiels ne peuvent pas être indépendants. Ils sont, comme on le sait, à 90 % ou à peu près des propriétés de grands groupes, en tout cas de la classe dominante de la société. »

La consommation de la télévision est également liée aux positions idéologiques. Thierry me dit par exemple être un consommateur très modéré de chaînes d'information. Militant depuis sa jeunesse (il est passé par le PCF et FO), ses goûts reflètent son positionnement politique ainsi que son engagement au sein du mouvement des Gilets jaunes. S'il n'aime pas CNews en raison de l'omniprésence d'Éric Zemmour au moment de l'entretien (décembre 2021), il précise qu'il est important pour lui que chacun puisse exprimer ses idées. Bien qu'il ait lutté contre l'extrême-droite sur les ronds-points, il a dû le faire en composant avec des participants votants pour le RN. Il me dit enfin apprécier l'émission C politique sur France 5 en raison de la diversité des invités et des thématiques abordées, en dépit du début de sa réponse où il critique le service public, « tenu par qui on sait [l'État] » :

« Malheureusement le service public c'est tenu par qui on sait... BFM TV, CNews, tout ça, je les laisse de côté, je passe rapide dessus. CNews on en parle pas, c'est Zemmour à toutes les sauces. Zemmour, je m'en fous, il dit ce qu'il veut, je vais pas l'empêcher de dire ce qu'il a à dire. J'aime bien cette phrase qui dit : "je suis pas d'accord avec ce que tu dis, mais je me battrais pour que tu aies le droit de le dire". Ça c'est une logique qui doit durer le plus longtemps possible [...] Il y a une émission que j'aime bien le dimanche qui passe sur France 5, c'est C politique, elle est super. Ils passent des gens qu'on n'a pas toujours l'habitude de voir sur les autres chaînes. Il y a un petit côté vérité, mais ils se mouillent pas trop. Mais j'aime bien, ils abordent des sujets qu'on voit pas sur les autres chaînes. Ça c'est bien. »

Hervé regarde lui la télévision de manière occasionnelle, en fonction de ses affinités idéologiques qui le font apprécier les émissions de Pascal Praud sur CNews, à rebours de l'attitude de nombreux Gilets jaunes qui fustigent cet animateur. Il a en revanche la dent dure contre Franceinfo qu'il considère comme penchant à gauche :

« Je regarde un peu la télévision, je zappe un peu sur toutes les chaînes pour avoir les informations qui viennent de tous les côtés. Je regarde les débats qui viennent de CNews, j'aime bien Pascal Praud, il a des invités intéressants et je trouve que c'est un mec pas mal. J'écoute différentes radios, j'écoute pas vraiment Franceinfo parce qu'ils sont vraiment énervants. Ils ont une façon de penser et d'agir unilatérale. »

Il est par ailleurs frappant qu'il oppose les médias dominants aux médias détenus par Vincent Bolloré comme CNews, qu'il estime aller à contre-courant de l'idéologie dominante. Compte tenu de la tendance de gauche de l'échantillon général d'enquêtés et au regard des publications analysées, il va sans dire que cette position semble très minoritaire au sein du mouvement. C'est

d'ailleurs au tout début de l'entretien qu'il me fait part de cette réflexion, à peine l'enregistrement démarré, et avant même que je ne lui ai demandé de se présenter :

- Hervé : « De toute façon c'est pas compliqué, t'as tous les médias qui sont dirigés par le gouvernement, dirigés par les copains du gouvernement et qui disent ce qu'ils ont envie de dire. Et t'as d'autres médias comme ceux qui appartiennent à Bolloré, CNews par exemple, qui sont sur une ligne parallèle. Pas inverse non plus parce qu'ils se mouillent pas trop, parce qu'ils ont peur de perdre leur boulot les gars. Enfin, ils en disent un petit peu plus. J'écoute CNews, c'est les seuls qui disent pas les mêmes choses que les autres, sinon Sud Radio. Il y a quelques médias comme ça qui sont soi-disant indépendants et qui sont pas à la botte du gouvernement à 100 %. Les autres, ils disent ce qu'on leur dit de dire. »
- Question : « Pour toi, CNews et Sud Radio, c'est des médias indépendants ? »
- H : « Plus ou moins, quand t'écoutes Pascal Praud le soir il dit ce qu'il a envie de dire, il s'emmerde pas trop, bon il est modérateur donc quelquefois il modère. Mais un mec comme Rioufol il dit ce qu'il a envie de dire. [...] Franceinfo, ça me casse les couilles, ils disent n'importe quoi. C'est pas du mensonge pur, c'est de la déformation d'informations. Ils disent pas tout, tu vois quand ils parlent de Zemmour, ils vont forcément parler "du polémiste d'extrême-droite". Les autres candidats, c'est pas l'extrême gauche, c'est pas ceci, ils sont toujours là en train de foutre des étiquettes sur les gens comme ça les arrange. Ces derniers temps, j'ai l'impression qu'ils prennent le parti de Pécresse sur les médias gouvernementaux. Ils ont peut-être senti le vent tourner. »

Dans un autre registre, Cédric me dit regarder CNews « de manière ironique » et distanciée, davantage pour observer le traitement de l'information lui-même que pour s'informer : « c'est pour déconner et pour s'informer de comment ils traitent l'info aussi, ou Pascal Praud, comme émission humoristique on regarde ça au quinzième degré avec ma copine, c'est notre émission comique préférée ! » Ce mode de visionnage est à lier à ses connaissances en critique des médias qu'il a accumulées alors qu'il était étudiant : « quand j'étais au beaux-arts et qu'il y avait le CPE, je lisais *Sur la télévision* de Bourdieu, il y avait une brochure des anars du CLASH et c'était une brochure de critique des médias ». Fils d'un responsable communiste, cet héritage s'est transmis car ce sont ses lectures personnelles qui lui ont permis d'accumuler un fort capital culturel : cette ironie est celle dont parlaient Bourdieu et Passeron quand ils notaient que c'était chez les plus diplômés qu'on observait « la désinvolture ironique¹ » des pratiques culturelles.

Dans le cas de Lucas et Victoria, la consommation de télévision est d'abord présentée comme orientée vers les loisirs. Néanmoins, Lucas considère tout de même l'utilité d'une consommation militante pour surveiller les agissements du gouvernement. Le fait d'avoir été confronté à la répression policière lors du mouvement les a vraisemblablement rendus beaucoup plus vigilants quant au contexte politique :

« Les infos, c'est mort. On regarde plus la télé depuis longtemps, on a une télé, mais on la regarde pas, c'est juste pour les films. Après moi je dis souvent à Victoria qu'il faut quand même les surveiller, il faut surveiller ce qui se passe et écouter ce qui se dit. Des fois, ils posent des lois, on n'est même pas au courant. Et demain tu fais un peu de travers et paf ! t'étais pas au courant. Et comme nul n'est censé ignorer la loi, t'es plus ou moins obligé de suivre. Mais bon, tu fais pas ça 24 h/24. »

¹ P. Bourdieu et J.-C. Passeron, *Les héritiers*, op. cit., p. 34.

On retrouve un propos similaire chez leur camarade Étienne qui me dit lui aussi l'importance de surveiller LCI depuis le mouvement des Gilets jaunes, en raison de nombreuses infos qui lui ont semblé erronées :

« Oui je regarde beaucoup plus LCI, moi TF1 j'aime pas c'est contre mon optique. Mais je la regarde parce que... BFM je la zappe comme ça, mais c'est pas mon truc. LCI c'est depuis les Gilets jaunes : ils ont tellement menti, tellement raconté des choses que j'ai dit "on va voir ce qu'ils vont nous mettre" et je me suis habitué aux chroniqueurs qui y étaient. Et je suis certains, je regarde leurs points de vue, mais toujours en contre balance vu qu'on a un point de vue qui est plus objectif sur les Gilets jaunes, eux ils font une généralité. »

Un certain nombre d'enquêtés ne disposent pas de télévision. C'est par exemple le cas de Rémi, qui en possédait une à une époque avec magnétoscope pour regarder des films, et qui est maintenant allergique au petit écran. Quand je lui demande s'il lui arrivait de regarder les informations quand il avait encore un poste, il me répond qu'il n'était pas non plus très intéressé :

« Ça m'arrivait un petit peu, mais j'avais le sentiment qu'il y avait plus grand-chose quoi. J'ai beaucoup de mal à supporter maintenant. Il y a beaucoup de jeux, beaucoup de trucs comme ça aux heures de grande écoute. C'est des trucs à la con quoi. Et en émission politique, oui effectivement, en ce moment, il y a les présidentielles, on va devoir regarder. Je sais pas s'il y a encore Pujadas, je sais pas ce qu'ils ont fait de lui. De toutes façons des journalistes de ce type-là qui me gonflent... »

Chez Isabelle, c'est le dégoût pour les programmes de télé-réalité qui l'a conduit à se séparer de sa télévision environ sept ans avant l'entretien (vers 2014). Elle considère que les programmes sont abêtissants (« tout est bas de gamme, on s'élève pas quand on regarde la télé, au contraire, on rétrécit »), à l'exception peut-être d'Arte (que je lui suggère). Elle mentionne aussi le coût d'un abonnement qui n'en vaudrait pas la peine (« je me rappelle quand mon mari, il avait pris une espèce d'abonnement, on avait, je sais pas, plus de trente chaînes [...] Et on paye cher »). Sa défiance vis-à-vis de l'actualité complète le portrait à charge qu'elle dresse de la télévision :

« La nullité des nouveaux programmes, télé-réalité et autres. Je voulais pas du tout que mes enfants voient ça quoi, c'est vraiment la misère intellectuelle et sociale. J'ai vu des choses à la télé hein, c'est pas des choses qu'on m'a racontées, je me rappelle une émission qui avait été tournée à Nice à ce moment-là [Nice People sur TF1], je me rappelle plus comment ça s'appelait. C'était de la télé-réalité, des gens qui sont filmés en ne faisant rien. Il y a des gens qui payent pour regarder ça et quand c'est fini, c'est les pubs. Au milieu de ça, il y a des infos qui sont de la désinformation, parce que là, je sais dans la vraie vie que c'est faux. Ce que je constate, je le constatais déjà il y a longtemps, et je trouve que les choses se sont vraiment aggravées. »

Elle compare également la vulgarité des programmes actuels qu'elle n'aime pas aux émissions qu'elle a pu regarder quand elle était enfant. Même si elle me dit n'avoir jamais été une grande consommatrice de télévision, il lui semble que les programmes de sa jeunesse étaient de meilleure qualité que maintenant. On peut donc supposer que le faible attachement à ce média, associé au sentiment d'un déclin qualitatif, a été confirmé par son expérience dans le mouvement des Gilets jaunes :

« Ma petite enfance, c'est ma grand-mère qui m'a élevée, elle s'intéressait à beaucoup de choses. [...] Mais la télé, il me semble que je la regardais pas beaucoup déjà, j'ai toujours été très dehors. Mais elle était moins pourrie que maintenant, ça c'est sûr, en tout cas de mes yeux d'adolescente

parce qu'après carrément, quand j'ai vécu seule, j'ai eu la télé, mais je la regardais vraiment très, très peu, mais ça me paraissait plus près de la réalité. Là, je trouve qu'on est tombé dans des trucs de dingue quoi. Ça me paraissait plus intéressant. Il y avait déjà des petits films, j'en sais rien... quand on était petit, qu'est ce qu'on regardait ? Skippy, des choses comme ça, c'était quand même joli, c'était sûrement très cucul, je me rappelle pas... Mais c'était pas grossier comme maintenant, je trouve que la télé est très vulgaire. »

Malika témoigne d'une nostalgie de la qualité des programmes d'antan. Bien qu'elle possède un téléviseur, elle me dit qu'elle « regarde très peu BFM », dont elle retient surtout des passages de Gilets jaunes qui la mettent en colère contre les animateurs de la chaîne (notamment Apolline de Malherbe). Si elle semble donc consommer très faiblement ce média, elle me raconte longuement l'importance qu'ont eue pour elle les téléfilms de son enfance. Elle me parle notamment de Jacquou le Croquant qui a été adapté à la télévision en 1969, ainsi que Thierry la Fronde, et apprécie particulièrement le message social implicite qu'elle met en valeur lorsqu'elle me raconte ces feuilletons. Elle les compare avec les représentations négatives des classes populaires à la télévision, et les usages politiques de l'Histoire de France qui dévalorisent selon elle la Révolution française :

« Alors mes parents ne savaient pas lire, ma mère s'est alphabétisée, elle a pris des cours d'alphabétisation, mon père aussi un petit peu, mais malheureusement comme il avait deux boulots donc voilà... Donc non mes parents lisaient pas le journal c'est clair, par contre oui la télé c'était un vecteur... ce qui était très intéressant à l'époque, c'est les années 70 parce que moi je suis née en 63, donc mon adolescence c'est les années 70-80. Et ce qui est très intéressant par rapport à la télé, c'est qu'il y avait une volonté, bon je sais pas si c'était bien fait ou pas, une volonté de donner des repères historiques. Il y avait des feuilletons, mais histoire populaire de la France avec des cas concrets, enfin populaire, pas ce qu'il y a actuellement. C'est incroyable ! on parle que des rois, il y a pas du tout ce volet France populaire, les souffrances, moi je pense qu'il y a un feuilleton qui m'a fait prendre conscience d'un certain nombre de choses, enfin mon éveil politique on va dire, c'est Jacquou le Croquant, franchement je vous le recommande. [Elle me raconte alors le scénario qui met en scène Jacquou, enfant du Périgord, et sa famille aux prises avec le cruel seigneur local] Jacquou, il a la chance d'être recueilli par un prêtre laïc qui a adhéré à la Révolution française. Ce qui est intéressant, c'est que ça donne une image de comment vivaient les Français à ce moment-là, on peut s'identifier même si je suis d'origine algérienne, mais ça aurait très bien pu se passer en Algérie et d'ailleurs ça s'est même sûrement passé avec le même système de caïd et de Seigneur. Parce que c'est après la révolution, c'est la Terreur blanche, parce qu'on dit que la Révolution française c'est la Terreur rouge avec Robespierre qui est considérée comme la Terreur même, alors que la terreur blanche, c'est les nobles et le clergé qui se vengent. Dans le feuilleton, on montre bien le rapport de force en faveur du clergé, de l'Église et des bourgeois des parvenus. Ce qui est intéressant, c'est d'avoir des repères historiques. Il y avait également le pain noir sur une petite fille orpheline placée. Il y avait Eugène Sue, Thierry la Fronde également. Alors qu'aujourd'hui c'est à dégueuler quoi. C'est comme si en France, il y avait eu que des rois, que des princes. Le reste, l'histoire populaire, l'histoire des Français, en tout cas de l'extrême majorité des Français, elle est quasiment pas représentée, véhiculée, ni transmise. Et moi il me semble que ce sont des fictions qui permettent d'avoir des repères historiques. Parce qu'aujourd'hui, si vous entendez un enfant, là mon fils, il vient de faire la Révolution française. Son prof d'histoire, il a mis une vidéo du jugement de Louis XVI et de Marie-Antoinette et de l'exécution de Louis XVI. Alors que ce que les enfants vont retenir, c'est que la Révolution française on a guillotiné le roi. Et donc la violence, bien entendu, elle est du côté populaire. Donc on a guillotiné le roi, mais combien de Français sont morts de faim ? Combien sont morts de maladie ? C'est des millions. Si on s'intéresse juste à la période XVI^e-XVII^e, c'est certainement des millions. Je vous recommande le bouquin de Gérard Noiriel, *l'Histoire populaire de la France, de la guerre de Cent Ans à nos jours*. »

Fille d'immigrés algériens, la télévision a donc été pour elle une manière de se réapproprier l'histoire de son pays d'accueil, dans laquelle elle trouve des similitudes avec l'histoire algérienne. Cette démarche universaliste s'est réalisée tout au long de sa vie, et elle met au crédit de ces programmes télévisés l'initiation d'une démarche intellectuelle qui se traduira par des lectures sur l'histoire de l'Algérie et de la France, à l'image du livre de Gérard Noiriel : « ces feuilletons m'ont permis de savoir comment les Français vivaient [...] Je suis arrivée en France, j'avais sept ans et demi, presque huit ans, en tout cas, ça m'a permis d'avoir des repères historiques. Et ça, ça manque énormément pour les enfants. » On peut donc supposer que c'est parce qu'elle a pu mesurer le potentiel éducatif et émancipateur de la télévision qu'elle est aujourd'hui si déçue par ce média.

Ces différents témoignages montrent que les Gilets jaunes entretiennent un rapport globalement négatif aux informations télévisées, bien que les chiffres indiquent que la télévision est fréquemment regardée par les participants au mouvement. Premièrement, les enquêtés les plus ancrés dans les classes populaires ont un visionnage régulier, mais flottant, orienté vers la prise de connaissance des grands titres. La télévision sert alors à lier le temps privé avec celui de l'espace public, tout en se contentant de la teneur purement factuelle de l'information¹. C'est là une différence avec le constat d'une omniprésence de la télévision dans les milieux populaires², puisque l'implantation de la télé semble affectée par l'expérience négative d'un traitement médiatique concomitant à l'engagement parmi les Gilets jaunes.

Deuxièmement, on observe un usage politique de la télévision, où l'on regarde les programmes en fonction du positionnement idéologique et militant³. Dans ce cas de figure, les émissions sont généralement appréciées car elles répondent aux attentes en matière de pluralisme de l'information : alors que, comme on l'a vu, les Gilets jaunes reprochent au système médiatique son absence de voix discordantes, les enquêtés sont prêts à nuancer ce jugement quand ils déclarent trouver un nombre restreint d'exceptions, qui confirment donc la règle. On note également la présence d'une consommation stratégique, voire ironique, de la télévision qui entretient un rejet qui se traduit par un usage subversif des informations télévisées.

Enfin, une dernière catégorie rejette la télévision comme inutile et choisit tout simplement de ne pas s'équiper en téléviseur. L'expérience parmi les Gilets jaunes a reconduit chez eux le

¹ Jérémie Derhi, *Usages et lectures des chaînes d'information en continu : une culture de l'identité au quotidien*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Sorbonne Nouvelle, Paris, 2023, p. 310-311.

² O. Masclet, *L'invité permanent*, op. cit., p. 71.

³ Charlotte Dolez, « Le sens de l'actu. Une analyse des interprétations de l'information à partir d'entretiens de couple », *Politiques de communication*, 2015, n° 4, p. 127.

délaissement de la télévision qui était déjà critiquée auparavant comme sans intérêt et dégradante intellectuellement. On retrouve en quelque sorte ce qu’Olivier Masclet observait, à savoir que la télévision peut être perçue comme un « danger moral¹ », à la différence que les craintes exprimées ici sont davantage politisées.

9.1.3 Un délaissement de la radio

Comme l’indiquent les chiffres de l’enquête PIL, la radio est beaucoup moins consommée que la télévision. Si, globalement, le pourcentage de Gilets jaunes l’écoutant au moins une fois par semaine est relativement élevé avec 69,8 %, cette écoute est plus rare puisqu’ils sont seulement 38,1 % à l’écouter quotidiennement. Lorsqu’ils précisent les stations qu’ils écoutent, les Gilets jaunes révèlent un certain nombre d’écarts avec la population générale.

	Gilets jaunes	Population globale
Europe 1	15,3%	11,9%
France Culture	9,5%	4,6%
France Info	16,4%	17,2%
France Inter	14,8%	13,0%
RFI	3,7%	0,9%
RMC	14,3%	10,9%
RTL	20,6%	17,1%
RFM	9,5%	5,9%
RTL2	10,1%	6,7%
NRJ	16,4%	9,3%
Nostalgie	13,2%	6,9%
Radio Classique	3,7%	2,3%
France Bleu	12,7%	8,6%
Chérie FM	8,5%	5,9%

Tableau 14 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « Parmi les stations de radio suivantes, laquelle / lesquelles avez-vous écoutée(s) pour vous informer sur l’actualité au cours de la dernière semaine ? » - Mai 2019

Parmi les radios généralistes, les Gilets jaunes consomment plus que la moyenne les stations privées RTL, Europe 1 et RMC. Côté public, France Inter, France Info et France Bleu, qui sont davantage orientées vers l’actualité sont également bien présentes dans les habitudes informationnelles des Gilets jaunes. On remarque également la présence de radios musicales comme NRJ ou Nostalgie, qui proposent de brefs bulletins d’information.

Lorsque j’énumère les différents supports de consultation de l’information, la radio est le média sur lequel les enquêtés ont généralement le moins à dire. Contrairement à la télévision, associée spontanément à BFM TV et CNews, ou la presse associée à une certaine politisation, la radio

¹ O. Masclet, *L’invité permanent*, op. cit., p. 235.

semble ne provoquer aucune réaction particulière. Monique me dit par exemple écouter « RTL parce que j'aime bien les Grosses Têtes, mais sans être fan. Pour l'info, j'écoute les titres, mais le reste ne m'intéresse pas. Je regarde les titres des infos. » Thierry se contente de me dire qu'il écoute « France Bleu le matin parce que c'est local », quant à Étienne, il semble écouter la radio uniquement comme fond sonore d'accompagnement lorsqu'il est en voiture, sans s'attarder vraiment sur le choix de la station (il les écoute « toutes » me dit-il) : « aussi bien RTL qu'Europe 1 ou les radios locales qui parlent. Je me souviens même plus les noms, les radios du coin quoi... je mets la radio je les écoute. [...] c'est quand je suis en voiture que je mets la radio, je mets rien de bien précis, j'ai pas d'émission bien précise à la radio. »

Jean me dit lui aussi écouter la radio en voiture, en privilégiant les radios de service public. Alors qu'il est généralement loquace, la description de ses habitudes radiophoniques est brève : « ouais, j'aime bien Franceinfo quand je circule. Souvent. Franceinfo, rarement France Inter, France Culture, ça m'énerve, je trouve que c'est très culturel justement, c'est très haut perché. Pas tout, c'est vrai qu'il y a des choses bien des fois. » Bien qu'il fasse partie des enquêtés avec le plus fort capital culturel, il est tout de même mitigé quant au ton souvent académique employé sur France Culture. On peut relier ce reproche à l'idéal d'émancipation par la culture qu'il entretient en animant des conférences d'éducation populaire, qui valorise donc l'accessibilité et la vulgarisation contre le jargonage.

Rémi me dit écouter la matinale de France Inter qu'il apprécie cependant de moins en moins en raison des animateurs : « France Inter a pris une tournure qui me déplaît complètement. Maintenant, c'est Léa Salamé et Nicolas Demorand, on a l'impression d'entendre la voix de son maître à la radio. Quand ils ont des invités, je les trouve agressifs ».

France Culture est en revanche très appréciée dans le groupe des Brestois, qui est très ancré à gauche et apprécie beaucoup les productions médiatiques de la gauche radicale. Cédric est le moins disert, il se contente de me dire écouter les radios de service public ainsi qu'Europe 1 de manière ironique comme pour les émissions de Pascal Praud sur CNews : « je me tape un peu France Inter quand je cuisine, un peu France Culture... j'avais complètement arrêté France Inter là je remets un peu. J'écoute aussi un peu les fachos sur Europe 1 à 18 heures j'aime bien écouter leurs conneries. Mais j'aime bien me renseigner sur l'extrême-droite, je suis un peu leurs délires. » Là aussi, la radio est écoutée pour accompagner une activité quotidienne, en l'occurrence la préparation du repas.

Lorsque Loïc est venu me chercher en voiture à la gare de Brest, son autoradio diffusait France Culture. Cela m'a permis de rebondir sur le sujet au cours de l'entretien. Il apprécie cette station

en raison d'émissions de qualité avec de bons intervenants, mais se méfie beaucoup plus lorsqu'il s'agit des bulletins d'informations qui sont les mêmes que sur France Inter :

« Faut être critique, France Culture, il y a de très bonnes émissions. Par exemple au niveau scientifique Étienne Klein, c'est super de l'écouter parce que t'apprends plein de trucs sur la physique, la chimie, l'astrophysique, toutes les sciences quoi. Par contre, tu sais aussi que quand tu laisses la radio allumée et que c'est le journal de France Culture, que tu peux jeter à la poubelle les trois-quarts de ce qu'ils disent parce que c'est le même journal que... c'est le service public. [...] Des fois t'as de super émissions et des fois t'as des émissions de merde qui invitent des supers bons intervenants qui vont faire que l'émission que d'habitude je considère comme pourrie, vont faire qu'elle sera très bien parce que là l'intervenant apporte quelque chose. Mais à côté, de ça le journal de France Culture, quand je l'écoute, je sais que c'est le même que France Inter, c'est l'AFP derrière. »

Dans le jugement mitigé de Loïc, la dimension pédagogique est ce qui est le plus valorisé important chez cet enquêté qui apprécie pouvoir s'instruire en écoutant la radio.

On retrouve cet attrait chez son camarade Victor. « Biberonné à France Inter » via l'émission critique Là-bas si j'y suis (qui est aujourd'hui retransmise en ligne, j'y reviendrai), Victor trouve dans les émissions de France Culture la réalisation d'un idéal citoyen conjuguant exigence intellectuelle et prise de parole de gens ordinaires :

« En radio FM qu'on peut choper France Culture, ouais mine de rien, France Culture ! Moi, j'ai été biberonné à France Inter, je le dis pour rigoler, mon grand gourou, c'était Daniel Mermet, ça m'a beaucoup marqué quand j'étais petit. Donc France Inter, c'est peut-être là nostalgie de l'enfance et France Culture, parce que pour en revenir aux infos, ce qui m'intéresse. Il y a un niveau qui nous prend pas pour des imbéciles tout le temps et quand on écoute des émissions comme LSD – La Série Documentaire ou Les Pieds sur Terre, là, on est vraiment avec les gens. Un grand moment radiophonique avec Les Pieds sur Terre, c'est quand ils sont devant Le radeau de la Méduse et ils parlent au Louvre avec les gens. Et les gens sortent des choses et ils parlent et c'est des gens comme toi, comme moi, comme n'importe qui et ça fait du bien, ça donne un côté populaire, un côté où on est avec les gens. Et LSD, c'est du temps long, quatre émissions, c'est quand même plutôt pas mal. Avoir quatre heures de radio sur un même thème avec plein de gens différents et en prenant le temps de traiter les sujets, ça fait du bien. »

Dans un article paru en 1997, Hervé Glevarec notait justement que les producteurs de France Culture abhorraient le terme « pédagogie » qui renvoyait chez eux à une posture de surplomb pédante et élitiste. La station avait choisi de privilégier les formats donnant « la parole soit à ceux qui en sont habituellement privés, soit aux professions supérieures, mais “d'un point de vue subjectif”, afin de tenter de contrecarrer leur discours professoral, leur langue convenue ou de bois¹. » Alors que les Gilets jaunes attachent de l'importance au pluralisme et à l'objectivité, des émissions comme LSD ou Les Pieds sur Terre sont pour Victor des exemples qui parviennent à se conformer à ces deux attentes, soit en mettant à l'honneur des intellectuels moins médiatisés – gage de sérieux pour un public rebuté par les éditorialistes – soit en donnant la parole à des personnes ordinaires auxquelles on s'identifie.

¹ Hervé Glevarec, « Les producteurs de radio à France Culture. “Journalistes”, “intellectuels” ou “créateurs” ? De la définition de soi à l'interaction radiophonique », *Réseaux*, 1997, vol. 15, n° 86, p. 24.

Parce que la radio semble moins exposée à l'attention des Gilets jaunes, il semble qu'elle ait moins été discréditée par la couverture médiatique du mouvement. Non que ses animateurs ne soient jamais visés (Loïc me fait par exemple part de son aversion pour Patrick Cohen), mais sans que le média lui-même ne soit mis en cause. On peut supposer que l'importance de la télévision dans les pratiques des Français ait éclipsé la radio lorsque les médias ont été identifiés comme des adversaires du mouvement. Son utilisation est moins prenante que la télévision, qui est censée mobiliser la pleine attention des téléspectateurs alors que la radio est conçue pour accompagner les auditeurs dans leurs activités quotidiennes. Mettre la télévision en fond est déjà une pratique subversive, alors que l'écoute autonome de la radio rentre dans les usages attendus du dispositif¹.

L'orientation de l'échantillon à gauche fait que le peu de fois où la radio a été discutée en détail, c'est France Culture qui a été mentionnée. Sans pouvoir généraliser au mouvement dans sa globalité, on notera que 9,5 % des Gilets jaunes de l'ANR PIL déclarent écouter cette radio contre 4,6 % de la population générale. Certes, les répondants au questionnaire ont un niveau de diplôme plus élevé que celui moyen du mouvement. Mais les deux enquêtés amateurs de cette radio, Victor et Loïc, n'ont pas fait d'études particulièrement longues, le premier étant apprenti garde-forestier, tandis que le second est aide-soignant. En revanche, leur capital culturel et politique est important, ce qui est un trait associé à l'écoute de France Culture qui est privilégiée par les professions intellectuelles supérieures sans être complètement rejetée par les employés et les ouvriers². Ces deux profils semblaient de plus être déjà auditeurs de France Culture avant le mouvement des Gilets jaunes. Se pose donc la question, à laquelle je ne suis pas en mesure de pouvoir complètement répondre, de l'élargissement par la politisation au contact du mouvement des Gilets jaunes de l'auditoire de France Culture.

9.1.4 *La presse écrite, entre consultation locale et usages militants*

La comparaison de la lecture de la presse écrite entre les Gilets jaunes et la population générale révèle que les premiers s'informent en moyenne davantage par ce biais (16,9 % contre 14,8 %). Le détail des lectures montre également des écarts intéressants.

¹ J. Figeac, « La configuration des pratiques d'information selon la logique des situations », art cit, p. 26.

² Hervé Glevarec et Michel Pinet, « France Culture. Une seconde radio pour les professions intellectuelles et culturelles », *Le Mouvement Social*, 2007, n° 219-220, p. 118.

	Gilets jaunes	Population générale
Le Monde	10,6%	7,4%
Le Figaro	5,3%	6,0%
Les Échos	5,3%	3,0%
L'Équipe	10,6%	5,5%
Libération	9,0%	3,4%
La Croix	5,3%	1,7%
Le Parisien	7,9%	5,4%
Paris Match	6,3%	4,0%
Le Point	5,8%	4,8%
L'Obs	6,9%	3,8%
L'Express	5,3%	4,0%
Marianne	6,3%	2,5%
Courrier international	3,2%	2,5%
20 Minutes	14,3%	11,2%
CNews	3,7%	2,5%
Le 1	2,1%	0,6%
Presse étrangère	0,5%	1,3%
PQR	22,8%	17,4%
L'Humanité	5,3%	1,3%

Tableau 15 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « Parmi les journaux/magazines suivants, lequel/ lesquels avez-vous consulté(s) au format papier pour vous informer sur l'actualité au cours de la dernière semaine ? » - Mai 2019

On remarque tout d'abord que les Gilets jaunes sont proportionnellement plus nombreux à consommer chaque titre proposé au questionnaire, à l'exception du *Figaro* (5,3 % contre 6 %) et la presse étrangère (0,5 % contre 1,3 %). On remarque par ailleurs une consommation élevée de la presse quotidienne régionale (PQR) avec 22,8 % des Gilets jaunes interrogés. On observe également des écarts notables avec la population générale en ce qui concerne les titres classés à gauche que sont *Libération*, *L'Obs* et *L'Humanité*, le quotidien communiste étant lu quatre fois plus que dans la population générale. Cet attrait reflète l'importance dans l'échantillon d'un pôle de gauche radicale, qui semble alimenter la consultation de ces titres. L'hebdomadaire *Marianne* est lui aussi surreprésenté dans les lectures des Gilets jaunes (6,3 % contre 1,5 %, soit 2,5 fois plus), ce qui peut être expliqué par la teneur parfois souverainiste de ce titre qui se retrouve dans la défiance des Gilets jaunes envers l'UE. Autre résultat intéressant *La Croix*, lu trois fois plus chez les Gilets jaunes que dans la population générale (7,3 % contre 1,7 %). Je n'ai cependant pas vraiment d'éléments qui permettraient d'attester d'une importance des milieux catholiques parmi les Gilets jaunes (Marina, qui a manifesté aux côtés de La manif pour tous, ne m'a pas fait part d'un attrait particulier pour la religion). Les données de l'ANR PIL indiquent que 28 % des Gilets jaunes sont abonnés à un journal ou à un magazine d'actualité

contre 18,8 % de la population générale. Sur ces 28 %, ils sont 56 % à être abonnés uniquement au format papier, et 18,9 % à être abonnés aux formats papier *et* numérique. Les Gilets jaunes sont également 28 % à déclarer avoir acheté un journal papier dans un point de vente au cours de la dernière semaine contre 21,5 % pour la population générale.

La consommation de presse écrite peut être liée à la socialisation familiale. Victor a par exemple eu une enfance et une adolescence marquées par la présence de journaux, qu'il s'agisse des lectures parentales ou des siennes, en particulier *Courrier international*. Lassé par l'omniprésence des publicités dans cet hebdomadaire, il en fournit une analyse économique qui témoigne d'une réflexion sur la question :

« Et plus jeune, c'était aussi *Courrier international*, beaucoup, mais *Courrier international*, j'ai arrêté quand ils sont passés du grand format au petit format, ça correspond à la fin de mon lycée. Donc maintenant le *Courrier international*, je le lis, des fois, quand je le vois passer, surtout les pages de fin. Mais maintenant, ils se sont bien vendus à la pub, on sait bien pourquoi, parce que c'est le seul journal qui était bénéficiaire du groupe *Le Monde* en termes papier. Du coup, ils ont diminué l'équipe et ils ont augmenté le volume de pub. Après moi, j'ai été éduqué à *Libération*. Quand j'étais petit, ma mère et mon père, ils le lisaient tout le temps... »

Ces goûts orientés à gauche en matière d'information se radicalisent maintenant qu'il est adulte (26 ans au moment de l'entretien), puisqu'il privilégie *Le Monde diplomatique* ainsi que *CQFD* qu'il achète régulièrement (« c'est important, je préfère les acheter qu'être abonné »). *Le Monde diplomatique* a été fondé en 1954 par Hubert Beuve-Méry et était au départ un supplément international du *Monde*, avant de s'autonomiser sous l'impulsion de Claude Julien puis d'Ignacio Ramonet qui vont lui faire adopter une ligne qui fera du mensuel un titre phare du mouvement altermondialiste¹. Le mensuel s'inscrit par ailleurs pleinement dans la tradition du médiactivisme contre-hégémonique, notamment par l'activité de son directeur Serge Halimi, la proximité intellectuelle avec Bourdieu ou Chomsky et les liens avec différents acteurs de la critique des médias comme PLPL ou Acrimed². Quant à *CQFD*, c'est un mensuel de la gauche radicale fondé en 2003 par le transfuge de *Charlie Hebdo* Olivier Cyran qui s'opposait à la ligne éditoriale de Philippe Val.

Victor commence à consulter les deux titres à 20 ans lors de la mobilisation contre la loi El Khomri de 2016. Alors qu'il apprécie énormément l'exigence intellectuelle du *Monde diplomatique*, *CQFD* le séduit davantage par l'impression de proximité que dégage cette petite production autonome et militante :

« *Le Monde diplo*, c'était vers mes 20 ans. Donc à peu près à l'époque de la loi Travail. Et puis je savais que *Le Monde diplo* avait une certaine renommée, du coup, je pense que j'étais assez prêt à pouvoir le lire. Et *CQFD*, à peu près au même moment aussi. [...] Alors les deux journaux sont pas

¹ Nicolas Harvey, « L'internationalisation du *Monde diplomatique* : entre "cosmopolitisation" et homogénéisation éditoriale », *Pôle Sud*, 2009, n° 30, p. 85-97.

² D. Cardon et F. Granjon, *Médiactivistes*, op. cit., p. 94.

du tout pareils. Ce qui est intéressant avec *Le Monde diplomatique*, c'est le recadrage intellectuel. Même si c'est un journal dont on connaît ses accointances avec ATTAC et une certaine vision réformiste, *Le Monde diplomatique* est quand même assez ouvert sur plein de questions et c'est ce qui est intéressant. Ce qui fait que je lis, c'est surtout que ça demande une lecture, ça demande du travail au lecteur. C'est des sujets qui restent quand même assez ouverts sur le monde global. Je trouve que c'est surtout les recadrages quant à la pensée dominante. Et puis ne pas être d'accord des fois avec *Le Monde diplomatique*, ça fait du bien parce que j'ai l'impression que parfois ils remettent les points sur les i donc ça fait du bien. *CQFD*, c'est un journal militant, mais qui amène aussi une pointe d'humour, ce qui fait que c'est toujours intéressant de le lire. En tout cas, *Le Monde diplomatique*, il est loin de ma vie de tous les jours, mais il est intéressant parce que c'est des gens qui côtoient un autre monde que le mien, qui parlent de choses qui nous touchent indirectement. *CQFD* je pense que ce seraient des gens avec qui je serais pote beaucoup plus facilement, je me sens proche d'eux quoi ! Au niveau de comment ils s'organisent, *CQFD*, c'est quand même un journal pour chaque fin de bouclage, ils font un truc avec les gens, il y a un truc qui est proche de moi, je dirais. »

Il revient ensuite sur ce qu'il apprécie dans *Le Monde diplomatique*, à savoir le fait d'accéder à des informations absentes des grands médias, remettant en cause la vision hégémonique valorisant l'Occident contre ses ennemis. C'est donc une démarche résolument hétérodoxe qui guide en partie sa lecture du mensuel :

« Je dirais que Pierre Rimbert et Serge Halimi, dans leurs éditos, sont toujours intéressants. Notamment dans leur critique de la mission de paix de l'Occident. Par exemple, ils ont fait pas mal de trucs sur les *fake news* sous Trump et ils ont rappelé que les *fake news*, ça a toujours existé, mais que nous, on a été les premiers à en diffuser. Un article qui m'avait bien fait rigoler, c'était l'article sur comment les États-Unis avaient aidé Boris Eltsine à être élu en 96. Et c'était à mettre en parallèle avec le truc que Poutine aurait aidé Trump et avec le truc de destitution le recadrage par rapport aux démocrates américains qui fait beaucoup de bien. »

Il apprécie également la médiatisation des luttes sociales, que ce soit dans *Le Monde diplomatique* ou *CQFD*, qui nourrissent sa réflexion militante :

« Un article que j'ai beaucoup aimé dernièrement [dans *Le Monde diplomatique*], c'était un article sur comment ils avaient essayé de créer une section syndicale à Amazon. C'était quand il y avait des employés d'un grand entrepôt Amazon qui s'y étaient mis, mais sans vraiment s'occuper des ouvriers d'Amazon, mais plutôt dans un truc de combat, "on va se battre contre le grand méchant Amazon", mais le travail sur le terrain était vraiment à revoir. Et du coup, ça, c'était vraiment intéressant de me dire, par rapport aux expériences avec les Gilets jaunes, de se dire : "évidemment, le travail, c'est pas avec de grandes idées venues des bonnes volontés que se font forcément les actes sur le terrain". Après, pour *CQFD*, ils ont une grande bagarre à Marseille sur La Plaine. Après, *CQFD* ont quand même, un biais journalistique qui est assez rigolo. Là, ils font tout un truc sur le monde de l'EHPAD et donc il y a cet humour et en même temps c'est proche des gens de la galère quotidienne. Du coup, il y a aussi un truc par rapport aux travailleurs et aux travailleuses du sexe, qui est assez présent dans *CQFD*. Toujours cette question de la migration. Du coup, toutes ces infos-là, c'est ça qui m'intéresse. Je me sens aussi dedans et donc je vais vers là. »

Cet usage peut être à la fois envisagé, en reprenant les catégories de Gérard Mauger et Claude F. Poliak, comme une lecture didactique qui permet d'apprendre, et comme une lecture « de salut » qui permet de mieux être et de mieux faire¹. Comme le note Élise Cruzel à propos de lecteurs du *Monde diplomatique*, « ces pratiques de lectures sont structurées par leur positionnement politique. Il s'agit principalement d'une lecture qui entretient ou renforce leurs prises

¹ Gérard Mauger et Claude F. Poliak, « Les usages sociaux de la lecture », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1998, n° 123, p. 3.

de positions politiques et/ou leurs croyances¹. » Ce renforcement suppose donc des dispositions à recevoir positivement les positionnements politiques du journal. C'est pour cette raison qu'on retrouve un intérêt pour ce titre chez les enquêtés les plus engagés à gauche, dont certains sont abonnés au *Monde diplomatique*, notamment Jean, Sylvie, Marion et Yohann. Ce dernier me dit qu'il « aime bien le format, la périodicité aussi. En gros je préfère me prendre une journée dans mon canap' au lieu de lire toujours des petits articles. » Antoine me dit lui : « si je tombe sur un *Monde diplo* quelque part, je m'amuse à lire un article ou deux, mais je n'ai pas spécialement beaucoup de temps à investir dedans, c'est beaucoup de fond. » Comme pour la télévision et la radio, les usages militants sont donc bien au principe de la lecture des journaux. Par exemple, Véronique s'est désabonnée du *Monde diplomatique* en raison de désaccord idéologique avec les choix éditoriaux du journal, en plus d'un différend personnel :

« J'ai été abonnée au *Monde diplo* et j'ai résilié mon abonnement pour deux raisons. J'avais résilié mon abonnement une première fois parce qu'ils avaient fait un grand entretien avec de Villepin et je voyais pas ce qu'il venait foutre dans *Le Monde diplo*. Ensuite, parce que sur les questions postcoloniales, je les trouve pas très en pointe. Et enfin, parce qu'ils ont considérablement trainé des pieds pour faire des recensions sur mon livre, qui est censé être en plein dans leur objet de travail. »

Par ailleurs, elle me dit également ne lire « presque plus » la presse : « j'achète plus *Libé*, j'achète plus *Le Monde*, mais *Le Monde* j'y suis pas abonnée non plus. » De même pour Corinne qui a arrêté d'acheter *Le Monde* pour des raisons idéologiques, ainsi qu'à cause de la fermeture progressive des marchands de journaux qui freinent l'accès à la presse. Elle consomme aussi parfois *Le Monde diplomatique* et est abonnée à *Politix* :

« [*Le Monde*] m'énervait, je le trouvais réac, il a toujours été réac, on va dire. Mais il y avait quand même de temps en temps des articles que je trouvais intéressants. Sinon je le l'aurais pas acheté parce que moi je le lis dans les transports moi c'est également pour ça que je suis abonné à politique. C'est qu'il y a plus de marchands de journaux. Donc *Le Monde*, il était centriste et maintenant il est plutôt centre-droit. Je lis aussi effectivement *Le Monde diplomatique*, mais occasionnellement. »

Cyril me dit lui apprécier la diversité d'opinions que l'on peut trouver dans la presse « alternative ». Il met dans cette catégorie l'hebdomadaire d'extrême-droite *Valeurs Actuelles* (dont il questionne l'indépendance²), bien qu'il le trouve « bas de gamme » ainsi que le trimestriel de gauche radicale fondé par François Ruffin, *Fakir* : « des fois, je peux regarder *Valeurs actuelles* même si je trouve que c'est un journal vraiment bas de gamme, mais des fois je vais le lire pour savoir ce qu'ils pensent. Et inversement, je vais lire le journal *Fakir* de Ruffin. Je sais pas si *Valeurs actuelles* est indépendant par contre je sais que *Fakir*, oui ». Les normes des Gilets

¹ Élise Cruzel, « Un éditorial fait-il l'engagement ? Lectures et (non) appropriations militantes de "l'appel du Diplo" », *Politiques de communication*, 2015, n° 4, p. 158.

² Bien que *Valeurs actuelles* appartienne au groupe Valmonde, détenu par le milliardaire franco-libanais Iskandar Safa, le titre ne touche plus d'aides de l'État à la presse, ce qui est revendiqué comme une marque d'indépendance : Jérôme Pacouret et Alan Ouakrat, « Les conditions économiques légitimes de production d'une information numérique "de qualité". Points de vue et divisions des journalistes », *Politiques de communication*, 2021, n° 16, p. 69.

jaunes présentées dans le précédent chapitre au sujet de l'indépendance des médias peuvent donc orienter les choix en matière de lecture de journaux, tout comme l'ouverture politique qui caractérise le mouvement et qui se retrouve dans la démarche de consultation de titres éloignés de ses idées, pour peu qu'il se distinguent de la presse *mainstream*.

Au format papier, la presse quotidienne nationale est généralement consultée sous l'effet d'une opportunité de lecture ou alors d'un achat très occasionnel. Jean, qui est pourtant très politisé et très intéressé par tout ce qui touche à la presse, me dit n'acheter que rarement des quotidiens nationaux, de manière relativement aléatoire : « dans l'année, ça m'arrive d'acheter un coup *Le Figaro*, un coup *Les Échos*, *La Croix*, *Libé* bien sûr. Mais ça, c'est deux fois par an. *Le Parisien* ça peut m'arriver, mais quelques fois par an. [...] *L'Huma*, c'est un reste historique [rires]. Mais c'est aussi beaucoup d'infos sur les luttes. S'il y a une bagarre quelque part pour la défense de l'emploi, on va le trouver ».

La PQR fait l'objet d'un traitement légèrement plus favorable, comme on pouvait s'y attendre puisqu'il s'agit de la réponse emportant la majorité des suffrages au questionnaire de l'ANR PIL (22,8 %). Pourtant, même pour cette catégorie de journaux, l'adhésion est loin de déborder d'enthousiasme, même si elle peut prendre des formes politiques. Jean lit occasionnellement la presse locale, *Le Dauphiné libéré* et *Le Messager*, le second étant un hebdomadaire. Son avis sur *Le Messager* est plutôt positif, en raison d'une proximité des journalistes avec les problématiques locales qui ont fait l'effort de produire un traitement satisfaisant des questions relatives aux gens du voyage :

« *Le Messager* c'est intéressant parce que c'est une fois par semaine et tu as des infos village par village, commune par commune, et de temps en temps, ils creusent un petit peu. Par exemple, on a eu pas mal de problèmes avec les gens du voyage, on a pu faire un article sur Bons-en-Chablais qui était pas juste la photo avec marqué "ils sont méchants". Ils sont venus les rencontrer parce qu'il y a eu une occupation illégale de gens du voyage. Donc si tu restes en surface, tu te dis, "ils font chier, ils cassent tout" et si tu regardes la loi, comment elle est faite, quand tu regardes les espaces qu'on leur a laissés, bah ils avaient pas beaucoup de choix. Avant ils pouvaient s'installer au bord de du lac Léman. À l'époque, il pouvait y passer l'hiver. Maintenant, c'est des parkings payants, des plages pour les touristes. Et une place qu'ils attendent vingt ans. »

En revanche, le manque d'implication du *Dauphiné* sur cette affaire lui a donné une mauvaise image de ce quotidien. Il ne se contente pas d'exprimer un jugement négatif, mais mobilise ses connaissances sur l'actionnariat médiatique et les rapports de dépendance entre élus locaux et presse locale pour expliquer selon lui pourquoi la qualité du journal s'est dégradée. À cet égard, son expérience d' élu local a pu lui donner des éléments à partir desquels interpréter la situation :

- Jean : « J'aime rien dans *Le Dauphiné*, je l'achète pour vérifier que j'aime rien dedans ! (rires) Quand on avait fait une foire ici, j'avais été voir s'ils avaient mis un article, mais ils avaient rien mis, mais c'est plus pour avoir une vision critique, c'est un peu comme quand j'achète *Le Figaro*, c'est pas mon truc. »
- Question : « C'est de droite, *Le Dauphiné* ? »

- J : « Pas du tout. Ça appartient à un groupe que possède le Crédit Mutuel. Mince, j'ai oublié. Tu sais qu'il existe Acrimed, ils ont fait une carte avec *Le Monde diplo*, tu sais ça, on les retrouve tous là-dedans. Mais c'est un groupe qui possède *Les Dernières nouvelles d'Alsace*, *L'Est républicain*, *L'Union*, *Le Progrès*, etc., ils ont tout l'Est. Ils ont une direction nationale à Paris, le directeur général, on le voit de temps en temps sur les écrans. Et tu t'aperçois que les pages nationales, voire les pages régionales, elles sont hyper filtrées. C'est une rédaction à un autre endroit. J'ai trouvé effectivement que ça s'était dégradé, *Le Dauphiné*. Par exemple, il y a dix ans, t'avais des articles de fond et *Le Dauphiné*, ils ont refusé de venir faire l'article sur les gens du voyage parce qu'ils sont sous pression de l'avis des élus locaux. Le Crédit Mutuel, s'il a investi là-dedans, d'après [Laurent] Mauduit, il explique que c'est pas par hasard, c'est qu'il y a une forme d'influence sur l' élu local. Si je possède un journal régional, je vais leur faire la pub si c'est la droite ici, je leur ferai la pub de la droite Si c'est dans l'Isère ou Grenoble où c'est le PS, il y a plus de chances qu'ils mettent en avant les élus de gauche. »

Pour d'autres, la lecture de la presse locale s'apparente plutôt à une habitude qui persiste avec le temps, et dont la pérennité peut être mise en doute. Monique me dit par exemple lire *Le Télégramme*, le titre de la région brestoise (plus localisé que *Ouest France*), depuis qu'elle a des enfants car le journal fournit des informations sur les activités à faire. Dans son cas, l'expérience dans le mouvement des Gilets jaunes a entaché la relation avec le journal puisqu'elle se montre mécontente de la manière dont une interview qu'elle a donnée a été retranscrite :

« On a pris *Le Télégramme* parce qu'on avait des enfants, c'était pour avoir les infos sur les activités. Après, je peux dire que je le lis, mais c'est pas pour autant que j'adhère à ce qu'ils disent. Je n'aime pas ce journal. Je ne l'aime pas parce que ça m'est arrivé de témoigner, mais sur mon témoignage qui faisait peut-être cinq lignes il était sorti une demi-ligne qui était horrible, donc je n'aime pas. C'était dans le cadre des Gilets jaunes. »

Sa lecture des journaux est également compliquée par des problèmes de vue. Néanmoins, la perspective d'une amélioration de la situation ne rime pas pour autant par la reprise de la lecture de la presse. C'est ce qu'elle me dit quand je lui demande quels titres nationaux elle consomme :

« À une époque je lisais, mais maintenant je les lis plus. Quand j'ai eu des problèmes d'yeux, j'ai arrêté. Les yeux, ça a été mortel. Les lunettes, on est obligé de les mettre pour lire et on est obligé de les enlever pour vivre. Quand tu as envie de lire et que t'as pas tes lunettes, ça donne mal à la tête, c'est pas possible de lire. Donc ce sont des périodes transitoires très difficiles. Après il faudrait que je m'y remette à lire, pas la presse parce que j'aime plus du tout. »

Isabelle est également une lectrice occasionnelle de la presse locale, en l'occurrence *Nice Martin*, qu'elle ne trouve cependant pas très intéressant. Elle me donne en vrac les différents titres qu'elle a consultés dans sa vie, en insistant sur les magazines féminins et de décoration, et en évoquant *Libération* et *Charlie Hebdo*. Elle trouve surtout le prix prohibitif lorsque l'on compare aux possibilités d'information qu'il y a sur internet :

« Alors évidemment, comme toutes les femmes, j'ai aimé les magazines féminins, les magazines de déco. J'ai été très, très *Charlie*¹ je sais pas pourquoi d'ailleurs. Après à un moment, j'ai acheté la presse, vraiment j'adorais ça. Mais c'est un budget. C'est plus facile maintenant d'aller sur internet. Forcément, je pense notamment aux magazines de déco. J'ai été voir ça coûtait un bras, je suis tombée par terre, je les ai pas achetés depuis longtemps. Avant, je me souviens, j'allais acheter la presse, je prenais quatre ou cinq magazines et je faisais ma semaine avec. Bien plus. Quand j'avais stoppé

¹ Il semble qu'elle parle ici de son intérêt pour le journal et non du slogan faisant référence à l'attaque du 7 janvier 2015.

complètement la télé, même si je la regardais déjà pas beaucoup à l'époque et quand j'ai décidé de l'enlever, de l'enlever, je lisais beaucoup plus de magazines. Il y avait aussi *Charlie, Libé*. Un peu *Le Figaro*, un peu *Nice Matin*, je l'ai lu. Étant dans la restauration, mon mari le prenait tous les jours dans le resto. Donc, forcément je partais le matin et je prenais mon café et je lisais *Nice Matin*. Après *Nice Matin*, ça a toujours été *Nice Matin* quoi. Ils font pas le déplacement quoi. C'est un peu les chiens perdus. »

L'usage de la presse papier chez les Gilets jaunes rencontrés est donc fonction du degré de politisation préalable. L'engagement politique fait que l'on donne de l'importance à une lecture des journaux servant des objectifs militants. Il semble toutefois que l'engagement dans le mouvement des Gilets jaunes n'a pas vraiment poussé à accroître la consommation de presse papier. La lecture de journaux reste un investissement qui peut sembler important en termes de budget, tout comme il peut être chronophage. Les appétences pour la lecture des journaux sont par ailleurs diversement partagées à travers les différentes couches de la population, en particulier lorsqu'il s'agit d'en avoir un usage politique. Cela confirme les observations de Bourdieu qui écrivait que la lecture de la presse n'est lecture d'un « *journal d'opinion* que pour quelques-uns¹ ». Ce type d'usage politisé se retrouvait alors chez les classes populaires engagées à gauche et « à partir du niveau des classes moyennes² », pour qui la presse sert effectivement à s'informer et à former son opinion politique.

Il aurait été pourtant possible que la situation exceptionnelle de crise pousse certains à adopter une lecture politique de journaux, si l'on suit l'observation de Mauger et Poliak à propos de l'adoption de lectures « de salut » à la faveur de « la rencontre entre des situations de crise et des discours de rupture qui invite à la conversion des manières d'être, de faire, de penser et de dire³. » L'adhésion à une presse d'opinion, comme *Le Monde diplomatique*, dépend en effet de quatre conditions selon Cruzel : « faire l'objet d'une lecture de salut, par des lecteurs déjà engagés, ayant un rapport intellectualisé à l'engagement et enfin, qui sont disponibles pour s'engager⁴ ». Si le mouvement des Gilets jaunes a indiscutablement politisé ses participants, tous n'ont pas ce rapport intellectualisé à l'engagement, ou la pratique des lectures de salut. Enfin, les situations de précarité offrent difficilement la disponibilité matérielle et/ou psychologique pour s'adonner à ce genre de lectures. Il est toutefois possible que l'irruption du militantisme dans la vie d'un public peu politisé à la faveur du mouvement des Gilets jaunes ait pu relativement élargir le lectorat de journaux comme *Le Monde diplomatique*, notamment grâce aux sociabilités militantes.

¹ P. Bourdieu, *La distinction, op. cit.*, p. 515.

² *Ibid.*, p. 522.

³ G. Mauger et C.F. Poliak, « Les usages sociaux de la lecture », art cit, p. 21.

⁴ É. Cruzel, « Un éditorial fait-il l'engagement ? », art cit, p. 164.

On a donc vu que le rapport des Gilets jaunes aux médias dominants a été affecté négativement par leur expérience du mouvement, sans qu'un basculement complet soit à observer de manière uniforme. Premièrement, ces médias sont faiblement appréciés. La télévision est à la fois le média traditionnel le plus consommé par les Gilets jaunes et le plus conquis en raison de programmes jugés faibles intellectuellement et d'un manque de pluralisme politique. Il semble ici que l'importance des chaînes d'information en continu dans la couverture médiatique du mouvement, et de sa réception agonistique par les Gilets jaunes, a aggravé un désaveu qui précédait le mouvement. Dans d'autres cas, cette séquence a complètement ruiné l'appréciation de la télévision chez ceux qui lui étaient auparavant indifférents. La radio fait elle l'objet d'un désintérêt de la part des enquêtés, qui la consomment avant tout « en fond » pour accompagner leurs activités quotidiennes. Enfin, beaucoup de Gilets jaunes se contentent de la presse locale uniquement par habitude et pour se tenir informer des événements de leur région, sans y accorder beaucoup d'importance. Les contacts directs avec les titres jouent un rôle dans l'appréciation qu'ils portent à ces médias très dépendants du contexte local.

Deuxièmement, la politisation est corrélée à une appréciation plus grande de ces médias, puisqu'elle induit des usages réflexifs. On apprécie alors les programmes et les articles quand ils parviennent à se conformer aux attentes politiques et citoyennes, de pluralisme, et d'exigence intellectuelle. On observe également des usages subversifs de l'information, où l'on consomme des programmes mal-aimés précisément afin de se tenir au courant des agissements des « adversaires » du mouvement, ce qui inclut les médias eux-mêmes.

Néanmoins, la consommation de ces médias pour s'informer est de plus en plus supplantée par l'usage du numérique, que ce soit *via* les grands médias *mainstream*, ou pour soutenir, voire participer, à des entreprises médiatiques autonomes et militantes.

9.2 L'appui numérique à l'autonomie des pratiques informationnelles

La livraison 2022 du rapport du Reuters Institute indique, qu'en France, 64 % des personnes interrogées déclarent s'informer en ligne (dont 40 % pour les RSN, Facebook en tête), passant devant la télévision qui a décliné à 63 %¹. De plus, le smartphone est depuis 2018 le premier support numérique d'information avec aujourd'hui 66 % des personnes l'utilisant, devant l'ordinateur (45 %). L'avènement de ces supports ne signifie pas la fin des médias traditionnels.

¹ Alice Antheaume, « France » dans Nic Newman et al. (eds.), *Reuters Institute Digital News Report 2022*, Oxford, Reuters Institute, 2022, p. 78-79.

Premièrement, ceux-ci sont toujours utilisés comme on l'a vu. Deuxièmement, les médias traditionnels sont maintenant disponibles en ligne, où l'on peut regarder la télévision, écouter la radio ou lire des articles également publiés au format papier. On retrouve également des médias web disponibles exclusivement en ligne, qui sont eux-mêmes très diversifiés.

Une typologie proposée par l'équipe du Medialab distingue ainsi plusieurs catégories de médias¹. On retrouve tout d'abord les médias *mainstream* installés depuis longtemps et bénéficiant d'une large audience ; les médias d'opinion qui revendiquent un point de vue, certains étant établis depuis longtemps (*L'Humanité*, *Valeurs actuelles*, etc.), d'autres ayant émergé à la faveur du web (Mediapart, Atlantico, etc.) ; les médias de réinformation qui regroupent des publications autonomes d'extrême-droite et complotistes (Fdesouche, Égalité et Réconciliation, WikiStrike, etc.) ; la périphérie qui regroupe la PQR et les médias spécialisés (sport, culture, informatique, etc.) ; enfin, l'espace public élargi qui inclut les pages web produites par des Gilets jaunes, les sites d'associations, de partis politiques, des pétitions en ligne, etc. Ces médias disposent d'un site internet, d'une page Facebook, d'un compte Twitter, mais ils sont également relayés par des tiers grâce aux fonctionnalités des plateformes, que ce soit le partage direct, la capture d'écran d'articles, ou de remix de contenus officiels.

À cette variété de titres disponibles s'ajoute une diversité dans les manières de consulter les informations. Comme le notent Beuscart, Dagiral et Parasio, « l'accès aux actualités via les réseaux sociaux se distingue profondément de celui qu'offrent les médias traditionnels. La consommation de l'actualité y est souvent non sollicitée, au sens où les individus sont exposés à des contenus d'actualité non pas parce qu'ils les recherchent, mais parce que ceux-ci ont été partagés par leurs contacts². » C'est ici que se produisent les effets des affordances, puisque selon les usages du numérique différents types de recommandations seront à l'œuvre dans l'exposition des internautes à des contenus. Il est en effet possible de se rendre directement sur le site internet d'un média, de recevoir une newsletter, de passer par un agrégateur de nouvelles, de s'abonner à des contenus sur un RSN ou même d'être exposé aux contenus proposés par l'algorithme. Ces différents usages sont eux-mêmes socialement situés, qu'il s'agisse des choix des utilisateurs ou des recommandations algorithmiques qui reflèteront leur milieu social.

9.2.1 Des médias traditionnels relativement peu consommés en ligne

Alors que les pourcentages de consultation d'informations sur des supports traditionnels étaient similaires entre les Gilets jaunes et la population générale, on constate de forts écarts en ce qui

¹ P. Ramaciotti Morales et al., « Atlas multi-plateforme d'un mouvement social », art cit, p. 49.

² J.-S. Beuscart, É. Dagiral et S. Parasio, *Sociologie d'internet, op. cit.*, p. 156.

concerne les supports numériques. Comme le montrent les données de l'ANR PIL, les Gilets jaunes s'informent beaucoup plus en ligne que la moyenne.

	Télévision en ligne		Radio en ligne		Presse écrite en ligne	
	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global
Tous les jours	21,7%	13,4%	13,8%	6,7%	20,6%	20,8%
3 à 5 fois par semaine	13,8%	9,2%	9,0%	6,2%	21,7%	15,5%
1 à 2 fois par semaine	13,2%	10,7%	9,0%	7,9%	12,7%	14,0%
1 à 3 fois par mois	5,3%	6,6%	9,5%	5,9%	11,6%	8,0%
Moins souvent	15,3%	18,8%	19,6%	20,1%	12,2%	14,3%
Jamais	30,7%	41,2%	39,2%	53,2%	21,2%	27,4%

Tableau 16 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « À quelle fréquence utilisez-vous les sources suivantes pour vous informer sur l'actualité ? » - Mai 2019

Les Gilets jaunes sont 48,7 % à regarder la télévision en ligne au moins une fois par semaine contre 33,3 % pour la population globale, 31,8 % à écouter la radio en ligne contre 20,8 %, et 55 % à lire en ligne des articles de presse écrite contre 50,3 %. Ces écarts sont importants car, en dehors de la presse écrite, ils sont d'au moins dix points. On remarque également que la presse écrite est le seul média davantage consommé en ligne que sur papier (55 % contre 50,7 % côté Gilets jaunes, 50,3 % contre 43,9 % pour la population globale). La télévision et la radio sont en revanche beaucoup plus regardées sur poste qu'en ligne, ce qui corrobore le constat d'une pérennité des pratiques traditionnelles.

Cette morphologie se retrouve dans les témoignages des enquêtés qui évoquent très rarement le fait de regarder des chaînes de télévision ou d'écouter la radio en ligne. Il est de plus possible de regarder à la fois la télévision sur son poste et en ligne lorsque l'occasion s'y prête. Je n'ai pas de données spécifiques sur cette question car, lorsque je demande aux Gilets jaunes s'ils regardent la télévision ou s'ils écoutent la radio, je ne précise pas le support. Les données de l'ANR PIL permettent toutefois de connaître les chaînes de télévision consommées en ligne. Les Gilets jaunes consomment davantage que la moyenne chaque chaîne de télévision en ligne proposée. On remarque surtout qu'en dehors de TF1.fr qui est le site de télévision le plus consommé, et 6play.fr, tous les chiffres au-dessus de 10 % concernent des chaînes d'information en continu. La consommation de télévision en ligne semble donc orientée vers l'actualité. Après

TF1.fr, c'est BFMTV.com qui est le site le plus consulté, et qui est le seul qui m'a été brièvement mentionné en entretien (par Antoine, à l'occasion de sa découverte du mouvement).

	Gilets jaunes	Population globale
BFMTV.com	22,2%	15,6%
CNews.fr	11,1%	5,7%
Euronews.com	9,5%	3,8%
France.tv / France 2	6,9%	4,7%
France.tv / France 3	6,3%	4,3%
France24.com	10,1%	4,1%
Francetvinfo.fr	8,5%	6,3%
LCI.fr	14,8%	7,9%
TF1.fr	23,8%	14,6%
TV5monde.com	7,4%	2,2%
6play.fr	10,1%	5,4%
arte.tv	5,3%	4,8%
tf1.fr.tmc	7,9%	3,1%

Tableau 17 – Résultats questionnaire ANR PIL pour la question « Parmi les sites web ou applications mobiles de chaînes de télévision suivantes, lequel / lesquels avez-vous consulté(s) pour vous informer sur l'actualité au cours de la dernière semaine ? » - Mai 2019

En ce qui concerne la radio, celle-ci est également consommée davantage par les Gilets jaunes que la moyenne, même si les chiffres sont très faibles, puisque seule NRJ dépasse les 10 %.

	Gilets jaunes	Population globale
Europe1.fr	5,3%	3,3%
FranceCulture.fr	3,2%	2,1%
FranceInfo.fr	8,5%	4,9%
FranceInter.fr	4,2%	4,0%
RFI.fr	4,8%	1,2%
rmc.bfmtv.com	8,5%	4,2%
RTL.fr	9,5%	6,8%
rfm.fr	7,9%	3,0%
rtl2.fr	6,9%	2,0%
nrj.fr	11,1%	4,3%
nostalgie.fr	4,8%	2,0%
radioclassique.fr	2,1%	0,9%
francebleu.fr	5,8%	1,9%
cheriefm.fr	4,8%	2,4%

Tableau 18 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « Parmi les sites web et applications mobiles de stations de radio suivantes, lequel / lesquels avez-vous écouté(s) pour vous informer sur l'actualité au cours de la dernière semaine ? » - Mai 2019

On remarque que les autres stations généralistes et d'information qui émergent relativement sont RTL, RMC et Franceinfo. Cela confirme donc l'attrait des Gilets jaunes pour l'actualité.

Les témoignages des enquêtés sur l'écoute en ligne de stations nationales émettant sur la bande FM sont un peu plus nombreux, mais très brefs. Yohann me dit par exemple que son écoute varie selon les moments : « il y a des périodes où j'écoute la radio tous les jours, et quand j'écoute la radio c'est un podcast que je choisis sur France culture par exemple. [...] Surtout de la philo et de l'histoire. » Comme pour les Brestois, France Culture se démarque. La station est mentionnée par Rémi (« il y a des podcasts, etc., j'essaie parfois d'écouter le journal sur France Culture, donc j'écoute un peu, mais pas beaucoup ») ainsi que par Stan : « je vais écouter des podcasts sur France Culture à propos de sujets qui m'intéressent, par exemple "Sur les épaules de Darwin". Des fois, je vais écouter des reportages en plusieurs fois sur des sujets, ça peut être sur la science ou sur l'anarchisme, sur le bouddhisme, plein de sujets qui m'intéressent. »

Média	Gilets jaunes	Population globale
LeMonde.fr	16,9%	16,8%
LeFigaro.fr	17,5%	17,0%
LesEchos.fr	5,8%	4,8%
LEquipe.fr	12,7%	10,2%
Liberation.fr	11,1%	7,7%
LaCroix.fr	3,2%	1,7%
Aujourd'hui-en-France.fr	14,3%	11,6%
ParisMatch.com	5,3%	4,4%
LePoint.fr	9,0%	11,2%
Nouvelobs.com	8,5%	6,4%
Lexpress.fr	5,8%	4,9%
Marianne.net	7,9%	3,4%
CourrierInternational.com	4,8%	3,0%
20Minutes.fr	22,8%	21,7%
CNews.fr	12,2%	4,4%
Le1hebd0.fr	1,6%	0,3%
Presse étrangère	1,1%	1,1%
PQR	13,2%	9,7%
Humanite.fr	3,2%	1,1%

Tableau 19 – Résultats questionnaire ANR PIL pour la question « Parmi les sites web et applications mobiles des journaux/magazines suivants, lequel / lesquels avez-vous consulté(s) pour vous informer sur l'actualité au cours de la dernière semaine ? »

La consommation de presse écrite en ligne est assez disparate entre titres consultés, et très similaire entre Gilets jaunes et population globale. Le site le plus consulté est celui du gratuit *20 Minutes*, suivi par les grands quotidiens nationaux *Le Monde* et *Le Figaro*. Viennent ensuite *Aujourd'hui en France*, la PQR et *Libération*. On notera que le site de *CNews* est le même pour le gratuit que pour la chaîne de télévision, ce qui rend la réponse difficilement interprétable. On

notera enfin que le site du *Point* est le seul à être moins consommé par les Gilets jaunes que par la population globale, ce qui confirme l'idée que les Gilets jaunes de gauche s'informent davantage avec les titres traditionnels que ceux de droite. Il est important de garder à l'esprit le fait que la question concerne la consultation d'information en se rendant directement sur le site web ou sur l'application du titre. Enfin, on notera que sur les 28 % de Gilets jaunes abonnés à un journal ou à un magazine d'actualité, 24,4 % sont abonnés uniquement à la version numérique.

Antoine se trouve parmi ceux qui me disent consulter les sites des grands médias. En dehors du *Monde* qui joue le rôle de thermomètre de l'agenda médiatique dominant, sa consultation du site d'autres grands médias dépend des circonstances :

« Tous les matins, je regarde les gros titres sur *Le Monde* parce que c'est un peu la température mainstream on va dire. [...] Aucun, en grand média, en fait, non, je suis abonné à rien, en fait. YouTube a un tel système de suggestion d'infos que je me contente, entre guillemets, de ça, vu que j'y passe au moins une fois par jour. Je vois entre guillemets quelle est l'actualité ambiante, parce que ça va faire les gros titres. Et à partir de là, si j'ai envie de faire de la recherche, ça peut me faire tomber sur Médiapart comme sur *Le Figaro*, je m'en fous. Il y a de super articles sur *Le Figaro* des fois, j'apprends des trucs, même si je sais qu'on n'est pas du même camp dans la finalité. Mais j'ai pas de soucis avec ça et c'est plutôt encore une fois, c'est moi qui vais décider ce que je vais aller consommer plutôt que d'être abonné à quelque chose et manger le contenu qu'on me propose. »

Pour Rémi, l'usage d'internet semble à la fois marquer un affaiblissement et un élargissement de ses habitudes de lecture. Sa consommation du *Monde* décline avec l'irruption du web dans ses pratiques, mais le numérique lui permet aussi de lire des journaux de droite comme *Le Figaro* ou *Les Échos*, qu'il n'achetait jamais auparavant :

« Je lis toujours *Le Monde*, même si j'ai parfois du mal à me dire qu'il faut que je le lise (rires). Parce qu'il y a quand même dedans des choses intéressantes, il y a des dossiers, des bons trucs... [...] Je le lis sur internet, j'achète plus trop de versions papier je t'avoue, pourtant j'aime bien le format papier, je préfère, mais c'est le côté pratique... Bref, *Libé* ouais un peu, quand il y a une accroche parce qu'ils jouent quand même vachement avec ça, de premières pages qui accrochent, je vais voir ce qu'ils disent. *L'Humanité* de temps en temps, parce que je considère que c'est un journal important. Et puis je me suis mis à lire, de temps en temps, ce que je ne lisais pas avant parce que pour moi c'est une presse de droite, *Le Figaro*, ça m'intéresse de savoir ce qui est dit. De temps en temps *Les Échos*, quand j'arrive à choper des trucs intéressants à gauche, à droite. *Le Canard enchaîné*, ouais. Et *Le Monde diplomatique*, toujours. »

Le numérique semble donc avoir un effet ambivalent chez lui qui a été très marqué par sa découverte du *Monde diplomatique* (qu'il ne considère pas comme un « média alternatif ») lorsqu'il était étudiant. Il entretient donc une certaine fidélité avec la presse écrite qui a joué un rôle dans sa politisation. Il me parle au passé d'un respect pour ces « institutions » qui sont maintenant critiquées et concurrencées par d'autres médias :

« Moi, à ce moment-là, je pensais qu'il fallait lire ces journaux. Il y avait quand même un respect de l'existence de ces journaux qui étaient des institutions. J'avais quand même un certain respect pour cette presse-là, parce que c'était par ce biais que j'apprenais des choses. Je me rappelle, parce qu'aujourd'hui on se rend plus compte, il y avait pas internet, on n'arrive plus à le penser. Un monde sans internet, c'est devenu impensable. Donc les moyens d'avoir de l'information, de l'actualité, c'était

la presse écrite. [...] Pour moi il y avait pas de presse alternative, je le pensais pas comme ça en tout cas. *Le Monde*, *Libé*, c'était plutôt des journaux concurrents, voire complémentaires, et *Le Monde diplomatique*, c'est un mensuel, donc c'est pas pareil, c'est de la réflexion plus qu'autre chose. C'est un autre niveau d'analyse. »

Véronique me dit elle aussi consulter les médias en ligne quelque peu à regret. Elle trouve ce format « mauvais pour les yeux », mais l'utilise quand même, vraisemblablement en raison de son côté pratique. C'est ainsi qu'elle me répond lorsque je lui demande si elle ne consulte les médias que sur internet : « de plus en plus, en dépit du fait que je trouve que c'est très mauvais pour les yeux. Mais du coup, je perds le réflexe de la revue papier ». Les titres consultés sont ceux de la gauche « traditionnelle », sur lesquels elle porte un regard critique, notamment en raison du pouvoir actionnarial : « *Libé*, *Le Monde*, également *Le Nouvel Obs*, mais vis-à-vis duquel je suis critique. Mais je vous dis que ces médias dits “de gauche” sont traversés par des courants opposés, y compris en relation avec leurs propres actionnaires. »

Néanmoins, pour la plupart des enquêtés, la consultation d'un site d'un grand média papier se fait par l'intermédiaire des RSN. C'est par exemple le cas de Catherine qui lit rarement des quotidiens nationaux en format papier ou en ligne et qui me dit que ça lui « arrive de lire un article quand il passe sur Internet ». En dehors de son abonnement au *Monde diplomatique*, dont la présence dans les habitudes informationnelles des enquêtés est remarquable, Marion se rend sur les pages de quotidiens et d'hebdomadaires nationaux au hasard de la circulation de liens sur Facebook et Twitter :

« *Libération*, non, ça va être peut-être parfois des articles qui m'intéressent. *Le Monde*, c'est pareil, c'est des articles sur lesquels je navigue par Facebook. J'ai des articles du *Monde* et donc je navigue un peu sur Facebook, je navigue sur des pages et donc je tombe sur des pages du *Monde*. Également *Marianne*, c'est aussi sur Twitter que je les suis. *Le Canard enchaîné*, c'est vraiment quand y a de gros titres et là je vais chercher l'article qui m'intéresse. Et *Le Monde diplomatique*, je suis abonnée. »

Elle trouve son compte dans cette pratique qui lui permet d'accéder à une variété de titres. Elle me dit ainsi valoriser la diversité des médias consultés : « moi, ce qui m'intéresse, c'est de voir les courants, les visions différentes. C'est ça qui m'intéresse. Et puis c'est de voir le travail des journalistes aussi. Voir leur vision de la société, tout simplement leur point de vue. » Les socialisations jouent donc un rôle dans l'accès à l'information puisque la circulation d'articles peut se faire par connaissance interposée comme pour Corinne qui me dit qu'elle lit les articles gratuits ou « ceux qui me sont envoyés par des amis. Je lis pas mal sur les réseaux sociaux ».

Les usages des médias traditionnels en ligne semblent donc résulter d'une tendance générale à la centralisation d'activités sur un nombre restreint de supports. Pour les enquêtés, internet n'est pas spontanément associé à ces médias, et seule la presse papier semble tirer son épingle du jeu, même si son public en ligne est sensiblement le même que celui qui consomme le format papier,

à savoir les personnes les plus politisées, à gauche en ce qui concerne l'échantillon. En revanche, les manières de s'informer des Gilets jaunes sont marquées par l'importance de médias spécifiques au web.

9.2.2 L'importance des médias web natifs

Les médias traditionnels disponibles en ligne ne constituent pas le gros de la consommation médiatique des Gilets jaunes. Les données de l'ANR PIL montrent que les Gilets jaunes consomment également des médias en ligne « natifs », au sens où ils ne sont disponibles que sur internet. Les Gilets jaunes sont une fois de plus de plus gros consommateurs d'actualité dans cette catégorie que la moyenne. Ils sont 46,6 % à consulter au moins une fois par semaine le site d'un média en ligne contre 29,5 % pour la population globale, 74,8 % à s'informer hebdomadairement sur un RSN contre 56 %, et 46,6 % à utiliser hebdomadairement un agrégateur d'actualité contre 41,2 %.

	Site web d'un média web natif		RSN		Agrégateur d'actualité	
	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global
Tous les jours	17,5%	9,6%	56,1%	35,0%	20,1%	17,2%
3 à 5 fois par semaine	13,8%	9,7%	12,7%	11,5%	16,4%	12,7%
1 à 2 fois par semaine	15,3%	10,2%	5,8%	9,5%	10,1%	11,3%
1 à 3 fois par mois	9,5%	8,2%	4,2%	4,5%	7,4%	6,8%
Moins souvent	16,4%	16,6%	4,8%	9,1%	14,8%	15,6%
Jamais	27,5%	45,8%	16,4%	30,5%	31,2%	36,3%

Tableau 20 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question : « À quelle fréquence utilisez-vous les sources suivantes pour vous informer sur l'actualité ? » - Mai 2019

Ces écarts très forts, en particulier en ce qui concerne les RSN, montrent l'importance prise par les plateformes dans l'infomédiation. On remarque que si les Gilets jaunes consomment également les sites web et les agrégateurs d'actualité pour s'informer, l'écart avec la population globale est surtout significatif pour les premiers. Cela suggère que les Gilets jaunes sont davantage familiers de certains médias. Les chiffres de l'ANR PIL donnent justement le détail des médias web consommés par les Gilets jaunes comparés à la population globale.

	Gilets jaunes	Population globale
AgoraVox	6,3%	1,7%
Huffington Post	12,7%	11,1%
Mediapart	25,4%	10,7%
Slate	4,2%	3,3%
Buzzfeed	7,4%	2,7%
Les Jours	7,4%	1,6%
Ohmymag	7,9%	4,2%
Atlantico	3,7%	3,0%
Acrimed	3,2%	0,6%
Contre-Info	2,1%	0,6%
Fdesouche	3,2%	0,9%
Bastamag	1,1%	0,6%
Fakir Presse	3,7%	0,7%
Hors-Série	2,6%	1,0%
Là-bas si j'y suis	3,2%	0,7%
Reporterre	6,3%	1,4%
Lundi Matin	2,1%	1,4%
Orient XXI	1,6%	0,2%

Tableau 21 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « Parmi les sites web et applications mobiles de presse disponibles uniquement en ligne suivants, lequel/ lesquels avez-vous consulté(s) pour vous informer sur l'actualité au cours de la dernière semaine ? » - Mai 2019

Là-aussi, les Gilets jaunes se révèlent être de plus gros consommateurs d'information en ligne que la moyenne. On remarque notamment de très forts écarts pour Fakir consommé 5,3 fois plus par les Gilets jaunes que la population globale, Acrimed (4,9), Là-bas si j'y suis (4,4), Reporterre (4,4), AgoraVox (3,8), Contre-info (3,7) ou Fdesouche (3,5). Cela montre que les Gilets jaunes se tournent volontiers vers des productions médiatiques militantes situées aux extrêmes de l'axe gauche-droite. Le média le plus consommé est Mediapart qui est consulté 2,4 fois plus par les Gilets jaunes que la moyenne. Rémi me dit par exemple qu'il a découvert le journal en ligne d'Edwy Plenel à sa création, ironisant sur les positions de l'ancien directeur du *Monde* :

« Au début, ça m'a un peu amusé parce que Plenel, qui venait du journal *Le Monde*, s'était gentiment moqué des médias qui à l'époque existaient déjà sur internet, les gens qui faisaient déjà du journalisme sur internet à l'époque. Et lui dans *Le Monde*, il disait que c'était pas vraiment du journalisme. Et puis quelque temps après, il a créé son média sur internet. Et maintenant, c'est devenu un média important qui fait du bon travail. »

Quand je leur demande quels médias les enquêtés consultent-ils, j'obtiens généralement une liste de leur part. On s'aperçoit qu'ils mettent fréquemment dans la même catégorie des médias web établis comme Mediapart ou Street Press, et des productions plus marginales comme Vécu Cerveaux non disponibles ou des chaînes YouTube. Les réponses s'attardent rarement sur un

titre en particulier, à moins qu'un évènement ne les ait marqués. C'est par exemple le cas de Véronique, qui s'intéresse au traitement médiatique des violences policières, et qui apprécie le travail de Street Press, Bastamag et Mediapart, même si elle émet quelques critiques à propos du dernier, qu'elle qualifie de « média intermédiaire » entre les productions indépendantes et les médias *mainstream* :

« Les traitements les plus justes sont ceux qui sont faits par la presse la plus radicale, donc Bastamag, Street Press, éventuellement Le Média. Donc ce sont les traitements qui me paraissent le plus juste. Après, il y a des traitements qui me paraissent fournir beaucoup d'informations justes, donc par exemple Mediapart, aussi *Libé* qui a également travaillé cette question des violences policières qui a même, à un moment fait des unes là-dessus. Mais ces médias-là, je vois bien aussi qu'ils sont traversés par d'autres courants. Et je vois bien comment, par exemple, lors de la dernière semaine, Mediapart a commencé à parler des violences que subissaient les policiers. C'est quand même une façon de se détourner de son sujet originel. Est-ce que c'est dû au fait aux lois que la loi sécurité et libertés est passée et donc elle rend les choses beaucoup plus difficiles pour les médias alternatifs ou oppositionnels ? Je ne sais pas. »

Selon elle, ces médias produisent un travail de qualité grâce à leur indépendance (qu'elle juge relative). La préoccupation pour l'indépendance des médias et la dénonciation du pouvoir actionnarial participent donc à façonner les goûts et les choix en matière de médias consultés. Alors qu'elle expliquait le revirement de Mediapart sur la question des violences policières par le passage d'une loi, elle suggère plus tard dans l'entretien les pressions des actionnaires :

« Pour qu'un média ait une large audience, il doit être bien financé. C'est la première condition. Si Mediapart a une large audience, c'est qu'il est bien financé. À partir du moment où on est bien financé, on est nécessairement financé par quelqu'un qui détient un pouvoir économique et qui muselle en partie la parole. C'est pas trop le cas pour Mediapart... même si ça l'est quand même, puisque je vous dis cette dernière semaine, j'ai été extrêmement saisie par la façon dont ils se sont intéressés aux violences subies par les policiers, alors qu'ils avaient fait un énorme travail de dénonciation des violences policières. Je pense donc que c'est quand même une commande de leurs actionnaires. Je ne peux l'interpréter que de cette manière, en souhaitant que ça reste une dimension marginale de leur positionnement. Mais je n'en sais rien. »

Victor accède lui à Mediapart grâce à l'abonnement de sa mère. Il consulte le site quotidiennement, ce qui le fait comparer sa consommation à celle de *Libération* qui a été supplantée par Mediapart :

« Mediapart, ça reste quand même hyper général. Mediapart, c'est pas trop déconnant, [même si] y a plein de trucs qui m'intéressent pas... C'est pas mal quand même. Ça a un peu remplacé *Libération*. Ce que je veux dire c'est dès que j'ai le temps, je vais aller sur Mediapart, c'est un journal à qui je fais confiance quoi. Tous les jours quand j'y vais, je sais que je vais trouver des articles intéressants par rapport au monde dans lequel je vis. Les journaux dont je te parlais avant c'est des mensuels comme *Le Monde diplomatique*, alors que Mediapart, je le vis plus comme un quotidien. *Libération*, comme c'est un quotidien, c'était tous les jours. Mais là, avec Médiapart, on passe d'un format papier à un format internet. Après *Libération*, par rapport à Mediapart, est, je trouve, complètement vide. Y a beaucoup moins de choses qui m'intéressent. »

On remarque une différence avec l'analyse du Medialab qui considère que ce type de médias d'opinion se rapprochent des médias *mainstream* car ils sont fréquemment cités par ces

derniers¹. Au contraire, les enquêtés ont tendance à ranger des médias comme Mediapart ou Bastamag du même côté que les productions indépendantes comme Cerveaux non disponibles ou Vécu. Ceci est peut-être dû en partie au fait que je décompose l'énumération des médias consultés support par support, entraînant une imposition de mes propres catégories de questionnement sur les réponses données. Néanmoins, la présence des médias *mainstream* en ligne suggère que les enquêtés empruntent également une catégorisation selon l'indépendance du média et de sa proximité avec les convictions militantes. Aux côtés de Mediapart, Victor me cite ainsi un petit média militant local, Bourrasque Info, qui lui sert de portail vers d'autres médias militants qu'il qualifie de « libres », tel que Paris-luttes.info :

« Nous, on a un petit site sur Brest qui s'appelle Bourrasque Info et à partir de là, ça t'amène sur des médias libres. T'as un ensemble d'articles qui sont publiés sur tous les réseaux français, de tous les journaux et tous les sites en France qui se sont mis dedans. Des trucs tels que Disjoncter.info, Paris-luttes.info, etc. Sur internet également Lundimatin. Ça, c'est pas tous les jours que je vais lire parce que parfois c'est compliqué et il faut quand même prendre son temps pour parvenir à phagocytter l'article. En gros, tu lis et t'essaies de le comprendre, t'es dans la compréhension. Lundimatin, c'est fait pour ça aussi, le niveau est très élevé quand même, beaucoup plus haut que Le Monde diplomatique, c'est sûr, parce que ça demande un travail intellectuel de connaissance : le monde des idées, les dynamiques des idées, les différents penseurs, etc. C'est assez haut comme niveau. Et donc c'est hyper intéressant du coup. »

Lundimatin se distingue en effet par sa ligne éditoriale proche du Comité invisible et des éditions La fabrique en donnant fréquemment la parole à des figures telles que Frédéric Lordon, Giorgio Agamben, Ivan Segré ou Alain Damasio. Le site analyse fréquemment l'actualité des luttes sociales, en adoptant une démarche critique résolument anticapitaliste. La lecture de Lundimatin est caractéristique des enquêtés de gauche disposant d'un capital culturel très élevé. On retrouve ainsi ce site dans les habitudes de son camarade Loïc et de Rémi.

Cédric alimente la page Facebook du collectif Brestois en faisant une revue de presse des médias militants. Il me cite ainsi un grand nombre de médias dont la lecture construit une ligne politique radicalement de gauche. Le choix des médias se fait en fonction d'une stratégie qui consiste à ne pas saturer l'expression d'un rejet du système en apportant également des propositions constructives. Il est possible que ce choix soit lié à sa lassitude dont il m'a fait part de voir le mouvement des Gilets jaunes abriter un grand nombre de discours complotistes sur la politique sanitaire :

« En ce moment je lis un peu Blast et Contretemps parce que je m'intéresse un peu au communisme et tout ça et régulièrement aussi Le Vent se Lève. C'est vrai que nous on partageait beaucoup des articles de Nantes révoltée et Cerveaux non disponibles, ce qui nous permettait de faire de la propagande sur la page Facebook. Donc j'ai lu pas mal ça, maintenant j'arrête parce que je trouve que c'est un peu trop dans le détail, dans le non-événement... Donc je lis plus d'articles de fond quand même : Révolution permanente, pour l'écologie Reporterre, Frustration aussi qui nous permet de faire de l'éducation populaire, même si j'aime pas trop le mot, sur la lutte des classes sans être trop

¹ Jean-Philippe Cointet et al., « Uncovering the structure of the French media ecosystem ».

abstrait, enfin moi j'essayais d'orienter sur une lecture de classe de la réalité, dans le sens du matérialisme au sens du matérialisme historique. À un moment j'ai pas mal partagé de choses du site La sociale, mais j'ai arrêté parce qu'ils sont devenus réacs. Je lis Mediapart aussi maintenant, parce que j'écris des articles et j'ai besoin de sources. Pareil pour *Le Monde diplomatique*, je m'en sers pour les revues de presse qu'on a. Des fois ça commence à me saouler parce que c'est trop dans l'écume des choses. Donc voilà j'ai listé un peu les médias qu'on aime mettre en avant. [...] Pour Blast, Le Vent se Lève j'aime bien la question de fond sur une sorte de néosocialisme, le néo-communisme et puis aussi qui peut amener des idées au niveau stratégique parce que je m'intéresse beaucoup à ça même si je suis un peu seul. Révolution permanente j'aimais bien les infos qu'ils avaient que les autres avaient pas au niveau lieu de travail. Pour Reporterre c'était la critique écologique du capitalisme qui rentre pas dans les conneries type "colibrisme". Il y a Bourrasque aussi que je lis de temps en temps, pas souvent, mais je surveille aussi pour avoir les infos, parce que on relaie toutes les infos des luttes sur notre blog. Après ce que j'apprécie c'est évidemment que c'est une autre façon de voir la réalité avec un prisme critique assumé, notamment pour Cerveaux non disponibles ou Nantes révoltée, que j'aime de moins en moins d'ailleurs. En fait le côté révolté, indignation ça commence à me saouler, il faut amener des idées positives, pas que la négation de quelque chose. Par exemple Macron il a dit quelque chose hier, j'en ai rien à foutre. »

Cédric réserve par ailleurs un budget pour s'abonner à différentes productions militantes de gauche, comme Le Média, Blast et Quartier Général (QG), mais aussi Arrêt sur images, autrefois émission télévisée de critique des médias¹ passée intégralement en ligne, ou Hors-Série qui propose des entretiens avec des intellectuels. Il est également abonné à Là-bas si j'y suis, webradio héritière de l'émission diffusée de 1989 à 2014 sur France inter et animée par Daniel Mermet. Cette émission m'a été citée par plusieurs enquêtés comme faisant partie de leur environnement médiatique avant le mouvement des Gilets jaunes, comme Loïc ou Victor. Le numérique aura donc permis aux auditeurs de continuer à écouter cette émission emblématique de la critique des médias en France.

On retrouve aussi dans cet écosystème médiatique les webtélés Le Média, Blast et Quartier Général (QG)², toutes trois étant financées par leurs abonnés. Le Média a été créé en janvier 2018 à l'initiative de Sophia Chikirou, conseillère de Jean-Luc Mélenchon, dans une démarche résolument issue de la critique des médias dominants³. QG et Blast sont chacun issus d'une scission avec Le Média. QG a été créé en juin 2019 par la journaliste Aude Lancelin qui assurait auparavant la direction du Média, à la suite d'un conflit interne à la rédaction. Elle fut remplacée par le journaliste d'investigation Denis Robert, qui quitta lui aussi Le Média en 2020 pour fonder Blast en 2021. En dépit de ces conflits, on retrouve des usages légèrement différenciés de ces médias parmi les enquêtés.

¹ Barbara Fontar, « De l'impossibilité de critiquer la télévision à la télévision : l'expérience d'Arrêt sur images », *Mouvements*, 2010, n° 61, p. 85-95.

² En dehors du Média lancé en octobre 2017, ces médias n'ont été créés qu'après juin 2019. Cela explique peut-être l'absence des trois dans les réponses proposées dans le questionnaire de l'enquête PIL.

³ Thierry Devars, Lucie Raymond et Mathilde Vassor, « L'aventure *Le Média* : un projet éditorial en quête de reconnaissance », *Études de communication*, 2021, n° 56, p. 159.

Le Média est avant tout populaire auprès des Gilets jaunes les plus proches de la France insoumise, comme Sylvie qui se revendique comme « socio », c'est-à-dire actionnaire du projet, figure qui « cristallise l'ambition de redistribuer des rôles communicationnels en proposant aux utilisateurs d'agir pour le projet¹ ». Les autres enquêtés qui se sont investis dans les campagnes de Jean-Luc Mélenchon comme Cyril, Malika ou Stan me citent également Le Média. Il m'est également cité par Antoine, Viviane (qui me dit qu'il « a l'air honnête ») ou Marguerite. Le Média a par ailleurs recruté le journaliste indépendant Cemil Sanli, qui est lui-même Gilet jaune, et anime la chaîne YouTube Cemil choses à te dire.

QG est également présent, mais semble favorisé par les enquêtés se montrant les plus investis dans l'opposition à la politique sanitaire du gouvernement lors de la crise du COVID-19. D'une part, Aude Lancelin a en effet fréquemment donné la parole à des personnalités qui se sont montrées critiques envers les restrictions de déplacement. D'autre part, elle entretient des rapports étroits avec le mouvement des Gilets jaunes puisque QG abrite l'émission « Quartier jaune » animée par l'avocat Gilet jaune David Libeskind. Sophie a rejoint le mouvement d'opposition à la politique sanitaire, et défend les positions de médecins comme Didier Raoult, Christian Perronne ou Alexandra Henrion-Caude (dont elle venait de recevoir le livre lorsqu'elle m'a accueilli pour l'entretien). Elle me dit avoir été elle aussi sociétaire du Média, mais a résilié son abonnement en raison de l'absence d'engagement auprès des critiques de la politique sanitaire (« avec la crise sanitaire, j'ai vu qu'ils fermaient leur gueule ») :

« Tu sais que quand il y a eu l'histoire avec Le Média, [Aude Lancelin] a été délogée, elle en avait parlé par rapport à Denis Robert. Je l'ai sûrement mal jugée, j'ai cru que c'était elle qui était responsable et en fait vu ce qu'il a fait, Denis Robert ensuite, en quittant Le Média. Et on a vu ce qu'il a pas fait pendant la crise sanitaire. Aude Lancelin, elle est vraiment remontée dans mon estime. Le problème, c'est que son média à Aude Lancelin il est payant et moi je peux pas. »

Le positionnement de QG a ainsi remporté son adhésion, même si elle n'y est pas abonnée car elle donne déjà au média d'Alexis Poulin, passé par RT France, et à la chaîne du YouTubeur Gilet jaune Civicio.

Marion apprécie aussi bien Le Média que QG, ayant suivi les deux aventures médiatiques depuis leurs débuts : « Le Média, ça doit faire à peu près trois ans, environ 2018. Il y a aussi Quartier Général que je suis avec Aude Lancelin. Ça, c'est quand elle a quitté Le Média. Moi, je l'ai connue quand elle était au Média et quand elle a quitté Le Média, j'ai suivi Quartier Général. Très intéressant, la forme qu'elle donne, c'est pas la même chose. » Les relations des Gilets jaunes peuvent également jouer : Nathalie, regarde aussi QG en raison de sa proximité

¹ *Ibid.*, p. 170.

avec David Libeskind qui anime donc une émission, et Mike me dit lui qu'Aude Lancelin « est une amie », celui-ci ayant déjà été invité par la chaîne pour intervenir.

Quant à Blast, la chaîne bénéficie de la réputation de Denis Robert, connu pour avoir révélé l'affaire Clearstream, ce qui lui a valu des démêlés judiciaires. Cette aura a pu se convertir en notoriété parmi les militants qui valorisent le journalisme d'investigation. Loïc me dit ainsi apprécier Blast en raison de l'importance qu'il donne à l'enquête et au journalisme d'opinion :

« Il y a Blast aussi parce que Denis Robert, c'est quelqu'un qui a une ligne intéressante, c'est quelqu'un qui fait un gros travail journalistique d'enquête. Je pense que ça doit aussi passer par là. En plus de l'extrême droitisation du débat public et de la vie en général, le journalisme d'opinion a pris une grande part dans notre société et le journalisme d'opinion, c'est un peu la mort de la pensée. Le but, c'est d'appréhender au mieux le monde dans lequel on vit, donc il faut aller dans la complexité des choses et c'est pas le journalisme d'opinion qui va nous offrir ça. Donc quelqu'un comme Denis Robert et il nous offre quelque chose d'intéressant sur internet. »

Si Blast révèle des affaires, son positionnement éditorial inclut également une grande part de contenus de commentaire d'actualité assumant un positionnement de gauche (notamment Sébastien Fontenelle), ou pédagogique avec Salomé Sacqué (passée par *Le Vent se Lève*) et Paloma Moritz, cette dernière étant spécialiste des questions écologiques.

Antoine me livre un point de vue critique sur ces productions médiatiques qu'il apprécie par ailleurs, ayant été assez tôt socialisé aux médias indépendants à l'époque d'Indymedia. Selon lui, ces productions souffrent d'une audience trop homogène politiquement, ce qui les met dans la position de ceux qui prêchent aux convaincus. Il déplore ainsi la faible exposition de ces idées dans les médias *mainstream* :

« Le problème, c'est que ces médias indépendants je les connais bien, j'étais en lien avec Indymedia quand ça existait. Je sais pas il y a Reporterre, j'ai un peu suivi *Le Média*, je suis Blast. Je parlais de *La Mûle du pape* tout à l'heure, je les ai vus débiter, c'est des copains, en fait. Et bien le problème, c'est que c'est des gauchistes qui parlent aux gauchistes, c'est à dire qu'on est sur du média qui est très informé, qui est très intéressant, mais qui ne franchit pas la barrière du *mainstream* et qui reste dans une clientèle qui n'a pas besoin de ces informations parce qu'elle les a déjà. Donc à part devenir surinformés et être au taquet sur la crise de l'euro, être au taquet sur les derniers rapports Oxfam, etc., c'est très bien, mais on est déjà entre nous et ça ne va pas passer chez Hanouna. »

Corinne envisage de son côté l'activité de ces médias sous l'angle de la participation au mouvement social. Bien qu'elle apprécie QG, *Le Média* et Blast, elle considère qu'ils ne sont pas assez impliqués dans le mouvement social. Selon elle, l'activité de journaliste professionnel est difficilement compatible avec les risques de la lutte politique, comme en attestent les parcours de reporters militants :

« Je pense qu'ils veulent accompagner le mouvement, QG, *Le Média* et Blast. Mais c'est des médias qui restent un petit peu spectateurs du mouvement social. Alors qu'un vrai média qui colle au mouvement social ne pourra être que participant, accompagner pratiquement le mouvement social. Il ne doit pas être spectateur et l'analyser de l'extérieur. Donc il peut pas y avoir des professionnels, ils peuvent pas travailler, ça peut pas être un média où des gens sont journalistes, payés pour ça, et en même temps participer au mouvement parce qu'y a les risques de garder à vue et tout ça. C'est un peu ce qu'ont fait, Gabin et tous ces gens-là. Et ils ont été en garde à vue en dépit de leur carte de

presse. Il y avait aussi Taha Bouhafs. Lui aussi, je l'aime beaucoup. Mais il a été maltraité. Et il est effectivement entre les deux. Il essaie la fois d'être participants et d'en vivre et je pense que c'est un petit peu difficile. »

Elle mentionne ainsi Gabin du média Vécu, qui a été très suivi par les Gilets jaunes. Se présentant sous la forme d'une page Facebook, Vécu est animé par ce jeune journaliste indépendant. Celui-ci s'inscrit dans la tradition du journalisme « natif », assumant un « rôle d'activiste pour représenter depuis l'intérieur les motifs, les expériences, les sentiments, les besoins et les aspirations des mouvements sociaux¹ ». La ligne du média assume ainsi pleinement une subjectivité militante, et se conforme à un certain nombre d'attentes médiatiques des Gilets jaunes, notamment en diffusant de longues vidéos *lives* sur Facebook, où les militants rencontrés ont toute latitude pour s'exprimer comme ils le souhaitent². Ces formes de journalisme traduisent l'entrée de la critique des médias issue de l'altermondialisme dans le champ journalistique qui s'est faite à l'ouverture de l'espace public par le numérique. Comme l'a noté Laurent Thiong-Kay, ces journalistes qui travaillent fréquemment pour de *pure players* « espèrent non pas occulter leurs engagements politiques, mais pouvoir, au contraire, en assumer pleinement les caractéristiques dans l'exercice journalistique, tout en répondant “en actes” à cette critique des médias dont ils partagent au moins partiellement les motifs³. »

Hervé affectionne également ces productions indépendantes. Ayant été un temps photographe professionnel, il apprécie particulièrement le format vidéo. C'est surtout la volonté des reporters de se tenir aux côtés des manifestants et de relayer leur parole qui lui plaît, sympathisant de plus avec les ennuis judiciaires que rencontrent ces médias militants. Il me cite ainsi Vécu et Mike Rambo, qui réalise des micros-trottoirs lors des manifestations (ce dernier ayant des liens avec Dieudonné, ce qui lui a valu des démêlés avec les antifas). Néanmoins, il se montre agacé par certaines productions qu'il ne nomme pas et dont il critique le clientélisme :

« Des indépendants comme Mike Rambo. C'est des gens qui sont des lanceurs d'alerte qui font de la vidéo sur plein d'évènements qui se passent. Il y avait les manifs de Bruxelles, l'autre jour, on a quasiment pas parlé sur Franceinfo, c'est important. Il y avait 200-300 000 personnes. C'était chaud. [...] Ça me vient comme ça, je suis pas mal ceux-là parce qu'ils sont assez pointus. Comment il s'appelle le petit jeune ? Gabin ! il est sur Vécu, il est indépendant, c'est des gens qui ont pas mal de soucis, ils sont attaqués de partout, ils sont bien. En Catalogne, c'était chaud pendant longtemps. C'est pas illimité, donc on a vite fait le tour de ceux qui sont intéressants, de ceux qui parlent bien, de ceux qui parlent vrai, de ceux qui diluent, qui passent une demi-heure à commencer à demander de liker, envoyer de l'argent sur Paypal, etc., et qui disent rien d'intéressant. Mais les bons, on les connaît. »

¹ C. Atton, « News Cultures and New Social Movements », art cit, p. 495.

² Raphaël Lupovici, « L'information transnationale des “Convois de la liberté” canadiens dans l'espace numérique des Gilets jaunes », *Sur le journalisme*, 2023, vol. 12, n° 1, p. 187-188.

³ Laurent Thiong-Kay, « Divisions du travail médiatique entre journalistes et militants, de l'altermondialisme à Sivens », *Sur le journalisme*, 2021, vol. 10, n° 1, p. 164.

Elle aussi très mobilisée contre la politique sanitaire du gouvernement, Viviane s'informait au moment de l'entretien (décembre 2021) en privilégiant les canaux Telegram qui permettent de contourner les régulations mises en place par les GAFAM¹. Si elle continue de suivre Le Média, la totalité des médias qu'elle me cite se sont spécialisés dans la critique du traitement médiatique de la pandémie, comme L'Alliance humaine, ONG qui ambitionne de « créer un écosystème pour non-vaccinés² ». Sa consommation semble orientée vers les contenus davantage que vers les médias eux-mêmes, dans la mesure où elle me donne peu d'éléments de présentation des différents canaux d'information qu'elle consulte :

« Je sais qu'il y a des gens qui sont sérieux comme Le Média, Vécu qui font du bon travail sur le terrain. Il y a l'Alliance humaine qui retransmettent certaines choses. [...] il y a Maître Alberto Brusa qui donne certaines informations sur la situation actuelles. Cerveaux non disponibles de temps en temps, que je regarde mais j'épluche pas tout, cinq minutes le temps de fumer ma cigarette. [Sur Telegram] il y a un jeune qui est d'Annecy qui fait énormément de recherches sur l'actualité, qui s'appelle Raphy Deschamps. Je sais pas si c'est public c'est privé, il me semble qu'il a un canal public sur Telegram. Et un qui s'appelle Le grand réveil. »

Ayant totalement arrêté de regarder la télévision et de lire la presse locale, le seul lien qu'elle entretient avec un média national est l'émission d'André Bercoff sur Sud Radio qu'elle apprécie car « il donne la parole à tout le monde, il y a pas de tabous, pas de censures, il dit certaines choses qu'on entend pas sur la une, sur la deux, dans les médias télévisés. Il dénonce énormément de choses, il essaie de chercher la vérité, il essaie de confronter les gens aussi et c'est vrai qu'il y a pas de censure aussi. Il a un franc-parler que j'apprécie. »

Journaliste et éditorialiste passé notamment par le JDD, La Cinq et France 3, André Bercoff a choisi lors de la crise du COVID-19 d'offrir un espace aux détracteurs de la politique sanitaire gouvernementale, en invitant fréquemment Didier Raoult, Christian Perronne ou Alexandra Henrion-Caude. Viviane apprécie donc le fait qu'il donne la parole à des voix qui ont été finalement marginalisées dans l'espace médiatique central. Plus généralement, son émission reflète la ligne éditoriale de la station impulsée par son ancien directeur Didier Maïsto, qui a ouvertement soutenu le mouvement des Gilets jaunes et a notamment animé une émission aux côtés d'Étienne Chouard en 2019. Sud Radio est par ailleurs appréciée par Philippe (« ma favorite, c'est Sud Radio, l'émission de Bercoff, c'est une très bonne émission »), et Hervé qui apprécie leur liberté de ton : « Sud Radio, il y a beaucoup de pubs, mais c'est peut-être pour ça qu'ils arrivent à survivre. Ils sont plus vrais que les autres, ils disent ce qu'ils ont envie de dire alors

¹ Marcelo Santos, Magdalena Saldaña et Ksenia Tsyganova, « Subversive affordances as a form of digital transnational activism: The case of Telegram's native proxy », *New Media & Society*, 2024, vol. 26, n° 1, p. 131-153.

² Annick Chevillot, *Peu à peu exclue de partout, Astrid Stuckelberger développe son monde alternatif*, <https://www.heidi.news/explorations/complotistes-saison-2-que-sont-ils-devenus/peu-a-peu-exclue-de-partout-astrid-stuckelberger-developpe-son-monde-alternatif>, 21 septembre 2021, (consulté le 10 septembre 2023).

que les autres ils disent ce qu'on leur dit de dire. » On retrouve donc dans ces jugements les attentes de liberté de la presse et de pluralisme, que ces médias critiques de la politique sanitaire parviennent à incarner aux yeux de certains Gilets jaunes en donnant la parole à des figures controversées.

Même si cette grande variété de sources permet à chaque Gilet jaune d'ajuster sa consommation médiatique à ses préférences, on remarque des régularités dans les médias en ligne consultés. L'importance qu'ont les médias d'opinion et les petites productions indépendantes indique que des sous-cultures médiatiques au mouvement se sont formées selon les positionnements idéologiques des participants. Cela confirme le constat d'un « espace idéologique latent » caractérisé par une « hétérogénéité des références politiques des Gilets jaunes qui empruntent leurs points d'appui aux deux extrémités de l'axe gauche-droite. [...] Les Gilets jaunes apparaissent comme un “populisme polyvalent” (*polyvalent populism*) qui articule, sans nécessairement les mélanger, des traits politiques situés aux deux bords de l'échiquier politique¹. » En ce qui concerne les enquêtés, on observe ainsi deux pôles qui s'entrecroisent : d'une part, des militants de gauche radicale qui consomment des médias en ligne tels que Bastamag, Reporterre ou Lundi-matin, et d'autre part des militants davantage « confusionnistes », généralement très concernés par les controverses sanitaires, qui apprécient également des médias comme Sud Radio ou des canaux de diffusion proches des milieux complotistes. Cet aspect est spécifique au décalage temporel de l'enquête par entretiens avec la phase « chaude » du mouvement, puisque certains médias ont été découverts à la faveur de la crise sanitaire. On peut néanmoins postuler une certaine cumulativité des pratiques médiatiques, même si des cas d'abandon sont présents comme on l'a vu avec Sophie. Les spécificités de mon terrain, où l'on retrouve beaucoup de militants issus de la gauche radicale, font cependant que même les « confusionnistes » consultent des médias d'opinion de gauche tels que Mediapart ou Le Média, auxquels ils sont exposés par leurs réseaux de sociabilités.

9.2.3 Focus sur RT France

Enfin, il convient de discuter du cas particulier de RT France, qui a été très appréciée parmi les Gilets jaunes. RT (acronyme de Russia Today) a été créée en 2005 dans le cadre de la stratégie du gouvernement russe de contrer le point de vue occidental dans l'espace informationnel mondial, au départ en cherchant à donner une image positive de la Russie². À partir de 2009, la

¹ Jean-Philippe Cointet et al., « De quelle(s) couleur(s) sont les Gilets jaunes ? Plonger des posts Facebook dans un espace idéologique latent », *Statistique et société*, 2021, vol. 9, n° 1-2, p. 96.

² Kévin Limonier et Maxime Audinet, « La stratégie d'influence informationnelle et numérique de la Russie en Europe », *Hérodote*, 2017, n° 164, p. 127.

chaîne se donne pour mission de « servir de “plateforme pour les points de vue marginalisés” dans les pays vers lesquels elle émet. Il s’agit de donner des réalités de la planète une autre vision que celle, très “homogène”, diffusée par les médias occidentaux, en offrant un “forum” à celles et ceux qui trouvent difficilement place sur ces derniers¹ ». Initialement diffusée en anglais, RT s’est internationalisée en créant un réseau multilingue qui s’appuie sur des bureaux et des correspondants locaux, notamment l’agence de vidéo Ruptly. On peut également rajouter à l’analyse Sputnik, branche internationale de l’agence de communication officielle de la Russie, *Rossia Segodnia*.

La naissance de la branche francophone se fait en deux temps, avec la création du site en français en 2015 puis le lancement de la chaîne d’information en continu RT France fin 2017². N’étant diffusée que sur le canal 359 de la Freebox, RT a su s’imposer en ligne, à la fois via son site internet, mais aussi en alimentant de nombreux comptes sur les différents RSN (Facebook, YouTube, Twitter, etc.), « créés pour diffuser à moindres frais les articles, vidéos et programmes produits par ses rédactions et pour renvoyer vers les sites du groupe. La gratuité de la quasi-totalité de ses contenus permet une reprise fluide et un partage massif sur les réseaux sociaux³ ». La diffusion en ligne des contenus de RT et Sputnik s’appuie ainsi sur trois leviers :

« Premièrement, les lecteurs fidèles qui partagent la ligne éditoriale de ces structures. [...] Deuxièmement, une multitude de blogs souvent orientés à l’extrême droite et proclamant agir au nom de la “réinformation” du public reprennent les contenus produits par RT et Sputnik et leur ouvrent par-là de nouvelles audiences. Troisièmement enfin, des protocoles techniques qui, en tirant parti des algorithmes des réseaux sociaux, permettent de “doper” artificiellement la visibilité de ces contenus⁴. »

L’équipe du Medialab observe dans son étude que les contenus de RT France ont été massivement consommés par les Gilets jaunes, notamment les vidéos produites par l’agence Ruptly diffusées sur YouTube qui « est apparu comme un espace ouvert [...] permettant aux Gilets jaunes de faire entendre leurs voix, ce dont ont aussi profité les médias qui se sont placés aux côtés des Gilets jaunes. *Russia Today France* capte une part importante de son audience sur YouTube et est [une des plus citées] par les groupes⁵. » Ces vidéos sont conformes à l’idéal d’objectivité et de neutralité défendu par les Gilets jaunes, en favorisant « les flux d’images brutes et la diffusion de vidéo en temps réel, parfois pendant des heures entières, autant pour

¹ Tristan Mattelart, « *Russia Today* et le renouveau de la diplomatie médiatique russe. De la projection mondiale du Kremlin à la “réinformation” en France » dans *Annuaire Français de relations internationales 2018*, Paris, Université Panthéon-Assas, 2018, p. 229-230.

² Maxime Audinet, *Russia Today (RT). Un média d’influence au service de l’État russe*, Bry-sur-Marne, INA, 2021, p. 40-41.

³ *Ibid.*, p. 48.

⁴ Kévin Limonier et Colin Gérard, « Guerre hybride russe dans le cyberspace », *Hérodote*, 2017, n° 166-167, p. 152.

⁵ P. Ramaciotti Morales et al., « Atlas multi-plateforme d’un mouvement social », art cit, p. 58-59.

susciter chez le spectateur une sensation d’immersion que pour être à l’affût du moindre affrontement entre policiers et manifestants, bris de glace ou départs d’incendie¹. » On retrouve ainsi le goût pour les images dénuées de montage et de commentaire qu’apprécient certains enquêtés. Xavier me dit ainsi s’être investi dans le mouvement des Gilets jaunes en comparant simultanément la couverture des premières manifestations par RT France et BFM TV. Il est frappé par le décalage entre les propos qu’il entend sur RT France et ceux sur BFM TV qui imposait selon lui son interprétation des événements, à la différence du cadrage de la chaîne russe qui lui semblait bien plus transparent :

« RT France j’aimais bien, surtout pendant les Gilets jaunes, moi c’est ce qui m’a fait monter à Paris. Puisque tu me parles de ça, j’ai ici mon bureau et là tu vois, avec plein d’ordinateurs et des écrans télé sur lesquels tu peux mettre plein de trucs. J’avais un copain qui était monté à Paris et qui m’avait parlé des Gilets jaunes, il m’a dit “tu devrais regarder ça”. Et moi, à l’époque, je trouvais déjà que c’était infernal la France, tu peux plus bouger une oreille on te fout des taxes dans tous les sens des radars, tout un tas de législations à la con qui moi m’énerve. Donc je dis à mon ami “cette histoire de Gilets jaunes ok, mais ces mecs ils bougent pour une question d’essence”. Déjà moi j’en ai rien à foutre du prix de l’essence et je trouve qu’il y a d’autres sujets sur lesquels je trouve que c’est bien plus intéressant de se mobiliser que le prix de l’essence : nos libertés, tout un tas de sujets comme ça. Et il m’a dit : “tu devrais regarder ça”. C’était le premier Acte et j’ai regardé et sur ma télé, j’ai mis BFM, LCI, un truc italien un peu alternatif qui s’appelle local quelque chose, et RT France. Donc les principales chaînes d’information françaises et d’autres médias alternatifs. Et là, j’ai halluciné parce que quand tu regardais les chaînes spécifiques BFM, tout ça en fait, ils t’expliquaient ce que tu voyais. Et en fait, parfois, ils interviewaient des gens, mais c’étaient tous des abrutis bizarrement. Et RT France ils t’expliquaient pas ce que tu voyais, ils allaient dans la rue, ils tendaient leur micro aux gens et ce qu’ils disaient c’était sensé. Et là j’ai vu un énorme décalage, je me suis dit “mais qu’est-ce que c’est que ce truc ? C’est bizarre, ils interviennent que des abrutis d’un côté, ils montrent que des trucs que tu sais qui sont pas du tout la même chose que tu vois par ailleurs. Et bizarrement, ils tombent toujours que sur des abrutis. Et de l’autre tu vois des gens sensés, ils parlaient de problèmes démocratiques de tout un tas de sujets qui moi m’intéressent, qui me semblent essentiels. »

Alex apprécie lui RT pour plusieurs raisons. D’une part, le fait que la chaîne soit accusée de biais pro-russe produit un effet inverse de celui recherché en lui donnant un caractère subversif. Enfant de la banlieue rouge, l’image de la Russie est chez lui associée à la victoire contre le nazisme. Sans idéaliser le régime de Vladimir Poutine, il critique ce qu’il considère être une diabolisation de la Russie. Enfin, il apprécie le fait que de nombreux sujets internationaux soient traités, à la différence des autres médias :

« Il y a des Gilets jaunes qui aiment pas RT parce qu’ils savent que c’est les Russes qui subventionnent. Moi, c’est l’inverse. Déjà, les Russes, je les remercie parce que sans eux, la Seconde Guerre mondiale, on nous aurait pas libérés de la même manière. Donc sans eux, on saurait pas ce qui serait passé donc merci aux Russes du travail que vous avez fait contre les Allemands. Et dans les villes rouges, communistes, on a toujours un petit rapport avec la Russie. La Russie, je vais pas dire que c’est une démocratie, mais c’est pas des monstres. Enfin, ils peuvent être monstrueux, mais on t’en fait un truc monstrueux alors qu’on est loin de là. Et que quand moi je regarde les médias français, moi je les trouve monstrueux. Et que ce soit financé par le gouvernement russe moi, ça m’éclate, j’adore. Et si là tu me demandes, c’est quoi le meilleur média français, ben je vais dire RT France

¹ M. Audinet, *Russia Today (RT)*, op. cit., p. 134.

parce que c'est celui qui va traiter des sujets que les autres ont pas traités. Et notamment à l'international, tous les jours, si tu regardes RT il y a vingt, vingt-cinq, trente publications sur des thèmes précis, sur des bases que tu trouves pas forcément ailleurs. Ou alors tu dois vraiment aller partout ailleurs pour trouver des bribes. Et eux ils traitent quasiment tout. »

L'attention portée à la chaîne par le gouvernement et les grands médias lui fait dire que le peu de poursuites engagées contre RT France est un gage de fiabilité journalistique. Son raisonnement est que si RT est scrutée de si près, et qu'il y a si peu de cas où elle serait poursuivie pour diffusion de fausses nouvelles, c'est donc que son travail est de qualité :

« On va prendre par exemple la fameuse chaîne RT qui aujourd'hui fait parler. Tu sais que RT c'est fiable, parce que t'as tous les politiques et tous les systèmes administratifs qui regardent ce qu'ils font et à la moindre erreur, ils leur tombent dessus. Et ça, ils l'ont annoncé RT, en disant qu'ils étaient ultra vigilants sur les sujets et qu'au moins ils traitaient les sujets pour pas paraître en porte-à-faux. Donc là tu sais que c'est fiable. Là, le seul procès qu'ils ont c'est par rapport à Darmanin. C'est le seul. Depuis qu'ils sont en France et qu'ils font de l'information française, ils ont zéro procès. Parce qu'ils ont pas donné matière à. »

Sophie me tient des propos similaires, en prenant l'exemple de la crise sanitaire. Elle considère que, contrairement aux autres médias, la chaîne russe a été en mesure de garantir un certain pluralisme : « un truc qui est quand même assez hallucinant, c'est qu'ils ont été taxés de propagande, sauf qu'ils sont hyper contrôlés. Et pendant la crise sanitaire, c'est le seul média qui, quand on parlait du COVID ou du vaccin, il y avait l'un face à l'autre, il y avait vraiment un débat, un qui était pour un qui était contre. » C'est ainsi qu'elle apprécie tout particulièrement le chroniqueur Alexis Poulin, qui a officié sur RT France avant la fermeture de la chaîne en mars 2022 lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

RT a su entretenir une continuité avec les expériences des Gilets jaunes en couvrant intensément les actions des Gilets jaunes. Quand je demande à Antoine ce qu'il pense de cette chaîne, celui-ci me raconte comment les journalistes de RT se sont démarqués aux yeux de beaucoup de Gilets jaunes en parlant des violences policières. Comme à son habitude, il a interpellé les journalistes rencontrés pour les confronter aux accusations de relais de la propagande russe dont ils font l'objet, ce que ces derniers ont démenti :

« C'est bien que je parle de RT. Les Gilets jaunes en fait, ils se sont rendu compte que dans ce cas, ceux qui étaient toujours là et qui rendaient vraiment compte des informations et qui leur donnaient vraiment la parole, c'était RT. Et RT le problème, c'est que c'est un média russe. Et alors Sputnik et RT, moi, quand je les ai vus arriver et que je regardais leurs premiers journaux, je dis "Mais c'est quoi cette blague ?" C'était tellement du travail d'opinion, que j'ai trouvé ça un peu ridicule. Je croyais que c'était un truc d'opinion, ils se font plaisir, c'est les Russes, "gloire à Poutine", tout ça, c'est rigolo. Et puis ça, c'était au début du quinquennat de Macron à peu près. Et après, quand les Gilets jaunes sont arrivés, je pense que ça a dû changer – Sputnik, je n'y suis jamais retourné, j'y vais quasiment jamais. RT par contre... chapeau parce qu'on a fait des actions où ils sont venus. [...] On a fait une super action avec Laurent Thines qui est un chirurgien qui essayait d'alerter sur les dégâts causés par les LBD parce que lui, en tant que chirurgien, il voyait et lui, il appelle ça des armes sublétales, c'est à dire qui ne tuent pas, mais presque, au niveau juste avant. Et des fois, ça tue comme Zineb Redouane à Marseille, mais on dit que ce n'était pas fait exprès. Et donc pour informer, et comme il a un peu de sous, il est un peu fou il a loué un avion avec une banderole et en plein été, l'avion a décollé de Perpignan, je ne sais plus quand à la frontière espagnole et il a fait toute la côte

jusqu'à Marseille, voire peut être Nice, avec une banderole qui disait "NON AUX LBD GLI F-4 ET ARMES MUTILANTES". Quand la pref^r a su ça, c'était trop tard, l'avion était déjà en vol ! (rires) Et nous, on était sur la plage à côté de Carmont, à Montpellier, et on faisait justement une action médiatique avec, à un moment donné, l'avion qui passait la banderole. Et donc il y avait RT qui était venu et j'avais discuté avec un gars et je lui ai posé la même question que pour BFM. Je lui disais "de vous à moi, la ligne éditoriale, comment ça se passe ?" et le mec disait : "mais en fait, on est hyper libre. Ils nous disent vraiment rien, genre ils s'en foutent a priori". Ils choisissent bien les gens, ils disent "toi, on aime bien ce que tu fais et après YOLO. Ils laissent vraiment libre la personne" et il me dit "on m'a jamais demandé de modifier une virgule, on me laisse tranquille". Alors je pense à des logiques de modèles économiques, d'audimat aussi, qui sont autres. »

Le média est donc perçu comme un soutien du mouvement. Les attentes médiatiques des Gilets jaunes ont convergé avec la ligne éditoriale de RT qui est d'insister sur les conflits internes aux pays occidentaux « en plaçant une loupe sur les tensions qui les traversent [...] Il s'agit d'afficher les dysfonctionnements de ces sociétés et de souligner, en creux, l'incapacité des régimes démocratiques libéraux et pluralistes à garantir l'ordre social et régler de manière pacifiée les conflits qui y surgissent¹. » En valorisant le dissensus, l'information diffusée par RT correspondait donc à la culture politique agonistique des Gilets jaunes.

Autre trait éditorial de RT : sa critique des médias dominants qui est donc centrale dans l'univers politique des Gilets jaunes. Selon le chercheur Maxime Audinet, les représentants « de RT et Sputnik forcent ce trait pour les positionner auprès de leurs audiences comme les miroirs alternatifs des grands médias américains et européens². » Ce positionnement se traduit notamment par l'intervention d'acteurs proches de la critique des médias, issus de la droite comme de la gauche (on retrouve par exemple les animateurs Chris Hedges et Abby Martin sur RT en anglais, qui reprennent fréquemment le discours de Noam Chomsky sur les médias). En France, l'émission *Interdit d'interdire* de Frédéric Taddeï a pris en quelque sorte la suite de *Ce soir ou jamais* et a donné la parole à de nombreuses personnalités rarement invitées ailleurs, issues de la gauche radicale ou de l'extrême-droite, RT adoptant une ligne souverainiste eurosceptique³. Antoine me fait part de son goût pour cette émission qui est devenue l'un de ses programmes favoris :

« Mais ce que je veux dire sur RT, c'est qu'ils hébergent mon émission de télé préférée probablement, qui est *Interdit d'interdire* de Frédéric Taddeï qui pour moi est... S'il y a un mec à sauver du paysage audiovisuel français, c'est lui. Et le fait que ce gars-là se retrouve sur une chaîne russe est très révélateur de l'état du paysage audiovisuel français. Et que Marc-Olivier Fogiel se retrouve patron de BFM TV ou CNews, je sais plus lequel des deux, c'est révélateur ça veut dire que les élites de l'entre-soi, du spectacle du tout audimat, ont réussi à noyauter et que si on veut du contenu intéressant, parfois dissident – sinon parce qu'avec des personnes qui vont dire des choses qui ne sont pas mainstream, qu'on ne va pas couper toutes les 3 secondes, qui vont pouvoir détailler un propos – eh bien, il faut se retrouver sur RT et je trouve ça génial. Quand il y a Emmanuel Todd qui passe chez Frédéric Taddeï, et quand ils se regardent, ils se disent "C'est quand même fou qu'on se retrouve

¹ *Ibid.*, p. 131.

² *Ibid.*, p. 101.

³ *Ibid.*, p. 140.

sur une chaîne russe” parce que les deux sont blacklistés, en fait. Ben voilà, je trouve que c’est aussi à nous d’aller chercher nos contenus. Et ça, les Gilets jaunes, toutes les personnes qui ne sont pas venues en manif mais qui soutenaient de loin parce qu’elles pouvaient pas faire autrement, eux, ils sont allés sur RT et je trouve ça très, très bien. »

En somme, RT France s’est finalement imposée comme un modèle journalistique pour les Gilets jaunes. La circulation d’articles issus de RT et Sputnik a été favorisée à la fois par l’adhésion des Gilets jaunes et par le travail algorithmique qui favorise les contenus générant le plus d’activité. Les Gilets jaunes se sont retrouvés dans le traitement médiatique du mouvement par RT France, qui a collé à leurs attentes en leur donnant la parole, et en couvrant les rassemblements davantage que les autres médias. La critique des médias dominants qui se dessine en creux dans ce cadrage est de plus prolongée par une critique davantage explicite et matérialisée par le relais de thèmes classiques de la critique des médias. Enfin, RT et Sputnik tirent leur popularité auprès des Gilets jaunes de leur image controversée et des accusations lancées par les autres médias et le Gouvernement (qui a par exemple refusé d’accréditer les journalistes de RT aux points de presse). Cette dénonciation a eu pour effet de renforcer chez les Gilets jaunes l’idée que RT et Sputnik seraient à leurs côtés, faisant partie du « nous » contre le « eux ».

On remarquera pour terminer que RT n’a été critiquée par aucun enquêté¹. Cet aspect est remarquable car il vient quelque peu nuancer l’analyse de Tristan Mattelart qui soulignait les liens entre RT France et la droite identitaire tout en reconnaissant la présence de contenus de gauche sur la chaîne². Le fait que mon terrain soit composé surtout de militants de gauche confirme l’efficacité de la stratégie de RT de jouer sur plusieurs tableaux politiques³. Cette stratégie s’est révélée d’autant plus payante que RT s’est imposée sur les plateformes en ligne pour contrebalancer sa faiblesse dans l’espace médiatique traditionnel. En s’implantant sur les RSN, la chaîne a pu atteindre un large public critique des médias dominants, qui consomme beaucoup l’actualité en ligne, comme c’est le cas pour les Gilets jaunes.

9.2.4 Les plateformes au cœur de l’information

L’importance des médias web dans les pratiques informationnelles des Gilets jaunes suggère donc un public rompu à l’usage des technologies numériques de l’information et de la communication. Les données de l’ANR PIL permettent une nouvelle fois de préciser les habitudes des Gilets jaunes en termes d’utilisation du numérique. Les chiffres suivants donnent la fréquence d’utilisation des plateformes majeures, *parmi les répondants utilisant les RSN au moins une*

¹ CND indique cependant dans la section « À propos » de sa page Facebook « Ni BFM ni Breitbart ni RT » (Breitbart est un média états-unien d’extrême-droite) : https://www.facebook.com/cerveauxnondisponibles/about_details (consultée le 03/10/2023).

² T. Mattelart, « Russia Today et le renouveau de la diplomatie médiatique russe », art cit, p. 945.

³ M. Audinet, *Russia Today (RT)*, op. cit., p. 145.

fois par semaine (pour rappel ils étaient 74,8 % parmi les Gilets jaunes contre 56 % pour la population globale).

	Facebook		Instagram		Snapchat	
	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global
Plusieurs fois/jour	67,4%	51,7%	27,7%	20,3%	22,7%	15,5%
Une fois/jour	14,9%	18,6%	9,9%	8,0%	8,5%	5,4%
Plusieurs fois/semaine	3,5%	13,4%	5,7%	7,7%	10,6%	6,3%
Moins souvent	2,8%	6,7%	9,2%	9,3%	6,4%	8,5%
Jamais	11,3%	9,6%	47,5%	54,7%	51,8%	64,2%
	Twitter		WhatsApp		YouTube	
Plusieurs fois/jour	22,7%	14,3%	13,5%	10,6%	32,6%	22,3%
Une fois/jour	12,1%	7,5%	8,5%	5,2%	19,9%	11,5%
Plusieurs fois/semaine	7,8%	7,3%	12,1%	7,8%	15,6%	17,1%
Moins souvent	7,1%	10,2%	9,9%	11,7%	12,8%	17,7%
Jamais	50,4%	60,7%	56,0%	64,7%	19,1%	31,4%

Tableau 22 – Résultats ANR PIL à la question « Au cours de la dernière semaine, quel(s) réseau(x) social(ux) numérique(s) avez-vous utilisé(s) pour vous informer sur l'actualité ? » (Base : répondants utilisant un RSN au moins une fois par semaine)

On observe ainsi que Facebook est bien le réseau privilégié des Gilets jaunes avec au total 82,3 % d'utilisation quotidienne contre 70,3 % pour la population globale. YouTube est second, mais loin derrière avec 52,5 % de Gilets jaunes qui s'informent quotidiennement sur la plateforme vidéo contre 33,8 % au sein de la population globale, soit un écart de 18,7 points. Vient ensuite Instagram avec 37,6 % (contre 28,3 %), Twitter avec 34,8 % (contre 21,8 %), Snapchat avec 31,2 % (contre 20,9 %), et enfin WhatsApp avec 22 % (contre 15,8 %).

Alex apprécie ainsi Facebook « parce que tous les médias indés ils ont leur page Facebook, parce qu'un média indés il peut pas se permettre de pas avoir sa page Facebook, ne serait-ce que pour se faire connaître. Après, s'ils sont très connus, ils peuvent se contenter de leur page internet. Mais je vois que même Mediapart, ils ont une page Facebook. » Isabelle me raconte de son côté comment Facebook lui permet de s'informer sur les événements sans passer par les médias dominants. Son habitude des manifestations l'a éloignée des médias militants qui ne lui apportent plus vraiment d'informations réellement inédites, même si elle apprécie la démarche :

« Évidemment, comme tout le monde ou presque, je suis sur Facebook. J'ai beaucoup d'amis donc j'attrape plusieurs informations de tout style, je fais un tri et par rapport à une information qui vient, je vais chercher si ça m'intéresse. Par exemple, aujourd'hui, j'ai pas eu le temps de m'y mettre, mais ma fille m'a raconté qu'il y avait un immeuble qui s'est écroulé et qui a explosé à cause du gaz à Sanary. J'ai pas encore vu, mais ce soir je vais chercher ce qu'il se passe. Je chope des informations comme ça et quand c'est un sujet qui m'intéresse Je vais chercher, peu importe où. [...] Je vois un peu ce que les gens diffusent et c'est à partir de là que je rayonne et que je cherche quand un sujet qui m'intéresse. Par exemple, au début des Gilets jaunes, je suivais certains *livers*, je les suis plus parce que j'ai l'impression que j'en sais autant qu'eux, sinon plus donc j'ai aucun intérêt donc ça m'apporte rien. Pour autant, c'est des gens qui font un boulot que je trouve... sympa. »

C'est plutôt son réseau de sociabilités qui lui permet, à travers la plateforme, de se tenir au courant des évènements :

« Je vois passer des choses, donc si tout d'un coup il y a quelque chose... Par exemple, si je reviens de manif, évidemment, je cherche à savoir ce qui s'est passé à Paris, à Marseille. Donc je cherche à ce moment-là sur les pages à Rodrigues par exemple, tous les autres et je sais qu'il y a toujours des lives qui se font. Maintenant, il y a des gens qui se contentent de raconter ce qui se passe à télé, je vois pas l'intérêt. Je trouve pas ça très intéressant. [...] Voilà parce que j'ai plus de milles contacts [qui partagent des contenus]. J'ai fait un ménage il y a pas longtemps parce que j'avais presque deux mille personnes donc évidemment j'ai tous les styles qui apparaissent parce que j'ai toute sorte d'amis. »

Yohann me dit que c'est à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes qu'il a commencé à utiliser Facebook pour s'informer, en s'abonnant à des pages et à des groupes militants : « au début j'avais pas d'utilisation de Facebook en rapport avec la presse. C'est pendant les Gilets jaunes que je me suis abonné à plein de pages Facebook pour avoir les trucs qui m'arrivent. » Il m'évoque également le rôle des partages qui alimentent son fil d'actualité. Il est tenu au courant de l'actualité militante à la fois depuis le fil d'actualité, mais aussi via le groupe Facebook de son collectif de Gilets jaunes. Lui-même reconnaît le rôle des mécanismes de recommandations lorsqu'il me dit par exemple que « c'est quand même vachement puissant ces suggestions algorithmiques ! » :

« Je scrolle le fil d'actu c'est souvent des gens qui... sur le fil d'actu, pour ce qui est politique je vais trouver des gens que je connais depuis le mouvement des Gilets jaunes qui postent ça sur leur propre mur, et après il y a aussi beaucoup de choses qui sont publiées au sein du groupe Gilets jaunes 94. Et ça dépend des personnes, il y a des personnes qui vont jamais poster des trucs à caractère politique en dehors de ce groupe, et d'autres par contre qui font ça sur leur mur. »

Il apprécie la présence de vidéos de manifestations qui entretiennent une continuité avec son expérience du militantisme hors-ligne. Il donne également de l'importance à l'ouverture sur l'international que lui offre la plateforme, et qui lui permet d'être en contact avec des mobilisations à l'étranger :

« Sur Facebook, quand je scrolle... c'est surtout des vidéos qui passent, des vidéos de manif. Ce que j'aime bien aussi c'est que ça permet aussi de voir ce qui se passe en Belgique. Dans le groupe on a une Belge qui poste ce qui se passe là-bas qui essaie de faire le lien, en plus y a eu des Gilets jaunes là-bas. Dans le groupe d'Ivry t'as des Tunisiens, des Algériens, l'année dernière, il y a deux ans, il s'est passé des choses en Algérie, au Chili plus récemment. Internet, l'information, pour résumer c'est le terrain et l'action, les trucs de manif d'une part et d'autre part l'ouverture internationale sur les autres pays. »

La plateforme a aussi son lot de détracteurs. Antoine refuse d'utiliser Facebook en dépit de sa centralité dans les usages des Gilets jaunes. Ayant expérimenté l'animation d'une page Facebook, il est écœuré par la brutalité des échanges :

« Je m'y étais mis à ce moment-là, je m'étais créé un compte Facebook en lien avec la petite chaîne YouTube qu'on avait commencé à monter. Et pendant les premiers mois, j'allais sur ce compte, j'ai rajouté des gens, etc. J'ai fait ça pendant un week-end et j'ai fermé totalement le truc et j'ai dit : "je touche plus jamais ça". En fait j'ai tellement été confronté à tout ce qu'il y a de plus bas, tout ce qu'il y a de plus... oui, mauvaise énergie on va dire quoi, de Gilets jaunes eux-mêmes, mais de Facebook en fait, de la population, de toute cette sphère de personnes qui vont déverser tout et n'importe quoi sans réfléchir et se monter le bourrichon, et qu'on peut retrouver même dans les anti-vaccins primaires ou dans du complotisme que je me suis dit : "c'est quelque chose qui peut m'affecter émotionnellement". Et c'est quelque chose, c'est un outil où j'ai plus à perdre qu'à gagner, donc je me suis dit que j'allais essayer de passer l'intégralité du mouvement sans Facebook et j'y suis très bien parvenu et je pense même que ça m'a permis de faire des choses concrètes plutôt que de perdre du temps. Moi, quand je vois des Jérôme Rodrigues – que j'aime beaucoup, je l'ai rencontré plusieurs fois, on se connaît – qui pètent des câbles, parce qu'ils parlent à des cons, parce qu'on y perd de l'énergie, on perd du temps. C'est Satan pour moi ! (rires) je ne suis pas croyant plus que ça, mais c'est vraiment un outil qui n'est pas calibré pour qu'on se structure au final, mais qui est aussi calibré pour qu'on y reste et qu'on déverse des fois des trucs dégueu. »

En ce qui concerne YouTube, le format vidéo est souvent apprécié de la part des Gilets jaunes. Yohann me dit par exemple être très sensible à l'aspect « sensoriel » de la vidéo qui produit davantage d'affects (on notera que sa remarque est peut-être liée à la réalisation d'un mémoire de Master sous la direction de Frédéric Lordon qui travaille sur la question des affects). Il me dit ainsi regarder des vidéos de violences policières avant de se rendre en manifestation, afin de susciter en lui une colère qui le motive et le prépare aux affrontements à venir :

« Comme je te disais les manifs, principalement les violences policières, c'est que c'est des sens, c'est du visuel, le visuel ça affecte différemment que le fait de lire, et ça aussi je pense que pour l'investissement dans un mouvement c'est important. Je t'avoue, avant d'aller en manif je me chauffe en regardant ça (rires), ça fait monter la colère, ça l'entretient. C'est la semaine je vois ça, ça me fait me dire "ce week-end il faut que j'y aille parce qu'il faut pas laisser les copains". »

Il lui arrive également de regarder des contenus complotistes, qu'il critique par ailleurs, mais sur un mode ironique. Cela lui permet de se rendre davantage compte du pouvoir de recommandation de l'algorithme de la plateforme : « je regarde aussi pas mal de mecs dont je connais même pas les noms, mais qui sont branchés complotisme pour voir comment ils pensent. J'ai écouté un peu Soral et compagnie, surtout que l'algorithme YouTube, je trouve, t'en met va-chement. Une fois que t'as regardé une vidéo de ça, c'est dingue, t'as que ça en suggestion ! »

Philippe me dit lui être fasciné par la masse de connaissances accessibles depuis YouTube (qu'il considère comme une propriété plus générale du web). Il est par exemple un incondicional de la chaîne ThinkerView, qui propose des entretiens longs formats qui contrastent avec la superficialité attribuée à la télévision : « j'ai vraiment dévoré YouTube, c'est YouTube qui m'a fait stopper la télé. [...] ThinkerView, c'est un monument. C'est peut-être la plus belle de toutes. Après, il y en a plein où on peut découvrir des philosophes, on peut découvrir beaucoup de

choses, c'est immense. De toute façon, internet, c'est simple, vous posez la question, vous avez la réponse ! (rires) ».

Victor est un peu moins enthousiaste, mais regarde lui aussi les entretiens de ThinkerView. Il est en revanche sélectif dans ses choix puisqu'il me signale qu'il n'a pas regardé l'entretien événement avec Éric Zemmour qu'il qualifie de « vomis verbal », lui préférant une autre chaîne appelée ThinkerFlou qui propose des entretiens avec des intellectuels de gauche. Bien qu'il défende des convictions de gauche radicale, et qu'il a moins de 30 ans, il n'est pas non plus amateur des vidéos d'Usul alors qu'il fait partie du public cible de ce YouTubeur :

« Les YouTubeurs, bah un peu par désespérance de cause, je regarde Usul. C'est un peu de la désespérance de cause parce que je regarde, mais ça me fait doucement rire. Je sais pas pourquoi je regarde. [Mes chers contemporains] j'ai un peu regardé, c'était pas des trucs qui m'intéressent à fond, peut-être que j'ai loupé, peut-être que j'étais pas dans le bon mood à ce moment-là. J'essaie d'écouter ThinkerView, bon, j'ai pas écouté son interview à Zemmour parce que pour moi ça sert à rien d'écouter de la logorrhée et du vomis verbal. Mais je m'amuse quand même à les écouter de temps en temps, certains sont intéressants, c'est des hommes, la plupart du temps deux heures, ça peut être un peu chiant. En regardant un peu, j'ai découvert un truc assez marrant qui s'appelle ThinkerFlou. Donc c'est un peu des copains au sens où c'est des gens avec qui je me sens un peu proche. Là il y a Mathieu Rigouste qui est passé. Il y avait la fille qui a fait son doctorat sur la les femmes dans la garde nationale. Je crois que c'est Mathilde Larrère. Et puis à un moment sur YouTube, j'ai regardé pas mal Taranis news quand il allait en manif, mais bon, à un moment j'ai un peu arrêté. »

Enfin, Antoine me fait part d'une longue réflexion sur la vidéo qui supplante progressivement l'écrit. Il décrit internet comme une phase succédant aux Lumières et à la pensée marxiste qui étaient selon lui préemptées par les intellectuels. Son propos reprend la rhétorique du « sacre de l'amateur »¹, incarné selon lui par Usul, qui intervient en mobilisant sa passion pour la politique et qui parvient à toucher grand nombre de personnes. Si l'écrit n'est pas totalement absent de son horizon, le livre est vu comme un complément plus étayé, et moins accessible culturellement parlant, à la vidéo qui apporte la base du travail intellectuel :

« Je pense que c'est l'avenir. Je pense qu'on est en train de sortir de l'ère du livre. C'est pas triste parce que je pense qu'on est des Homo sapiens qui sont à la base des chasseurs-cueilleurs et on se raconte des histoires autour d'un feu. Et qu'on a vraiment ce besoin d'empathie et de personnaliser. [...] Et donc, je pense que ce qui s'est passé, c'est qu'il y a eu la révolution de l'écrit, Gutenberg, etc., le protestantisme, qui est clairement lié à la Renaissance, les Lumières, mais qui étaient réservées à des élites, des élites formées, Voltaire, etc. [...] Ensuite, on arrive un peu aux révolutions marxistes, etc. Très bien, donc là, on a des ouvriers qui sont formés par le parti. Donc on a quand même une instrumentalisation et on a quand même les élites. Encore une fois, ce n'est pas un bousin qui a écrit *Le Capital*, c'est une élite intellectuelle. Donc on est sous le joug, entre guillemets, de la pensée formatée par des intellectuels dont on essaie de s'emparer, mais qui est tellement puissante que c'est soit on monte dans le train, soit on monte pas dans le train. Et arrive ce moment donné magique avec les Gilets jaunes où on est face à une population qui n'a pas lu, mais qui a regardé la télé, avec ce nouvel outil qui est de l'audiovisuel et avec des personnes comme Usul qui est un intellectuel. Il s'est autoformé, mais c'est un intellectuel gauchiste, tout ce qu'il pense, il le revendique, il comprend ça et il arrive par le biais du jeu vidéo avec une "fan base", un auditoire mainstream grand public, et qui se sert de ça pour balancer ses thématiques politiques parce qu'il y croit.

¹ Patrice Flichy, *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Seuil, 2010, 96 p.

Et il a fait, je pense, exactement ce qu'il fallait et je pense qu'on est en train de sortir de la culture du livre. Le livre prend trop de temps pour la plupart des gens, on a un défaut d'attention qui est monstrueux. On a une surinformation qui est permanente. Ça devient compliqué de se réserver du temps pour lire, j'ai le dernier Todd – je l'ai pas lu hein, par contre, j'ai écouté toutes les conférences de Todd depuis. Donc, c'est ça le paradoxe. Et dans ses conférences, il y a ce qu'il y a dans le bouquin, si ce n'est que dans le bouquin ça va être mieux étayé. Il y aura de vrais exemples auxquels je pourrai me référer, mais je suis pas universitaire, donc je me dis : "j'ai écouté les conférences et je vais me référer à un moment donné, je vais prendre le temps, si j'ai le temps, je prends le bouquin de Todd et je me dis je me le colle. Cette semaine, je me fais ça". »

Cet engouement rappelle le caractère irénique des discours d'accompagnement d'internet qui louaient une ère de libre circulation de l'information émancipatrice. Pourtant, comme l'a expliqué Cardon, la prise de parole en ligne demande des compétences spécifiques pour se conformer aux normes de l'espace public, et dont il y a tout lieu de penser qu'elles sont inégalement distribuées socialement : « celui qui s'y risque doit s'arracher à l'ordinaire de la conversation. [...] Il doit contrôler ses expressions, les débarrasser de ses implicites, s'assurer que ses propos pourront être compris de tous indépendamment du contexte dans lequel ils ont été proférés¹. » Alors qu'il espère une émancipation des tutelles académiques, l'espoir d'Antoine contraste avec son expérience de la brutalité sur Facebook. D'un autre côté, l'importance des affects et d'un *ethos* populaire dans l'efficacité politique qu'ont pu avoir de nombreuses vidéos circulant en ligne amène à nuancer l'analyse de Cardon. Cela invite à considérer que la démocratisation de l'accès au web s'est accompagnée d'un changement dans les normes communicationnelles en vigueur dans les espaces numériques qui laissent davantage de place aux affects, voire les valorisent au détriment de discours plus distanciés, par exemple par le jeu des recommandations algorithmiques.

En ce qui concerne Instagram et Snapchat, il est notable que peu d'enquêtés déclarent s'informer via ces plateformes. Seule Célia utilise à la fois Instagram et Snapchat (« c'est plus pour m'informer en privé »), le premier réseau étant également utilisé par Cédric et le second par Catherine qui me précise qu'elle l'utilise très peu. Cela suggère un effet générationnel, ces plateformes étant surtout fréquentées par les moins de 35 ans (avec YouTube)².

Twitter³ est davantage utilisé. Marion y suit par exemple plusieurs acteurs politiques et citoyens, dans une démarche éclectique : « sur Twitter, c'est un peu de tout. Je suis les mouvements politiques, je suis des gens de droite, des gens de gauche. Aussi des groupes comme Anticor, des associations comme ATTAC, *Alternatives économiques*. » Avant de quitter ce réseau en raison « de la censure », Marina fréquentait cette plateforme dont elle appréciait

¹ D. Cardon, *La démocratie Internet*, op. cit., p. 37.

² S. Dejean et al., *Les Français et les médias*, op. cit., p. 29.

³ Depuis juillet 2023, Twitter a été rebaptisé X par Elon Musk qui a acquis la plateforme en octobre 2022. Dans la mesure où les entretiens ont été réalisés avant ce changement de nom, c'est « Twitter » qui est utilisé.

beaucoup « la dynamique collective inhérente [qui] représente un apport décisif de la circulation de l'information sur l'internet¹ », ainsi que la capacité d'interpellation directe de personnalités publiques ou de pourvoyeurs d'informations :

« C'est un média populaire, un média direct, c'est passionnant d'avoir des réactions à chaud d'une actualité qui vient de tomber à la seconde. C'était passionnant de pouvoir échanger, commenter. On pouvait interpellier des personnalités politiques, et on avait un *feedback* direct ou rapidement. On pouvait interpellier les médias aussi. C'était un espace de communication que je trouvais très dynamique, et c'était que de l'info, que de l'actualité, ça fait moins "blog" que Facebook qui fait un peu blog personnel où les gens racontent leur vie. »

À l'inverse, les déclarations d'autres enquêtés sont moins flatteuses pour Twitter. Mike me dit ainsi détester l'agressivité ambiante qui règne sur ce réseau : « j'y vais très rarement parce que c'est un déferlement de haine et là-dessus, des fois je lis des commentaires c'est vraiment hors-sol c'est vraiment un nid de vipères. Je l'ai, mais j'évite d'y aller. » Mike partage ainsi l'analyse d'Arnaud Mercier qui décrit Twitter comme une plateforme où « le respect d'autrui et la promesse d'une écoute réciproque s'effacent devant l'érucciation, le sarcasme, l'injure voire la haine de l'autre. La véhémence du propos peut être perçue par certains comme un moyen de gagner de l'attention, de se faire remarquer sur le réseau² ».

Le facteur générationnel peut également être un frein à l'utilisation de Twitter. Jean est par exemple gêné par la limite de caractères et la rapidité des discussions : « j'ai essayé celui avec un nombre de mots limités là, Twitter. J'ai essayé, mais pour moi c'est pas possible. Le nombre de mots limite, j'y arrive pas et ça va trop vite. Pour ma génération, ça va beaucoup trop vite. » Bien qu'elle suive plusieurs personnalités proches des Gilets jaunes, Corinne n'aime pas la frénésie des notifications, ainsi que l'interface qu'elle trouve peu intuitive. Elle se cantonne donc à un rôle de spectatrice occasionnelle des échanges (ce qu'on appelle une *lurker*) :

« Je suis inscrite sur Twitter, mais j'y vais pas tellement. Je suis tout le temps en retard pour lire les notifications, j'aime pas trop Twitter, j'arrive pas à m'y habituer. J'aime pas trop le graphisme, je l'utilise pas, je le lis, mais je vais jamais écrire dans Twitter. Et j'y vais pas souvent, mais comme j'ai des notifications de retard bah très souvent je les ouvre et là je lis ce qu'il y a sur Twitter. Quand il y a des gens que je suis, par exemple Juan Branco, donc je lis ses messages à lui, ou à Aude Lancelin, également Priscilla Ludosky... J'aime pas Twitter, je sais pas pourquoi. Ça doit être l'âge ! (rires) »

L'usage des applications de messagerie privée s'explique par la prise de conscience du risque de surveillance policière des RSN, qui a pu causer des remous internes au mouvement. Victoria et Lucas m'expliquent par exemple que ce genre de situations a pu provoquer des accusations de « taupes » entre Gilets jaunes. C'est pour cette raison que les Gilets jaunes se sont rapidement

¹ Valérie Devillard, Charlotte Dolez et Rémy Rieffel, « La consommation de l'information entre engagement professionnel et implication civique » dans Rémy Rieffel et Josiane Jouët (eds.), *S'informer à l'ère numérique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 92.

² Arnaud Mercier, « Les modalités de la colère citoyenne sur Twitter », *Quaderni*, 2021, n° 104, p. 55-56.

rabattus sur des fils de discussion privés, comme WhatsApp ou les messageries « sécurisées » Telegram et Signal, en évitant de divulguer trop d'informations sur Facebook, comme me le raconte Isabelle :

« Au début des Gilets jaunes, il y avait les ronds-points, donc on se voyait directement. Après, il a fallu trouver des lieux parce qu'on essayait de pas tout marquer sur Facebook. C'est compliqué parce que quand on a l'habitude de se servir des réseaux sociaux pour s'en détacher, c'est compliqué, donc on se donnait des infos, mais on essayait de pas trop en dire parce qu'on se disait que les flics nous pistent et, évidemment, ils nous ont d'ailleurs délogés de l'hôpital. [...] À l'époque, j'avais même pas Telegram et tout le bazar, j'avais que ça Facebook et le téléphone. »

Stan me mentionne lui aussi l'utilisation « des boucles Telegram et autres pour communiquer ». L'usage de ces applications témoigne d'un aguerrissement à la lutte politique comme le note Charif Elalaoui qui écrit que le recours à « Telegram, Signal, voire le relais d'information de vive voix, n'a eu lieu que dans un second temps avec l'expérience de la violence et surtout en mesurant la brutalité des forces de l'ordre¹. »

La crainte de la censure est également une motivation à sélectionner les canaux de communication adéquats. Thierry me dit que « le problème, c'est que Facebook n'est pas forcément de notre côté à nous, il a tendance parfois à nous couper. Quand on envoie des infos, il y a une certaine censure. On fait avec. On fait attention. Il y a des infos qu'on passe pas sur Facebook, ça c'est clair. Quand on fait telle ou telle action, on l'envoie pas sur Facebook, ça passe globalement entre nous. » Célia encourage les militants qu'elle rencontre à créer plusieurs comptes afin d'anticiper la censure : « comme l'ennemi, c'est celui qui a l'argent, je fais des publications sur des comptes officiels et également sur des comptes qui sont faux, qui m'aident à partager. Ça fait plusieurs années que je sais que la censure va arriver. Et je leur dis aux gens de créer des comptes parce quand ça va arriver, pour pouvoir continuer à partager des choses ». Quant à Marina, elle a migré de Facebook à la plateforme russe VKontakte (VK) pour échapper à la censure, mais elle remarque que la modération y est toujours présente et déplore que des vidéos soient bloquées :

« J'ai migré sur VK il y a un an et demi à peu près, là on était tranquilles. On pouvait échanger les sujets au choix sans être censurés, mais là depuis peu quand on publie certaines vidéos elles sont censurées maintenant. Pas les posts, ce qu'on écrit en ligne n'est pas censuré, mais les vidéos on voit un écran noir. La censure commence un peu alors que c'est des vidéos softs, par exemple filmer la manif de Nice ben voilà, c'était censuré, la vidéo était bloquée. »

Bien qu'ils soient largement utilisés parmi les enquêtés, les fils d'actualité peuvent produire une surcharge d'information, comme en témoigne Sophie : « Telegram, c'est un peu chiant pour moi si tu loupes un truc, il y a 2000 trucs qui défilent entretemps. C'est pas facile, mais il y a quand même beaucoup de choses sur Telegram. » C'est pour cette raison qu'il est important

¹ Charif Elalaoui, « Lutter au quotidien », *Temporalités*, 2022, n° 36, n. 11.

pour l'action collective d'opter pour des outils numériques faciles à utiliser, dans un contexte où la plupart des militants ne font pas partie des publics *geeks*. Avec une moyenne d'âge plutôt élevée, et de nombreux participants n'occupant pas des professions ayant une utilisation avancée de l'informatique, il est important d'adopter des solutions accessibles au plus grand nombre pour surmonter le déficit d'aisance technique¹. À ce titre, le basculement vers les applications sécurisées évoquées précédemment a représenté un apprentissage supplémentaire, comme me l'explique Antoine dont le parcours professionnel de vidéaste et de professionnel de la communication fait de lui quelqu'un de rompu à l'usage des nouvelles technologies² :

« Il y a eu différents outils qui ont été proposés. Moi, j'ai fait partie de l'équipe qui a monté La ligne jaune, qui était l'outil de François Boulo. Mais j'ai aussi fait partie de l'équipe qui voulait monter un outil pour l'Assemblée des assemblées et pour les Gilets jaunes d'Occitanie. J'ai essayé de mettre en place un autre outil qui s'appelait la Coordination autonome, qui n'a pas pu voir le jour, [...] qui est un outil dans lequel les groupes pouvaient faire remonter leurs besoins. Et au niveau régional, tout le monde savait : tel groupe a besoin de ça, tel groupe a besoin de ça. Ce qu'il faut voir, c'est que des outils, on en a eu plein. Mais c'est pas comme ça que ça fonctionne. La façon dont ça fonctionne, c'est qu'il faut partir des outils que les gens ont l'habitude d'utiliser et non pas proposer. On peut proposer le meilleur site du monde, si les gens, et ils sont comme ça, utilisent Messenger, ils vont continuer d'utiliser Messenger. La seule victoire qu'on a eue, c'est de les faire passer à Telegram et à Signal depuis Messenger. Ils ont arrêté Messenger ou ils l'utilisent quand même pour s'amuser entre eux. Mais quand ça devenait vraiment plus important, des actions concrètes ou quoi : Telegram, Signal. Et sinon, les mails et c'était par Proton. Et donc, c'est encore le truc qui s'organise ce week-end à l'Assemblée régionale d'Occitanie. Les gens sont en général sur ProtonMail et à ce moment-là, on fait des *mailing lists*, donc c'est des listes de diffusion. Ou alors les autres outils, ça va être des Framas pour s'organiser un peu plus concrètement, avec des plannings. »

Enfin, ayant conscience du risque d'être exposés à de fausses informations les Gilets jaunes utilisent internet pour s'assurer de la véracité de ce qu'ils trouvent en ligne.

	Exposition aux fausses informations		Vérification sur internet	
	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global
Très souvent	23,8%	5,7%	21,2%	9,7%
Souvent	29,6%	17,2%	32,8%	22,4%
Parfois	28,6%	41,1%	27,0%	35,9%
Rarement	13,2%	23,6%	12,7%	17,9%
Jamais	4,8%	12,4%	6,3%	14,1%

Tableau 23 – Résultats questionnaire ANR PIL aux questions : « Au cours du dernier mois, à quelle fréquence avez-vous été confronté(e) à des contenus d'actualité que vous pensiez faux ? » et « Au cours des douze derniers mois, à quelle fréquence avez-vous cherché sur internet des informations pour vérifier une actualité ? » - Mai 2019

Les données de l'ANR PIL montrent ainsi que les Gilets jaunes sont beaucoup plus préoccupés que la moyenne par le risque des fausses nouvelles. Ils sont ainsi 53,4 % à estimer avoir été confrontés en ligne, au moins souvent, à des contenus faux (contre 22,9 % pour la population globale, soit plus de deux fois !) En retour, les Gilets jaunes sont 54 % à déclarer utiliser internet

¹ V. Devillard, C. Dolez et R. Rieffel, « La consommation de l'information entre engagement professionnel et implication civique », art cit, p. 90.

² *Ibid.*, p. 93.

au moins souvent pour vérifier les informations trouvées en ligne (contre 32,1 %). Cette sensibilité est probablement due à une utilisation bien plus intensive des RSN, et à la consommation fréquente de médias alternatifs et militants. Par exemple, la vidéo anonyme, si elle fait office de preuve, est aussi déconnectée de toute procédure formelle d'authentification. Comme cela a été dit, c'est la viralité d'une vidéo et les marqueurs sémio-discursifs qui la caractérisent qui font office d'indices. Néanmoins, tout contenu ne bénéficie pas d'une circulation active et de signes clairs d'authentification.

Les Gilets jaunes utilisent donc des stratégies de *fact-checking* afin d'évaluer la fiabilité des informations. Si Viviane apprécie le fait de pouvoir trouver de nombreuses informations absentes des médias mainstream sur internet, elle considère que le risque de fausses informations constitue le revers de la médaille. C'est ainsi qu'elle me dit vérifier la véracité de ce qu'elle voit en ligne, son exemple concernant la situation de la crise sanitaire :

« Je recoupe. Si je regarde telle information chez l'un, je l'entends chez l'autre, chez l'autre on se dit qu'il y a quelque chose, et après vous allez fouiller [en vous demandant] est-ce que c'est bien vrai que telle personne ou telle situation est véridique ? [...] Je vais sur Google, je tape le nom d'un médecin pour voir ce qu'il a pu dire, ce qu'il a pas dit. Si dans cette vidéo telle chose a été citée, je vais voir d'autres médecins voir s'ils sont crédibles ou pas. Je m'arrête pas qu'à une seule opinion. »

Elle mobilise premièrement une logique indiciaire, ressemblant à l'évaluation par les pairs, selon laquelle plus un grand nombre de personnes atteste d'un fait, alors plus il y a de chance que ce fait soit avéré. Deuxièmement, elle effectue une recherche Google pour estimer la crédibilité du locuteur (ici, un médecin), sans qu'elle m'explique ce qui fait qu'un médecin est crédible ou non (compte tenu de ses positions, on peut supposer qu'il s'agira par exemple de l'adhésion aux positions de Didier Raoult).

Le fait de croiser les sources revient souvent dans les pratiques de *fact-checking* des enquêtés. Marion me dit par exemple qu'elle considère qu'une information est fiable lorsqu'elle « s'appuie sur des faits et des chiffres sourcés, qu'on peut recroiser quoi, qu'on va pas remettre en cause après. C'est super compliqué en fin de compte, c'est pour ça que pour le citoyen de base, et j'en fais partie aussi, bah ça demande une culture. »

Cédric adopte lui une méthode assez particulière compte tenu du contexte critique envers les médias du mouvement, puisqu'il reconnaît une relative légitimité aux instances consacrées du *fact-checking*. Il lui arrive donc de consulter des articles issus de services de *fact-checking*, voire de ConspiracyWatch, site web anticomplotiste qui a pourtant des positions virulentes envers le mouvement des Gilets jaunes. Sans abandonner sa dénonciation des médias, ce sujet est pour Cédric l'occasion de préciser son discours, qui a été mis à l'épreuve par la pandémie de COVID-19 et l'irruption de propos complotistes dans son camp politique :

« Comme je publie des articles j'ai besoin parfois d'avoir des chiffres précis, des trucs techniques, donc parfois je tombe sur ces journaux-là, Franceinfo sur les résultats des élections ils sont pas si mal, assez détaillé. Donc quand j'ai besoin de prendre des chiffres. Pour des hyperliens aussi quand j'écris des articles de blog. Et j'avoue aussi pour fact-checker même si c'est utilisé parfois comme... même s'ils en font des tonnes là-dessus, mais je suis assez partagé, des fois chez les gauchistes le côté en gros : "c'est que les médias traditionnels qui utilisent le terme 'complotistes', ils sortent ça à tire-larigot pour délégitimer par avance l'adversaire. C'est un peu exagéré de dire ça, mais il y a un peu de ça. Mais d'un autre côté on s'est tapé plein de conspis, des gens qui racontent n'importe quoi, des fachos, etc. donc j'étais obligé parfois d'aller voir c'était quoi le contre-argumentaire. J'ai même fait un article sur les conspis. Donc ça m'est déjà arrivé de lire les trucs de Libération, le fact-checking ou même ConspiracyWatch même si c'est critiqué par ailleurs, ça m'arrive quand même régulièrement, je me suis pas passionné (rires), mais je me suis intéressé aux conspis, notamment avec le film Hold-up on s'est tapé... et il y a un pote qui a mis tous ces articles-là sur notre page Facebook et qu'est-ce qu'on s'est pas pris dans la gueule ! "ouais c'est les médias des milliardaires !" comme si tout ce qu'ils disaient était forcément faux vu que le capital... »

S'ils sont conscients des dangers d'internet, les enquêtés expriment globalement une satisfaction vis-à-vis de la diversité des points de vue disponibles et de la facilité avec laquelle on accède à l'information. Stan me dit qu'internet lui apporte de la diversité de sources d'informations tout en pointant le risque de s'enfermer dans une « chambre d'écho » :

« [Ça permet] une diversité de points de vue, de diversifier les sources, d'aller chercher de l'information spécialisée sur certains domaines, une diffusion plus rapide de l'information. Ça c'est les bons côtés. Quand t'es militant et que t'es pas hyperactif, tu peux le faire, mais en vrai, la majorité des gens ils se mettent sur un canal et c'est plutôt la simplicité qu'ils recherchent. Pour moi, ça apporte ça de la diversité et de la pluralité. »

Jean-Jacques considère lui qu'internet est devenu un outil incontournable du militantisme. Il prend les exemples des grèves indiennes ou encore du Hirak algérien pour souligner les possibilités de mobilisation à l'échelle globale. Son enthousiasme n'est pas affecté par la question du pouvoir des GAFAM qu'il relativise :

« Pour un scientifique comme toi, ça doit être terrifiant d'imaginer se passer d'un outil comme ça pour accéder à la connaissance ! Avant, c'était le dictionnaire, c'était le journal local, c'étaient les médias. Je pense que nos ingénieurs du CERN, qui ont été à l'origine de l'invention d'internet, nous ont rendu un service colossal. Tel que je le vois maintenant, je pense que les réseaux sociaux, Internet, c'est une défaite de la classe dominante et de la bourgeoisie. Bien entendu, on parle des GAFAM et des patrons des GAFAM comme étant de grands bénéficiaires, mais je ne crois pas. Je crois que fondamentalement le fait que des paysans indiens puissent conduire leur grève et faire plier le gouvernement indien sur leurs revendications, ça s'est fait avec des smartphones et tout ça. Le Hirak algérien, ça s'est fait avec des smartphones. Les mobilisations de Black Lives Matter, ça a eu l'engvergure que ça a eu grâce au smartphone. Je pense qu'il y a multitude d'exemples qui a qui abondent dans ce sens-là et bien entendu les Gilets jaunes. Et le fait qu'on voit des Gilets jaunes dans les mobilisations Black Lives Matters, qui viennent des États-Unis, ça vit. C'est lié à l'existence de cet outil. Il y a une liaison internationale. »

Enfin, Alex loue l'accès à la diversité d'informations produites par les médias indépendants. Il précise cependant que tirer pleinement parti du web demande des compétences en matière de recherche d'information, notamment une abnégation à aller fouiller au-delà des premières réponses des moteurs de recherche :

« Ça a tout changé parce que si on avait pas internet, on aurait pas les médias indépendants. Et si on avait pas les médias indépendants, on n'aurait pas les informations fiables qu'on devrait tous connaître. Ouais, c'est sûr qu'internet, ça a ouvert... Maintenant, si tu veux savoir tu peux chercher,

alors ça peut prendre du temps, hein ! Si t'es sur un sujet et que tu veux tout comprendre ça, des pages et des pages Google où il faut aller voir tous les liens pour chercher, ça se fait pas sur le premier média qui va te donner des trucs. »

Ce sous-chapitre révèle davantage l'utilisation réflexive du web par les Gilets jaunes en ce qui concerne l'actualité politique. Premièrement, la consultation en ligne de médias traditionnels prolonge les usages hors-ligne, même si le numérique a tendance à s'imposer en raison de son côté pratique, notamment dans le cas de la presse écrite. Cela confirme donc l'élargissement des usages numériques aux couches les plus modestes de la population¹, par rapport aux débuts des années 2010 où internet était encore utilisé avant tout par les jeunes et les classes moyennes et supérieures².

Deuxièmement, l'utilisation du numérique par les Gilets jaunes débouche sur une plus grande diversité d'informations, à la fois du point de vue des sources et des sujets traités. Les données réactualisent le constat d'une grande variété de contenus et de sujets rendus accessibles par le numérique³, sans que l'on puisse totalement se prononcer sur la diversité des cadrages. Si davantage d'informations produites en ligne parviennent à toucher une large audience, il est possible que les différents secteurs de la mobilisation aient leurs propres agendas médiatiques en fonction de leurs pratiques. À cet égard, la chaîne RT France a réussi à s'imposer en relayant des informations considérées comme d'importance par les Gilets jaunes, mais ignorées par les médias dominants, tout en disposant de moyens professionnels de diffusion de l'information.

Ces éléments peuvent ainsi expliquer un résultat de l'ANR PIL *a priori* surprenant : les Gilets jaunes sont 42,9 % à déclarer avoir été bien ou très bien informés à propos du mouvement, soit seulement 4,7 points en dessous de la population globale (47,6 %) ! Compte tenu des autres résultats de l'enquête, des témoignages recueillis lors des entretiens et de la littérature, il est complètement invraisemblable que les 189 Gilets jaunes de l'ANR PIL aient eu à l'esprit les médias dominants pour répondre à cette question. Ce résultat s'explique bien mieux si l'on tient compte du fait que la question est posée vers la fin du questionnaire, après que les participants ont été interrogés sur leurs pratiques médiatiques qui laissent une large place aux médias alternatifs. Ces éléments suggèrent que la consommation de médias alternatifs et la distance réflexive vis-à-vis des médias dominants ont donné à de nombreux Gilets jaunes le sentiment d'avoir été bien informés sur le mouvement. Le score élevé de mécontentements (43,4 % contre

¹ D. Pasquier, *L'internet des familles modestes*, *op. cit.*

² Viviane Le Hay, Thierry Vedel et Flora Chanvriel, « Usages des médias et politique : une écologie des pratiques informationnelles », *Réseaux*, 2011, vol. 6, n° 170, p. 62.

³ Emmanuel Marty et al., « Diversité et concentration de l'information sur le web. Une analyse à grande échelle des sites d'actualité français », *Réseaux*, 2012, vol. 6, n° 176, p. 63.

24,6 % au global) serait plutôt à mettre sur le compte d'une assimilation de l'information en général à l'activité des médias *mainstream* par une autre partie des enquêtés.

	Gilets jaunes	Population globale
Très bien informé	22,8%	14,6%
Bien informé	20,1%	33,0%
Ni bien ni mal	13,2%	25,5%
Mal informé	18,0%	16,0%
Très mal	25,4%	8,6%
Ne sait pas	0,5%	2,2%

Tableau 24 – Résultats questionnaire ANR PIL à la question « Sur le sujet d'actualité des Gilets jaunes, pensez-vous avoir été bien informé ? » - Mai 2019

Les pratiques informationnelles étudiées témoignent en effet de la centralité des plateformes. Les Gilets jaunes ne sont cependant pas des inconditionnels des RSN, puisqu'ils affichent une conscience des limites de l'information en ligne, qu'ils s'agissent des fausses informations ou de la censure. Comme l'observent Thomas Guignard et Coralie Le Caroff, « les usagers ne sont jamais ni totalement soumis aux injonctions sournoises d'un dispositif qui repose sur leur action, ni tout à fait autonomes face aux procédures conçues selon des stratégies de “gouvernementalisation” des pratiques ou de “conduite des conduites”¹. » À cet égard, on remarque surtout des stratégies individuelles de contournement de la modération, sans faire réellement pression pour modifier les règles des plateformes comme cela a pu se faire par ailleurs². Ainsi, la critique des GAFAM semble séparée de celle des médias traditionnels, et réduite à un stade encore embryonnaire. Si les Gilets jaunes n'ont pas encore négocié le tournant « technique » du médiactivisme, ils ne se sont pas non plus contentés d'une dénonciation individuelle des médias, comme on va le voir dans le dernier sous-chapitre.

9.3 Les initiatives médiactivistes des Gilets jaunes

L'utilisation des RSN pour s'informer expose les Gilets jaunes à de nombreuses productions médiatiques indépendantes, plus ou moins structurées. Il existe tout un *continuum* de pratiques allant de la publication régulière de contenus sur Facebook à l'investissement à temps plein dans un média indépendant. C'est cet aspect qui sera d'abord examiné dans ce sous-chapitre.

¹ Thomas Guignard et Coralie Le Caroff, « Gouvernamentalité et plateformes numériques : l'influence de Facebook sur la participation et les médias d'actualité », *Études de communication*, 2020, n° 55, p. 150.

² Romain Badouard, « Réseaux sociaux : les nouveaux chemins de la censure », *Mouvements*, 2022, n° 112, p. 144-145.

Dans un second temps, je reviendrai sur les formes de protestation directe contre les médias qui ont été adoptées par les Gilets jaunes.

9.3.1 De la dénonciation des médias à l'action par les médias

La participation en ligne peut prendre de nombreuses formes différentes. Il est utile pour commencer de s'intéresser à la participation ordinaire « à bas bruit » qu'est le fait d'interagir avec d'autres internautes sur les RSN. Les données de l'ANR PIL permettent une fois de plus de mieux connaître les pratiques des Gilets jaunes en la matière.

	Partager un contenu sur les RSN		Cliquer sur « J'aime »		Cliquer sur « Je n'aime pas »		Poster un commentaire		Rédiger un article*	
	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global	Gilets jaunes	Global
Très souvent	13,7%	4,8%	19,0%	10,4%	8,3%	2,5%	13,1%	3,6%	13,2%	2,3%
Souvent	22,6%	10,5%	29,8%	15,8%	13,7%	5,5%	23,8%	8,8%	12,2%	5,7%
Parfois	33,3%	22,8%	26,8%	24,7%	25,6%	17,0%	30,4%	20,6%	18,5%	11,0%
Rarement	12,5%	21,3%	6,0%	15,5%	11,3%	20,7%	14,9%	25,8%	16,4%	15,1%
Jamais	17,9%	40,6%	18,5%	33,5%	41,1%	54,2%	17,9%	41,2%	39,7%	66,0%

Tableau 25 – Résultats questionnaire ANR PIL aux questions : « Après avoir consulté une actualité en ligne, à quelle fréquence faites-vous les actions suivantes ? » et *« D'une manière générale, à quelle fréquence rédigez-vous un article d'actualité original en ligne ? »

On voit encore une fois que les Gilets jaunes se caractérisent par une utilisation bien plus active des RSN que la moyenne. Si l'on additionne les réponses « Très souvent » et « Souvent », ils sont ainsi 35,3 % à partager des articles sur les RSN contre 15,3 % (2,3 fois plus) de la population globale, 48,8 % à cliquer sur « J'aime » contre 26,2 % (1,9 fois plus), 22 % à cliquer sur « Je n'aime pas » contre 8 % (2,75 fois plus), 36,9 % à poster un commentaire contre 12,4 % (2,9 fois plus), et enfin 25,4 % à rédiger un article original en ligne contre 8 % (3 fois plus).

En ce qui concerne le potentiel politique de ces actions en ligne, Romain Badouard remarque que « les formes de mobilisation spécifiques aux réseaux sociaux, où chaque membre fait appel à son cercle privé de contacts, qui feront à leur tour appel à leurs propres cercles, semblent favoriser un élargissement des publics, dans la mesure où la mobilisation se fonde non pas sur une affinité thématique/militante, mais sur une affinité personnelle¹. » Ce constat peut être transposé en partie puisque le cercle social des Gilets jaunes est riche de militants qui seront

¹ Romain Badouard, « Les mobilisations de clavier. Le lien hypertexte comme ressource des actions collectives en ligne », *Réseaux*, 2013, vol. 5, n° 181, p. 105.

d'autant plus sensibles aux messages diffusés. Néanmoins, l'engouement pour les messages publiés par des inconnus indique qu'une valorisation des affinités thématiques/militantes. En fait, on peut dire que la distinction faite par Badouard semble moins opérante pour les Gilets jaunes, pour qui politique et sociabilité sont intrinsèquement liées. Marguerite se mobilise par exemple en partageant des vidéos didactiques sur le salaire à vie, cause qui lui est chère :

« Je parle souvent de la sécurité sociale de l'alimentation et du salaire à vie, et sur la cotisation sociale. C'est ma principale source d'activité, si je peux dire ça comme ça ! (rires) Alors comme je veux le mettre mondialement, du coup j'en informe partout, je partage souvent la vidéo d'Usul parce qu'elle est très facile ainsi qu'une petite vidéo de Bernard Friot qui parle de la cotisation sociale et de la sécurité sociale et de l'alimentation. Parce que les deux premières minutes, c'est un pavé dans la mare. »

De plus, de nombreux espaces sur les RSN ont un caractère semi, voire intégralement public. Le commentaire est par exemple une manière d'interpeller publiquement un responsable politique ou un organisme. Même si le principal intéressé ne répond que rarement, le message bénéficiera éventuellement de l'audience importante de la page. Nathalie me dit par exemple suivre de nombreuses pages Facebook de personnalités politiques plus ou moins célèbres (cela va des ministres à la députée locale en passant par des leaders d'opposition). Elle apprécie jouer le rôle de « poil à gratter » des responsables politiques et des médias qu'elle n'aime pas :

« J'aime bien informer et provoquer. Informer en provoquant. Je vais identifier des gens comme Macron en leur disant : "ce que vous racontez ça va pas, parce que je vais vous dire la réalité" vu qu'ils sont hors-sol. Ça va être des posts sur Facebook ou Twitter, ou des commentaires sur des journaux comme *Le Figaro*, ou Franceinfo où les infos ne sont pas objectives et où ils manquent des éléments. »

Alors que la participation politique en ligne a longtemps été associée aux profils des classes moyennes et supérieures¹, on retrouve des actions de partage chez Catherine qui fait partie des enquêtés les plus précaires. Ses partages ont pour objectif de faire réagir son entourage, et à mobiliser politiquement notamment en vue de l'élection présidentielle de 2022 qui se profilait au moment de l'entretien (octobre 2021) :

« Donc ça dépend. Ce matin, j'ai publié sur Facebook l'interview que je regardais, c'était Le Drenche avec Le Pluraliste sur Twitch. [...] C'est pour toucher un maximum de monde et voir les réactions des gens. [...] Avec les présidentielles, j'essaie de réveiller les gens pour qu'ils aillent voter, tant qu'on aura un taux d'abstention tel qu'on en a, on pourra pas faire bouger les choses. Parce que c'est pas en marchant cinq kilomètres dans les rues de Paris qu'on va changer les choses. »

Les Gilets jaunes qui partagent des contenus en ligne montrent ainsi une « volonté de sensibiliser leur réseau personnel sur des thématiques ou des analyses des événements sociopolitiques qui les touchent. Agir sur les consciences de leurs réseaux personnels, sensibiliser, participer modestement au changement social et culturel sont des horizons décrits par les individus

¹ Clément Mabi et Anaïs Theviot, « S'engager sur Internet. Mobilisations et pratiques politiques », *Politiques de communication*, 2014, n° 3, p. 8.

lorsqu'ils réfléchissent à leur activité de partage d'actualité¹. » Autre fait notable, leur activité va à l'encontre de l'observation de Dominique Pasquier, qui écrivait à propos de son terrain que les femmes « font circuler peu de messages ou de liens évoquant la politique². » Il semble ainsi que l'intense politisation des Gilets jaunes, et la forte présence d'individus ayant bénéficié d'une socialisation à la critique, ont pu compenser les inégalités de genre dans la participation politique en ligne des classes populaires.

De plus, la facilité avec laquelle il est possible de créer un groupe ou une page fait que de nombreux Gilets jaunes ont assumé un rôle d'automédias, « militants de la cause défendue, équipés d'un appareil photo ou d'une caméra dans l'optique de documenter les péripéties des collectifs en lutte³. » C'est par exemple le cas d'Isabelle qui a créé « un petit groupe » Facebook (en fait, une page) avec son fils, qui alterne couverture des mobilisations niçoises et interventions face caméra pour discuter de l'actualité, empruntant au registre des YouTubeurs pour s'exprimer et fédérer des internautes autour d'opinions critiques du gouvernement :

« J'avais monté un petit groupe avec mon fils qui m'aidait [...] On faisait un média où on discutait de sujets, on l'avait fait à côté, on avait acheté un micro central et on faisait des *lives* pour parler de l'actualité, évidemment. Donc il y avait ça. Dans les choses interdites, avec quelques personnes on a pris l'hôpital Pasteur qui est un hôpital fermé, désaffecté, qui va réouvrir bientôt en commissariat, c'est un cauchemar, en plein centre de Nice (rires). On avait cassé les portes et on avait squatté, on en avait fait notre QG puisqu'on avait été éjecté rond-point. On a fait notre QG là-dedans. »

On voit que son passé d'éditrice pour un petit journal local a pu lui servir, dans la mesure où cette expérience a d'abord rendu envisageable cette initiative. Isabelle a pu également mettre à profit ses compétences en matière d'organisation éditoriale et de prise de parole publique. Alors que le journal qu'elle éditait était globalement dépolitisé (il s'agissait d'informations locales sur les activités pour enfants), le lancement de cette chaîne lui demande de transposer son savoir-faire dans le régime discursif de l'opinion, où le locuteur s'exprime de manière personnelle tout en laissant la possibilité à chacun de pouvoir réagir⁴. Sur les RSN, cette possibilité n'est pas forcément prise en charge directement par le locuteur (lorsque, par exemple, il invite un contradicteur à débattre en face à face), mais par le dispositif techno-sémiotique qui aménage des espaces de réaction et d'expression, afin de maximiser la production de données en incitant à la participation en ligne⁵.

¹ Coralie Le Caroff, « Le partage de l'actualité politique sur les profils personnels de Facebook » dans Arnaud Mercier et Nathalie Pignard-Cheynel (eds.), *#info. Commenter et partager l'actualité sur Twitter et Facebook*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2018, p. 214-215.

² D. Pasquier, *L'internet des familles modestes*, *op. cit.*, p. 81.

³ Laurent Thiong-Kay, « L'automédia, objet de luttes symboliques et figure controversée. Le cas de la médiatisation de la lutte contre le barrage de Sivens (2012-2015) », *Le Temps des médias*, 2020, n° 35, p. 107.

⁴ D. Cardon, J.-P. Heurtin et C. Lemieux, « Parler en public », art cit, p. 11.

⁵ T. Guignard et C. Le Caroff, « Gouvernementalité et plateformes numériques », art cit, p. 146.

Lors de son entrée dans le mouvement des Gilets jaunes, Cédric a mis ses compétences de graphiste au service d'un collectif qu'il intègre à l'occasion. Traversant une période de morne politique à la suite de l'élection d'Emmanuel Macron, le mouvement des Gilets jaunes signe son retour dans les cortèges. Alors qu'il se rendait à une AG de l'Université de Brest où les Gilets jaunes tentaient de rallier les étudiants à leur cause, les rencontres qu'il fera l'amèneront au pôle communication du collectif Brestoï :

« Du coup j'avais pas beaucoup de relations sociales, j'étais pas dans les trucs genre Facebook et tout. Je voyais ce qui se passait à la télé donc comme je te disais tout à l'heure : médias indépendants, médias de propagande... dans les médias de propagande j'étais sidéré par cette bourgeoisie apeurée, le mépris de classe et puis je voyais le retour de la lutte des classes, du coup j'ai fait une BD après le 1^{er} décembre sur cette relation aux médias d'ailleurs. [...] Donc je suis allé voir à une manif donc j'ai rencontré quelqu'un avec qui j'ai discuté. Au même moment j'avais rencontré quelqu'un de la CNT j'avais fini chez lui à refaire le monde quoi et j'étais passé aussi à un mouvement social qu'il y avait à l'Université sur l'augmentation des droits d'inscriptions pour les étudiants étrangers, j'avais proposé déjà mes services pour des affiches, pour des trucs comme ça. [...] À l'AG d'après, les Gilets jaunes étaient partis, mais j'avais quand même plaidé pour eux devant les étudiants pour dire : "c'est une attaque globale néolibérale on va tout se prendre, il faut s'allier avec les Gilets jaunes". [...] Je suis arrivé dans le pôle communication, y a un gars qui m'a dit "si tu fais des dessins moi je peux maquetter" et après c'est toute l'histoire du pôle communication c'est autre chose, ça bataillait dur... »

Il mettra progressivement son compte Facebook au service de la communication du groupe brestoï, avant d'éditer un magazine papier tout en animant la page Facebook et le blog du collectif : « au début moi j'avais qu'un compte privé après c'est vers mars 2019 où on a eu le blog où on mettait les comptes rendus. Après le blog s'est autonomisé, maintenant je le prends en main tout seul, il y a des articles, toutes les affiches que je fais on les met dessus, toutes les infos de lutte. » La gazette à laquelle il contribue, vendue à prix libre, adopte un ton vindicatif envers Emmanuel Macron et ironise sur sa précarité (« Achetez-le c'est peut-être le dernier ! ») (fig. 66). Le titre *Ahou* renvoie au cri de ralliement des Gilets jaunes (« c'est le cri de guerre des Gilets jaunes, qui vient du film un peu viriliste 300, avec des spartiates. Mais bon c'était rigolo, c'est les Gilets jaunes qui l'ont lancé ») :



Figure 62 – Photocopie de la quatrième de couverture et de la couverture de la gazette Ahou n° 2 de septembre 2019.

Comme le note Mélanie Lecha dans son étude des gazettes de Gilets jaunes, cette stratégie d'édition a pour origine la dénonciation des médias dominants, accusés de désinformer le public. Ce format sert un objectif de propagande de proximité, en touchant des personnes extérieures au mouvement pour les mobiliser « sous la forme d'une attitude critique susceptible de se muer en adhésion ou en engagement dans la mobilisation. En ce sens, la distribution papier permet d'aller à la rencontre des autres dans les espaces du quotidien ; cette activité est perçue comme le moyen de (re)construire un réseau de confiance populaire, en faisant gage de sa sincérité dans la démarche médiatique¹. »

Les rencontres militantes ont enfin amené Rémi à animer une webradio indépendante. Il me confie avoir eu une expérience dans les radios libres lorsqu'il était au collège dans les années 1980, ce qui indique une fois de plus l'importance des compétences préalables à la prise de parole publique dans l'engagement médiactiviste. Alors que sa participation a commencé avec de simples coups de main logistiques, il se prend vite au jeu et rejoint l'équipe des animateurs :

« Un jour les animateurs de cette radio sont venus à une AG des Gilets jaunes où j'étais. Ils venaient de créer leur radio, et ils cherchaient des gens pour la première émission pour parler. Donc moi j'entends "radio" qui est un média que j'aime bien, j'en avais fait au collège dans les radios libres. [...] Donc je dis que je veux bien venir. Première émission, on parle, je suis ravi que ce truc existe, je trouve ça génial. Dès la deuxième émission qui se réalise chez l'animatrice, comme c'est tout petit chez elle, je leur dis que j'ai de la place chez moi et qu'on peut faire ça là, en plus on pouvait inviter du monde. Ils ont pas réfléchi longtemps et on a pu faire des émissions dans ce salon où c'était plein. Et bien sûr ils m'ont demandé si je voulais animer et comme j'ai l'habitude de la parole – j'aime bien faire parler les gens – je suis très vite devenu animateur de cette radio. Ensuite il fallait faire du

¹ Mélanie Lecha, « Médias hybrides en contexte de mobilisation : le cas des gazettes imprimées de Gilets jaunes », *Cahiers COSTECH*, 2023, n° 6, [En ligne].

site internet, du podcast, on a mis en ligne plein de choses et je me suis rendu compte qu'en fait j'étais en train d'animer cette radio. »

Sa démarche témoigne d'une volonté de donner une voix aux Gilets jaunes en réponse au traitement médiatique du mouvement. Il souhaite tendre le micro aux Gilets jaunes afin de contrer les représentations médiatiques dénigrantes dépeignant le mouvement comme un rassemblement d'individus violents. Il insiste surtout sur l'importance de l'écoute, qui est selon lui aussi indispensable démocratiquement que la liberté de parole¹ :

« Politiquement, j'ai le sentiment que la parole des Gilets jaunes a été trahie. En tout cas, elle n'a pas été retransmise fidèlement. Plutôt que de s'énerver tout seul dans le désert, il faut faire les choses soi-même. Il se trouve qu'un ensemble de choses qui se sont présentées pour que ça se fasse. Donc je me suis dit très bien, on va redonner la parole à ces gens qui parlent sur les ronds-points, qui disent plein de choses que je considère comme importantes ou intéressantes, qui développent une intelligence sociale et politique, mais qui sont réduits à juste des gens qui hurlent ou qui cassent des trucs. Quand ils parlent, ils sont représentés comme des abrutis qui comprennent rien à la politique et à l'économie. Même si je caricature un peu, j'avais l'impression qu'il y avait plus que ça à la télé. Donc, la radio, justement, il n'y a plus d'images. On enlève, c'est juste une parole à écouter. Et la parole, il faut l'écouter dans tous les sens du terme. Donner la parole, c'est aussi donner sa parole. Symboliquement, ça a beaucoup de sens, en tout cas. Juste t'écoutes. Il y avait pas que des Gilets jaunes qui parlaient. On a fait parler des paysans, des enseignants, des aides-soignants. On n'était même pas encore à la crise du COVID parce qu'il y avait bien entendu les Gilets jaunes, mais y avait aussi toute une série de manifestations par la suite, avec des gens qui se revendiquaient des Gilets jaunes ou qui ne savaient pas, etc. »

Au moment de l'entretien, l'animation de la radio était à l'arrêt, en raison de déménagements de participants au projet et des aléas de la crise sanitaire. Le travail de maintenance, qui demande des compétences techniques et est très chronophage, a découragé Rémi de poursuivre son implication en solo, même s'il souhaite que le site de la radio reste en ligne afin que les contenus restent accessibles, comme une trace de cette aventure : « à la rentrée dernière, j'ai décidé avec ma collaboratrice de tout laisser en ligne comme une archive, il y a tout dessus qui reste. On laisse ça en archive, ça me paraît très important, mais on arrête de publier. »

On observe donc que la participation médiactiviste des Gilets jaunes suit deux dynamiques. Premièrement, leur utilisation ordinaire des RSN indique un certain élargissement de la participation en ligne aux classes populaires, qu'il s'agisse d'afficher ses opinions, dialoguer, s'informer, partager des messages, ou produire des contenus inédits². On peut l'expliquer par les rencontres faites dans le cadre du mouvement qui ont permis aux Gilets jaunes d'accumuler un large capital social, ce qui encourage le partage de son opinion des événements politiques en mobilisant des ressources tous azimuts³. De plus, l'investissement dans le mouvement a pu

¹ Tony Harcup, « Listening to the voiceless. The practices and ethics of alternative journalism » dans Chris Atton (ed.), *The Routledge Companion to Alternative and Community Media*, New York, Routledge, 2015, p. 318-319.

² Fabienne Greffet, Stéphanie Wojcik et Gersende Blanchard, « S'engager dans la campagne présidentielle. Les formes multiples de la participation politique en ligne », *Politiques de communication*, 2014, n° 3, p. 33-34.

³ C. Le Caroff, « Le partage de l'actualité politique sur les profils personnels de Facebook », art cit, p. 201.

représenter pour certains une période d'apprentissage pratique de la politique, synonyme d'acquisition de compétences en matière d'expression publique (notamment à l'occasion des AG). Au fil du temps, l'habitude de la lutte politique et la traversée des péripéties du mouvement leur ont donné assez confiance en eux pour exprimer en ligne leurs positions politiques.

Deuxièmement, cet élargissement semble surtout valoir pour des pratiques accessibles comme le partage de contenus. Lorsqu'il s'agit de se constituer en automédia, les compétences requises sont tout de suite beaucoup plus exigeantes, ce qui limite ce genre d'initiatives à celles et ceux disposant d'assez de ressources cognitives, matérielles et symboliques¹. Le caractère souvent éphémère de ces initiatives médiatiques tient notamment aux faibles opportunités de professionnalisation offertes par le mouvement des Gilets jaunes. En comparant avec les réseaux zapatistes de médias alternatifs étudiés par Benjamin Ferron, on remarque que le mouvement ne s'est pas donné les mécanismes d'autosuffisance économique pour pérenniser ces médias dans le temps², les rendant vulnérables aux aléas militants. Autrement dit, les rétributions de ce type d'engagement se révèlent cantonnées à une reconnaissance symbolique de la part des autres militants et à la satisfaction de rendre justice à la mobilisation.

9.3.2 *Signifier directement aux médias sa colère, entre courriers et manifestations*

On remarque pour finir que les Gilets jaunes ont également inclus la protestation directe envers les médias dans leur répertoire d'action. Face à une couverture médiatique qui semblait indifférente aux protestations exprimées en ligne, il a pu apparaître à certains que la confrontation pouvait peut-être « débloquer » la situation et provoquer une prise de conscience de la part des journalistes. Ce choix de la confrontation témoigne de l'importance qu'a pu prendre la question des médias au sein du mouvement, et se réalise sous deux formes distinctes : l'écriture au média pour protester contre le traitement de l'actualité et la manifestation devant les locaux de médias afin de leur signaler un mécontentement.

La première forme, l'écriture aux médias, est individuelle et n'est pas spécifique au mouvement. C'est ce que fait Sophie qui écrit directement aux médias alternatifs que sont Blast et Le Média pour leur reprocher leur complaisance vis-à-vis du discours officiel sur les traitements contre le COVID-19 : « il n'y a qu'Aude Lancelin qui, sur QG, a donné la parole à Alexandra Henrion-Caude. Blast, je leur ai écrit, Le Média, je leur ai écrit. Je leur ai dit : “OK, vous parlez du social,

¹ Benjamin Ferron, « Économie des “médias alternatifs” et rétributions du militantisme de l'information : les *medios libres* de Mexico (1999-2006) » dans Benjamin Ferron, Nicolas Harvey et Olivier Trédan (eds.), *Des amateurs dans les médias. Légitimités, autonomie, attachements*, Paris, Presses des Mines, 2017, p. 70.

² *Ibid.*, p. 78.

etc. Il y a un truc grave qui se passe et vous refusez de donner la parole à des gens qui ont été censurés partout”. » Il est intéressant de noter que sa colère n’est ici pas dirigée contre les médias dominants, mais contre des médias *a priori* amis du mouvement. Ancienne abonnée au Média, cette démarche semble motivée par une déception envers des organisations qui se réclament d’une proximité avec les Gilets jaunes, les médias dominants étant définitivement perdus à ses yeux.

En ce qui concerne Marina, celle-ci me raconte envoyer des courriers à de grands médias. Ces lettres sont rédigées par une avocate et cherchent à mettre ces médias face à ce que Marina considère être des erreurs dans la couverture médiatique de la crise sanitaire. Elle me dit le faire depuis « deux, trois mois » au moment de l’entretien (décembre 2021) en mettant cette pratique sur le compte de l’engagement militant (« on prend la plume en plus d’être actifs ! ») :

« Ce que j’ai commencé à faire avec les médias c’est d’envoyer des courriers de vigilance et de rappel à l’ordre. Là je vous ai sorti trois courriers que j’ai envoyés à trois médias, il y a BFM, Mediapart et 20 Minutes, en recommandé avec accusé de réception. Ça a été écrit par une avocate qui veut rester anonyme et ça leur rappelle la charte de Munich, la déontologie en confrontant leur biais, comment ils ont traité une information. Le biais qui était d’être très incomplet et donc qui déforme la réalité. Donc elle a pris leur info à eux, leurs sources, elle est allée vérifier et elle a vu qu’ils ont pris une toute petite partie d’une information comme si c’était une information globale. Elle leur rappelle, avec les sources de l’ANSM par exemple, on voit que l’étude de l’ANSM et de pharmacovigilance : “eux ils partent des sources de trente-trois sites de pharmacovigilance et vous, vous avez utilisé que quatre études de pharmacovigilance et que sur un mois et trois jours au lieu de six mois comme le fait l’ANSM”. Elle leur met ça en perspective, “voilà ce vous avez publié et voilà ce que l’ANSM a publié, il y a un biais”. Elle les rappelle à l’ordre : “soit vous corrigez l’info en ligne sinon il peut y avoir éventuellement des poursuites judiciaires”. Et les trois ont fait la même erreur. »

On le voit, c’est le reproche d’un manquement à la déontologie journalistique qui est invoqué par Sophie comme par Marina. Pour la première, il s’agit de dénoncer un manque de pluralisme dans des médias indépendants, pour la seconde, c’est l’inexactitude et les biais dans la couverture de la crise sanitaire qui sont en cause. Comme pour les lettres au médiateur de France 2 étudiées par Aurélie Aubert, les protestations de Sophie et Maria procèdent « d’une vision largement idéalisée de la profession, reposant sur des qualités érigées en valeurs : l’objectivité, la neutralité, l’équité, la recherche de la vérité. Ces valeurs ont une visée universalisante et cherchent à se fonder en normes relatives à l’intérêt public dont les journalistes devraient être les plus fidèles garants¹. » Dans les deux cas, la démarche est liée aux controverses autour des traitements contre le COVID-19, ces deux militantes considérant les vaccins mis sur le marché comme dangereux. Il apparaît donc que la crise sanitaire a amplifié la critique des médias chez certains Gilets jaunes, les conduisant à passer à l’action par l’écrit.

¹ A. Aubert, « D’une prise de parole dans les médias à une prise de pouvoir sur les médias ? », art cit, p. 235.

Il est possible de rapprocher leur démarche de la recommandation que faisait Cyril Lemieux aux citoyens, consistant à écrire « systématiquement au journaliste, et s’il existe au médiateur de son organe de presse, lorsque quelque chose dans le traitement de l’information nous choque¹. » Néanmoins, Sophie et Marina imputent ces fautes journalistiques à des manquements déontologiques comme si les chartes se suffisaient à elle-même et sans tenir compte des injonctions à la responsabilité qui rendent difficile le fait de promouvoir des positions marginalisées scientifiquement dans un contexte de crise sanitaire².

Concernant les RSN, on retrouve sur CDR un message datant de novembre 2018 où un internaute propose aux autres Gilets jaunes d’appeler Franceinfo afin de discuter du traitement du mouvement (fig. 63). La proposition tranche avec la virulence des critiques envers les médias que l’on retrouve plus tard puisque la personne estime possible d’arriver à un compromis « pour apaiser les tensions » : en échange de la déclaration d’une opposition des Gilets jaunes à la violence, les médias devraient traiter équitablement la mobilisation :



Figure 63 – Capture d’écran d’une publication sur le groupe Facebook CDR – Un internaute propose d’intervenir pour parvenir à un compromis avec les médias (novembre 2018)

On observe que la démarche est ici collective, et qu’elle peut vraisemblablement s’expliquer par le fait, qu’à ce moment, les médias n’étaient pas encore totalement identifiés comme des « ennemis » du mouvement.

L’autre mode d’action qu’est la manifestation devant un média est collectif. Il complète les discussions en ligne, et cherche à publiciser les revendications du mouvement en mettant en scène la colère de la mobilisation³. Le choix des lieux semble cependant spécifique au mouvement des Gilets jaunes : s’ils ne sont pas les premiers à manifester devant les locaux d’un média, le recours à cette pratique s’est multiplié avec la protestation. À ma connaissance, un seul texte

¹ Cyril Lemieux, « Critique du journalisme : comment repolitiser le débat ? », *Mouvements*, 2001, n° 15-16, p. 137.

² Alexandre Joux, « Traiter de la Covid-19 : entre consensus professionnel et pratiques contestées », *Les Cahiers du journalisme*, 2022, n° 8-9, p. 69-84.

³ Valérie Devillard et Guillaume Le Saulnier, « Le problème public de la prostitution aux marges des arènes publiques numériques. Lutttes interprétatives et mobilisations pro-droits contre l’offensive abolitionniste sur le web », *Journal des anthropologues*, 2015, n° 142-143, p. 219-220.

universitaire mentionne ce type d'évènement. Il s'agit d'une communication d'Isabelle Hare à propos de manifestations de groupes pro-israéliens en 2002 devant les locaux de France 2 pour protester contre la couverture du conflit israélo-palestinien par leur correspondant à Jérusalem Charles Enderlin, accusé de biais pro-palestinien. Elle remarquait ainsi que « ces manifestations, nombreuses depuis septembre 2000, représentent l'expression physique d'une opinion¹ » souvent exprimée en amont sur les forums de discussion en ligne de l'époque.

Chez les Gilets jaunes, ces manifestations illustrent une fois de plus une distance envers les grammaires institutionnelles puisqu'elles sont généralement non déclarées, ce qui est fréquent dans le mouvement². Ces manifestations se font en réaction au traitement médiatique de la mobilisation, comme dans le cas d'un rassemblement devant *Le Télégramme*, le quotidien brestois accusé de complaisance envers le maire de la ville, comme me le raconte Monique :

« On a manifesté plusieurs fois devant *Le Télégramme*, on les a bloqués, on l'a fait souvent. C'étaient pas les manifs du samedi, c'était en semaine. En semaine, on a fait le blocage du tram, on se donnait rendez-vous en petit groupe, on préparait les palettes, etc. et on bloquait. [...] Parce que, à chaque fois qu'ils nous interviewaient, ça correspondait pas, ils prenaient position, ils sont pas médias, ils ont une position politique. Ils adhèrent complètement à ce que dit le maire de Brest. Ils écoutent tout ce qui vient de là-haut. »

Comme elle le précise, le fait que la manifestation ait eu lieu en semaine, en dehors des rituels rassemblements du samedi, indique que les Gilets jaunes ayant pris part à cette action étaient plus investis que la moyenne. Cela corrobore ainsi le constat que la critique des médias est liée à une forte politisation.

Étienne me raconte également une manifestation à Perpignan devant les locaux de *L'Indépendant*, le quotidien local, lors de la campagne contre la privatisation des Aéroports de Paris (ADP) en 2019, quand une pétition officielle pour un référendum était en ligne. Face au peu d'écho médiatique donné au sujet, lui et son groupe ont fabriqué un cercueil qu'ils ont transporté pour symboliser « l'enterrement » de la mobilisation contre la privatisation d'ADP (ce qui a pu être interprété comme une menace par les journalistes). Ils parviendront à rencontrer la rédaction et à leur faire part de leurs reproches, obtenant un engagement des journalistes à être plus attentif aux demandes des Gilets jaunes :

« On a fait des actions pour éveiller les médias. En 2019, comme on a vu qu'ils nous enterraient, que toute l'information qu'on donnait ils la prenaient, mais ils la redistribuaient pas normalement on a été faire une action avec un cercueil qu'on avait fait. Même les flics ils venaient nous voir ils nous demandaient "mais c'est pour mettre Macron ça ?" (rires). Alors on a mis : "debout, réveillez-vous les médias", on a écrit plein de choses. Parce qu'on a fait la campagne pour ADP, les Aéroports de Paris, on voulait pas que Macron il vende ça. On est allés devant *L'Indépendant* à Perpignan, on a

¹ Isabelle Hare, « Le rêve brisé de Charles Enderlin : transposition du conflit israélo-palestinien devant les locaux de France 2 » dans *Actes de travaux du groupe de travail « Sociologie de la communication » - XVII^e congrès international des sociologues de langue française*, Tours, 2004, p. 169.

² C. Le Bart, *Petite sociologie des Gilets jaunes*, op. cit., p. 123.

des photos on a tout ça, même des petits films. On avait notre cercueil, les pancartes ADP et tout et on a demandé audience aux journalistes, à la rédaction en chef de *L'Indépendant*. Évidemment ça a duré une demi-heure, trois quarts d'heure, on est restés deux heures hein. Et en fin de compte on a été entendu. Donc une délégation est venue, trois copains et sont venus dont le président et deux autres collègues qui sont venus et ils ont discuté pendant une heure, et tout a été débattu sur la table : ce qu'on pensait d'eux, ce qu'ils avaient fait, pourquoi ils le faisaient pas et plein de choses. Alors là-dessus il s'est retiré un petit bilan, ils disaient qu'ils feraient plus attention, qu'ils seraient plus dans notre attention, que dès qu'ils seraient sollicités ils viendraient. »

L'opération semble avoir fonctionné pendant quelque temps, puisque selon lui la couverture du mouvement se révèle plus suivie à la suite de la discussion avec la rédaction. Néanmoins, il se montre déçu par la couverture d'une action caritative qui ne débouche que sur « trois phrases » malgré le temps passé par les journalistes sur place :

« Pendant six mois, ça l'a fait, ils sont venus, à chaque fois qu'on les a appelés ils sont venus à nos actions. Maintenant pour retracer exactement ce qui a été fait c'était ambigu, toujours ambigu. On a fait les choses pour les enfants à Noël, pour les enfants et tout, ils sont venus ils ont fait trois phrases, ils sont restés trois heures avec nous, ils nous ont filmés. Parce que c'étaient les Gilets jaunes. Alors on a eu une photo de l'hôtel et puis trois phrases, trois heures avec nous pour ça ! Et on est restés deux jours pour faire ça, distribuer tous les cadeaux, on avait cinq, six remorques de cadeaux qu'on avait collectés partout pour donner aux jeunes, aux gens qui n'ont pas d'argent et qui sont venus on a eu plein de monde ! »

Si l'on reconstitue la temporalité de son récit, la procédure de référendum d'initiative partagée ayant été lancée au printemps 2019, c'est fin 2019 que la couverture médiatique aurait recommencé à baisser. Il est possible d'imputer ce décrochage par l'éloignement du mouvement de l'agenda médiatique global, les Gilets jaunes ne parvenant plus à faire l'évènement après l'été 2019.

On retrouve enfin de nombreuses traces de ces manifestations sur les RSN. Les actions sont très souvent filmées par les participants, qui retransmettent parfois en direct le rassemblement. Une publication de CND datant de décembre 2018 montre par exemple la vidéo d'un rassemblement devant les locaux de BFM TV, la description se demandant si la chaîne va couvrir la protestation (fig. 64) :



Figure 64 – Capture d'écran d'une publication de la page Facebook CND – des Gilets jaunes se rassemblent devant les locaux de BFM TV (décembre 2018)

Néanmoins, le collectif qui systématise ce mode d'action est celui des Gilets jaunes Constituants, dont la page relaie de très nombreuses vidéos documentant les rassemblements devant les locaux de médias de toutes sortes (chaîne de télévision, station de radio, presse écrite). Ce collectif, proche de l'extrême-droite complotiste¹, a mis les revendications de démocratie directe au cœur de son identité politique, comme son nom l'indique.

Les membres de ce collectif n'hésitent pas à aller interpellier toute personnalité sortant du bâtiment pour leur poser des questions politiques. Une publication d'avril 2019 montre par exemple les Constituants devant le siège de BFM TV discuter avec « le citoyen » Nicolas Dupont-Aignan, puis aller interroger l'ancien footballeur Emmanuel Petit sur la possibilité de recourir à la démocratie directe pour rédiger une nouvelle constitution ! (fig. 65) :



Figure 65 – Capture d'écran de la page Facebook Gilets jaunes Constituants page de secours – Les Gilets jaunes Constituants se rassemblent devant BFM TV et vont parler politique avec un politicien et un ancien footballeur – avril 2019

La démarche rappelle la remarque de Boltanski, selon qui les théories du complot consistent en des discours qui « entendent dévoiler et dénoncer les connivences cachées entre des membres des “élites” et, par exemple, le rôle joué par des cercles intellectuels ou par des institutions internationales dans la mise en place de dispositifs économiques relevant de ce qu'on appelle aujourd'hui le néolibéralisme². » Non que la dénonciation de connivences bien réelles soit nécessairement une forme de complotisme, mais le fait d'attribuer un pouvoir démesuré à des cercles, dont l'inexistence n'altérerait (presque) en rien la marche du monde, relève précisément d'une erreur d'attribution de pouvoir. Qui plus est, interroger un ancien footballeur sur un sujet

¹ Elisabeth Godefroy, « L'extrême droite radicale et la cause démocratique des Gilets jaunes. Démocratie organique ou démocratie directe contre le “Nouvel ordre mondial” ? » dans *Communication aux Septièmes journées doctorales du GIS Démocratie et Participation 23-24 mai 2023*, La Rochelle Université, 2023, p. 9.

² Luc Boltanski, *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard, 2012, p. 241.

de théorie politique a toutes les chances de passer pour incongru¹ et explique pourquoi l'activité des Constituants est généralement associée au complotisme.

Une autre publication montre les Constituants couvrir le dîner du club Le Siècle, rassemblement annuel de personnalités du champ du pouvoir en France, composé notamment de responsables politiques, de hauts fonctionnaires, de chefs d'entreprise et de journalistes² (fig. 66) :

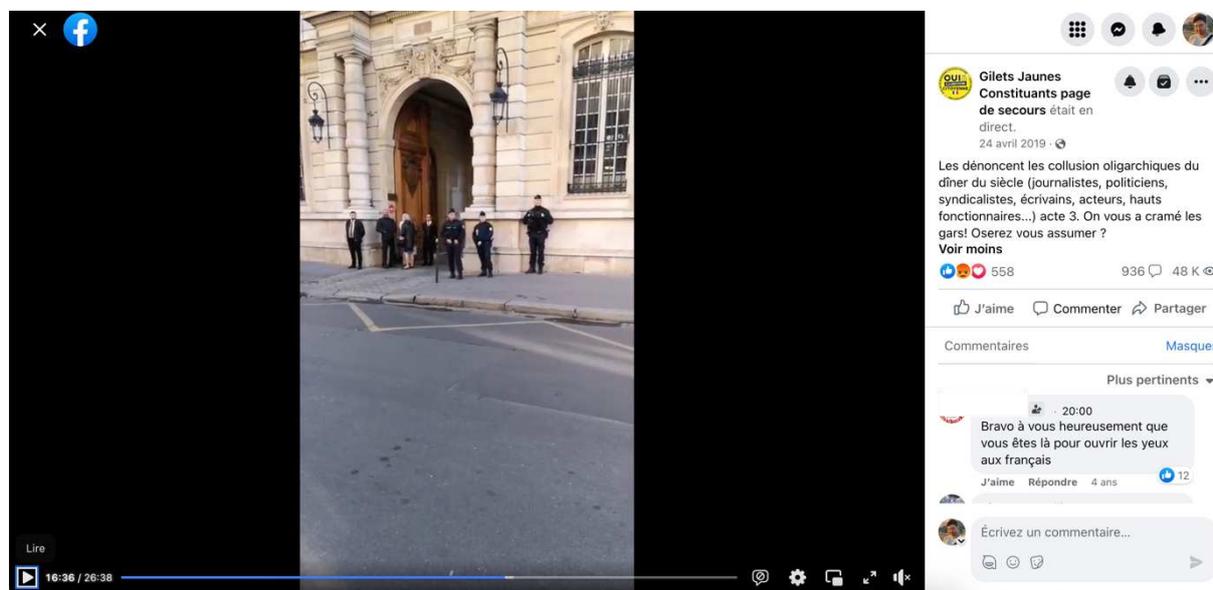


Figure 66 – Capture d'écran de la page Facebook Gilets jaunes Constituants page de secours – Une manifestation devant le dîner du club Le Siècle – avril 2019

Les rassemblements pour dénoncer ce club à l'occasion de son dîner annuel ne sont pas nouveaux. Le réalisateur Pierre Carles, figure de la critique de gauche des médias, avait organisé en octobre 2010 une manifestation pour railler l'évènement qui servira de scène finale à son documentaire sur TF1 *Fin de concession*³. Comme le note l'historien Olivier Dard, « depuis cette date, des manifestations sont organisées chaque mois et leurs vidéos sont diffusées via Internet. Si l'origine de la mobilisation se situe à l'extrême gauche, elle est bien considérée de l'autre côté du spectre politique⁴ », notamment par le biais de l'essayiste d'extrême-droite Emmanuel Ratier qui éditera régulièrement des écrits sur le club Le Siècle. En dépit du caractère particulier de ces manifestations, elles empruntent donc à des représentations préexistantes. Mélanie me racontera d'ailleurs avoir été sensibilisée à l'existence du dîner du Siècle par les vidéos des Gilets jaunes Constituants qu'elle apprécie, bien qu'elle soit de gauche :

¹ L. Boltanski, Y. Darré et M.-A. Schiltz, « La dénonciation », art cit, p. 14.

² François Denord, Paul Lagneau-Ymonet et Sylvain Thine, « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2011, n° 190, p. 52.

³ Le documentaire *Les Nouveaux chiens de garde* (2008) traite lui aussi du dîner du Siècle.

⁴ Olivier Dard, « Mythologies conspirationnistes et figures du discours antipatronal », *Vingtième Siècle*, 2012, n° 114, p. 149.

« Je suivais aussi les Gilets jaunes Constituants, donc ouais je regardais un peu, eux ils faisaient des actions, et ils filmaient toutes leurs actions qui étaient un peu des happenings, ils allaient à tel ou tel endroit [...] Il y a le Dîner du Siècle où ils vont souvent devant. Pourquoi c'est pas dit dans les médias ? On pourrait être informés de ça en tant que citoyens, on nous dit pas certaines choses et on enflamme d'autres choses dont on se fout complètement. »

En somme, ces initiatives montrent que la critique a pu se matérialiser dans des actions ayant directement pour objet les médias. Il est possible qu'à force de manifester et d'émettre des critiques en ligne, les Gilets jaunes se soient habitués à protester pour faire part de leur mécontentement qui a donc pris pour cibles les médias, parmi d'autres institutions. On peut s'interroger plus généralement sur l'élargissement social de ces prises de paroles aux classes populaires, alors que les courriers aux médiateurs étaient longtemps le fait des classes moyennes et supérieures¹. Cette pratique, qui témoigne d'une exigence de déontologie journalistique, peut également revêtir une fonction identitaire pour les « groupes qui estiment avoir été mis à l'écart ou dénigrés, et qui cherchent à redéfinir les fondements de leur reconnaissance sociale. [Ce type d'action] fait émerger les possibilités d'action des groupes dominés, notamment leur capacité à refuser une identité sociale prescrite, et à en produire une nouvelle². » L'immersion dans un mouvement social a également pu constituer une période d'apprentissage formel de la lutte politique, ce qui s'accompagne de l'acquisition/activation de dispositions agonistiques propres à politiser ses pratiques quotidiennes. En rassemblant des militants qui ont constitué les médias en objet de lutte, le mouvement des Gilets jaunes a donné à cette colère la forme collective qu'est la manifestation contre les médias.

Conclusion de chapitre

Nous comprenons au terme de ce chapitre comment les pratiques médiatiques des Gilets jaunes ont alimenté leur critique des médias, tout en ayant été reconfigurées par cette critique. L'expérience du mouvement des Gilets jaunes s'est traduite par une telle discordance avec la couverture médiatique que les dispositions à la critique se sont trouvées intensément sollicitées sur la durée. On constate ici qu'une raison de cette critique est tout simplement que les Gilets jaunes donnent beaucoup d'importance à l'actualité politique et qu'ils sont de gros consommateurs de médias de toutes sortes. Les médias traditionnels, qui sont les principales cibles de la critique ne sont pas toujours abandonnés. Ils font l'objet d'usages plus ou moins distancés (allant

¹ Vincent Goulet, « Le médiateur de la rédaction de France 2. L'institutionnalisation d'un public idéal », *Questions de communication*, 2004, n° 5, p. 287.

² A. Aubert, « D'une prise de parole dans les médias à une prise de pouvoir sur les médias ? », art cit, p. 238.

jusqu'à l'éloignement complet), et parfois subversifs, réglés sur les positions idéologiques des Gilets jaunes.

Il est cependant indéniable qu'internet ait produit des changements dans les habitudes informationnelles des Gilets jaunes. Premièrement, le web prolonge leurs usages hors-ligne, sans que l'on puisse affirmer que cette tendance soit spécifique aux Gilets jaunes. Ceux-ci semblent plutôt suivre une tendance générale allant vers davantage de consultation d'informations en ligne. Les Gilets jaunes se sont en revanche distingués par leur abondante consommation de médias alternatifs. Le panel d'enquêtés se structure ainsi autour de deux pôles. D'une part, des militants de gauche généralement très politisés avant le mouvement des Gilets jaunes, qui consomment beaucoup de médias alternatifs dont ils sont proches idéologiquement. De l'autre, des individus politisés à l'occasion du mouvement interrogés au moment de la crise sanitaire. Ce deuxième type d'individus se caractérise par des consommations médiatiques orientées au moment des entretiens vers la thématique de la crise sanitaire. À noter que ce groupe n'est pas non plus imperméable aux médias alternatifs de gauche, qui sont appréciés davantage pour leur caractère antisystème que par adhésion à une idéologie spécifique. En raison de leurs pratiques et de l'importance des extrêmes politiques, les Gilets jaunes appartiennent à première vue à la catégorie des *omnivores* définie par l'ANR PIL de la manière suivante :

« [Les omnivores] représentent 9 % de la population française (le groupe le moins nombreux) et consomment beaucoup l'actualité, aussi bien avec des médias en ligne que hors ligne. Les réseaux sociaux sont leur première source d'information, suivis par la télévision hors ligne. Ce groupe, plutôt jeune, est celui qui a le plus haut niveau d'étude et qui habite en proportion davantage dans de grandes agglomérations. Même si ce groupe est celui où les individus sont le moins isolés dans leur consommation médiatique, il est également celui où les extrêmes politiques sont légèrement plus représentés¹. »

On remarque toutefois des différences. Contrairement aux omnivores de l'ANR PIL, les Gilets jaunes sont plus âgés, n'ont pas en moyenne le plus haut niveau d'études et n'habitent généralement pas dans de grandes agglomérations. De plus, leur rejet des médias tranche avec le constat que les omnivores sont ceux qui affichent la confiance la plus élevée dans les médias². Le profil médiatique des Gilets jaunes semble donc spécifique.

On constate également une différence avec les observations de Jean-Baptiste Comby qui écrivait en 2013 « que les modalités d'appréhension des faits et enjeux qui émaillent l'actualité n'ont pas été bouleversées par le développement de nouveaux supports médiatiques. Les légitimités et hiérarchies informationnelles à partir desquelles les individus orientent de façon différentielle leurs goûts en matière d'actualité, ne se sont ni diluées ni transformées à l'ère

¹ S. Dejean et al., *Les Français et les médias*, op. cit., p. 21.

² *Ibid.*, p. 45.

numérique¹. » Si le mouvement des Gilets jaunes montre un élargissement des usages médiatiques alternatifs aux classes populaires, cette adoption est corrélée à la politisation qui a pu se produire lors du mouvement, comme l’avaient noté Bedock et ses collègues :

« L’apprentissage politique passe par la diffusion de nouvelles sources d’information. Beaucoup de personnes rencontrées revendiquent des pratiques d’information s’inscrivant en opposition directe aux médias traditionnels. Pour certaines, ces pratiques médiatiques préexistaient à l’implication dans le mouvement. D’autres, au contact des autres manifestants et manifestantes (physique ou sur les réseaux sociaux), découvrent l’existence de nouveaux sites internet, de chaînes YouTube ou de journaux en ligne. Ces nouvelles consommations médiatiques viennent alors se substituer aux pratiques d’information antérieures². »

On aperçoit donc une différence avec la formation politique assumée autrefois par les partis politiques, en particulier communistes (PCF, mais aussi les formations trotskystes qui disposaient aussi d’écoles de formation). Ce rôle de mise à disposition des classes populaires de moyens d’acquisition de capitaux culturels est, chez les Gilets jaunes, assuré informellement par les fréquentations militantes, ainsi que par l’adoption de pratiques médiatiques en ligne orientées vers l’autoformation (aidée notamment par les formats audiovisuels³).

Ces usages du numérique ont joué un rôle important dans l’exposition des Gilets jaunes à des contenus issus des médias alternatifs. Comme on l’a vu dans les chapitres précédents, de nombreuses critiques envers les médias dominants ont circulé au sein des espaces numériques proches du mouvement. Mais l’exposition aux médias alternatifs a également pu habituer les Gilets jaunes à des normes journalistiques différentes de celles des médias dominants, notamment en valorisant la subjectivité et l’engagement des journalistes.

Par ailleurs, le recours massif aux plateformes n’est pas neutre dans l’accès à l’information. Premièrement, comme l’ont noté Rebillard et Smyrniaios, la plateformes de l’information produit une « dilution éditoriale » résultant d’une « intervention grandissante et uniformisante des infomédiaires vis-à-vis des choix éditoriaux (choix des sujets à aborder, mode de traitement journalistique) des entreprises médiatiques et par un effacement progressif de l’énonciation médiatique au profit de sa prise en charge par l’infomédiaire⁴ ». Autrement dit, les contenus des grands médias se distinguent de moins en moins dans leur fond comme dans leur forme des productions formatées pour les RSN.

¹ Jean-Baptiste Comby, « L’orientation sociale des goûts en matière d’actualité » dans Josiane Jouët et Rémy Rieffel (eds.), *S’informer à l’ère numérique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 32.

² C. Bedock et al., « Une représentation sous contrôle », art cit, p. 230.

³ Douglas Kellner et Gooyong Kim, « YouTube, Critical Pedagogy, and Media Activism », *Review of Education, Pedagogy, and Cultural Studies*, 2010, vol. 32, n° 1, p. 3-36.

⁴ F. Rebillard et N. Smyrniaios, « Quelle “plateformisation” de l’information ? », art cit, p. 271-272.

Deuxièmement, je souhaite proposer l'idée d'une « dilution de la présence » des grands médias sur les plateformes : comme le note Le Caroff, « l'actualité politique intervient de manière éparpillée sur les *timelines* [Facebook], au milieu d'une multitude d'autres contenus¹ ». Si l'on prend l'exemple du journal *Le Monde*, les Gilets jaunes sont d'abord loin de tous s'abonner à la page Facebook. Et même lorsque c'est le cas, les articles du quotidien se retrouveront isolés dans un flot de publications issues notamment de médias indépendants. La présence du *Monde* sera enfin d'autant plus mince que celle des médias alternatifs sera amplifiée par le travail algorithmique qui favorise les publications générant le plus d'activité². Si mes données ne me permettent pas de démontrer cette suggestion, elle reste cohérente avec les observations et la littérature, si bien que je la formule comme une piste à explorer pour des recherches à venir.

Nous avons vu pour terminer que cette reconfiguration des pratiques médiatiques se prolonge dans un médiactivisme qui peut prendre plusieurs formes différentes. Les Gilets jaunes se caractérisent par une utilisation plus active du web puisqu'ils sont plus enclins à intervenir en ligne, et donc à signifier publiquement leur positionnement. De plus, certains s'adonnent à la création et à l'animation de médias militants, les inscrivant encore davantage dans la tradition expressiviste du médiactivisme. Si la reconfiguration des pratiques médiatiques des Gilets jaunes laisse entrevoir des possibilités d'élargissement des horizons idéologiques et intellectuels, la possession de capitaux culturels, voire économiques, se révèle indispensable pour mener à bien des projets de médias autonomes. Enfin, les Gilets jaunes n'hésitent pas à protester publiquement, en complément de leurs conversations en ligne, contre les médias, aussi bien en écrivant pour signifier leur mécontentement, qu'en manifestant directement contre les médias. Ces différents phénomènes témoignent d'une prise de confiance de la part de citoyens³, qui s'appuient sur les ressources matérielles et symboliques fournies par le mouvement des Gilets jaunes pour armer leur autonomie médiatique.

Les pratiques médiatiques des Gilets jaunes, reconfigurées par la mobilisation, deviennent ainsi des éléments stables de leur existence, qui participent à un processus quotidien de socialisation militante pendant les périodes de « latence » politique, préparant les engagements à venir⁴.

¹ C. Le Caroff, « Le partage de l'actualité politique sur les profils personnels de Facebook », art cit, p. 212.

² Dan Hiaeshutter-Rice et Brian Weeks, « Understanding Audience Engagement with Mainstream and Alternative News Posts on Facebook », *Digital Journalism*, 2021, vol. 9, n° 5, p. 532.

³ A. Aubert, « D'une prise de parole dans les médias à une prise de pouvoir sur les médias ? », art cit, p. 236-237.

⁴ Alice Mattoni, « A Media-in-Practices Approach to Investigate the Nexus Between Digital Media and Activists' Daily Political Engagement », *International Journal of Communication*, 2020, vol. 14, p. 2830.

Conclusion générale

À l'issue de cette recherche, nous sommes maintenant en mesure de comprendre ce qui s'est joué entre les Gilets jaunes et les médias lors de la phase « chaude » du mouvement. Cette enquête a débuté par une construction d'objet, en prenant la question de la critique comme point de départ. J'ai choisi de m'appuyer sur les développements les plus récents de l'étude sociologique de la critique à laquelle j'ai donné une orientation matérialiste visant à restituer l'organisation sociale de la critique. Cette démarche a consisté à envisager la critique des médias comme un processus dynamique consistant en l'activation contextuelle de dispositions agonistiques, par le dévoilement d'un décalage entre le vécu et la parole médiatique.

L'étude des dispositions s'est appuyée sur une série d'entretiens semi-directifs réalisés avec des participants au mouvement des Gilets jaunes. J'ai ainsi pu prendre connaissance de leur parcours de vie, en cherchant à repérer les processus de formation de dispositions à la critique, soit une propension à remettre en question l'ordre des choses telles qu'elles sont. Ces entretiens ont également servi de matériau à l'analyse des contextes d'activation, en les croisant à une analyse de captures d'écran de groupes et pages Facebook fréquentées par les Gilets jaunes entre l'automne 2018 et l'été 2019. Ce corpus a également permis d'observer la manière dont les Gilets jaunes sont montés en généralité pour tenter d'expliquer la couverture médiatique dont ils ont fait l'objet. Enfin, la critique se matérialise dans des pratiques informationnelles réflexives dont l'analyse a profité de l'ajout de données issues du questionnaire de la recherche collective PIL. Cette recherche défend la thèse que le contexte particulier du mouvement des Gilets jaunes, caractérisé par sa longue durée et son utilisation intensive du numérique a activé des dispositions à la critique préalablement installées chez les militants. Pris ensemble, ces différents éléments participent à une organisation sociale de la critique des médias qui a fait converger les pratiques politiques des Gilets jaunes, les installant durablement dans leur vie quotidienne. Un retour sur les différentes hypothèses met en évidence les apports de la recherche menée.

Retour sur les résultats

Socialisation

Le mouvement des Gilets jaunes s'est caractérisé par un recrutement social varié, dont deux aspects constituent une spécificité de cette mobilisation : d'une part, de nombreux militants étaient issus des classes populaires, de l'autre, la moitié des Gilets jaunes environ étaient des

primo-manifestants. La première hypothèse postulait donc que, malgré leurs différences, les Gilets jaunes avaient en commun des dispositions à la critique acquises à différents moments de leur socialisation, plus ou moins latentes au moment de leur engagement dans le mouvement. Il apparaît en effet que les différentes positions sociales occupées par les Gilets jaunes ont installé la remise en question de l'ordre établi dans leur vision du monde. Cet aspect montre que la critique n'est pas le produit d'une mise en suspens du monde social, mais est bien façonnée par une socialisation spécifique qui se réalise de manières différenciées, spécifiques à différents espaces sociaux.

Les modes de socialisation à la critique sont variés, et ont pu se réaliser aussi bien de manière explicite qu'implicite, ce qui permet de comprendre en partie pourquoi une moitié de primo-manifestants s'est retrouvée physiquement et politiquement dans cette contestation. Du point de vue de la socialisation explicite à la critique, j'ai montré un rôle des institutions traditionnelles de prise en charge du conflit social. Durant l'enfance, la socialisation familiale à la critique peut bien entendu concerner les enfants de « révoltés », notamment via l'influence durable du PCF qui continue de s'exercer même depuis les déclin électoraux et le rétrécissement de la classe ouvrière¹. Cette situation, qui a surtout concerné des enquêtés issus des classes populaires, peut néanmoins être transposée aux classes moyennes éduquées qui sont elles aussi très politisées. Les études représentent également une autre séquence de politisation pour certains enquêtés, à travers les enseignements de sciences sociales qui peuvent exposer directement à des travaux critiques, mais aussi par le biais de la socialisation étudiante qui peut mettre en contact des individus issus de milieux sociaux différents. Sans que ces profils soient majoritaires, leur présence dans le mouvement a pu expliquer la diffusion de discours politiques théoriques sous des formes vulgarisées.

L'univers militant est un vecteur de critique évident, dans lequel on entre à différents âges de la vie : durant l'enfance quand les parents militent, lors des études où l'on rencontre des organisations de jeunesse et des mouvements sociaux, et à l'âge adulte lorsque l'on s'engage, y compris dans un syndicat ou une association. Là aussi, il est important de noter que la diversification des mouvements sociaux et des modalités d'engagements a multiplié les possibilités de contacts précoces avec la contestation qui ne se limitent plus aux partis politiques radicaux. Il est cependant notable que, si les partis n'ont plus le monopole de la critique, les engagements préalables des enquêtés étaient tous radicaux. Pour le cas spécifique de la critique des médias, deux autres situations ont été observées. Un contact professionnel avec les logiques de

¹ Y. Siblot et al., *Sociologie des classes populaires contemporaines*, op. cit., p. 268.

production de l'information qui armera la critique future, ou une exposition aux médias alternatifs et critiques qui sensibilisera directement à la critique des médias.

Cette socialisation a pu aussi se réaliser sur un mode implicite. Chez certains Gilets jaunes, la transmission familiale ne s'est pas limitée à l'immersion dans un univers idéologique cohérent, mais s'est également faite par l'incorporation de schèmes générateurs d'une remise en cause des hégémonies. Cela peut déjà se faire par la radicalisation des valeurs familiales inculquées pendant l'enfance, mais aussi en transposant les désaccords politiques intra-familiaux plus tard aux grandes institutions. C'est notamment le cas de certains enquêtés de gauche radicale dont les parents affichaient un positionnement social-démocrate qui a été réinterprété en fonction du contexte politique d'hégémonie du néolibéralisme. Le fait d'avoir été enfant d'immigrés favorise par ailleurs les situations de désajustement entre les normes du foyer familial et celles du monde extérieur, ce qui fait apparaître l'arbitraire des frontières sociales et favorise un engagement ultérieur, notamment dans le cadre associatif. Les difficultés scolaires préfigurent également un tempérament anti-institutionnel, en mettant la remise en cause du savoir légitime au principe de l'habitus, et dont les difficultés pourront être surmontées par le développement d'une autodidaxie qui favorisera une formation à la critique « sur le tas » au fil de la vie. Par ailleurs, l'importance des professions précarisées parmi les Gilets jaunes a contribué à la formation de dispositions critiques. Le cas des travailleuses du *care* est à ce titre exemplaire, puisqu'elles sont à la fois confrontées aux oppressions de classe, de genre, et parfois de race. J'ai ainsi observé la présence de convictions féministes qui s'appuient sur un savoir expérientiel et inductif, y compris chez des enquêtées particulièrement précarisées.

Cette étude de la socialisation contribue aux discussions sur la sociogenèse des dispositions à la critique. Ce type de dispositions s'acquiert bien par l'inscription de l'arbitraire de l'ordre social *en tant que tel* dans une vision du monde. Cela confirme dans une large mesure les conclusions de Colin Robineau en ce qui concerne la transmission familiale du goût pour la révolte (particulièrement pour les familles de gauche), la radicalisation de valeurs modérées et la conversion des difficultés scolaire dans un ethos rebelle¹, le rôle de la socialisation par le militantisme radical (y compris à droite²) et les études supérieures complétant ce tableau. J'ai par ailleurs montré que l'acquisition de ces dispositions pouvait se produire par l'expérience d'une position dominée dans l'espace social : oppression de genre, immigration, conditions de travail dégradées. Les Gilets jaunes vont ainsi à l'encontre de la tendance conjecturée par Gérard

¹ C. Robineau, *Devenir révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 210-211.

² E. Rambaud, « La "petite" critique, la "grande" et "la" révolution », *art cit.*, p. 479.

Mauger, selon qui la remise en cause de l'ordre social serait favorisée par l'appartenance aux classes moyennes et moins probable chez les groupes plus dominés de l'espace social¹. En dépit d'un nombre important d'enquêtés issus de la gauche radicale et des classes moyennes, la présence de classes populaires dans mon analyse invite à confirmer sur un plus large échantillon d'individus la présence de dispositions à la critique au sein de ce groupe social.

Activation de la critique

L'organisation sociale de la critique dans le mouvement des Gilets jaunes a été envisagée en empruntant notamment la notion de contradiction herméneutique à Luc Boltanski pour appréhender l'importance de la mise en échec de la parole institutionnelle dans le processus critique. Cette piste a été complétée par l'idée que la critique ne peut surgir qu'en présence d'un arrière-plan collectif qui procure au dévoilement de la contradiction herméneutique son efficacité critique. C'est pour cette raison que la seconde hypothèse concernait les modalités d'activation des dispositions à la critique par un décalage durablement installé entre le vécu partagé des Gilets jaunes et la couverture médiatique du mouvement. L'examen des sous-hypothèses permet de détailler les résultats établis en montrant à la fois que l'activité en ligne des Gilets jaunes a été un moteur de leur dénonciation des médias, et en même temps que les raisons de cet écart tenaient aussi aux propriétés actuelles de la couverture journalistique des mouvements sociaux. Il apparaît dans un premier temps que ce décalage renferme une forte dimension affective. Que les enquêtés aient été politisés ou non avant le mouvement, l'engagement en tant que Gilets jaunes représente un moment important dans leur vie. Pour certains, cette mobilisation représente un renouveau de la contestation sociale, pour d'autres il s'agit de la découverte du militantisme. Dans tous les cas, les enquêtés ont été marqués par leur prise de conscience des difficultés à vivre d'une grande partie de la population, ainsi que par le fait d'être rassemblés autour d'objectifs politiques communs. C'est pour cette raison qu'ils ont été déçus, voire blessés, par la manière dépolitisée et individualisante avec laquelle les médias ont dépeint les Gilets jaunes, qui rentrait donc en décalage avec leur vécu.

Cependant, la dimension affective de cet écart avec les médias s'est surtout cristallisée vis-à-vis de la couverture médiatique des rassemblements. À cet égard, les RSN ont joué un rôle dans la production et la diffusion de contenus chargés affectivement. On remarque l'importance des images qui permettent de répliquer en ligne les émotions traversées lors des rassemblements, qu'il s'agisse du sentiment d'exaltation d'être dans une foule nombreuse ou des affrontements

¹ G. Mauger, « Sens pratique et conditions sociales de possibilité de la pensée "pensante" », art cit, p. 66.

avec les forces de l'ordre. Les nombreuses images de violences policières ont ainsi rendu d'autant plus choquantes auprès des Gilets jaunes la sous-représentation médiatique des violences policières et la focalisation des médias sur les violences des manifestants. La matérialisation en ligne de ce décalage au travers des publications indignées sur Facebook montre l'intérêt d'articuler l'étude des affects à celle des cadres de l'action collective¹, car elles attestent du fait que les émotions participent pleinement à la dynamique des échanges en ligne² qui, en retour, s'agrègent de manière significative pour les militants.

Cette importance des émotions est également liée à un deuxième ressort de l'activation des dispositions critiques, à savoir la dimension collective de la dénonciation. C'est par un travail de cadrage outillé numériquement que les Gilets jaunes ont pu incriminer les médias lorsqu'ils exprimaient leur indignation face aux violences policières. Les éléments textuels natifs des publications Facebook, que sont notamment les descriptions, ont permis de signifier clairement quels reproches les Gilets jaunes émettaient envers les médias. De plus, les possibilités d'intégration multimédia ont favorisé la circulation de montages, de dessins ou même d'extraits issus de plateaux de télévision. La démocratisation des smartphones donne aux citoyens l'opportunité de saisir les événements qui se déroulent sous leurs yeux et de mettre quasi instantanément en ligne les images capturées. Cette désintermédiation a un effet légitimateur en exposant les internautes à des images produites et diffusées *depuis* les événements. Le caractère brut des images est ainsi reçu par les Gilets jaunes comme un signe d'authenticité, ce qui renforce l'idée que se conformer aux paramètres algorithmiques imposés par les GAFAM est un facteur de succès en ligne³. L'accumulation d'images qui répliquent en ligne l'environnement des rassemblements rajoute davantage de crédibilité, puisqu'elles se raccrochent à l'expérience vécue. Leur démultiplication complète cette autonomisation vis-à-vis des instances médiatiques de légitimation, sapant implicitement l'autorité des médias dominants.

Alors que les dimensions affective et techno-sémiotique renvoient à l'activité des Gilets jaunes, un autre aspect du décalage entre médias et Gilets jaunes concerne les modalités de production de l'information en vigueur dans les médias *mainstream*. Dans l'ensemble, et en dépit de toutes les variations, les médias ne sont pas parvenus à produire un cadrage du mouvement susceptible de satisfaire les Gilets jaunes en raison du désajustement structurel des routines journalistiques

¹ Sandrine Lefranc et Isabelle Sommier, « Les émotions et la sociologie des mouvements sociaux » dans Christophe Traïni (ed.), *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 290-291.

² Camille Alloing et Julien Pierre, « Le tournant affectif des recherches en communication numérique », *Communiquer*, 2020, n° 28, [En ligne].

³ Aurélie Aubert, *Une information brute ? Journalisme, vidéos et réseaux sociaux*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2023, 163 p.

aux spécificités de la mobilisation. On aperçoit une conséquence concrète des transformations qui ont marqué le champ médiatique depuis les années 1980, avec la précarisation des postes et la dépolitisation du champ journalistique qui s'est matérialisée par la montée en puissance des éditorialistes. Certains propos tenus sur les plateaux télévisés ont ainsi amplifié l'animosité réciproque entre une partie des journalistes et le mouvement des Gilets jaunes. Parce que les écarts entre l'expérience des Gilets jaunes et la couverture du mouvement se sont répétés dans la durée, l'échec de la parole médiatique s'est installé dans le fonds partagé de signification des Gilets jaunes, faisant ainsi de la critique des médias un trait structurel de la mobilisation.

En élucidant les conditions d'activation des dispositions à la critique, j'ai ainsi restitué plusieurs aspects de l'organisation sociale de la critique des médias au sein du mouvement des Gilets jaunes. Premièrement, un recrutement social d'individus disposés à la contestation. Ces dispositions se sont formées avant le mouvement comme cela a été montré dans le sixième chapitre, mais ont également été façonnées au cours de la contestation. Les participations aux manifestations et aux occupations de ronds-points ont développé des compétences politiques synonymes d'autonomisation des Gilets jaunes vis-à-vis des référents institutionnels traditionnels. Cette expérience a pu sensibiliser au décalage entre l'expérience vécue et la couverture médiatique du mouvement. Deuxièmement, l'exposition régulière sur les RSN à des contenus mettant en exergue ce décalage a multiplié les séquences d'activation des dispositions à la critique, pour finalement faire de la dénonciation des médias une routine mentale pour les Gilets jaunes qui ont été confrontés simultanément à des messages similaires, voire identiques. Les contenus critiques de ces messages ont progressivement formé un cadrage identifiant les médias comme des ennemis des Gilets jaunes, faisant ainsi converger les interprétations individuelles de la couverture médiatique du mouvement, qui a renforcé en retour la critique collective des médias. La désignation des médias comme adversaires et enjeu de lutte par les Gilets jaunes s'est donc réalisée sur un mode préfiguratif où « l'objectif ne précède pas l'action, mais lui est concomitant : c'est dans l'acte lui-même que se réalise l'objet de l'engagement¹. »

Normes médiatiques

En raison d'une présence de discours rappelant la tradition contre-hégémonique de la critique des médias, la troisième hypothèse avançait que les Gilets jaunes étaient montés en généralité dans leur critique des médias, et que les normes médiatiques sous-jacentes à leurs reproches reflèteraient l'hétérogénéité de la contestation. Le cadrage de l'action collective a en effet pris

¹ Geoffrey Pleyers, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *Agora débats/jeunesses*, 2016, vol. 1, n° 72, p. 112.

une dimension de diagnostic en identifiant les aspects du processus de production de l'information responsables de la couverture médiatique. J'ai ainsi considéré que la manière dont les Gilets jaunes interprétaient les raisons de ces distorsions indiquait en creux les normes médiatiques sous-jacentes à leur jugement. Il apparaît ainsi que les Gilets jaunes ont bien politisé la question des médias en discutant des logiques institutionnelles à l'œuvre dans l'activité des journalistes. Les discussions collectives en ligne et hors-ligne ont bien été le moteur de cette opération de montée en généralité. Comme pour l'émergence de reproches, les RSN ont permis de faire circuler des contenus dans lesquels les Gilets jaunes désingularisent le cas particulier de leur couverture médiatique pour s'interroger sur les déterminants sociaux de la production d'information. Deux thématiques sont directement liées à leur expérience. D'une part, les Gilets jaunes dénoncent les atteintes à la liberté de la presse de la part de la police ou les pressions sur les journalistes internes aux médias. On trouve d'autre part, le reproche d'un manque de pluralisme dans les médias. La critique de ces manquements à l'idéal civique du rôle des médias semble se développer à partir de la dénonciation des violences policières décrite dans le chapitre précédent et celle de plateaux télévisés hostiles, notamment en raison du rôle des éditorialistes. Les attentes en matière de journalisme renvoient alors à un modèle de médias libres remplissant le rôle démocratique de représenter fidèlement la diversité des opinions dans leurs contenus. De ce point de vue, il semble que cette norme est la traduction dans le champ médiatique du désir d'une meilleure représentation dans le champ politique¹.

Les Gilets jaunes se sont livrés à leur manière à une critique du discours médiatique qui était déjà présente dans la tradition contre-hégémonique². Cet aspect indique que les RSN ont pu instituer par agrégation des jugements individuels un premier regard distancié sur les médias amenant les individus à adopter au quotidien un regard analytique qui, avec le temps, pourra devenir une routine. Vincent Goulet avait déjà rencontré des compétences rudimentaires de critique des médias chez des individus issus des classes populaires, généralement politisés, qui relevaient des incohérences dans les informations diffusées ou s'appuyaient sur leur expérience personnelle pour identifier des erreurs³. Les témoignages des enquêtés indiquent qu'une systématisation de cette méfiance a pu s'installer à travers la politisation par l'engagement et la sensibilisation spécifique à la critique des médias.

¹ C. Bedock et al., « Une représentation sous contrôle », art cit, p. 233-239.

² S. Ouardi, « La critique des médias à l'ère de leur industrialisation », art cit, p. 20.

³ V. Goulet, *Médias et classes populaires*, op. cit., p. 347-350.

L'expérience en manifestation a pu mettre certains Gilets jaunes en contact avec les logiques de production de l'information via leurs rencontres avec des journalistes. Cette prise de conscience des contraintes pesant sur le métier de journaliste a pu atténuer la virulence de certains Gilets jaunes vis-à-vis des professionnels les plus démunis (notamment les pigistes), et relativiser l'ampleur des marges de manœuvre dont bénéficient les journalistes. Les Gilets jaunes ont également adopté une critique plus générale du fonctionnement institutionnel des médias dominants. La dénonciation de l'actionnariat des entreprises médiatiques, ainsi que des liens entre médias et pouvoir politique (déjà présente dans la revendication de liberté d'expression pour les journalistes), représente un véritable trait idéologique du mouvement des Gilets jaunes. Cette préoccupation a notamment été instituée lors des Assemblées des Assemblées qui, en dépit de leur caractère non représentatif de l'entièreté du mouvement, ont pu servir d'instances de centralisation des revendications. Cela relativise à nouveau l'image d'un mouvement totalement décentralisé et animé par une somme de volontés individuelles.

Cependant, l'accord sur les médias au sein de ces assemblées semble hérité d'une politisation antérieure de cette question. La présence de militants disposant d'un fort capital culturel sur la question de la critique des médias a pu mettre en circulation des points de vue hérités des sciences sociales, qui ont d'autant plus résonné chez les Gilets jaunes que la dénonciation du pouvoir actionnarial sur le journalisme est une préoccupation répandue dans le public¹. La spécificité du mouvement des Gilets jaunes tiendrait alors à l'avoir problématisée comme un enjeu politique central, plus que les autres contestations récentes. Les RSN ont également été sur ce point un facteur décisif, en permettant la circulation de contenus de vulgarisation à l'interface entre les sciences sociales et les univers militants, sous forme d'infographies et d'extraits vidéo de documentaires critiques, dont certains militants très politisés étaient déjà familiers. En plus de reconduire une critique parfois déjà présente, les Gilets jaunes se sont réapproprié ces discours.

C'est cependant à ce stade que l'on voit apparaître les premières divergences entre Gilets jaunes. Selon leur politisation, les Gilets jaunes se différencient dans leurs interprétations de la question de l'actionnariat des entreprises de médias. Alors que les plus dotés en capital culturel parviennent à adopter un point de vue structurel proche des sciences sociales, la plupart des Gilets jaunes mobilisent leur expérience de la subordination salariale pour inférer une dépendance totale des journalistes vis-à-vis de leur direction. On peut relier ce constat à la question du complotisme chez les Gilets jaunes qui, sans être omniprésente dans mon enquête, reste

¹ S. Dejean et al., *Les Français et les médias*, op. cit., p. 46-47.

attestée. L'adoption d'une grille de lecture sociologique du fonctionnement des médias semble parvenir à mettre à distance les interprétations complotistes, dans la mesure où ce regard se porte sur les défauts structurels des institutions médiatiques plutôt que sur des fautes institutionnelles. Ce résultat contredit ainsi les discours psychologisants faisant de la sociologie critique l'antichambre du complotisme¹.

J'ai finalement montré comment les Gilets jaunes se retrouvaient autour d'un idéal de l'autonomie des médias, qui se décline en deux versions. D'une part, les Gilets jaunes se montrent attachés à un discours traditionnel du journalisme revendiquant une neutralité et une objectivité du point de vue. D'autre part, on trouve une valorisation du rôle de contre-pouvoir des médias, qui se réalise à la fois dans les médias alternatifs que consultent les Gilets jaunes et dans le journalisme d'investigation, une des rares formes *mainstream* à obtenir une adhésion franche, du moins de la part de certains enquêtés. On voit ainsi que les attentes du mouvement envers les médias comportent des contradictions entre un attachement à une objectivité journalistique finalement assez irénique, et des pratiques médiatiques orientées vers des contenus marqués par une subjectivité.

La mise à l'épreuve de cette hypothèse a permis de montrer comment des reproches initialement circonstanciés envers les médias ont pu avec le temps faire l'objet d'une traduction idéologique. Alors que les études de l'organisation de la critique avaient montré l'importance de dispositifs spécifiques de formation et de diffusion de la critique, qu'il s'agisse des écoles du PCF² ou des instances centrales de Médecins sans frontières³, la critique des médias a été institutionnalisée « par le bas » au sein du mouvement les Gilets jaunes. Cela ne signifie pas pour autant qu'aucune instance n'ait joué un rôle d'agrégation et de synthèse des critiques, mais ces opérations ont davantage consisté à établir plus ou moins formellement le sentiment diffus au sein du mouvement. Parmi ces instances, nous avons vu le rôle délibératif joué par les ADA, et celui d'animation d'une « humeur de lutte⁴ » assumé par les pages Facebook. Les RSN auront joué le rôle de médiateur entre les corpus idéologiques hérités des traditions militantes et un public d'autant plus réceptif à la critique contre-hégémonique des médias qu'il a été blessé par la couverture médiatique du mouvement.

¹ S. Dieguez et S. Delouée, *Le complotisme*, op. cit., p. 308-309.

² N. Ethuin, « De l'idéologisation de l'engagement communiste », art cit.

³ Elsa Rambaud, « L'organisation sociale de la critique à Médecins sans frontières », *Revue française de science politique*, 2009, vol. 59, n° 4, p. 733-738.

⁴ F. Granjon, « Gilets jaunes et colères noires », art cit, p. 315.

Pratiques médiatiques

La dernière hypothèse anticipait que cette critique des médias allait déboucher sur une reconfiguration des pratiques médiatiques des Gilets jaunes. L'exposé du dernier chapitre teste cette hypothèse en examinant plusieurs volets des pratiques médiatiques des Gilets jaunes, notamment au prisme des résultats du questionnaire administré dans le cadre de l'enquête PIL. Premièrement, l'entrée dans la critique des médias représente un basculement chez certains enquêtés qui ne se préoccupaient pas vraiment de cette question avant le mouvement. Pour d'autres, le mouvement est l'occasion de confirmer, voire d'amplifier, une critique des médias qui était déjà présente avant l'automne 2018.

La consommation des supports traditionnels d'information, cibles naturelles de la critique des médias, est en effet impactée par la dénonciation des médias dominants. Les Gilets jaunes sont généralement de grands consommateurs d'information et apparaissent préoccupés par l'actualité. Les données de l'enquête PIL montrent ainsi que la fréquence de consultation des supports traditionnels, et le taux de consommation des chaînes de télévision/stations de radio/titres de presse est souvent plus élevé que la moyenne des Français, sans que les écarts soient démesurés. J'ai montré que les médias dominants faisaient surtout l'objet d'usages différenciés, se répartissant entre une distance accrue confinant parfois au rejet total, et une consommation plus importante, mais se faisant sur un mode réflexif. C'est avec cette réflexivité que les Gilets jaunes se distinguent le plus du reste de la population, et l'engagement au sein du mouvement a globalement affaibli la légitimité, voire la présence, des médias traditionnels dans les habitudes des participants.

J'ai ensuite montré qu'internet représentait le pôle le plus important de la consommation médiatique des Gilets jaunes. Si les chapitres précédents ont exploré les contenus ayant circulé en ligne, l'étude des pratiques médiatiques des Gilets jaunes permet de restituer l'environnement médiatique dans lequel la plupart des Gilets jaunes ont été immergés, ainsi que leurs modalités de consultation en ligne de l'information. En ce qui concerne les médias traditionnels présents en ligne, les écarts sont importants avec la population globale, ce qui indique une forte acculturation aux supports numériques. Le résultat le plus remarquable concerne la fréquence de consultation de l'information produite en ligne, qu'il s'agisse des sites de médias web natifs ou des RSN, qui se révèle beaucoup plus élevée que celle de la population générale.

Les Gilets jaunes apprécient beaucoup la diversité d'informations disponibles en ligne, notamment du fait d'un accès facilité à des médias dont ils sont proches idéologiquement : si certains Gilets jaunes font l'effort de consulter des médias avec lesquels ils sont en désaccord, la plupart

d'entre eux n'échappent pas au phénomène d'exposition sélective. Compte tenu du biais de gauche de mon échantillon et de l'appréciation pour le journalisme d'investigation, un site comme Mediapart se retrouve plébiscité pour parvenir à remplir ce que les Gilets jaunes attendent des médias, à savoir un rôle de contre-pouvoir. La respectabilité des médias dépend donc de critères propres au mouvement, qui devient de plus en plus imperméable aux formes traditionnelles de légitimation des médias. Alors que la proximité avec le pouvoir étatique était une forme de légitimation du journalisme, ce type de reconnaissance rend suspect de connivence les médias qui en bénéficient.

L'importance de Facebook dans les pratiques militantes du mouvement s'est également accompagnée d'une adoption plus large des RSN pour la consultation de l'information. Facebook et YouTube se révèlent très utilisés en raison de la familiarité des classes populaires avec ces plateformes, et l'utilisation des services de messagerie privée (WhatsApp, Telegram ou Signal) s'inscrit dans une tendance globale des mouvements sociaux¹. Ce caractère transplateforme, qui avait déjà été remarqué par les chercheurs du LERASS², indique en même temps que le mouvement a servi d'instance d'apprentissage et de formation aux technologies, et que la réussite de la mobilisation a tenu à l'adoption d'outils accessibles au plus grand nombre. Ces plateformes sont très souvent l'infomédiaire de prédilection des Gilets jaunes, ce qui suggère immédiatement que les politiques algorithmiques jouent un rôle important dans l'exposition des Gilets jaunes à certains contenus. Les Gilets jaunes se sont enthousiasmés sur ces plateformes pour des médias alternatifs qui adoptent fréquemment un discours critique envers les médias et diffusent des informations différentes de celles paraissant dans l'espace médiatique *mainstream*. Cela permet d'expliquer comment les RSN ont entretenu au fil des mois – et maintenant des années – la défiance des Gilets jaunes envers les médias.

Enfin, j'ai examiné les pratiques médiactivistes des Gilets jaunes qui se décomposent en deux volets. Premièrement, les Gilets jaunes interviennent plus fréquemment que la population générale dans l'espace médiatique numérique en likant, en commentant et en partageant des contenus sur les RSN. Cette posture pro-active peut même prendre une dimension plus importante lorsque certains Gilets jaunes créent leurs propres médias en ligne, voire au format papier.

¹ Colin Agur et Nicholas Frisch, « Digital Disobedience and the Limits of Persuasion: Social Media Activism in Hong Kong's 2014 Umbrella Movement », *Social Media + Society*, 2019, vol. 5, n° 1, p. 1-12 ; Mahsa Alimardani et Stefania Milan, « The Internet as a Global/Local Site of Contestation: The Case of Iran » dans Esther Peeren et al. (eds.), *Global Cultures of Contestation. Mobility, Sustainability, Aesthetics & Connectivity*, Cham, Springer International Publishing, 2018, p. 171-192.

² N. Souillard et al., « Les Gilets jaunes, étude d'un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques », art cit.

Néanmoins, ce dernier aspect reste précaire et concerne avant tout des militants dotés d'un fort capital culturel et/ou économique, associé à une certaine aisance dans la prise de parole publique. À ce titre, le médiactivisme « expressiviste » des Gilets jaunes reste tributaire des mêmes déterminants sociaux que l'investissement « classique » dans des médias alternatifs¹.

Deuxièmement, les Gilets jaunes ont tenté d'intervenir, non *dans*, mais *sur* l'espace médiatique lui-même. Ces tentatives ont d'abord consisté dans l'exercice classique du courrier des lecteurs afin de rappeler à l'ordre certains médias à leurs devoirs journalistiques. Il est intéressant de noter que ces initiatives, tout de même rares dans mon échantillon constitué majoritairement en 2022, se sont faites en réponse à la couverture médiatique de la pandémie de COVID-19. Cela indique qu'avec le temps la politisation des Gilets jaunes a aidé les militants à prendre confiance en leur capacité d'intervention publique. Le trait le plus remarquable de mon étude est toutefois l'organisation de rassemblements devant les locaux de médias afin d'aller interpellé directement les journalistes. Ce type de manifestation, sans être tout à fait inédit, a été systématisé par les Gilets jaunes. On peut imaginer qu'à force de manifester hebdomadairement non loin des lieux de pouvoir de la capitale, la protestation physique est presque devenue un « réflexe militant » des Gilets jaunes.

Finalement, l'examen des pratiques médiatiques des Gilets jaunes complète le tableau de l'organisation sociale de la critique des médias dans le mouvement. À la socialisation qui fournit les dispositions – variées – à la critique, et à l'engagement militant dans le mouvement – au long cours, hors ligne comme en ligne – qui fournit le contexte d'activation, s'ajoutent les pratiques médiatiques qui sont autant le produit de cette rencontre que leur catalyseur (comme le défend Lahire). D'une part, ces pratiques médiatiques sont effectivement redevables de la socialisation militante des Gilets jaunes qui a opéré une convergence des usages médiatiques par l'imposition des modalités communes de communication, ainsi que par la diffusion de référents culturels partagés. Cependant, ces pratiques médiatiques peuvent en retour être envisagées comme socialisation et contexte militant d'activation. Consulter des médias alternatifs en ligne, c'est s'exposer à des contenus qui ont une dimension politique et qui vont indigner, émouvoir, ou donner du courage dans la lutte. Cette immersion va également produire des effets socialisateurs, au sens que nous avons retenu de formation d'un rapport politique au monde.

Comme on l'a vu, les Gilets jaunes se montrent très défiants envers les médias dominants et s'enthousiasment pour les médias alternatifs, qui ont l'avantage d'offrir une gamme d'options médiatiques très large : à titre d'exemple, un Gilet jaune de gauche pouvait aussi bien

¹ B. Ferron, « Professionnaliser les “médias alternatifs” ? », art cit, p. 28.

s'enthousiasmer pour *Le Monde diplomatique* que pour Le Média, Blast, QG, Lundimatin, Cerveaux non disponibles, voire RT France. Cependant, cette option est-elle réellement satisfaisante ? Pour une part certainement, car ces médias permettent, en réponse à l'aliénation produite par les représentations des médias dominants perçues comme faussées, de renouer un lien de résonance avec le monde. Le mécontentement des Gilets jaunes indique néanmoins qu'ils conservent une frustration vis-à-vis de l'espace public central, qui continue d'emporter des enjeux d'une grande importance à leurs yeux : ce n'est pas pour rien que BFM TV, avec son énorme audience, est bien plus dénoncée qu'un petit média alternatif du bord politique opposé. Le débouché des pratiques médiatiques des Gilets jaunes est parfois de se retrouver dans une « poche » idéologique. Outre l'écart avec l'idéal communicationnel habermassien¹, il est peu vraisemblable de parvenir à changer de monde et de société en s'enfermant dans une bulle idéologique. Si les médias ont contribué au travail d'unification des nations, que se passe-t-il si nos pratiques médiatiques ne sont partagées que par un petit nombre de personnes ?

C'est sur cette note qu'il faut maintenant prendre du recul par rapport à l'enquête pour ensuite esquisser les perspectives qui s'ouvrent à l'issue de cette recherche.

Limites de l'enquête, perspectives scientifiques et sociales

L'enquête menée a associé des entretiens semi-directifs à l'observation de contenus en ligne et à l'analyse de réponses à un questionnaire. Du point de vue de l'enquête de terrain, plusieurs éléments manquent toutefois à l'appel pour que l'étude de la critique des médias par les Gilets jaunes puisse prétendre à être complète.

Premièrement, et comme cela a été rappelé, l'échantillon de Gilets jaunes ayant participé aux entretiens comportait un biais politique puisque beaucoup d'enquêtés étaient proches de la gauche radicale. Or, le mouvement des Gilets jaunes s'est également caractérisé par un important contingent de militants proches des divers sous-ensembles de l'extrême-droite (certains proches du RN, d'autres se rapprochant de figures telles qu'Alain Soral). S'il est raisonnable de penser que le processus général socialisation/activation/pratique reste pertinent dans leur cas, c'est toute une série de pratiques médiatiques et de discours idéologiques qui ont échappé à mon analyse. On pourrait s'attendre à davantage d'explications complotistes et/ou antisémites du traitement médiatique du mouvement au sein de ces milieux. Bien que certaines pages et

¹ Hartmut Rosa, « Résonance démocratique ou mondes vécus cloisonnés ? Réflexions sur les transformations de l'espace public au XXI^e siècle à partir de la théorie de la résonance », *Réseaux*, traduit par Olivier Voirol, 2022, vol. 5, n° 235, p. 82-83.

quelques propos d'enquêtés aient pu se rapprocher de cet univers, je n'ai pas été en mesure de l'observer dans toute sa diversité.

Plus généralement, certains entretiens auraient pu bénéficier de davantage de temps pour aboutir à une analyse plus approfondie, ce qui n'a pas toujours été le cas. Ceci est particulièrement pertinent en ce qui concerne l'exploration du passé des enquêtés qui demande l'instauration d'une relation de confiance et de proximité avec l'enquêteur, typiquement au moyen d'entretiens plus longs et répétés. L'intérêt aurait été de vérifier la présence parmi les Gilets jaunes d'habitus polarisés en remontant aux trajectoires familiales à partir de celles des grands-parents : si le fait d'avoir des parents issus de la classe moyenne est un facteur propice à l'acquisition de dispositions à la critique, il est intéressant de savoir si cette « moyennisation » est le résultat d'une mobilité sociale ascendante ou descendante, et si derrière l'apparente homogamie sociale des parents se cache en réalité un chassé-croisé des trajectoires sociales¹.

Il aurait également été intéressant de procéder à une observation participante des cortèges de manifestations, en particulier celles visant les médias. L'analyse des situations de manifestations comme espace d'interaction entre Gilets jaunes, police et journalistes aurait bénéficié d'une observation au plus près des rencontres avec les médias. Elle aurait permis en outre d'accumuler des données de première main plutôt que de se baser exclusivement sur la littérature portant sur le travail des journalistes lors des manifestations des Gilets jaunes.

En ce qui concerne le terrain numérique, deux limites symétriques peuvent être identifiées. La première concerne la trop faible présence d'analyses quantitatives à l'échelle macro. Il aurait ainsi été profitable de retracer dans les différents espaces numériques des Gilets jaunes la part de publications en lien avec certains aspects spécifiques de la critique des médias : dénonciation du silence autour des violences policières, propos blessants d'éditorialistes, montée en généralité à propos de l'actionnariat des entreprises de médias, etc. Comme cela a été expliqué, la difficulté est que l'automatisation de la collecte de données produit des erreurs de codage, et qu'un travail manuel de rectification peut s'avérer difficile à mener sur des corpus de grande taille, en particulier sans une maîtrise d'outils d'analyse sophistiqués. De plus, d'autres dimensions sont à prendre en compte : métriques de différentes sortes, types de contenus, etc. Le nombre d'entrées dans le tableau devient très vite démesuré au regard des impératifs temporels de la recherche doctorale.

¹ C. Robineau, *Devenir révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 61.

L'autre limitation se situe à l'échelle micro. La thèse de la « dilution de la présence » des médias dominants dans les espaces d'infomédiation était pour moi des plus stimulantes. J'avais entamé un travail de collecte de captures d'écran directement auprès des enquêtés afin d'approximer la place des médias alternatifs et des médias *mainstream* au sein de leur fil d'actualité Facebook. Malheureusement, l'amorce de l'exercice fut loin d'être concluante : les publications politiques se faisaient rares, le contexte de la crise sanitaire éloignait les pratiques des enquêtés de celles développées lors de la phase « chaude » du mouvement, et le suivi des envois des captures d'écran était compliqué. C'est donc en demandant simplement aux enquêtés de m'énumérer les médias consultés, et sur la base de la littérature sur le travail algorithmique et techno-sémiotique de Facebook, que j'ai inféré la conjecture d'une « dilution de la présence » qui demande à être explorée indépendamment de ce travail.

Nonobstant ces limites, il me semble néanmoins que la présente recherche est susceptible de fournir matière à réflexion quant à l'organisation sociale de la critique, au-delà de ce travail doctoral. Au moment de réfléchir à ses implications à venir, autant dans une perspective scientifique que dans une optique citoyenne, plusieurs pistes me viennent à l'esprit. Premièrement, si l'on s'en tient à la question de la critique des médias, le poids des RSN dans le processus de production de l'information invite à élargir le périmètre de la critique vers le rôle des GAFAM dans la configuration techno-institutionnelle de l'information en ligne¹. Comme cela a été évoqué, cette critique reste embryonnaire chez les Gilets jaunes, et ceux-ci intègrent peu les GAFAM parmi les acteurs désignés comme nuisant à l'indépendance des journalistes. Bien que les Gilets jaunes soient conscients des risques de censure, il serait également important pour eux de dénoncer les pressions des géants du numérique dans la lutte pour le contrôle des espaces de discussion en ligne². Parce que ce pouvoir des plateformes s'exerce en grande partie à travers le code, c'est donc un versant « technico-économique » du médiactivisme qui est à développer³. Se pose deuxièmement la question des effets socialisateurs de la critique des médias exercée au sein du mouvement des Gilets jaunes. C'est en particulier l'idée du numérique comme cadre de socialisation politique qu'il me semble intéressant d'explorer. Les pistes développées par les travaux sur la médiatisation profonde, configuration historique où tous les éléments du monde social sont liés entre eux à travers les médias numériques⁴, sont à cet égard particulièrement

¹ Nikos Smyrniotis et Olivier Baisnée, « Critically understanding the platformization of the public sphere », *European Journal of Communication*, 2023, vol. 38, n° 5, p. 435-445.

² Romain Badouard, *Les nouvelles lois du web. Modération et censure*, Paris, Seuil, 2020, 128 p.

³ Nick Couldry, « Recovering critique in an age of datafication », *New Media & Society*, 2020, vol. 22, n° 7, p. 1135-1151.

⁴ A. Hepp, *Deep Mediatization*, op. cit.

stimulantes. Dans une approche phénoménologique, les pratiques médiatiques sont au principe d'un certain nombre de catégories qui participent à la construction sociale de la réalité. Que se passe-t-il lorsque ces pratiques médiatiques se réalisent via des technologies numériques, dont on a dit qu'elles inauguraient un changement dans notre rapport à l'espace et au temps ? C'est toute une série de routines politiques qui se trouvent alors modifiées et dont il convient de saisir les implications de long terme. Alberto Romele a d'ores et déjà entamé une réflexion stimulante sur l'habitus numérique¹, en défendant l'idée que la manière dont les machines s'adaptent à nos comportements s'apparente à la formation de l'habitus chez les humains. Si les algorithmes des plateformes que nous utilisons reproduisent nos habits, est-ce que nos usages du numérique renforcent nos dispositions initiales ? Ou bien y a-t-il, comme pour tout dispositif technique, des lignes de fuite aménageant une place à notre créativité qui offre la possibilité d'échapper à l'enfermement numérique² ?

Enfin, il me semble intéressant de terminer la discussion en interrogeant l'échelle pertinente de médiatisation. Comme nous l'avons vu, l'autonomie médiatique des Gilets jaunes s'est construite en partie au risque d'un certain enfermement idéologique qui limite les perspectives politiques d'une telle mobilisation³. C'est ici que l'idéal de relocalisation – spatiale et numérique – de la politique atteint sa limite. La construction d'un espace médiatique autonome opérant à une échelle limitée localement ou idéologiquement peut certes participer à ce que le sociologue Erik Olin Wright nommait une stratégie interstitielle « qui envisage la transformation comme un processus de métamorphose dans lequel de petites transformations successives produisent, en s'additionnant, un changement qualitatif au sein même du système social⁴. » Mais, comme Wright le soulignait lui-même, ces stratégies « peuvent difficilement, à elles seules, éroder le pouvoir structurel du capitalisme afin de dissoudre les obstacles auxquels se heurte tout processus d'émancipation sociale⁵. »

Face aux désastres écologiques, à la montée des inégalités, et compte tenu des velléités euro-sceptiques des Gilets jaunes, il paraît indispensable de renouer avec des formes d'expression d'échelle médiane. Est-ce que cela pourrait de nouveau être l'échelle nationale ? Dans sa défense d'un populisme radicalement démocratique, Federico Tarragoni rejetait la voie nationale

¹ Alberto Romele, *Digital Habitus. A Critique of the Imaginaries of Artificial Intelligence*, New York, Routledge, 2024, 184 p.

² L. Monnoyer-Smith, « Le web comme dispositif », art cit, p. 24.

³ M. Dalibert, A. Lamy et N. Quemener, « Introduction », art cit, p. 11.

⁴ Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, traduit par Vincent Farnea et João Alexandre Peschanski, Paris, La Découverte, 2017 [2010], p. 437.

⁵ *Ibid.*, p. 454.

comme une impasse « totalement assimilée à la rhétorique réactionnaire [...] Elle est littéralement inopérante pour penser un peuple démocratique. Car les revendications que ce peuple pourrait exprimer dans l'espace public ne sont pas réunies *ex ante* par une commune appartenance à l'univers national, mais plutôt par leur nature conflictuelle¹. » Pourtant, nation et souveraineté sont des signifiants qui ne sauraient être épuisés par leurs usages réactionnaires, mais pourraient être mobilisés dans une optique progressiste², à condition de les réinterpréter de manière bien comprise, comme le populisme de gauche a su le faire pour le « peuple ».

Hartmut Rosa a récemment développé l'idée que des « institutions de la résonance » nécessitent à la fois une participation « par le bas » de la part des citoyens, des espaces de rencontres physiques et médiatisés, ainsi qu'une « responsivité mutuelle “de haut en bas” des représentants³ ». On a vu comment les expérimentations politiques et médiatiques des Gilets jaunes se sont heurtées à l'absence du troisième élément cité par Rosa, qui montre peut-être la limite de la mobilisation. La formation d'un espace public réellement en mesure de permettre l'émancipation démocratique des citoyens ne peut donc se limiter à lutter par les médias numériques, mais demande aussi à investir les lieux physiques pour imposer sa présence et se donner les moyens de se faire réellement entendre. J'achèverai alors mon propos sur ce questionnement qui rappelle l'enjeu pour les médias de tenir la promesse démocratique de rendre audible la voix de chacune et de chacun⁴ : pour reprendre le mot d'un enquêté, « donner la parole, c'est aussi donner *sa* parole ».

¹ F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, op. cit., p. 362.

² Frédéric Lordon, *Imperium. Structures et affects des corps politiques*, Paris, La fabrique, 2015, 350 p ; Jean-Numa Ducange, « Faut-il défendre la nation ? Marx, les marxistes et la question nationale des origines à nos jours », *Actuel Marx*, 2020, n° 68, p. 12-29.

³ H. Rosa, « Résonance démocratique ou mondes vécus cloisonnés ? », art cit, p. 90.

⁴ *Ibid.*, p. 88.

Bibliographie

- ACCARDO Alain, *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone (coll. « Éléments »), 2007, 896 p.
- AGRIKOLIANSKY Éric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1, p. 27-46.
- AGRIKOLIANSKY Éric, « Les “carrières militantes”. Portée et limites d’un concept narratif » dans Olivier Fillieule, Florence Haegel, Camille Hamidi et Vincent Tiberj (eds.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 167-192.
- AGRIKOLIANSKY Éric et ALDRIN Philippe, « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix*, 2019, vol. 32, n° 128, p. 143-177.
- AGRIKOLIANSKY Éric et FILLIEULE Olivier, « Les rétributions du militantisme. Du concept à la méthode » dans Lorenzo Barrault-Stella, Brigitte Gaïti et Patrick Lehingue (eds.), *La politique désenchantée ? Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 2019, p. 203-218.
- AGUR Colin et FRISCH Nicholas, « Digital Disobedience and the Limits of Persuasion: Social Media Activism in Hong Kong’s 2014 Umbrella Movement », *Social Media + Society*, 2019, vol. 5, n° 1, p. 1-12.
- ALBERT Pierre, *Histoire de la presse*, 12^e éd., Paris, Presses Universitaires de France (coll. « Que sais-je ? »), 2018, 128 p.
- ALIMARDANI Mahsa et MILAN Stefania, « The Internet as a Global/Local Site of Contestation: The Case of Iran » dans Esther Peeren, Robin Celikates, Jeroen De Kloet et Thomas Poell (eds.), *Global Cultures of Contestation. Mobility, Sustainability, Aesthetics & Connectivity*, Cham, Springer International Publishing, 2018, p. 171-192.
- ALLARD Laurence et BLONDEAU Olivier, « L’activisme contemporain : défection, expressivisme, expérimentation », *Rue Descartes*, 2007, n° 55, p. 47-58.
- ALLOING Camille et PIERRE Julien, « Le tournant affectif des recherches en communication numérique », *Communiquer*, 2020, n° 28, [En ligne].
- ANANNY Mike, « Networked News Time. How Slow—or Fast—Do Publics Need News to Be? », *Digital Journalism*, 2016, vol. 4, n° 4, p. 414-431.
- ANDERSON Benedict, *L’imaginaire national. Réflexions sur l’origine et l’essor du nationalisme*, traduit par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte, 2002 [1991], 224 p.
- ANDOLFATTO Dominique et LABBÉ Dominique, *Sociologie des syndicats*, 3^e éd., Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2011, 128 p.
- ANTHEAUME Alice, « France » dans Nic Newman, Richard Fletcher, Craig T. Robertson, Kirsten Eddy et Rasmus Kleis Nielsen (eds.), *Reuters Institute Digital News Report 2022*, Oxford, Reuters Institute, 2022, p. 78-79.
- ARONSON Pamela, « Feminists or “Postfeminists”? Young Women’s Attitudes Toward Feminism and Gender Relations », *Gender & Society*, 2003, vol. 17, n° 6, p. 903-922.
- ARQUEMBOURG Jocelyne, « Les enjeux politiques des récits d’information : d’un objet introuvable à l’institution d’un monde commun », *Quaderni*, 2011, n° 74, p. 37-45.
- ARQUEMBOURG Jocelyne, « Les médias, l’improbable miroir des événements » dans Benoît Lafon (ed.), *Médias et médiatisation*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2019, p. 291-297.

- ARUGUETE Natalia et CALVO Ernesto, « Time to #Protest: Selective Exposure, Cascading Activation, and Framing in Social Media », *Journal of Communication*, 2018, vol. 68, n° 3, p. 480-502.
- ATTON Chris, *Alternative Media*, Londres, SAGE Publications, 2001, 200 p.
- ATTON Chris, « News Cultures and New Social Movements: Radical Journalism and the Mainstream Media », *Journalism Studies*, 2002, vol. 3, n° 4, p. 491-505.
- AUBERT Aurélie, « D'une prise de parole dans les médias à une prise de pouvoir sur les médias ? Les courriers au médiateur de la rédaction de France 2 », *Questions de communication*, 2007, n° 12, p. 227-244.
- AUBERT Aurélie, *La société civile et ses médias. Quand le public prend la parole*, Lormont, Le Bord de l'Eau, 2009, 292 p.
- AUBERT Aurélie, *Une information brute ? Journalisme, vidéos et réseaux sociaux*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2023, 163 p.
- AUBERT Aurélie et NICEY Jérémie, « Citizen Photojournalists and Their Professionalizing Logics », *Digital Journalism*, 2015, vol. 3, n° 4, p. 552-570.
- AUDEMARD Julien, « Des rapports au politique en contexte. L'apport de l'échantillonnage en boule de neige » dans François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot et Sabine Rozier (eds.), *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Ville-neuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 181-200.
- AUDINET Maxime, *Russia Today (RT). Un média d'influence au service de l'État russe*, Bry-sur-Marne, INA, 2021, 188 p.
- BACQUÉ Marie-Hélène et SINTOMER Yves, « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, 2001, vol. 42, n° 2, p. 217-249.
- BADILLO Patrick-Yves, BOURGEOIS Dominique et LESOURD Jean-Baptiste, « Media Ownership and Concentration in France » dans Eli M. Noam (ed.), *Who Owns the World's Media? Media Concentration and Ownership around the World*, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 80-106.
- BADOUARD Romain, « Les mobilisations de clavier. Le lien hypertexte comme ressource des actions collectives en ligne », *Réseaux*, 2013, vol. 5, n° 181, p. 87-117.
- BADOUARD Romain, « La mise en technologie des projets politiques. Une approche "orientée design" de la participation en ligne », *Participations*, 2014, vol. 1, n° 8, p. 31-54.
- BADOUARD Romain, *Les nouvelles lois du web. Modération et censure*, Paris, Seuil, 2020, 128 p.
- BADOUARD Romain, « Réseaux sociaux : les nouveaux chemins de la censure », *Mouvements*, 2022, n° 112, p. 137-146.
- BADOUARD Romain, MABI Clément et MONNOYER-SMITH Laurence, « Le débat et ses arènes. À propos de la matérialité des espaces de discussion », *Questions de communication*, 2016, n° 30, p. 7-23.
- BAISNÉE Olivier, CAVÉ Alizé, GOUSSET Cyriac et NOLLET Jérémie, « La "violence" des Gilets jaunes : quand la fait-diversification fait diversion. Les routines journalistiques à l'épreuve des manifestations à Toulouse (novembre 2018-juin 2019) », *Sur le journalisme*, 2021, vol. 10, n° 1, p. 28-43.

BAISNÉE Olivier, CAVÉ Alizé, GOUSSET Cyriac, NOLLET Jérémie et PARENT Fanny, « The digital coverage of the yellow vest movement as protest activity », *French Politics*, 2022, vol. 20, n° 3-4, p. 529-549.

BAKER Keith Michael, « Politique et opinion publique sous l’Ancien Régime », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 1987, 42^e année, n° 1, p. 41-71.

BANTIGNY Ludivine, « De mai 68 au mouvement anti-CPE. Filiations et ruptures dans la mobilisation de la jeunesse » dans Anne Muxel (ed.), *La politique au fil de l’âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, p. 162-179.

BANTIGNY Ludivine et HAYAT Samuel, « Les Gilets jaunes une histoire de classe ? », *Mouvements*, 2019, n° 100, p. 12-23.

BARBIER Mathilde, LO MONACO Grégory et DELOUVÉE Sylvain, « Social identification with the “Yellow Vests”: An exploratory study in France », osf.io/preprints/psyarxiv/rgy84, 2021.

BARGEL Lucie, « Socialisation politique » dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 553-558.

BARTHES Roland, « Structure du fait divers » dans *Essais critiques*, Paris, Seuil, 1964, p. 194-204.

BASTARD Irène, « Coder/décoder/recoder. La construction sociale de la réception des informations sur Facebook », *Terminal*, 2019, n° 125-126, [En ligne].

BASTIN Gilles, « Pack (journalisme de) » dans *Petit lexique du journalisme*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2018, p. 111.

BASTIN Gilles, « Objectivité » dans *Petit lexique du journalisme*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2018, p. 107-108.

BECKER Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, traduit par Jean-Michel Chapoulie, Nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Métailié, 2020 [1963], 308 p.

BEDOCK Camille, BONIN Loïc, LIOCHON Pauline et SCHNATTERER Tinette, « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », *Participations*, 2020, vol. 3, n° 28, p. 221-246.

BÉLIARD Anne-Sophie et LE CAROFF Coralie, « L’archivage et l’observation de la participation en ligne à l’épreuve d’une approche ethnographique » dans Sarah Lécossais et Nelly Quemener (eds.), *En quête d’archives. Bricolages méthodologiques et terrains médiatiques*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2018, p. 123-130.

BENBOUZID Bilel et GUÉRIN Hervé, « Les multiples agendas médiatiques des Gilets jaunes sur YouTube. Exploration d’un corpus de vidéos avec les topics models », *Statistique et société*, 2021, vol. 9, n° 1-2, p. 109-132.

BENDALI Zakaria et RUBERT Aldo, « Les sciences sociales en gilet jaune. Deux ans d’enquêtes sur un mouvement inédit », *Politix*, 2020, vol. 33, n° 132, p. 177-215.

BENFORD Robert D. et SNOW David A., « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 2000, vol. 26, n° 1, p. 611-639.

BENNETT W. Lance et SEGERBERG Alexandra, *The Logic of Connective Action. Digital Media and the Personalization of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, 240 p.

BENSON Rodney, « News Media as a “Journalistic Field”: What Bourdieu Adds to New Institutionalism, and Vice Versa », *Political Communication*, 2006, vol. 23, n° 2, p. 187-202.

- BERNARD DE RAYMOND Antoine, BONIN Loïc, BORDIEC Sylvain, CHIRON Pierre, CLÉMENT Karine, ELALAOUI Charif, GRÉMION Théo, LIOCHON Pauline, RAVELLI Quentin et REUNGOAT Emmanuelle, « Les Gilets jaunes : une révolte sans fin ? Une ethnographie comparée des ronds-points pour comprendre la durée du mouvement », *Genèses*, 2023, n° 130, p. 80-111.
- BERNIER Marc-François, *Éthique et déontologie du journalisme*, 3^e éd., Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 410 p.
- BERNOT Alice, « La médiatisation des violences faites aux journalistes durant le mouvement des Gilets jaunes » dans Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier (eds.), *Les Gilets jaunes. Un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p. 225-235.
- BERTHAUT Jérôme, *La banlieue du « 20 heures »*. *Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Marseille, Agone, 2013, 432 p.
- BERTHO Alain, « “Une pensée pour les familles des vitrines”. Symboliques contemporaines de la destruction », *Raison présente*, 2020, n° 216, p. 55-66.
- BERTHONNEAU Charles, « “Ne pas se laisser faire” : syndicalisme et politisation pratique de fractions basses des classes populaires », *Sociologie*, 2020, vol. 11, n° 4, p. 347-366.
- BESSE Laurent, CHATEIGNER Frédéric et IHADDADENE Florence, « L'éducation populaire », *Savoirs*, 2016, n° 42, p. 11-49.
- BEUSCART Jean-Samuel, DAGIRAL Éric et PARASIE Sylvain, *Sociologie d'internet*, 2^e éd., Paris, Armand Colin (coll. « Cursus »), 2019, 240 p.
- BIDART Claire, « Bifurcations biographiques et ingrédients de l'action » dans Marc Bessin, Claire Bidart et Michel Grossetti (eds.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2009, p. 224-238.
- BIGOT Jean-Édouard, BOUTÉ Édouard, COLLOMB Cléo et MABI Clément, « Les plateformes à l'épreuve des dynamiques de plateformes », *Questions de communication*, 2021, n° 40, p. 9-22.
- BLAVIER Pierre, *Gilets jaunes. La révolte des budgets contraints*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021, 231 p.
- BOCK Mary Angela, « Film the Police! Cop-Watching and Its Embodied Narratives », *Journal of Communication*, 2016, vol. 66, n° 1, p. 13-34.
- BOCZKOWSKI Pablo J, MITCHELSTEIN Eugenia et MATASSI Mora, « “News comes across when I'm in a moment of leisure”: Understanding the practices of incidental news consumption on social media », *New Media & Society*, 2018, vol. 20, n° 10, p. 3523-3539.
- BOLTANSKI Luc, *L'Amour et la Justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Gallimard, 1990, 560 p.
- BOLTANSKI Luc, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 1990, vol. 3, n° 10, p. 124-134.
- BOLTANSKI Luc, « Institutions et critique sociale. Une approche pragmatique de la domination », *Tracés*, 2008, n° 8, p. 17-43.
- BOLTANSKI Luc, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard (coll. « NRF Essais »), 2009, 312 p.
- BOLTANSKI Luc, *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard (coll. « NRF Essais »), 2012, 480 p.
- BOLTANSKI Luc, « Situation de la critique » dans Bruno Frère (ed.), *Le tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, p. 189-217.

- BOLTANSKI Luc, DARRÉ Yann et SCHILTZ Marie-Ange, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, n° 51, p. 3-40.
- BOLTANSKI Luc et ESQUERRE Arnaud, *Qu'est-ce que l'actualité politique ? Événements et opinions au XXI^e siècle*, Paris, Gallimard (coll. « NRF Essais »), 2022, 352 p.
- BOLTANSKI Luc et THÉVENOT Laurent, « Finding one's way in social space: a study based on games », *Social Science Information*, 1983, vol. 22, n° 4-5, p. 631-680.
- BOLTANSKI Luc et THÉVENOT Laurent, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard (coll. « NRF Essais »), 1991, 483 p.
- BONELLI Laurent, *La France a peur. Une histoire sociale de « l'insécurité »*, Paris, La Découverte, 2008, 422 p.
- BOUGHABA Yassin, DAFFLON Alexandre et MASCLLET Camille, « Socialisation (et) politique. Intériorisation de l'ordre social et rapport politique au monde », *Sociétés contemporaines*, 2018, n° 112, p. 5-21.
- BOURDIEU Emmanuel, *Savoir faire. Contribution à une théorie dispositionnelle de l'action*, Paris, Seuil, 1998, 279 p.
- BOURDIEU Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit (coll. « Le sens commun »), 1979, 680 p.
- BOURDIEU Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Minuit (coll. « Le sens commun »), 1980, 480 p.
- BOURDIEU Pierre, *Leçon sur la leçon*, Paris, Minuit, 1982, 55 p.
- BOURDIEU Pierre, *Homo academicus*, Paris, Minuit (coll. « Le sens commun »), 1984, 302 p.
- BOURDIEU Pierre, « L'opinion publique n'existe pas » dans *Questions de sociologie*, Paris, Minuit (coll. « Reprise »), 1984, p. 222-235.
- BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, n° 62-63, p. 69-72.
- BOURDIEU Pierre, « Comprendre » dans *La misère du monde*, Paris, Seuil (coll. « Points Essais »), 1993, p. 1389-1447.
- BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil (coll. « Points Essais »), 1994, 245 p.
- BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir, 1996, 95 p.
- BOURDIEU Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil (coll. « Points Essais »), 1997, 416 p.
- BOURDIEU Pierre, « À propos de Karl Kraus et du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2000, n° 131-132, p. 123-126.
- BOURDIEU Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard (coll. « Points Essais »), 2001 [1991], 432 p.
- BOURDIEU Pierre, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir (coll. « Cours et travaux »), 2001, 240 p.
- BOURDIEU Pierre, « Question sur un quiproquo » dans *Interventions, 1961-2001. Science sociale et action politique*, 2^e éd., Marseille, Agone, 2022 [2002], p. 499-500.
- BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Minuit (coll. « Les sens commun »), 1964, 189 p.
- BOURDIEU Pierre et WACQUANT Loïc, *Invitation à la sociologie réflexive*, Paris, Seuil (coll. « Liber »), 2014 [1992], 416 p.
- BOUSQUET Franck et AMIEL Pauline, *La presse quotidienne régionale*, Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2021, 128 p.

- BOUTÉ Édouard, « La mise en visibilité des forces de l'ordre sur Twitter pendant le mouvement des Gilets jaunes », *Questions de communication*, 2021, n° 39, p. 185-208.
- BOUTÉ Édouard, *Police Pixel. Le maintien de l'ordre à l'épreuve des images et des réseaux sociaux numériques pendant le mouvement des Gilets jaunes*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université de Technologie de Compiègne, Compiègne, 2022, 500 p.
- BOUTÉ Édouard et MABI Clément, « Des images en débat : de la blessure de Geneviève Legay à la répression des Gilets jaunes », *Études de communication*, 2020, n° 54, p. 29-52.
- BOUTIN Gérald, *L'entretien de recherche qualitatif. Théorie et pratique*, 2^e éd., Québec, Presses de l'Université du Québec, 2018, 216 p.
- BOYD danah, « Facebook's Privacy Trainwreck: Exposure, Invasion, and Social Convergence », *Convergence*, 2008, vol. 14, n° 1, p. 13-20.
- BOYD danah, « Social Network Sites as Networked Publics: Affordances, Dynamics, and Implications » dans Zizi Papacharissi (ed.), *A Networked Self. Identity, Community, and Culture on Social Network Sites*, New York, Routledge, 2011, p. 39-58.
- BOYER Pierre C., DELEMOTTE Thomas, GAUTHIER Germain, ROLLET Vincent et SCHMUTZ Benoît, « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes », *Revue économique*, 2020, vol. 71, n° 1, p. 109-138.
- BOZDAG Engin et HOVEN Jeroen VAN DEN, « Breaking the filter bubble: democracy and design », *Ethics and Information Technology*, 2015, vol. 17, n° 4, p. 249-265.
- BOZEC Géraldine, « Émanciper et conformer : les tensions de la socialisation civique à l'école primaire », *Recherches en éducation*, 2014, n° 20, p. 52-65.
- BROCCOLICHI Sylvain et SINTHON Rémi, « Comment s'articulent les inégalités d'acquisition scolaire et d'orientation ? Relations ignorées et rectifications tardives », *Revue française de pédagogie*, 2011, n° 175, p. 15-38.
- BRONNER Gérald, *La démocratie des crédules*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, 360 p.
- BÜCHEL Florin, HUMPRECHT Edda, CASTRO-HERRERO Laia, ENGESSER Sven et BRÜGGEMANN Michael, « Building Empirical Typologies with QCA: Toward a Classification of Media Systems », *The International Journal of Press/Politics*, 2016, vol. 21, n° 2, p. 209-232.
- BUCHER Taina, « The Right-Time Web: Theorizing the Kairologic of Algorithmic Media », *New Media & Society*, 2020, vol. 22, n° 9, p. 1699-1714.
- BUCHER Taina et HELMOND Anne, « The Affordances of Social Media Platforms » dans Jean Burgess, Alice Marwick et Thomas Poell (eds.), *The SAGE Handbook of Social Media*, Londres, SAGE Publications, 2018, p. 233-253.
- BUTON François, LEHINGUE Patrick, MARIOT Nicolas et ROZIER Sabine (eds.), « Introduction générale » dans *L'ordinaire du Politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 11-20.
- CACCIATORE Michael A., SCHEUFELE Dietram A. et IYENGAR Shanto, « The End of Framing as we Know it... and the Future of Media Effects », *Mass Communication and Society*, 2016, vol. 19, n° 1, p. 7-23.
- CAGÉ Julia, *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie*, Paris, Seuil, 2015, 128 p.

- CAMMAERTS Bart, « Technologies of Self-Mediation: Affordances and Constraints of Social Media for Protest Movements » dans Julie Uldam et Anne Vestergaard (eds.), *Civic Engagement and Social Media: Political Participation Beyond Protest*, Londres, Palgrave Macmillan, 2015, p. 87-110.
- CARBOU Guillaume, « Presse en ligne et communautés cognitives. Les sections commentaires d'Atlantico.fr et de l'Humanité.fr durant l'«affaire DSK» », *Réseaux*, 2015, vol. 5, n° 193, p. 193-223.
- CARDON Dominique, *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil (coll. « La République des idées »), 2010, 112 p.
- CARDON Dominique, « La participation en ligne », *Idées économiques et sociales*, 2013, n° 173, p. 33-42.
- CARDON Dominique, *À quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure des big data*, Paris, Seuil (coll. « La République des idées »), 2015, 112 p.
- CARDON Dominique et DELAUNAY-TÉTEREL Hélène, « La production de soi comme technique relationnelle. Un essai de typologie des blogs par leurs publics », *Réseaux*, 2006, vol. 4, n° 138, p. 15-71.
- CARDON Dominique et GRANJON Fabien, *Médiactivistes*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po (coll. « Contester »), 2013, 200 p.
- CARDON Dominique, HEURTIN Jean-Philippe et LEMIEUX Cyril, « Parler en public », *Politix*, 1995, vol. 8, n° 31, p. 5-19.
- CARLSON Matt, « Dueling, Dancing, or Dominating? Journalists and Their Sources », *Sociology Compass*, 2009, vol. 3, n° 4, p. 526-542.
- CARLSON Matt, « Metajournalistic Discourse and the Meanings of Journalism: Definitional Control, Boundary Work, and Legitimation », *Communication Theory*, 2016, vol. 26, n° 4, p. 349-368.
- CARLSON Matt, *Journalistic Authority. Legitimizing News in the Digital Era*, New York, Columbia University Press, 2017, 264 p.
- CEFAÏ Daniel, « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 2016, n° 30, p. 25-64.
- CENSER Jack, « France, 1750-89 » dans Hannah Barker et Simon Burrows (eds.), *Press, politics and the public sphere in Europe and North America 1760-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 159-181.
- CERVILLE Maxime et QUEMENER Nelly, *Cultural Studies. Théories et méthodes*, 2^e éd., Malakoff, Armand Colin, 2018, 156 p.
- CHADWICK Andrew, *The Hybrid Media System. Politics and Power*, 2^e éd., Oxford, Oxford University Press, 2017, 368 p.
- CHAMPAGNE Patrick, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, n° 52-53, p. 19-41.
- CHAMPAGNE Patrick, « La vision médiatique » dans Pierre Bourdieu (ed.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 95-123.
- CHAMPAGNE Patrick, « Sur la télévision » dans Roger Chartier et Patrick Champagne (eds.), *Pierre Bourdieu et les médias. Rencontres INA-Sorbonne 15 mars 2003*, Paris, L'Harmattan (coll. « Les médias en actes »), 2004, p. 43-51.
- CHAMPAGNE Patrick, *La double dépendance. Sur le journalisme*, Paris, Raisons d'agir, 2016, 192 p.

- CHAN Michael, « Media Use and the Social Identity Model of Collective Action: Examining the Roles of Online Alternative News and Social Media News », *Journalism & Mass Communication Quarterly*, 2017, vol. 94, n° 3, p. 663-681.
- CHARLE Christophe, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, 2004, 420 p.
- CHARON Jean-Marie, *Les journalistes et leur public : le grand malentendu*, Paris, Vuibert (coll. « Comprendre les médias »), 2007, 245 p.
- CHARON Jean-Marie, « Le bilan des journalistes face au mouvement des Gilets jaunes. Les enseignements des séminaires de journalistes » dans Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier (eds.), *Les Gilets jaunes. Un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p. 23-34.
- CHARRON Jean, « Les médias et les sources. Les limites du modèle de l'agenda-setting », *Hermès*, 1995, n° 17-18, p. 73-92.
- CHARRON Jean et DE BONVILLE Jean, « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication*, 1996, vol. 17, n° 2, p. 50-97.
- CHAUVIRÉ Christiane, *Le moment anthropologique de Wittgenstein*, Paris, Kimé, 2004, 152 p.
- CHERUIYOT David, « Popular Criticism That Matters. Journalists' perspectives of "quality" media critique », *Journalism Practice*, 2018, vol. 12, n° 8, p. 1008-1018.
- CHEVILLOT Annick, *Peu à peu exclue de partout, Astrid Stuckelberger développe son monde alternatif*, <https://www.heidi.news/explorations/complotistes-saison-2-que-sont-ils-devenus/peu-a-peu-exclue-de-partout-astrid-stuckelberger-developpe-son-monde-alternatif>, 21 septembre 2021, consulté le 10 septembre 2023.
- CHEVRIER Violaine, « Des "cortèges de tête" aux Gilets jaunes, transformation des pratiques et des usages de la violence dans les manifestations marseillaises », *Condition humaine / Conditions politiques*, 2020, n° 1, [En ligne].
- CHOULIARAKI Lilie et MORTENSEN Mette, « Flesh witnessing: Smartphones, UGC and embodied testimony », *Journalism*, 2022, vol. 23, n° 3, p. 591-598.
- CHRISTIANS Clifford G., GLASSER Theodore L., MCQUAIL Denis, NORDENSTRENG Kaarle et WHITE Robert A., *Normative Theories of the Media. Journalism in Democratic Societies*, Urbana, University of Illinois Press, 2009, 296 p.
- CHUPIN Ivan, *Les écoles du journalisme. Les enjeux de la scolarisation d'une profession (1899-2018)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 2018, 330 p.
- CHUPIN Ivan, HUBÉ Nicolas et KACIAF Nicolas, *Histoire politique et économique des médias en France*, 2^e éd., Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2012, 128 p.
- CLARK Andy et CHALMERS David, « The Extended Mind », *Analysis*, 1998, vol. 58, n° 1, p. 7-19.
- CLÉMENT Karine, « "On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !" : penser une critique sociale ordinaire populaire de bon sens », *Condition humaine / Conditions politiques*, 2020, n° 1, [En ligne].
- COINTET Jean-Philippe, CARDON Dominique, MOGOUTOV Andreï, OOGHE-TABANOU Benjamin et RAMACIOTTI MORALES Pedro, « Uncovering the structure of the French media ecosystem », <https://arxiv.org/abs/2107.12073>, 2021.
- COINTET Jean-Philippe, RAMACIOTTI MORALES Pedro, CARDON Dominique, FROIO Caterina, MOGOUTOV Andreï, OOGHE-TABANOU Benjamin et PLIQUE Guillaume, « De quelle(s) couleur(s) sont les Gilets jaunes ? Plonger des posts Facebook dans un espace idéologique latent », *Statistique et société*, 2021, vol. 9, n° 1-2, p. 79-107.

- COLLECTIF D'ENQUÊTE SUR LES GILETS JAUNES, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les Gilets jaunes », *Revue française de science politique*, 2019, vol. 69, n° 5-6, p. 869-892.
- COLLOVALD Annie, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants » dans Annie Collovald, Marie-Hélène Lechien, Sabine Rozier et Laurent Willemez (eds.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 2002, p. 177-229.
- COLLOVALD Annie et NEVEU Erik, « Les “Guignols” ou la caricature en abîme », *Mots*, 1996, n° 48, p. 87-112.
- COLLOVALD Annie et SCHWARTZ Olivier, « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire », *Vacarme*, 2006, vol. 4, n° 37, p. 50-55.
- COMBY Jean-Baptiste, « L'orientation sociale des goûts en matière d'actualité » dans Josiane Jouët et Rémy Rieffel (eds.), *S'informer à l'ère numérique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 2013, p. 31-55.
- COMBY Jean-Baptiste, « L'individualisation des problèmes collectifs : une dépolitisation politiquement située », *Savoir/Agir*, 2014, n° 28, p. 45-50.
- CONTAMIN Jean-Gabriel, « Analyse des cadres » dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 44-51.
- COOK Timothy E., *Governing with the News. The News Media as a Political Institution*, Chicago, University of Chicago Press, 1998, 313 p.
- CORCUFF Philippe, *La grande confusion. Comment l'extrême-droite gagne la bataille des idées*, Paris, Textuel, 2021, 671 p.
- COTTIN-MARX Simon, *Sociologie du monde associatif*, Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2019, 128 p.
- COULDRY Nick, *Media Rituals. A Critical Approach*, Londres, Routledge, 2003, 192 p.
- COULDRY Nick, *Media, Society, World. Social Theory and Digital Media Practice*, Cambridge, Polity, 2012, 242 p.
- COULDRY Nick, « Recovering critique in an age of datafication », *New Media & Society*, 2020, vol. 22, n° 7, p. 1135-1151.
- COULDRY Nick et HEPP Andreas, « Conceptualizing Mediatization: Contexts, Traditions, Arguments », *Communication Theory*, 2013, vol. 23, n° 3, p. 191-202.
- COULDRY Nick et HEPP Andreas, *The Mediated Construction of Reality*, Cambridge, Polity, 2017, 290 p.
- COULDRY Nick et MEJIAS Ulises A., *The Costs of Connection. How Data Is Colonizing Human Life and Appropriating It for Capitalism*, Stanford, Stanford University Press, 2019, 352 p.
- CRUZEL Élise, « Un éditorial fait-il l'engagement ? Lectures et (non) appropriations militantes de “l'appel du Diplo” », *Politiques de communication*, 2015, n° 4, p. 143-167.
- CURRAN James et SEATON Jean, *Power Without Responsibility. Press, Broadcasting and the Internet in Britain*, 8^e éd., New York, Routledge, 2018 [1981], 448 p.
- DAHLBERG Lincoln, « The Internet, deliberative democracy, and power: Radicalizing the public sphere », *International Journal of Media and Cultural Politics*, 2007, vol. 3, n° 1, p. 47-64.
- DAHLBERG Lincoln, « Re-constructing digital democracy: An outline of four ‘positions’ », *New Media & Society*, 2011, vol. 13, n° 6, p. 855-872.

- DAHLGREN Peter, « Reconfigurer la culture civique dans un milieu médiatique en évolution », *Questions de communication*, traduit par Catherine Loneux, 2003, n° 3, p. 151-168.
- DAHLGREN Peter, *Media and Political Engagement. Citizens, Communication, and Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 246 p.
- DAHLGREN Peter, « Public Intellectuals, Online Media, and Public Spheres: Current Realignment », *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 2012, vol. 25, n° 4, p. 95-110.
- DAHLGREN Peter, « A critical review of filter bubbles and a comparison with selective exposure », *Nordicom Review*, 2021, vol. 42, n° 1, p. 15-33.
- DALIBERT Marion, « *En finir avec Eddy Bellegueule* dans les médias. Entre homonationalisme et ethnicisation des classes populaires », *Questions de communication*, 2018, n° 33, p. 89-109.
- DALIBERT Marion, LAMY Aurélie et QUEMENER Nelly, « Introduction », *Études de communication*, 2016, n° 47, p. 7-20.
- DARD Olivier, « Mythologies conspirationnistes et figures du discours antipatronal », *Vingt-tième Siècle*, 2012, n° 114, p. 136-151.
- DARMON Muriel, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 2008, vol. 21, n° 82, p. 149-167.
- DARMON Muriel, *La socialisation*, 3^e éd., Paris, Armand Colin (coll. « 128 »), 2016, 128 p.
- DARRAS Éric, « Le pouvoir de la télévision ? Sornettes, vieilles lunes et nouvelles approches » dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (eds.), *Les formes de l'activité politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, p. 457-484.
- DARRAS Éric, « Champ journalistique, ordre social et ordre politique », *Sociétés contemporaines*, 2017, n° 106, p. 5-20.
- DAVIDSON Donald, « True to the Facts », *The Journal of Philosophy*, 1969, vol. 66, n° 21, p. 748-764.
- DAVIS Aeron et SEYMOUR Emily, « La production des formes de capital médiatique interne et externe. L'étrange cas de David Cameron au sein du champ politique britannique », *Réseaux*, 2014, vol. 5, n° 187, p. 107-133.
- DAYAN Daniel et KATZ Elihu, *Media Events. The Live Broadcasting of History*, Cambridge, Harvard University Press, 1992, 320 p.
- DEJEAN Sylvain, LUMEAU Marianne, PELTIER Stéphanie et PETTERS Lorreine, *Les Français et les médias*, La Rochelle, ANR PIL, 2022.
- DELLA SUDDA Magali et GUIONNET Christine, « Nuit Debout, Gilets jaunes : quoi de neuf à l'horizon des mouvements sociaux ? » dans Thomas Frinault, Christian Le Bart et Erik Neveu (eds.), *Nouvelle sociologie politique de la France*, Paris, Armand Colin, 2021, p. 203-214.
- DÉLOYE Yves et HAEGEL Florence, « Politisation. Temporalités et échelles » dans Olivier Filieule, Florence Haegel, Camille Hamidi et Vincent Tiberj (eds.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 321-346.
- DELPORTE Christian, BLANDIN Claire et ROBINET François, *Histoire de la presse en France. XX^e-XXI^e siècles*, Paris, Armand Colin (coll. « U : Histoire »), 2016, 344 p.
- DELUERMOZ Quentin et GOBILLE Boris, « Protagonisme et crises politiques. Individus "ordinaires" et politisations "extraordinaires" », *Politix*, 2015, vol. 28, n° 112, p. 9-29.
- DENORD François, LAGNEAU-YMONET Paul et THINE Sylvain, « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2011, n° 190, p. 24-57.

- DERHI Jérémie, *Usages et lectures des chaînes d'information en continu : une culture de l'identité au quotidien*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Sorbonne Nouvelle, Paris, 2023, 560 p.
- DERVILLE Grégory, *Le pouvoir des médias*, 4^e éd., Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble (coll. « Politique en + »), 2017, 223 p.
- DESCOMBES Vincent, *La denrée mentale*, Paris, Minuit (coll. « Critique »), 1995, 352 p.
- DESCOMBES Vincent, *Les institutions du sens*, Paris, Minuit (coll. « Critique »), 1996, 352 p.
- DESCOMBES Vincent, « Y a-t-il un esprit objectif? », *Les Études philosophiques*, 1999, n° 3, p. 347-367.
- DESCOMBES Vincent, « De l'intellectuel critique à la critique intellectuelle. Entretien avec Vincent Descombes (I) », *Esprit*, 2000, vol. 3-4, n° 262, p. 163-172.
- DESCOMBES Vincent, *Les embarras de l'identité*, Paris, Gallimard (coll. « NRF Essais »), 2013, 304 p.
- DESCOMBES Vincent, « L'institution au sens large » dans Élodie Djordjevic, Sabina Tortorella et Mathilde Unger (eds.), *Les équivoques de l'institution. Normes, individu et pouvoir*, Paris, Classiques Garnier, 2021, p. 19-34.
- DESRUMAUX Clément et NOLLET Jérémie (eds.), « Quelques propriétés du capital médiatique. Questions et opérations de recherche » dans *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 2021, p. 7-25.
- DEVARS Thierry, RAYMOND Lucie et VASSOR Mathilde, « L'aventure *Le Média* : un projet éditorial en quête de reconnaissance », *Études de communication*, 2021, n° 56, p. 157-184.
- DEVILLARD Valérie, « Les trajectoires des journalistes détenteurs de carte de presse entre 1990 et 1998. La montée de la précarité », *Communication & langages*, 2002, n° 133, p. 21-32.
- DEVILLARD Valérie, DOLEZ Charlotte et RIEFFEL Rémy, « La consommation de l'information entre engagement professionnel et implication civique » dans Rémy Rieffel et Josiane Jouët (eds.), *S'informer à l'ère numérique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 85-116.
- DEVILLARD Valérie et LE SAULNIER Guillaume, « Le problème public de la prostitution aux marges des arènes publiques numériques. Lutttes interprétatives et mobilisations pro-droits contre l'offensive abolitionniste sur le web », *Journal des anthropologues*, 2015, n° 142-143, p. 203-226.
- DEVITO Michael A., « From Editors to Algorithms: A values-based approach to understanding story selection in the Facebook news feed », *Digital Journalism*, 2017, vol. 5, n° 6, p. 753-773.
- DEWEY John, *Logique. La théorie de l'enquête*, traduit par Gérard Deledalle, Paris, Presses Universitaires de France, 1967 [1938], 696 p.
- DIEGUEZ Sebastian, *Pourquoi le mouvement des « gilets jaunes » est complotiste*, <https://bonpoulatete.com/actuel/pourquoi-le-mouvement-des-gilets-jaunes-est-complotiste>, 18 décembre 2018, consulté le 8 février 2023.
- DIEGUEZ Sebastian et DELOUVÉE Sylvain, *Le complotisme. Cognition, culture, société*, Bruxelles, Mardaga (coll. « PSY-Individus, groupes, culture »), 2021, 480 p.
- DOLEZ Charlotte, « Le sens de l'actu. Une analyse des interprétations de l'information à partir d'entretiens de couple », *Politiques de communication*, 2015, n° 4, p. 119-142.
- DOLEZ Charlotte et GARCIA Guillaume, « Rapport au politique et mobilisation des expériences : exploration de discussions politiques saisies à partir d'entretiens de couple » dans François

- Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot et Sabine Rozier (eds.), *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 255-272.
- DORMAGEN Jean-Yves, MICHEL Laura et REUNGOAT Emmanuelle, « United in diversity: understanding what unites and what divides the Yellow Vests », *French Politics*, 2022, vol. 20, n° 3-4, p. 444-478.
- DOWNING John D. H., *Radical Media. Rebellious Communication and Social Movements*, Thousand Oaks, SAGE Publications, 2001, 440 p.
- DUBAR Claude, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, 5^e éd., Paris, Armand Colin, 2022, 256 p.
- DUCANGE Jean-Numa, « Faut-il défendre la nation ? Marx, les marxistes et la question nationale des origines à nos jours », *Actuel Marx*, 2020, n° 68, p. 12-29.
- DUFRESNE David et LE SAULNIER Guillaume, « Médias, mouvements sociaux et violences policières. Entretien avec David Dufresne », *Le Temps des médias*, 2020, n° 34, p. 245-259.
- DULONG Delphine, *Sociologie des institutions politiques*, Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2012, 128 p.
- DUPUY Camille, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 2016, 198 p.
- DURKHEIM Émile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, 7^e éd., Paris, Presses Universitaires de France (coll. « Quadrige »), 2013 [1912], 672 p.
- DUVAL Julien, « L'autonomie sous contrainte du journalisme et du cinéma », *Biens symboliques*, 2019, n° 4, p. 2-29.
- ELALAOUI Charif, « Lutter au quotidien », *Temporalités*, 2022, n° 36, [En ligne].
- ENGEL Pascal, *Introduction à la philosophie de l'esprit*, Paris, La Découverte, 1994, 264 p.
- ETHUIN Nathalie, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, 2003, vol. 16, n° 63, p. 145-168.
- FAERBER Johan et LOIGNON Sylvie, *Les procédés littéraires*, Malakoff, Armand Colin, 2018, 240 p.
- FAUCONNET Paul et MAUSS Marcel, « La sociologie : objet et méthode » dans *Essais de sociologie*, Paris, Seuil (coll. « Points Essais »), 1971 [1901].
- FAWZI Nayla, STEINDL Nina, OBERMAIER Magdalena, PROCHAZKA Fabian, ARLT Dorothee, BLÖBAUM Bernd, DOHLE Marco, ENGELKE Katherine M., HANITZSCH Thomas, JACKOB Nikolaus, JAKOBS Ilka, KLAWIER Tilman, POST Senja, REINEMANN Carsten, SCHWEIGER Wolfgang et ZIEGELE Marc, « Concepts, causes and consequences of trust in news media – a literature review and framework », *Annals of the International Communication Association*, 2021, vol. 45, n° 2, p. 154-174.
- FERRON Benjamin, « Les médias alternatifs : entre luttes de définition et luttes de (dé-)légitimation », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2006, vol. 2, n° 7, [En ligne].
- FERRON Benjamin, « Le journalisme alternatif entre engagement et distanciation. Les stratégies médiatiques des mouvements sociaux dans la "bataille de Cancún" contre l'OMC (2003) » dans Sandrine Lévêque et Denis Ruellan (eds.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 109-126.
- FERRON Benjamin, « Professionnaliser les "médias alternatifs" ? Enjeux sociaux et politiques d'une mobilisation (1999-2016) », *Savoir/Agir*, 2016, n° 38, p. 21-28.

- FERRON Benjamin, « Économie des “médias alternatifs” et rétributions du militantisme de l’information : les *medios libres* de Mexico (1999-2006) » dans Benjamin Ferron, Nicolas Harvey et Olivier Trédan (eds.), *Des amateurs dans les médias. Légitimités, autonomie, attachements*, Paris, Presses des Mines, 2017, p. 61-81.
- FIGEAC Julien, « La configuration des pratiques d’information selon la logique des situations », *Réseaux*, 2007, vol. 25, n° 143, p. 17-44.
- FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l’engagement individuel », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1-2, p. 199-215.
- FILLIEULE Olivier et JOBARD Fabien, *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, Paris, Seuil, 2020, 297 p.
- FILLIEULE Olivier et TARTAKOWSKY Danielle, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. « Contester »), 2013, 224 p.
- FLICHY Patrice, *L’imaginaire d’Internet*, Paris, La Découverte (coll. « Sciences et société »), 2001, 276 p.
- FLICHY Patrice, *Le sacre de l’amateur. Sociologie des passions ordinaires à l’ère numérique*, Paris, Seuil (coll. « La république des idées »), 2010, 96 p.
- FONTAR Barbara, « De l’impossibilité de critiquer la télévision à la télévision : l’expérience d’Arrêt sur images », *Mouvements*, 2010, n° 61, p. 85-95.
- FOSSIER Arnaud et MANICKI Anthony, « Où en est la critique ? », *Tracés*, 2007, n° 13, p. 5-22.
- FOUCAULT Michel, *L’ordre du discours. Leçon inaugurale prononcée au Collège de France le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard, 1971, 88 p.
- FRANCE Pierre, « Méfiance avec le soupçon ? Vers une étude du complot(isme) en sciences sociales », *Champ pénal*, 2019, n° 17, [En ligne].
- FRANCE Pierre et MOTTA Alessio, « En un combat douteux. Militantisme en ligne, “complotisme” et disqualification médiatique : le cas de l’association ReOpen911 », *Quaderni*, 2017, n° 94, p. 13-27.
- FRASER Nancy, « Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », *Social Text*, 1990, n° 25/26, p. 56-80.
- FRÈRE Bruno (ed.), « Le matérialisme est-il mort ? Petite critique de l’idéalisme critique » dans *Le tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, p. 353-406.
- FROIO Caterina et ROMERO-VIDAL Xavier, « From the screens to the streets? Social media use and participation in the Yellow Vests protests », *Politics*, 2023, vol. 0, n° 0, p. 1-22.
- GAILLARD Édith, « Les femmes Gilets jaunes : un écologisme des pauvres ? », *Écologie & politique*, 2021, n° 62, p. 83-96.
- GAMSON William A., *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 292 p.
- GANS Herbert J., *Deciding What’s News. A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek, and Time*, Evanston, Northwestern University Press, 2004 [1974], 393 p.
- GAUTHIER Gilles, « Un point de vue néoréaliste en épistémologie du journalisme », *Sur le journalisme*, 2016, vol. 5, n° 2, p. 22-31.
- GAUTIER Claude, « Les fonctions de la critique dans la sociologie de Pierre Bourdieu », *Asté- rion*, 2022, n° 27, [En ligne].

- GAXIE Daniel, « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, ré-enchantements » dans Jean-Louis Briquet et Philippe Garraud (eds.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 2002, p. 217-240.
- GAXIE Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, 2005, vol. 11, n° 1, p. 157-188.
- GAXIE Daniel, « Retour sur les modes de production des opinions politiques » dans Philippe Coulangeon et Julien Duval (eds.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte (coll. « Recherches »), 2013, p. 293-306.
- GERBAUDO Paolo, *Tweets and the Streets. Social Media and Contemporary Activism*, Londres, Pluto Press, 2012, 209 p.
- GERBAUDO Paolo, « Social media and populism: an elective affinity? », *Media, Culture & Society*, 2018, vol. 40, n° 5, p. 745-753.
- GERBAUDO Paolo et TRERÉ Emiliano, « In search of the 'we' of social media activism: introduction to the special issue on social media and protest identities », *Information, Communication & Society*, 2015, vol. 18, n° 8, p. 865-871.
- GERSTLÉ Jacques et PIAR Christophe, *La communication politique*, 4^e éd., Paris, Armand Colin (coll. « U : Science politique »), 2020, 288 p.
- GIMENEZ Elsa et VOIROL Olivier, « Les agitateurs de la toile. L'Internet des droites extrêmes », *Réseaux*, 2017, vol. 2-3, n° 202-203, p. 9-37.
- GIRY Julien, « Fake news et théories du complot en période(s) pandémie(s) », *Quaderni*, 2022, n° 106, p. 43-64.
- GLEVAREC Hervé, « Les producteurs de radio à France Culture. "Journalistes", "intellectuels" ou "créateurs" ? De la définition de soi à l'interaction radiophonique », *Réseaux*, 1997, vol. 15, n° 86, p. 13-38.
- GLEVAREC Hervé et PINET Michel, « France Culture. Une seconde radio pour les professions intellectuelles et culturelles », *Le Mouvement Social*, 2007, n° 219-220, p. 115-129.
- GOBILLE Boris, « La vocation d'hétérodoxie » dans Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal (eds.), *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008, p. 274-291.
- GODEFROY Elisabeth, « L'extrême droite radicale et la cause démocratique des Gilets jaunes. Démocratie organique ou démocratie directe contre le "Nouvel ordre mondial" ? » dans *Communication aux Septièmes journées doctorales du GIS Démocratie et Participation 23-24 mai 2023*, La Rochelle Université, 2023, p. 1-13.
- GOFFMAN Erving, *Les cadres de l'expérience*, traduit par Isaac Joseph, Paris, Minuit (coll. « Le sens commun »), 1991 [1974], 573 p.
- GOULET Vincent, « Le médiateur de la rédaction de France 2. L'institutionnalisation d'un public idéal », *Questions de communication*, 2004, n° 5, p. 281-299.
- GOULET Vincent, « Dick May et la première école de journalisme en France. Entre réforme sociale et professionnalisation », *Questions de communication*, 2009, n° 16, p. 27-44.
- GOULET Vincent, *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*, Bry-sur-Marne, INA Éditions (coll. « INA poche »), 2010, 395 p.
- GOUSSET Cyriac, « Médias, socialisation et formation des dispositions », *Politiques de communication*, 2021, n° 17, p. 5-24.

- GRANJON Fabien, « Mouvements sociaux, espaces publics et usages d'internet », *Pouvoirs*, 2018, n° 164, p. 31-47.
- GRANJON Fabien, « Médias » dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 378-385.
- GRANJON Fabien, « Gilets jaunes et colères noires. Violence, médias et émotions », *Questions de communication*, 2021, n° 40, p. 303-318.
- GRANJON Fabien, *Classes populaires et usages de l'informatique connectée. Des inégalités sociales-numériques*, Paris, Presses des Mines, 2022, 360 p.
- GRANJON Fabien, « Inégalités sociales, dispositions et usages du numérique », *Éducation et sociétés*, 2022, vol. 1, n° 47, p. 81-97.
- GRANJON Fabien et DENOÛËL Julie, « Exposition de soi et reconnaissance de singularités subjectives sur les sites de réseaux sociaux », *Sociologie*, 2010, vol. 1, n° 1, p. 25-43.
- GREFFET Fabienne, WOJCIK Stéphanie et BLANCHARD Gersende, « S'engager dans la campagne présidentielle. Les formes multiples de la participation politique en ligne », *Politiques de communication*, 2014, n° 3, p. 25-58.
- GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989, 358 p.
- GRONDEAU Alexandre et BRIDIER Sébastien, « Contribution à une géographie des Gilets jaunes. Des centres urbains de la colère aux ronds-points de la contestation », *Géographie et cultures*, 2020, n° 114, p. 37-76.
- GUÉRANDEL Carine, GOZILLON Audrey et WALTER Emmanuelle, « La socialisation par les médias au prisme des inégalités sociales, sexuées et sexuelles », *Éducation et sociétés*, 2022, vol. 1, n° 47, p. 5-22.
- GUIGNARD Thomas et LE CAROFF Coralie, « Gouvernamentalité et plateformes numériques : l'influence de Facebook sur la participation et les médias d'actualité », *Études de communication*, 2020, n° 55, p. 135-158.
- GUNTHERT André, « Violences publiques. L'image virale donne l'alerte », *Questions de communication*, 2020, n° 38, p. 333-350.
- GUNTHERT André, « L'image virale comme preuve. Les vidéos des violences policières dans la crise des Gilets jaunes », *Communications*, 2020, n° 106, p. 187-207.
- HABERMAS Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, traduit par Marc Buhot de Launay, Paris, Payot, 1993 [1962], 322 p.
- HÁJEK Roman et CARPENTIER Nico, « Alternative mainstream media in the Czech Republic: beyond the dichotomy of alterative and mainstream media », *Continuum*, 2015, vol. 29, n° 3, p. 365-382.
- HALIMI Serge, *Les nouveaux chiens de garde*, 2^e éd., Paris, Raisons d'agir, 2005 [1997], 155 p.
- HALIMI Serge et RINDEL Arnaud, « La conspiration. Quand les journalistes (et leurs favoris) falsifient l'analyse critique des médias », *Agone*, 2005, n° 34, p. 43-65.
- HALIMI Serge, VIDAL Dominique, MALER Henri et REYMOND Mathias, *L'opinion, ça se travaille... Les médias et « les guerres justes »*, 6^e éd., Marseille, Agone (coll. « Éléments »), 2014, 272 p.
- HALL Stuart, « Codage/décodage », *Réseaux*, traduit par Michèle Albaret et Marie-Christine Gamberini, 1994, vol. 12, n° 68, p. 27-39.
- HALLIN Daniel C. et MANCINI Paolo, *Comparing Media Systems. Three Models of Media and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 342 p.

- HALUPKA Max, « Clicktivism: A Systematic Heuristic », *Policy & Internet*, 2014, vol. 6, n° 2, p. 115-132.
- HAMIDI Camille, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n° 1, p. 5-25.
- HANITZSCH Thomas et VOS Tim P, « Journalism beyond democracy: A new look into journalistic roles in political and everyday life », *Journalism*, 2018, vol. 19, n° 2, p. 146-164.
- HARCUP Tony, « Listening to the voiceless. The practices and ethics of alternative journalism » dans Chris Atton (ed.), *The Routledge Companion to Alternative and Community Media*, New York, Routledge, 2015, p. 313-323.
- HARE Isabelle, « Le rêve brisé de Charles Enderlin : transposition du conflit israélo-palestinien devant les locaux de France 2 » dans *Actes de travaux du groupe de travail « Sociologie de la communication » - XVII^e congrès international des sociologues de langue française*, Tours, 2004, p. 166-174.
- HARVEY Nicolas, « L'internationalisation du *Monde diplomatique* : entre “cosmopolitisation” et homogénéisation éditoriale », *Pôle Sud*, 2009, n° 30, p. 85-97.
- HAYES Ingrid, *Radio Lorraine cœur d'acier (1979-1980). Les voix de la crise*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, 350 p.
- HEPP Andreas, *Deep Mediatization*, New York, Routledge, 2020, 260 p.
- HERMAN Edward S. et CHOMSKY Noam, *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, traduit par Dominique Arias, Marseille, Agone (coll. « Contre-Feux »), 2008 [1988], 672 p.
- HERVÉ Nicolas, « Présidentielle 2022 dans l'audiovisuel : l'anomalie statistique Zemmour ».
- HIAESHUTTER-RICE Dan et WEEKS Brian, « Understanding Audience Engagement with Mainstream and Alternative News Posts on Facebook », *Digital Journalism*, 2021, vol. 9, n° 5, p. 519-548.
- HOARE George et SPERBER Nathan, *Introduction à Antonio Gramsci*, 2^e éd., Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2019, 128 p.
- HOGGART Richard, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, traduit par Françoise Garcias, Jean-Claude Garcias et Jean-Claude Passeron, Paris, Minuit (coll. « Le sens commun »), 1970 [1957], 424 p.
- HONNETH Axel, *La société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique*, traduit par Olivier Voirol, Paris, La Découverte (coll. « Poche »), 2006, 350 p.
- HORKHEIMER Max et ADORNO Theodor W., *La dialectique de la Raison. Fragments philosophiques*, traduit par Éliane Kaufholz, Paris, Gallimard (coll. « Tel »), 1974 [1944], 281 p.
- HUPÉ Jean-Michel, LAMY Jérôme et SAINT-MARTIN Arnaud, « Effondrement sociologique ou la panique morale d'un sociologue », *Politix*, 2021, vol. 34, n° 134, p. 169-193.
- IYENGAR Shanto, « Framing Responsibility for Political Issues: The Case of Poverty », *Political Behavior*, 1990, vol. 12, n° 1, p. 19-40.
- JACQUEMART Alban et ALBENGA Viviane, « Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, 2015, vol. 28, n° 109, p. 7-20.
- JEANNERET Yves, *Critique de la trivialité. Les médiations de la communication, enjeu de pouvoir*, Paris, Éditions Non Standard, 2014, 765 p.

- JEANPIERRE Laurent, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte, 2019, 192 p.
- JOFFRIN Laurent, « Les médias, du rôle de juges à celui d'accusés. Critique de la critique. », *Libération*, 31 décembre 1998, p. 2.
- JOHSUA Florence, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015, 284 p.
- JOIGNANT Alfredo, « Compétence politique et bricolage. Les formes profanes du rapport au politique », *Revue française de science politique*, 2007, vol. 57, n° 6, p. 799-817.
- JOST François, *Médias : sortir de la haine ?*, Paris, CNRS Éditions, 2020, 224 p.
- JOUËT Josiane, « Pratiques de communication et figures de la médiation », *Réseaux*, 1993, vol. 11, n° 60, p. 99-120.
- JOUËT Josiane et LE CAROFF Coralie, « L'observation ethnographique en ligne » dans Christine Barats (ed.), *Manuel d'analyse du web*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 156-170.
- JOUX Alexandre, « Des journalistes pas comme les autres. Le traitement médiatique des Gilets jaunes, un révélateur des tensions qui traversent le journalisme », *Les Cahiers du numérique*, 2019, vol. 15, n° 3, p. 29-52.
- JOUX Alexandre, « Traiter de la Covid-19 : entre consensus professionnel et pratiques contestées », *Les Cahiers du journalisme*, 2022, n° 8-9, p. 69-84.
- JULLIARD Virginie, « #Theoriedugenre : comment débat-on du genre sur Twitter ? », *Questions de communication*, 2016, n° 30, p. 135-157.
- KANT Emmanuel, *Qu'est-ce que les Lumières ?*, Paris, Flammarion (coll. « GF »), 2020 [1784], 128 p.
- KATZ Elihu, « The Two-Step Flow of Communication: An Up-To-Date Report on an Hypothesis », *Public Opinion Quarterly*, 1957, vol. 21, n° 1, p. 61-78.
- KAUFMANN Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, 4^e éd., Paris, Armand Colin, 2016, 128 p.
- KAVADA Anastasia, « Creating the collective: social media, the Occupy Movement and its constitution as a collective actor », *Information, Communication & Society*, 2015, vol. 18, n° 8, p. 872-886.
- KELLNER Douglas et KIM Gooyong, « YouTube, Critical Pedagogy, and Media Activism », *Review of Education, Pedagogy, and Cultural Studies*, 2010, vol. 32, n° 1, p. 3-36.
- KENIX Linda Jean, *Alternative and Mainstream Media. The Converging Spectrum*, New York, Bloomsbury, 2011, 225 p.
- KEUCHEYAN Razmig, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La Découverte (coll. « Poche »), 2010, 400 p.
- KEUCHEYAN Razmig, « Alain de Benoist, du néofascisme à l'extrême droite "respectable". Enquête sur une *success story* intellectuelle », *Revue du Crieur*, 2017, n° 6, p. 128-143.
- KHAZRAEE Emad et NOVAK Alison N., « Digitally Mediated Protest: Social Media Affordances for Collective Identity Construction », *Social Media + Society*, 2018, vol. 4, n° 1, p. 1-14.
- KIM Dam Hee et ELLISON Nicole B., « From observation on social media to offline political participation: The social media affordances approach », *New Media & Society*, 2022, vol. 24, n° 12, p. 2614-2634.

- KLANDERMANS Bert, « The Demand and Supply of Participation: Social-Psychological Correlates of Participation in Social Movements » dans David A. Snow, Sarah A. Soule et Hanspeter Kriesi (eds.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Malden, Blackwell, 2004, p. 360-379.
- KNIGHT Graham et GREENBERG Josh, « Talk of the Enemy: Adversarial Framing and Climate Change Discourse », *Social Movement Studies*, 2011, vol. 10, n° 4, p. 323-340.
- KROGH Torbjörn VON et SVENSSON Göran, « Media Responses to Media Criticism », *Nordicom Review*, 2017, vol. 38, n° 1, p. 47-64.
- KROTZ Friedrich, « The meta-process of “mediatization” as a conceptual frame », *Global Media and Communication*, 2007, vol. 3, n° 3, p. 256-260.
- LADD Jonathan M., *Why Americans Hate the Media and How It Matters*, Princeton, Princeton University Press, 2012, 288 p.
- LAFON Benoît (ed.), « Des médiatisations au processus de médiatisation » dans *Médias et médiatisation*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble (coll. « Communication en + »), 2019, p. 157-189.
- LAGIER Elsa, « Parcours migratoires des parents et rapport des enfants à la politique. La part de l’histoire migratoire familiale dans la socialisation politique des descendants d’immigrés », *Recherches familiales*, 2016, n° 13, p. 21-33.
- LAHIRE Bernard, *L’homme pluriel. Les ressorts de l’action*, Paris, Fayard, 2011 [1998], 400 p.
- LAHIRE Bernard, *Monde pluriel. Penser l’unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012, 400 p.
- LAHIRE Bernard, *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Seuil/Gallimard (coll. « Points Essais »), 2012 [1995], 448 p.
- LAHIRE Bernard, *Dans les plis singuliers du social. Individus, institutions, socialisations*, Paris, La Découverte (coll. « Poche »), 2013, 186 p.
- LAMANTHE Annie, « Les restructurations, entre opportunités et contraintes : des cadres, ingénieurs et techniciens en reconversion créent leur entreprise dans le secteur des énergies renouvelables », *Travail et Emploi*, 2014, n° 138, p. 69-84.
- LE CAROFF Coralie, « Le partage de l’actualité politique sur les profils personnels de Facebook » dans Arnaud Mercier et Nathalie Pignard-Cheynel (eds.), *#info. Commenter et partager l’actualité sur Twitter et Facebook*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l’homme, 2018, p. 199-226.
- LE FOULGOC Aurélien, « 1990-2002 : une décennie de politique à la télévision française. Du politique au divertissement », *Réseaux*, 2003, vol. 2, n° 118, p. 23-63.
- LE BART Christian, *Petite sociologie des Gilets jaunes. La contestation en mode post-institutionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 212 p.
- LECHA Mélanie, « Médias hybrides en contexte de mobilisation : le cas des gazettes imprimées de Gilets jaunes », *Cahiers COSTECH*, 2023, n° 6, [En ligne].
- LECLERCQ Catherine, « Les ouvriers partis du “parti des ouvriers”. Retour sur un désengagement silencieux », *Savoir/Agir*, 2012, n° 22, p. 43-50.
- LEFEBVRE Rémi, « Vers une dé-démocratisation partisane ? Une approche comparée de la France insoumise et de la République en Marche », *Politique et Sociétés*, 2022, vol. 41, n° 2, p. 179-205.
- LEFILLIÂTRE Jérôme, « Gilets jaunes : les médias au stade autocritique », *Libération*, 19 janvier 2019, p. 2-5.

- LEFRANC Sandrine et SOMMIER Isabelle, « Les émotions et la sociologie des mouvements sociaux » dans Christophe Traïni (ed.), *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 273-293.
- LE GRIGNOU Brigitte et NEVEU Erik, *Sociologie de la télévision*, Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2017, 128 p.
- LEGRIS Samuel, « La conscience sociale des Gilets jaunes : étude sociologique de représentations en lutte », *Mots*, 2022, n° 129, p. 125-145.
- LE HAY Viviane, VEDEL Thierry et CHANVRIL Flora, « Usages des médias et politique : une écologie des pratiques informationnelles », *Réseaux*, 2011, vol. 6, n° 170, p. 45-73.
- LEMIEUX Cyril, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000, 468 p.
- LEMIEUX Cyril, « Une critique sans raison ? L'approche bourdieusienne des médias et ses limites » dans Bernard Lahire (ed.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris, La Découverte (coll. « Poche »), 2001, p. 205-230.
- LEMIEUX Cyril, « Critique du journalisme : comment repolitiser le débat ? », *Mouvements*, 2001, n° 15-16, p. 131-137.
- LEMIEUX Cyril (ed.), « L'autonomie, nécessité de la pratique journalistique » dans *La subjectivité journalistique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, p. 25-45.
- LEMIEUX Cyril, *La sociologie pragmatique*, Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2018, 128 p.
- LEROUX Pierre et RIUTORT Philippe, « Accumuler du capital médiatique en un temps record : Emmanuel Macron, ministre de l'Économie (août 2014-août 2016) » dans Clément Desrumaux et Jérémie Nollet (eds.), *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 2021, p. 27-39.
- LETEINTURIER Christine, « La légitimation des journalistes professionnels en France », *Sur le journalisme*, 2013, vol. 2, n° 2, p. 34-51.
- LÉVÊQUE Sandrine, « Usages croisés d'un événement médiatique » dans Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (eds.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005, p. 75-102.
- LIEVROUW Leah A., « Citizenship and the data subject » dans William H. Dutton (ed.), *A Research Agenda for Digital Politics*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2020, p. 186-201.
- LIGNIER Wilfried et PAGIS Julie, *L'enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent le monde social*, Paris, Seuil, 2017, 320 p.
- LIMONIER Kévin et AUDINET Maxime, « La stratégie d'influence informationnelle et numérique de la Russie en Europe », *Hérodote*, 2017, n° 164, p. 123-144.
- LIMONIER Kévin et GÉRARD Colin, « Guerre hybride russe dans le cyberspace », *Hérodote*, 2017, n° 166-167, p. 145-163.
- LIVIO Oren et COHEN Jonathan, « 'Fool me once, shame on you': Direct personal experience and media trust », *Journalism*, 2018, vol. 19, n° 5, p. 684-698.
- LOKOT Tetyana, « #IAmNotAfraidToSayIt: stories of sexual violence as everyday political speech on Facebook », *Information, Communication & Society*, 2018, vol. 21, n° 6, p. 802-817.
- LORDON Frédéric, *Imperium. Structures et affects des corps politiques*, Paris, La fabrique, 2015, 350 p.
- LORDON Frédéric, *Fin de monde ?*, <https://blog.mondediplo.net/fin-de-monde>, 5 décembre 2018, consulté le 2 juin 2023.

- LUPOVICI Raphaël, « La médiacritique en vidéo. La réception du travail des vidéastes engagés » dans Yvette Assilaméhou-Kunz et Franck Rebillard (eds.), *La machine YouTube. Contradictions d'une plateforme d'expression*, Caen, C&F éditions, 2022, p. 163-183.
- LUPOVICI Raphaël, « L'information transnationale des "Convois de la liberté" canadiens dans l'espace numérique des Gilets jaunes », *Sur le journalisme*, 2023, vol. 12, n° 1, p. 178-193.
- MABI Clément, « Luttés sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : radicalité politique et circulation des discours », *Études de communication*, 2016, n° 47, p. 111-130.
- MABI Clément, « Le débat public face aux "colères internet" », *Pouvoirs*, 2020, n° 175, p. 69-76.
- MABI Clément et THEVIOT Anaïs, « S'engager sur Internet. Mobilisations et pratiques politiques », *Politiques de communication*, 2014, n° 3, p. 5-24.
- MAIGRET Éric, *Sociologie de la communication et des médias*, 4^e éd., Paris, Armand Colin (coll. « U : Sociologie »), 2022, 352 p.
- MARCHETTI Dominique, « Les révélations du "journalisme d'investigation" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2000, n° 131-132, p. 30-40.
- MARIOT Nicolas, « Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 5, p. 707-738.
- MARIOT Nicolas, « Le frisson fait-il la manifestation ? », *Pouvoirs*, 2006, n° 116, p. 97-109.
- MARIOT Nicolas, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, 2010, vol. 23, n° 92, p. 167-194.
- MARIOT Nicolas, « La réflexivité comme second mouvement », *L'Homme*, 2012, n° 203-204, p. 369-398.
- MARQUET Jacques, VAN CAMPENHOUDT Luc et QUIVY Raymond, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 6^e éd., Malakoff, Armand Colin, 2022, 352 p.
- MARTY Emmanuel, REBILLARD Franck, POUCHOT Stéphanie et LAFOUGE Thierry, « Diversité et concentration de l'information sur le web. Une analyse à grande échelle des sites d'actualité français », *Réseaux*, 2012, vol. 6, n° 176, p. 27-72.
- MARTY Emmanuel, REBILLARD Franck, SMYRNAIOS Nikos et TOUBOUL Annelise, « Variété et distribution des sujets d'actualité sur Internet. Une analyse quantitative de l'information en ligne », *Mots*, 2010, n° 93, p. 107-126.
- MASCLET Olivier, *L'invité permanent. La réception de la télévision dans les familles populaires*, Paris, Armand Colin, 2018, 272 p.
- MATONTI Frédérique et POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, n° 155, p. 4-11.
- MATTELART Armand, *Diversité culturelle et mondialisation*, 3^e éd., Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2017, 128 p.
- MATTELART Tristan, « Russia Today et le renouveau de la diplomatie médiatique russe. De la projection mondiale du Kremlin à la "réinformation" en France » dans *Annuaire Français de relations internationales 2018*, Paris, Université Panthéon-Assas, 2018, p. 927-945.
- MATTONI Alice, « A Media-in-Practices Approach to Investigate the Nexus Between Digital Media and Activists' Daily Political Engagement », *International Journal of Communication*, 2020, vol. 14, p. 2828-2845.
- MATTONI Alice et TRERÉ Emiliano, « Media Practices, Mediation Processes, and Mediatization in the Study of Social Movements », *Communication Theory*, 2014, vol. 24, n° 3, p. 252-271.

- MAUGER Gérard, « Sens pratique et conditions sociales de possibilité de la pensée “pensante” », *Cités*, 2009, n° 38, p. 61-77.
- MAUGER Gérard et POLIAK Claude F., « Les usages sociaux de la lecture », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1998, n° 123, p. 3-24.
- MAZEAUD Alice et TALPIN Julien, « Participer pour quoi faire ? Esquisse d’une sociologie de l’engagement dans les budgets participatifs », *Sociologie*, 2010, vol. 1, n° 3, p. 357-374.
- MCCURDY Patrick, « Social Movements, Protest and Mainstream Media », *Sociology Compass*, 2012, vol. 6, n° 3, p. 244-255.
- MCQUAIL Denis et DEUZE Mark, *McQuail’s Media and Mass Communication Theory*, 7^e éd., Thousand Oaks, SAGE Publications, 2020, 688 p.
- MERCIER Arnaud, « Les modalités de la colère citoyenne sur Twitter », *Quaderni*, 2021, n° 104, p. 49-62.
- MERCIER Arnaud, « La médiatisation des Gilets jaunes avant la cristallisation du mouvement » dans Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier (eds.), *Les Gilets jaunes. Un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p. 79-92.
- MERCIER Arnaud et AMIGO Laura, « Tweets injurieux et haineux contre les journalistes et les “merdias” », *Mots*, 2021, n° 125, p. 73-91.
- MICHON Sébastien, « Les effets des contextes d’études sur la politisation », *Revue française de pédagogie*, 2008, n° 163, p. 63-75.
- MILAN Stefania, « From social movements to cloud protesting: the evolution of collective identity », *Information, Communication & Society*, 2015, vol. 18, n° 8, p. 887-900.
- MILL John Stuart, *De la liberté*, traduit par Laurence Lenglet, Paris, Gallimard, 1990 [1859], 242 p.
- MILLS C. Wright, « Situated Actions and Vocabularies of Motive », *American Sociological Review*, 1940, vol. 5, n° 6, p. 904-913.
- MIROLO Sandrine, *Le métier d’éducateur spécialisé. Entre engagement personnel et engagement professionnel*, Paris, L’Harmattan (coll. « Travail du social »), 2017, 320 p.
- MONNOYER-SMITH Laurence, « Le web comme dispositif : comment appréhender le complexe ? » dans Christine Barats (ed.), *Manuel d’analyse du web*, Paris, Armand Colin (coll. « U »), 2016, p. 13-33.
- MONNOYER-SMITH Laurence et WOJCIK Stéphanie, « La participation politique en ligne, vers un renouvellement des problématiques ? », *Participations*, 2014, vol. 1, n° 8, p. 5-29.
- MOROZOV Evgeny, *The Net Delusion. The Dark Side of Internet Freedom*, New York, Public Affairs, 2011, 428 p.
- MOUALEK Jérémie, « L’image disqualifiante de la “violence populaire” en démocratie. Le cas des Gilets jaunes et de leurs “clichés” », *Socio*, 2022, n° 16, p. 139-158.
- MOUFFE Chantal, « Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism? », *Social Research*, 1999, vol. 66, n° 3, p. 745-758.
- MOURÃO Rachel R, BROWN Danielle K et SYLVIE George, « Framing Ferguson: The interplay of advocacy and journalistic frames in local and national newspaper coverage of Michael Brown », *Journalism*, 2021, vol. 22, n° 2, p. 320-340.
- MUTZ Diana C., *Impersonal Influence. How Perceptions of Mass Collectives Affect Political Attitudes*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 356 p.

- MUXEL Anne, « La politisation par l'intime. Parler politique avec ses proches », *Revue française de science politique*, 2015, vol. 65, n° 4, p. 541-562.
- MUXEL Anne, « Le pluralisme politique à l'épreuve de la vie privée : entre normes et pratiques », *Revue française de sociologie*, 2015, vol. 56, n° 4, p. 735-769.
- MUXEL Anne, « La politique dans la chaîne des générations. Quelle place et quelle transmission ? », *Revue de l'OFCE*, 2018, vol. 2, n° 156, p. 29-41.
- MUXEL Anne, « Radicalité politique : entre protestation et rupture » dans Olivier Galland et Anne Muxel (eds.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018, p. 203-265.
- NEGRI Antonio, « Pour une définition ontologique de la multitude », *Multitudes*, 2002, n° 9, p. 36-48.
- NEGT Oskar, *L'espace public oppositionnel*, traduit par Alexander Neumann, Paris, Payot, 2007 [1972], 240 p.
- NEIHOUSER Marie, « Les blogs politiques, un support favorable à l'engagement citoyen ? », *Politiques de communication*, 2014, n° 3, p. 59-84.
- NEVEU Catherine, « “E pur si muove !” ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté », *Politix*, 2013, vol. 26, n° 103, p. 205-222.
- NEVEU Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 1999, vol. 17, n° 98, p. 17-85.
- NEVEU Erik, « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? À propos de Catherine Hakim, *Erotic Capital*, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital », *Revue française de science politique*, 2013, vol. 63, n° 2, p. 337-358.
- NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, 7^e éd., Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2019, 128 p.
- NEVEU Erik, *Sociologie du journalisme*, 5^e éd., Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2019, 128 p.
- NEVEU Erik, *Sociologie politique des problèmes publics*, 2^e éd., Paris, Armand Colin, 2022, 296 p.
- NEVEU Erik, *Des soixante-huitards ordinaires*, Paris, Gallimard (coll. « NRF Essais »), 2022, 448 p.
- NEZ Héloïse, « Émotions, délibération et pouvoir d'agir. Les assemblées des Indignés à Madrid » dans Loïc Blondiaux et Christophe Traïni (eds.), *La démocratie des émotions. Dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 93-118.
- OFFENSTADT Nicolas, « Le Moyen Âge de Jürgen Habermas. Enquête sur une réception allemande » dans Patrick Boucheron et Nicolas Offenstadt (eds.), *L'espace public au Moyen Âge. Débats autour de Jürgen Habermas*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011, p. 77-96.
- OGIEN Albert, *Politique de l'activisme. Essai sur les mouvements citoyens*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021, 224 p.
- OSER Jennifer, HOOGHE Marc et MARIEN Sofie, « Is Online Participation Distinct from Offline Participation? A Latent Class Analysis of Participation Types and Their Stratification », *Political Research Quarterly*, 2013, vol. 66, n° 1, p. 91-101.
- OUARDI Samira, « La critique des médias à l'ère de leur industrialisation. Contours d'une problématique et traces d'une tradition », *Mouvements*, 2010, n° 61, p. 11-22.
- OUARDI Samira et MALER Henri, « Où en est la critique des médias ? Entretien avec Henri Maler de l'association Acrimed », *Mouvements*, 2010, n° 61, p. 33-44.

- PACOURET Jérôme et OUKRAT Alan, « Les conditions économiques légitimes de production d'une information numérique "de qualité". Points de vue et divisions des journalistes », *Politiques de communication*, 2021, n° 16, p. 53-84.
- PAGIS Julie, « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en Mai 68 », *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n° 1, p. 61-89.
- PAILLÉ Pierre et MUCCHIELLI Alex, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 5^e éd., Paris, Armand Colin, 2021, 496 p.
- PAPACHARISSI Zizi, « Affective publics and structures of storytelling: sentiment, events and mediality », *Information, Communication & Society*, 2016, vol. 19, n° 3, p. 307-324.
- PARISER Eli, *The Filter Bubble. What the Internet Is Hiding from You*, New York, Penguin, 2011, 304 p.
- PASQUIER Dominique, *L'internet des familles modestes. Enquête dans la France rurale*, Paris, Presses des Mines, 2018, 220 p.
- PAUGAM Serge, « Formes d'intégration professionnelle et attitudes syndicales et politiques », *Revue française de sociologie*, 1999, vol. 40, n° 4, p. 715-751.
- PAULHET Jean-Baptiste, MABI Clément et FLACHER David, « Comment déclencher une mobilisation numérique de masse ? Le cas de "L'Affaire du Siècle" sur Facebook », *Réseaux*, 2022, vol. 4, n° 234, p. 195-229.
- PAVEAU Marie-Anne, « Technographismes en ligne. Énonciation matérielle visuelle et iconisation du texte », *Corela*, 2019, HS-28, [En ligne].
- PERNOT Hélène, « Syndicaliste et savant, si loin, si proche. Les militants SUD-PTT et leurs rapports avec les sciences sociales » dans Philippe Hamman, Jean-Matthieu Méon et Benoît Verrier (eds.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 177-198.
- PINSOLLE Dominique, *À bas la presse bourgeoise ! Deux siècles de critique anticapitaliste des médias, de 1836 à nos jours*, Marseille, Agone, 2022, 256 p.
- PLEYERS Geoffrey, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *Agora débats/jeunesses*, 2016, vol. 1, n° 72, p. 107-122.
- POELL Thomas et DIJCK José VAN, « Social Media and New Protest Movements » dans Jean Burgess, Alice Marwick et Thomas Poell (eds.), *The SAGE Handbook of Social Media*, Londres, SAGE Publications, 2018, p. 546-561.
- POELS Géraldine et LEFORT Véronique, *Étude. « Gilets jaunes » : une médiatisation d'une ampleur inédite*, <http://larevuedesmedias.ina.fr/gilets-jaunes-mediatisation-chaines-info-twitter>, 12 novembre 2019, consulté le 17 décembre 2020.
- POIROT Richard et HERVÉ Nicolas, *Les « gilets jaunes », trou noir médiatique*, <http://larevuedesmedias.ina.fr/les-gilets-jaunes-trou-noir-mediatique>, 30 juillet 2019, consulté le 17 décembre 2020.
- POLIAK Claude F., *La vocation d'autodidacte*, Paris, L'Harmattan, 1992, 251 p.
- POLIAK Claude F., « Manières profanes de "parler de soi" », *Genèses*, 2002, n° 47, p. 4-20.
- PORTA Donatella DELLA, « Social Movements » dans Dirk Berg-Schlosser, Bertrand Badie et Leonardo A. Morlino (eds.), *The SAGE Handbook of Political Science*, Londres, SAGE Publications, 2020, p. 656-673.
- POUPIN Perrine, « "On est plus chaud ! Plus chaud ! Plus chaud qu'le lacrymo !" L'expérience des violences policières dans le mouvement des Gilets jaunes », *Sociologie et sociétés*, 2019, vol. 51, n° 1-2, p. 177-200.

- PROVENDIER Émile, « “47 800 manifestants selon la machine”. La légitimation du comptage automatisé des manifestants par des médias français », *Revue française de science politique*, 2022, vol. 72, n° 1-2, p. 149-165.
- PUDAL Bernard, « Les communistes » dans Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (eds.), *Histoire des gauches en France. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2005, p. 51-75.
- QUEMENER Nelly, « “Vous voulez réagir ?”. L'étude des controverses médiatiques au prisme des intensités affectives », *Questions de communication*, 2018, n° 33, p. 23-41.
- QUEMENER Nelly, « De l'approche critique des représentations aux dynamiques affectives. Saisir les phénomènes d'intensification des échanges sur la chaîne YouTube de Dieudonné », *Communication & langages*, 2022, n° 212, p. 113-129.
- RAISON DU CLEUZIOU Yann, *Une contre-révolution catholique. Aux origines de la Manif pour tous*, Paris, Seuil, 2019, 340 p.
- RAMACIOTTI MORALES Pedro, COINTET Jean-Philippe, BENBOUZID Bilel, CARDON Dominique, FROIO Caterina, METIN Omer Faruk, OOGHE-TABANOU Benjamin et PLIQUE Guillaume, « Atlas multi-plateforme d'un mouvement social. Le cas des Gilets jaunes », *Statistique et société*, 2021, vol. 9, n° 1-2, p. 39-77.
- RAMBAUD Elsa, « L'organisation sociale de la critique à Médecins sans frontières », *Revue française de science politique*, 2009, vol. 59, n° 4, p. 723-756.
- RAMBAUD Elsa, « La “petite” critique, la “grande” et “la” révolution. Pour une acception non normative de la critique », *Revue française de science politique*, 2017, vol. 67, n° 3, p. 469-495.
- RAMBAUD Elsa et SIMÉANT-GERMANOS Johanna, « Notes pour une sociologie incarnée du travail de la critique », *Sociétés contemporaines*, 2022, n° 125, p. 5-33.
- RATINAUD Pierre et SEBBAH Brigitte, « Frénésie médiatique dans la presse quotidienne française : analyse lexicométrique de 100000 articles sur les Gilets jaunes » dans Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier (eds.), *Les Gilets jaunes. Un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p. 93-114.
- RAVELLI Quentin, « Un chaos organisé. La grappe de ronds-points comme structure politique souple », *Condition humaine / Conditions politiques*, 2020, n° 1, [En ligne].
- RAYMOND Lucie, « “L'antisystème” : de la formule à la posture médiatique », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2022, vol. 23, n° 3, p. 55-67.
- RAYNAULD Vincent, RICHEZ Emmanuelle et WOJCIK Stéphanie, « Les groupes minoritaires et/ou marginalisés à l'ère numérique », *Terminal*, 2020, n° 127, [En ligne].
- REBILLARD Franck, « Du traitement de l'information à son retraitement. La publication de l'information journalistique sur l'internet », *Réseaux*, 2006, vol. 3, n° 137, p. 29-68.
- REBILLARD Franck, *Le web 2.0 en perspective. Une analyse socio-économique de l'internet*, Paris, L'Harmattan, 2007, 162 p.
- REBILLARD Franck, « L'étude des médias est-elle soluble dans l'informatique et la physique ? À propos du recours aux *digital methods* dans l'analyse de l'information en ligne », *Questions de communication*, 2011, n° 20, p. 353-376.
- REBILLARD Franck, « La rumeur du *PizzaGate* durant la présidentielle de 2016 aux États-Unis. Les appuis documentaires du numérique et de l'Internet à l'agitation politique », *Réseaux*, 2017, vol. 2, n° 202-203, p. 273-310.

- REBILLARD Franck et SMYRNAIOS Nikos, « Quelle “plateformisation” de l’information ? Collusion socioéconomique et dilution éditoriale entre les entreprises médiatiques et les infomédiaires de l’Internet », *tic&société*, 2019, vol. 13, n° 1-2, p. 247-293.
- RECKWITZ Andreas, « Toward a Theory of Social Practices. A Development in Culturalist Theorizing », *European Journal of Social Theory*, 2002, vol. 5, n° 2, p. 243-263.
- RENAULT Emmanuel, *Marx et la philosophie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, 208 p.
- REY Alain (ed.), « Critique » dans *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2022, p. 671-672.
- RIBONI Ulrike Lune, « Images anonymes, registres de visibilité et espace(s) public(s) », *Questions de communication*, 2019, n° 35, p. 153-169.
- RIBONI Ulrike Lune, « Au-delà du “vidéo-activisme” : la politisation de la vidéo dans les luttes sociales contemporaines », *Questions de communication*, 2022, n° 41, p. 49-62.
- RICŒUR Paul, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil (coll. « Points Essais »), 1990, 448 p.
- RIEFFEL Rémy, *Que sont les médias ? Pratiques, identités, influences*, Paris, Gallimard (coll. « Folio actuel »), 2005, 544 p.
- RINGOOT Roselyne et UTARD Jean-Michel (eds.), « Genres journalistiques et “dispersion” du journalisme » dans *Le journalisme en invention. Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 2005, p. 21-47.
- RIPOLL Fabrice, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d’action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, 2008, vol. 3, n° 134, p. 83-97.
- RIUTORT Philippe, « Grandir l’événement. L’art et la manière de l’éditorialiste », *Réseaux*, 1996, vol. 14, n° 76, p. 61-81.
- ROBINEAU Colin, *Devenir révolutionnaire. Sociologie de l’engagement autonome*, Paris, La Découverte, 2022, 218 p.
- ROMELE Alberto, *Digital Habitus. A Critique of the Imaginaries of Artificial Intelligence*, New York, Routledge, 2024, 184 p.
- RONZHYN Alexander, CARDENAL Ana Sofia et BATLLE RUBIO Albert, « Defining affordances in social media research: A literature review », *New Media & Society*, 2023, vol. 25, n° 11, p. 3165-3188.
- ROSA Hartmut, *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, traduit par Sacha Zilberfarb et arah Raquillet, Paris, La Découverte, 2018, 726 p.
- ROSA Hartmut, « Résonance démocratique ou mondes vécus cloisonnés ? Réflexions sur les transformations de l’espace public au XXI^e siècle à partir de la théorie de la résonance », *Réseaux*, traduit par Olivier Voirol, 2022, vol. 5, n° 235, p. 73-101.
- ROSANVALLON Pierre, *La contre-démocratie. La politique à l’âge de la défiance*, Paris, Seuil (coll. « Points Essais »), 2006, 352 p.
- RUELLAN Denis, *Les « Pro » du journalisme. De l’état au statut, la construction d’un espace professionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 1997, 172 p.
- RUELLAN Denis, *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2007, 232 p.
- RYFE David Michael, « New Institutionalism and the News », *Political Communication*, 2006, vol. 23, n° 2, p. 135-144.

- SAINSAULIEU Ivan, « Le syndicalisme à l'hôpital : sociologie d'une insatisfaction », *Les Tribunes de la santé*, 2008, n° 18, p. 83-94.
- SAINSAULIEU Ivan et SURDEZ Muriel (eds.), « Le travail contemporain et ses significations politiques » dans *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 11-23.
- SAITTA Eugénie, « Les transformations du rapport à la politique des journalistes français et italiens », *Savoir/Agir*, 2014, n° 28, p. 27-32.
- SANTOS Marcelo, SALDAÑA Magdalena et TSYGANOVA Ksenia, « Subversive affordances as a form of digital transnational activism: The case of Telegram's native proxy », *New Media & Society*, 2024, vol. 26, n° 1, p. 131-153.
- SANTOS Nina, « Le médiactivisme pendant les manifestations au Brésil de 2013 : Twitter comme espace critique des médias traditionnels », *Le Temps des médias*, 2020, n° 35, p. 87-104.
- SAWICKI Frédéric et SIMÉANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 2009, vol. 51, p. 97-125.
- SCHEUFELE Dietram A. et TEWKSBURY David, « Framing, Agenda Setting, and Priming: The Evolution of Three Media Effects Models », *Journal of Communication*, 2007, vol. 57, n° 1, p. 9-20.
- SCHRADIE Jen, « The Digital Activism Gap: How Class and Costs Shape Online Collective Action », *Social Problems*, 2018, vol. 65, n° 1, p. 51-74.
- SCHUDSON Michael, « Journalism's Multiple Gods. Objectivity, Its Variants, and Its Rivals » dans Stuart Allan (ed.), *The Routledge Companion to News and Journalism*, 2^e éd., New York, Routledge, 2022, p. 93-101.
- SCHWARTZ Olivier, *Peut-on parler des classes populaires ?*, <https://laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>, 13 septembre 2011, consulté le 2 avril 2023.
- SCHWARTZ Sander Andreas et MAHNKE Martina Skrubbeltrang, « Facebook use as a communicative relation: exploring the relation between Facebook users and the algorithmic news feed », *Information, Communication & Society*, 2021, vol. 24, n° 7, p. 1041-1056.
- SCOTT Ben et MCCHESENEY Robert W., « A Century of Radical Media Criticism in the USA » dans David Berry et John Theobald (eds.), *Radical Mass Media Criticism. A Cultural Genealogy*, Montréal, Black Rose Books, 2006, p. 177-191.
- SEBBAH Brigitte, LOUBÈRE Lucie, SOUILLARD Natacha, THIONG-KAY Laurent et SMYRNAIOS Nikos, *Les Gilets jaunes se font une place dans les médias et l'agenda politique*, Toulouse, LERASS - Université de Toulouse, 2018.
- SEBBAH Brigitte, LOUBÈRE Lucie, SOUILLARD Natacha, RENARD Julie et SMYRNAIOS Nikos, *La dilution des Gilets jaunes dans l'agenda médiatique et politique. Quand le mouvement ne fait plus l'événement mais tente de se consolider*, Toulouse, LERASS - Université de Toulouse, 2019.
- SEBBAH Brigitte, MARCHAND Pascal, SOUILLARD Natacha, LOUBÈRE Lucie, SMYRNAIOS Nikos et RENARD Julie, *Les Gilets jaunes : le pari gagné de l'existence médiatique ?*, Toulouse, LERASS - Université de Toulouse, 2019.
- SEBBAH Brigitte et MERCIER Arnaud, « Les défis journalistiques d'un mouvement social organisé sur les réseaux socionumériques » dans Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier (eds.), *Les Gilets jaunes. Un défi journalistique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2022, p. 65-76.
- SEBBAH Brigitte, SOUILLARD Natacha, THIONG-KAY Laurent et SMYRNAIOS Nikos, *Les Gilets Jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes*, Toulouse, LERASS - Université de Toulouse, 2018.

- SEDDA Paola, « L'internet contestataire comme pratique d'émancipation. Des médias alternatifs à la mobilisation numérique », *Les Cahiers du numérique*, 2015, vol. 11, n° 4, p. 25-51.
- SEDDA Paola, « La mobilisation numérique : entre émancipation et rationalisation », *Approches Théoriques en Information-Communication*, 2021, vol. 2, n° 3, p. 53-74.
- SEDEL Julie, « Une analyse comparée de la médiatisation de deux sociologues de la délinquance juvénile », *Questions de communication*, 2009, n° 16, p. 97-118.
- SEDEL Julie, « Les ressorts sociaux de la médiatisation des banlieues », *Savoir/Agir*, 2014, n° 28, p. 51-56.
- SEDEL Julie, *Dirigeants de médias. Sociologie d'un groupe patronal*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Res publica »), 2021, 273 p.
- SEDEL Julie, *Sociologie des dirigeants de presse*, Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 2022, 128 p.
- SÉNAC Réjane, *Radicales et fluides. Les mobilisations contemporaines*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021, 296 p.
- SHILS Edward, *The Constitution of Society*, Chicago, University of Chicago Press (coll. « Heritage of Sociology Series »), 1982, 414 p.
- SIBLOT Yasmine, « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations. Analyse d'un sens pratique du service public », *Sociétés contemporaines*, 2005, n° 58, p. 85-103.
- SIBLOT Yasmine, CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLET Olivier et RENAHY Nicolas, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015, 368 p.
- SILVERSTONE Roger, « Télévision, mythe et culture », *Réseaux*, 1990, vol. 9, n° 44, p. 201-222.
- SIMÉANT Johanna, « Fiches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants » dans Philippe Hamman, Jean-Mathieu Méon et Benoît Verrier (eds.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 17-53.
- SIMON Alice, « Les catégorisations enfantines de la politique », *Politiques de communication*, 2018, n° 10, p. 193-223.
- SIROUX Jean-Louis, *Qu'ils se servent de leurs armes. Le traitement médiatique des Gilets jaunes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2020, 164 p.
- SMYRNAIOS Nikos et BAINÉE Olivier, « Critically understanding the platformization of the public sphere », *European Journal of Communication*, 2023, vol. 38, n° 5, p. 435-445.
- SMYRNAIOS Nikos, TSIMBOUKIS Panos et LOUBÈRE Lucie, « La controverse de Didier Raoult et de sa proposition thérapeutique contre la COVID-19 sur Twitter : analyse de réseaux et de discours », *Communiquer*, 2021, n° 32, [En ligne].
- SOMMIER Isabelle, « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux » dans Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (eds.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 185-202.
- SOUILLARD Natacha, SEBBAH Brigitte, LOUBÈRE Lucie, THIONG-KAY Laurent et SMYRNAIOS Nikos, « Les Gilets jaunes, étude d'un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques », *Terminal*, 2020, n° 127, [En ligne].
- SPARROW Bartholomew H., « A Research Agenda for an Institutional Media », *Political Communication*, 2006, vol. 23, n° 2, p. 145-157.
- STAVO-DEBAUGE Joan, « De la critique, une critique. Sur le geste "radical" de Luc Boltanski », *EspacesTemps.net*, 2011, [En ligne].

- STEPHAN Gaël, « La réinformation par l'archive (2003-2013). Doctrine et constitution d'un réseau médiactiviste », *Le Temps des médias*, 2020, n° 35, p. 72-86.
- STEPHAN Gaël et VAUCHEZ Ysé, « Dévoiler les “bobards” des médias dominants. Les stratégies de (dé)légitimation de la réinformation », *RESET*, 2021, n° 10, [En ligne].
- STRÖMBÄCK Jesper, TSFATI Yariv, BOOMGAARDEN Hajo, DAMSTRA Alyt, LINDGREN Elina, VLIAGENTHART Rens et LINDHOLM Torun, « News media trust and its impact on media use: toward a framework for future research », *Annals of the International Communication Association*, 2020, vol. 44, n° 2, p. 139-156.
- SUITER Jane et FLETCHER Richard, « Polarization and partisanship: Key drivers of distrust in media old and new? », *European Journal of Communication*, 2020, vol. 35, n° 5, p. 484-501.
- SUSEN Simon, « Une réconciliation entre Pierre Bourdieu et Luc Boltanski est-elle possible ? Pour un dialogue entre la sociologie critique et la sociologie pragmatique de la critique » dans Bruno Frère (ed.), *Le tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, p. 151-186.
- SVENSSON Anders et WAHLSTRÖM Mattias, « Climate change or what? Prognostic framing by Fridays for Future protesters », *Social Movement Studies*, 2023, vol. 22, n° 1, p. 1-22.
- TALPIN Julien, « Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatiste de la compétence civique », *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n° 1, p. 91-115.
- TANDOC JR. Edson C. et MAITRA Julian, « News organizations' use of Native Videos on Facebook. Tweaking the journalistic field one algorithm change at a time », *New Media & Society*, 2018, vol. 20, n° 5, p. 1679-1696.
- TANT Cédric, *La critique publique que s'adressent les journalistes et les politiques lors de polémiques. Dimensions métadiscursives et articulations de la démocratie en France, en Suisse francophone, au Québec et en Belgique francophone*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Saint-Louis, Bruxelles, 2023, 548 p.
- TARRAGONI Federico, « Du rapport de la subjectivation politique au monde social. Les raisons d'une mésentente entre sociologie et philosophie politique », *Raisons politiques*, 2016, n° 62, p. 115-130.
- TARRAGONI Federico, *L'esprit démocratique du populisme*, Paris, La Découverte, 2019, 372 p.
- TÉVANIAN Pierre et TISSOT Sylvie, « La langue des médias, pourquoi la critiquer, comment la critiquer ? », *Mouvements*, 2010, n° 61, p. 45-59.
- THIN Daniel, « “Les plus hauts ils aiment bien que le peuple... reste aveugle”. Groupes de femmes de quartiers populaires et socialisation politique », *Sociétés contemporaines*, 2018, n° 112, p. 23-44.
- THIONG-KAY Laurent, « L'automédia, objet de luttes symboliques et figure controversée. Le cas de la médiatisation de la lutte contre le barrage de Sivens (2012-2015) », *Le Temps des médias*, 2020, n° 35, p. 105-120.
- THIONG-KAY Laurent, « Divisions du travail médiatique entre journalistes et militants, de l'altermondialisme à Sivens », *Sur le journalisme*, 2021, vol. 10, n° 1, p. 162-173.
- THORBJØRNSRUD Kjersti et FIGENSCOU Tine Ustad, « The Alarmed Citizen: Fear, Mistrust, and Alternative Media », *Journalism Practice*, 2022, vol. 16, n° 5, p. 1018-1035.
- THORSON Kjerstin, COTTER Kelley, MEDEIROS Mel et PAK Chankyung, « Algorithmic inference, political interest, and exposure to news and politics on Facebook », *Information, Communication & Society*, 2021, vol. 24, n° 2, p. 183-200.

- TILLY Charles et TARROW Sidney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, traduit par Rachel Bouyssou, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po (coll. « Références »), 2015 [2007], 402 p.
- TOURNIER Vincent, « Les “Guignols de l’info” et la socialisation politique des jeunes. (À travers deux enquêtes iséroises) », *Revue française de science politique*, 2005, vol. 55, n° 4, p. 691-724.
- TOUSSAINT-DESMOULINS Nadine, *L’économie des médias*, 9^e éd., Paris, Presses Universitaires de France (coll. « Que sais-je ? »), 2015, 128 p.
- TRAÏNI Christophe (ed.), « L’opposition à la tauromachie » dans *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 193-213.
- TRAÏNI Christophe et SIMÉANT-GERMANOS Johanna, « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? » dans Christophe Traïni (ed.), *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 11-34.
- TREEM Jeffrey W. et LEONARDI Paul M., « Social Media Use in Organizations: Exploring the Affordances of Visibility, Editability, Persistence, and Association », *Annals of the International Communication Association*, 2013, vol. 36, n° 1, p. 143-189.
- TREEM Jeffrey W., LEONARDI Paul M. et VAN DEN HOOFF Bart, « Computer-Mediated Communication in the Age of Communication Visibility », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 2020, vol. 25, n° 1, p. 44-59.
- TROM Danny, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs » dans Daniel Cefaï et Danny Trom (eds.), *Les formes de l’action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l’EHESS, 2001, p. 99-134.
- TSFATI Yariv et ARIELY Gal, « Individual and Contextual Correlates of Trust in Media Across 44 Countries », *Communication Research*, 2014, vol. 41, n° 6, p. 760-782.
- TSFATI Yariv, STRÖMBÄCK Jesper, LINDGREN Elina, DAMSTRA Alyt, BOOMGAARDEN Hajo G et Vliegenthart Rens, « Going Beyond General Media Trust: An Analysis of Topical Media Trust, its Antecedents and Effects on Issue (Mis)perceptions », *International Journal of Public Opinion Research*, 2022, vol. 34, n° 2, p. 1-12.
- TUFEKCI Zeynep, *Twitter et les gaz lacrymogènes. Forces et fragilités de la contestation connectée*, traduit par Anne Lemoine, Caen, C&F éditions, 2019, 430 p.
- VAUCHEZ Ysé, « La crédulité des crédules. Débat public et panique morale autour des fake news en France », *Émulations*, 2022, n° 41, p. 71-101.
- VEHOVAR Vasja et LOZAR MANFREDA Katja, « Overview: Online Surveys » dans Nigel Fielding, Raymond M. Lee et Grant Blank (eds.), *The SAGE Handbook of Online Research Methods*, 2^e éd., Londres, SAGE Publications, 2017, p. 143-161.
- VOIROL Olivier, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d’une problématique », *Réseaux*, 2005, vol. 1-2, n° 129-130, p. 89-121.
- VOIROL Olivier, « Le travail normatif du narratif. Les enjeux de reconnaissance dans le récit médiatique », *Réseaux*, 2005, vol. 4, n° 132, p. 51-71.
- VOIROL Olivier, « Idéologie : concept culturaliste et concept critique », *Actuel Marx*, 2008, n° 43, p. 62-78.
- VOIROL Olivier, « Les résonances de l’enquête. Aliénation, “relations au monde” et communication sociale », *Réseaux*, 2022, vol. 5, n° 235, p. 103-136.

- WAGNER-EGGER Pascal, ADAM-TROIAN Jais, CORDONIER Laurent, CAFIERO Florian et BRONNER Gérald, « The Yellow Vests in France: Psychosocial Determinants and Consequences of the Adherence to a Social Movement in a Representative Sample of the Population », *International Review of Social Psychology*, 2022, vol. 35, n° 1, p. 1-14.
- WAJCMAN Judy, « How Silicon Valley Sets Time », *New Media & Society*, 2019, vol. 21, n° 6, p. 1272-1289.
- WALL Melissa, « Citizen Journalism. A retrospective on what we know, an agenda for what we don't », *Digital Journalism*, 2015, vol. 3, n° 6, p. 797-813.
- WESTLUND Oscar et EKSTRÖM Mats, « News Organizations and Routines » dans Karin Wahl-Jorgensen et Thomas Hanitzsch (eds.), *The Handbook of Journalism Studies*, 2^e éd., New York, Routledge, 2019, p. 73-89.
- WITTGENSTEIN Ludwig, *Tractatus logico-philosophicus*, traduit par Gilles-Gaston Granger, Paris, Gallimard (coll. « Tel »), 1993 [1922], 128 p.
- WITTGENSTEIN Ludwig, *De la certitude*, traduit par Danièle Moyal-Sharrock, Paris, Gallimard, 2006 [1969], 224 p.
- WOLTON Dominique, « Une critique de la critique : Bourdieu et les médias » dans Jean-François Dortier (ed.), *Pierre Bourdieu*, Auxerre, Sciences Humaines, 2008, p. 112-115.
- WRIGHT Erik Olin, *Utopies réelles*, traduit par Vincent Farnea et João Alexandre Peschanski, Paris, La Découverte (coll. « Poche »), 2017 [2010], 528 p.
- YON Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militier en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, 2005, vol. 18, n° 70, p. 137-167.
- ZHAO Shanyang, « The Internet and the Transformation of the Reality of Everyday Life: Toward a New Analytic Stance in Sociology », *Sociological Inquiry*, 2006, vol. 76, n° 4, p. 458-474.

Autres documents :

- Baromètre 2019 de la confiance des Français dans les médias*, Paris, La Croix-Kantar, 2019.
- « Compte-rendu complet de "l'Assemblée des Assemblées" des Gilets jaunes. 26 et 27 janvier 2019 à Commercy (Meuse) », p. 59. Téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.giletsjaunes-coordination.fr/wp-content/uploads/2019/06/compte-rendu-complet-ag-des-ag-des-gilets-jaunes-a-commercy-26-27-janvier-2019.pdf> (consultée le 17 août 2023).
- « Compte-rendu de la 2e Assemblée des assemblées des Gilets jaunes - Saint-Nazaire », p. 48. Téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.giletsjaunes-coordination.fr/wp-content/uploads/2019/04/compte-rendu-complet-2e-ada-stnazaire.pdf> (consultée le 17 août 2023).
- La confiance des Français dans les médias. Résultats de l'édition 2023 du baromètre La Croix/Kantar Public*, Paris, La Croix/Kantar, 2023.
- La représentation de la société française à la télévision et à la radio - Exercice 2021 et actions 2022*, Paris, Rapport au Parlement, Arcom, 2022.

ANNEXES

Annexe n° 1 – Liste des entretiens réalisés

Prénom	Âge	Sexe	Profession	Date	Durée	Département (Région)
Yohann*	28	H	Doctorant en économie	14/04/2021	1h28	Val-de-Marne (Île-de-France)
Marguerite*	49	F	Ancienne aide-soignante	26/04/2021	1h11	
Jean-Pierre*	72	H	Retraité (facteur)	27/04/2021	1h26	
Malika*	57	F	Assistante de direction dans l'associatif	30/04/2021	1h26	
Véronique*	66	F	Professeure de philosophie en lycée	10/05/2021	55 min	
Corinne*	67	F	Retraîtée (chargée d'enquête au ministère de l'Éducation nationale)	17/05/2021	1h03	
Mélanie*	40	F	Étudiante en psychologie (anciennement photographe)	20/05/2021	1h01	
Alex*	46	H	Maître-nageur	28/05/2021	1h11	Essonne (Île-de-France)
Mike	39	H	Réceptionnaire	19/10/2021	1h10	
Nathalie ⁱ	44	F	Commerçante	29/10/2021	1h04	Orne (Normandie)
Célia	47	F	Sans-emploi (aide-ménagère)		44 min	
Catherine	59	F	Employée polyvalente en supermarché		1h04	
Jean-Paul	60	H	Pré-retraité en invalidité (buraliste)		1h15	
Xavier	47	H	Entrepreneur dans le secteur de l'informatique	06/12/2021	1h02	Alpes-Maritimes (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
Marina	51	F	Sans emploi (salariée dans l'associatif)		1h23	
Marion ⁱ	49	F	Employée administrative		38 min	
Philippe	56	H	Artisan menuisier		1h16	
Isabelle	62	F	Masseuse	07/12/2021	1h26	Haute-Savoie (Auvergne-Rhône-Alpes)
Jean-Jacques	69	H	Retraité (professeur d'arts plastiques)	20/12/2021	1h01	
Sylvie ⁱ	62	F	Employée administrative		1h06	
Mireille	61	F	Auxiliaire de vie sociale		1h04	
Thierry	70	H	Retraité (facteur)	21/12/2021	47 min	
Viviane	49	F	Employée administrative (en reconversion)		44 min	
Jean	67	H	Retraité (éducateur spécialisé)	05/01/2022	1h22	Finistère (Bretagne)
Monique	64	F	Retraîtée (aide-soignante)		55 min	
Loïc	30	H	Aide-soignant		54 min	
Cédric ⁱ	39	H	Sans emploi (graphiste)		1h01	Hérault (Occitanie)
Victor	27	H	Ouvrier des travaux forestiers (en formation)	10/01/2022	1h57	
Antoine ⁱ	45	H	Vidéaste	26/01/2022	1h36	
Rémi	52	H	Enquêteur et formateur social	27/01/2022	1h34	
Georges ⁱ	60	H	Artisan du bâtiment	28/01/2022	47 min	
Victoria ^c	44	F	Loueuse de chambres d'hôtes		1h04	
Lucas ^c	43	H	Ouvrier cariste		43 min	
Hervé	70	H	Retraité (notamment photographe de presse)		34 min	
Francis	71	H	Retraité (garde-forestier)	29/01/2022	34 min	Meuse (Grand Est)
Stan	39	H	Technicien administratif des collectivités territoriales	28/03/2022	57 min	
Cyril	21	H	Employé dans la restauration	16/03/2023	1h14	Haute-Garonne (Occitanie)
Sophie	55	F	Sans emploi (comptable)	21/03/2023	1h12	Seine-Saint-Denis (Île-de-France)

Note : les pseudonymes avec un * sont ceux du terrain préliminaire, ceux avec un ⁱ furent mes intermédiaires et ceux avec un ^c sont ceux avec qui j'ai réalisé un entretien de couple.

Annexe n° 2 – Guide d’entretien

Pour commencer est-ce que vous pouvez vous présenter brièvement, me raconter d’où vous venez, votre parcours ?

Médias généralités

- Vous consultez quels médias pour vous informer ? Depuis combien de temps ? Quand les consultez-vous ? (Les faire par support)
- Discutez-vous de l’actualité avec votre entourage ? de quels sujets en général ? / Si non : pourquoi ?
- Quels sont les RSN que vous fréquentez ? Qu’est-ce que vous aimez regarder ? Vous partagez des choses ? / Si aucun RSN fréquenté, ou rarement : pourquoi ?
- Quand vous étiez enfant comment ça se passait chez vous en termes de médias ? On regardait la TV/écoutait la radio/lisait le journal ? / Si faible activité médiatique : quand avez-vous commencé à vous informer, à consulter les médias ?

Gilets jaunes

- Citoyenneté : Vous aviez quelle activité citoyenne avant le mouvement ? Votre famille était-elle politisée ? Aujourd’hui quelle est la place de la politique dans votre vie ?
- Comment vous en êtes venu à vous investir dans le mouvement des Gilets jaunes ? Quels ont été les moments qui vont ont marqué dans ce mouvement ?
- Comment communiquez-vous avec les autres Gilets jaunes ?
- Et comment est-ce que vous vous informiez du début de votre implication jusqu’à la fin de 2019 ? Vous consultiez beaucoup les médias à ce moment ?
- Qu’est-ce que vous avez pensé du traitement médiatique du mouvement ? Pouvez-vous me donner un exemple ? Vous avez rencontré des journalistes durant cette période ?
- Est-ce qu’il y a des médias que vous avez commencé à consulter à partir du mouvement ?
- Comment a changé votre regard sur les médias avec le mouvement ?

Médias bis

- Que pensiez-vous des médias avant le mouvement ?
- Comme évaluez-vous la fiabilité des informations des grands médias ?
- Qu’est-ce que vous attendez d’un grand média ? Quel rôle jouent-ils dans la vie politique en France aujourd’hui ? Si vous pouviez changer quelque chose dans les médias qu’est-ce que ce serait ?
- Que pensez-vous des liens entre journalistes et monde politique/économique ?
- Quels sont les journalistes que vous appréciez ? Quels sont ceux que vous aimez le moins ?

Numérique

- Quand avez-vous commencé à utiliser l’informatique ? eu accès à internet ? smartphones ?
- Qu’est-ce qu’internet a changé dans votre façon de s’informer ?
 - o Qu’est-ce que vous appréciez dans internet par rapport aux médias traditionnels ?
 - o Vous recherchez quels types d’infos sur internet ?
 - o Qu’est-ce qu’internet vous a apporté en tant que citoyen/citoyenne ?
 - o Vous consultez les RSN combien de fois par jour ? à quel moment ? comment ça a évolué ?
- Est-ce qu’il y a des choses que vous avez apprises sur internet que vous n’auriez pas pu apprendre avec les médias traditionnels ?

Âge, profession, situation familiale, scolarité/études, lieu d’habitation.

Annexe n° 3 – Captures d'écran

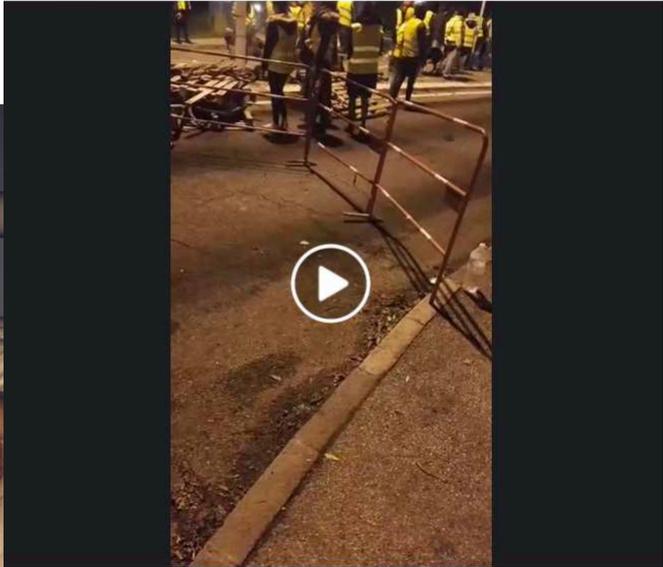
Cette annexe contient l'intégralité des captures d'écran des publications générées par la recherche sur CrowdTangle. Elles sont présentées d'abord par mois, puis par corpus (le groupe Carte des rassemblements et l'échantillon de pages). La présentation restitue leur classement par score de surperformance tel qu'affiché dans l'interface de CrowdTangle.

Novembre 2018

Carte des rassemblements

Je ressors de l'hôpital des Quinze-Vingt où j'ai visité mon ami de jeunesse Patrick. Il a perdu son œil gauche et son globe oculaire est poly-fracturé. Il a subi une première intervention chirurgicale de plusieurs heures et en subira d'autres, dont une ultime reconstructrice. Patrick manifestait paisiblement parmi les gilets jaunes dans le secteur de la Madeleine et respectait la consigne de ne pas se rendre sur les Champs-Élysées. Vers 16 H 30, voyant la situation dégénérer, il était bien en arrière de la ligne de contact avec les forces de l'ordre et s'en éloignait encore quand son œil gauche s'est subitement « éteint ». Les pompiers sont venus à son chevet, les forces de l'ordre, remontées sur les lieux, faisaient plus que couvrir cette intervention de secours. Personne n'a relevé ce fait gravissime. Jusqu'ici lorsqu'un manifestant perdait un œil, la presse le faisait savoir. Photo de Patrick prise ce jour avec son consentement
See less

Avignon nord à Sorgue à la zone la STEF bloqué et toute la zone logistiques 2 ème plus grande zone d'Europe 500 personne sur 5 point strategique Partager BFM dit que le mouvement s'essouffle 🙄



211.32x 12.7K 2.1K 23.9K

65.50x 2.9K 918 5.1K

Contrairement à ce que veulent faire croire les médias, beaucoup d'artisans et petits commerçants soutiennent le mouvement car sont eux aussi assommés par les taxes.



Bonjour mettre vos département de blocage (bfm dise qui en a que 50 aujourd'hui)

51.79x 3.7K 100 5.7K

48.89x 1.7K 8.0K 895

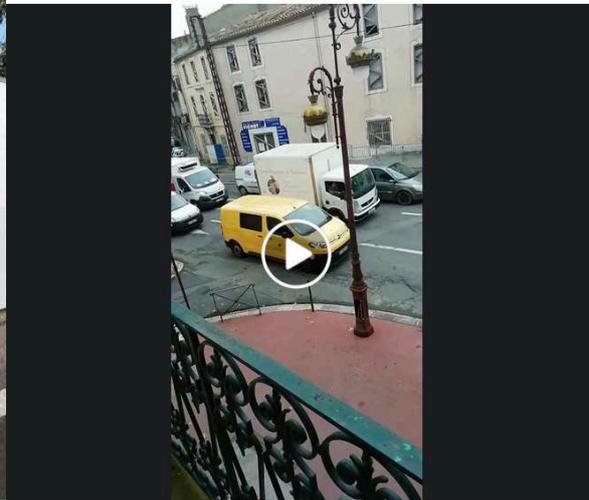
Je suis Sourd de Québec et j'ai fait le montage pour vous... Voici cette l'image donc je suis contre de la police qui fait la violence vers le peuple de la France... Même si je suis Sourd que je peut t'écrit mon français difficulté mais l'importance de comprendre sur le sentiment est le pus fort que tout.... C'est notre amour voisin des français de la France car je ne l'oublia jamais sur la Nouvelle-France sont ici en 1534 de Jacques Cartier malgré la guerre l'Angleterre ont fait voler chez nous... Comme vous êtes grand Patriote des françaises et nous l'avons aussi les Patriotes 1837-38 encore perdu de cause l'Angleterre... Alors je ne veux pas comme vous tomber à cause Macron... Rester debout et fort pis aller plus loin et plus haut vers la victoire contre le gouvernement mondialiste.... N.B. Tous les médias de TV sont vendu au Mondialiste parce que ici au Québec je ne vois même pas qui se passe en France sur gilets jaunes !!!! La seule chance grâce à votre cellulaire capable filmer sur votre situation et t'envoyer sur l'internet partout dans le monde pour voir qui se passe en France... Pour cela je peut partager votre cause sur les gilets jaunes...

See less



40.98x 3.3K 763 3.4K

Les étudiants se réveillent à Narbonne (11). C'est votre avenir qui se joue ! Non BFM le mouvement ne se calme pas, arrêtez de nous prendre pour des crétins !! Force aux gilets jaunes 🙌



35.39x 518 40 4.2K

Au lieu d'aller chez Hanouna (franchement la honte quoi), prenez exemple sur ce type. [facebook.com/groups/310403819778193/permalink/323423648476210](https://www.facebook.com/groups/310403819778193/permalink/323423648476210)

This content isn't available right now

When this happens, it's usually because the owner only shared it with a small group of people, changed who can see it or it's been deleted.

30.51x 1.9K 465 1.2K

24 novembre 2018 - Carte des rassemblements

Attention BFM ment , fait de la désinformation et continue à discréditer le mouvement des Gilets Jaunes , allez sur CNews

92

57 commentaires 5,4 K partages



NOV 20, 2018 at 12:20 PM

Gilets Jaunes ! Etes vous d'accord pour que j'appelle France Info afin de réaffirmer notre détermination notre opposition à la violence et pour demnder à tous les médias un traitement équitable pour apaiser les tensions ?

21.72x 2.8K 1.5K 351

22 novembre 2018 Carte des rassemblements



2,2 K 1 K commentaires 476 partages

20 novembre 2018 Carte des rassemblements



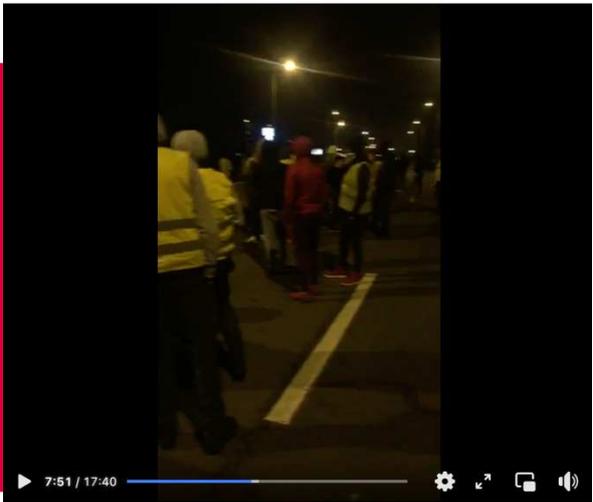
CITOYENVEILLEUR.CANALBLOG.COM

MACRON : UN CADEAU DE 14 MILLIARDS D'EURO A PATRICK DRAHI EN ECHANGE D'UNE CAMPAGNE DE MATRAQUAGE - le...

239 87 commentaires 1 K partages

25 novembre 2018 Carte des rassemblements

La tv du peuple



7:51 / 17:40 714 1 K commentaires 606 partages

Mes amis,
 Je reviens des champs Élysées. Sur BFM résumé de la journée. Que des plans larges ou il n'y a presque personne. menteurs! Manipulation. Comment les gens peuvent croire ça....
 Plusieurs personnes m'ont témoignés que ce sont les force de l'ordre qui ont foncé les 1er après les sommation. Les violences sont venues en réponse. Aucunes dégradations de bien privés (ou presque) toute l'après midi. Nous les empêchions.
 Beaucoup d'anciens. Des braves gens qui ne fuyaient pas devant les lacrymogènes. Qui restaient. Beaucoup de jeunes pour les aider.
 Le jeu du chat et de la souris. Avec quelques dizaines (ceux filmé par BFMerde) qui allaient au contact, montaient des barricades.
 Restons toujours mobilisé. Restons soudé.
 Il faut passer la semaine non pas à bloquer mais à convaincre du monde de bouger. Avoir le soutien passif c'est bien. Mais la mobilisation active ET PACIFIQUE est nécessaire.



1 K 144 commentaires 1,6 K partages

Merci d'éteindre votre télé

Au sujet du blocage national citoyen du 17/11 Macron va faire une allocution télévisée le 15/11 pour expliquer qu'il ne cèdera pas devant nos revendications.
 Nous préconisons une extinction des TV ce soir là pour que son Audimat soit au même niveau que sa cote de popularité.
 Nous vous proposons de faire suivre et partager ce post en masse à tous vos amis en France et ailleurs où qu'ils soient.

Transferez

177 32 commentaires 2,5 K partages

Voilà comment les journalistes et l'état vois la moyenne des français
 Dites moi on a quoi comme logement avec 300€ ??



634 941 commentaires 1 K partages

Je partage!!! à fond!!!
 Faites tourner et partager en copiant-collant le texte et la photo sur tout les réseaux!
 Faites du bruit encore plus pour que l'on sache que l'on nous prend pour des CONS! Et que nous sommes plus nombreux que ce que l'on nous raconte sur les médias.
 Macron démission!
 Avec le recensement de plusieurs groupe et l'aide de plusieurs policiers, le mouvement du 17 novembre 2018 à mis dans les rues environs 3 000 000 ou 3 millions de personnes ! Plus de 45 000 000 à soutenir notre mouvement.
 Les médias n'ont plus de liberté d'expression et son sous la contrainte de notre gouvernement!
 Mentir pour nous faire baisser les bras! NON!
 On veut nous faire croire que nous somme petit et non solidaire alors que OUI!
 Nous continuerons sur des jours, des semaines, des mois s'il le faut!
 MACRON ON PRÉFÈRE PERDRE DE L'ARGENT PENDANT QUELQUES JOURS OUSEMAINES PLUTÔT QUE T'ENRICHIR PENDANT DES ANNÉES!
 alors enfant de la patrie, le jour de gloire est arrivée !
 Aux armes citoyens! Formé vos bataillons!
 Marchons marchons en gilet jaune!
 ON VOUS ATTENDS ET NE VOUS ARRETEZ PAS!

67 1 commentaire 2,2 K partages

Carte des rassemblements
17 novembre 2018 · 🌐

150000 manifestants en France reparti sur 2000 points de manifestation , Selon BFM ça nous fait 75 personnes par point de regroupement.... à votre avis ??? Les chiffres sont truqués ou non ?



👍👎👏 556 613 commentaires 331 partages

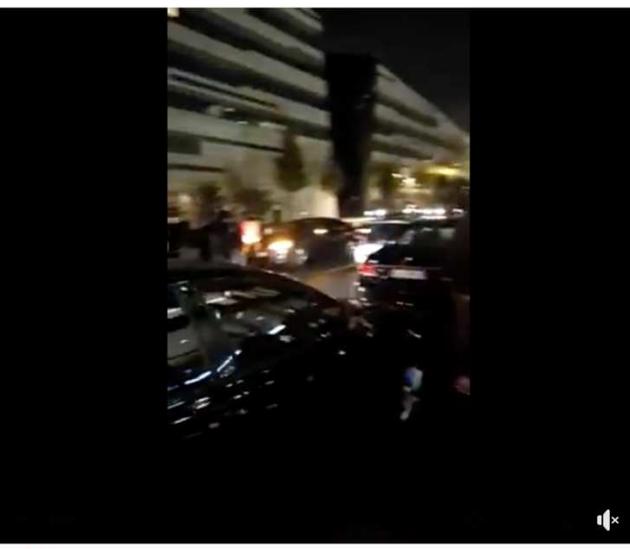
Carte des rassemblements
18 novembre 2018 · 🌐



👍👎👏 947 1 K commentaires 156 partages

Carte des rassemblements
19 novembre 2018 · 🌐

Paris - On est là BFM !!!!! Partagez !



👍👎👏 193 42 commentaires 908 partages

Teva Teare Carte des rassemblements
21 novembre 2018 · 🌐



CITOYENVEILLEUR.CANALBLOG.COM
MACRON : UN CADEAU DE 14 MILLIARDS D'EURO A PATRICK DRAHI EN ECHANGE D'UNE CAMPAGNE DE MATRAQUAGE - le...

👍👎👏 85 11 commentaires 362 partages

Kévin Koralie Hugo Milla Carte des rassemblements
27 novembre 2018 · 🌐

ALLÔ BFMTV on dort ? Les journalistes n'étaient pas là ? Rhoouooo Papa Macron a donné l'ordre de ne pas diffuser des informations qui offensent l'état ?
[#Bfm](#) [#ChaineEnCarton](#)

FRANCE3-REGIONS.FRANCETVINFO.FR
Lyon : des pompiers jettent du mobilier de l'état major par les fenêtres

👍👎👏 125 20 commentaires 307 partages

Pages

Gilets Jaunes Infos
26 novembre 2018 · 🌐

BFM TV = menteurs ! En voilà encore une preuve !

08:23 - DIRECT

BFM TV CHAMPS-ÉLYSÉES - L'ÉTENDUE DES DÉGÂTS

Des gilets jaunes bloquent depuis une semaine un péage sur l'autoroute A7 à Orange-Sud, dans le Vaucluse.

LIBERATION.FR
BFM TV a-t-elle montré une zone des Champs-Élysées en travaux, affirmant à tort que les gilets jaunes avaient enlevé les pavés?

👍👎🗨️ 57 6 commentaires 154 partages

Soutien aux Gilets Jaunes
25 novembre 2018 · 🌐

Puisque les « grands » médias racontent tout et son contraire sur les raisons de la mobilisation des Gilets Jaunes, rendons cela plus clair. Pourquoi vous mobilisez-vous principalement ?

HALTE AU MATRAQUAGE FISCAL !

44%

Trop de taxes / d'impôts
Ce sondage est terminé.

La démission de Macron

56%

7,7 K votes
283 commentaires 2 K partages

Soutien aux Gilets Jaunes
26 novembre 2018 · 🌐

Ces journalistes vous répètent toute l'année que sans leur « dévouement » vous seriez des idiots désinformés, mais dès que leur partialité est démontrée, ils refusent d'informer. 🙄🙄🙄

Soutien aux Gilets Jaunes
26 novembre 2018 · 🌐

Toute la modération journalistique quand il s'agit de parler d'un confrère... Qu'en pensez-vous ?



FRANCETVINFO.FR
"Ils avaient la bave aux lèvres" : un journaliste de BFMTV visé par des "gilets jaunes" à Toulouse raconte son agression

👍👎🗨️ 274 104 commentaires 84 partages

BFMTV.COM

Toulouse: appel au boycott de la couverture des gilets jaunes après 5 plaintes de journalistes

👍👎🗨️ 209

53 commentaires 112 partages

Soutien aux Gilets Jaunes
30 novembre 2018 · 🌐

🙄🙄 Le Gorafi se moque du mensonge de ce journaliste de BFMTV qui prétendait que les Gilets Jaunes avaient arraché 100 m de pavés sur les Champs-Élysées... alors que c'était une zone de travaux !

Soutien aux Gilets Jaunes ► <https://damocles.co/soutien-gilets-jaunes/>



LEGORAFI.FR

Selon un journaliste de BFM TV, les Gilets-Jaunes auraient rasé la prison de la Bastille

Soutien aux Gilets Jaunes a partagé une vidéo depuis la playlist Gilets Jaunes. ...
25 novembre 2018 · 🌐

« BFM collabo ! » : des Gilets Jaunes dénoncent la « propagande » médiatique et les « intox » de journalistes à Toulouse.



Damoclès a publié une vidéo dans la playlist Gilets Jaunes.
25 novembre 2018 · 🌐

« BFM collabo ! » : des Gilets Jaunes dénoncent la « propagande » médiatique et les « intox » de journalistes à Toulouse.

Gilets Jaunes le Mouvement
29 novembre 2018 · 🌐

Ce soir (Jeudi 29 Novembre) nous serons présents par la présence de Hayk Shahinyan à 21h sur France Info, ensuite de 22h à 23h20 sur CNews, demain (vendredi 30 Novembre) à 10h30 avec Morandini sur CNews et de 13h à 14h sur LCI, 18h France Info, 20h à 21h45 BFM Tv.

Porter des contradictions, ne pas laisser la désinformation sans réponse, convaincre d'avantage de citoyens sur les fondements des idées qui nous animent !

La mobilisation continue !

Pour #GiletsJaunes
"Gilets Jaunes le Mouvement"

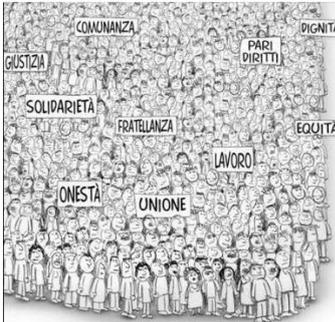
👍❤️ 422

96 commentaires 225 partages

Soutien aux Gilets Jaunes
30 novembre 2018 · 🌐

Le journalisme version BFM TV.

Soutien aux Gilets Jaunes ► <https://damocles.co/soutien-gilets-jaunes/>



👍👎👏 330

21 commentaires 1 K partages

Gilets Jaunes le Mouvement
26 novembre 2018 · 🌐

URGENT - IMPORTANT

Nous lançons le mouvement GILETS JAUNES pour se structurer ! Aucune personne non élue ne peut avoir la légitimité de s'auto-proclamer et parler en notre nom ! Les médias tentent de nous piéger.

UNISSONS NOUS ! Inscrivez vous et partagez.



GILETSJAUNESLEMOUVEMENT.COM

Gilets Jaunes Le Mouvement | Le Mouvement

Le mouvement national des Gilets Jaunes

En savoir plus

👍 554

95 commentaires 574 partages

Décembre 2018

Carte des rassemblements

5 décembre 2018 · 🌐

Ce que les MEDIAS oublent trop de montrer 😞
Samedi 1er Décembre 2018
Saturday, December 1st 🇫🇷

15 décembre 2018 · 🌐

Le mouvement s'essouffle, il y a seulement 8 gilets jaune a Paris (selon bfm) 🙄🙄

24 décembre 2018 · 🌐

Bravo Madame , ça chauffe sur BFM 😊

12 décembre 2018 · 🌐

Pour montrer à tous les médias que nous sommes toujours là commentez avec votre département svp merci Avant la censure

2,4 K 51 commentaires 42 K partages

7,5 K 750 commentaires 21 K partages

3,8 K 837 commentaires 17 K partages

4,4 K 17 K commentaires 4,5 K partages



👍❤️ 4,1 K 4,5 K commentaires 6,9 K partages

Carte des rassemblements
27 décembre 2018 · 🌐

Très bonne nouvelle ! Cela me réjouit ! Et ce n'est qu'un début ! 😄😄😄

MARIANNE.NET
Dans les médias, les gilets jaunes jugés coupables d'avoir plombé l'économie (et tué Noël)

👍❤️ 2,9 K 1 K commentaires 893 partages



CITOYENVEILLEUR.CANALBLOG.COM
MACRON : UN CADEAU DE 14 MILLIARDS D'EURO A PATRICK DRAHI EN ECHANGE D'UNE CAMPAGNE DE MATRAQUAGE - le...

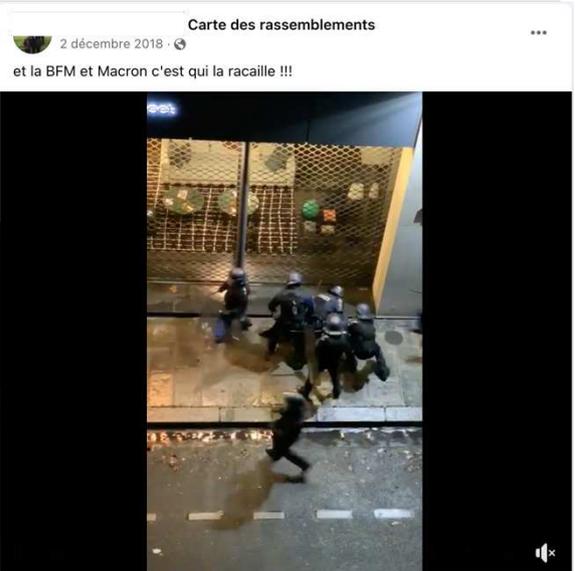
👍❤️ 1,1 K 317 commentaires 3,3 K partages



👍❤️ 5,9 K 1,4 K commentaires 7 K partages



👍❤️ 1,7 K 68 commentaires 5,6 K partages



👍❤️ 242 22 commentaires 6,1 K partages

23 décembre 2018 · Carte des rassemblements

Info bfm, un casseur attaque les CRS avec un sapin, l'enquête déterminera si c'est un épicéa ou nordmann 🤔🤔



6,2 K 779 commentaires 1,1 K partages

15 décembre 2018 · Carte des rassemblements

Plus 21 bus de GJ arrêté à Senlis ont en parles quand BFM?

806 133 commentaires 8,2 K partages

18 décembre 2018 · Carte des rassemblements

UNE JOURNALISTE S'EXPRIME :

"J'en peux plus de ce mépris de classe"
 J'avais du mal à comprendre la défiance des gens vis à vis de BFM. Je suis journaliste et diplômée d'une école. J'ai donc décidé de regarder exclusivement BFM pendant trois jours. La suite va vous étonner.

Premier jour de mon long calvaire : surlendemain de la manif du 1er décembre. On apprend que plusieurs personnes sont blessées par des tirs de lacrymo. Une personne est décédée (Marseille) une autre a perdu sa main. Pendant ce temps BFM passe en boucle un reportage sur Les CRS agressés par "les manifestants". Oui... Les manifestants. Aucune personne ne parle des blessés, ni des conditions de travail desdits CRS (qui ont bossé plus de 20h). Ce sera le seul reportage de la journée. Pas un mot sur les gens dans les blocages, leurs revendications etc. Mais un expert business explique aux commerçants des champs élysées comment se faire rembourser des dégâts. L'animateur - qui devrait brûler sa carte de presse - se lamente sur "les pauvres commerçants". (On parle quand même de multinationales dont la moitié payent pas leurs impôts en France, on est sur les champs élysées je rappelle c'est pas des patrons de PME). Le mec censé être journaliste continue sa litanie sur "les touristes qui vont avoir une mauvaise image de la France. Donc les gilets jaunes racontent qu'ils galèrent à bouffer le soir et BFM est en boucle sur les Qataris qui pourront pas acheter des sac Chanel. Je suis journaliste, payée au smic. Je comprends pas tellement la logique de ce confrère.

Je rappelle qu'un journaliste ne doit pas donner son opinion mais interroger des gens. Je suis sceptique quant à la démarche de BFM, voire j'ai envie de brûler ma télé. En plateau un gilet jaune - enfin. Ils ont trouvé le seul GJ macroniste (il a voté macron et compte le retenir)

Bianquer est sur le plateau - s'en suit 40 minutes de non vérification des faits total - on explique que la France est "en pointe pour faire payer les impôts aux Gaïa - sans que personne intervienne. C'est pas de l'info, c'est un espace politique. Le gilet jaune appelle les lycéens à ne plus bloquer les lycées et à se calmer, Bianquer approuve. Le gilet jaune appelle à ne pas manifester le samedi qui suit. On se demande encore si c'est une chaîne d'info.

Le reste de la semaine, c'est pareil et en pire. On répète en boucle "qu'il y aura des morts", je savais pas que les journalistes étaient des prophètes. Une journaliste dit "les manifestants passent à l'offensive avec du sérum physiologique". Je savais pas que de l'eau pouvait servir d'arme de guerre. Tout ce que j'ai appris à l'école (bien vérifier ses sources, ne jamais émettre de jugement de valeur ni d'avis personnel, bien vérifier à l'équilibre des paroles) n'est pas appliqué par BFM Et pire que ça - 80 % du temps d'antenne est réservé aux "experts" et autres éditorialistes. Ils ne sont jamais contredits et sont majoritairement libéraux, en accord avec la politique gouvernementale. Là aussi, c'est loin d'être du journalisme. Je vais pas vous faire toute la semaine sur BFM - juste aucune image des lycéens arrêtés à Mantes-la-Jolie, toujours rien sur les blessés, rien sur l'enquête contre Ruffin, rien sur les rassemblements festifs. Alors que 80% du temps d'antenne c'est meublant sur du vide.

Samedi je vais manifester : marche pacifique, sans heurt (avec le cortège antiraciste) et bon enfant. Les scènes de danse ne sont pas reprises par BFM, à la place on voit non stop, les champs élysées qui brûlent.

Le mot "casseur" est prononcé 145 fois. Partout en France, des images de gens qui défilent - pacifiquement. Pour la première fois, les gilets jaunes et écoles convergent. Une image super forte puisque le mouvement des gilets jaunes part d'une "grognote" contre une taxe "écolo". Mais ça, BFM s'en fout. Ça fait pas du chiffre. Savoir que 175.000 personnes marchent ensemble, que les morts annoncés ne sont que fiction et que 80% de la France est calme. Ils sont en boucle sur Paris et les casseurs, de manière à croire que la mobilisation se résume à ça. Le retour des experts qui clament que "c'est un gros succès pour le gouvernement" et que "1300 arrestations c'est bien". Donc on ne parle pas de du côté pacifique mais surtout on loue le fait que des gens aient été arrêtés, parfois parce qu'ils avaient des lunettes de piscine. Personne ne s'interroge sur la légitimité des arrestations pour BFM, c'est normal (je rappelle qu'ils se prétendent journaliste). Aucun avocat, rien. Juste des gens qui se félicitent de l'action gouvernementale.

Je m'arrête là, incrédule et vraiment en colère. En colère parce que ça me heurte de voir qu'on fait la part belle à des éditorialistes, dont le seul travail est d'exposer un avis basé sur du vent, sans avoir parlé avec la moindre personne au smic depuis 1992. J'en peux plus de ce mépris de classe suintant, de la part d'une infime partie de notre profession. J'en peux plus de voir un fossé se créer entre les citoyens et les journalistes parce qu'il y a une dizaine d'abrutis qui déshonorent notre profession. Parce qu'une partie des journalistes trouvent ça plus "noble" d'aller dîner avec Edouard Philippe et de faire un direct devant l'Élysée, plutôt que de sortir de Paris pour faire un reportage. chaque année, 60% d'une promotion sort de sciences-po, que les gens issus de la diversité, après un long parcours du combattant pour arriver à être diplômé, se retrouvent dans un monde du travail où le carnet d'adresse et les habits sociaux comptent plus que bosser correctement. Je comprends, au vu de BFM, que les gens nous méprisent. Mais j'ai envie de leur dire : nous journalistes, on est aussi des damnés, prêts à bosser trois semaines sur une enquête pour toucher 100 euros, prêts à faire des journées de douze heures d'affilées à copier-coller des dépêches de 5 heures du matin à 14 heures, à accepter de renoncer à tous nos droits élémentaires, à être payés moins que le smic horaire. Mais tant que des "experts" et autres éditorialistes, feront autant de mal à notre profession, ce sera très compliqué de renouer ce dialogue là avec le reste de la population.

Je vous laisse avec trois trucs entendus sur BFM.

Des CRS qui chargent des manifestants (non armés) à cheval. Et des gens en plateau (les mecs de BFM ont jamais vu un terrain de leur vie) qui s'extasient "c'est beau". Un gilet jaune qui explique qu'il trouve ça scandaleux que l'Etat brade au privé les aéroports et les barrages. Un expert lui répond "de toute façon vous êtes pas un vrai gilet jaune, vous parlez trop bien pour être un gilet jaune.

source : Licia Meysenq sur Twitter

3,3 K 455 commentaires 5,1 K partages

29 décembre 2018 · Carte des rassemblements

NOUVELOBS.COM

Les syndicats de journalistes dénoncent des "dérangements inadmissibles" de la police

948 181 commentaires 1,6 K partages

11 décembre 2018 · Carte des rassemblements

il était temps !

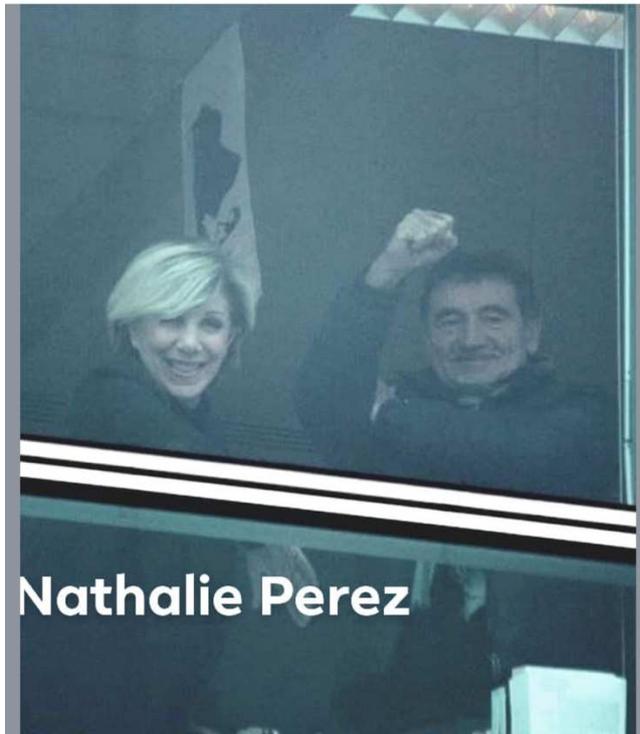


LEMONDE.FR
Des « dérapages inadmissibles » de la police dénoncés par des syndicats de journalistes

782 111 commentaires 1,3 K partages

31 décembre 2018 · Carte des rassemblements

Ce signe adressé aux GJ nassés sur le parvis de France Télévision en dit long sur la considération des médias, non ?



1,6 K 868 commentaires 2,8 K partages

19 décembre 2018 · Carte des rassemblements

Alors sincèrement
Je suis fatiguée
Fatiguée d'aller dans le froid sur un rond point ou en centre ville
Fatiguée de ne pas comprendre pour je me suis pris autant de gaz lacrimo alors que je marchais tranquillement
Fatiguée d'expliquer aux cons, aux moins cons et même aux potes que si, il faut le RIC, que si le RIC est fait correctement il va changer nos vies
Fatiguée d'entendre que pour les médias on est trois blouc qui sont en manques de lien sociale sur un rond point, et une centaines sur Paris
Fatiguée des gens qui croit que les médias sont impartiale et non corrompu
Oui j'ai envie d'abandonner
Mais
Si on s'arrête maintenant 😞
Je pense que c'est un pain béni pour l extrême droit
S'arrêter maintenant c'est dire au gouvernement, vous avez gagné
S'arrêter maintenant c'est dire au gouvernement, allez y ! Donner nous encore plus de Taxes, dépouillé moi de mon argent que je gagne, dépouillé moi de ma liberté.
Mais la je pense à mon fils, à ma mère.
A ma mère qui galère avec sa petite retraite, obligé d'avoir des colloques dans sa maison pour ne pas la perdre.
A mon fils qui va hérité de toute cette merde, qui a cause de moi, car je ne suis pas riche va très certainement devoir travailler en même temps de faire c'est étude
Et a toute personne qui galère pour finir le mois, le 10 du mois
A tout mes frères, car toute personne qui marche à mes côtés pour un monde meilleur et qui a reçu des lacrimo avec moi, est à jamais mon frère .
A tout mes frères qui ont été blessé et tuer dans cette révolution
Alors l'injustice que je ressens est remplacer par une rage, une rage de me révolter contre ça, de pas laisser faire.
De ne pas cautionné l'inacceptable
Donc oui je vais continuer, dans la mesure de mon temps, entre le travail, et les enfants
MAIS JE SERAIS LA! ENCORE ET ENCORE !
DE TOUTE LES MANIÈRES ET DE TOUTE MES FORCES, L'OCCASION EST TROP BELLE POUR LA LAISSER PASSÉ
Toujours pacifique (pacifique ne veux pas dire tendre l'autre joue 🙏)
Meme si je suis plus que la seule bâ Mr macron et toute sa suite, regarder moi bien, JE SERAIS LA ! tant que vous êtes la aussi
Et vous vous serez ou ?

3,9 K 1 K commentaires 1,4 K partages

Mi Choko Pasulait · Carte des rassemblements

2 décembre 2018 ·
Hier nos voisins allemands étaient aussi dans la rue tout comme nos voisins belges depuis 15 jours ! Mais comme d'habitude les médias n'en parlent pas 😞
La voilà l'Europe : l' Europe des peuples et pas votre Europe financière 🇫🇷 🇩🇪 🇸🇪



355 18 commentaires 5 K partages

Carte des rassemblements
16 décembre 2018 · 🌐

**Le mouvement ne faiblit pas ! Il est
juste dirigé par les médias, gazé par
les crs et censuré par le
gouvernement !!!**

👍👎 270

22 commentaires 5,7 K partages

Carte des rassemblements
26 décembre 2018 · 🌐

**ALERTE GÉNÉRAL LES MERDIAS
ANNONCE QUE LE MOUVEMENT DES
GJ NE PASSERA PAS LES FÊTES
PROUVONS LEURS LE CONTRAIRE 🍌**

👍👎 3,1 K

617 commentaires 2,1 K partages

Cécile Paquet Carte des rassemblements
18 décembre 2018 · 🌐

**Si je resume bien, on paye une
redevance télé à l'état, l'état manipule
les médias donc on paye pour se faire
manipuler !?**

👍👎 4,7 K

1,2 K commentaires 10 K partages

Pages

Priscillia Ludosky · 10 min ·

Ce soir à 20h je serai en interview sur la page @vécu, le média du gilet jaunes 🇫🇷 avec @Gabin Formont afin de parler des personnes les plus démunies en France.

Un médias non contrôlé..

N'hésitez pas à partager l'info, nous sommes tous unis dans ce combat 🇫🇷

Ps : le live sera sur la page publique 'Gabin Formont' soyez attentifs 🇫🇷



2 792 J'AIME

Vécu, le média du gilet jaune

Soutien aux Gilets Jaunes

12 décembre 2018 ·

De « grands » médias se pressent pour décrédibiliser les Gilets Jaunes après les messages de quelques personnes, parfois même sous pseudo. En revanche on les a moins entendus quand des députés et ministres de Macron ont sciemment diffusé des « fake news ».

RTL.FR
Des théories du complot circulent sur des groupes Facebook de "gilets jaunes"

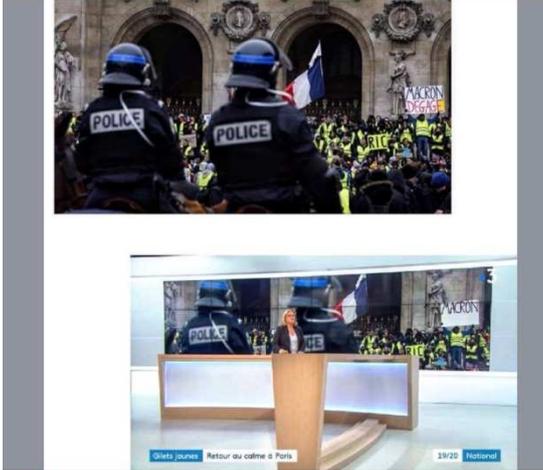
307

86 commentaires 183 partages

Cerveaux non disponibles

16 décembre 2018 ·

Ok donc le JT se France Tv se permet de truquer des images avant de les diffuser ! Quand la télévision publique devient une télévision d'état...



351 43 commentaires 242 partages

La vraie démocratie · 8 décembre 2018 ·

Vue d'ensemble Commentaires

Des forces de l'ordre présentes pour assurer la sécurité des manifestants pacifiques ?
Un homme bras en l'air reçoit un tir de flash ball quasiment à bout portant. Dans le même temps une grenade est envoyée sur la presse pourtant clairement identifiée.
Voir moins

Plus pertinents

... sur un homme désarmé et ne présentant aucun danger est simplement intolérable et digne d'une dictature.
J'aime Répondre 4 ans 595
↳ 57 réponses

Écrivez un commentaire...

La vraie démocratie · 24 décembre 2018 ·

Vue d'ensemble Commentaires

Coup de gueule: La mise en scène des médias pour faire éteindre le mouvement des Gilet jaunes. par Patrick Le Hyaric

Plus pertinents

« Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses... En voir plus
J'aime Répondre 4 ans 249
↳ 23 réponses

Écrivez un commentaire...

PENDANT QUE LES GRANDS MÉDIAS PARLENT DE VIOLENCE

IL Y A DES MILLIARDS QUI PARTENT DANS LES PARADIS FISCAUX

La mise en scène des médias

J'aime Commenter Partager 4,5 K · 360 commentaires · 27 K vues



Gilets Jaunes Infos
15 décembre 2018

[Abonné\(e\)](#)

[Vue d'ensemble](#) [Commentaires](#)

Selon les médias à la botte de ce gouvernement d'incapable, la mobilisation est en baisse. Les chaînes d'infos nous expliquent en boucle qu'il s'agit de la fin du mouvement ! VOICI DES IMAGES DE BORDEAUX AUJOURD'HUI !!!!

📖 Un livre à lire d'urgence "Les crapules de la République" 📖
<https://amzn.to/2ExaJ1k>

[Voir moins](#)

Plus pertinents

Ça ne gêne personne que sur cette publication on glisse une pub pour amazon?
J'aime Répondre 4 ans 2

Écrivez un commentaire...

J'aime Commenter Partager 778 · 106 commentaires · 96 K vues

Gilets Jaunes le Mouvement
22 décembre 2018

Nous avons accepté d'intervenir ce soir de 18h à 20h sur BFM pour aller leur dire quelques vérités, contredire ce qui se dit devant des millions de français, et défendre tous les Gilets Jaunes arrêtés tels des prisonniers politiques ! Le politiquement correct ça suffit ! Des casseurs vous en avez vu à Paris depuis ce matin ? Pas nous ! Des abus policière si ! Des arrestations sans fondements Si ! Nous n'acceptons pas la soumission à ce pouvoir désormais totalement illégitime ! Et on va aller leur dire cela au coeur de leur système mediatico-politique !

GJLM

👍❤️ 2,2 K 1,2 K commentaires 1,2 K partages



Cerveaux non disponibles
29 décembre 2018

[Abonné\(e\)](#)

[Vue d'ensemble](#) [Commentaires](#)

#ACTE7 : Première surprise de la journée, des centaines de #giletsjaunes se sont donnés rdv devant BFM pour protester contre le traitement du mouvement par la chaîne. Question : BFM va-t-elle couvrir la manif ? 🤔

Plus pertinents

BFM chaîne de mer de il faut bannir les médias il raconte n'importe quoi
J'aime Répondre 4 ans

Je compte 10 gilets jaunes, pas plus 🤔
J'aime Répondre 4 ans 78

Écrivez un commentaire...

J'aime Commenter Partager 776 · 86 commentaires · 61 K vues



Gilets Jaunes Infos
22 décembre 2018

[Abonné\(e\)](#)

[Vue d'ensemble](#) [Commentaires](#)

Alors les médias ? On continue le mensonge ? Plusieurs milliers de gilets jaunes dans les rues de Bordeaux ce samedi après-midi.

Plus pertinents

A force de prendre les GJ pour des "nuls", c'est eux qui sont nuls
J'aime Répondre 4 ans 6

Very impressed, wish the whole world knew how serious this is and how we all need to stand together
J'aime Répondre 4 ans 2

Afficher 21 autres commentaires

Écrivez un commentaire...

J'aime Commenter Partager 490 · 31 commentaires · 44 K vues



*** ADEIU 2018, BONJOUR RÉVOLTE ***

Qui aurait pu imaginer il y a deux mois que nous écrivions ces lignes ? Certainement pas nous.

L'une des forces d'un mouvement insurrectionnel se trouve dans son aspect totalement imprévisible, non planifié. N'en déplaise aux professionnels de la révolte. A cet égard, le mouvement des Gilets Jaunes se révèle éminemment insurrectionnel.

Surtout, les GJ font voler en éclats toutes les typologies pré-établies des mouvements sociaux. Et donc toute tentative de les contrôler / manipuler.

Nous ne savons pas ce que sera 2019. Nous ne savons pas ce que deviendra le mouvement. Mais nous savons que les Gilets Jaunes ne sont ni homogènes ni figés. Et c'est là toute leur force. Depuis le début, le mouvement regroupe des citoyens aux origines très diverses, aux aspirations très variées et aux pratiques de luttes multiples (et complémentaires). Surtout, le mouvement a énormément évolué en quelques semaines. Des dizaines de milliers de citoyens sont sortis. Sortis de chez eux mais aussi de leurs certitudes et de leur quotidien très (en)cadré par la société. L'allégorie de la caverne, à la sauce cinquième République.

Deux exemples suffisent à cerner l'ampleur du phénomène : le regard des GJ envers BFM et celui envers les forces de l'ordre. En un mois et demi, la première chaîne info française est devenue l'une des principales cibles du mouvement, alors qu'elle était plutôt bien accueillie lors de son suivi "non stop" de la journée du 17 novembre. Même constat pour les CRS, la police et la BAC. Si l'on entend encore quelques chants appelant la police à rejoindre le mouvement, une grande partie des GJ considère aujourd'hui les forces de l'ordre avec appréhension (voire hostile).

Il faut dire que les matraquages médiatiques ET policiers ont été si violents, que de nombreux GJ se sont rendus compte à quel point ces deux acteurs du jeu politique ne travaillaient plus en respectant leur obligation de neutralité.

A cet égard, la crise des Gilets Jaunes est devenue une crise de la démocratie. Une crise de régime. Surpris par l'ampleur du mouvement tout autant que par son côté totalement décentralisé et auto géré, le pouvoir a rapidement paniqué, notamment à partir de l'acte 3 où l'insurrection fut clairement portée par des milliers de GJ dans la rue. Face à cette panique d'une foule sans leader, sans contrôle mais extrêmement déterminée et lucide, le pouvoir a été obligé de jouer son dernier va-tout : la répression ultra violente et la criminalisation du mouvement. Au point de sacrifier bon nombre de droits fondamentaux pour ses citoyens.

Plus de 2 000 blessés dont au moins 4 mains arrachées et 12 éborgnés. Une personne décédée à Marseille. Plus de 5 000 personnes interpellées. Des centaines de condamnations, dont des dizaines de prison ferme.

Ces chiffres bruts ne peuvent être des chiffres de maintien de l'ordre d'un mouvement social. Il s'agit d'une véritable déclaration de guerre du gouvernement à tous ceux qui osent encore sortir et mettre un gilet jaune.

Car au delà des chiffres, il y a les actes : derrière les blessés, il y a des tirs de flashball en pleine tête, des manifestants assis et/ou les mains levées, qui se font tirer à bout portant, des Gilets Jaunes qui se font rouer de coups au sol... Des milliers de lacrymo balancées à l'aveugle, non pas pour stopper une situation dangereuse mais bien pour disperser un rassemblement qui ne plaît pas au pouvoir.

Il y a aussi ces manifestants obligés d'enlever leur gilet jaune pour pouvoir entrer (et/ou ressortir) des rassemblements. Ces personnes interpellés pour simple possession de gilets ou de masques de protection contre la lacrymo. Ces manifestants condamnés à de la prison et déchus de leurs droits civiques sans aucune preuve de violence de leur part si ce n'est les déclarations d'un policier : aucune photo, aucune vidéo. Alors que tout est aujourd'hui filmé et photographié (par les manifestants, par les médias mais aussi par la police elle-même).

Qu'on se le dise : le pouvoir est sorti à plusieurs reprises du cadre légal et du respect des Droits de l'Homme. Et il le fera encore si cela permet au système de se maintenir en place.

Sa tactique est simple : faire peur. Non pas aux manifestants les plus virulents mais bien aux plus nombreux. Peur d'être "victime" d'un flashball ou d'une grenade de désencerclement.

Peur d'être embarqué en GAV, voir condamné, pour possession d'un gilet jaune et d'un masque contre la lacrymo. Le nombre de "bavures" policières mais aussi judiciaires est bien trop important pour parler encore de bavures. Il s'agit là d'une politique et d'une stratégie. De nombreuses ONG, notamment Amnesty International, ont tiré la sonnette d'alarme. En vain.

Ce que le pouvoir (politique, économique et médiatique) ne comprend pas (encore), c'est que cette réaction disproportionnée, clairement illégale, ne fait que renforcer la conviction des Gilets Jaunes dans l'illégitimité de ce pouvoir. Et dans la légitimité du mouvement.

Il est assez frappant de voir à quel point les GJ gardent la motivation et la ferveur des débuts. Et gagnent en organisation et en stratégie de lutte. En quelques semaines, des milliers de citoyens se sont initiés aux pratiques de révolte et d'opposition au pouvoir, aux contournements des forces de l'ordre, au positionnement face aux différents médias, à la communication en interne.

Une brèche est désormais grande ouverte dans le paysage français. Une brèche qu'on ne pourra refermer sans rien changer. Nous savons les dangers de cette brèche : le renforcement du pouvoir avec un durcissement autoritaire et répressif. Mais aussi la montée en puissance de forces contre-révolutionnaires (se présentant comme révolutionnaire et comme l'unique alternative).

Mais nous connaissons aussi les espoirs que représente cette brèche : la prise de conscience d'une injustice sociale, structurellement construite par le système économique (capitaliste) et préservée par le système politique, médiatique et policier. Et ce faisant, la quête d'une société plus égalitaire, plus juste et plus tolérante. Évidemment que le chemin est très très très lointain pour cet horizon, clairement révolutionnaire.

Des dizaines de milliers de citoyens se sont ré-approprié la question politique. Pas la politique des partis ou des syndicats. Non, la politique au sens noble. La question du vivre ensemble. Des citoyens descendant sur les ronds points, dans les rues, aux péages, depuis plus de huit semaines. Et ce, malgré le froid, les blessés et les arrestations. Rien que cette réalité constitue déjà une petite révolution pour la France. Et ce n'est pas fini, loin de là. La montée en puissance du mouvement dans plusieurs villes et régions prouve que 2019 sera marqué au fer de la révolte GJ. Nous espérons, et nous lutterons, pour que cette prise de conscience et cette politisation inédite des classes moyennes et des laissés pour compte débouche sur des ambitions humanistes et solidaires.

Joyeuse révolte à tous.



Les Gilets Jaunes

8 décembre 2018 · 🌐

Les Gilets Jaunes : Acte IV, le week-end spécial des chaînes info TV à attendre que des scènes de combat pendant 24 heures, a ne jamais interviewer les Gilets Jaunes ni à filmer des revendications et a augmenté le compteur des interpellations comme on augmente le compteur au Telethon. Fier des Gilets Jaunes pour avoir montrer l'exemple en restant calme et pacifiste malgré les forces de l'ordre, et le mutisme de Macron et qui ont été parqué sur les champs comme du bétail à l'abattoir.

👍❤️ 814

489 commentaires 160 partages

Soutien aux Gilets Jaunes
3 décembre 2018 · 🌐

Les médias n'ont montré de Paris que des violences autour de l'Arc de Triomphe, mais pas les milliers de Gilets Jaunes dans les rues de la capitale.

Partagez cette vidéo pour que les Français voient la vérité !



Soutien aux Gilets Jaunes
1 décembre 2018 · 🌐

Des milliers de Gilets Jaunes pacifiques dans le quartier de l'Opéra, à Paris.



Des milliers de Gilets Jaunes dans les rues de Rouen pour cet Acte VII ! ...

J'aime Commenter Partager 323 · 16 commentaires · 22 K vues

Gilets Jaunes Infos
29 décembre 2018 · 🌐

Abonné(e) · Vue d'ensemble · Commentaires

Des milliers de Gilets Jaunes dans les rues de Rouen pour cet Acte VII ! La mobilisation ne désespère pas contrairement aux mensonges du gouvernement et des médias !

Plus pertinents ▾

Ja me demande bien comment ils peuvent les compter c'est vraiment impossible, alors les Médias vous vous ridiculisez 🤔🤔🤔

J'aime Répondre 4 ans

Les médias c'est votre liberté. Ne vous trompez pas. Dans de nombreux pays les médias appartiennent aux

Écrivez un commentaire...

Soutien aux Gilets Jaunes
11 décembre 2018 · 🌐

La jeune Fiorina a eu l'œil arraché par un tir de flash-ball samedi dernier sur les Champs-Élysées. Les « grands » médias n'en parlent toujours pas...



Lire

Gilets Jaunes le Mouvement
22 décembre 2018 · 🌐

Pour les trolls et personnes complètement sectaires qui parlent en méconnaissance totale de cause qui viennent nous donner des leçons sur le RIC, sur Eric Drouet, sur les Gilets Jaunes, sur les médias, etc etc, on les invite à visionner les passages de Notre porte parole dans les médias.

On va vous épargner les plusieurs dizaines d'émissions qu'il a réalisé, on va vous épargner les premières émissions (bien avant que certains découvrent le RIC par leur gourou et viennent nous donner des leçons) où il en parlait déjà, on vous mets juste l'émission d'hier sur CNews, où il a défendu le RIC contre vents et marées, où il a parlé des médias et ceux qui les influencent, où il a pris la défense de Eric Drouet

Certains ont perdu complètement leur esprit critique, ils refusent des maîtres mais ils s'en produisent un. Drôle de société que vous voulez : pense comme moi si non ne pense pas. Nous avons toujours été solidaires, même lorsque certains gourous immatures ne savent pas contrôler leur expression et racontent des conneries, qu'avons nous comme solidarité en retour ?

Vous donnez une image néfaste et c'est à cause de vous que ce mouvement risque de plomber s'il plombe.

Il est plus facile d'être derrière son écran sous un pseudonyme et sans visage, que d'aller à la télé devant des millions de français défendre ses convictions.

L'ignorance profite au système !
Bonne journée à tous.

Exemple : <https://www.cnews.fr/.../punchline-1ere-partie-du...>

👍❤️ 610

271 commentaires 114 partages



ACTE 7 : les images de la mobilisation des GJ

👍❤️ Commenter Partager

👍❤️ 14 K · 194 commentaires · 199 K vues



Le mensonge des MÉDIAS est tout simplement incroyable. Des milliers ...

👍❤️ Commenter Partager

👍❤️ 810 · 38 commentaires · 129 K vues

Soutien aux Gilets Jaunes
10 décembre 2018 · 🌐

Pendant que les Gilets Jaunes se mobilisent, les sénateurs votent une baisse des taxes... pour les grandes chaînes de télévision et les stations de radio.

LEPARISIEN.FR

Moins de taxes pour les grandes chaînes de télévision et les stations de radio

👍❤️👍 350

49 commentaires 326 partages

CND Cerveaux non disponibles a publié une vidéo dans la playlist **Suivi de la mobilisation GJ partout en France.**
30 décembre 2018 · 🌐

Abonné(e)

Vue d'ensemble

Commentaires

ACTE 7 : 12 000 GJ selon le gouvernement et BFM ???
La preuve que non avec les images de la mobilisation partout en France.

Plus pertinents ▾

CND Auteur
Cerveaux non disponibles
Voici le lien vers la chanson utilisée. C'est le chant des partisans version Gilets Jaunes de Commerc : <https://youtu.be/Q2uV4UrsS4...> En voir plus

Écrivez un commentaire...

Gilets Jaunes Infos
22 décembre 2018 · 🌐

Abonné(e)

Vue d'ensemble

Commentaires

Le mensonge des MÉDIAS est tout simplement incroyable. Des milliers de Gilets Jaunes également dans les rues de NIMES !

Plus pertinents ▾



Écrivez un commentaire...

🚫 Cerveaux non disponibles

10 novembre 2017, 14h

ACTE 5 : VICTOIRE DU POUVOIR, DÉFAITE DE LA DÉMOCRATIE.

Il aurait donc réussi à avoir leur image tant espérée : des Champs Élysées presque vides de Gilets Jaunes. Des rues de Paris plutôt calmes et sous contrôle. Le gouvernement et les médias vont pouvoir annoncer la fin du mouvement, lassé par les violences et/ou con vaincu des mesures de Macron.

Sauf qu'à y regarder de plus près (exercice que les médias semblent avoir abandonné depuis longtemps), la situation semble bien plus complexe.

Où, le pouvoir a réussi son coup.

Mais non, ce n'est pas une défaite des Gilets Jaunes.

En revanche, il s'agit d'une défaite très violente, par KO, sur la démocratie et sur le droit de manifester et la liberté d'expression.

En ce samedi 10 décembre, sous une pluie glaciale, la rapt décidé de fermer 66 stations de métro. Tous les axes menant aux Champs Élysées sont totalement bloqués par des grilles et des fourgons de CRS. Des fouilles ont lieu dans toutes les gares et principaux péages menant à Paris. Certains bus de GJ sont même bloqués plusieurs heures. Pour arriver vers les Champs, il faut donc marcher plus d'une heure.

Les rassemblements annoncés par différents collectifs à Gare du Nord, à Opéra ou encore à République sont systématiquement nasses, pendant plusieurs heures. Impossible pour les manifestants de ressortir pour rejoindre d'autres Gilets Jaunes.

Forcément, aux alentours des Champs, la foule est beaucoup moins nombreuse que les samedi précédents. Et ceux qui réussissent à arriver sur l'avenue n'auront pas un meilleur sort que les milliers de GJ tassés ailleurs : les CRS ont en effet décidé de déloger en permanence la mobilisation pour éviter qu'un groupe trop important de Gilets Jaunes se forme. On aperçoit alors plusieurs unités de CRS forcer dans la foule et séparer les GJ par petits groupes.

Lassés par cette stratégie agressive empêchant toute dynamique de groupe, les manifestants décident de sortir des Champs et de passer par de nouvelles foules ! Et là, pour quitter l'avenue, il faut abandonner tout matériel de protection (bonnets, masques) mais aussi son Gilet Jaune (cf photo). Preuve que les consignes dépassent de très loin celle du maintien de l'ordre.

Autre exemple frappant : vers 16h, un millier de manifestants arrive à former un petit cortège au bord de la rue de Rivoli. La foule invisible est présente. L'ambiance est très festive et totalement pacifique. La foule commence à jeter des objets repris par plusieurs centaines de Gilets Jaunes. Tout le monde danse, sans se soucier des forces de l'ordre. Quelques minutes plus tard, alors qu'un manifestant va jeter le moindre objet, les CRS inondent le ciel et les rues de gaz lacrymogène. Là encore, il ne s'agit plus de maintenir l'ordre mais bien de abaisser tous les Gilets Jaunes et d'empêcher les images d'une foule nombreuse, motivée et pacifique.

[Mise à jour - une vidéo du gazage : <https://www.facebook.com/parisalle.../videos/2242284639234716/>]

Le gouvernement va donc pouvoir de nouveau bomber le torse et méloriser le mouvement social. Les médias vont se contenter d'avoir vu les Champs à moitié vides et aucune voiture brûlée pour en déduire que le mouvement s'essouffie.

Mais les très fortes mobilisations dans de nombreuses villes en région montrent que c'est tout le contraire. Et le cas parisien offre une vision déformée par la stratégie ultra agressive du pouvoir qui a transformé Paris en nasses gigantesques et empêché tout rassemblement.

Mais que Macron et son monde ne se réjouissent pas trop vite. Les Gilets Jaunes sont loin d'avoir baissé les bras. Il va falloir être ingénieux et déterminés pour réussir à contourner la machine à casser les manifestants en place (ours après Jours par Castaner).

Et que le reste de la société (médias, syndicats, partis ou simplement citoyens) s'inquiète de la dérive clairement autoritaire de ce gouvernement. Ce qui se passe actuellement préfigure une nouvelle approche du maintien de l'ordre qui assume restreindre les libertés des opposants politiques sur l'autel de la sécurité. Accepter cette situation pour avoir (enfin) la paix sociale et économique serait une erreur historique, et pas que pour les Gilets Jaunes.



🇫🇷 🇺🇸 🇬🇧

27 K commentaires 27 K partages

Janvier 2019

Carte des rassemblements

16 janvier 2019 - Carte des rassemblements

Bizarrement les médias en parle pas !? Ça dérange lol

16 janvier 2019 - Carte des rassemblements

Ce midi je suis passé sur un point de Filtration en Belgique, dans la région de Charleroi. Ils sont là depuis 2 mois. En Belgique les médias font silence radio. Je me suis arrêté, j'ai discuté avec eux pendant 15 minutes, j'ai été aussi impressionné par le nombre de Klaxon de voitures à leur passage. Un soutien pour eux, cela leur fera plaisir....

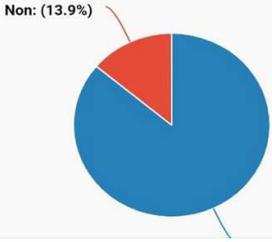


8,9 K 1,8 K commentaires 7 K partages

France-referendum.fr

Soutenez vous le mouvement des gilets jaune ?

Vous avez déjà enregistré votre réponse pour cette question



Non: (13.9%)

5,3 K 3,4 K commentaires 2,5 K partages

27 janvier 2019 - Carte des rassemblements

Environ trente "foulards rouges" sont réunis près de la place de la Nation, à Paris, ce dimanche midi. C'est le lieu de rendez-vous avant le départ d'une "marche républicaine des libertés" à 14h. 😞 Ouchhh, les médias aux ordres vont être obligés d'employer des facteurs multiplicateurs hors du commun pour que la démonstration devienne crédible... 😞

FRANCEBLEU.FR

"Foulards rouges" : début du rassemblement à Paris

Les "foulards rouges" appellent à une "marche républicaine" ce dimanche à P...

2,1 K 1,1 K commentaires 448 partages

7 janvier 2019 - Carte des rassemblements

Les journalistes de BFMTV renoncent aux reportages sur les «Gilets Jaunes» en signe de «protestation»



20MINUTES.FR

Les journalistes de BFMTV renoncent aux reportages sur les «gilets jaunes» en signe de «protestation»

2,1 K 1,2 K commentaires 315 partages

28 janvier 2019 - Carte des rassemblements

France pathétique.. juste une insulte aux français toutes classes confondues..
 🤔😡😡😡 .. au summum de l'idiocratie.. encore un gros fuck signé macrote
 l'ordure cynique de traître qui doit bien bander avec ses p tits copains
 maçonniques.. Hanouna et la France de 2019, on a touché le fond !!!



LEMONDE.FR
Le gouvernement mise sur Cyril Hanouna pour parler aux jeunes et aux classes populaires

1,8 K 1 K commentaires 403 partages

21 janvier 2019 - Carte des rassemblements

Pas étonnante cette collaboration entre deux imbéciles.



CNEWS.FR
Grand débat : Marlène Schiappa va animer une émission avec Cyril Hanouna

1,7 K 1,1 K commentaires 179 partages

24 janvier 2019 - Carte des rassemblements

Il s'agit d'une lettre adressée à Ingrid Levasseur, ce post n'ayant pas la mention "partagez". J'ai utilisé du bon vieux copier-coller: je m'en excuse auprès de la personne qui a écrit ce message, lisez le à votre tours et partagez le :

Citoyens, Citoyennes
 Français, Françaises
 Peuples de France

Aujourd'hui nous sommes le jeudi 24 janvier 2019, à deux jours de l'acte 11 de notre mouvement citoyens...

11 semaines de luttes, 11 semaines de manifestations, 11 semaines d'occupation de ronds-points, 11 semaines pour montrer que les peuples de France n'en peuvent plus de crever de faim, lorsque certains se gavent sur notre dos.

Mais aujourd'hui je viens vers vous le cœur lourd, l'âme en peine
 Car après avoir été trahis par Benjamin Cauchy, Jacqueline Mourraud, c'est une figure des gilets jaunes qui vient de nous donner un coup de poignard dans le dos...

INGRID LEVASSEUR

Alors aujourd'hui c'est à elle que j'adresse ce message, mais il vous concerne toutes et tous !!!
 Le mouvement citoyen du 17 novembre, appelé « gilets jaunes » est né par le peuple et pour le peuple, avec des règles simples, dont une principale, tout se décidera par le peuple.

Aux premiers jours, avec ta chevelure feu, la douceur de tes traits et ton discours, nous avons été nombreux à voir en toi non pas un chef mais une égérie, une femme forte et blessée se battant pour les siens, le peuple ...

Alors tu as été un modèle pour de nombreuses personnes, dans ta région mais au-delà dans toute la France.

Lorsque tu as été sur les plateaux téléés, nous t'avons soutenu car tu semblais être de notre côté...

Quand tu as été voir la Schiappa en secret, nous t'avons défendue car nous pensions qu'il s'agissait d'une erreur de jugement.

Quand tu as voulu travailler pour BFM TV nous t'avons mis la pression pour que tu comprenes que nous ne pouvions tolérer que tu aille servir leur cause

Aujourd'hui... tu nous fais regretter de t'avoir soutenue, tu nous fais regretter de t'avoir pardonné, tu nous fais regretter d'être resté aveuglé...

Pourtant lorsque tu regardes contre nous, arguant que tu étais saine, que tu étais pour la cause, quand tu affirmas être « victime » de notre colère, nombreux étaient ceux qui disaient que cette façon de communiquer n'était pas normale et ne te ressemblait pas...

Aujourd'hui le voilà au service du système, avec des conseillers qui œuvrent pour LREM...

Aujourd'hui le voilà au service d'un parti que tu as appelé RIC

Cette anagramme tellement défendue par les gilets jaunes

Tu nous trahis
 Mais tu nous vole le RIC
 Alors Ingrid, saches une chose
 Tu es juste
 Tu es le pire du pire
 Tu n'es plus du tout Gilet Jaune
 Tu n'es qu'un monstre égoïste
 Tu ne vaux pas mieux que Macron
 Alors toi et les amis

Sachez que nous vous cracheront à la queue
 Nous ferons tout ce qui est légalement autorisé pour nuire à votre image et à ce parti qui n'est que LREM pour les pauvres

Tu n'es plus des nôtres,
 Tu as profité de nous, de notre humanisme, de notre bonté
 Maintenant tu vas connaître une véritable mise au pilori
 Citoyens, Citoyennes
 Ne tombez pas dans le piège tendu par Macron et les Puissant où Ingrid Levasseur et sa bande de traîtres ne sont que des appâts pour que le gouvernement ne chute pas.

Au fait...
 Pas la peine de faire marche arrière et de venir pleurer une nouvelle fois devant les caméras !!!
 Tu as perdu notre confiance !!!
 Quand tu seras à terre et que tu tendras la main pour être secourue... tu verras le vide et le néant ...

Adieu Ingrid Levasseur
 Puisse ta trahison te suivre comme l'ail à traqué Cain
 Asta semper

Ludovic Georges Thierry



GILETS JAUNES / Le mouvement qui a surpris le gouvernement

2,1 K 880 commentaires 4,4 K partages

23 janvier 2019 - Carte des rassemblements

Bonjour à tous je sais qu'une majorité de Gilets jaunes refuse d'avoir un représentant. Cependant il nous faut à mon avis un porte-parole qui maîtrise la communication et ses nerfs face à ces loups d'hommes politiques et de journalistes. Quelqu'un qui serait capable d'aller « négocier pour nous » d'une manière tout à fait transparente et claire. Pour moi celui qui possède toutes les qualités requises pour cet exercice est M. François Boulo, avocat de profession et porte parole des Gilets jaunes de Rouen. Pour moi le seul qui n'a fait aucun faux pas et qui est toujours droit dans ses bottes. J'attends vos remarques et réflexions. 😊



4,2 K 2,2 K commentaires 864 partages

Carte des rassemblements
15 janvier 2019

Un ingénieur de chez Total a envoyé ce message.

Je me demandais bien d'où venait cet acharnement du Gouvernement, relayé par les journalistes, pour supprimer les voitures alimentées au diesel alors que les analyses prouvent qu'elles ne polluent pas plus, sinon moins, que les voitures à essence...

Je me doutais qu'il y avait "anguille sous roche" mais je me demandais bien où était l'intérêt de cette fureur, de cette obstination et de cette ténacité à éliminer de toute urgence tous les véhicules au diesel !

Eh bien voilà la réponse, toute simple, toujours une affaire de gros sous....

Hé oui, les journalistes nous prennent tous pour des billes et tout le monde suit sans réfléchir !

C'est un ingénieur chimiste de Total qui vous le dit....

Lu dans les 4 vérités, discours officiel : "il faut éliminer le diesel, dangereux pour la santé parce qu'il émet des particules fines".

Archi-faux ! C'était peut-être vrai, voici quelques années mais les diesels actuels sont équipés de filtres qui piègent ces particules fines à hauteur de 99,9 %, c'est-à-dire qu'ils n'en rejettent quasiment plus du tout.

Alors, pourquoi ce mensonge éhonté destiné à nous culpabiliser pour nous inciter à rouler tous à l'essence?

C'est très simple.

Prenons deux automobilistes parcourant 15000 km par an.

- L'un possède un véhicule essence, consommation 8,5 litres aux 100 km.
- L'autre possède le même modèle du même constructeur équipé d'un moteur diesel, équivalent en puissance, consommation 5,8 litres aux 100 km.

1er cas : consommation annuelle : 1 275 litres, taxés à 0,86 EUR = 1096,50 EUR.

2e cas : consommation annuelle : 870 litres, taxés à 0,66 EUR = 574,20 EUR.

Soit 522,30 EUR de différence.

Avec un parc automobile de 38 millions de véhicules, il est facile de calculer que la disparition programmée du diesel représentant environ 60% des motorisations actuelles, permettrait à terme, un "racket fiscal" supplémentaire de plus de 11 milliards d'euros par an.

Il ne faut pas chercher ailleurs la véritable raison de la volonté gouvernementale de tuer le moteur à gazole.

Alors, si vous en avez marre qu'on vous prenne pour des imbéciles et de vous faire plumer au seul bénéfice financier de nos gouvernants, réagissez !

Et si cette information vous paraît pertinente, alors transmettez !

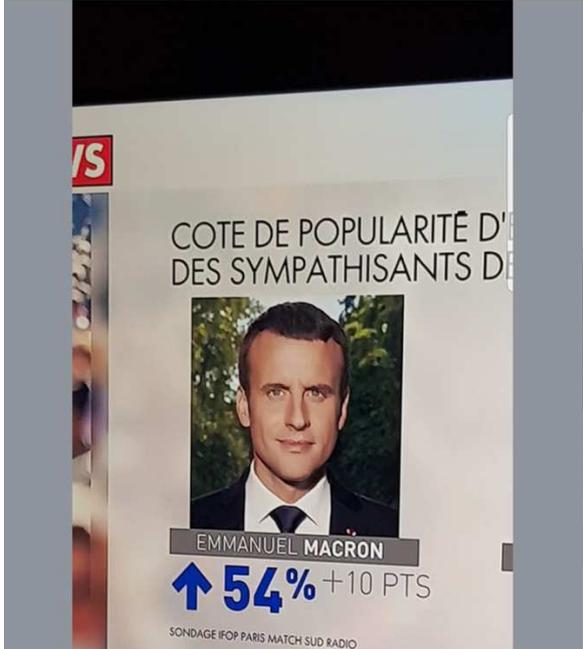
De plus, les différentes interdictions ne vont pas vers les bus, les cars, les camions et surtout pas vers les bateaux et les avions . . .

Bizarre !

5,3 K réactions 1,7 K commentaires 1,3 K partages

Carte des rassemblements
20 janvier 2019

ENCORE DES INFOS BFM 🤔🤔🤔🤔



3,9 K réactions 2 K commentaires 236 partages

Carte des rassemblements
24 janvier 2019

et qui on trouve sur la liste DERRIERE ELLE IL Y A MARC DOYER LAREM voila l'arnaque on comprend pourquoi bfm la voulait aussi c'est une gj facilement manipulable

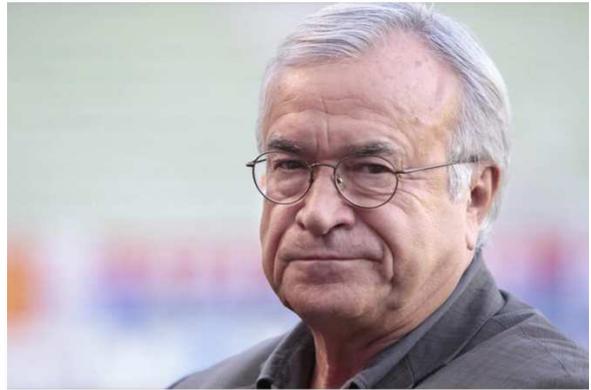


LEFIGARO.FR
Européennes : une première liste «gilets jaunes» conduite par Ingrid Levavasseur présentée

1 K réactions 676 commentaires 489 partages

21 janvier 2019 · Carte des rassemblements

Je vous présente Jean-Claude Dassier... Le plus fervent défenseur de Macron ! Un véritable marcheur un vrai maracronien ! Antipathique, de mauvaise foi et surtout agressif, il s'évertue, par tous les moyens, à dénigrer et discréditer les Gilets Jaunes sur les plateaux de Cnews !



1,8 K likes, 1,1 K commentaires, 2,3 K partages

25 janvier 2019 · Carte des rassemblements

Donc résumons, nous avons : la première dame de France : pédophile (excusez moi mais à 39 ans se mettre avec un Minot de 15 ans j'ai pas trouvé d'autre mot), Ministre de l'intérieur : Christophe Castanet : ex joueur de poker mafieux, Michèle Marchand : ex femme d'un braqueur , ex dealeuse conseillère de communication du couple Macron, Emmanuelle Wargon au ministère de l'écologie, Pro huile de palme, du groupe Danone un des gros pollueur, Marlène Schiappa écrivain de livre à caractère érotique en autre, et des tutos de coiffure et qui va animer une émission pour le Grand débat avec Hanouna Une ministre qui oublié de déclarer 366000 euros et on en passe... Et ça choque personnes 😞

2,7 K likes, 516 commentaires, 3,1 K partages

22 janvier 2019 · Carte des rassemblements

D'après BFM 40million de foulard rouge dimanche attendu 🙄🙄🙄🙄😂
ps: nous sommes 60millions en france..

3,7 K likes, 1 K commentaires, 365 partages

5 janvier 2019 · Carte des rassemblements

Voilà se que les médias on caché aujourd'hui



585 likes, 221 commentaires, 2,8 K partages

7 janvier 2019 · Carte des rassemblements

BFM en direct, le mouvement est un mouvement d'extrême droite 🙄🙄🙄🙄

2,6 K likes, 1,4 K commentaires, 159 partages

22 janvier 2019 · Carte des rassemblements

Le couple Schiappa/Hanouna, prions mes frères, pour qu'ils ne se reproduisent pas !!

3 K likes, 361 commentaires, 800 partages

21 janvier 2019 - Carte des rassemblements
Putain la politique avance plus vite quand c'est Hanouna qui s'en occupe 🤔

COMMUNIQUE DE PRESSE - LUNDI 21 JANVIER 2019

C8

EVENEMENT - EN DIRECT

BALANCE TON POST !

SPÉCIAL GRAND DEBAT NATIONAL

Animé par Madame la ministre Marlène Schiappa et Cyril Hanouna



SECRÉTAIRE D'ÉTAT
CHARGÉ DE L'ÉVALUATION
ENTRE LES FERMES
ET LES PAYSANS
ET DE LA LUTTE
CIVILE ET DE LA
DÉMOCRATISATION

VENDREDI 25 JANVIER A 22H30

La parole aux français. Retraités, infirmiers, demandeurs d'emploi, commerçants, enseignants, agriculteurs... seront sur le plateau de BTP ! Ils témoigneront de leur quotidien. Ensemble nous tenterons de transformer leurs problèmes en propositions. Les téléspectateurs voteront en direct pour retenir 7 idées qui seront transmises au Gouvernement.
Pas de débat politique, mais un échange citoyen avec des propositions concrètes ! Participez dès maintenant, en publiant vos témoignages et idées, avec l'hashtag #BalanceTonPost.

BALANCE TON POST ! c'est vendredi 25 Janvier à 22h30 en direct sur C8

Une production H2O Productions / A Banijay Group Compagny 2019

994 1,2 K commentaires 326 partages

7 janvier 2019 - Carte des rassemblements
Les journalistes du service reportage de BFMTV ont décidé de ne pas couvrir les actions des gilets jaunes ce lundi 7 janvier pour protester contre les agressions subies ce week-end par plusieurs de leurs collègues, a-t-on appris auprès de la Société des journalistes (SDJ) de la chaîne d'info.



HUFFINGTONPOST.FR
Les reporters de BFMTV boycottent les actions des gilets jaunes ce lundi
Ils protestent contre les agressions subies ce week-end par plusieurs de leurs collègues.

668 620 commentaires 83 partages

4 janvier 2019 - Carte des rassemblements
Il n'y a plus de liberté de la presse... 🤔



KOREUS.COM
La police oblige un photographe à effacer ses photos
Le 31 mai 2016 pendant des manifestations à Rennes contre la loi travail, un photographe ...

196 21 commentaires 813 partages

Pages

Gilets Jaunes Infos
12 janvier 2019 · 🌐

Encore un tir illégal de flash-ball en pleine tête sur un Gilet Jaune de la manif à Bordeaux ! Ces Violences Policières jamais dénoncées par les médias sont une véritable honte !!!



👍👎👏 3,3 K

976 commentaires 52 K partages

Soutien aux Gilets Jaunes

13 janvier 2019 · 🌐

Et vous, vous faites confiance à ces médias qui vivent de vos impôts ?

FRANCECULTURE.FR

Gilets jaunes : "C'est effrayant mais certains ne croient plus les médias, même de service public"

👍👎👏 379

123 commentaires 170 partages

Soutien aux Gilets Jaunes

22 janvier 2019 · 🌐

« J'accuse les médias d'avoir caché pendant 8 semaines une répression d'une violence sans précédent en France depuis la guerre d'Algérie »



Damoclès

22 janvier 2019 · 🌐

« J'accuse les médias d'avoir caché pendant 8 semaines une répression d'une violence sans précédent en France depuis la guerre d'Algérie » [Jean-Yves Le Gallou](#)

Qu'en pensez-vous ?

Soutien aux Gilets Jaunes

21 janvier 2019 · 🌐

Schiappa chez Hanouna pour une soirée sur le « grand débat » de Macron. Non, ce n'est pas une blague.



Damoclès

21 janvier 2019 · 🌐

Ceci n'est même pas une blague.

Soutien aux Gilets Jaunes

5 janvier 2019 · 🌐

Voilà le genre de médias auxquels les Français sont censés croire...

Donnez votre avis dans les commentaires !



👍👎👏 264

112 commentaires 38 partages



"La mobilisation s'essoufle ils sont aujourd'hui un peu moins de 900 da..."

J'aime Commenter Partager 741 · 56 commentaires · 37 K vues

Gilets Jaunes Infos 5 janvier 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

"La mobilisation s'essoufle ils sont aujourd'hui un peu moins de 900 dans toute la France selon BFM TV, LCI, CNEWS..." Voici des images de Paris où l'ActeVIII débute et ce n'est que le début !

Plus pertinents

Aux champs et gilets :
Je m'baladais sur l'avenue, mon gilet jaune et mes amis
Je voulais juste retrouver, ma liberté!... **En voir plus**

J'aime Répondre 4 ans 15

Domage qu'avec leurs diplômes...ils ne savent tjs pas compter...ou alors il faut revoir leurs vues...

Écrivez un commentaire...



Xavier Léoty, photographe de presse, a reçu un tir de flashball pendant l...

J'aime Commenter Partager 412 · 44 commentaires · 38 K vues

Gilets Jaunes Infos 13 janvier 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Xavier Léoty, photographe de presse, a reçu un tir de flashball pendant la manifestation des gilets jaunes du 12 janvier 2019 à La Rochelle. Bilan : rotule du genou cassée... Sa GoPro a tout filmé !

Plus pertinents

le pauvre après on lira ou verra à la télé que se sont les GJ qui emmerdent la presse , bravo la police VOUS EN AVEZ ENCORE BLESSE UN , je partage courage les gilets jaunes

J'aime Répondre 4 ans 11

Il faut de manière proportionnée répliquer à la menace, je confirme dans une dictature un

Écrivez un commentaire...

La vraie démocratie 18 janvier 2019

Quand je vois le visage de Fiorina, une larme coule spontanément ... Elle n'a que 20 ans et pourtant sa vie a basculé ce 8 décembre dernier en plein Champs-Élysées. Ce qui me révolte le plus dans cette affaire, c'est le silence médiatique. Essayez de taper les mots clés sur Google : «Fiorina Bfmtv» ou «Fiorina Cnews», vous allez voir. Pour ces médias officiels, Fiorina n'existe pas. Mais pour nous elle existe, donc partagez au max !



2,6 K

492 commentaires 5,1 K partages



La manipulation des médias

J'aime Commenter Partager 1,8 K · 111 commentaires · 1 M vues

La vraie démocratie 10 janvier 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Les médias: Quand Jean Claude Bourret (ancien présentateur des journaux de TF1 et de La Cinq) explique la manipulation des médias.

Auteur de la vidéo : reinformation.tv

Plus pertinents

Il suffisait de suivre les infos pour voir que l'on a parlé du boxeur qui a boxer le policier moi je dirais qu'il y a box et le bouclier du policier mais on a surtout pas parler du médaillés de la Légion d'honneur qui lui a tabassé carrément un gars qu... En voir plus

J'aime Répondre 4 ans

41

Écrivez un commentaire...



Soutien aux Gilets Jaunes

23 janvier 2019 ·

MESSAGE IMPORTANT

Les anti-Gilets Jaunes, soutiens de Macron, organisent une manifestation ce dimanche 27 janvier. Ils veulent faire croire que les Français ne soutiennent plus les Gilets Jaunes, que l'opinion publique a changé de bord. Ils veulent faire croire qu'ils sont plus nombreux que nous.

Nous devons donc être **BEAUCOUP** plus nombreux ce samedi qu'eux le seront dimanche. Comme ça, même les médias propagandistes auront du mal à cacher la vérité. S'il y a un Acte essentiel dans notre mobilisation, c'est bien l'Acte 11, ce samedi 26 janvier.

TOUS dans la rue samedi !

Faites passer le message pour mobiliser un maximum de Français !

J'aime Répondre 515

195 commentaires 1,7 K partages



Quand les médias viennent au secours du pouvoir

J'aime Commenter Partager 262 · 27 commentaires · 24 K vues

CND Cerveaux non disponibles 7 janvier 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

**** LES MEDIAS AU SECOURS DU POUVOIR ****

L'appel au calme. Le fameux appel à se désolidariser des plus violents. De façon paternaliste et fausement non partisane, les médias dominants jouent une nouvelle fois leur rôle de chiens de garde du pouvoir. ... Voir plus

Plus pertinents

Plus de raison de regarder ou croire les médias !! Moi ça fait 10 ans que j'ai vu leurs systèmes de propagande !! Défendre les fortunés et les célébrités mais anéantir une personne normale qui veut se défendre ou soit de mauvaise fois !!! Médias fait p... En voir plus

Écrivez un commentaire...



Cerveaux non disponibles
25 janvier 2019 · 🌐

Très bon texte de télérama sur la façon dont les analystes des principales chaînes infos tentent de décrédibiliser le rapport oxfam qui dénonce la montée des inégalités.



TELERAMA.FR

Oxfam s'est trompé, les inégalités sont un bienfait pour l'humanité

Lundi dernier, les meilleurs économistes de LCI et de BFMTV décryptaient les...

👍👎👏 172

8 commentaires 105 partages



Cerveaux non disponibles

29 janvier 2019 · 🌐

Les médias dénigrent le mouvement en le taxant d'extrême droite... tout en invitant sur leurs plateaux des racistes rejetés par les GJ sur le terrain.

LA-BAS.ORG

Extrême droite, les « gilets jaunes » font le ménage, pas les médias ! | Textes à l'appui | Là-bas si j'y suis

👍👎👏 119

9 commentaires 77 partages



Cerveaux non disponibles

14 janvier 2019 · 🌐

*** Médias et pages alternatives ***

On travaille sur un article / inventaire des meilleurs médias et autres comptes Facebook, Twitter, YouTube, pour suivre le mouvement des gilets jaunes. Aussi bien sur le côté articles/débats que sur les infos plus factuelles et la recherche de photos et vidéos. Que ce soit au niveau national ou régional.

Merci de nous mettre en commentaire les liens que vous conseillez aux autres gilets jaunes. On publiera rapidement le compte rendu le plus précis possible.



👍👎👏 62

17 commentaires 38 partages



Soutien aux Gilets Jaunes

20 janvier 2019 · 🌐



Ce que les médias politiquement correct ne vous disent pas sur le Traité d'Aix-la-Chapelle que Macron veut signer mardi.



DAMOCLES.CO

NON au Traité d'Aix-la-Chapelle entre la France et l'Allemagne !

Il est urgent de se mobiliser contre sa signature le 22 janvier

👍👎👏 36

11 commentaires 20 partages

20h Médias : Brut, RT, Vincent Lapierre, les médias chouchous des gilets jaunes

Créer

Vécu
11 janvier 2019 · 🌐

Vécu, le média du gilet jaune a été boycotté du sondage lancé par Eric DROUET et donc des médias. Nous garderons notre ligne de conduite et les gens savent que l'équipe est intègre. Merci à tous ceux qui nous suivent et qui nous protègent dans l'intérêt collectif ❤️

Pour preuve : <https://www.liberation.fr/.../un-fosse-toujours-plus...>

👍👎👏 908 474 commentaires 203 partages

J'aime Commenter Partager

Les plus pertinents

Cà suffit les guéguerres ! Ces histoires nuisent à l'ensemble du mouvement. Pitié, parlez-vous hors caméra !
J'aime Répondre · 1 ans 58
↳ 12 réponses

Désolée pour toi Gabin mais vécu est un média approuvée par le système donc p boycotte vécu.
~ ~ ~

Votre commentaire...

Février 2019

Carte des rassemblements

Carte des rassemblements
14 février 2019

VISIONNEZ BIEN LA VIDÉO DE CET ARTICLE AFFOLANT !
PRAUD N'AIME PAS LE STYLE DES GJ ,QU IL QUALIFIE DE GUEUX,
COMPLOTISTES DE NERVIS ECT ECT MAIS MAIS... IL AIME un PEDOPHILE « Le
journaliste Pascal Praud déclarait, dans un article publié par Le Point du
22/12/2018 : « Plus qu'un livre de chevet, j'aime beaucoup Gabriel Matzneff, dont
je crois avoir tous les livres. J'aime son style, ses formules, son rythme. J'aime ce
qu'il dit et comme il le dit ».
Pascal Praud ne semble absolument pas gêné de fréquenter Matzneff, en
mangeant avec lui au restaurant par exemple, ni de déclarer son amitié pour lui
au travers des médias.
La France pro-pédophilie a encore de beaux jours devant elle...

**Pourquoi une voiture de la police
caillassé monopolise les médias alors
que ça arrive tout les jours dans les
quartiers ?**

LELIBREPENSEUR.ORG
**Pascal Praud aime « beaucoup » Gabriel Matzneff, le pédophile qui
sodomisait des enfants !**

3,6 K 935 commentaires 6,3 K partages 854 204 commentaires 2 K partages

Carte des rassemblements
9 février 2019

Je le savais déjà pour l'avoir constaté à travers la lucarne des medias indépendants ou celui des images vidéos de manifestants, mais aujourd'hui j'ai vu avec mes yeux que la république française n'était plus.
J'ai vu des gilets jaunes dont moi, se battre contre des Nazis; j'ai vu une femme se faire tabasser par un Nazi à qui j'ai réglé son compte, j'ai vu ce même Nazi rejoindre son groupe de 15/20 personnes a tout juste 10 m des forces de l'ordre; j'ai vu des forces de l'ordre qui auraient pu fondre sur eux en quelques secondes ne pas le faire; j'ai vu ma colère monter à ce moment là que je me suis posé devant eux en hurlant ma haine d'avoir constater leur inaction volontaire; j'ai vu les garants de l'ordre républicain se dévoyer pour que le désordre soit bien entretenu; j'ai vu aujourd'hui que la République est morte; Et j'ai su aujourd'hui que je n'obeirai plus à cette république.
J'ai su que le combat ne peut plus s'arrêter; j'ai su que ce combat était juste; j'ai su que les Gilets Jaunes étaient des Citoyens incroyable; j'ai su ce que veut dire le mot fierté; j'ai su que la nation légitime était de couleur jaune; j'ai su que l'éveil était de couleur jaune; j'ai su que l'avenir était de couleur jaune; j'ai su que la Nouvelle République sera de couleur jaune.
J'ai su que le courage d'aujourd'hui sera le courage de demain.
J'ai su qu'en venant d'univers différents nous nous assemblions.
J'ai vu un peuple voulant briser ses chaînes
J'ai vu un PEUPLE tout simplement.
Ne l'oubliez jamais. Plus jamais.

4,9 K 551 commentaires 4,3 K partages

Carte des rassemblements
17 février 2019

**SOUTENONS MEDIAPART attaqué par
Benalla et le pouvoir. Nous avons
besoin de media libre qui informe
librement l'opinion**

3,8 K 871 commentaires 4,6 K partages

Carte des rassemblements
25 février 2019

Bonjours samedi je suis allé au Salon de l'agriculture pour faire plaisir à mon fils
Je tiens à préciser à toutes les personnes qui continuent de regarder BFM et
autre qu'il n'y avait pas autant de monde autours de lui et que les gens qui
passer en voyants que c'était lui disait clairement qu'il en avais rien a faire de lui
qu'il pouvais bien aller se faire foutre donc sur les milliers de personnes qu'il y
avait les 100 qui était autours de lui était des petite miettes
Ne croyez pas tous ce qu'on veux vous faire croire

2,8 K 374 commentaires 3,7 K partages

11 février 2019 · Carte des rassemblements

Chapeau bas Monsieur Rodrigues !
Seul face à Cnews, Pascal Pros et ses deux sbires d'éditorialistes tu te défends comme un chef ! Nous pouvons tous être fier de t'avoir dans nos rangs !
Force et honneur 🇫🇷🇫🇷🇫🇷



4,7 K 639 commentaires 740 partages

16 février 2019 · Carte des rassemblements

Nous sommes en France.
C'est la pizzeria Vapiano rue marbeuf selon d'autres publications.
J'apporte mon tout soutien à ce père qui a dû avoir très peur pour ses enfants...
[Maj] : 2 jours après, aucun article n'est parus sur cet scène d'une extrême violence, bien plus violente qu'une guerre de conviction entre deux adultes qui pourtant, elle fait la une de tous les médias.



1,2 K 307 commentaires 2,2 K partages

22 février 2019 · Carte des rassemblements

Propos hyper scandaleux lisez l'article il y a moyen de porter plainte. Il dit que les GJ blessés se sont auto mutilés, incroyable ce type est cinglé.



TELERAMA.FR
Pour Yves Calvi, la France des Gilets jaunes, c'est le Venezuela
"Une radicalisation dans la radicalisation", diagnostique Yves Calvi sur Canal+, remonté co...

888 512 commentaires 337 partages

5 février 2019 · Carte des rassemblements



1,8 K 295 commentaires 2,6 K partages

26 février 2019 · Carte des rassemblements

Allez...qui n'a pas aimé cet avocat "le tueur médiatique de fabriques d'opinions"...Celui qui a vite calmé le président du medef le laissant sans voix...qui a obligé Ruth Elkrief à le laisser terminer poliment ses phrases. Partout où il est passé il a été entendu, respecté et n'a jamais changé ni de stratégie ni d'objectif dans ce combat.

Si vous aussi le voulez

Cliquez sur la photo et signez cette pétition...

Attention un Like n'apportera rien il faut aller signer si vous souhaitez qu'il puisse continuer à se battre face aux médias...



CHANGE.ORG

Sign now 🇫🇷 François Boulo - porte parole des Gilets jaunes

555 signatures are still needed!

👍❤️ 980

331 commentaires 245 partages

2 février 2019 · Carte des rassemblements

Selon RT France 290 000 personnes mobilisés dans toute la France alors que bfm dit 58000 y a pas un problème la

👍😡🇫🇷 1,6 K

477 commentaires 2,6 K partages

12 février 2019 · Carte des rassemblements

**Nouvelle arme contre le mouvement GJ !
Les médias balancent que nous sommes a
74% des actes antisémite 🇫🇷🇫🇷🇫🇷**

👍😡🇫🇷 2,6 K

1,4 K commentaires 552 partages

18 février 2019 · Carte des rassemblements

**Les GJ sont devenus antisémites en un week-end
Les médias, les politiques ne savent plus
quoi inventer pour nous discréditer 🇫🇷**

👍😡🇫🇷 2,1 K

575 commentaires 1,8 K partages

16 février 2019 · Carte des rassemblements

N'écoutez pas les médias... l'union fait la force 🇫🇷



Ce contenu n'est pas disponible actuellement

Ce problème vient généralement du fait que le propriétaire ne l'a partagé qu'avec un petit groupe de personnes, a modifié qui pouvait le voir ou l'a supprimé.

👍❤️ 1,7 K

110 commentaires 877 partages

Carte des rassemblements
16 février 2019 · 🌐

⚠️ Exclu: BFM reconnaît avoir mené tout le monde en bateau concernant le nombre des manifestants.
N'hésitez pas à partager la vidéo (surtout auprès des personnes qui ont une confiance aveugle dans les médias mainstream).



👍❤️ 148 14 commentaires 2,9 K partages

Carte des rassemblements
17 février 2019 · 🌐

anti-sémitisme la nouvelle arme des Médias
et Macron pour discréditer les Gilets jaunes

👍❤️ 1,8 K 857 commentaires 1,3 K partages



Carte des rassemblements

Feb 19, 2019 at 9:00 AM

Le fondateur de Terra Nova tombe pour pédophilie, la presse française muette

BVOLTAIRE.FR

18.06x 👍❤️ 548 💬 76 ➦ 658

Carte des rassemblements
11 février 2019 · 🌐

c est quoi encore cette enfumage.c est qui les 10 français choisis?



LCI.FR
ÉVÈNEMENT LCI - La Grande explication : dix Français face à Edouard Philippe mercredi

👍❤️ 566 514 commentaires 132 partages

16 février 2019 · Carte des rassemblements

Gilets Jaunes, dites vous bien que tant que les médias nationaux ridiculisent le mouvement, c'est la preuve que nous les inquiétons !

1,7 K · 242 commentaires · 1,3 K partages

27 février 2019 · Carte des rassemblements

Effet boum ou coïncidence ?

Nous sommes sur un rond-point, face à un petit centre commercial. Nous prôtons le dialogue avec les personnes qu'elles soutiennent ou pas le mouvement.

La majorité des automobilistes dit nous soutenir, klaxonne, nous montre leur gilet et nous demande de ne pas lâcher.

Nous nous sommes rendu compte que les jours passent et que finalement nous faisons partie du décor. Que les personnes ne prennent même plus le temps de lire les pancartes que nous changeons régulièrement.

Nous avons donc été sur le parking à la rencontre des personnes qui venaient faire leurs achats. Nous leurs avons présenté notre nouvelle pancarte et demandé ce qu'ils pensaient de nos nouvelles revendications.

Pour tous la réponse fut « NON, NON, SURTOUT PAS, MAIS POURQUOI ? ».

C'est malheureux à dire mais il y avait du désarroi dans leurs yeux, leur incompréhension faisait peser un grand désespoir. Il nous était alors facile de leur faire part de notre investissement jours après jours, de notre fatigue, du besoin moral de voir que la soit disant désapprobation croissante des français vis-à-vis des gilets jaunes est fautive. De leur faire comprendre que leur soutien derrière un pare-brise n'est pas suffisant. Que la passivité des gilets jaunes de l'ombre allait donner raison aux médias et au gouvernement à savoir la fin du mouvement.

Nous avons alors expliqué que cette pancarte n'est pas nos nouvelles revendications mais ce qui allait arriver si nous abandonnions et tout comme eux restions chez nous. Nous avons insisté que si cela devait se passer qu'il ne fallait surtout pas penser qu'une deuxième fois nous redescendrons dans la rue. Que c'est maintenant ou jamais qu'un avenir meilleur peut voir le jour.

Voici ce qui est noté sur notre pancarte : Nous demandons + d'IMPÔTS, + de TAXES – d'AIDES. Nous voulons TRAVAILLER + pour GAGNER –

Ceux qui nous soutiennent mais restent passifs, évoquent principalement 2 raisons :

- PEUR DES VIOLENCES : Nous expliquons le but des médias de noircir le mouvement, de faire croire que les gilets jaunes sont des casseurs, des violents... Nous les rassurons, nous leurs expliquons que le mouvement ne se résume pas aux manifestations et qu'il est important que chacun montre son soutien sur le terrain ne serait-ce sur le rond-point.
- MANQUE DE TEMPS (travail, enfants...) : Nous controns cette excuse en leurs démontrant que chacun (sauf cas particulier) peut se libérer ¼ heure, ½ heure par semaine. Nous citons des exemples : les mères au foyer passent pendant les heures scolaires, les travailleurs viennent soit sur leurs poses repas, soit le soir après leur journée, ou sur le week-end. Les couples s'organisent pour que l'un d'eux se libère dès que possible. Nous leurs montrons que nous aussi nous avons une famille, des loisirs et que tout comme eux, nous aimerions être chez nous devant la télé, l'ordi... ou faire un footing. Nous concluons par : « merci pour cette discussion, vous êtes venu faire vos courses et vous avez trouvé le temps, sans vous en rendre compte d'être avec nous. Nous espérons donc vous revoir bientôt sur le rond-point à nos côtés ne serait-ce le temps d'un café ».

Effet boum ou coïncidence ? Peu importe depuis nous voyons de nouveaux gilets jaunes nous rejoindre .

1,5 K · 184 commentaires · 823 partages

11 février 2019 · Carte des rassemblements

TOUT LE MONDE CRAQUE : LES BOBOS LES FLICS LES MEDIAS ETC ... ACCROCHEZ VOUS !!!

1,3 K · 294 commentaires · 595 partages

4 février 2019 · Carte des rassemblements

Après les révélations de Mediapart, qui prouve que Benalla et Crase ont violé leur contrôle judiciaire.

Le procureur aurait déjà dû les mettre en détention provisoire pour les empêcher de se revoir et magouiller pour dissimuler des preuves.

Mais non! Au lieu de ça, le procureur décide, à la demande de Benalla, d'ouvrir une enquête préliminaire pour atteindre à la vie privée 🤔, et il se point ce matin chez Mediapart pour tenter de les perquisitionner!

Non mais on marche sur la tête là! Comme dirait Luchini " c'est ENORME"

Pour rappel, les procureurs sont au ordre direct du gouvernement et de la présidence. Non tant de ça, on apprend que ce procureur a été nommé directement par, par, par,.....

Macron, et oui! Oui, oui, vois ne rêvez pas!

Alors qu'en temps normal, c'est un collège de magistrat et 2 ministres qui s'occupent de cette tâche.

La dérive autoritaire de ce président atteint son paroxysme. Tous comme les multiples atteintes aux libertés fondamentales.

Tous les jour nous amène son lot de révélations faisant apparaître l'état de pourriture et de corruption du système. 😞

Politique, media, justice.

Ces trois pouvoir, qui doivent être libre et indépendant pour éviter la concentration des pouvoir et garantir la démocratie, sont en réalité désormais dans les mains d'un monarque.

Nous ne sommes d'ores et déjà plus en démocratie! 😞

1,1 K · 257 commentaires · 1,3 K partages

3 février 2019 · Carte des rassemblements

La presse française ne sortira pas grandie de la révolution des gilets jaunes...

Patrick DRAHI

Propriétaire de
BFM
RMC
i24news
Libération
L'Express
SFR
Et d'autres

Ne paie pas d'impôt en France
En échange de désinformer le peuple

27 janvier 2019 ·

1,5 K · 249 commentaires · 2,2 K partages

27 février 2019 · Carte des rassemblements

BFM qui fait passer fly rider pour un complotiste !! HONTEUX !!

1,1 K · 839 commentaires · 137 partages

Pages



Le sketch censuré sur France 2

J'aime Commenter Partager 36 K · 4,5 K commentaires · 2,4 M vues



Coup en direct

J'aime Commenter Partager 2,5 K · 502 commentaires · 296 K vues



« Lui! Lui! Ce fils de pute! (...) Journaliste de mes couilles. »

J'aime Commenter Partager 522 · 107 commentaires · 88 K vues

La vraie démocratie 21 février 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Le sketch de Laura Laune enregistré lors du tournage du Grand Oral n'a pas été diffusé mardi soir sur France 2. Alors que l'humoriste belge a mis en ligne sa chanson sarcastique au sujet de son amour pour la France, le groupe de production audiovisuelle «Éléphant TV» a assuré au Figaro que le choix de la rédaction n'avait pas été motivé par son contenu.

Visitez la page Facebook de Laura Laune :

<https://www.facebook.com/launelaura/>

Visitez la chaîne Youtube de Laura Laune :

<https://www.youtube.com/channel/UCb32WqbnB979c0RdIFGZVvA>

Crédit vidéo : Laura Laune

Voir moins

Plus pertinents

Écrivez un commentaire...

La vraie démocratie 26 février 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Steven Lebbe, Gilet Jaune, balance tout sur BFM avant d'être coupé par les journalistes en plateau.

Voir les replay de BFM : <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/replay/>

Crédit vidéo : BFM

Plus pertinents

Les questions orientées... C'est pas du journalisme mais de la propagande.

J'aime Répondre 4 ans 137

↳ 2 réponses

Écrivez un commentaire...

Gilets Jaunes Infos 16 février 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

« Lui! Lui! Ce fils de pute! (...) Journaliste de mes couilles. »
Entrave à la liberté de la presse. BRAVO 🙌

Plus pertinents

Je croyais su on avait le droit de filmer quand ils sont ds l'exercice de leurs fonctions ?
Ils ont peur de quoi en fait pk on doit pas filmer peur que leur bavure et excès de zèle ne soient relayés et diffusés ?

J'aime Répondre 4 ans 25

↳ 2 réponses

Écrivez un commentaire...



Soutien aux Gilets Jaunes

8 février 2019 · 🌐

Ce que les autres médias ne vous ont pas dit : ces djihadistes continuent de toucher des allocations financées par vos impôts.

DAMOCLES.CO

Les djihadistes continuent-ils de toucher des aides sociales ?

Damoclés Désintox : ce que les autres médias ne vous disent pas.

👍👎👤 245

66 commentaires 250 partages



Cerveaux non disponibles

6 février 2019 · 🌐

C'était donc ça un président moderne et progressiste ?

BASTAMAG.NET

Liberté de la presse, de manifester, de l'action syndicale : l'inquiétante dérive autoritaire de Macron

👍👎👤 379

64 commentaires 400 partages



Cerveaux non disponibles

11 février 2019 · 🌐

** Nos désirs font désordres **

Avouons-le : l'acte 13 nous a agréablement surpris et rassurés dans l'avenir du mouvement. En plus de leur détermination, nous savons désormais que les Gilets Jaunes sont en grande partie opposés à jouer le jeu de rassemblement déclaré et encadré.

A Paris, si la plupart des GJ se sont rassemblés sur le lieu de l'unique manifestation déclarée, c'était surtout dans l'optique d'être avec le plus de monde possible, pour rapidement se détourner du parcours prévu par la préfecture. Non pas pour tout casser mais pour reprendre le contrôle de notre mouvement. Pour nous retrouver entre nous et décider de façon autonome et collective des actions à mener. Chose devenue impossible dans une manifestation totalement encadrée par la police et par un service d'ordre.

C'est en début d'après midi qu'une dizaine de manifestants initie le mouvement d'une manif sauvage. Passées les quelques secondes d'hésitation, des centaines de GJ se sont engouffrés dans la petite rue en criant "Grève, blocage, manif sauvage". A notre grande surprise, la quasi-totalité du cortège décide alors de suivre la sauvage. Pendant plus d'une heure, la manif sauvage se retrouve totalement libérée de toute police ou service d'ordre. Les médias et le pouvoir retiendront les voitures brûlées et les vitres cassées de banques/assurances. Mais la puissance du moment était ailleurs, au delà.



Cerveaux non disponibles

18 février 2019 · 🌐

** 20MINUTES SIGNALA NOTRE PAGE À FACEBOOK COMME PAGE DE FAKE NEWS **

La semaine passée, notre page a diffusé la photo des deux serveurs du bistrot Le Champs de Mars, qui étaient sortis armés de flashball. Cette publication a été signalée à Facebook comme "fake news" par des journalistes de [20 Minutes](#), partenaire de fb pour lutter contre les fausses informations.

Depuis, notre page connaît de grosses difficultés pour tout ce qui concerne le partage et l'invitation (posts, événements, vidéos). Nous nous étonnons de cette dénonciation de la part de 20 Minutes, d'autant que leur article confirme que ce type de flashball est en vente libre... Et qu'ils n'ont aucun élément allant dans le sens d'un photo montage.

Lutter contre les fausses informations ne doit pas être un prétexte pour lutter contre les pages d'informations "non officielles" et indépendantes.

La défiance envers les médias de masse ne se réduira pas si ceux-ci se comportent en censeurs et travaillent avec Facebook ou Twitter pour minimiser la portée de pages indépendantes et alternatives.

Face à cette censure et au blocage de notre page, nous appelons tous ceux qui soutiennent notre démarche à relayer ce post et à inviter leurs amis à venir par eux même voir nos publications. Ceux qui le souhaitent peuvent également envoyer un petit message à 20 minutes pour leur signifier leur point de vue sur cette "dénonciation abusive".

Merci à tous.

L'équipe de Cerveaux non disponibles.

Récemment déclarée fausse information par des médias de vérification indépendants

Pour lutter contre les fausses informations, Facebook réduit la diffusion du contenu trompeur tout en fournissant des rapports supplémentaires concernant le sujet en question. Les Pages et sites web qui publient ou partagent de manière répétée de fausses informations verront leur distribution réduite et leur capacité à monétiser et faire de la publicité ainsi qu'à s'enregistrer comme Page d'actualités supprimée. En savoir plus

Cerveaux non disponibles a partagé du contenu évalué **Mélange** par un média de vérification indépendant.
Notification le 14 février 2019

Cerveaux non disponibles a partagé **du contenu** qui a été vérifié par 20 Minutes.
En savoir plus sur le fonctionnement de la vérification des informations sur Facebook.



20 MINUTES Média de vérification

Le serveur d'un restaurant était-il armé d'un Flash-Ball pendant l'acte 13?

Pour lutter contre les fausses informations, Facebook limite la distribution de contenu trompeur tout en fournissant des rapports supplémentaires sur chaque actualité signalée.

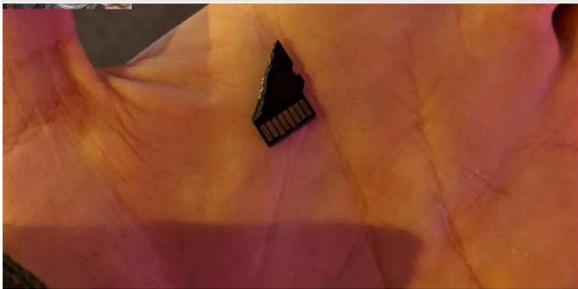
Les Pages et sites web qui publient ou partagent de manière répétée du contenu

Gilets Jaunes Infos
17 février 2019 · 🌐

« Pour avoir filmé, j'ai été arrêté discrètement par 4 policiers qui ont démonté ma caméra, sorti ma carte mémoire et l'ont brisée en deux. »
Entraîne liberté de la presse. Paris Acte14.

is Théo,

aujourd'hui j'étais rue Marbeuf pour l'acte 14 à Paris avec un c
Pour avoir filmé, j'ai été arrêté discrètement à 19h50 toujour
rue Marbeuf par 4 policiers qui ont démonté ma caméra, sorti ma
e et l'ont brisée en deux. Je n'ai rien pu faire, dès que je bou
menaçaient de rébellion. J'ai réclamé les numéros RIO (matri
poudu "on est pas des filles faciles, on file pas nos numéros
ça". Peut-être certains d'entre vous m'ont entendu hurler en g
cs dans l'avenue des champs Élysées, en demandant aux g



Cerveaux non disponibles
18 février 2019 · 🌐

Acrimed lance avec des associations, des organisations de journalistes, des médias, des syndicats et des organisations politiques une déclaration commune pour se « mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias ». Cette déclaration, à diffuser et à signer largement, est une première étape dans la construction d'une mobilisation et d'initiatives communes pour transformer les médias.

ACRIMED.ORG

Réapproprions-nous les médias !

👍 183

16 commentaires 99 partages



Excellente intervention

👍 J'aime 🗨 Commenter 🔄 Partager

👍❤️ 29 K · 2,6 K commentaires · 2,6 M vues

La vraie démocratie
23 février 2019 · 🌐

[Vue d'ensemble](#) [Commentaires](#)

Excellente intervention d'un Gilet Jaune au sujet des médias.
Crédit vidéo : Le micro-trottoir de M.Borowski

Plus pertinents ▾

J'aimerais connaître ce mec.
Quelle éloquence ! Il est impressionnant dans son organisation des idées et sa spontanéité.
J'aime Répondre 4 ans 373
↳ 22 réponses

Mr BRAVO ...vous avez du verbe , de la connaissance et surtout des COUILLESbravo GILET JAUNE

Écrivez un commentaire...

Gilets Jaunes Infos
2 février 2019 · 🌐

Regardez comment les journalistes doivent se protéger pour venir faire leur travail d'information. On est en France, c'est hallucinant d'en arriver là ! Bravo à toi et merci encore Rémy Buisine de prendre des risques tous les week-ends pour nous tenir informer et nous montrer la vérité.



Rémy Buisine
2 février 2019 · 🌐

Quand David Dufresne inverse les rôles pendant mon direct ! #JetaisPasPret
Crédit : Clément Lanot

Compteur Officiel De Gilets Jaunes
7 février 2019 · 🌐

INFO PARIS.....



DIM, 17 FÉVR. 2019

Rassemblement de soutien à Mediapart & pour nos libertés

Place de la République, 75010 Paris, France
Julia était intéressé

👍❤️ 256

12 commentaires



Impressionnante foule, cette vidéo que vous ne verrez pas dans les médias 🇫🇷 #GiletsJaunes #manif #acte15

J'aime Commenter Partager 126 · 8 commentaires · 1,2 K vues



Cerveaux non disponibles

14 février 2019 · 🌐

Émission radio de "La Bas si j'y suis" consacrée aux GJ.

Les Gilets Jaunes, c'est la peur d'un retour des classes populaires dans le débat public, dont elles avaient été consciencieusement chassées. Cette trouille, Irène Inchauspé, la journaliste de L'Opinion, en a témoigné sur le plateau de Canal+ : « ils vont distribuer des primes, tous les grands groupes, parce que d'abord, ils ont vraiment eu peur, à un moment, d'avoir leurs têtes sur des piques. Ils avaient... Ils ont passé... Ah oui ! Les grandes entreprises, vous savez, quand il y a eu le samedi terrible, là, avec toutes les dégradations, ils avaient appelé le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, en lui disant : "Tu lâches tout ! Tu lâches tout, parce que sinon..." Ils se sentaient... ils se sentaient menacés physiquement, les grands patrons ! »

LA-BAS.ORG

Quand les « gilets jaunes » font tomber les masques | Entretiens | Là-bas si j'y suis

112 3 commentaires 50 partages



🔥🔥🔥 INCROYABLE ! La journaliste de LCI avoue en direct que la police envoie bien des grenades lacrymogènes depuis l'hélicoptère !! 😡😡...

J'aime Commenter Partager 56 · 4 commentaires · 1,5 K vues



Gilets Jaunes Officiel

28 février 2019 · 🌐

Abonné(e)

Vue d'ensemble

Commentaires

Impressionnante foule, cette vidéo que vous ne verrez pas dans les médias 🇫🇷 #GiletsJaunes #manif #acte15

Plus pertinents

attention la phase une est bientôt fini , les fichiés terminé, la phase 2 les rafles ,une petite dose de provocation , et hoppe dans le panier à salade , et hoppe case goulagsyndicalistes qui sortrons du rang ,les pseudos meneurs un pti peu bruyant ...danger

J'aime Répondre 4 ans

Bravo à vous soutien aux gilet jaune

Écrivez un commentaire...

J'aime Répondre 4 ans



Gilets Jaunes Officiel

24 février 2019 · 🌐

Abonné(e)

Vue d'ensemble

Commentaires

🔥🔥🔥

INCROYABLE !

La journaliste de LCI avoue en direct que la police envoie bien des grenades lacrymogènes depuis l'hélicoptère !! 😡😡

#ActeXV #Acte15 #giletsjaunes #giletjaune #BFM #LFI

#FrancInSoumise #LREM #LCI #EnMarche

#ViolencesPolicieres #CGT #StopGiletsJaunes

Voir moins

Plus pertinents

ca c est deja fait a toulouse 🇫🇷 5

J'aime Répondre 4 ans

Écrivez un commentaire...

J'aime Répondre 4 ans



Soutien aux Gilets Jaunes

18 février 2019 · 🌐



Pourtant les médias politiquement corrects ont pratiqué un amalgame immédiat avec les Gilets Jaunes... que pensez-vous de cette affaire ?



Soutien aux Gilets Jaunes a partagé une vidéo depuis la playlist Les mensonges des médias politiquement corrects.

25 février 2019 · 🌐

Après avoir qualifié le drapeau de la Picardie d' « extrême-droite », Sylvain Boulouque invente un « proche de Dieudonné » parmi les Gilets Jaunes. Plus gros menteur télévisuel ?



Damoclès a publié une vidéo dans la playlist Les mensonges des médias politiquement corrects.

25 février 2019 · 🌐

LEPARISIEN.FR

Injures contre Alain Finkielkraut : le suspect a évolué dans la mouvance islamiste radicale



80

32 commentaires 20 partages



Soutien aux Gilets Jaunes

14 février 2019 · 🌐



L'affaire #LigueduLOL c'est aussi le scandale d'une presse largement subventionnée dans laquelle les Français n'ont plus confiance et qu'ils n'achètent plus.



BVOLTAIRE.FR

Samuel Lafont : "Ligue du LOL, vu leur nombre et la durée, ces journalistes se protégeaient entre eux ...

Samuel Lafont revient au micro de Boulevard Voltaire sur l'affaire de la Ligue du LOL. "En les écartant, ces journaux de gauche cherchent à se protéger. Ma



37

3 commentaires 18 partages



Soutien aux Gilets Jaunes

8 février 2019 · 🌐



La pauvreté en France ne se situe pas là où les politiques ou la plupart des médias le prétendent au quotidien...



Damoclès

7 février 2019 · 🌐

« Toutes ces villes sont situées dans deux régions, le Nord-Pas-de-Calais et le Midi languedocien »

LEXPRESS.FR

Les 10 agglomérations les plus pauvres



32

16 partages





Gilets Jaunes Officiel

6 février 2019 ·



Une pensée à tous ces blessés des [#violencespolicières](#) auquel le gouvernement ne veut pas voir ni les médias d'ailleurs [#GiletsJaunes](#)



7 partages

Mars 2019

Carte des rassemblements

26 mars 2019 · Carte des rassemblements

Vidéo prise aux informations ce soir(cnews) c'est pas une preuve sa ?...



0:42 / 0:54

1,1 K 228 commentaires 12 K partages

12 mars 2019 · Carte des rassemblements



LAVDN.LAVOIXDUNORD.FR

Télé: Les abonnés à Free pourraient bientôt ne plus pouvoir regarder BFMTV

2,7 K 1,9 K commentaires 500 partages

17 mars 2019 · Carte des rassemblements

cette vidéo n'est pas de moi, je la poste car elle pose des questions sur l'origine de l'incendie, les médias parlent d'un cocktail molotov lancé à l'intérieur du restaurant, on ne voit rien de tel sur ces images.



494 107 commentaires 5,5 K partages

23 mars 2019 · Carte des rassemblements

Après un mouvement de foule selon les médias, à quand une réforme contre le déni d'informations ?

Ce contenu n'est pas disponible actuellement
Ce problème vient généralement du fait que le propriétaire ne l'a partagé qu'avec un petit groupe de personnes, a modifié qui pouvait le voir ou l'a supprimé.

3,2 K 290 commentaires 2,4 K partages

Carte des rassemblements
2 mars 2019

**Les CRS sont a bout!
Les medias commencent a flippe!
On va y arrivé il ne faut surtout rien lache!
Vive les gilets jaunes! 🇫🇷🇫🇷**

5,1 K 807 commentaires 3 K partages

Carte des rassemblements
17 mars 2019

**Le Fouquet's vandalisé, scandaleux,
honteux, selon les médias, mais 560 Sdf
morts en 2018 ça ne les gêne pas !!!**

3,3 K 764 commentaires 4,7 K partages

Carte des rassemblements
17 mars 2019

Avec Rémi de Brut. On s'est retrouvé dans une cour pour se protéger.. Pas le choix. Avec pas mal de journalistes moi medic. Le flic a tapé dans mon tel pour que j'arrête de le filmer en train de tabasser un gars...



525 25 commentaires 5 K partages

Carte des rassemblements
13 mars 2019

Un des rares media à traiter réellement l'information sur les GJ

Médias: Mediapart atteint les 150 000 abonnés et révèle des cas de harcèlement en son sein

1,8 K 204 commentaires 703 partages

19 mars 2019 · Carte des rassemblements

QUELLE HONTE. Quand les puissances financières prennent la tête d'un gouvernement, elles n'hésitent pas à envoyer leur Police gazer les enseignants qui manifestent devant leur rectorat.

Plus ils tenteront de nous faire taire par la force, plus nous serons nombreux dans les rues. Ils ont l'argent, le pouvoir, les médias, la police et l'armée, nous n'avons que nos corps et nos idées. Nous sommes un million dans les rues chaque samedi. Il faudra que l'on soit 10 millions pour que la Police nous rejoigne. A samedi mes amis.



LADEPECHE.FR
[VIDEO] Pourquoi des enseignants ont-ils été gazés par les forces de l'ordre devant le rectorat de Toulouse

1,2 K · 157 commentaires · 1,1 K partages

2 mars 2019 · Carte des rassemblements

Encore un grand Merci aux Médias pour ce fou rire 39000 Gilets Jaunes pour 70000 Flics soit 2 Flics pour 1 Gilet Jaune 😂😂😂

3,9 K · 406 commentaires · 3,2 K partages

26 mars 2019 · Carte des rassemblements

Comme c'est bizarre ??
Après avoir essayé de lui faire changer de version des faits, ils lui interdisent de recevoir des journalistes



Vous ne pouvez pas entrer monsieur

TF1.FR
Pourquoi nous n'avons pas pu interviewer Geneviève Legay, blessée pendant l'Acte XIX des gilets jaunes

790 · 123 commentaires · 1,4 K partages

7 mars 2019 · Carte des rassemblements

Tiens...? Les médias n'en parlent pas ? Macron non plus... ? Et les professionnels de la pleurniche ? Ils sont où ? Bizarre non ?



FR.SPUNIKNEWS.COM
Saint-Denis: la basilique des rois de France vandalisée, l'orgue dégradé
La vague de profanation d'églises chrétiennes et particulièrement catholiques continue de ...

1,1 K · 262 commentaires · 872 partages

30 mars 2019 · Carte des rassemblements

Les CRS ont contrôlé 11900 personnes sur Paris.
BFM il y a eu que 4300 gilets jaunes sur Paris.. ils sont possédés les mecs 😂😂😂

3,5 K · 420 commentaires · 2,6 K partages

19 mars 2019 · Carte des rassemblements

<https://www.freeneews.fr/.../free-reproche-a-bfm-tv-son...>



FREENEWS.FR
Free reproche à BFM TV son information tronquée, et porte plainte auprès du CSA

1,1 K · 61 commentaires · 382 partages

4 mars 2019 · Carte des rassemblements

Je ne sais pas pour vous, mais perso, samedi dernier la lacrymo m'a mis KO, au bord du malaise, d'ailleurs, une jeune femme est tombée devant moi, complètement étourdi par la lacrymo, d'habitude je résiste !!



AGORAVOX.FR
Gilets Jaunes : gaz lacrymogènes, dangereux pour la santé, mais... silence de l'État et des médias !

678 87 commentaires 813 partages

22 mars 2019 · Carte des rassemblements

Je regardais C8 et hanouna j'ai craqué !! Je suis en paix maintenant .. 🙏🙏
À Samedi la famille 🙏🙏



3,6 K 395 commentaires 461 partages

3 mars 2019 · Carte des rassemblements

Les Bavures de l'acte XVI :

- 1) Bus des touristes gazés
- 2) Le couple de passant tabassés
- 3) Le lynchage sur le petit vieux
- 4) LBD40 dans la BOUCHE au champ
- 5) Gazage sur l'handicapé.
- 6) Un motard de la police qui percute une femme.
- 7) Député Tabassé
- 8) LBD40 dans les parties génitales

Ca commence à faire beaucoup, non ??

Nous sommes clairement devenus des victimes et des cibles gouvernementales !!

Zéro image dans les médias

2 K 422 commentaires 2 K partages

3 mars 2019 · Carte des rassemblements

Transfère :
Côté gauche 80000 manifestants Algérien... On voit même pas les forces de l'ordre quelques dizaines...
Côté droit une petite partie des 12000 Gilets Jaunes... 80000 policiers...
Personne se pose des questions ?
🙏🙏🙏🙏🙏🙏🙏🙏🙏🙏🙏🙏🙏🙏🙏🙏 C'est qui qui à un faible IQ!
Le gouvernement ?
Les médias collabos ?
Rejoignez nous INFO GILET JAUNE



930 168 commentaires 1,5 K partages

30 mars 2019 · Carte des rassemblements

29 mars 2019 · Carte des rassemblements

Maintenant sur Ici, les gj sont une secte.

Avez-vous cru un instant que Hanouna soutenait les GJ ?

2,8 K 765 commentaires 256 partages

1,8 K 1,7 K commentaires 198 partages

Pages



Les médias et les milliardaires

J'aime Commenter Partager et 1,9 K autres personnes · 374 commentaires · 139 K vues

La vraie démocratie
5 mars 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

«Aujourd'hui, 90% des médias en France sont possédés par 9 milliardaires» Gérard Miller

Voir les replay du magazine : <https://rnc.bfmtv.com/mediapl.../replay/les-grandes-gueules/>

Crédit vidéo : RMC

Plus pertinents

Le 28 octobre 2014, le tout nouveau ministre de l'Economie, Emmanuel Macron autorisait le rachat de SFR par Patrick Drahi contre l'avis de son prédécesseur Arnaud Montebourg. Dans les 6 mois qui ont suivi cette décision la valeur du groupe de Drahi a n... [En voir plus](#)

Écrivez un commentaire...



Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.

27 mars 2019 ·

Les gilets jaunes constituants 91, 75, 92, 93, 02 organisent un dîner de gueux devant le Dîner du siècle, mais pourquoi ne laissent ils pas les medias, politiques, syndicalistes et financiers dîner et collusionner en paix??? (heureusement les forces de l'ordre les evacueront **rapidement**).

[Voir moins](#)

1,3 K

3,4 K 102 K

J'aime Commenter Partager

Commentaires Masquer

Plus pertinents

Bravo à vous! Il vaut mieux manger des spaghettis entre amis que du

Écrivez un commentaire...



Incident en direct sur l'antenne de BFMTV

J'aime Commenter Partager et 1,6 K · 968 commentaires · 146 K vues

La vraie démocratie
2 mars 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

INCROYABLE !!!

Alors que le gilet jaune est en plateau, en direct, il s'agace d'être coupé, en permanence, selon lui, par le présentateur de la chaîne info, Thomas Misrachi: "Il n'y a que moi que vous coupez sans arrêt comme ça sur votre plateau. Alors laissez-moi finir mes explications.

Une remarque que Thomas Misrachi n'accepte pas vraiment :

"Écoutez, c'est faux. Vous êtes 5 sur ce plateau et chacun doit pouvoir parler et il faut qu'on avance. Maintenant, si vous n'êtes pas content, la porte est là !"

Sans plus attendre, le gilet jaune décide alors de quitter le plateau...

Crédit vidéo : BFM

[Voir moins](#)

Écrivez un commentaire...



Laurent Mauduit sur les médias

J'aime Commenter Partager 1 K · 109 commentaires · 287 K vues

La vraie démocratie 26 mars 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Média: «Les milliardaires contrôlent l'information en France.» Laurent Mauduit

Voir d'autres vidéos de TV5 Monde : <https://www.tv5mondeplus.com>

Crédit vidéo : TV5 Monde

Plus pertinents

Le journalisme français est l'art de faire croire au peuple ce que le gouvernement juge opportun de lui faire admettre. [Heinrich Von Kleist]

Écrivez un commentaire...



Guet-apens sur France 5

J'aime Commenter Partager 1,1 K · 491 commentaires · 81 K vues

La vraie démocratie 7 mars 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

La censure sur le service public: Durant le magazine C l'hebdo sur France 5, Monique Pinçon-Charlot sera interrompue pas moins de treize fois. Dont trois fois avec l'impossibilité nette de pouvoir reprendre le cours des propos qu'elle était en train de tenir : une première fois concernant la guerre de classe menée par Emmanuel Macron et son gouvernement, une deuxième fois au sujet du parcours social, professionnel et politique du Président – avec l'idée que ce parcours met à mal l'idée du mythe d'un « candidat hors-système » – et une troisième fois, lorsque le débat en vient sur la liberté de la presse. Pis : sur ce dernier point, la réponse amorcée par Monique Pinçon-Charlot a été tout simplement... coupée au montage !

Voir l'article d'Acrimed : <https://www.acrimed.org/C-l-hebdo-France-5-censure-et...>

Crédit vidéo : France Télévisions / Acrimed Voir moins

Écrivez un commentaire...



Les Gilets Jaunes, ces boucs émissaires

J'aime Commenter Partager 1,2 K · 1 K commentaires · 39 K vues

La vraie démocratie 29 mars 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Les Gilets Jaunes, ces boucs émissaires... Ils sont unanimes sur BFM TV: un délégué interministériel, une avocate et Christophe Barbier (éditorialiste) affirment que c'est à cause des Gilets Jaunes si le nombre de morts sur les routes a augmenté.

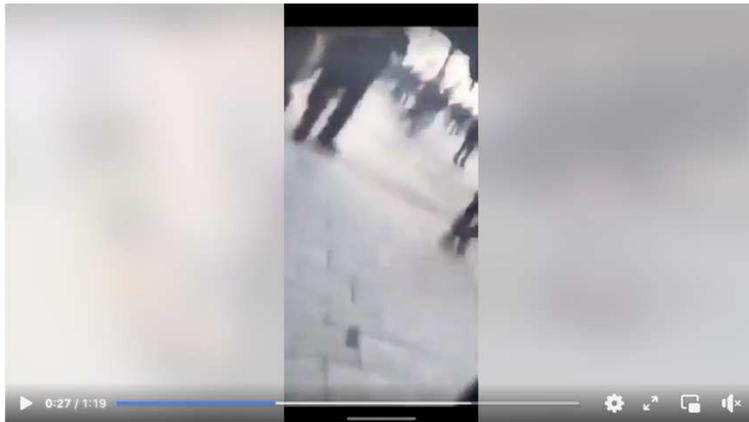
Voir plus de vidéos de BFM : <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/replay/>

Crédit vidéo : BFM TV Voir moins

Plus pertinents

Autant d'acharnement médiatique devrait susciter chez certains une prise de conscience, en fait tout est

Écrivez un commentaire...



La police matraque le journaliste de Brut (Acte 18)

J'aime Commenter Partager 461 · 149 commentaires · 67 K vues

Cerveaux non disponibles a publié une vidéo dans la playlist **Violences policières.** 16 mars 2019 ·

[Vue d'ensemble](#) [Commentaires](#)

Quand police matraque la presse !!
 Remy Buisine (brut) était en train de filmer un crs en train de ranger (voler ?) des t-shirts de la boutique du PSG des champs quand il s'est fait matraquer. Photos du crs avec les t-shirts en commentaire.
 Source : Remy Buisine
 Voir moins

Plus pertinents ▾

Cerveaux non disponibles Auteur

Écrivez un commentaire...



Selon LCI, l'ONU complot contre la France ?

J'aime Commenter Partager 625 · 315 commentaires · 39 K vues

Cerveaux non disponibles 8 mars 2019 ·

[Vue d'ensemble](#) [Commentaires](#)

Scène complètement hallucinante sur le plateau de Pujadas sur LCI. Pour discuter de l'avertissement de l'ONU sur les violences envers les Gilets Jaunes, les invités s'accordent à y voir un complot (lançé par la FI en France et alimenté par le Venezuela par exemple) !
 Voir moins

Plus pertinents ▾

En fait cela revele le niveau d'aveuglement dans lequel ces personnes pro-gouvernementale sont capables de se maintenir: la réalité des agissements de Macron et consorts ne colle tellement pas a l'image fantasmagique qu'ils veulent conserver, que leur m... [En voir plus](#)

Écrivez un commentaire...

Gilets Jaunes le Mouvement 29 mars 2019 ·

S'en prendre à Elise Lucet !
 Une des seules véritables journalistes d'investigation qu'il nous reste
 Évidemment, ses émissions dérangeant , trop de vérités en sortent
 Cette Schiappa n'est qu' une vipère . Vraiment !
<https://www.msn.com/.../elise-lucet-accus.../ar-BBvm3aN...>

MSN.COM

Elise Lucet accusée de populisme par Marlène Schiappa : elle lui répond !

666 · 248 commentaires · 590 partages



Cerveaux non disponibles

22 mars 2019 · 🌐

Le « racisme anti réussite » encore un brevet de connerie signé Hanouna.

Hier soir, jeudi 21 mars 2019, sur le plateau de "Balance ton post", on a pu assister à un petit "clash" savoureux entre Juan Branco et Cyril Hanouna.

Cela fait quelques mois maintenant que le boss de l'émission invite des gilets jaunes sur son plateau, un peu comme un seigneur inviterait des gueux à sa table.

Derrière son ultra sincérité, en réalité une astuce de jeu d'acteur-pour tenter de plaire à son auditoire--d'une télévision en mal de contact avec la réalité, ne nous y trompons pas.

Cela fait des mois qu'on y décèle les traits d'une charité répugnante pour essayer de séduire les GJ. Disons le clairement : pour se faire de l'audimat.

Hanouna s'est improvisé au fil des mois, en émissaire de la "Startup Nation" macronienne. Allant jusqu'à inviter Mariène Schiappa pour un simulacre de « grand débat » sur ses plateaux.

"Une manière de ramener les gens vers le débat public » disait la secrétaire d'Etat. On y a plutôt vu une tentative désespérée de ramener les gens qui ont des frigos vides à entendre les arguments de ceux qui mangent au Fouquet's.

Et c'est bien là qu'il y a rupture. Pour certains il faut sauver les familles des vitrines, pour d'autres il faut sauver les familles et les personnes tout court.

Heureusement hier soir, ça n'a pas échappé à Juan Branco, auteur des livres « crépuscule » et « contre Macron ».

Il a décelé le subterfuge qu'on voit dans tous les médias dominants. Celui qui consiste de la part de journalistes bourgeois, inquiets des violences, de demander aux GJ de trouver une solution à la crise pour les faire cesser.

Des solutions, pourtant, les gilets jaunes en ont ! Justice sociale, fiscale et climatique pour être bref. Mais ce n'est pas au programme du gouvernement.

Sur ces sujets on trouve porte close.

Pied de biche et Fenwick sont alors devenus des alliés bien plus utiles que les Hanouna et les grands débats.

Et quand le petit seigneur Hanouna est bousculé sur ses terres, il se fâche, il insulte, comme tout bon bourgeois à qui on enlève les petits fours de la bouche et qui se met à mordre.

Ce soir là, la morsure était sacrément drôle. Au delà d'avoir traité Juan Branco d'abruti ou de lui avoir dit de sortir du plateau, Hanouna nous a mitonné un petit plat façon Fouquets tout à fait délectable : le racisme anti réussite !

Donc quand on va chercher les réponses au problème de répartition des richesses en allant fouiller du côté de ceux qui se gavent, on fait du racisme anti-riches d'une certaine manière... Un argument qui plairait tellement à Macron !

Nous voudrions dire à Hanouna qu'il peut remballer sa charité et que nous, nous sommes dans la solidarité, nous nous serrons les coudes, nous ne servons pas nos intérêts privés individualistes.

Et nous souhaitons passer également ce message aux gilets jaunes qui ont été séduits par ce petit prince, qu'il n'y a rien à gagner à aller sur ses plateaux, à moins d'y aller en chantant ce désormais fameux slogan...

Cyril Hanouna, on vient te chercher chez toi...!



#hanouna

J'aime Commenter Partager

👍👎🗨️ 393 · 165 commentaires · 28 K vues



Gilets Jaunes Officiel

22 mars 2019 · 🌐

Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

#hanouna

Plus pertinents

Heureusement il est là hanoûna , c'est le premier animateur qui a invité les gilets jaunes sur les plateaux, en plus il monte un programme pour ramasser de l'argent pour les plus pauvres, on t'aime Cyril

J'aime Répondre 4 ans Modifié 2 réponses

Je déteste cette émission j'ai regardé brièvement le

Écrivez un commentaire...





Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.
21 mars 2019 · 🌐

Les devant (M6, fun radio, goldenmoustache, teva...) appartenant à la Famille : contrôle de l'opinion publique. Aurons nous la chance de croiser un editocrate?
Voir moins

👍 245 💬 22 K

J'aime Commenter Partager

Commentaires Masquer

Plus pertinents

15:22
Mike Rambo a fait un micro trottoir tous a l'heure, les gens flippe a font lol
J'aime Répondre 4 ans 👍 13
↳ 1 réponse

Écrivez un commentaire...



Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.
14 mars 2019 · 🌐

France 24, les branquignols sont la ! Droit de réponse à Roselyne ! ...
Voir plus

👍 326 💬 471 👤 17 K

J'aime Commenter Partager

Commentaires Masquer

Plus pertinents

15:23
bandes de ... 😂 toi meme
J'aime Répondre 4 ans

19:40
De toute façon on a pas le choix Sinon on prend les memes et on recommence
J'aime Répondre 4 ans 👍 4

Écrivez un commentaire...



Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.
14 mars 2019 · 🌐

Les montent sur paris. L'union fait la force. N'oublions pas de maintenir la pression sur les médias de propagande. fraternité franc maconne au sein meme de l'assemblée nationale. Montez des équipes les amis!
Voir moins

👍 327 💬 404 👤 17 K

J'aime Commenter Partager

Commentaires Masquer

Plus pertinents

3:43
Le Chant des Partisans est mille fois mieux que l'hymne national surtout quand on connaît l'histoire de l'hymne national
J'aime Répondre 4 ans 👍 20

Écrivez un commentaire...

CND Cerveaux non disponibles
27 mars 2019

🌟 Une seule urgence : ne pas céder à la terreur.🌟

Par nos amis de [Rouen dans la rue](#)

Une étrange folie s'est emparée du gouvernement, des ministres, des bourgeois, de tous les journalistes à la solde du pouvoir, et de tous ceux qui tremblent devant la révolte des gilets jaunes. Chacun s'empresse à imaginer les moyens les plus efficaces et les plus terrifiants. Les manifestations sont interdites, l'armée est appelée à la rescousse, le gouverneur militaire n'exclut pas d'ouvrir le feu si c'est nécessaire. Des commerçants ou des auditeurs le réclame publiquement à la suite de Ferry il y a déjà quelques temps déjà. Des journalistes demandent qu'on jette les leader en prison. Certains conseillent même d'ouvrir des stades pour y parquer les gilets jaunes comme ce fut les cas le 17 octobre 1961 pour les manifestants algériens.

Nous y voilà. Le pouvoir, et tous ses soutiens, montrent leur face la plus hideuse, prêts à envisager le pire contre ceux qui s'appellent eux-mêmes le peuple. Dans le plus grand des calmes. Renouant ainsi avec les heures les plus sombres et les plus sanglantes de la République. Du massacre des ouvriers au massacre des colonisés. C'est une constante. Quand les opprimés la ramènent un peu trop fort, l'Etat sort la grosse artillerie tous en les ayant diaboliser avant : Casseurs ! Assassins ! Terroristes !

À ce point, la situation devient tellement inquiétante qu'elle ne concerne plus seulement les gilets jaunes. Elle exige que tous prennent parti. Les gilets jaunes, les citoyens, les radicaux, les démocrates, les Black Blocs, les pacifistes, ceux qui votent et ceux qui ne votent pas, les bac + 5 comme les bac - 2, ceux qui croient encore à la république et les anarchistes, les intellectuels, les prolétaires, les élus et les casseurs.

Céder à la peur et ne pas réagir à la multiplication des mesures exceptionnelles et à l'ambiance hallucinante qui s'installe pernicieusement serait une grave erreur. Une funeste erreur. C'est par centaines de milliers qu'il faut descendre dans la rue comme nous avons commencé à le faire ce samedi. Et les jours qui suivront.

Manifestons,
Marchons,
Courons,
Hurons,
Pétitionnons,
Publions,
Démonçons.

Mais bordel trouvons le moyen de mettre en échec le dernier délire liberticide de Macron.
Par tous les moyens nécessaires.




0:01 / 18:06

Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.
14 mars 2019

BFM, on ne les lâche pas !! Une idee de projet pour les salaries des medias: expulser les oligarches du capital, rendre les medias a leurs salaries sous forme de cooperatives pour redonner l'indépendance et la pluralite au 4eme pouvoir! Vous en pensez quoi les amis (ecrivez en commentaires)?

Voir moins

👍 313 💬 353 🗨️ 14 K

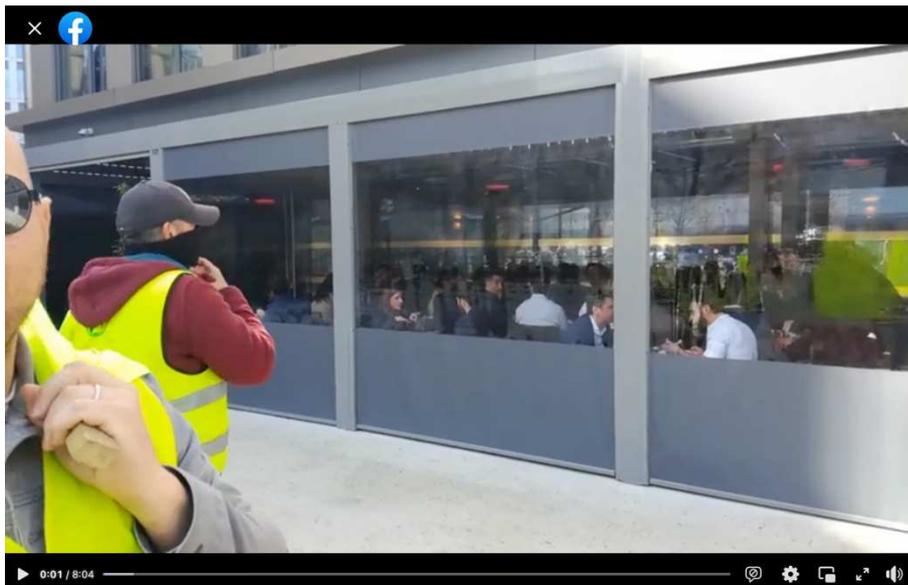
J'aime Commenter Partager

Commentaires Masquer

Plus pertinents

Dommmage que les gilets jaune médiatisés ne parlent pas plus de

Écrivez un commentaire...



Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.
19 mars 2019 · 🌐

A la cantoch BFM! Ici les cadres de la fabrique a opinion/propagande de l'empire Drahi se restaurent et profitent de leur dur labeur... Mais pourquoi donc, tant d'argent est investit dans des medias qui ne sont apparemment pas rentables?...

[Voir moins](#)

👍❤️👍 311 222 💬 26 K ➦

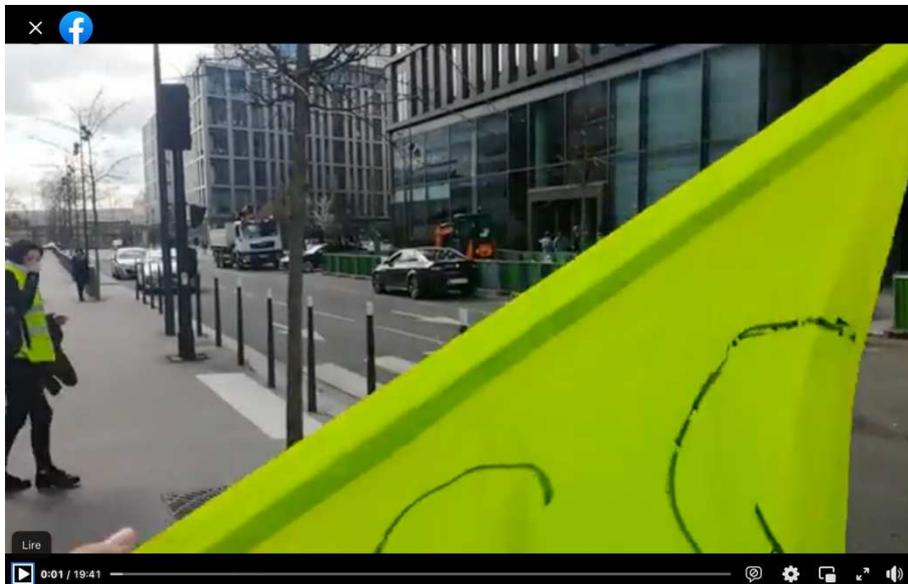
👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager

Commentaires [Masquer](#)

Plus pertinents ▾

10:29
Ayant bosse chez SHH. Je peux vous dire que avec Drahi c'était de l'esclavage moderne
J'aime Répondre 4 ans 🙄🙄🙄 8

Écrivez un commentaire...



Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.
19 mars 2019 · 🌐

Les devant BFM... Passage obligatoire pour une bonne journée 😊😊 entret...

[Voir plus](#)

👍❤️👍 207 248 💬 14 K ➦

👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager

Commentaires [Masquer](#)

Plus pertinents ▾

10:29
C'est clair qu'avec toutes ses casseroles, il pourrait faire masterchef
J'aime Répondre 4 ans 🙄🙄 10

7:11
C'est médias et journaliste habite bien quelque part.. Il serait pas plus difficile d'attaquer les cadres

Écrivez un commentaire...



Cerveaux non disponibles

4 mars 2019 · 🌐



Article très juste d' [Acrimed - Action-Critique-Médias](#) sur l'invisibilité des violences dans les principaux médias, jusqu'en janvier et un emballement... de courte durée.

ACRIMED.ORG



Comment les violences policières ont (difficilement) percé le mur médiatique

👍🙄🙄 334

50 commentaires 332 partages

👍 J'aime

💬 Commenter

➦ Partager



Cerveaux non disponibles

18 mars 2019 · 🌐



POUR L'ÉLITE, NOS VIES PASSENT APRÈS LEURS PROFITS.



Contre Attaque

18 mars 2019 · 🌐

POUR L'ÉLITE, NOS VIES PASSENT APRÈS LEURS PROFITS

Le 1er décembre dernier à Marseille, une femme de 80 ans, Zineb Redouane, recevait le tir d'une grenade en plein visage alors qu'elle se trouvait chez elle. Une grenade tirée par un policier, lors d'une manifestation.

Gravement blessée, elle mourait le lendemain à l'hôpital. Les médias n'ont quasiment jamais parlé de ce scandale absolu, et la justice vient, péniblement, d'ouvrir une enquête. Plus de trois mois après les faits. Alors qu'une femme a été tuée par l'armement de la police, c'est donc un silence médiatique assourdissant et une impunité totale qui règne.

Ce drame reste le plus terrible, parmi les milliers de personnes touchées par la répression depuis novembre : 22 personnes éborgnées, 5 mains arrachées, des centaines de personnes défigurées. Pas plus tard que samedi 16 mars, un manifestant a perdu un œil sur les Champs-Élysées, alors qu'un autre a eu une partie du pied arrachée par l'explosion d'une grenade. 2 mutilés de plus.

Pourtant, les médias ne parleront pas de ces deux nouvelles vies brisées par un maintien de l'ordre militarisé. Non. Depuis deux jours, c'est un ouragan médiatique pour déplorer les « saccages », le « vandalisme » et les « destructions ». Alors que des boutiques de luxes et un restaurant réservé à l'élite a été abîmé, le gouvernement va jusqu'à parler d'une « attaque contre la République ». Les mots n'ont plus de sens.

Pour l'élite, les biens matériels valent plus que des vies. Des vitrines sont plus précieuses que des corps. De l'argent perdu mérite plus d'égard que les millions de chômeurs, de précaires, les milliers d'accident du travail et de dépressions, ou les centaines de SDF qui meurent à la rue chaque année.

Avec Macron, une boutique de luxe est un symbole de la République. On enferme des centaines de contestataires au nom de la démocratie, et on organise un « grand débat » à coups de Flash-Ball. Les valeurs les plus élémentaires sont inversées.

Justice pour toutes et tous !

👍👎👏 391

27 commentaires 253 partages

Avril 2019

Carte des rassemblements

22 avril 2019 · Carte des rassemblements



2019

2018

quelle honte

22 avril 2019 ·
CNEWS, pris en énorme flagrante de trucage, Datées par CNEWS du 21 avril 2019, ces images ont en fait été prises...le 31 mars 2018. on y voit aperçoit... Alexandre Benalla ! Vidéo
https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=806178103087511&id=100010859856042

3,3 K 441 commentaires 3,7 K partages

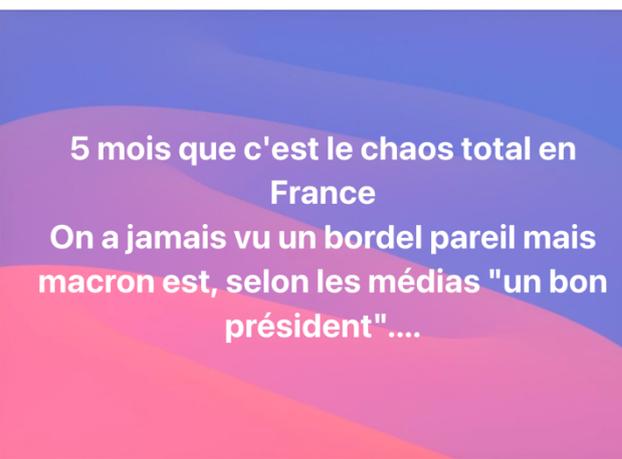
13 avril 2019 · Carte des rassemblements



Les policiers nous frappent
Les politiques nous volent
Les journalistes nous mentent
C'est quoi ce pays ?

2 K 487 commentaires 3,6 K partages

20 avril 2019 · Carte des rassemblements



5 mois que c'est le chaos total en France
On a jamais vu un bordel pareil mais macron est, selon les médias "un bon président"....

3,5 K 817 commentaires 1,4 K partages

23 avril 2019 · Carte des rassemblements

<https://www.lemonde.fr/.../cnews-accusee-de-trucage-apres...> Ouais ouais une erreur humaine bien sûr... mon cul!!



LEMONDE.FR
CNews plaide « l'erreur humaine » après avoir réutilisé des images de Macron au Touquet datant de 2018

1,1 K 337 commentaires 350 partages

4 avril 2019 · Carte des rassemblements

Alerte info Fake News : Tout les médias annonces 200 maires à Cozzano, c'est faux de source sur ! Maximum 80.. Relayer l'info svp

1 K 205 commentaires 3,9 K partages

5 avril 2019 · Carte des rassemblements

Les médias n' en parlerons pas 300 délégations de gilets jaunes se rassemblent à Saint Nazaire ce weekend

1,9 K 282 commentaires 2,8 K partages

22 avril 2019 · Carte des rassemblements

Appelle à boycotter c8 et Cyril hanouna pour son attitude face à Juan Branco les amis faite lui perdre de de l'audience il mérite que ça #souffredupouvoir

2 K 1,3 K commentaires 1,1 K partages

28 avril 2019 · Carte des rassemblements

**Je suis commerçant et je soutiens les gilets jaunes
Les médias sont une propagande d État**

2,7 K 256 commentaires 1,1 K partages

4 avril 2019 · Carte des rassemblements

LEFIGARO.FR
● Le Conseil d'Etat autorise France TV à ne pas inviter Hamon, Philippot et Asselineau

743 291 commentaires 301 partages

18 avril 2019 · Carte des rassemblements

Il viennent de dire à la télé c est la faute des gilets jaunes que la police ce suicide il devient fou

🤔🤔🤔 2,4 K 948 commentaires 513 partages

22 avril 2019 · Carte des rassemblements

Après-midi passé devant le TGI de Paris, à attendre la libération de Gaspard Glanz. Très instructif! Entre autres: croisé, sortant de 48h de garde à vue, un photographe d'une chaîne you tube des gilets jaunes, qui venait de Lorraine, et qui ne pourra plus venir aux manifs parisiennes. Et surtout, un jeune belge arrêté samedi vers le pont de Sully, donc loin de la manif, qui avait un masque à gaz dans son sac. Il venait, sur ordre du préfet semble-t-il, de passer 48h au centre de rétention de Vincennes! (Pour ceux qui ne connaissent pas, c'est le centre où sont retenus les étrangers extra-communautaires en instance d'expulsion). Un belge! Incroyable mais vrai! ils voulaient prolonger sa rétention pour un mois (!), à l'issue de quoi ils comptaient l'expulser vers la Belgique: ils lui ont dit que le billet d'avion était déjà réservé. Il a fait valoir qu'il suffisait de le libérer pour qu'il prenne un train, et finalement le juge l'a laissé sortir, avec quand même 6 ans de "mise à l'épreuve" (en gros, s'il se refait choper pour n'importe quoi sur le territoire français, il fera l'objet de poursuites judiciaires). Bref, nous avons ainsi appris qu'il y a des européens (espagnols, roumains, italiens, belges) retenus dans ce centre de rétention de Vincennes. Une journaliste présente et quelqu'un de la Ligue des Droits de l'Homme n'en croyaient pas leurs yeux en lisant le dossier de ce jeune belge. Cela dépasse l'entendement. Autant vous dire que l'état de droit n'est plus qu'une vaste illusion. Sur ce, Gaspard Glanz a fini par sortir. Avec pas mal de bleus et l'interdiction (non motivée) de travailler, en somme: interdit de paraître, et donc de filmer, les manifs du samedi jusqu'en octobre (date de son jugement) et naturellement interdit de paraître (et donc de filmer) le 1^{er} mai. Je précise: à Paris. On commence à comprendre un peu mieux cet acharnement sur les journalistes samedi dernier: il ne faut pas qu'ils viennent filmer le 1^{er} mai. Gaspard Glanz dit qu'il viendra quand même.

👍👍👍 1,6 K 337 commentaires 1,7 K partages

13 avril 2019 · Carte des rassemblements

**Les policiers nous frappent
Les politiques nous volent
Les journalistes nous mentent
C'est quoi ce pays ?**

👍👍👍 1,3 K 356 commentaires 1,5 K partages

23 avril 2019 · Carte des rassemblements

**GASPARD GLANZ
... journalistes ouvrez les yeux
reveille vos consciences ...
Un MAX de ❤️ pour ce MEC !!**

👍👍👍 2,4 K 745 commentaires 463 partages

23 avril 2019 · Carte des rassemblements

CNews plaide « l'erreur humaine » après avoir réutilisé des images de Macron au Touquet datant de 2018

LEMONDE.FR

👍👍👍 788 198 commentaires 184 partages

7 avril 2019 · Carte des rassemblements

Acte 2 des foulards rouges . 2 millions de personnes (source BFM) 🤔🤔🤔

Ce contenu n'est pas disponible actuellement
Ce problème vient généralement du fait que le propriétaire ne l'a partagé qu'avec un petit groupe de personnes, a modifié qui pouvait le voir ou l'a supprimé.

👍👍👍 1,3 K 411 commentaires 135 partages

Carte des rassemblements

21 avril 2019 · 🌐

bain de foule: 15.250.950 personnes selon le ministère et BFM.
15 figurants payés selon les GJ

EDIT : puisque tout le monde ne comprends pas c'est de la dérision, humour



20MINUTES.FR

Petit bain de foule pour Emmanuel Macron au Touquet

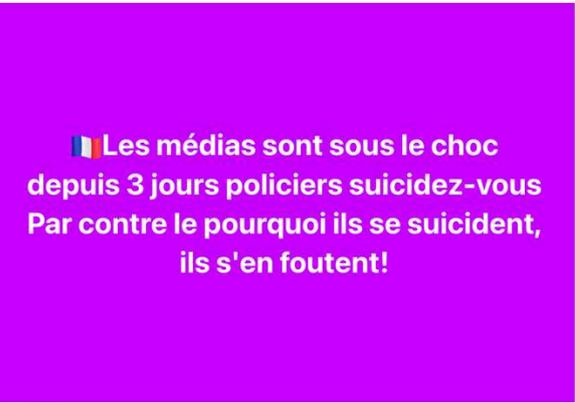
Le président s'est offert un petit bain de foule ce dimanche

👍👍👍 634

270 commentaires 76 partages

Carte des rassemblements

22 avril 2019 · 🌐



🇫🇷 Les médias sont sous le choc depuis 3 jours policiers suicidez-vous Par contre le pourquoi ils se suicident, ils s'en foutent!

👍👍👍 1,3 K

473 commentaires 1 K partages

Carte des rassemblements

24 avril 2019 · 🌐

Un nouveau directeur à BFM TV

Carte des rassemblements

22 avril 2019 · 🌐

<https://planetes360.fr/fakenews-cnews-pris-en-énorme-.../>



PLANETES360.FR

FAKENEWS : CNEWS pris en énorme flagrante de trucage, diffusant des images de bain de foule du début du mandat de Macron, en...

👍👍👍 463

72 commentaires 340 partages

BFMTV.COM

Marc-Olivier Fogiel est nommé Directeur général de BFMTV

👍👍👍 433

265 commentaires 68 partages

Carte des rassemblements

Apr 22, 2019 at 7:07 PM

Quand 70% de la population sont pour les GJ , pour les médias c'est peu, quand 27% sont pour Macron "c'est une remontée en flèche"

11.10x 👍👍👍 1.6K 🗨️ 108 ➡️ 696

22 avril 2019 · Carte des rassemblements ...
Crépuscularisées par Juan Branco, sonnées par les coups de boutoir des Gilets jaunes, la Macronie et sa cour médiatico-politique n'en finissent plus de sombrer dans le ridicule.



YETIBLOG.ORG
L'incroyable boulette de CNews sur le vrai/faux bain de foule de Macron au Touquet

👍👎👏 396

51 commentaires 323 partages

19 avril 2019 · Carte des rassemblements ...

Honte à Hanouna, et la façon dont il a torpillé Juan. Boycottez-le, ne le regardez plus...

👍👎👏 812

999 commentaires 229 partages



L'éthique journalistique par un auditeur de RMC

J'aime Commenter Partager 4,2 K · 1,1 K commentaires · 572 K vues



A #Toulouse, la police saisit et détruit une caméra. Puis frappe les journalistes qui défendent leur matériel. Depuis le début des violences,...

J'aime Commenter Partager 983 · 207 commentaires · 183 K vues



Gros coup de gueule d'un Gilet Jaune

J'aime Commenter Partager 1,9 K · 288 commentaires · 1,1 M vues

La vraie démocratie 23 avril 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

«Mr Bourdin, il serait bien que l'ensemble des journalistes retrouvent leur éthique» Patrick (Auditeur de RMC)
Voir plus de vidéos de l'émission de Jean-Jacques Bourdin : <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/replay/bourdin-direct/>
Crédit vidéo : RMC

Plus pertinents

Mais bien sûr que les chaînes de radios et les journalistes sont à la botte des hommes et femmes politiques car ils leurs demande de diffuser seulement les images où ils y a de la violence de la part des gilets jaunes et de ne pas faire voir les images... En voir plus

Écrivez un commentaire...

Gilets Jaunes Officiel 14 avril 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

A #Toulouse, la police saisit et détruit une caméra. Puis frappe les journalistes qui défendent leur matériel.
Depuis le début des violences, pas un seul policier n'a été suspendu, ni condamné.
https://youtu.be/ObD3Y3Ev_VA

Plus pertinents

J'espère que ces journaliste étrangers feront un super article pour appeler au soutien des GJ privés de leurs droits les plus élémentaires !

J'aime Répondre 4 ans 80

1 réponse

Écrivez un commentaire...

La vraie démocratie 23 avril 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Gros coup de gueule d'un Gilet Jaune: « Quand j'ai des gens en face de moi qui touchent de gros salaires et qui me disent : "Maintenant, rentrez chez vous, ça suffit, faut débattre !", NON. Moi, je ne rentre pas chez moi, il en est hors de question !...
Voir plus

Plus pertinents

Il y a quelques années ont arrivaient à vivre avec 1300 euros avec les APL on pouvait se payer un loyer et se nourrir, aujourd'hui c'est impossible de vivre seule avec 1100 euros de retraite, alors je confirme vive les gilets jaunes

J'aime Répondre 4 ans 102

Écrivez un commentaire...



CNEWS en flagrant délit de trucage

J'aime Commenter Partager 1,4 K · 370 commentaires · 127 K vues

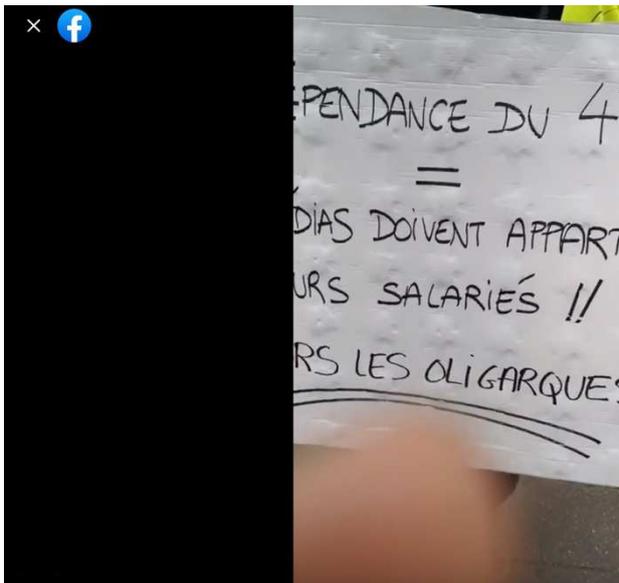
CND Cerveaux non disponibles 22 avril 2019 · Abonné(e) Vue d'ensemble Commentaires

CNEWS nous raconte la journée d'hier de Macron au Touquet et son bain de foule avec des images de l'an dernier. Manque de pot, on y voit très bien Benalla ! Et ils s'étonnent de la défiance grandissante de la population envers les grands médias ! Même sans carte de presse, Gaspard Glanz est bien plus professionnel que ces "journalistes" Voir moins

Plus pertinents



Écrivez un commentaire...



Gilets Jaunes Constituants page de secours était en direct. 23 avril 2019 · Devant Cnews, à la recherche d'ediotcrate 687 2,2 K 39 K

J'aime Commenter Partager Commentaires Masquer Plus pertinents

11:29 Là tu vois à quel point, ces personnes sont totalement lobotomisées. Plus de cerveau disponible pour le bon sens! J'aime Répondre 4 ans 15 22:29 Moi je suis une petite mamie mais pas de télé LCI et le reste... Portable et partage et informe mes Écrivez un commentaire...



Bien dis 🙌

J'aime Commenter Partager 994 · 90 commentaires · 98 K vues

Gilets Jaunes Officiel 23 avril 2019 · Abonné(e) Vue d'ensemble Commentaires

« Ruth Elkrief et Jean Michel Apathie ... Ils devraient être là ! » Gaccio Bruno à propos du peu de soutien des collègues journalistes envers #GaspardGlanz. Source: <https://twitter.com/DrMomour>

Plus pertinents

Bonjour ! Quand vous voulez la vidéo de quelqu'un ce serait sympas d'au moins créditer l'auteur. C'est à dire moi. 🙄 Derrière une vidéo il y a des gens qui travaillent, font du travail de journalisme indépendant, et qui passent du temps dessus, respect... En voir plus

Écrivez un commentaire...

 Lire

Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.
24 avril 2019 · 🌐

Les dénoncent les collusion oligarchiques du dîner du siècle (journalistes, politiciens, syndicalistes, écrivains, acteurs, hauts fonctionnaires...) acte 3. On vous a cramé les gars! Osez vous assumer ?
Voir moins

👍❤️👍 558 936 48 K

👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager

Commentaires Masquer

Plus pertinents ▾

👍 · 20:00
Bravo à vous heureusement que vous êtes là pour ouvrir les yeux aux français
J'aime Répondre 4 ans 12

Écrivez un commentaire...

 Lire

Cerveaux non disponibles
27 avril 2019 · 🌐

[Vue d'ensemble](#) Commentaires

Quelle image : les médias dans leurs tours d'Ivoire protégés des Gilets jaunes par la police !

Plus pertinents ▾

 Auteur
Cerveaux non disponibles



Écrivez un commentaire...

👍❤️👍 689 · 98 commentaires · 69 K vues

 Lire

« HORS DES MÉDIAS FRANÇAIS, TOUT LE MONDE SAIT QUE L'EUROPE EST UNE GIGANTESQUE CONNERIE »

Emmanuel Todd sur l'Europe

La vraie démocratie
2 avril 2019 · 🌐

[Vue d'ensemble](#) Commentaires

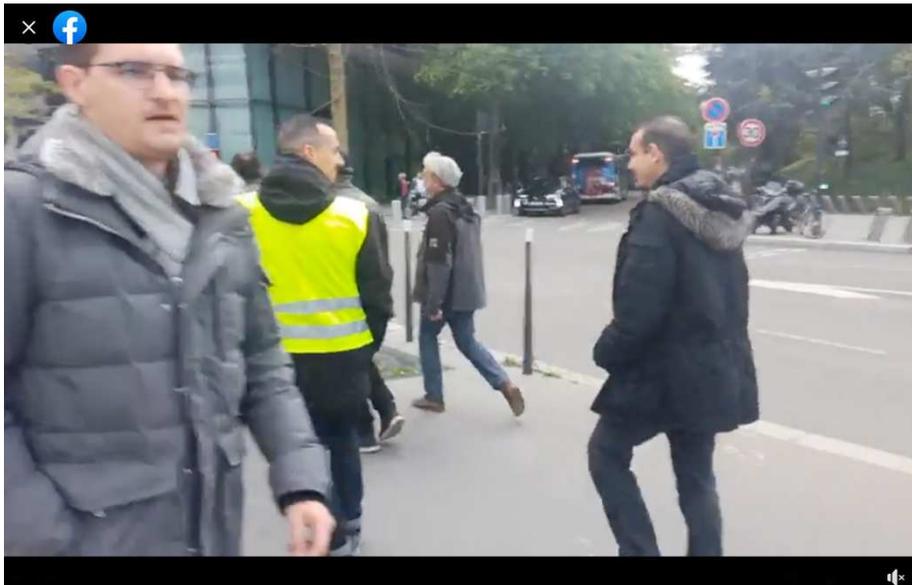
« Les grands médias font de la répression idéologique... J'ai vu les conditions de liberté se détériorer dans les médias » Emmanuel Todd
Voir l'intégralité de la conférence : <https://youtu.be/Kw715rGOMAQ>
Crédit vidéo : Etienne Campion

Plus pertinents ▾

👍 L'EU n'a apporté que destructions des acquis sociaux, pertes d'emplois par milliers, augmentation tva, de plus en plus de pauvres, de chômeurs, des personnes qui crèvent de faims et de froid ! Augmentation de tout les produits de première nécessité ! De... En voir plus

Écrivez un commentaire...

👍❤️👍 809 · 79 commentaires · 42 K vues



Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.
9 avril 2019 · 🌐

BFM! Les IDF maintiennent la pression sur les medias de propagande du regime oligarchique. Entretien a 34 minutes avec le citoyen Dupont-Aignan. Rencontre vite fait avec emmanuel Petit qui a botté en touche sur le concept de constitution ecrite par le peuple...

[Voir moins](#)

👍 475 1 K 34 K

J'aime Commenter Partager

Commentaires Masquer

Plus pertinents ▾

46:35
La il hallucine !!! Il en croit pas ses oreilles les gilets jaunes ne sont pas des illettrés 🤔🤔🤔
J'aime Répondre 4 ans 👍 15

Écrivez un commentaire...



Gilets Jaunes Officiel ♦
27 avril 2019 · 🌐

[Abonné\(e\)](#)

[Vue d'ensemble](#) [Commentaires](#)

VIDEO 📺 Le présentateur de LCI se fait #clasher par ses invités pour avoir pris pour argent comptant les chiffres de mobilisation des #GiletsJaunes du Ministère de l'Intérieur évoquant une baisse & attribué cela à un effet positif des annonces d'@EmmanuelMacron.
#ActeXXIV #Acte24 Source: Fandev
[Voir moins](#)

Plus pertinents ▾

Mdr 8900 contro a Paris pour 4000 ou 5000 Gilets jaunes le ministère de l'intérieur devrait prendre contact avec le ministère de l'éducation pour apprendre à compter.....
👍 51

Écrivez un commentaire...

VIDEO ⚡ Le présentateur de LCI se fait #clasher par ses invités pour avoir pris pour argent comptant les chiffres de mobilisation des #GiletsJaune...
👍 J'aime 💬 Commenter 🔄 Partager 👍 729 · 138 commentaires · 49 K vues



Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.
2 avril 2019 · 🌐

Les devant libération. Ont ils touché le cice en plus des aides directes et indirectes? + pression citoyenne et amicale sur les medias de la propagande du regime oligarchique, montez des equipes les gars!
[Voir moins](#)

👍 442 690 31 K

J'aime Commenter Partager

Commentaires Masquer

Plus pertinents ▾

35:34
Va falloir fouiller sur les subventions et à qui a été versé le cice, je pense ont tomberaient de haut...
J'aime Répondre 4 ans 👍 14

Écrivez un commentaire...



Cerveaux non disponibles était en direct.
21 avril 2019 · 534

Paris
21 Avril 2019
Entretien avec photojournaliste indépendant sur le thème de la répression et des violences d'état sur la presse.
Suite aux interpellations de journalistes le 20 avril à Paris.
Voir moins

J'aime Commenter Partager

Commentaires Masquer

Plus pertinents

Cerveaux non disponibles · 13:54
Bonsoir tout le monde ! Partagez un max ce direct pour relayer la parole précieuse et éclairée de Nman, photoreporter

Écrivez un commentaire...



RODRIGUES RÉPOND AU JOURNALISTE LUI REPROCHANT DE DIRE QU'ON LUI A TIRÉ DESSUS

18:40 · DIRECT

LAVRAIE DÉMOCRATIE
fb.com/lavraiedemocratie

Un journaliste face à Rodrigues

J'aime Commenter Partager

780 · 197 commentaires · 82 K vues



PARIS, FRANCE

RUPTLY

Si cette vidéo était de la Russie, la Syrie, ou le Venezuela, plutôt que #France aujourd'hui, il serait télévisé incessamment partout dans nos...

J'aime Commenter Partager

279 · 88 commentaires · 37 K vues

La vraie démocratie
9 avril 2019 · 3

Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Ce journaliste demande à Jérôme Rodrigues de ne pas employer cette formulation !
Voir plus de vidéos : <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/replay/>
Crédit vidéo : BFM

Plus pertinents

Dingue que des eborgnes se posent la question d'impartialité?
Mais pas les journalistes... ah oui, j'oubliais, on ne parle plus de journalistes, mais de propagandistes...

J'aime Répondre 4 ans

Écrivez un commentaire...

Gilets Jaunes Officiel
21 avril 2019 · 3

Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Si cette vidéo était de la Russie, la Syrie, ou le Venezuela, plutôt que #France aujourd'hui, il serait télévisé incessamment partout dans nos médias grand public #YellowVests #GiletsJaunes

Plus pertinents

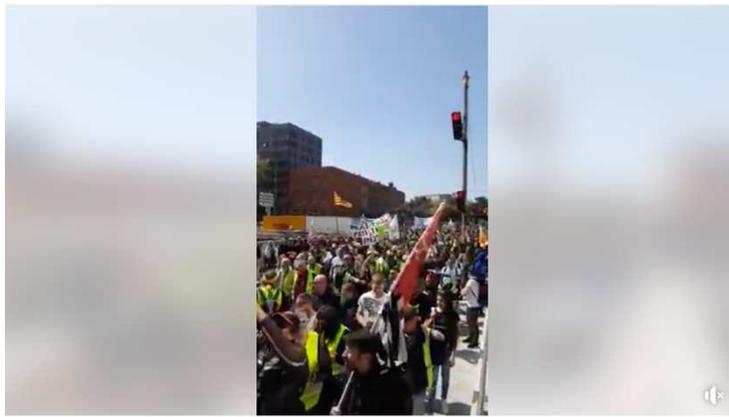
Comment les reste des français crois que là police fait bien son travail ils voit pas les massacres qui fait me ca ce dès policier que me ce commenter

J'aime Répondre 4 ans

les cochons reculent. Faut rester groupé et leur rentrer dedans le lard.

J'aime Répondre 4 ans

Écrivez un commentaire...



Acte 22 Toulouse : énorme mobilisation

J'aime Commenter Partager 465 · 33 commentaires · 19 K vues

Gilets Jaunes Officiel 10 avril 2019

La #Francaisedesjeux que #Macron va privatiser vient de nommer Directrice de Com', Raphaëlle #Rabatel, l'épouse de Gilles Le Gendre président du groupe #EnMarche à l'assemblée.

SILENCE TOTAL DANS LES MEDIAS !

#GiletsJaunes #LREM #politique <https://t.co/TVleelCpZq>



Communiqué de presse

Boulogne, le 9 avril 2019

Raphaëlle Rabatel est nommée directrice de la communication et du développement durable du groupe FDJ

Raphaëlle Rabatel prendra ses fonctions à compter du mois de mai, en tant que directrice de la communication et du développement durable, membre du Comité de direction générale du groupe FDJ.

Forte de son expérience de la communication institutionnelle et financière, notamment dans de grandes entreprises françaises, publiques ou privées et cotées, industrielles et de services, elle aura pour mission d'accompagner le groupe dans ses enjeux de communication, en particulier de conforter l'image d'une entreprise performante et socialement responsable, au service de la collectivité, avant sa possible privatisation.

Raphaëlle Rabatel (56 ans) est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et licenciée en Histoire (Université Paris Nanterre). Elle a commencé sa carrière en 1988 au sein du Groupe Rhône-Poulenc, où elle a notamment été chargée des relations avec la presse nationale. En 1996, elle est nommée responsable du service de presse du groupe Paribas.

En 2000, elle devient directrice de la communication externe de la Caisse nationale des Caisses d'Épargne. Puis, elle rejoint l'agence conseil en communication institutionnelle et financière, Image 7.

En 2002, elle est nommée directrice de la communication et membre du comité de direction du Groupe JC Decaux.

De 2004 à 2008, elle est directrice de la communication et membre du comité exécutif du Groupe Gaz de France. A ce titre, elle a préparé et accompagné l'ouverture de capital en 2005, puis la privatisation et la fusion avec Suez (SDF Suez, aujourd'hui Engie), en 2007.

A partir de 2009, elle co-dirige Explora 6 Cie, cabinet de conseil spécialisé dans la valorisation du capital humain, culturel et imaginaire de l'entreprise.

En novembre 2018, elle est nommée Conseillère spéciale chargée de la communication du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Personnes handicapées.

SERVICE DE PRESSE Patrick Germain - 01 41 10 33 81 patrick.germain@fdj.com



294

Gilles Le Gendre, né le 13 mai 1958 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), est un homme politique, entrepreneur et journaliste français, spécialisé dans la presse économique.

Membre de La République en marche (LREM), il est élu député dans la deuxième circonscription de Paris lors des élections législatives de 2017. Il est successivement vice-président puis, depuis 2018, président du groupe LREM à l'Assemblée nationale.

les Marie François Le Gendre est né du mariage de Bernard Le Gendre, président de l'été, et de Catherine Chassaing Mandeg Borredon^[1]. Il est le frère de Bertrand Le Gendre^[2] et d'Olivier Le Gendre, également imralistes.

rié en secondes noces le 19 mai 2001 à phaëlle Rabatel, il a deux enfants de son smier mariage^[1].



55 commentaires 686 partages

Cerveaux non disponibles 13 avril 2019

Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Toulouse acte 22 : les médias ne montreront que les vitrines brisées et voitures brûlées. Mais voici la vraie force du mouvement ! Le printemps arrive. Ça va chauffer.

Plus pertinents

Courage, courage !!!!Salutations du Chili J'aime Répondre 4 ans

Il faut surtout tenir jusqu'aux fortes chaleurs afin de les faire un peu maigrir dans leurs habits de Robocop J'aime Répondre 4 ans

Afficher 26 autres commentaires

Écrivez un commentaire...



Jean-Michel Apathie et FI

J'aime Commenter Partager

524 · 311 commentaires · 38 K vues

La vraie démocratie 4 avril 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

« Les journalistes sont des gens libres de paroles, qui analysent l'actualité... » Jean-Michel Apathie

Voir plus de vidéos du magazine : <https://www.lci.fr/emissions/>

Crédit vidéo : LCI

Plus pertinents

Si l'on devait porter plainte à chaque fois qu'il dit des conneries cet apathie.....

J'aime Répondre 4 ans 146

1 réponse

Et lui quand il se permet de critiquer les gilets jaunes

Écrivez un commentaire...

Gilets Jaunes Infos 23 avril 2019

La situation est de plus en plus grave ! C'est inadmissible !

CNEWS pris en énorme flagrance de trucage, diffusant des images de bain de foule du début du mandat de Macron, en faisant croire qu'il s'agissait d'un déplacement d'hier, en date du 21 avril 2019.

LEMEDIAPOURTOUS.FR

CNews pris en flagrant délit de trucage ! -

La chaîne CNews a diffusé des images de bain de foule avec Benalla dans so...

CND Cerveaux non disponibles 24 avril 2019

La veille de l'acte 23, ce compte anti GJ relaie une interview d'un black bloc sur le Nouvel Obs. Brice Couturier, producteur et journaliste chez France Culture, appelle clairement cette personne à se suicider. Et des dizaines d'autres comptes s'en donne à cœur joie. Bizarrement, cela n'a outré personne dans les hautes sphères du pouvoir et des médias.

Socio Démo #StopGiletsJaunes #FBPE @SocDemMar... · 19 avr. · Je suis prêt à mourir » : confession d'un « gilet jaune » devenu black bloc



« Je suis prêt à mourir » : confession d'un « gilet jaune » devenu...
Jeune ouvrier et manifestant de la première heure, il s'est très vite converti à la violence. Récit exclusif.
nouvelobs.com

168 51 54

Brice Couturier @briceculturier

Suivre

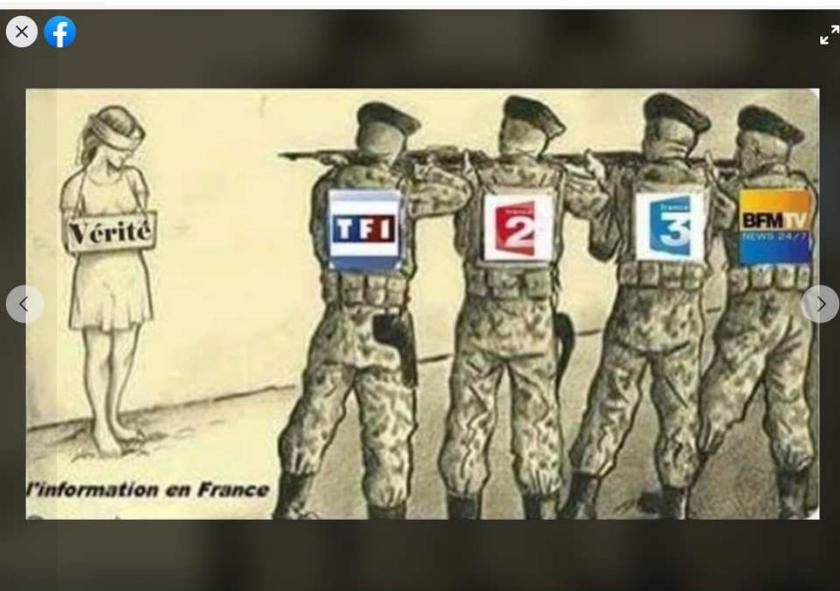
En réponse à @SocDemMarche

Lui recommander la solution du suicide.

11:38 - 20 avr. 2019

324

64 commentaires 313 partages



Créer

Vécu 14 avril 2019

La prise de conscience et la liberté de penser ne peuvent pas être tuées. La vérité l'emportera...

672 79 commentaires 793 partages

J'aime Commenter Partager

Les plus pertinents

Média libre Média 25 radio bip

J'aime Répondre 1 ans

2 réponses

Pour into : Il serait peut-être utile de rappeler aux agents publics que sont les procureurs et les fonctionnaires de police le texte de l'article 432-4 du Code pénal :... Afficher la suite



J'aime Répondre 1 ans

Votre commentaire...

Mai 2019

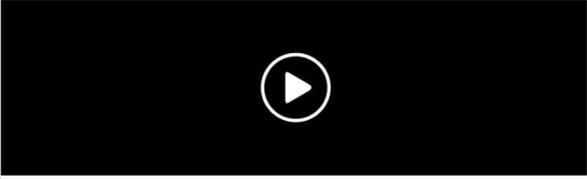
Carte des rassemblements

Carte des rassemblements
3 mai 2019 · 🌐

Journalistes : macron promet des sanctions contre les policiers «qui ont perpétré des violences»

Carte des rassemblements
May 3, 2019 at 12:11 PM

N'AYEZ PAS LA MÉMOIRE COURTE Vous avez tendance à oublier que le "lancé de pavés" des CRS, a déjà été fait auparavant. Acte 8, Montpellier, Rue de l'Aiguillerie Mais cette vidéo n'est jamais passée à la télé.



69.75x 🗨️ 670 🔄 53 📺 7.2K

FRANCAIS.RT.COM
Journalistes : Macron promet des sanctions contre les policiers «qui ont perpétré des violences»

👍👎👏 971 484 commentaires 156 partages

Carte des rassemblements
5 mai 2019 · 🌐

<https://www.facebook.com/305248086505366/posts/828808450815991/>
Emmanuel Lechypre de BFM TV « Les français qui râle y'en a ras le bol » 🙄🙄



07H09 DIRECT RMC
EMMANUEL LECHYPRE | ÉDITORIALISTE ÉCONOMIQUE BFM BUSINESS
MACRON VEUT CONCILIER FIN DU MONDE ET FIN DU MOIS
LES TAXES SERONT ALLÉGÉES EN CAS DE HAUSSE DU BRUT
NUCLÉAIRE Le Président a annoncé la fermeture de 14 réacteurs de 900 mégawatt en 2035, dont les 2 de Fessenheim à l'été 2010.

PLANETES360.FR
Emmanuel Lechypre de BFM TV "Les français qui râle y'en a ras le bol" - PLANETES360

👍👎👏 625 611 commentaires 144 partages

Carte des rassemblements
3 mai 2019 · 🌐

Pascal Praud présentateur CNEWS fait tout pour décrédibiliser le mouvement !! Il n'est pas censé fermer sa grande gueule et ne pas prendre position ?!?! 🙄🙄🙄



CNEWS

👍👎👏 1,6 K 1,3 K commentaires 629 partages

Carte des rassemblements
8 mai 2019 · 🌐

Je ne vais pas donner mon avis sur la question de l'ue car ont est pas la pour ça. Voila l'aberration pure de ces médias de merde. Regarder bien les chiffres et faite l'addition 🙄 Alors comme ça nous somme 110% constitué de 100% de français en France 🙄



Les voix de l'inf
VOUS CONTRE UN MAINTIEN DE LA FRANCE DANS L'UE ?

77% POUR
33% CONTRE

BFMTV.COM
Emmanuel Macron appelle les Européens à s'unir contre Netflix et Disney

👍👎👏 564 159 commentaires 237 partages

12 mai 2019 · **Carte des rassemblements**

Je suis complètement dégouté, je rentre de chez mes parents et dans la discussion ma mère me dit quelle en a Mare des gilets jaunes je lui demande pourquoi elle me répond que au infos tout ce qu'elle voit et ce qu'elle entend des journalistes c'est qu'il foute le bordel alors je prends mon téléphone est je lui montre toute les vidéos et les photos et la elle me dit c'est pas vrai ont et complètement désinformer de rajouter que autour d'elle beaucoup de gens pensent comme elle ! Mais bordel Va t'on arrivé à leur faire fermer leurs gueule à c'est putain de média !!!!

1,2 K 462 commentaires 602 partages

22 mai 2019 · **Carte des rassemblements**

Quels pourris le LREM!!!! NE VOTEZ SURTOUT PAS POUR EUX!!!!!! 🤢🤢🤢🤢🤢🤢🤢🤢🤢🤢🤢🤢



TF1.FR
Valentine Oberti, journaliste pour Quotidien, a été entendue par la DGSI, elle raconte

262 47 commentaires 413 partages

11 mai 2019 · **Carte des rassemblements**

🔥 À Nantes, un journaliste de CNews a reçu un tir de LBD (parties génitales) 🔥

1 K 438 commentaires 480 partages

8 mai 2019 · **Carte des rassemblements**

Patrick Boriès :

"Carine Schmitt, photographe, a été interdite d'exercer sa profession, ce matin, lors de la commémoration du 8 mai sur les Champs Élysées. Le 21 avril, elle a été victime d'un tir de LBD dans son brassard "PRESSE" qu'elle portait sur la jambe. TÉMOIGNONS-LUI NOTRE SOUTIEN ! LES JOURNALISTES, JRI, PHOTOGRAPHES QUI ONT ENCORE LE COURAGE D'INFORMER SONT L'HONNEUR DE LEUR PROFESSION. Envoyez des pouces ou des petits mots à Carine SVP. Merci !"

Ces journalistes sont les témoins de nos luttes. Respect à eux et respect à Carine Schmitt

Ce contenu n'est pas disponible actuellement
Ce problème vient généralement du fait que le propriétaire ne l'a partagé qu'avec un petit groupe de personnes, a modifié qui pouvait le voir ou l'a supprimé.

723 205 commentaires 220 partages

26 mai 2019 · **Carte des rassemblements**

LIBERATION.FR
Journalistes convoqués par la DGSI : Macron invoque «sécurité nationale» et «liberté des...

Le chef de l'Etat a justifié les convocations de plusieurs journalistes par la Sécurité intérieure, vivement dénoncées par la profession.

409 45 commentaires 100 partages

29 mai 2019 · **Carte des rassemblements**

Violences policières, répression judiciaire, grands médias aux ordres, journalistes indépendants menacés, syndicalistes réprimés, opposition parlementaire muselée...

EUROPE1.FR

La limitation du temps de parole des députés adoptée après le départ de l'opposition

295 62 commentaires 176 partages

18 mai 2019 · **Carte des rassemblements**

ANTOINE FORESTIER ENVOYÉ SPÉCIAL À REIMS (MARNE)
LE DIRECT **CORTÈGE À REIMS : QUELQUES TENSION**

REVOLUTIONPERMANENTE.FR

VIDEO. Reims : une passante jetée violemment à terre par la police, BFM-TV coupe le direct

349 19 commentaires 155 partages

4 mai 2019 ·

Cnews vient d'annoncer que leurs journalistes à Paris ont été dépouillés de leurs matériels de protection PAR les forces de l'ordre

339 47 commentaires 59 partages

24 mai 2019 · **Carte des rassemblements**

La dictature en marche !
[Ahttp://www.msn.com/fr-fr/actualite/france/yemen-benalla-huit-journalistes-convoqu%C3%A9s-par-les-services-de-renseignement-fran%C3%A7ais/ar-AABOovy?li=BB0Jlji&ocid=UE09DHP](http://www.msn.com/fr-fr/actualite/france/yemen-benalla-huit-journalistes-convoqu%C3%A9s-par-les-services-de-renseignement-fran%C3%A7ais/ar-AABOovy?li=BB0Jlji&ocid=UE09DHP)

MSN.COM

Yemen, Benalla: huit journalistes convoqués par les services de renseignement français

251 36 commentaires 114 partages

30 mai 2019 · Carte des rassemblements

Bah alors Choupette ??? Voila ce que ça fait que de s'attaquer a la presse a un moment elle se venge et j'espère ce n'est qu'un début ... Bientôt le réveil des moutons ??? 🤔



HUFFINGTONPOST.FR
Marlène Schiappa règle ses comptes avec la presse sur Facebook

👍👎 237 128 commentaires 29 partages

7 mai 2019 · Carte des rassemblements



Tout le monde se plaint de BFM TV mais vous regardez encore...c est grâce à vous qu'ils sont encore là.. A méditer...

👍👎 678 344 commentaires 125 partages

18 mai 2019 · Carte des rassemblements



REIMS (MARNE)
ANTOINE FORESTIER ENVOYÉ SPÉCIAL À REIMS (MARNE)
LE DIRECT **CORTÈGE À REIMS : QUELQUES TENSIONS.**
ALERTE INFO Paris : un défilé de gilets jaunes pour l'écologie est parti du TGI de Paris, en direction de la Place de la République.

18 mai 2019 ·

Comment bfm tv censure les informations... Femme qui a l'air âgée a été poussé en arrière par un policier elle est inerte au sol et au lieu d'en parler BFM rends tout de suite l'antenne ils sont très gênés par la situation

👍👎 403 92 commentaires 358 partages

11 mai 2019 · Carte des rassemblements



La violence policière va être enfin reconnu grâce à ce journaliste de cnews qui a reçu un tir de LBD dans le bas-ventre !

👍👎 583 186 commentaires 362 partages

5 mai 2019 · Carte des rassemblements

La honte de la presse française...



SUDOUEST.FR
Arcachon : le journaliste Christophe Barbier pris à partie par des gilets jaunes

👍👎 219 72 commentaires 28 partages

24 mai 2019 · Carte des rassemblements



Bfm qui commence dejas a accusé un gillet jaune pour lyon ! Je reve !

👍👎 631 197 commentaires 123 partages



Mensonges étatiques et journalistiques

J'aime Commenter Partager 8,8 K · 801 commentaires · 725 K vues

La vraie démocratie 6 mai 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

«Qui fabrique les fakeneWS ? A part les Etats. Et qui les propagent ? À part les journalistes qui sont à la solde de tous les pouvoirs et qui leur lèchent les bottes.» Didier Maïsto (Journaliste à Sud Radio)

Intervention diffusée sur Sud Radio le 02/05/19
 Voir l'émission en intégralité : https://youtu.be/Ukf6iJ_BIRU
 Crédit vidéo : Sud Radio
 Voir moins

Plus pertinents

- J habite a l étrangers et Les journaux étrangers censurent et changent l informations sur les gilets jaunes de noire qui cela se passe dans trois les pays
- Écrivez un commentaire...



Une nouvelle affaire Geneviève Legay à Reims ?

J'aime Commenter Partager 1,1 K · 351 commentaires · 158 K vues

CND Cerveaux non disponibles a publié une vidéo dans la playlist Violences policières. 18 mai 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Une nouvelle affaire Geneviève Legay à Reims lors de l'acte 27 ? On notera la rapidité de BFM pour couper le direct... Au point de mettre mal à l'aise le présentateur !

Plus pertinents

- CND Auteur Cerveaux non disponibles Image par image, on a l'impression que c'est bien le bouclier d'un policier qui fait chuter la manifestante
- Écrivez un commentaire...



Un journaliste dénonce la propagande d'Etat

J'aime Commenter Partager 1,4 K · 128 commentaires · 108 K vues

La vraie démocratie 5 mai 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

«Il n'y a jamais eu autant de mensonges d'Etat, institutionnalisés et relayés par une presse servile. Ca nous renvoie à Orwell. On accuse ceux qui sont porteurs de la vérité d'être les propagateurs des fake-news. C'est la marque des totalitarismes.» Antoine Peillon (Journaliste à La Croix)

Soutenez Le Media : <https://www.lemediatv.fr/faire-un-don/>
 Voir plus de vidéos sur Le Media : <https://www.lemediatv.fr>
 Crédit vidéo : Le Media
 Voir moins

Plus pertinents

- Macron et castaner deux criminels , c'est vrai manieur et ie raientari deu fumiers
- Écrivez un commentaire...



GJ AUX MOLIÈRES : LA SÉQUENCE ENTIÈRE CENSURÉE PAR FRANCE 2

J'aime Commenter Partager

1,4 K · 164 commentaires · 66 K vues

Cerveaux non disponibles
16 mai 2019 ·

Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

GJ AUX MOLIÈRES : LA SÉQUENCE ENTIÈRE CENSURÉE PAR FRANCE 2

Si France TV a jugé bon de censurer ce passage, les intermittents ont réussi à faire un nouveau montage. A diffuser au maximum !

Plus pertinents

C'est quand même bizarre que castagnette n'est pas fait allusion d'une prise d'otage pour cette soirée 😂

J'aime Répondre 4 ans

40

Magnifique!!!!!! Très fort et courageux..... Merci et

Écrivez un commentaire...



Cerveaux non disponibles

4 mai 2019 ·

DANS UNE TRIBUNE, 1 500 ARTISTES SOUTIENNENT (ENFIN) LES GILETS JAUNES :

" Nous ne sommes pas dupes ! Nous voyons bien les ficelles usées à outrance pour discréditer les gilets jaunes, décrits comme des anti-écologistes, extrémistes, racistes, casseurs... La manœuvre ne prend pas, ce récit ne colle pas à la réalité même si médias grand public et porte-parole du gouvernement voudraient bien nous y faire croire. Comme cette violence qu'ils mettent en exergue chaque samedi. Pourtant la violence la plus alarmante n'est pas là."



Liberation



LIBERATION.FR

Gilets jaunes: nous ne sommes pas dupes !

Juliette Binoche, Emmanuelle Béart, Edouard Louis, Alain Damasio... Autant d...



Gilets Jaunes
Constituants page de secours était en direct.
21 mai 2019 · 🌐

Les idf devant le mass media de propagande oligarchique BFM. Quelle indépendance des journalistes quand des milliardaires vous financent ? Rencontre avec les grandes gueules de RMC (Truchot et riotot).
[Voir moins](#)

👍 708 1,3 K 31 K

J'aime Commenter Partager

Commentaires Masquer

Plus pertinents ▾

Si le peuple bouge pas très vite ont et mort il faut bouger l'humanité et en danger de mort

J'aime Répondre 4 ans 17

↳ 2 réponses

Écrivez un commentaire...



LE PATRON DE SUD RADIO
NOUS EXPLIQUE LE SYSTÈME MÉDIATIQUE ET L'IDÉOLOGIE DOMINANTE

LAVRAIE DÉMOCRATIE
fb.com/lavraiedemocratie

Le patron de Sud Radio sur l'idéologie dominante

J'aime Commenter Partager 1 K · 99 commentaires · 110 K vues

La vraie démocratie
10 mai 2019 · 🌐

Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

« Les grands médias sont devenus des organes propagandistes au service d'intérêts privés » Didier Maïsto (Journaliste et patron de Sud Radio)

Voir l'intervention en intégralité : <http://bit.ly/2Je3RIH>

Crédit vidéo : Didier Maïsto / Sud Radio

Plus pertinents ▾

Les gens se réveillent doucement malheureusement encore beaucoup trop d'endormis...

J'aime Répondre 4 ans 39

↳ 2 réponses

Écrivez un commentaire...



CAEN

Acte 28 : en image, la mobilisation partout en France. Loin des chiffres du ministère et des médias, la preuve que le mouvement est loin d'être mo...

J'aime Commenter Partager 762 · 112 commentaires · 38 K vues

Cerveaux non disponibles
26 mai 2019 · 🌐

Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Acte 28 : en image, la mobilisation partout en France. Loin des chiffres du ministère et des médias, la preuve que le mouvement est loin d'être mort !

Plus pertinents ▾

On est là!!!! on est là!!! même si Macron ne veut pas nous on est là.. Pour l'honneur des travailleurs ... **En voir plus**

J'aime Répondre 4 ans 15

Les MENTEURS du gouvernement ont juste à visionner ces images...! On sait pertinemment que tous les chiffres donnés par le joueur de " poker-

Écrivez un commentaire...

Facebook video player interface showing a video of a large crowd in a city street. The video player includes a close button, a Facebook logo, a progress bar (3:00 / 8:31), and social sharing icons. The video content shows a large group of people, many wearing yellow vests, gathered in a city square with buildings in the background.

Cerveaux non disponibles
6 mai 2019 ·

***** POUR UN ACTE 26 MASSIF *****

Depuis ses débuts, il y a 25 semaines, le pouvoir tente, avec l'aide des médias de masse, d'enterrer le mouvement des GJ. Il minimise l'ampleur des rassemblements et du soutien de la population au mouvement.

Fin décembre, profitant des fêtes de fin d'année, le pouvoir annonce que le mouvement est terminé et qu'il ne reste que quelques centaines d'excités qui ne représentent plus rien.

Réponse le 5 janvier : plus de 150 000 personnes descendent dans la rue, avec notamment une énorme manifestation dans Paris, que la police n'arrive pas à contenir. Même histoire quelques semaines plus tard lors de la fin du Grand Débat, où le pouvoir annonce la fin de la contestation. Sauf que le 16 mars, les GJ en décident autrement.

Aujourd'hui, le pouvoir espère que le 1er mai était le chant du cygne du mouvement. La faible mobilisation du samedi est perçue comme la preuve que c'est fini, enfin !

Sauf que non, loin de là. Samedi, de nombreux GJ ont fait l'impasse sur les manifestations des grandes villes car le mot d'ordre était à la reprise des ronds points. Et puis il y avait le 1er mai trois jours avant, qui, pour certains, était le véritable acte 25.

L'ultra-violence de la police le 1er mai, les mensonges de Castaner sur la Pitié et le mépris de Macron renforce plus que jamais la motivation de milliers de citoyens. Surtout, des brèches s'ouvrent dans plusieurs pans de la société et de nouvelles personnes semblent disposées à rejoindre la lutte. En témoigne l'appel de plus de 1 400 artistes ainsi que la lettre d'accusation d'universitaires.

Si le printemps et les chaleurs tardent à s'installer en France, cela n'est qu'une question de jours. Il importe donc d'être massivement dans les rues samedi prochain pour préparer la suite d'un mouvement qui n'en finit pas de rebondir et de se renouveler.



988

117 commentaires 747 partages

Selon Cnews, 77% des français souhaitent rester dans l'UE, contre 33% qui souhaitent en sortir.
Soit un total de... 110%...!
Et après on s'étonne que les médias n'aient plus aucune crédibilité...

C NEWS
23:51 DIRECT

POUR OU CONTRE UN MAINTIEN DE LA FRANCE DANS L'UE ?

77% POUR
33% CONTRE

SOURCE : IPOP POUR CNEWS

QUELLE QUELLE ?
FRANCE EUROPE ?

DERNIERE MINUTE
Otages libérés à Blagnac : le preneur d'otages «semble assez dépressif ou préoccupé par son état de santé» (procureur).

👍❤️ 557 116 commentaires 479 partages

Belle pancarte sortie samedi lors de l'acte 26.
L'occasion de remercier les 75 000 Cerveaux Non Disponibles qui nous suivent ici !
Autant de personnes qui ne se laisseront plus laver le cerveau par la propagande du pouvoir et des médias de masse.
Merci notamment à tous ceux qui nous envoient des messages, des photos, des dessins, des vidéos pour apporter leur pierre à l'édifice de résistance et de révolte populaire.
CND est un collectif ouvert et pluriel. On espère donc faire encore de nouvelles rencontres, virtuelles mais aussi IRL (dans les manif, occupations et autres actions).
Même si Macron ne veut pas, nous on est là !



LESOBSERVEURS.CH
Notre-Dame : tous les experts qui doutent de « l'accident » sont virés des plateaux TV !

👍❤️ 163 17 commentaires 913 partages

Ce pouvoir de révélation des médias faibles n'existe que parce que les grands médias, eux, n'ont pas restitué de façon impartiale, comme ils en revendiquent la mission, ce volet pourtant terriblement visible du conflit social.

Confrontés à des situations très tendues, des fonctionnaires témoignent de la complexité de l'usage de la force

Au moment où l'État français se présente « en charge » devant ses citoyens, il est difficile de ne pas se demander si les médias ont restitué de façon impartiale, comme ils en revendiquent la mission, ce volet pourtant terriblement visible du conflit social. Les médias faibles ont-ils pu révéler ce qui se passe vraiment ?



BLOGS.MEDIAPART.FR
Quand les médias faibles deviennent les plus forts
Dans son édition du 14 mai, Le Monde met en Une les "violences policières". ...

👍❤️ 282 13 commentaires 232 partages

Facebook video player interface. The video shows a person in a blue jacket and another in a grey shirt. The video has a duration of 5:44 / 22:44.

Cerveaux non disponibles
3 mai 2019 · 🌐

En cette journée mondiale pour la liberté de la presse, une pensée émue pour cet hebdomadaire français qui rivalise désormais avec Le Gorafi dans son traitement de l'information.



👍👎🗨️ 346

71 commentaires 69 partages

Gilets Jaunes Infos
4 mai 2019 · 🌐

Pour la journaliste Brigitte Boucher, les mensonges de Castaner ne sont pas très graves !

Rejoignez-nous aussi sur [BFMacron](#) on va se marrer ❤️ n'hésitez pas à nous signaler toute séquence par MP. Offensive numérique acte 1 😊



BéééFM TV
4 mai 2019 · 🌐

Pour la journaliste Brigitte Boucher, les mensonges de Castaner ne sont pas très graves !

Gilets Jaunes Infos
7 mai 2019 · 🌐

C'est parti ! Les médias s'en donnent à cœur joie dès qu'il s'agit de taper sur les Gilets Jaunes.... Ramassés de connerie 🤪 Juste un gamin psychologiquement faible... La récupération politique va être terrible dès demain ! Eléments de langage probables "ultraviolence, terrorisme, radicalisation du mouvement, terrorisme" 😊



Brèves de presse @Breve... · 23 mins

⚡ SUIVI - Selon BFMTV, le preneur d'otages de #Blagnac se présente comme le "bras armé des gilets jaunes à Toulouse". De son côté, la préfecture indique que le preneur d'otages n'a pas exprimé de revendication pour le moment.

👍👎🗨️ 132

64 commentaires 55 partages



● Selon TF1, dans la nuit de mardi à mercredi, l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière a été la cible de dégradations. De nombreux tags à la gloire...

J'aime Commenter Partager

91 - 26 commentaires - 5,7 K vues

Gilets Jaunes Infos 2 mai 2019 ·

Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

● Selon TF1, dans la nuit de mardi à mercredi, l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière a été la cible de dégradations. De nombreux tags à la gloire des BB & des Gilets jaunes auraient été commis en pleine nuit 🤔

Au vu des nombreuses manipulations et mensonges de ce gouvernement, nous sommes en droit de nous interroger. Où sont les photos de ces tags ? Ce gouvernement nous a déjà prouvé qu'il était capable de modifier des vidéos dans le cas de l'affaire Benalla...

"S'il est avéré que 2 étages de l'hôpital ont été tagués la nuit précédente, "soutien aux GJ", tags racistes, etc, cela pourrait indiquer une machination (william Molinié LCI)

Voir moins

Plus pertinents



Écrivez un commentaire...



Juin 2019

Carte des rassemblements

25 juin 2019 · Carte des rassemblements

Je me permets cette petite vidéo pour faire comprendre aux gens ce qui se passe et que les médias ne parlent pas



1,4 K 391 commentaires 10 K partages

29 juin 2019 · Carte des rassemblements

Patron de Sud Radio

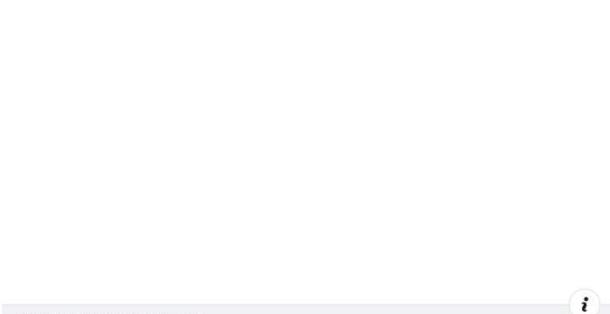


1,1 K 37 commentaires 10 K partages

23 juin 2019 · Carte des rassemblements

NOUVELORDREMONDIAL.CC

Le service de sécurité de Macron menace des journalistes français de peines de prison et d'amendes



1,2 K 132 commentaires 1 K partages

2 juin 2019 · Carte des rassemblements

RMC.BFMTV.COM

Christophe Barbier: « Les retraités ont pardonné à Macron »

Dans Radio Brunet ce lundi 27 mai, « Marine le Pen n'a pas gagné les élections... »



864 769 commentaires 132 partages

20 juin 2019 · Carte des rassemblements

<https://www.telerama.fr/.../faute-de-preuve-de-violences...>



TELERAMA.FR

Faute de preuve de "violences policières", les experts jugent le LBD indispensable

👍👎👏 1 K 274 commentaires 321 partages

18 juin 2019 · Carte des rassemblements

Une réforme de la loi sur la liberté de la Presse. Sûrement destinée à museler celles qui sont encore libres et indépendantes 🙄🙄🙄



MEDIAPART.FR

Liberté d'expression: Nicole Belloubet veut s'attaquer à la loi de 1881

👍👎👏 824 259 commentaires 600 partages

6 juin 2019 · Carte des rassemblements

Retour sur un désastre ; merci les Suisses !

<https://l.facebook.com/l.php...>



LESOBSERVATEURS.CH

Notre-Dame : tous les experts qui doutent de « l'accident » sont virés des plateaux TV !

👍👎👏 661 78 commentaires 824 partages

18 juin 2019 · Carte des rassemblements

Rectorat de Toulouse ce matin. La greve du bac est sans précédent . Entre 30 et 50% de grévistes selon les lycées. Les rectorats bloqués hier toute la journée. L'en a réquisitionné les femmes de ménages, des étudiants, des parents pour faire la surveillance. Des anomalies sont remontées d'un peu partout. La greve est reconduite auj. Ne croyez pas les médias, nous sommes présents depuis le début!!!! Et au vu des FO, on fait peur !!!!



👍👎👏 1,1 K 391 commentaires 1,5 K partages

2 juin 2019 · Carte des rassemblements

#Policiers #Procès :

"Les policiers n'attaquent pas les manifestants (...) ils défendent la République"

Romain Goupil, cinéaste.

#24hPujadas #LCl

Ps :

Mais bien-sûr...et ils se mutilent tout seul également...🙄



507 405 commentaires 136 partages

12 juin 2019 · Carte des rassemblements

Après avoir grignoté LR il cherche à grignoter les restes du PS, il va aussi se découvrir écolo pour grignoter EELV, pas de problème quand on a les grands médias dans sa poche, on peut baratiner n'importe quoi pour préparer les futures échéances électorales. Entre temps il intensifie les plans sociaux, le matraquage des retraités et des chômeurs, le démantèlement du système de santé. Le mensonge est le propre des escrocs

LEPARISIEN.FR

Emmanuel Macron dénonce les «dérives d'un capitalisme devenu fou»

276 106 commentaires 266 partages

12 juin 2019 · Carte des rassemblements

Comment diviser les gilets jaunes et casser les mouvements sociaux ?

Facile :

Il suffit de prendre les intellectuels vraiment critiques du système et de les insulter de "complotistes" ou "négationnistes" pour les décrédibiliser à l'aide de ce qu'on appelle "les idiots utiles".

Ensuite, la "masse" de gens qui n'a pas envie de chercher à faire d'effort, n'ira pas essayer de se renseigner.

Résultat :

Des points de vues intéressants pourront être cachés des médias, qui mettront en avant les mêmes personnes politiques qui sont mis en avant depuis 40 ans.

Le monde de la finance vous remercie de vous laisser manipuler.



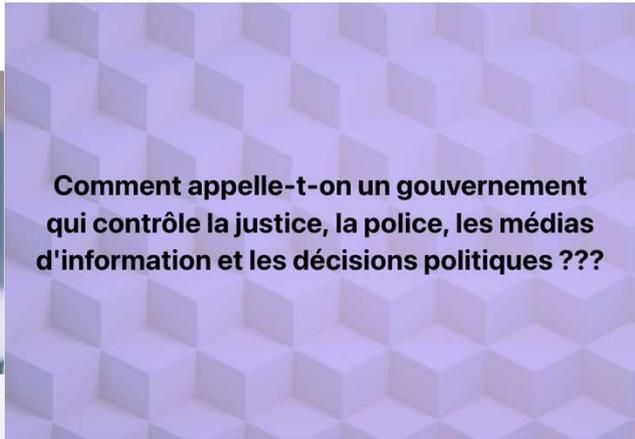
HUFFINGTONPOST.FR

Étienne Chouard, figure écoutée des gilets jaunes, accusé de négationnisme

Ce blogueur influent, qui a notamment popularisé le référendum d'initiative citoyenne (RIC)...

170 313 commentaires 112 partages

14 juin 2019 · Carte des rassemblements



454 801 commentaires 479 partages



666

76 commentaires 955 partages

6 juin 2019 · Carte des rassemblements

Ahhhh BFM !

"A notre époque, Desproges ou Coluche seraient condamnés à de la prison ferme. J'étais dans la parodie et pour avoir écrit trois consonnes et voulu caricaturer l'info en continu, pour avoir fait une blague sur un mur finalement, je dois payer une somme mirobolante..."

Le publiciste, qui se targuait jusque-là de n'avoir jamais été condamné pour les mots et images choc dont il s'était fait une spécialité, envisage de faire appel. Et de promettre: "Je vais rester l'homme que je suis."



VARMATIN.COM

L'afficheur varois Michel-Ange Flori condamné à verser 32.000 euros à BFM TV

371

21 commentaires 155 partages

10 juin 2019 · Carte des rassemblements

La Dictature Macronienne en Marche:

En ce moment-même la petite Ville d'Ornans dans le Doubs(25) est quadrillé et assiégé par des centaines de forces de l'ordre qui ont bloqués toutes les rues et expulsent au abords de la ville toutes personnes qui n'a pas d'accréditation pour pénétrer dans la bourgade ,seuls des va-et viens d'autocars affrétés de militants pro-Macron sont autorisés,les habitants d'Ornans sont confinés chez eux avec interdiction de circuler dans la ville sous peine d'amendes.L'empereur Macron est attendu par hélicoptère dans cette petite ville pour célébrer l'anniversaire de la naissance du célèbre peintre Gustave Courbet,c'est un comble de l'ironie et une insulte pour les Ornansais car quand ont connaît un peu l'histoire,Gustave Courbet était un artiste engagé,rebelle qui luttait contre toutes les formes de gouvernement autoritaire qui avait refusé la Légion d'Honneur en son temps et a même été accusé d'avoir fait renverser la colonne Vendôme pour finir exilé en Suisse comme un paria et mourir d'épuisement.

Et ça aucun grand médias pourris et corrompus le diffuse, ont peut avoir le direct sur un petit médias indépendant qui s'appelle Média 25...

558

124 commentaires 885 partages

20 juin 2019 · Carte des rassemblements



FR.SPUTNIKNEWS.COM

Un «expert» de BFM TV explique que les blessés par des LBD sont dus au fait que les manifestants «bougent»

261

126 commentaires 35 partages

11 juin 2019 · Carte des rassemblements

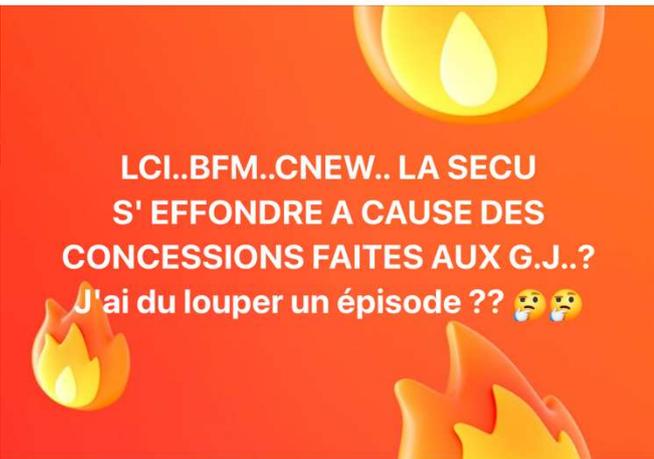


bfm Voila c est encore de la faute des gilets jaune si la secu est dans le rouge

782

289 commentaires 140 partages

11 juin 2019 · Carte des rassemblements



LCI..BFM..CNEW.. LA SECU S' EFFONDRE A CAUSE DES CONCESSIONS FAITES AUX G.J..?

J'ai du louper un épisode ??

717

275 commentaires 213 partages

9 juin 2019 · Carte des rassemblements ...

Bossant en hôpital!! On a l'impression que tout le monde s'en fout alors que le service public subit une politique de destruction claire en vue de tout privatiser ! Mais les médias s'en foute totalement! Et j'ai pas le sentiment que la population ne réalise pas ce qu'il ce passe.
Quand ils auront des milliers d'euros à payer pour le moindre soins comme au USA ils réagiront!

451

437 commentaires 279 partages

11 juin 2019 · ...

22 juin 2019 · ...

les journalistes et les politiciens, les haut-fonctionnaires ont le droit d'insulter le Peuple de France en toute impunité ... par contre le Peuple a l'obligation de respecter même ceux de ces "notables" qui ne sont pas respectables !!!
"C'est clair, esclaves? c'est dur à admettre, maître!"

QUE FONT LES MEDIAS AUCUN NE PARLE DES GILETS JAUNES TOUS POURRIS

FRANCE3-REGIONS.FRANCETVINFO.FR
Vesoul : L'ancienne gilet jaune Céline Roy condamnée
La jeune femme de 22 ans a été condamnée ce mardi 4 juin 2019 à de la pris...

269 276 commentaires 139 partages 142 15 commentaires 59 partages

12 juin 2019 · ...

**INCROYABLE!!!! C'est dingue comment les médias parlent de nous!!!! Pour eux le mouvement est plus que fini
22 juin STOP !**

346 185 commentaires 109 partages

Pages

Gilets Jaunes le Mouvement
20 juin 2019 · 🌐

-Quelle est votre métier ?
-expert chez BFM TV

Gilets Jaunes Officiel 🔒
Jun 29, 2019 at 10:31 AM

🔴 "Le journalisme ce n'est pas parler de la #canicule en boucle! Le journalisme c'est interpeler sur la disparition de #Steve Canico et sur les violences policières et la dérive illibérale du régime. Une presse sous contrôle, alors ce n'est plus la démocratie!" #cedrico #media



4.4K POST VIEWS 56.0K TOTAL VIEWS

8.89x 🗨️ 526 🗳️ 46 🔄 2.1K

Pascal Goby ▶ Robes Noires et Gilets Jaunes - Officiel
20 juin 2019 · 🌐



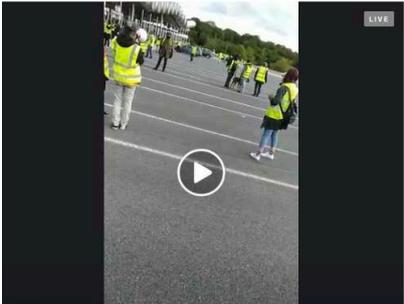
FR.SPUTNIKNEWS.COM

Un «expert» de BFM TV explique que les blessés par des LBD sont dus au fait que les manifestants «bougent»

👍👎🗨️ 157 65 commentaires 41 partages

Gilets Jaunes Constituan...
Jun 10, 2019 at 4:45 PM

Peage de saint arnault 10 juin 2019. Entre 150 et 200 citoyens du 91 tres déterminés. texte du MANIFESTE POLITIQUE qui a ete lu pendant cette operation: Citoyens gilets jaunes, nous avons décidé de ne plus nous laisser déposséder par ce système de valeurs, de pouvoirs et de manipulations ultralibérales. Nous voulons vivre dignement de notre travail. Nous voulons justice et reconnaissance pour nos anciens. Nous voulons un avenir serein pour nos enfants. Nous voulons vivre dans des communautés solidaires, participatives et écologiques qui respectent la nature et la vie. Nous sommes des hommes et des femmes qui avons décidé ensemble de ne plus vivre à genoux et de refuser d'être instrumentalisés ou marchandisés. Nous ne serons plus des variables d'ajustement économique et électorale ! Les gilets jaunes sont l'avant garde (r)évolutionnaire du peuple français; reprenons le pouvoir que nous avons délégué à ces représentants trop souvent corrompus, qui se révèlent incapables de servir le bien commun. C'est au peuple français et à lui seul d'établir les règles de sa représentativité et d'exercer ses responsabilités en écrivant sa propre constitution. Nous ne laisserons plus nos représentants politiques l'écrire à leur avantage et à celui des puissants. Sans souveraineté monétaire intégrale, il ne pourra y avoir de réelle démocratie directe viable. Aussi, nous devons rendre à la banque de France le monopole de la création monétaire nationale et la garder sous le contrôle permanent du peuple. Nous nous devons, dès maintenant, de rendre au quatrième pouvoir (presse, télévision, radio, instituts de sondage) son indépendance en libérant ces entreprises de l'emprise oligarchique, par l'instauration de coopératives de salariés-associés. Aujourd'hui, mes amis, prenons l'engagement commun de continuer notre légitime et juste combat d'émancipation, jusqu'à ce que nous, le peuple, ayons repris notre destin en main. Partout où nous sommes, ne cédon pas aux tentatives d'enfumage et de récupérations politiciennes et syndicales. Les structures pyramidales, autoritaires et opaques des partis politiques et des syndicats ont trahi systématiquement, et cela depuis 50 ans, la cause du peuple. Ces structures font partie du problème et ne pourront donc pas contribuer à sa résolution tant qu'elles resteront sous ces formes d'organisation. Amis gilets jaunes, syndiqués et encartés, vous qui formez la base de ces syndicats et partis, il est temps d'y instaurer la démocratie directe et intégrale ! Il est temps que vous imposiez des mandats impératifs et les audits permanents des finances et du travail de vos représentants par des commissions tirées au sort parmi la base. Vive l'assemblée constituante tirée au sort ! Force et Honneur ! On ne lâche rien !
See less



Gilets Jaunes le Mouvement
5 juin 2019 · 🌐

«Inacceptable» : Moscou condamne le matraquage d'un journaliste de RT France par un policier

FRANCAIS.RT.COM

1 commentaire 61 partages

Gilets Jaunes Constituants page de secours
12 juin 2019 · 🌐

Toujours le meme traitement biaisé et malhonnête de l'information: FAIRE PASSER LES GJ POUR DES VIOLENTS ET UNE MENACE POUR LA SOCIETE:

"... à grand renfort de fumigènes ..."
"La circulation risque de connaître de graves difficultés, sur l'autoroute mais également sur les axes secondaires de la pointe sud des Yvelines. Les automobilistes regagnant Paris risquent de sortir plus rapidement de l'A 10 pour ne pas se retrouver piégés."

Rappel pour les apprentis journalistes:
regle numero 1: parler de ce qui est sur et vérifié
regle numero 2: ne pas mitonner, tu n es pas madame soleil, contente toi des faits.
regle numero 3: au moins se deplacer et faire une photo, ne pas reprendre une vieille photo datant de novembre.
regle numero 4: faire une interview des personnes impliquees.

cet article mensongé et anxiogene est signé : François Desserre, qui doit etre fier de son travail de propagandiste.

<https://actu.fr.../yvelines-150-gilets-jaunes-sur-la10...>

ÉRIC BRUNET HUMILIÉ PAR L'ÉCONOMISTE CHRISTOPHE RAMAUX



Brunet recadré par Christophe Ramaux

J'aime Commenter Partager 5,8 K · 908 commentaires · 1,8 M vues

La vraie démocratie
18 juin 2019 · 🌐

Abonné(e)

Coup de gueule: Alors qu'Eric Brunet, relais assez médiatique de la pensée ultra-libérale, déclare que l'État est irresponsable en continuant d'embaucher des fonctionnaires. Celui-ci se fait lourdement reprendre par l'économiste Christophe Ramaux «C'est vous qui êtes irresponsable Mr Brunet, je préfère avoir des enseignants, des infirmières, des pompiers plutôt que d'avoir des hauts cadres du secteur privé.»

Extrait de l'émission «Radio Brunet» diffusée sur RMC le 19/12/17
Voir d'autres vidéos de RMC : <https://rmc.bfmtv.com/mediaplayer/podcast/radio-brunet/>
Crédit vidéo : RMC
Voir moins

Plus pertinents

Écrivez un commentaire...

QUAND LE POUVOIR ORDONNE AUX MÉDIAS DE CENSURER COLUCHE



Coluche candidat, Coluche censuré !

J'aime Commenter Partager 2,9 K · 535 commentaires · 1,8 M vues

La vraie démocratie
26 juin 2019 · 🌐

Abonné(e)

Coluche candidat, Coluche censuré ! : Quand le pouvoir en place donne l'ordre aux médias de ne plus parler de Coluche durant les présidentielles.

Voir d'autres replay de M6 : <https://www.6play.fr/m6>
Crédit vidéo : M6

Plus pertinents

Au moins ce que Coluche a fait pour la France, lui ne l'a pas fait. La preuve, il nous coûte toujours autant d'argent des décennies plus tard ce Giscard !!!

J'aime Répondre 4 ans 63

7 réponses

Écrivez un commentaire...

CND Cerveaux non disponibles
17 juin 2019 · 🌐

La reconnaissance de la brutalité policière et de toutes leurs exactions est un combat à mener par tous pour ne pas banaliser l'ignominie de la terreur et la dérive autoritaire que nous vivons.

34 journalistes portent plainte contre la police et la gendarmerie.

« Ce nombre élevé de cas démontre qu'il y a eu au minimum une tolérance pour ces violences et qu'elles ont été systématiques » (article paru dans le JDD 16/06)



483 115 commentaires 573 partages

CND Cerveaux non disponibles
14 juin 2019 · 🌐

La police, ce territoire perdu de la République.

Oui Libération et si enfin vous en parliez avec Monsieur Castaner ?

Et si tous les médias en parlaient aussi ?

La violence policière n'est pas une vue de l'esprit non.

Après l'intervention remarquée de la cheffe de l'IGPN, que nous évoquions précédemment, voici une réponse de Libé.

Poser cette question est peut être une façon de poser le débat sur les pratiques policières.

Mais force est de constater que les dérives auxquelles nous assistons quotidiennement, sont non seulement niées, mais également couvertes par tous les pouvoirs institutionnels, dont font partie les médias dits "dominants"

Monsieur Castaner, le moment est venu de rendre des comptes!

"Pour maintenir une société autoritaire et inégalitaire, il faut la légitimer — cela s'obtient par de l'idéologie, du divertissement, de l'aménagement des désirs mais aussi par de la coercition," Mathieu Rigouste Revue Ballast, 17 Février 2017.

<https://www.revue-ballast.fr/mathieu-rigouste-violences.../>

<https://www.liberation.fr/.../police-l-etat-en-ilegitime...>



CND Cerveaux non disponibles
6 juin 2019 · 🌐

Le publicitaire Varois qui a affiché cette fausse pub pour se moquer des médias vient d'être condamné à verser 32 000 euros à BFM TV !

Triste France



811 130 commentaires 643 partages



UNE SOCIOLOGUE NOUS EXPLIQUE LA MANIPULATION MÉDIATICO-POLITIQUE

LAVRAIE DÉMOCRATIE
fb.com/lavraiedemocratie

La vraie démocratie
6 juin 2019 · 🌐

Abonné(e) ...

Vue d'ensemble Commentaires

«La pensée critique est absente des grands médias, nous sommes muselés» Monique Pinçon-Charlot (Sociologue)

Voir l'interview en intégralité : <https://youtu.be/DnHUyRfY3Wc>
Soutenez la chaîne Thinkerview : <https://tipeee.com/thinkerview>
Thinkerview sur Facebook : www.fb.com/Thinkerview

Crédit vidéo : Thinkerview
Voir moins

Plus pertinents ▾

une femme formidable , j ai un grand respect pour le couple Pinçon-Charlot ! aujourd'hui, voter c 'et se faire piéger pour que rien ne change , votez une fois tout les cinq ans , c'est ce déresponsabiliser de la vie

Écrivez un commentaire...

L'absence de pensée critique dans les grands médias

J'aime Commenter Partager 2,2 K · 191 commentaires · 242 K vues



Gilets Jaunes le Mouvement

19 juin 2019 · 🌐

VANITYFAIR.FR

Enquête sur RT, la chaîne russe qui bouscule les médias français

À la faveur de la crise des Gilets jaunes, une mystérieuse chaîne russe s'est i...

  26

1 commentaire 5 partages



La manipulation des images par les médias mainstream. Citoyens ne vous laissez plus bernier allez chercher l'information sur des médias...

J'aime Commenter Partager 114 · 14 commentaires · 4,4 K vues

Gilets Jaunes Officiel 19 juin 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

La manipulation des images par les médias mainstream. Citoyens ne vous laissez plus bernier allez chercher l'information sur des médias indépendants!

Plus pertinents

le problèmes c'est que les anciens , dans leur majorité le savent mais les jeunes et pas que les jeunes sont tellement hypnotisés et mentalisés par les dites " grandes chaînes d'info...bfm, c news...etc.... C'est vrai que s'il n'y avait pas internet..... En voir plus

J'aime Répondre 4 ans

Écrivez un commentaire...

Gilets Jaunes Infos 13 juin 2019

Et vous voulez encore croire ce qui est dit à la télé du matin au soir ? !



Quoidenews 13 juin 2019

On nous aurait don menti ?! Ah bon...

254 45 commentaires 333 partages

Cerveaux non disponibles 28 juin 2019

« Les violences policières montrent la profondeur, l'essence de ce qu'est l'État et sa forme de pouvoir: sa possibilité de matraquer les corps, de mutiler en toute impunité. Les médias qui sont tenus par des industriels de l'armement, ou du capital financier n'ont aucun intérêt à laisser véhiculer des récits, des discours, des imaginaires qui permettent de rompre avec ça. C'est ça qui rend difficile le travail des journalistes. »



BLOGS.MEDIAPART.FR

Violences policières: bombe à retardement médiatique

Phénomène médiatique du 1er semestre 2019, la question des violences policières a cristallisé...

200 25 commentaires 208 partages



Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu ça....manifestation #GiletsJaunes sur l' #autoroute #A13 au km 90 au péage...

Gilets Jaunes Infos 22 juin 2019 · Abonné(e)

Vue d'ensemble Commentaires

Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu ça....manifestation #GiletsJaunes sur l' #autoroute #A13 au km 90 au péage d'Heudreville. #Acte32 ! N'écoutez pas les médias ! Le gouvernement fait tout pour nous rendre invisible !

Plus pertinents

Et c est en cassant les couilles à ceux qui subissent comme vous que macron va vous écouter ??Allez devant l'Élysée, les mairies et les centres des impôts, en pas que le samedi. Remarque avec un peu de chance,il passera peut être en twingo au péage.

J'aime Répondre 4 ans

2 réponses

Écrivez un commentaire...

CND Cerveaux non disponibles
5 juin 2019 · 🌐

Prenez la rue pour détruire les médias !



👍❤️ 216

4 commentaires 121 partages

Gilets Jaunes Infos
22 juin 2019 · 🌐

LA HONTE !

Scandale à venir chez @BFMTV : des gardes du corps de BFMTV auraient été payés au noir lors de manifs GJ. Certains commencent à raconter : des missions sans contrat de travail, un recrutement fait sur WhatsApp.



FRANCTVINFO.FR

#VraiOuFake Des gardes du corps de journalistes de BFMTV travaillaient-ils au noir pendant les manifestations des "gilets..."

👍👍👍 128

20 commentaires 165 partages

Gilets Jaunes Infos
20 juin 2019 · 🌐

Une «grave menace»: Belloubet envisage de réformer la loi de 1881 sur la liberté de la presse



Rouen dans la rue
19 juin 2019 · 🌐

⚠️⚠️ UNE GRAVE MENACE POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DE LA PRESSE

Nicole Belloubet envisage de réformer la loi sur la liberté de la presse, datant de 1881. Cette annonce intervient dans une période où la légitimité des discours des médias de masse est très controversée, au profit d'un journalisme aux formes plus indépendantes et plus proches de la réalité des événements. Ces derniers ont été l'un des piliers du mouvement de contestation des gilets jaunes. Derrière ce plan de lutte contre la "haine" sur internet mené par le gouvernement semble se cacher une opération bien plus sournoise : celle de réprimer plus rapidement et d'offrir une réponse pénale aux discours de rupture avec ceux du pouvoir.

De plus, la loi du 29 juillet 1881 est fondamentale pour les journalistes et instaure un régime dérogatoire leur permettant de protéger leurs sources et de livrer des informations d'intérêt général en prenant le risque parfois de la diffamation publique.

Avec les modifications que la garde des sceaux Nicole Belloubet envisage, la réponse s'accélérait par exemple pour juger en comparution immédiate les auteurs récidivistes d'injures ou de diffamation.

Plus d'infos sur la question : <https://www.nouvelobs.com/.../haine-sur-internet...>

👍👍👍 135

45 commentaires 102 partages

Gilets Jaunes Infos
26 juin 2019 · 🌐

Vous la voyez arriver la censure ?

« Je considère qu'il doit y avoir un Conseil de l'ordre des journalistes, des journalistes entre eux, qui prennent des décisions et qui disent à l'Etat : 'vous devez retirer l'agrément de tel ou tel 'canard', mettre des avertissements. »

Cédric O considère que des médias comme Russia Today (RT) ou Sputnik, sous influence russe, fragilisent volontairement la démocratie "pour aboutir à l'arrivée au pouvoir de tel ou tel parti politique".



FR.REUTERS.COM

Cédric O prône un Conseil de l'ordre des journalistes

Le secrétaire d'Etat au Numérique, Cédric O, invite les journalistes à s

👍👍👍 88

40 commentaires 74 partages

Tables des matières

Introduction générale.....	10
Enjeux de recherche	13
De la critique de l'institution à l'organisation sociale de la critique.....	20
La critique comme engouffrement dans la brèche institutionnelle	21
Le mouvement social comme institution de la critique.....	23
Retrouver la matérialité de la critique : entre « action connectée » et socialisation ...	24
Organisation du mémoire	28
PREMIÈRE PARTIE — LE NUMÉRIQUE, UN VECTEUR DE LA CRITIQUE DES MÉDIAS	33
Chapitre 1 – L'ouverture de l'espace public avec le numérique.....	34
1.1 Les distorsions communicationnelles des médias de masse	35
1.1.1 La présence institutionnelle des médias dans le monde social.....	37
1.1.2 Des médias faiseurs de rois ?	39
1.1.3 Un déni médiatique de reconnaissance	40
1.2 L'institutionnalisation des médias.....	42
1.2.1 L'autonomie	43
1.2.2 Des pratiques homogènes.....	44
1.2.3 Faire reconnaître son autorité.....	45
1.3 De la numérisation à la contestation	48
1.3.1 La médiatisation du monde social.....	49
1.3.2 La participation oppositionnelle en ligne	51
1.4 Saisir les effets de capacitation du web par les affordances	54
Chapitre 2 – La production militante d'une culture commune	59
2.1 La contestation connectée des Gilets jaunes	60
2.2 La culture politique des Gilets jaunes	64
2.3 Le cadrage comme partage militant d'un référentiel commun	68
Chapitre 3 – Lutter contre et par les médias.....	73
3.1 De la dénonciation des médias aux médias alternatifs.....	73
3.1.1 Une critique miroir des transformations du journalisme, des Lumières à la fin du XX ^e siècle.....	74
3.1.2 L'autonomisation de la critique des médias	77
3.1.3 La production alternative d'information	80
3.2 Une critique ordinaire qui ne se réduit pas aux élaborations savantes.....	82
3.3 Les dispositions à la critique	87

DEUXIÈME PARTIE — ÉTUDIER L'ENGAGEMENT CRITIQUE.....	93
Chapitre 4 – Cadre d'analyse et hypothèses de recherche	94
4.1 Saisir la dimension processuelle de l'engagement critique.....	95
4.2 Anticiper les formes que prend l'organisation sociale de la critique des médias chez les Gilets jaunes	100
Chapitre 5 – Construire et mener l'enquête	102
5.1 L'observation en ligne.....	102
5.1.1 CrowdTangle, outil de récolte des données en ligne.....	103
5.1.2 Un corpus rétrospectif	105
5.1.3 L'analyse des captures d'écran	110
5.1.4 De l'importance de croiser les méthodes d'enquête.....	112
5.2 Les entretiens semi-directifs.....	113
5.2.1 Constitution du groupe de participants.....	114
5.2.2 Caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon	117
5.2.3 Conduire des entretiens et les analyser	119
5.2.4 Quelques lignes pour une auto-analyse	121
5.3 Les données de la recherche collective PIL	124
TROISIÈME PARTIE — LES RESSORTS DE LA CRITIQUE DES MÉDIAS CHEZ LES GILETS JAUNES	127
Chapitre 6 – La formation des dispositions à la critique.....	128
6.1 Une socialisation familiale qui préfigure la critique à venir	129
6.1.1 La transmission explicite de dispositions à la critique.....	130
6.1.2 Le clivage familial ou la socialisation au conflit politique	134
6.1.3 La réappropriation de valeurs familiales	136
6.1.4 Le rapport agonistique à la famille.....	138
6.2 Les études, l'autonomie, et la configuration de soi-même.....	141
6.2.1 L'apprentissage académique de la critique	143
6.2.2 Les difficultés scolaires surmontées par un habitus autodidacte.....	148
6.3 L'espace militant ou la critique instituée collectivement.....	152
6.3.1 Jean, un parcours du PCF à l'éducation populaire	153
6.3.2 Célia, le tempérament révolté.....	158
6.3.3 Marina, une entrée tardive dans le militantisme contre les lois Taubira....	161
6.3.4 L'associatif en contrepoint des mouvements sociaux	164
6.3.5 Immigration et associatif.....	168

6.4	Travail et politisation	171
6.4.1	Le contact direct avec les médias	172
6.4.2	Le parcours professionnel de Monique ou l'épreuve de l'injustice	174
6.4.3	Marguerite : du soin à l'éducation populaire, en passant par Ambroise Croizat	176
6.4.4	Le travail du care et la conscience des rapports de genre	179
6.5	L'exposition aux médias	181
6.5.1	Le traitement médiatique des banlieues	182
6.5.2	L'exposition à la critique des médias	183
Chapitre 7 – L'activation des dispositions à la critique lors du mouvement des Gilets jaunes.....		
7.1	Une expérience de politisation qui se heurte à un cadrage dépolitisant.....	193
7.1.1	Premier décalage : la représentation des Gilets jaunes	194
7.1.2	Une surdité aux revendications	199
7.1.3	Des représentations stéréotypées.....	203
7.2	La production numérique d'un contre-discours face à une couverture décalée des rassemblements	205
7.2.1	Second décalage : la manifestation comme espace d'interaction entre Gilets jaunes, journalistes et forces de l'ordre	206
7.2.2	Un silence autour des violences policières.....	209
7.2.3	La surreprésentation des violences manifestantes, miroir de l'absence médiatique des violences policières	224
7.2.4	Des médias démobilisateurs	234
7.3	Une hostilité mutuelle entre Gilets jaunes et journalistes	245
7.3.1	Troisième clivage : les journalistes face à la défiance des Gilets jaunes ...	245
7.3.1	Des accusations d'extrémisme	248
7.3.2	Des plateaux de télévision hostiles.....	254
Chapitre 8 – L'élaboration collective de normes médiatiques.....		
8.1	De la défense des libertés formelles des journalistes à la réflexion sur la hiérarchie de la production de l'information.....	268
8.2	Le pluralisme comme idéal civique	276
8.3	Une montée en généralité qui débouche sur une revendication d'indépendance des médias	285
8.4	Les références aux canons traditionnels d'objectivité et de neutralité.....	298
8.5	L'ambivalence de la figure de contre-pouvoir	305

Chapitre 9 – Un rapport aux médias reconfiguré par l’engagement politique	313
9.1 Les médias traditionnels à l’épreuve de la défiance.....	315
9.1.1 Continuité et ruptures dans la rapport critique aux médias.....	316
9.1.2 Une consommation télévisuelle défiante et réflexive	320
9.1.3 Un délaissement de la radio	327
9.1.4 La presse écrite, entre consultation locale et usages militants	330
9.2 L’appui numérique à l’autonomie des pratiques informationnelles.....	338
9.2.1 Des médias traditionnels relativement peu consommés en ligne.....	339
9.2.2 L’importance des médias web natifs.....	345
9.2.3 Focus sur RT France	354
9.2.4 Les plateformes au cœur de l’information	359
9.3 Les initiatives médiactivistes des Gilets jaunes	371
9.3.1 De la dénonciation des médias à l’action par les médias	372
9.3.2 Signifier directement aux médias sa colère, entre courriers et manifestations.....	378
Conclusion générale	389
Retour sur les résultats	389
Socialisation	389
Activation de la critique	392
Normes médiatiques.....	394
Pratiques médiatiques.....	398
Limites de l’enquête, perspectives scientifiques et sociales	401
Bibliographie.....	406
ANNEXES	437
Annexe n° 1 – Liste des entretiens réalisés	438
Annexe n° 2 – Guide d’entretien	439
Annexe n° 3 – Captures d’écran.....	440
Novembre 2018.....	440
Décembre 2018	447
Janvier 2019	458
Février 2019	468
Mars 2019.....	479
Avril 2019	491
Mai 2019	503
Juin 2019	514

La critique des médias par les Gilets jaunes. Étude des appuis sociaux et numériques de la contestation politique

Dès ses débuts en novembre 2018, le mouvement des Gilets jaunes s'est distingué par sa critique virulente des médias dominants, notamment sur les réseaux socionumériques investis par cette mobilisation. La thèse examine les ressorts de cette dénonciation en s'appuyant sur un terrain mixte croisant l'analyse de captures d'écran tirées des espaces Facebook des Gilets jaunes ($n = 316$), des entretiens semi-directifs réalisés auprès de participants au mouvement ($n = 38$), ainsi que les résultats d'un questionnaire administré en 2019 dans le cadre de la recherche Pluralisme de l'information en ligne (ANR PIL). L'analyse de ce matériau empirique cherche à restituer l'organisation sociale de la critique au sein du mouvement des Gilets jaunes en associant une approche dispositionnaliste du parcours de vie des enquêtés avec l'étude de la formation en ligne d'une culture critique commune propre à la mobilisation. Il apparaît alors que la critique des médias exprimée par les Gilets jaunes est le résultat d'un recrutement social de militants disposés de façons diverses à la critique. Par la suite, l'expérience militante des Gilets jaunes s'est régulièrement trouvée en décalage avec la couverture médiatique du mouvement, ce qui a suscité l'expression en ligne d'une colère agrégée par les plateformes formant au fil du temps une culture commune de contestation. Cette critique des médias s'est finalement installée dans le quotidien des Gilets jaunes en se traduisant par une reconfiguration de leurs pratiques médiatiques, entretenant ainsi une dénonciation devenue un trait structurel de la mobilisation.

Mots-clés : *critique, Gilets jaunes, médias, mouvements sociaux, numérique, socialisation*

The Yellow Vests Against the Media: The Socio-Digital Foundations of a Political Protest

From its outset in November 2018, the Yellow Vests Movement (YVM) has stood out for its fierce criticism of the mainstream media, most notably through its engagement on social media platforms. This thesis investigates the driving forces behind this denunciation. It draws on combined fieldworks, involving the analysis of screenshots taken from the YV's Facebook spaces ($n = 316$), as well as semi-structured interviews conducted among the movement's participants ($n = 38$), and results from a 2019 survey administered via the *Pluralisme de l'information en ligne (PIL)* research project. The study of this empirical data seeks to identify the social organizing principles of the YV's media criticism. It combines a dispositionalist examination of the respondents' individual experiences with a discussion of the online development of a shared critical culture, specific to the protest. The YV's media criticism thus appears to be the product of a mobilization of demonstrators with varying degrees of inclination towards critical discourse. As the activist experience of the YV regularly found itself at odds with the media coverage of the movement, it prompted the online expression of an anger aggregated by platforms, and gradually formed a common culture of protest. This media criticism eventually took root in the daily lives of the YV, resulting in a reconfiguration of their media practices, thus sustaining a denunciation that became a structural feature of the protest.

Keywords: *critique, digital, media, social movements, socialization, Yellow Vests*